# libération

Vol. I Number I April 1971



## Etudiants, professeurs, employés:

# Contrôlons nos écoles

**Victoire étudiante à Vieux-Montréal: Lénine sur la Commune: L'avortement: une boucherie**

**libération** RÉDACTEUR: ANDRÉ DOUCET

# Nous voici!

Le nouveau journal "Libération" qui débute avec ce numéro vise à promouvoir la lutte pour l'indépendance socialiste du Québec. Nous allons présenter le point de vue socialiste sur toutes les questions, défendant les intérêts des travailleurs et étudiants québécois.

L'équipe qui publie "Libération" est composée d'étudiants, de travailleurs, et de chômeurs. Nous avons voulu réunir dans les pages de notre journal le dynamisme révolutionnaire de la jeunesse, et la perspective ouvrière de la lutte, c'est-à-dire la nécessité, entres autre choses, d'un parti des travailleurs qui lutte pour la prise du pouvoir. Nous exprimerons particulièrement la voix de la jeunesse radicale: il y aura dans ce journal des nouvelles sur les luttes des étudiants dans leurs écoles, de même que toutes les autres luttes contre l'aliénation et l'oppression de la jeunesse.

Parce que notre cause est internationale, nous appuyons les luttes révolutionnaires partout dans le monde: la lutte de libération nationale et sociale du tiers-monde, le combat pour la démocratie socialiste dans les pays comme l'URSS et la Chine; et les mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés. Notre journal expliquera pleinement le sens de ces luttes, ayant déjà mis sur pied un réseau de collaborateurs internationaux.

Nombre de nos lecteurs sont des anciens abonnés des journaux "La Lutte Ouvrière" ou "Jeune Garde". Nous avons acheté la liste d'abonnés de ces deux journaux qui ont dû cesser leur publication. Les anciens abonnés recevront un nombre de numéros de "Libération" équivalent à ce qu'ils devaient recevoir de ces journaux. Toutes les grandes publications jouissent des droits dits "de deuxième classe" qui permettent l'envoi par la poste de la publication à un prix raisonnable. Grâce aux règlements arbitraires de M. Kierans et du Bureau des Postes, "La Lutte Ouvrière" s'est vu retirer ces droits. "Jeune Garde" ne pouvait pas les obtenir. Le fardeau financier était alors devenu insupportable pour ces journaux et ils ont dû fermer boutique.

Notre journal "Libération" continuera dans les meilleures traditions de la presse révolutionnaire. En effet, nous pensons pouvoir produire le meilleur journal socialiste que le Québec ait jamais connu, grâce à la collaboration au sein de notre rédaction, de jeunes révolutionnaires et de socialistes expérimentés.

En même temps, nous allons remplir toutes les formalités du Bureau des Postes, pour obtenir les droits de deuxième classe.

"Libération" est le seul journal qui se donne la tâche d'expliquer et de diffuser la nécessité d'un Québec unilingue, indépendant, et socialiste; c'est-à-dire un Québec aux travailleurs. Pour nous, ceci n'est réalisable que par une lutte consciente des masses québécoises, par des mobilisations massives dans la rue, dans les usines, et dans les écoles, visant le renversement de la domination capitaliste. Pour nous, la presse est une des armes les plus précieuses pour cette lutte, et constitue un facteur central dans le processus de prise de conscience révolutionnaire des masses.

Le Parti Québécois, qui s'oppose aux luttes de masses, voulant les cantonner au strict plan parlementaire, est le parti des petits patrons; nous pensons qu'il constitue un obstacle sur la voie vers notre libération.

"Libération" est votre journal — nous attendons votre participation au journal, vos lettres, critiques et suggestions. Aidez-nous l'écrire et à le distribuer à travers la nation. Avec ce premier numéro nous lançons une grande campagne d'appui financier et d'abonnements. Du succès de cette campagne dépend la survie et l'expansion du journal.

Avec vos idées et votre appui, "Libération" jouera un rôle-clé dans la victoire de notre cause, l'indépendance socialiste du Québec.

**libération** RÉDACTEUR; ANDRÉ DOUCET

Publié tous les mois. Toute correspondance doit être envoyée à André Doucet, B.P. 133, Succ. "C", Montréal. Abonnements: 8 numéros pour $1.00
Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux.
Imprimé chez Payette et Payette Inc., St-Jean, Québec.
Dépôt légal à la bibliothèque nationale du Québec.






POISSON D'AVRIL!

☐ Je vous envoie mon abonnement (8 numéros pour $1.00)
☐ Voici ma contribution de............ pour aider à financer le nouveau journal *Libération.*

Nom ..........................................

Adresse ..........................................

Ville .................... Tél. ....................

***Ne tardez pas! Envoyez-nous votre contribution tout de suite!***

Envoyer à: André Doucet, B.P. 133, Succ. "C", Montréal.

libération

#1

# Victoire des étudiants à Vieux-Montréal: la lutte ça paie!

Commentant la décision du juge rendue en faveur des étudiants du Vieux-Montréal, un représentant des professeurs disait: "L'injonction des étudiants, c'est une victoire pour nous tous, mais le combat n'est pas terminé." Le jugement rendu en Cour supérieure le 12 mars reconnaît implicitement le droit strict des élèves de recevoir de l'enseignement et de manifester leurs opinions politiques.

Selon **Québec-Presse** la démarche des cinq étudiants qui ont présenté l'injonction contre l'administration du Cegep, fut "une attaque-surprise, une tactique sans précédent dans l'histoire des contestations étudiantes."

La leçon la plus importante de cette victoire c'est que la lutte ça paye! Les étudiants de Vieux-Montréal ont lutté sur tous les fronts: occupations, manifestations, assemblées et devant les tribunaux. À tous les cyniques dans le mouvement étudiant qui ne croient plus à la lutte et à la force étudiante, ni à la possibilité de gagner quoi que ce soit, Vieux-Montréal fait la preuve du contraire. La cour bourgeoise a été forcée de donner raison aux étudiants grâce à la pression du mouvement de masse, et à Vieux-Montréal, où presque 1,000 personnes participaient, et à l'extérieur.

Les étudiants ont pu gagner parce qu'ils ont su formuler un programme de revendications démocratiques capables de mobiliser la masse des étudiants de l'école. En plus du programme, ils ont su mener la lutte autour du programme afin de le faire appliquer. Ils ont su combiner la lutte dans la rue et la lutte légale — tout comme ça se fait dans le mouvement pour défendre les prisonniers politiques.

Bien que cette victoire fût partielle, et bien que l'administration va tout faire pour arracher ces gains importants des étudiants, elle ne peut que constituer une inspiration non seulement à tous les étudiants au Québec, mais à tous les Québécois! Il n'y a rien de mieux qu'une victoire pour prouver que c'est possible de changer le statu quo; pour renforcer la confiance des étudiants et des ouvriers dans leur potentiel; et pour déclencher d'autres combats.

La seule façon de protéger et d'étendes les gains de Vieux-Montréal, c'est de continuer le combat en impliquant la masse des étudiants dans la défense de leurs droits. Ceci peut se faire par des assemblées très larges et démocratiques, et par la formation d'une organisation militante, ouverte à tous les étudiants, et capable de mettre de l'avant un programme de combat.




**Manifestation d'étudiants devant le pavillon Marie-Victorin du CEGEP du Vieux-Montréal.**

# Pas de loi spéciale pour les Cegep!

*(Extraits d'un tract distribué sur les campus par la LJS, 5 avril)*

**Le gouvernement Bourassa veut mettre fin "aux troubles dans les Cegep."... En renforçant le contrôle du gouvernement sur les écoles en "crise" et en invoquant la menace d'une "minorité étrangère" le gouvernement prépare un "nettoyage" des CEGEP. Face à la montée des luttes étudiantes qui posent la question du contrôle de l'éducation par les étudiants et les professeurs, le gouvernement répond par la répression, visant les dirigeants de cette contestation légitime...**

**Le gouvernement ne peut pas se permettre le "désordre" causé par la solidarité des étudiants avec les enseignants et les employés de soutien. Il veut provoquer une épreuve de force avec ces syndicats afin de donner un exemple et un avertissement à tout le mouvement ouvrier.**

**Le gouvernement veut tuer le "désordre" de la liberté d'expression sur les campus québécois en empêchant professeurs et étudiants de discuter les idées et l'action politique et en cantonnant les professeurs dans un enseignement "apolitique". La liberté d'expression est incompatible à un système d'éducation qui a pour but d'entraîner des ouvriers bien dociles qui obéiront et qui ne penseront pas à changer leur statut d'exploités...**

**LES CAMPUS À CEUX QUI Y ÉTUDIENT ET À CEUX QUI Y TRAVAILLENT!**

libération

# Il y a cent ans, la Commune: quelles leçons ?

*La classe possédante a beaucoup appris de l'histoire en ce qui concerne les moyens et comment renforcer son oppression des masses. Elle est hautement consciente et centralisée, et l'on ne pourra pas détruire son pouvoir sans l'édification d'une avant-garde hautement consciente, qui a assimilé complètement les leçons des luttes précédentes, et qui comprend comment les appliquer à la situation d'aujourd'hui.*

*Cette avant-garde ne peut qu'être édifiée sur la base du Marxisme, qui représente la distillation des expériences du mouvement révolutionnaire international. En fait, ces expériences sont riches d'enseignements pour la lutte québécoise.*

*Nous allons présenter régulièrement dans cette rubrique des articles qui reflètent le riche héritage révolutionnaire du mouvement marxiste, afin d'armer le mouvement de libération québécois avec les idées nécessaires à la victoire. C'est pour cette raison que nous avons choisi le titre: De l'arsenal du Marxisme.*

* * *

*Ce mois-ci, nous présentons un article par V.I. Lénine "Les enseignements de la Commune."*

*On fête cette année le centenaire de la Commune de Paris, la première fois que les travailleurs prirent le pouvoir des mains de la bourgeoisie.*

*En 1871, l'Allemagne avait défait la France. La ville de Paris était prise, après un long siège, et les bourgeois français ont signé une paix de capitulation avec le conquérant. Mais, la population parisienne était armée, et quand le gouvernement a tenté de la désarmer, la révolte a éclaté. Le gouvernement perdait vite le contrôle, s'enfuyant à Versailles d'où il organisa ses attaques sur Paris révolutionnaire.*

*Les travailleurs régnèrent à Paris du mois de mars à la fin mai. Leurs sacrifices et héroïsme étonnaient tout le monde. Ils ont, pendant cette brève période, donné un exemple des mesures sociales qu'un gouvernement socialiste adopterait: la suppression de la police et de l'armée permanente, leur remplacement par la population en armes; le plafonnement des salaires des dirigeants étatiques au niveau d'un travailleur qualifié; la gestion des usines abandonnées par les syndicats; etc.*

*Mais le gouvernement versaillais n'a pas cessé de faire la guerre à la Commune. En bonne bourgeoise, l'armée allemande, l'ancien ennemi, remit des prisonniers de guerre français aux Versaillais, qui les lancèrent tout de suite contre les Communards.*

*Le 21 mai, les forces versaillaises investirent Paris. Leurs représailles étaient épouvantables. Hommes, femmes, enfants, tous étaient massacrés sans merci. Le sang coula à flot toute la semaine, connue désormais comme "la semaine sanglante". Environ 100,000 communards ont été assassinés; 30,000 autres ont été déportés par les assassins de Versailles qui se vengeaient sur les travailleurs parisiens qui avaient osé hisser le drapeau rouge sur la ville.*

*Par ce massacre, la bourgeoisie espérait en finir avec le socialisme. Mais cent ans plus tard, un tiers de l'humanité s'est libéré du capitalisme, et le reste du monde ne saurait tarder. En fait, la Commune vit, dans les combats révolutionnaires qui secouent le globe chaque jour!*

**par V.I. Lénine**

Après le coup d'État qui achevait la Révolution de 1848, la France tomba pour 18 ans sous le joug du régime napoléonien. Ce régime conduisit le pays à la ruine économique et aussi à l'humiliation nationale. Insurgé contre le vieux régime, le prolétariat assuma deux tâches, l'une nationale, l'autre sociale: libérer la France de l'invasion allemande et affranchir les ouvriers du joug du capitalisme en instaurant le socialisme. La réunion de ces deux tâches constitue le trait original de la Commune.

La bourgeoisie formait alors un "gouvernement de défense nationale", sous la direction duquel le prolétariat devait combattre pour l'indépendance nationale. En réalité, c'était un gouvernement de "trahison du peuple" qui voyait sa mission dans la lutte contre le prolétariat de Paris. Mais aveuglé par ses illusions patriotiques, le prolétariat ne s'en rendait pas compte. L'idée de patriotisme remonte à la grande Révolution du XVIIIe siècle; elle s'empara de l'esprit des socialistes de la Commune, et Blanqui par exemple, révolutionnaire incontestable et adepte fervent du socialisme, ne trouva pour son journal de titre mieux approprié que ce cri bourgeois, la *Patrie en danger!*

Ces deux objectifs contradictoires réunis — patriotisme et socialisme — furent l'erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l'Internationale, septembre 1870, Marx déjà mettait le prolétariat français en garde contre l'engouement pour l'idée nationale[1] mensongère: de profonds changements s'étaient produits depuis la grande Révolution, les antagonismes de classe s'étaient aggravés, la lutte

*Suite à la page 2*



*Suite de la page 1*

**contre la réaction de toute l'Europe unissait alors l'ensemble de la nation révolutionnaire; aujourd'hui, par contre, le prolétariat ne peut plus confondre ses intérêts avec ceux d'autres classes, de classes qui lui sont hostiles. Que la bourgeoisie porte la responsabilité de l'humiliation nationale! L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie par le socialisme.**

Et en effet, le véritable dessous du "patriotisme" bourgeois ne tarda pas à apparaître. Après avoir signé une paix honteuse avec les Prussiens, le gouvernement de Versailles aborda sa tâche principale et entreprit un raid contre le prolétariat armé de Paris qu'il redoutait. Les ouvriers ripostèrent par la proclamation de la Commune et la guerre civile.

Bien que le prolétariat socialiste fût divisé en de nombreuses sectes, la Commune s'avéra un brillant exemple de l'unanimité avec laquelle le prolétariat sait accomplir les tâches démocratiques que la bourgeoisie ne sait qu'énoncer. Sans législation particulière et compliquée, simplement, par des actes, le prolétariat au pouvoir démocratisa le régime social, supprima la bureaucratie, prescrivit l'éligibilité des fonctionnaires par le peuple.

Mais deux fautes anéantirent les fruits d'une brillante victoire. Le prolétariat s'arrêta à mi-chemin: au lieu de procéder à l'"expropriation des expropriateurs", il se laissa entraîner par des rêves sur l'établissement d'une justice suprême dans le pays, uni par une tâche nationale commune; des institutions comme les banques par exemple ne furent point saisies, la théorie proudhonienne du "juste échange", etc., régnait encore parmi les socialistes. La deuxième faute fut la trop grande magnanimité du prolétariat; au lieu d'exterminer ses ennemis, il chercha à exercer une influence morale sur eux, il négligea l'importance des actions purement militaires dans la guerre civile et, au lieu de couronner sa victoire à Paris par une offensive résolue sur Versailles, il temporisa et donna au gouvernement de Versailles le temps de rassembler les forces ténébreuses et de se préparer à la semaine sanglante de mai.

**Mais malgré toutes ses fautes, la Commune est le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien du XIXe siècle. Marx appréciait hautement la portée historique de la Commune — si, au moment où la clique versaillaise tentait perfidement de s'emparer des armes du prolétariat parisien, les ouvriers les avaient abandonnées sans combat, le préjudice de la démoralisation que cette faiblesse eût semée dans le mouvement prolétarien eût été infiniment plus grave que les pertes subies par la classe ouvrière au combat, dans la défense de** ses armes[3]. Si grands qu'aient été les sacrifices de la Commune, ils sont compensés par l'importance qu'elle a pour la lutte générale du prolétariat: elle a profondément remué le mouvement socialiste de toute l'Europe, elle a révélé la force de la guerre civile; elle a dissipé les illusions patriotiques et brisé la foi naïve dans les aspirations nationales de la bourgeoisie. La Commune a appris au prolétariat européen à poser concrètement les problèmes de la révolution socialiste.

La leçon que le prolétariat a reçue ne sera pas oubliée. La classe ouvrière en fera son profit, comme elle l'a déjà fait en Russie pendant l'Insurrection de Décembre.

L'époque qui a précédé et préparé la révolution russe a quelque analogie avec celle du joug napoléonien en France. En Russie également, la clique absolutiste avait conduit le pays aux horreurs de la ruine économique et à l'humiliation nationale. Mais longtemps, aussi longtemps que le développement social n'eût créé les conditions favorables à un mouvement des masses, la révolution ne put éclater et, malgré tout leur héroïsme, les attaques isolées contre le gouvernement dans la période prérévolutionnaire se brisèrent contre l'indifférence des masses populaires. Seule la social-démocratie sut, par un travail opiniâtre et méthodique, enseigner aux masses les formes de lutte supérieures: actions massives et guerre civile armée.

Elle sut briser dans un jeune prolétariat les aberrations "nationales" et "patriotiques", et, lorsqu'on eut réussi, avec son intervention directe, à arracher au tsar le Manifeste du 17 octobre, le prolétariat se mit à préparer énergiquement l'étape suivante et inévitable de la révolution: l'insurrection armée. Affranchi des illusions "nationales", le prolétariat concentra ses forces de classe dans ses organisations de masses: les Soviets des députés des ouvriers et des soldats, etc. Et malgré toutes les différences entre les buts et les tâches de la révolution russe et ceux de la révolution française de 1871, le prolétariat russe dut recourir au moyen de lutte qu'avait inauguré la Commune de Paris, à la guerre civile. Se souvenant des enseignements de la Commune, il savait que le prolétariat ne doit pas négliger les moyens de lutte pacifiques — ces derniers servent ses intérêts quotidiens et sont indispensables en période de préparation de la révolution — mais qu'il ne doit jamais oublier non plus que dans certaines circonstances la lutte de classe se transforme en lutte armée et en guerre civile; il est des moments où les intérêts du prolétariat exigent l'extermination implacable de ses ennemis dans des combats déclarés. Le prolétariat français le montra le premier pendant la Commune et le prolétariat russe le confirma brillamment lors de l'Insurrection de Décembre.

Ces deux soulèvements grandioses de la classe ouvrière ont été étouffés. Soit. Une nouvelle insurrection n'en éclatera pas moins, une insurrection devant laquelle les forces ennemies du prolétariat se révèleront débiles et où le prolétariat socialiste remportera une victoire complète.

libération No. 1

## Avec la loi "libéralisée" sur l'avortement

# La Québécoise est massacrée

par Francine Emard

"... Il s'agit d'un couple marié depuis quelques années et ayant déjà un enfant de trois ans. Ce couple désire un autre enfant. La femme devient enceinte, et au début du quatrième mois de grossesse, son médecin constate qu'elle fait une pleurésie. On l'hospitalise et l'on découvre qu'elle souffre d'un cancer du poumon.

Verdict: trois mois à vivre. Un spécialiste annonce à son mari qu'il faut l'avorter sinon dans trois mois il aura perdu sa femme et le bébé naîtra avec une déficience quelconque. Tout cela passe au fameux comité consultatif de l'hôpital et l'avortement est refusé. La femme est trop malade et trop inconsciente pour réagir ou pour s'offusquer (parce qu'il faut dire qu'il y a eu un délai d'un mois avant que le comité ne se prononce et que sa grossesse est maintenant de cinq mois). Résultat: deux mois plus tard, le bébé vient au monde avec une déficience au cerveau et ne vit que 36 heures. Un mois après la naissance du bébé, cette femme meurt à son tour après des souffrances terribles."

Cette histoire tragique, publiée par le magazine **Châtelaine** du mois de mars, démontre bien l'effet de la loi "libéralisée" sur l'avortement. Cette loi qui est censée autoriser l'avortement si la vie ou la santé de la mère sont menacées, donne le contrôle des avortements aux hôpitaux, mais pas aux femmes. Et, aussi longtemps que les administrateurs, prêtres et vieux médecins qui siègent sur ces "comités consultatifs" placent LEURS morales, LEURS opinions personnelles, et LEURS réputations professionnelles avant la souffrance humaine, les tragédies comme celle citée plus haut continueront.

La loi actuelle est basée, selon le gouvernement, sur "le respect pour la vie". Donc la loi ne permet pas l'avortement pour les raisons sociales, mais seulement si la vie ou la santé de la mère est en danger. Ça veut dire que la loi ne permet pas les avortements quand le foetus est en danger de déformation à cause de la rubéole: seulement si la mère est en danger de perdre sa santé mentale à cause de la peur des effets de la rubéole sur le foetus. Dans ce sens, la vie est regardée en tant que chose quantitative et non pas qualitative.

Si les comités jugent les femmes dans la stricte interprétation de la loi, (et c'est la règle et non pas l'exception), la vie et la santé ne sont pas en danger ni dans les cas de viol, ni dans les cas de pauvreté, ni simplement quand l'enfant n'est pas voulu. Les 2,000 enfants tués ou mutilés de façon permanente par leurs parents chaque année, ne sont pas pris en considération, ni les 86,000 enfants dans les crèches, ni les 200 femmes qui meurent chaque année des mains des avorteurs-bouchers, ni les 20,000 femmes admises dans les hôpitaux avec des blessures internes, hémoragies et infections incontrôlables, etc., après les avortements clandestins.




**Manifestation de la fête des mères organisée l'année passée par le Front de libération de la Femme. Cette année, on poursuivra la tradition.**

Les dirigeants du pays ne respectent pas du tout la vie des femmes de ce pays. Considérez le taux de mortalité mondial pour les avortements légaux — 3 sur 100,000. Considérez le taux au Canada — 200 pour les 200,000 avortements clandestins estimés. C'est 100 sur 100,000. C'est 4 par semaine quatre!! C'est un massacre — un massacre dont le gouvernement Trudeau est responsable.

Si la situation est mauvaise partout au Canada, c'est pire au Québec. Ici, selon le département de démographie de l'Université de Montréal, il y a 10 à 20,000 avortements clandestins chaque année. Cela veut dire, pour 9 naissances, il y a 1 ou 2 avortements. Mais de ces 10-20,000 avortements, seulement 181 ont été faits dans les hôpitaux québécois pendant la première année de la loi dite libéralisée. Même l'Île du Prince-Édouard a un taux d'avortement légal plus élevé que le Québec. Selon le Centre de planning familial à Montréal, la situation ne s'est pas améliorée récemment.

De ces 181 avortements légaux, seulement un était pratiqué dans un hôpital francophone. La loi, vous savez, n'exige pas que les hôpitaux établissent les comités consultatifs si c'est contre leurs convictions morales ou religieuses. Ce qui ne veut pas dire que les hôpitaux qui les établissent doivent pratiquer des avortements. Il y a plusieurs hôpitaux qui ont ces comités mais qui refusent toute demande présentée.

Même sous la loi pourrie actuelle, le gouvernement du Québec peut immédiatement améliorer la situation. Ce sont les gouvernements provinciaux qui autorisent les hôpitaux à pratiquer les avortements. Le Ministère de

*Suite à la page 2*

**libération**

*Suite de la page 1*

la santé peut permettre aux petits hôpitaux de campagne et aux cliniques médicales qui veulent faire les avortements de les faire. Le gouvernement de la Colombie britannique a pris cette action. Les femmes là sont maintenant capables — au moins plus qu'avant — d'avoir des avortements hors des grandes villes et d'être moins bloquées par les hôpitaux catholiques. Le gouvernement du Québec ne s'en est pas donné la peine. Alors, les chiffres parlent clairement aux femmes québécoises: il y a seulement 15 hôpitaux au Québec qui ont des comités, dont 12 à Montréal; au moins 8 d'entre eux sont anglophones.

Le gouvernement subventionne tous les hôpitaux avec nos taxes, et a le devoir de les forcer à servir la population québécoise.

Étant donné l'influence de la bureaucratie catholique sur le gouvernement, les possibilités sont très minces. C'est pourquoi le mouvement de libération des femmes exige l'abrogation de la loi sur l'avortement ET AUSSI le contrôle communautaire des hôpitaux et cliniques. On sait bien que les hôpitaux veilleront aux principes éternels de l'Église bien plus qu'à la vie humaine, et surtout à la vie féminine. Ces principes sont clairs: les femmes sont des enfants et tombées dans le péché: il faut les protéger. Il faut les protéger du péché mortel même au prix de leurs vies. La peine capitale, n'a-t-elle pas été abolie il y a quelques années? (L'avortement, pour l'information des croyants, a été déclaré péché grave par le pape Pie IX en 1869, non pas par le bon Dieu lors de la création.)

L'opposition à la loi sur l'avortement monte de plus en plus. L'année passée, le nombre de personnes en faveur de l'avortement sur demande a doublé au Québec et au Canada — 43% et 47% de la population respectivement. Parmi les travailleurs sociaux, psychologues et conseillers sociaux au Québec contactés par le Centre de planning familial, 90.7% se sont déclarés en faveur des changements dans la loi, avec 75.4% en faveur de l'avortement sur demande. Même l'Association Médicale du Canada s'est déclarée le 17 août 1970 en faveur de l'avortement sur demande. Le Parti libéral, lui aussi! Mais c'est le mouvement de libération des femmes qui a mené une campagne conséquente pour l'avortement, et qui a forcé ces changements dans l'opinion publique et professionnelle. Et ce sont ces femmes avec leur détermination et leur militantisme, qui forceront le gouvernement fédéral à céder sur cette question. Car, on sait bien que rien d'autre ne forcera ce gouvernement à concéder les plus simples droits aux citoyens!

# Sur la lutte des femmes

**par Ginette Savaria**

*Socialisme et libération de la femme*, Éditions d'avant-garde, 24 pages, $0.25.

Adopté au congrès de la Ligue Socialiste Ouvrière, ce document contient une analyse révolutionnaire du mouvement de libération des femmes. L'introduction explique que "nos lecteurs ne devraient pas s'étonner que les révolutionnaires considèrent le mécontentement des femmes comme une question d'importance politique au même titre que la lutte pour l'indépendance du Québec et la construction du parti révolutionnaire... Depuis deux ans, on a vu la cristallisation de ce mécontentement en un mouvement militant visant la libération totale des femmes."

Le début de cette brochure est un historique des luttes menées par ce mouvement aux États-Unis et au Canada, suivi de la description des quatre thèmes programmatiques constituant la base du programme de transition de la LSO sur la question de la libération de la femme.

Ces quatre thèmes sont: 1. La femme doit exercer le contrôle total de son corps, à ce sujet: l'abrogation de toutes les restrictions sur l'avortement. 2. Mesures spéciales pour assurer à la femme ses droits complets à l'éducation. 3. La femme doit être libérée de ses responsabilités traditionnelles envers l'enfant; il faut établir un système gouvernemental de garderies et d'écoles pré-maternelles contrôlées par celles qui l'emploient. 4. Pour l'égalité complète au travail.

On peut comprendre par ces revendications que l'oppression de la femme touche tous les aspects de la vie. On doit amener les femmes à cette compréhension que leur lutte est une composante importante de la lutte globale contre l'exploitation et l'oppression. Ceci est le rôle du mouvement de libération des femmes. Il doit toucher toutes les femmes, aussi doit-il éviter d'adopter un programme "globalement révolutionnaire", qui ne servirait qu'à limiter le groupe à des radicales déjà convaincues, qu'à les limiter à une seule tendance particulière.

La LSO soutient que c'est seulement par la destruction des structures économiques et sociales existantes, c'est seulement par la destruction du capitalisme et la création d'une société socialiste que se réalisera la libération complète des femmes.

# Nouveau groupe de femmes

par Penny Simpson

La formation d'un nouveau groupe de libération de la femme constitue une percée importante pour le mouvement de libération de la femme. Pour la première fois, ce mouvement pourra attirer des milliers de femmes mécontentes de tout âge au moyen d'actions attirantes, autour de problèmes brûlants dont beaucoup de femmes font face, sans être paralysées par les divergences qui ont pendant longtemps empêché le mouvement de libération de la femme d'agir.

Pendant son année et demie d'existence, le mouvement de libération de la femme a été divisé sur la question du genre de mouvement nécessaire, sur le caractère politique du mouvement. Ce n'est qu'en février dernier que la campagne sur l'avortement a forcé le mouvement à débattre ouvertement ces questions. Il est alors devenu évident que deux conceptions irréconciliables de ce qu'était le mouvement de libération de la femme s'opposaient — la première, celle d'un petit groupe de femmes se disant "révolutionnaires", l'autre, celle d'un groupe ouvert, orienté vers des actions de masse. Des femmes qui avaient exigé un débat sérieux sur cette question ont présenté l'optique d'un mouvement non-exclusionniste, capable d'impliquer toutes les femmes qui voulaient y être actives, avec une orientation militante.

Un autre groupe de femmes ont présenté une position quasi-identique, selon laquelle "toutes les femmes sont opprimées en tant que femmes et peuvent s'unir sur cette base". Elles, aussi, étaient favorables à un mouvement féministe de masse.

Le comité de coordination du mouvement de libération de la femme, ainsi qu'un certain nombre d'autres femmes, s'opposaient à cette perspective, sur la base qu'elles avaient toujours cru que le mouvement de libération de la femme était un mouvement socialiste. Elles affirmèrent que ce qui était requis, c'était un groupe composé de femmes possédant un "haut niveau" politique, sans "trop" de femmes qui nuiraient au type d'actions proposées par ce noyau.

Avant même qu'une discussion puisse se dérouler sur les conclusions pratiques de ce débat, le comité de coordination proposait et faisait accepter une proposition selon laquelle le mouvement de libération de la femme anglophone "prenne position en faveur d'un Québec indépendant et socialiste, et que toutes ses actions soient déterminées par cette position". Cette proposition a effectivement rejeté, hors du mouvement de libération de la femme, sans plus de discussion, les femmes qui voulaient un groupe orienté vers l'action de masse.

Celles qui ont formé le nouveau groupe de libération de la femme, sont les femmes, y compris celles de la LSO-LJS, (qui sont indépendantistes et socialistes), qui croient que le mouvement de libération de la femme appartient aux milliers de femmes mécontentes. Leur but est de mener des campagnes efficaces et populaires autour de revendications féministes, telles que l'avortement gratuit sur demande, et de les gagner.

Elles ont clairement indiqué aux autres groupes qu'elles voulaient travailler ensemble sur tous les projets avec lesquels elles seraient d'accord.

À Toronto, un groupe du même genre, le Toronto Women's Caucus, a en moins de 9 mois, dépassé les autres groupes de libération de la femme, prouvant dans l'action qu'il était le groupe le plus dynamique et le plus efficace.

L'adresse du Women's Action Movement est:

W.A.M., Box 371, Station "N", Montréal.



**"Suite aux récents événements, j'accorde l'avortement libre et gratuit."**

libération

# Continuons le combat pour nos droits démocratiques

par Louis Paquette

Le rejet de l'accusation principale portée contre Michel Chartrand et ses co-accusés, et la libération sous cautionnement de Chartrand et Lemieux représentent une victoire importante dans la lutte pour nos droits démocratiques.

En même temps, il démontre l'efficacité des méthodes de lutte qui comptent sur la mobilisation des masses, dans des campagnes légales pour défendre ces droits, aussi bien que notre capacité dans cette période de mener ces luttes à la victoire.

Le gouvernement a subi un coup important. À travers la cassation de l'acte d'accusation par le juge Ouimet, il admet qu'il n'y avait pas d'"insurrection appréhendée". La justification des mesures de guerre et du "Bill" Turner ont volé en éclats.

Quoiqu'une victoire importante, il s'agit d'une victoire limitée, car, obligés de reculer, Trudeau et Bourassa ont reculé seulement partiellement. Ils ont maintenu les procès politiques. Trois des "cinq" se sont vus accusés de nouveau. Le Bill Turner demeure encore, et sera bientôt remplacé par une loi répressive permanente. D'autres procès politiques s'ouvrent. Évidemment le combat contre la répression se poursuit.

Mais pour le poursuivre correctement, il est essentiel de comprendre la portée de cette victoire initiale.

Au mois d'octobre, le gouvernement fédéral a décidé d'imposer la Loi des mesures de guerre au Québec, et ce, pour plusieurs raisons. Il refusait de céder aux revendications du FLQ, escomptant sur un appui de la population québécoise. Mais au contraire, les Québécois ont répondu massivement en faveur de la libération des prisonniers politiques, et pour la négociation en vue de sauver la vie des deux otages. Face à la mobilisation populaire, les pressions s'étendant jusqu'au cabinet provincial, le gouvernement fédéral a décidé de sévir brutalement, afin d'arrêter ce mouvement avant qu'il ne soit trop tard.

Les difficultés qu'avaient la police à trouver les felquistes fournissaient une autre justification pour les mesures d'urgence.

Profitant aussi de la confusion semée par la tactique terroriste, les autorités ont sauté sur l'occasion pour réprimer la gauche nationaliste. Ils espéraient arrêter la radicalisation croissante avec une chasse aux sorcières, des arrestations massives, et une atmosphère d'intimidation généralisée, installant une répression permanente. Le gouvernement visait surtout les nationalistes ouvriers et socialistes. Le FRAP, parti politique municipal des travailleurs, devait être détruit.

Au mois d'octobre, la répression fut féroce. Plus de cinq cents arrestations, trois mille perquisitions. Des déclarations des plus fantastiques de Trudeau, Marchand et Bourassa. La Loi d'urgence fut décrétée. Le syndicaliste Michel Chartrand et d'autres militants bien connus accusés d'appartenance au FLQ, et détenus pendant plusieurs mois. Le FRAP, écarté du Conseil municipal de Montréal, est ensuite tombé à l'eau.

Pendant un certain temps, la tactique du gouvernement avait marché; la gauche était paralysée. Le PQ se taisait. Mais rapidement la situation s'était rétablie. Un premier comité de défense, le Comité québécois pour la défense des libertés s'était formé, lançant plusieurs actions publiques, auxquelles de nombreux personnages ont pris la parole. Les protestations se sont ensuite multipliées, venant même de toutes les couches de la société. Un autre comité de défense, le MDPPQ a joué le rôle essentiel dans la mobilisation du public.

Les prisonniers politiques ont porté de durs coups au gouvernement. Profitant de toutes les possibilités que la loi leur offre, les "Cinq" ont fait le procès du gouvernement et réussirent à prouver l'absurdité des accusations. Le gouvernement était sur la défensive.

Le gouvernement n'avait pas le choix: il était obligé de céder. En cassant l'acte d'accusation contre les "Cinq", le gouvernement voulait rassurer la population, réduire l'ampleur de la protestation, afin de pouvoir sauvegarder l'essentiel de sa répression: les autres procès politiques et la nouvelle loi répressive.

Mais il s'agit tout de même d'une défaite majeure qu'a subi le gouvernement. Une intensification de la campagne de défense pourra le déjouer complètement. Il faut utiliser au maximum les moyens qui nous ont valu cette première victoire: la mobilisation de protestations démocratiques et de masse; la lutt légale des prisonniers contre leurs procès; la solidarité internationale surtout au Canada-anglais; et l'intensification d'autres combats contre le gouvernement.

Les Mesures de guerre visaient fondamentalement à réprimer les Québécois pendant toute une période. Mais maintenant, au contraire, le mécontentement québécois s'exprime avec encore plus de force. Le gouvernement est en train de perdre son pari. Une intervention massive en faveur des autres prisonniers politiques consacrera notre victoire!



Michel Chartrand et Robert Lemieux au début de leur procès.

Dans ce contexte de reprise politique générale, le mouvement ouvrier passait à l'action. La lutte la plus importante était celle des enseignants qui, pendant six semaines menèrent un combat militant, n'hésitant pas à occuper des locaux. Le mécontentement ouvrier s'exprimait partout: dans les manifestations contre la fermeture de Sogefor à Mont-Laurier, l'occupation du centre de recyclage, etc.

Un autre facteur important fut l'inquiétude grandissante au Canada-anglais quant à la répression au Québec. De nombreuses manifestations de solidarité ont eu lieu dans l'autre nation, et Trudeau-Bourassa ne pouvaient pas rester indifférents à ce fait.

libération

# Victoire des lycéens français

par Alain Beiner

La France vient de connaître la crise la plus aiguë depuis le soulèvement de mai-juin, 1968. La mobilisation massive des étudiants lycéens à Paris s'est développée rapidement et avec une énorme puissance. Le résultat fut une victoire éclatante — la libération de Gilles Guiot.

Étudiant au Lycée Chaptal, Guiot arrêté le 9 février lors d'une manifestation du Secours Rouge, pour avoir frappé un policier. Guiot n'avait non seulement pas frappé le policier, mais il ne participait même pas à la manifestation. Ce qui au début n'était qu'un cas mineur de brutalité policière et de fausse accusation a réussi à mettre tout le système judiciaire en question, et à exposer la chasse aux jeunes poursuivie par les "forces de l'ordre".

Il faut dire que le gouvernement avait mal choisi sa victime — toutes les personnes qui le connaissait, y compris ses enseignants, ont dit que Guiot était très sérieux, tranquille, et pas du tout engagé dans des activités politiques. Selon eux, il était membre d'aucune formation politique.

"L'arrestation et la condamnation scandaleuse de Gilles Guiot, symbole même de l'arbitraire policier et de la chasse au jeune, fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres," déclarait le journal trotskyste français **Jeunesse Rebelle.** "La condamnation de Guiot suscita un vaste élan d'indignation dans l'opinion publique: parents, enseignants, partis de gauche, syndicats ouvriers, protestèrent ouvertement contre la sentence et les brutalités policières." Guiot ayant reçu une sentence de 6 mois de prison (3 mois suspendus) lors de son procès le 10 février, décida d'aller en appel et le nouveau procès a été fixer pour le 19 février.

Suite à une première manifestation de 10,000 étudiants le 17 février, Marcellin, le ministre de l'Intérieur a décidé d'interdire toutes manifestations et marches le 18 et le 19 février pour permettre à la cour "de faire ses décisions dans le calme et la sérénité."

En dépit de cette interdiction, on a réussi a organiser une manifestation pacifique de plus de 10,000 personnes, le 18 février. Le 19 février, le jour du nouveau procès a connu une troisième grande manifestation, moins pacifique que les autres dû aux provocations des "forces de l'ordre". Les militants trotskystes de la Ligue Communiste (section française de la 4e Internationale) ont joué un rôle clé dans l'organisation de ces actions; contrairement à plusieurs autres organisations de gauche qui ne comprenaient pas la dynamique et le potentiel du mouvement de défense qui n'ont jamais su s'orienter vers la jeunesse radicalisée. Sous la pression de ces mobilisations de masse, le procureur d'état a dû conseiller au juge de libérer Guiot. Il y a tout une couche de jeunes qui s'est mobilisée et qui a gagné la libération de Gilles Guiot — et qui ne peut qu'apprendre d'importantes leçons de ces expériences. Guiot lui-même maintenant se dit "socialement conscient".

Il est clair que les actions du 17 au 19 février ont réussi à impliquer toute une nouvelle couche de jeunes dans la lutte contre le système capitaliste. Elles signifient un pas important dans le niveau politique et organisationnel de la jeunesse radicalisée.

Ces étudiants ont vu la puissance de l'action de masse large et disciplinée. La victoire du 19 février n'aurait pas été possible sans cette discipline et sans une direction politique consciente et efficace. La simple spontanéité des militants ne suffit pas. La manchette de l'article dans **Jeunesse Rebelle,** qui est sans doute devenue le mot d'ordre du mouvement étudiant, est "Nous avons vaincu, nous vaincrons encore!"



libération

# Défaite américaine en Indochine

par Manon Léger

L'invasion du Laos par les forces américano-sud-vietnamiennes s'est terminée un mois plus tard dans la déroute totale des envahisseurs. L'armée sud-vietnamienne y a perdu la moitié de ses hommes, tués ou blessés. L'aviation américaine a subi une des plus grandes pertes d'hélicoptères de toute la guerre. Les forces révolutionnaires continuent actuellement de pourchasser les armées américaines et sud-vietnamiennes à l'intérieur du Vietnam même.

L'invasion devait servir, entre autres choses, à prouver au monde la capacité combative de l'armée fantoche. Et on l'a vu, cette capacité combative! Maintenant plus que jamais il est clair que sans l'appui militaire américain, le régime saïgonais ne survivra pas un seul jour. Les révolutionnaires vietnamiens prendront le pouvoir, car ils jouissent de l'appui des masses.

Les dirigeants américains refusent de permettre l'autodétermination vietnamienne. Ils n'ont pas du tout l'intention de retirer leur armée et leur aviation de l'Indochine. Nixon a commencé à retirer un certain nombre de troupes terrestres, pour calmer l'opinion publique américaine et internationale, mais cette retraite a été accompagnée par une escalade des bombardements aériens: les E-U ont déversé au Vietnam deux fois et demi le tonnage de tombes qu'ils ont déversé pendant la deuxième guerre mondiale. En même temps, l'emploi des troupes saïgonnaises comme chair à canon pour être massacrées est devenu une règle. Il est évident que cette politique ne pourra pas être maintenue indéfiniment.

Loin d'admettre la défaite, Nixon cherche de nouveaux moyens de gagner. Depuis un an, il a élargi la guerre au Laos et au Cambodge. La presse américaine indique que deux graves alternatives sont maintenant discutées par la Maison Blanche: l'utilisation des armes nucléaires ou l'invasion du Nord-Vietnam. La Chine a déjà annoncé qu'elle ne restera pas indifférente face à une attaque sur son voisin le Nord-Vietnam, mais Nixon ne recule pas devant la possibilité d'une confrontation armée avec elle.

Il est loin d'être certain que la population américaine permettra à Nixon de réaliser ses plans d'agression. Déjà la protestation contre l'élargissement de la guerre se fait entendre. L'énormité de l'échec subi au Laos, et les dangereux desseins de Nixon ne font qu'accentuer cette opposition. Lors d'une conférence d'urgence contre la guerre du Student Mobilization Committee tenu à la fin de février, plus de 2,000 militants étudiants de tout le pays ont décidé d'une riposte massive pour le 24 avril prochain. Depuis, cet appel a rallié un très grand appui: d'autres mouvements antiguerres, des syndicats, des organisations de femmes, de noirs et d'autres minorités nationales se sont joints au mouvement. À travers le monde auront lieu des manifestations de solidarité.

Les principales villes du Canada seront aussi le théâtre de grandes actions. À Montréal, le Comité de Mobilisation contre la guerre en Indochine, récemment formé organise pour le 24 une manifestation publique, exigeant le retrait immédiat des troupes américaines de l'Indochine, et une fin à la complicité Ottawa-Québec dans cette guerre.

Une réponse massive à cet appel international du 24 avril est essentielle pour faire obstacle aux plans d'escalade de Nixon, et pourra aider les peuples indochinois à gagner leur autodétermination et leur libération nationale.




Affiche du Comité de Mobilisation contre la guerre en Indochine.

libération

# Le mouvement anti-guerre aux E-U se porte bien

par Léon Peillard

Dans **Point de Mire** du 19 février, Louis-B. Nelson publiait un article aussi mal informé que superficiel intitulé "Marcuse a-t-il raison?"

Nous n'allons pas reprendre et réfuter toutes les affirmations gratuites et erronées que Nelson a généreusement parsemées dans son article. Une telle tâche exigerait la rédaction d'une brochure. Aussi, nous ne traiterons que d'un aspect de l'article.

Nelson ouvre son article en mentionnant l'invasion du Laos et de la soi-disant faiblesse de la réaction du mouvement anti-guerre. Il en tire la conclusion plutôt hâtive que "le mouvement contre la guerre est moribond". Cette supposée faiblesse peut pourtant très bien s'expliquer par des raisons conjoncturelles. Premièrement, la confusion semée délibérément par l'Administration Nixon et les média américains. Il est significatif, par exemple, que pendant plusieurs jours presque toute la grande presse américaine a reproduit avec assiduité et zèle les déclarations du Pentagone selon lesquelles il n'y aurait aucune troupe américaine impliquée dans l'invasion du Laos. Deuxièmement, les "quelques manifestations ici et là" ont tout de même regroupé chacune plusieurs milliers de personnes. S'il n'y a pas eu de "mouvement d'ensemble", c'est largement dû au caractère improvisé et peu organisé de ces manifestations. Celles-ci n'ont pas été conçues comme devant être des actions majeures contre la guerre d'Indochine, mais plutôt comme des escarmouches préparatoires à de plus grandes mobilisations. Troisièmement, ces mobilisations sont actuellement préparées un peu partout aux États-Unis, même et surtout sur les campus.

Venons-en maintenant à l'affirmation selon laquelle "4 années de manifestations n'ont pas fait bouger le gouvernement d'un pouce". Il est indéniable, qu'au cours des 4 dernières années, la guerre a continué sans interruption. Toutefois il importe de considérer les aspects positifs de ces années de mobilisations contre la guerre. Tout d'abord elle a tendance à réduire la marge de manoeuvre de l'impérialisme américain dans son propre pays.

En ce qui concerne la poursuite même de la guerre, la soi-disant politique de "Vietnamisation" puis d'"Indochinoisisation" de la guerre, les promesses de retrait puis finalement les retraits symboliques de troupes sont tous des indications de la nécessité pour l'administration Nixon de venir aux prises avec ce mouvement. Sur le plan strictement militaire, le gouvernement américain doit ménager l'emploi de troupes de terre au Cambodge et au Laos. La faiblesse politique et militaire des régimes Lon Nol et Souvana Phouma indique bien l'échec de la stratégie militaire en Indochine, échec qui lui-même est conditionné par la marge de manoeuvre politique très étroite de l'administration aux É.-U.

L'effet produit par ces mobilisations de masse sur l'armée américaine n'est pas négligeable: démoralisation générale parmi les GI's, absence totale de confiance et de respect pour les officiers et le gouvernement qui mènent cette guerre, insubordination généralisée, etc. L'armée américaine n'est pas du tout à l'abri des courants d'opinion qui circulent parmi la population. C'est encore le mouvement antiguerre qui a rendu possible, ou en tout cas accéléré la radicalisation de la jeunesse américaine.

À l'heure actuelle, le problème fondamental à long terme, du mouvement antiguerre, c'est l'élargissement de sa base sociale. Ce n'est qu'à condition d'impliquer les masses ouvrières que le mouvement antiguerre pourra soit modifier de façon significative la politique de l'impérialisme américain au Vietnam, soit le plonger dans une crise interne majeure. Nelson nous répondra que l'ensemble des syndiqués est favorable "à la guerre qui avait permis de relancer temporairement l'économie et de réduire le chômage". Mais c'est justement la guerre qui a largement contribué à provoquer l'inflation et le chômage aux États-Unis. C'est ce que certains syndicats ont commencé à comprendre: l'automne dernier, par exemple, l'UAW publiait des affiches où l'on pouvait lire: combattez l'inflation, cessez la guerre. La récession économique qui s'abat actuellement sur les États-Unis et qui réduit des milliers d'ouvriers américains au chômage ne peut certainement pas être considérée comme étant à l'avantage de la classe ouvrière américaine. La participation des ouvriers américains à la lutte contre la guerre a jusqu'à date été relativement réduite. Mais la conscience grandissante du fait que la guerre d'Indochine est directement liée à plusieurs des maux économiques dont ils souffrent va entraîner de plus en plus dans le mouvement antiguerre. Des manifestations massives d'ouvriers américains n'entrent peut-être pas dans une perspective à court terme, mais c'est la perspective fondamentale que l'on doit se fixer si l'on veut voir précipiter la défaite de l'impérialisme en Indochine, puis dans le monde.

# Solidarité avec les 19 accusés de Prague

Le 25 mars, les responsables de l'embassade de la Tchécoslovaquie ont fait appel à la police outaouaise pour "défendre" leur embassade contre une délégation de la Ligue des Jeunes Socialistes/Young Socialists. Les autorités ont refusé de recevoir la LJS/YS venue protester contre le procès de 19 jeunes révolutionnaires à Prague.

La LJS/YS déclare que le crime des accusés était de parler en tant que socialistes, en tant qu'internationalistes exprimant leur solidarité avec la lutte mondiale pour le socialisme et pour la démocratie socialiste, dans les meilleurs traditions des premières années de la révolution russe." Elle demande "la libération immédiate des 19 de Prague; le retrait des accusations; la liberté d'expression pour tout point de vue socialiste."

La démarche LJS/YS s'intègre dans une campagne internationale contre les procès de Prague. À New York et à Washington ont eu lieu des manifestations, de même qu'en plusieurs pays européens: l'Angleterre, la Belgique, la France, l'Italie, l'Allemagne occidentale, etc.

À Paris, les militants de la Ligue Communiste (section française de la Quatrième Internationale) ont investi l'embassade tchécoslovaque pour y tenir une conférence de presse expliquant leur opposition à ce procès stalinien. Le gouvernement tchécoslovaque a protesté contre cette action auprès du gouvernement français, qui s'est démontré très sensible à leur plainte.

## La crise en Irlande

Il semble que l'Association des étudiants québécois en France (AEQF) est devenue un organisme "d'inspiration communiste" parce qu'elle prône état indépendant et socialiste au Québec. M. Philippe Bernard, représentant de l'association, a confirmé le 19 mars que l'AEQF était un mouvement de combat pour un Québec libre et socialiste.

C'est Jean-Noël Tremblay, ancien ministre des Affaires culturelles, qui a soulevé la question le lendemain de la subvention gouvernementale de $5,000 réservée chaque année à l'AEQF. Le premier ministre Bourassa et le ministre de l'Éducation St-Pierre ont alors clairement laissé entendre qu'il était dans leur intention de couper les vivres à l'AEQF, vu ses prises de positions politiques.

Est-ce que le gouvernement, en quête d'une éducation plus libre, songe à éliminer les subventions aux écoles québécoises?

## L'AEQF menacée

La crise en Irlande du nord se poursuit avec la chute du gouvernement Chichester-Clark. La situation est marquée d'une part par des massacres plus calculés, montés par les troupes britanniques, et d'autre part, par la résistance croissante des Catholiques.

Quant aux revendications des Catholiques découlant de leur oppression, rien ne se fait — aucune concession du gouvernement ni à Belfast ni à Londres. Au lieu de prendre des mesures contre la pauvreté et le chômage chez les Catholiques, on utilise l'armée britannique de plus en plus pour les écraser.

Bien que la presse bourgeoise internationale mène une campagne contre les "extrémistes dans les ghettos catholiques", (le IRA), c'est clair que les combats de plus en plus étendus dans les ghettos ne sont qu'une riposte populaire à la ligne dure des commandants britanniques.

# libération

Vol 1 no 2 Mai 1971 15 cents

TERRITOIRE BILINGUE
BILINGUAL TERRITORY
speak white!
Vic

## Organisons-nous contre l'anglicisation !

- 1er juillet: action anti-confédération
- L'Indochine: ou va l'action anti-guerre

**libération** RÉDACTEUR: ANDRÉ DOUCET

B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) à Ottawa.

# L'unilinguisme l'unique solution!

"Tout le Québec district bilingue" titrait les journaux du 5 mai, en révélant les recommandations d'un comité fédéral sur le bilinguisme. On n'aurait pas pu inventer un meilleur symbole de la politique linguistique du gouvernement Bourassa!

La confusion règne toujours quant à ses véritables intentions. Mais dans une importante déclaration du 26 avril, le ministre du Travail Jean Cournoyer semble avoir vendu la mèche. Il déclarait que l'État ne devrait pas imposer **une** langue de travail; que "l'avenir du Canada français est dans le bilinguisme." Le ministre Cloutier, responsable de la politique linguistique, a poursuivi le 8 mai en affirmant qu'une loi générale sur le français était "exclue".

Entre-temps, l'anglicisation bat son plein. Non seulement nos droits nationaux sont bafoués chaque jour, mais la nation disparaitra bientôt si rien n'est fait. "Dans 30 à 40 ans, tout sera perdu" déclare Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ. La raison est bien connue. Daoust l'explique ainsi: "les détenteurs de capitaux se sont emparés unilatéralement du Québec et ont imposé leur règle du jeu... (qui est) que la langue du pouvoir économique, du prestige, c'est l'anglais." Les monopoles étrangers, anglophones, imposent leur langue sur la nation.

Bourassa supplie ces mêmes monopoles de venir investir des capitaux au Québec pour nous exploiter davantage; pourquoi attendre qu'il protège la langue française contre leur volonté?

On arrêtera ce processus de liquidation de la nation québécoise seulement par l'établissement de l'unilinguisme français: une politique gouvernementale établissant le français comme l'unique langue d'enseignement et de travail. C'est la seule politique précise et praticable.

Pour être pleinement efficace, une telle politique unilinguiste devra être munie d'un système de surveillance dans chaque bureau et usine maintenus par les travailleurs concernés. On devra prévoir aussi un système de sanctions lourdes pour les entreprises qui ne s'y conforment pas, sanctions allant jusqu'à la nationalisation.

Les adversaires de l'unilinguisme, parmi lesquels on compte les fédéralistes et la direction du PQ, nous mentent lorsqu'ils disent que l'unilinguisme équivaut à forcer les anglophones du Québec à abandonner leur langue et leur culture. La langue anglaise n'est pas menacée au Québec. La culture des anglophones du Québec fait partie d'une culture anglophone basée sur une population de plus de 200 millions de personnes.

L'unilinguisme n'abolira pas l'emploi individuel de l'anglais. Il ne fera qu'établir le français comme langue nationale au Québec. Cette mesure est même dans les intérêts de la majorité des Québécois anglophones, parce qu'elle leur permettra de communiquer avec leurs compatriotes francophones, et de s'unir avec eux sur la base de leurs intérêts communs.

Comble d'hypocrisie, la direction péquiste qui qualifie les unilinguistes de "racistes", prône une politique linguistique discriminatoire envers les immigrants. Elle franciserait les immigrants, ce qui est une bonne chose, mais tout en protégeant les "droits acquis" c'est-à-dire les privilèges linguistiques des monopoles anglophones. Le seul changement sera que les immigrants seraient forcés d'être des citoyens de seconde zone tout comme les francophones.

De plus en plus de Québécois sentent qu'il ne reste plus grand temps pour assurer la survie de la nation. L'unilinguisme, comme seule solution à la crise, connait un regain d'appui.

La lutte pour la défense de la langue française, contre le Bill 63 avait ébranlé la nation il y a un an et demi. Si cette bataille a été perdue, la guerre ne l'a pas été.

Ce qu'il faut, maintenant, c'est que les organisations syndicales et nationalistes reprennent l'initiative. Relançons le combat pour l'unilinguisme français! Lançons une campagne encore plus massive que celle contre le Bill 63, une campagne qui ébranlera Bourassa et cie, et gagnera le Québec français!

# Comment on m'a anglicisé

par Victor Raymond

"Go eat shit frogs, go eat shit!" criaient les étudiants de McGill aux manifestants qui scandaient de leur côté "Québec français" et "McGill aux Québécois". C'était en 1969 et le MIS (maintenant le LIS) occupait le centre d'informatique de McGill.

Ça me paraît plus clair maintenant. Je vois que j'étais moi-même l'objet de la bataille. Le français que j'avais appris étant enfant m'avait été enlevé, comme pour tant d'autres avant moi. Québécois assimilé à 50%, je sentais ce soir-là que j'étais devenu tout d'un coup très important à quelqu'un, à un groupe de gens auxquels je pouvais m'identifier, à cause de leur militantisme.

Maintenant, en y repensant, je vois que je suis le produit idéal du système d'éducation anglophone, un système qui fournit les moyens d'assimiler de plus en plus de Québécois chaque jour.

Je n'avais aucun choix de si oui ou non je voulais me faire instruire dans la langue de ma nation. C'est ça la farce du "choix des parents".

"Mon fils, je t'éduque et je t'élève en anglais, pour que lorsque tu seras sur le marché du travail, cherchant un emploi, t'en trouveras un, et t'avanceras assez vite." Mon père, un Canadien français, m'achalait sans cesse avec ces paroles, qui étaient pour lui un genre de formule magique qui assurait mon succès futur.

"Sois anglais et sois en fier" disait ma mère, "et tu ne finiras pas comme eux, perdant toujours leurs emplois et criant leurs difficultés d'être Québécois". Elle parlait de mes cousins, des Québécois assez fiers, luttant toujours pour leurs droits; selon elle, ils donnaient à notre côté de la famille "une mauvaise réputation."

Ainsi donc j'ai appris à parler l'anglais ou, plutôt on m'a fait oublier mon français.

Une fois qu'on est inscrit à l'école anglophone le processus commence. On arrache tout ce qui reste de la nation québécoise. On m'a enseigné que le français que j'ai appris à l'école était le "vrai" français, le français parisien, et que de toute façon le français parlé au Québec était une langue inférieure. Ceci empêche tout effort de communication avec les Québécois.

Tout ce qu'on m'a enseigné sur le Québec était que c'était un pays agricole et arriéré, dominé par l'Église et les prêtres, et que son avenir restait dans l'assimilation à la société "supérieure" du reste de l'Amérique du nord.



**Un des symptomes du racisme créé par le capital anglo-américain se voit clairement ici. Un manifestant francophone est battu lors de la manifestation à St-Léonard en 1969.**

Tous les préjugés racistes de ma mère ont été créés par ce système d'éducation anglophone, qui empêche la communauté anglophone de connaître la nation québécoise.

En même temps, les autres membres de ma parenté luttaient assez farouchement contre l'oppression dont ils étaient victimes. Tous étaient des Québécois. Ils ont résisté, essayant de ne pas se laisser faire bousculer par la société. Toujours quand j'ai exprimé mon admiration pour eux, j'étais attaqué par mon père, ma mère et mes "amis". Mes voisins anglophones voulaient savoir si on était avec les "pea soup" ou les anglophones.

Cette pression venant de tous les coins m'a poussé inévitablement à accepter et à partager leur dégoût des Québécois. C'est-à-dire un dégoût de ma parenté, de mes amis québécois, et éventuellement, de moi-même. Je voulais même changer mon nom!

Mais il me restait encore beaucoup

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

d'attachement personnel à mes racines québécoises. Et quand le gouvernement fédéral a proposé le bilinguisme et le biculturalisme, je l'ai pris au sérieux. Je suis donc allé travailler à Montmagny pour réapprendre ma propre culture. En renouant mon contact avec ma nation, j'ai vite vu que tout ce que j'avais appris au cours de ma "més-éducation" était des mensonges ou des déformations de la vérité.

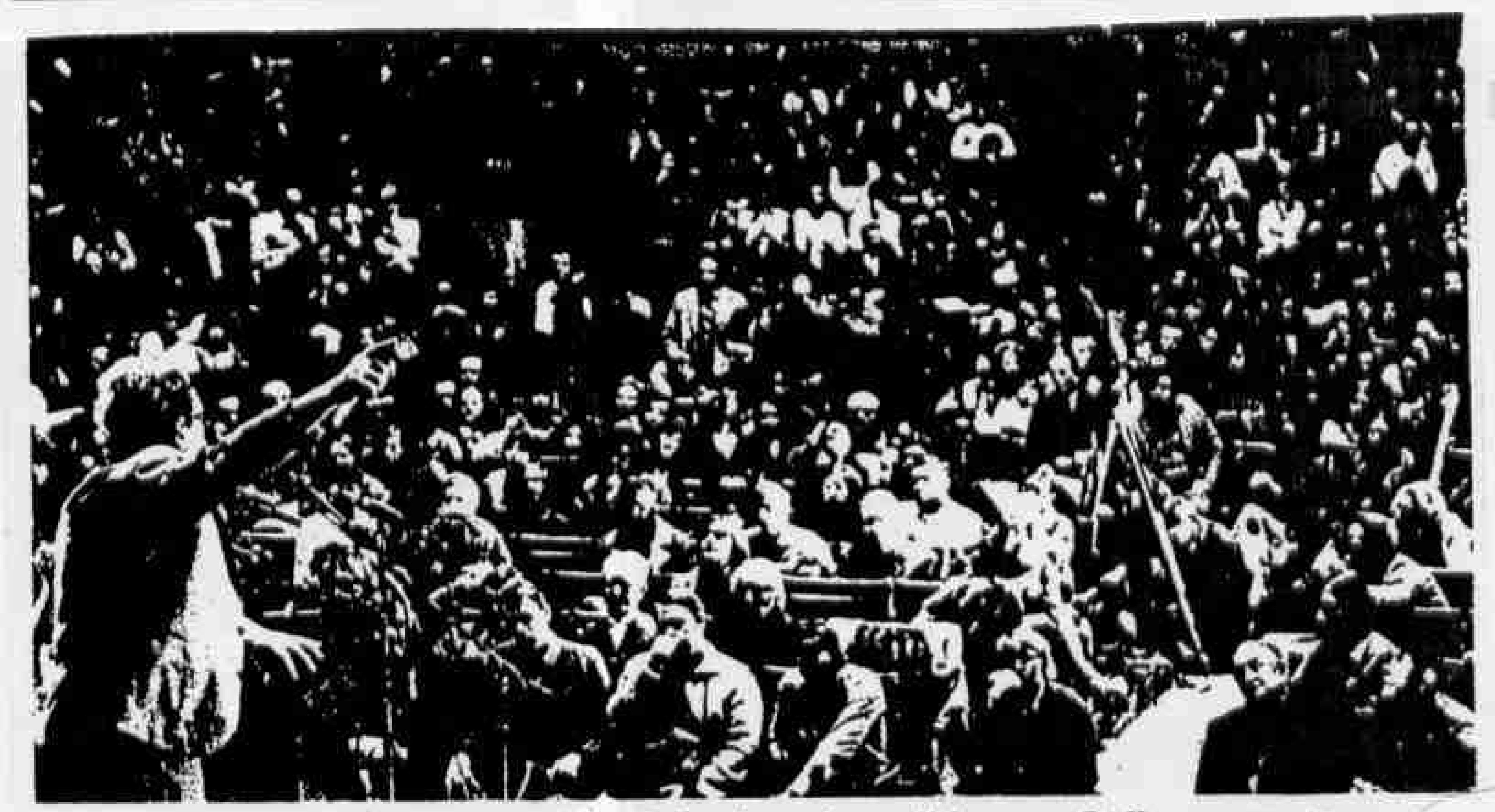
Le premier commentaire que j'ai entendu quand j'ai regagné Montréal est venu du gérant de personnel qui m'interviewait pour un emploi: "Le gouvernement peut adopter toutes les politiques sur le bilinguisme qu'il veut, mais nous n'avons jamais vu un inspecteur; nous engageons uniquement des anglophones, donc ton français ne sera pas trop utile." Ceci m'a fait penser "peut-être il y a quelque chose de valable dans le séparatisme". Mais, tout de suite absorbé par mon travail, je n'ai rien fait à ce moment.

Une semaine plus tard, j'ai vu quelque chose qui m'a fait changer d'attitude sur la police, Trudeau, le fédéral, et tout ce qui est considéré comme "Canadian". C'était le lundi de la matraque. Rentrant assez tard ce soir-là je suis arrivé sur la scène au moment de l'attaque des flics. La chose m'a stupéfié: la brutalité, l'inhumanité, l'arrogance de Trudeau, la farce des élections tenues le lendemain, tout.

C'était pour moi l'expression concrète de la société brutale qui pousse le Québécois vers l'assimilation.

Ce n'est pas comme disent les racistes qui veulent nous faire croire qu'une des cultures est "supérieure". La véritable cause de l'assimilation est, comme mon père répétait, que "les employeurs l'exigent". En d'autres mots, les pressions économiques brutales. L'expression "speak white" exprime toute cette exploitation.

C'est pourquoi je suis devenu socialiste et révolutionnaire. J'ai adhéré à la Ligue des Jeunes Socialistes. Pour que le Québec puisse vivre en français, non pas mourir dans l'assimilation. Pour que les étudiants puissent contrôler leurs vies et leurs écoles. Pour que les travailleurs puissent travailler et contrôler leurs usines et bureaux. Pour que le Québec puisse être vraiment indépendant et ne pas à avoir à accepter quelques miettes des exploiteurs étrangers. Pour qu'on ne nous dise plus jamais "Go eat shit frogs, go eat shit!"



**Au Canada anglais, l'opposition à la répression politique au Québec augmente toujours. Michel Chartrand s'est fait applaudir à Toronto le 28 mars par plus de mille personnes. Le sentiment d'opposition à la répression a provoqué la création d'une commission populaire pour enquêter sur la Loi des mesures de guerre.**



Les socialistes prennent la parole au Comité mixte sur la constitution. Jean Hérivault de la Ligue Socialiste Ouvrière explique la nécessité d'un Québec indépendant et socialiste.

# "Le 1 juillet, tous dans la rue contre Ottawa" - Jeunes Socialistes

Un appel à une manifestation le 1er juillet vient d'être lancé par la Ligue des Jeunes Socialistes.

Selon Alain Beiner, un dirigeant de la LJS, "Nous avons décidé de convoquer et d'organiser une manifestation de masse légale à Montréal le 1er juillet, pour permettre aux Québécois de protester contre les 104 ans d'injustice imposés par la Confédération canadienne".

La LJS a déjà commencé à contacter toutes les organisations nationalistes, syndicales et de gauche, en vue de construire la collaboration la plus large possible.

Pourquoi manifester le 1er juillet? Jour où la bourgeoisie fête sa domination sur le Québec et le Canada tout entier établie par la confédération de 1867, c'est également pour les Québécois un jour de protestation contre l'oppression nationale que nous subissons.

On nous a imposé la Confédération sans nous consulter, comme toutes les autres décisions importantes nous concernant. Ottawa n'a jamais oublié que nous sommes une nation vaincue, que nous sommes des bêtes de somme pour engraisser les capitalistes étrangers qui nous volent chaque jour nos ressources naturelles. Ils nous laissent pourrir en chômage "par manque d'investissement des capitaux étrangers", comme si ce n'était pas le capital étranger qui avait déjà créé le sous-développement de notre pays.

La "guerre" d'octobre, ce n'est pas la première. Toute l'histoire du Québec, c'est l'histoire d'un pays violé. On n'a pas oublié la répression sanglante de l'Angleterre en 1837. Les Québécois ont osé réclamer le droit de se gouverner mais on n'était pas assez "civilisé", (anglicisé) pour mériter la démocratie, bien qu'on méritait toujours de se faire exploiter par les capitalistes anglais.

L'Acte d'Union, puis la Confédération, étaient érigés pour nous minoriser, pour nous enlever les leviers de pouvoir, pour transférer le contrôle direct de l'Angleterre entre les mains dignes de foi des capitalistes canadiens-anglais.

Il n'y a pas "d'égalité" possible pour les Québécois dans la Confédération. L'indépendance du Québec est nécessaire. Mais pour l'obtenir nous ne comptons pas sur la bourgeoisie québécoise, vendue depuis un siècle à l'impérialisme anglo-canadien et américain, mais sur la force des travailleurs, cultivateurs et étudiants, base de toute lutte nationale réelle.

Ces derniers, qui ont intérêt à libérer la nation de toute domination étrangère, ne s'orienteront pas vers un Québec capitaliste inféodé aux impérialistes, mais plutôt vers un Québec où le peuple travailleur est au pouvoir, un Québec socialiste.

C'est ainsi que la lutte pour l'indépendance implique une lutte de libération nationale qui sera victorieuse seulement lorsque le pouvoir de la bourgeoisie sera remplacé par un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs.

# Invasion socialiste au comité constitutionnel

par John Lejderman

La campagne de la Ligue des Jeunes Socialistes pour une manifestation de masse contre la Confédération, le 1er juillet, a démarré de façon éclatante le 26 avril à la première séance du Comité Parlementaire sur la Constitution à Montréal. À peine le président avait-il introduit la délégation fédérale que la LJS prenait la parole pour dénoncer la légitimité de la réunion. Munis de pancartes aux slogans de: "L'indépendance du Québec ne se discute pas", "Nous sommes 6,000,000 de prisonniers politiques", "Pour un Québec Indépendant et Socialiste", les Jeunes Socialistes exigent l'ajournement de la réunion. Il s'ensuit un très grand chahut dans la luxueuse salle de l'hôtel Mont-Royal, devant trois cents personnes, majoritairement des fédéralistes anglophones, absolument scandalisées. Le "O Canada" des "loyalistes" ne parvenait pas à rivaliser avec le "Québec aux Québécois" des manifestants.

Malgré les protestations des Jeunes Socialistes, les organisateurs de la réunion refusent carrément la discussion sur la proposition d'ajournement. Après une heure de protestations, la LJS quitte la réunion.

Une participante à cette action a expliqué à **Libération** les buts de l'intervention de la LJS. "Le Canada", a expliqué Diane Lamoureux, coordonnatrice du travail de défense des prisonniers politiques dans la LJS," qui a signé la Déclaration des Droits de l'Homme, déclaration qui reconnaît le droit de tout peuple à l'autodétermination, n'est pas justifié de nous envoyer des Canadiens pour discuter de NOTRE constitution à NOUS Québécois. Accepter la venue du Comité *canadian*sur la constitution, c'est légitimer l'ingérence d'Ottawa dans NOS affaires internes. À l'heure actuelle, le Canada nous envoie un comité parlementaire mais qu'a-t-il fait en octobre? Il nous a envoyé l'armée; qu'a-t-il fait en 1837? Il a envoyé l'armée . . .

Nous sommes un peuple colonisé et le devoir de tout colonisé est de déloger le colonisateur quelles que soient les formes sous lesquelles il se montre. C'est pourquoi il était nécessaire de chahuter le comité parlementaire du Government of Canada".



**"On ne veut pas de nouvelle constitution; on veut l'indépendance", explique Diane Lamoureux de la Ligue des Jeunes Socialistes. Les socialistes ont interrompu la séance du comité mixte pendant 45 minutes pour présenter leur point de vue.**

**libération**

# La dynamique de la lutte anti-guerre

**par André Doucet**

Des manifestations très importantes pour mettre fin à la guerre américaine en Indochine se sont déroulées les 24-25 avril à travers le monde.

Aux États-Unis près d'un million de personnes se sont déplacées pour aller soit à Washington, où un demi-million se sont rassemblés, soit à San Francisco, où le nombre de participants dépassait 300,000.

Le Québec également a participé à cette mobilisation internationale avec une manifestation de 2,000 participants à Montréal et de 250 à Québec.

L'ampleur de ces manifestations a été provoquée cette fois-ci par le dévoilement des massacres commis par l'armée U.S. au Vietnam, illustré par le procès de Calley, et surtout par la victoire des peuples indochinois au Laos.

Les illusions dans la volonté de Nixon de terminer la guerre, en retirant quelques troupes du Vietnam, se sont évaporées.

Les manifestations anti-guerre du 24 avril ont montré comment le mouvement antiguerre provoque une profonde radicalisation dans toutes les couches de la population américaine. Comme à chaque nouvelle aventure de l'impérialisme U.S. en Indochine, il sait y répondre avec une ampleur nouvelle, attirant des forces qui jusque-là étaient restées passives face à la guerre.

D'un mouvement presque uniquement étudiant, il englobe maintenant les principaux secteurs de la population américaine. Ainsi participent régulièrement les contingents des nationalités opprimées, Noirs, Chicanos (d'origine mexicaine), et autres.

L'an passé les contingents substantiels de syndicats ont commencé à se former. Cette année ils ont participé encore plus massivement. Ils étaient plusieurs milliers à San Francisco.

Si les syndicats américains commencent à se mobiliser sur une question politique aussi importante cela est significatif de la profondeur de la radicalisation au sein de la classe ouvrière, puisque ordinairement ces syndicats sont plutôt conservateurs et difficiles à bouger.

L'impact du mouvement antiguerre sur l'armée américaine est également considérable. Il a été illustré par toute une semaine de manifestations, précédant le 24, organisée par les vétérans du Vietnam, et par leur contingent massif à San Francisco. On le constate au Vietnam même où les soldats refusent souvent d'obéir à leur officier.




Montréal, le 24 avril. "Le Québec aux Québécois, le Vietnam aux Vietnamiens".

Plusieurs porte-parole de la bourgeoisie ont tenté de déclencher une chasse aux sorcières contre le "National Peace Action Committee" en soulignant l'importance bien connue du rôle joué par le "Socialist Workers Party," organisation trotskiste, dans la construction des actions antiguerre.

Jerry Gordon, coordonnateur du NPAC, a répondu le 14 avril en indiquant le caractère largement représentatif du NAPC, et en réaffirmant que le NPAC acceptait dans ses rangs tous les adversaires de la guerre, quelles que soient leurs positions politiques sur d'autres questions.

Ainsi s'accentue encore davantage l'impasse dans laquelle se trouve Nixon. Ou bien il reste embourbé en Indochine, ce qui accentuera davantage la radicalisation au sein de la population américaine: le mouvement antiguerre mettant en évidence la volonté de la majorité, le gouvernement s'y opposant; ou bien il se retire de l'Indochine et la révolution au tiers monde se trouve stimulée par la victoire des masses indochinoises prouvant l'incapacité de l'impérialisme de maintenir sa domination. Le choix c'est d'être détruit de l'intérieur ou de l'extérieur.

Quelle nouvelle aventure désespérée machinent la Maison-Blanche et le Pentagone face à cette impasse et après l'échec de leurs aventures au Cambodge et au Laos? L'invasion du Nord Vietnam et une confrontation avec la Chine qui signifierait éven-

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

tuellement une nouvelle guerre mondiale? C'est à nous tous d'être vigilants pour empêcher l'impérialisme pris au piège d'anéantir l'humanité.

L'on a pu assister au Canada anglais à une croissance du mouvement antiguerre. À Ottawa, le congrès du NPD a décidé de participer à la manifestation.

D'autres actions ont eu lieu à travers le Canada. 1,500 manifestants à Vancouver et un peu plus à Toronto.

Au Québec le mouvement contre la guerre a pris une ampleur qu'il n'avait pas eu depuis la manifestation du 1er juillet 1967.

Organisée par le comité de mobilisation contre la guerre en Indochine, la manifestation qui a eu lieu à Montréal a rassemblé quelque 2,000 personnes qui sont parties du Carré St-Louis pour se rendre au consulat américain. Tout au long du trajet ces milliers de protestataires composés d'un grand nombre de jeunes et d'étudiants d'école secondaire, dans un esprit très militant, ont scandé des mots d'ordre comme "Troupes U.S. hors du Vietnam" et ont dénoncé la complicité des gouvernements d'Ottawa et de Québec dans cette guerre de génocide.

La participation à cette manifestation des Québécois francophones était environ les deux tiers. Tout au long de cette marche nous entendions, lancé avec force, les slogans: "Québec libre, Vietnam libre," "Le Québec aux Québécois, le Vietnam aux Vietnamiens." La manifestation s'est terminée par des discours de plusieurs représentants d'organisations ouvrières, tel Chartrand président du Conseil central de Montréal, Daoust secrétaire de la FTQ, et de plusieurs organisations politiques; Bourgault du Parti Québécois, Alain Beiner de la Ligue Socialiste Ouvrière, etc.

Comment expliquer ce regain du mouvement antiguerre au Québec? Il y a bien sûr d'une part la défaite U.S. au Laos, les massacres de My Lai et l'ampleur des actions antiguerre aux États-Unis même. Mais la manifestation du 24 reflète une sensibilisation nouvelle des Québécois pour la lutte de libération des autres nations opprimées dans le monde; le sentiment que la lutte de ces peuples est similaire à la lutte de libération des Québécois et mis en évidence par l'occupation du Québec par l'armée canadienne; enfin, pour la nécessité de la solidarité internationale entre les peuples.

Nous nous devons de construire et renforcer cette solidarité des Québécois, car nous avons tous le même ennemi, l'impérialisme.

Le slogan "Le Québec aux Québécois", lié à celui de "l'Indochine aux Indochinois" montre le lien qui existe entre les deux luttes. S'ils ne peuvent décider eux-mêmes de leur sort, nous ne le pourrons pas non plus. Leur lutte est aussi la nôtre.

La manifestation du 24, ce n'était que le début. Il nous incombe de préparer des actions encore plus massives qui exprimeront notre solidarité avec la lutte des peuples indochinois pour l'autodétermination, qui revendiquent la fin à la guerre par le retrait immédiat des troupes américaines.

libération

## Bourrassa dirige l'offensive

# Les syndicats en danger

par Michel Mill

Profitant de ce qui est, pour la classe ouvrière québécoise, une situation conjoncturelle défavorable (taux de chômage et Loi des mesures de guerre), le gouvernement Bourassa a accéléré son offensive anti-syndicale et ceci d'une manière éhontée.

Cette offensive commencée sous le régime de la Révolution tranquille et poursuivie avec désintéressement par les gouvernements Johnson, Bertrand et Bourassa n'est appelée par son vrai nom que par le PQ (qui l'approuve d'ailleurs, Parizeau en étant l'architecte lors de son séjour comme conseiller économique du gouvernement): **l'étatisation des syndicats.**

Lorsqu'on parle de l'intégration des syndicats à l'État bourgeois on entend par là et un comportement des organisations ouvrières qui correspond aux règles du jeu du système capitaliste, et la dégénérescence qui conduit à ce comportement. À l'époque actuelle, le progrès technique oblige les grandes entreprises à remplacer leurs machines beaucoup plus rapidement que jadis si elles veulent rester concurrentielles; les charges d'amortissement pèsent donc plus lourdement sur les chiffres d'affaires; ainsi s'ils veulent garantir leurs profits les capitalistes sont obligés de planifier les coûts et les investissements.

Pourtant, s'il leur est impossible de planifier totalement les investissements, étant donné que dans une société à base de propriété privée on ne peut pas obliger les gens d'investir, il leur est possible et nécessaire de planifier les coûts, et en particulier il leur est impératif de pouvoir planifier les salaires (un tiers des coûts globaux). Ceci est d'autant plus impératif dans la société coloniale québécoise où l'État colonial doit garantir aux corporations impérialistes des superprofits afin de pouvoir vivre sur les miettes que les impérialistes laissent derrière eux.

Taschereau et Duplessis ont tenté de limiter la liberté d'action syndicale par la force brutale mais ont échoué face à la résistance farouche des travailleurs québécois. Depuis la Révolution tranquille l'État colonial tente avec plus de succès le billet de l'intégration des syndicats à l'État.

Quelles sont les étapes légales et idéologiques de cette intégration? Il faut au moins citer les suivantes:

a) **la représentation de la convention collective comme étant le but de la lutte ouvrière.** Ainsi, pour les dirigeants syndicaux actuels, syndicalisme égale négociation, égale compromis permanent avec le système. Pour les syndicalistes révolutionnaires, la négociation est tout au plus un moyen qui doit être employé pour conclure, sur la base des rapports de force, un armistice par lequel l'organisation peut être renforcée et la lutte peut être menée plus loin.

b) **l'existence obligatoire des conventions collectives à long terme** garantissant ainsi la paix sociale. Le Code du Travail prévoit une durée minimale d'un an et une durée maximale de trois ans pour les conventions collectives. Ainsi les syndicats des secteurs public et para-public doivent négocier maintenant lors d'une conjoncture défavorable aux syndicats et ne pourront négocier encore qu'en 1974, l'année des élections où Bourassa tentera sans doute de se faire réélire sur le dos des syndiqués. De plus, avec une convention de 3 ans, les grandes corporations peuvent planifier très efficacement leurs coûts.

c) tous les points mentionnés ci-dessus reviennent en dernière analyse à **une limitation de plus en plus grande du droit de grève.** Ainsi, les mécanismes très complexes du Code du Travail permettent au patronat de prévoir toute grève et de s'organiser en fonction. Le droit de grève n'est acquis que lors de l'expiration de la convention collective et après 60 jours de conciliation. Que cet état d'affaires n'est pas normal est prouvé par le fait que les travailleurs britanniques ont menacé une grève générale actuellement contre une législation qui tente d'introduire de telles procédures.

d) **l'encouragement et la coordination des négociations collectives par des comités présidés par des représentants gouvernementaux.** Cette procédure est même institutionnalisée au Québec par les conciliateurs du Ministère du Travail qui agissent comme intermédiaires "neutres" entre les parties. On a même vu la situation absurde au Cegep St-Laurent cet hiver où le gouvernement, ayant rejeté une entente entre le syndicat et le gouvernement, a nommé un conciliateur pour concilier le même gouvernement et le syndicat. De plus, on a vu des négociations menées devant le comité parlementaire sur l'éducation entre les enseignants de la CEQ et le même gouvernement ayant une majorité dans ce comité parlementaire.

e) **la participation des représentants syndicaux à l'élaboration et à l'application de la "planification économique" bourgeoise et de la législation du travail.** Les dirigeants de la CSN, de la FTQ, de la CEQ et de l'UCC siègent au Conseil de développement économique du Québec et au Conseil consultatif du Travail. Récemment on a assisté au spectacle écoeurant

*Suite à la page 2*

# libération

**Bourrassa dirige l'offensive**

# Les syndicats en danger

par Michel Mill

Profitant de ce qui est, pour la classe ouvrière québécoise, une situation conjoncturelle défavorable (taux de chômage et Loi des mesures de guerre), le gouvernement Bourassa a accéléré son offensive anti-syndicale et ceci d'une manière éhontée.

Cette offensive commencée sous le régime de la Révolution tranquille et poursuivie avec désintéressement par les gouvernements Johnson, Bertrand et Bourassa n'est appelée par son vrai nom que par le PQ (qui l'approuve d'ailleurs, Parizeau en étant l'architecte lors de son séjour comme conseiller économique du gouvernement): **l'étatisation des syndicats.**

Lorsqu'on parle de l'intégration des syndicats à l'État bourgeois on entend par là et un comportement des organisations ouvrières qui correspond aux règles du jeu du système capitaliste, et la dégénérescence qui conduit à ce comportement. À l'époque actuelle, le progrès technique oblige les grandes entreprises à remplacer leurs machines beaucoup plus rapidement que jadis si elles veulent rester concurrentielles; les charges d'amortissement pèsent donc plus lourdement sur les chiffres d'affaires; ainsi s'ils veulent garantir leurs profits les capitalistes sont obligés de planifier les coûts et les investissements.

Pourtant, s'il leur est impossible de planifier totalement les investissements, étant donné que dans une société à base de propriété privée on ne peut pas obliger les gens d'investir, il leur est possible et nécessaire de planifier les coûts, et en particulier il leur est impératif de pouvoir planifier les salaires (un tiers des coûts globaux). Ceci est d'autant plus impératif dans la société coloniale québécoise où l'État colonial doit garantir aux corporations impérialistes des superprofits afin de pouvoir vivre sur les miettes que les impérialistes laissent derrière eux.

Taschereau et Duplessis ont tenté de limiter la liberté d'action syndicale par la force brutale mais ont échoué face à la résistance farouche des travailleurs québécois. Depuis la Révolution tranquille l'État colonial tente avec plus de succès le billet de l'intégration des syndicats à l'État.

Quelles sont les étapes légales et idéologiques de cette intégration? Il faut au moins citer les suivantes:

a) **la représentation de la convention collective comme étant le but de la lutte ouvrière.** Ainsi, pour les dirigeants syndicaux actuels, syndicalisme égale négociation, égale compromis permanent avec le système. Pour les syndicalistes révolutionnaires, la négociation est tout au plus un moyen qui doit être employé pour conclure, sur la base des rapports de force, un armistice par lequel l'organisation peut être renforcée et la lutte peut être menée plus loin.

b) **l'existence obligatoire des conventions collectives à long terme** garantissant ainsi la paix sociale. Le Code du Travail prévoit une durée minimale d'un an et une durée maximale de trois ans pour les conventions collectives. Ainsi les syndicats des secteurs public et para-public doivent négocier maintenant lors d'une conjoncture défavorable aux syndicats et ne pourront négocier encore qu'en 1974, l'année des élections où Bourassa tentera sans doute de se faire réélire sur le dos des syndiqués. De plus, avec une convention de 3 ans, les grandes corporations peuvent planifier très efficacement leurs coûts.

c) tous les points mentionnés ci-dessus reviennent en dernière analyse à **une limitation de plus en plus grande du droit de grève.** Ainsi, les mécanismes très complexes du Code du Travail permettent au patronat de prévoir toute grève et de s'organiser en fonction. Le droit de grève n'est acquis que lors de l'expiration de la convention collective et après 60 jours de conciliation. Que cet état d'affaires n'est pas normal est prouvé par le fait que les travailleurs britanniques ont menacé une grève générale actuellement contre une législation qui tente d'introduire de telles procédures.

d) **l'encouragement et la coordination des négociations collectives par des comités présidés par des représentants gouvernementaux.** Cette procédure est même institutionnalisée au Québec par les conciliateurs du Ministère du Travail qui agissent comme intermédiaires "neutres" entre les parties. On a même vu la situation absurde au Cegep St-Laurent cet hiver où le gouvernement, ayant rejeté une entente entre le syndicat et le gouvernement, a nommé un conciliateur pour concilier le même gouvernement et le syndicat. De plus, on a vu des négociations menées devant le comité parlementaire sur l'éducation entre les enseignants de la CEQ et le même gouvernement ayant une majorité dans ce comité parlementaire.

e) **la participation des représentants syndicaux à l'élaboration et à l'application de la "planification économique" bourgeoise et de la législation du travail.** Les dirigeants de la CSN, de la FTQ, de la CEQ et de l'UCC siègent au Conseil de développement économique du Québec et au Conseil consultatif du Travail. Récemment on a assisté au spectacle écoeurant

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

d'un vice-président de la CSN, Dalpé, qui en tant que membre du Conseil d'administration de la SGF a tenté de justifier la vente de la Sogefor aux Américains et ceci devant l'opposition des travailleurs CSN de l'usine.

Les syndicats peuvent de moins en moins profiter des divisions intestines de la bourgeoisie qui est très concentrée et liée étroitement à l'État. Ceci est d'autant plus vrai au Québec où cette bourgeoisie est étrangère. Alors, raisonnent les dirigeants syndicaux réformistes, il faut tenir compte de cette centralisation et s'adapter à l'État et aux règles du jeu bourgeois.

Ainsi la porte est ouverte aux injonctions judiciaires, aux conventions collectives par décret, aux mises-en-tutelle, aux monopoles syndicaux (la guerre CSN-FTQ dans la construction provoquée par Cournoyer), à la reconnaissance des syndicats patronnés (SPIQ, United Nurses), au contrôle par l'État des votes de grève (tel que proposé par Bourassa à Londres) et finalement, à la destruction du syndicalisme réel. Dans les négociations actuelles avec les secteurs public et para-public, le gouvernement tentera de prouver aux impérialistes qu'il est capable de contrôler et d'intégrer les travailleurs québécois avec l'approbation de leurs syndicats.

La conclusion qu'on pourrait tirer de tout ceci est plutôt pessimiste: "Plus de 60% des travailleurs québécois ne sont même pas organisés et les autres sont membres de syndicats liés pied et poing au capitalisme." Pourtant cette conclusion serait fausse parce que la politique d'intégration est seulement possible lorsque:

1) le capitalisme dispose de marges suffisantes pour abandonner aux travailleurs les miettes qui rendront possible une politique réformiste. Ceci n'est pas du tout le cas au Québec où d'une part l'État colonial est saigné à blanc par le fédéral et d'autre part les grandes corporations étrangères ne sont pas prêtes à céder leurs super-profits. Ainsi l'offensive gouvernementale s'est heurtée à une résistance particulièrement chez les enseignants.

2) les travailleurs même ne remettent pas en cause cette intégration politique. Actuellement, toute l'idéologie des patrons, de leur État et, regrettablement, de la plupart des dirigeants syndicaux consiste à maintenir une fausse dichotomie entre l'action syndicale et l'action politique. On a donc la politique des 1er et 2ième front de la CSN comme si la politique n'était pas simplement l'économique comprimée. On travaille pour maintenir les travailleurs dans un état de dépolitisation et on essaie d'empêcher par tous les moyens la formation d'une gauche syndicale sérieuse.

Il existe, donc, des leviers qui peuvent d'abord préserver les syndicats et ensuite assurer la victoire des travailleurs contre l'offensive patronale.

Ces leviers sont principalement: la lutte pour la démocratie syndicale interne (l'intégration se fonde très souvent sur la politique personnelle des dirigeants syndicaux — les rencontres à huis clos entre Pépin-Laberge-Charbonneau et Bourassa-Cournoyer-St-Pierre se multiplient ces jours-ci): la lutte pour l'indépendance totale des syndicats à l'égard de l'État capitaliste et colonial, y compris des partis politiques bourgeois (le PQ ne rejette que les crudités de la mise-en-application du programme d'intégration développé par son président Parizeau): et la lutte autour des revendications qui dépassent le cadre "réformiste", principalement la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production avec la perspective finale de l'autogestion de l'économie socialisée.

Enfin, la lutte pour une véritable indépendance du mouvement syndical débouche inévitablement sur une contestation révolutionnaire de l'État capitaliste et colonial lui-même.

libération

# Répression sexuelle dans les écoles secondaires

**par René Benoit**

*René Benoit est membre de la Ligue des Jeunes Socialistes et militant du secondaire. Nous espérons que cet article suscitera une vive discussion sur la sexualité. NDLR.*

Le but premier de l'acte sexuel n'est pas la procréation, mais le plaisir sexuel réciproque des partenaires. Ici l'idéologie bourgeoise masque ce fait, c'est pour éviter qu'une dénatalité trop forte ne réduise l'armée industrielle des travailleurs et fasse monter les salaires trop haut.

La bourgeoisie a donc besoin d'une forte natalité chez les travailleurs qui devront être des moutons disciplinés, pour cela il faut que dès leur plus tendre enfance, il soit élevé dans le respect de l'ordre.

La famille fournit à ce titre un cadre idéal. C'est là qu'on apprend au travers du respect du père, le respect du chef, du censeur, et du flic.

Cette famille, c'est une usine à idéologie, son corollaire c'est l'adultère, la prostitution et la pornographie. En effet, ce cadre de vie étriqué qui réprime la sexualité infantile, fait de la femme un bibelot, une proie du désir du mâle ou une mère de famille dévouée, ne peut fonctionner qu'à condition que le trop plein de sexualité soit absorbé ailleurs, c'est-à-dire dans l'adultère, la prostitution et la pornographie.

Le désir sexuel qui ne peut s'accomplir est sublimé dans la contemplation du nu féminin, regardez puis masturbez-vous, telle est la logique de la morale bourgeoise et si ça ne vous suffit pas, allez voir une prostituée.

Comment la famille réalise-t-elle le refoulement sexuel chez l'enfant? Par son idéologie stupide qui emmène l'enfant à vivre dans son petit confort, et sa petite sécurité. Par les principes d'autorité qui l'emmène à respecter "l'establishment". Par la moralité de l'amour conjugal et des enfants. Et par les clichés sentimentaux des foyers protecteurs.

Tout ceci emmène l'enfant à devenir un irresponsable, et à l'intégrer totalement dans la société capitaliste. La morale sexuelle est sous la dépendance de l'idéal de la relation monogame. C'est pourquoi des libéraux maintiennent cet idéal. C'est aussi pourquoi les idéologues bourgeois cherchent à dissimuler les besoins sexuels des adolescents.

Cette répression est une préparation indispensable au mariage et à la formation d'une famille. Toujours selon la morale bourgeoise, le mariage est une permission de faire l'acte sexuel.

Dans les écoles secondaires, l'heure est grave. Depuis longtemps, on nous enseigne la reproduction des plantes à fleurs. Depuis quelques temps, on nous enseigne les organes génitaux et parfois, on nous dit que ça prend une pénétration dans l'acte sexuel.

Le manque d'information sur les moyens contraceptifs font que bien souvent de jeunes adolescentes tombent enceintes. Et encore si la morale bourgeoise ne jetterait pas honte sur la grossesse de ces jeunes adolescentes. Et de plus elles sont expulsées de leurs écoles. Elles se croient alors coupables d'un crime, alors que c'est la société qui est criminelle. La morale bourgeoise jète honte sur cette fille pour que les autres fondent une famille et rejettent l'avortement parce que sa progéniture va faire un autre bon petit travailleur.

Nous lutterons pour un enseignement sexuel adéquat. Pour un enseignement qui tiendra compte des moyens contraceptifs, des différentes façons de faire l'acte sexuel, et de son but.

# Militant LSO victime de la répression policière

Une poursuite a été entamée par John Lejderman, militant de la Ligue Socialiste Ouvrière, contre les autorités responsables de la Police de Montréal.

Il a annoncé le 7 mai qu'il exige un dédommagement par suite des faux mandats de perquisition lancés contre lui. Il a aussi demandé une injonction pour la remise des biens saisis chez lui.

"Il faut qu'il existe une base raisonnable pour me soupçonner d'une activité criminelle, pour qu'un mandat de perquisition soit lancé," a déclaré Lejderman.

"Par suite de mes activités politiques légitimes pour un Québec indépendant et socialiste on me soupçonne d'activités criminelles, puis on me harcèle. Cette poursuite demasquera l'hypocrisie de la 'justice' du gouvernement".

La police a fouillé l'appartement de Lejderman le 5 mai, aux dires du mandat, pour "des écrits etc., qui préconisent la rébellion...

Un détective du nom de Ghirotto l'a malmené et l'a fait enfermer au poste de police pendant deux heures.

La semaine précédente Ghirotto se rendit au lieu de travail de Lejderman et le fit appeler au bureau du personnel où il l'accusa devant son patron d'être membre du FLQ La police perquisitionna aussi chez un de ses amis, Arthur Young, avec un mandat "pour trouver John Lejderman" — où elle passa une demi-heure à fouiller ses papiers personnels.

# Le NPD secoué par la nouvelle radicalisation

par Kim Cameron

Deux manifestations et des journées de débats sur des questions de programme ont dominé le congrès d'avril du Nouveau Parti Démocratique fédéral. Un changement considérable par rapport à la machine bien rouée et consciente de son image que le leadership droitier du parti a mis tellement d'effort à créer. Un changement qui, par-dessus tout, a été amené par l'aile gauche organisée du parti, elle-même un produit de l'avènement de toute une série de nouveaux mouvements radicaux à travers le Canada.

Les 1,600 délégués, dont plusieurs représentants de syndicats affiliés au NPD, contrastaient nettement avec ceux qui participent normalement aux congrès des autres partis politiques de masse canadiens. Contrairement aux partis bourgeois fédéraux, ou au PQ, le NPD est enraciné dans la classe ouvrière, et les syndicats y possèdent l'influence décisive.

Bien sûr, Lewis et l'aile droite "ont gagné" – maintenu leur majorité, forcé l'adoption de leurs résolutions et conservé leurs positions aux postes de direction. Toutefois, à cause des racines du parti dans la classe ouvrière, l'atmosphère politisée du congrès et les débats politiques représentent une véritable victoire pour la gauche, le groupe "Waffle". Celui-ci avait obtenu environ ⅓ des votes au congrès de 1969 autour d'un document liant le nationalisme canadien et le socialisme. Il s'est montré capable d'organiser sa base en caucus socialiste solide et de mener une campagne pour le leadership qui a su toucher toute la base du NPD.

La signification de ce changement s'exprime, par exemple, par le débat sur le Québec. Une partie importante d'un parti politique de masse, une partie regroupant non seulement le NPD-Québec mais également des centaines de partisans canadiens-anglais du "Waffle", a maintenu une politique de solidarité avec les militants du NPD-Québec, affirmant et défendant le "droit absolu des Québécois à l'autodétermination, c-à-d, de déterminer collectivement le degré de solidarité politique qui leur convienne".

Non seulement le débat sur le Québec a-t-il reçu une publicité énorme à travers tout le Canada, mais les centaines de délégués qui ont apporté leur appui au NPD-Québec ont clairement laissé entendre qu'ils avaient l'intention de continuer à s'organiser autour du droit des Québécois à l'autodétermination.




**Le congrès NPd se rallie au mouvement anti-guerre. T. C. Douglas, chef sortant du NPD, parle contre la guerre au Vietnam à la manifestation à Ottawa, le 24 avril.**

Lors du débat sur la nationalisation, le problème a été posé en termes de classe: selon Laxer, "Imperial Oil et General Motors connaissent bien leurs intérêts de classe, nous devons connaître les nôtres". Le Waffle s'est clairement prononcé pour le contrôle des travailleurs sur l'économie, pour la nationalisation avec le contrôle ouvrier.

De la même façon, le mouvement de libération de la femme a présenté ses revendications très clairement aux 1,600 délégués.

Les trotskystes organisés dans la LSO/LSA et la LJS/YS, qui ont été actifs dans le "Waffle" depuis le début et qui ont participé au NPD depuis sa naissance, ont également joué un rôle actif lors du congrès. Comme il fallait s'y attendre, les bureaucrates du NPD ont tenté de saisir la littérature révolutionnaire traitant entre autres choses des prisonniers politiques québécois et de la libération de la femme, que la LJS/YS vendait aux délégués. À cause de l'atmosphère politique entourant le congrès, la tentative échoua. Au contraire, elle ne fit qu'embarrasser la droite néo-démocrate d'un scandale lorsqu'elle dut appeler la police pour se faire aider.

Mais ce genre d'action, ainsi que la rigidité que la droite a manifestée à l'égard du "Waffle" et sa ligne "dure" sur le Québec, constituent probablement la plus grande contradiction du NPD. La radicalisation qui s'accroît et s'approfondit à l'extérieur du parti, atteint de nouveaux secteurs de la population; elle est beaucoup plus qu'un courant superficiel et passager. Malgré cela, le leadership refuse toujours de secouer sa vieille coquille conservatrice.

Lewis et ses cohortes ne sont nullement en position d'ignorer le phénomène de masse qui investit leur organisation.

libération

# Les fermiers européens refusent de mourrir

par Ross Dowson

BRUXELLES — La petite bourgeoisie bruxelloise n'a pas encore récupérée du choc du 23 mars. Maintenant que la saison touristique est arrivée, elle tente de réparer la casse le plus rapidement possible.

Les dégâts, évalués à 1.5 millions de dollars, ont été provoqués lors de l'affrontement entre la police et quelques 100,000 agriculteurs, venus de toute l'Europe manifester pour des prix plus élevés pour leurs produits. La manifestation avait lieu peu avant la réunion du Conseil des Ministres de la Communauté Économique Européenne qui se tenait dans la ville même.

**Le Soir,** le principal quotidien Bruxellois titrait, dans son édition du 23, que "la manifestation des agriculteurs en colère s'est transformé en sac de Bruxelles." Un des manifestants a été tué alors qu'un policier lui tirait une grenade lacrymogène derrière la tête, et plusieurs centaines d'autres ont été blessés.

L'Europe, plus particulièrement Bruxelles qui parce qu'elle héberge les bureaucrates de la CEE, en est devenu le centre d'attention, est loin d'en avoir fini avec les protestations d'agriculteurs. Le 23 mars n'était qu'un début.

Les stratèges supra-nationaux du capitalisme européen veulent "rationaliser" la structure agricole du continent. Deux jours avant la manifestation de Bruxelles, Richard Norton-Taylor écrivait dans sa dépêche de la PA: "Pour s'exprimer plus crûment, il s'agit de se débarasser des petites fermes non rentables afin de faire place à des unités agricoles plus grosses et mécanisées".

Pendant trois ans, ils ont réussi à bloquer toute hausse de prix des biens produits par les agriculteurs. Ceci n'a pas empêché les grosses compagnies agricoles de hausser leurs prix de façon exorbitante. Grâce aux hausses de salaire gagnées par leurs luttes syndicales, les ouvriers ont pu, dans une certaine mesure, maintenir un certain équilibre entre leurs revenus et les prix.

Toutefois, l'écart entre les salaires industriels et les revenus des petits fermiers s'est accru, au point qu'il atteint actuellement le taux de 45% pour l'Italie. Cette pression sur les prix agricoles a poussé des millions de petits fermiers, surtout les jeunes, à quitter leurs terres, apportant ainsi de nouvelles forces au prolétariat industriel et grossissant les rangs des chômeurs urbains.

Depuis 1958, près de 6.5 millions de petits fermiers ont dû quitter leurs terres. Sur les 10 millions qui restent deux autres millions devraient quitter d'ici cinq ans.

Par cette dégradation et cette paupérisation des fermiers, la bourgeoisie européenne obtient un certain succès dans l'application de ses projets. Il n'y a qu'un seul problème. Malgré une condition qui se détériore continuellement, les fermiers ne veulent pas quitter la terre. C'est cette tentative du capitalisme européen de faire disparaître le fermier européen qui a provoqué l'explosion du 23 mars et il y aura d'autres 23 mars.



**Les paysans face à l'état bourgeois: Bruxelles le 23 mars.**

Plusieurs jours auparavant, des actions de protestation de plus en plus puissantes se tenaient à travers le continent. Les politiciens siégeant au Parlement Européen à Luxembourg pressèrent le Conseil des Ministres de la CEE d'accorder certaines concessions aux fermiers enragés. Mais le Dr Sacco Mansholt, vice-président de la commission responsable des affaires agricoles, accusa de couardise abjecte les dirigeants des fermiers et les dirigeants gouvernementaux "qui n'avaient pas le courage de dire la vérité aux fermiers. "En décembre 1968, Mansholt déclarait déjà que le nombre de fermes des pays du Marché Commun, alors estimé à 10.6 millions, devrait être réduit à moins de la moitié dès 1986, si l'on voulait les rendre économiquement rentable.

La rationalisation capitaliste de l'agriculture européenne jette les fermiers dans une lutte anticapitaliste et jette les bases pour la formation de liens nouveaux et plus fermes entre les fermiers et la classe ouvrière, augmentant le nombre des forces luttant pour une Europe socialiste. Les jeunes mécontents chassés de leurs fermes dans le cours des dix dernières années, forcés à un travail malsain et aliénant dans les usines, constituent l'addition la plus nouvelle et la plus massive à la force de travail européen. Ironiquement, c'est avec la prolétarisation des fermiers que le symbole de la gauche européenne — la faucille croisé du marteau, symbole de l'union des travailleurs et des cultivateurs — est plus près de sa réalisation qu'à aucun autre moment dans le passé.

Le programme sur lequel se forgera cette unité a déjà été esquissé par la Quatrième Internationale dans son document programmatique fondamental adopté en 1938.

Ce document ne préconisait pas un programme schématique de nationalisation des terres et de collectivisation de l'agriculture. Plutôt, il affirmait que ce programme "doit être construit de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée. Le paysan restera le propriétaire de son lot tant qu'il le trouvera lui-même nécessaire et possible."

De plus, il affirmait que "la participation pratique des paysans exploités au contrôle des divers domaines de l'économie permettra aux paysans eux-mêmes de décider la question de savoir s'il convient ou non de passer au travail collectif de la terre, dans quels délais et à quelle échelle. Les ouvriers de l'industrie s'engagent à apporter dans cette voie toute leur collaboration aux paysans: par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'usine et, surtout, du gouvernement ouvrier et paysan."

Bien que les fermiers et la petite bourgeoisie urbaine soient essentiellement des "reliquats de formes précapitalistes de production", la Quatrième Internationale les considère comme de "futurs alliés".

"Tant que le paysan reste un petit producteur 'indépendant', il a besoin de crédit bon marché, de prix accessibles pour les machines agricoles et les engrais, de conditions favorables de transport, d'une organisation honnête d'écoulement des produits agricoles. Cependant, les banques, les trusts les commerçants extorquent le paysan de tous côtés. Seuls les paysans eux-mêmes peuvent réprimer ce pillage, avec l'aide des ouvriers. Il est nécessaire qu'entrent en scène des Comités de petits fermiers qui, en commun avec les comités ouvriers et les comités d'employés de banque, prendront en main le contrôle des opérations de transport, de crédit et de commerce qui intéressent l'agriculture"

# Solidarité avec les Bengalis en lutte pour leur libération

par Arthur Young

Les étudiants massacrés dans leurs lits; des villages et quartiers entiers rasés. Leurs habitants fusillés; les vivres brûlées, la population condamnée à la famine; des rivières pleines de cadavres: tel est le bilan de la guerre que l'armée pakistanaise livre contre toute la population du Bengale Oriental (Bengla Desh.)

Mais l'armée fédérale est loin d'avoir établi son contrôle; selon la presse internationale, son influence ne s'étend pas encore très loin en dehors des principales villes.

Les nationalistes bengalis font preuve d'un héroïsme incroyable. Ils tiennent tête à une armée équipée par les grandes puissantes: les É.-U., l'URSS, et la Chine. Les É.-U. ravitaillent les militaires pakistanais d'essence, et les bureaucrates du Kremlin se contentent de "regretter" le bain de sang. Les nationalistes ne reçoivent aucun appui de Pékin. Le gouvernement chinois a carrément approuvé les massacres en félicitant la classe possédante au Pakistan de sa "lutte pour sauvegarder l'unité du pays". Depuis longtemps la direction bureaucratique maoïste fait la cour aux capitalistes pakistanais; elle ne veut en aucun cas perdre un allié diplomatique en appuyant la lutte nationale des Bengalis.

Les premières victimes de l'État fédéral pakistanais, arraché de toutes pièces du sous-continent indien, les Bengalis composent la majorité de la population au Pakistan. Quoiqu'ils produisaient les deux tiers des exportations du pays, ils ne touchaient qu'un cinquième de l'aide étrangère et un tiers des fonds de développement.

Le mouvement nationaliste bengali a une longue histoire. La Ligue Awami, dirigée par des éléments bourgeois, qui avait pris la tête de ce mouvement, exigeait une plus grande autonomie pour le Bengale Oriental. Mais à la suite du refus des dirigeants pakistanais de reconnaître la victoire électorale de la Ligue Awami, une grève générale a été déclenchée. Cette grève, qui a duré 20 jours, propulsait les masses vers l'action, impliquant toujours davantage de personnes et de couches sociales, et poussant tout le mouvement nationaliste vers des revendications et des actions de plus en plus radicales. L'indépendance totale est devenu le cri de presque tout le monde. Les ouvriers et paysans bengalis commençaient à assimiler la lutte nationale avec leurs propres intérêts de classe. Jean Vincent décrivait cette attitude dans **La Presse** du 6 avril: "Pour les uns, le socialisme est l'objectif et l'on entend par socialisme, le partage des terres, "la fin des riches".

Les masses poussaient vers une libération totale du capitalisme opprimant; la bourgeoisie pakistanaise, consciente du danger, décidait de tenter d'écraser le mouvement.

Les efforts des dirigeants de la Ligue Awami pour parvenir à un compromis se sont donc soldés par un échec. Dans la nuit du 25 mars l'armée fédérale pakistanaise attaquait, massacrant avant tout l'épine dorsale du mouvement national, les étudiants de l'université de Dacca et les ouvriers urbains.

La direction de la Ligue Awami n'avait nullement préparé l'affrontement. Elle cherchait un compromis, demandant aux masses de se calmer, d'attendre passivement le résultat des négociations avec la bourgeoisie fédéraliste. Cette dernière employait le temps gagné pour renforcer l'armée et préparer l'attaque. La ligue Awami se limitait à son programme modéré, l'adaptant seulement sous l'énorme pression des forces populaires. Elle refusait de prôner les revendications capables de mobiliser les masses, leur donner un sens de leur force, et les préparer à l'affrontement sanglant.

Cette tâche exigeait une direction socialiste. Mais la gauche avait été incapable de construire un mouvement indépendant des forces bourgeoises et petites-bourgeoises de la Ligue Awami. Dans la période de l'affrontement décisif avec l'État pakistanais, la direction nationaliste conservatrice a montré la faillite de son orientation, mais la gauche ne s'était pas préparée à prendre la relève et diriger la lutte des masses bangalies.

Quels enseignements cette lutte apporte pour le Québec! La lutte nationaliste du Bengla Desh ne pouvait pas s'arrêter à la revendication de l'autonomie. Les ouvriers et paysans ont vite demandé l'indépendance totale, qu'ils identifiaient à la fin de l'exploitation. Les dirigeants qui ont sous-estimé la bourgeoisie fédérale ont dirigé leur peuple vers un bain de sang.

La gauche, pour éviter ce désastre, ne peut pas rester à la remorque des forces nationalistes bourgeoises et petites bourgeoises, mais doit lutter pour prendre la tête de la lutte nationale, avançant un programme révolutionnaire de libération nationale et maintenant son indépendance vis-à-vis des représentants des autres classes qui déserteront la lutte au moment décisif.

"Le soulèvement au Bengale oriental n'est que la première étincelle d'une lutte, qui aura des répercussions à travers l'Inde" a déclaré récemment la Quatrième Internationale, le Parti mondial de la révolution socialiste fondé par Léon Trotsky en 1938.

Dans une deuxième déclaration, publiée le 19 avril, elle lance un appel à la solidarité avec les masses bengalies et leur lutte de libération.

"La IVème Internationale est certaine qu'en dépit de revers temporaires, les masses bengalies finiront par triompher de la force armée du Pakistan Oriental et ouvrir la voie à un Bengale Socialiste uni, qui à son tour donnera une puissante impulsion à la libération de tout le sous-continent du joug du capitalisme et des propriétaires fonciers.

"Victoire pour le Bangla Desh!

"Pour un Bangla-Desh socialiste!

"Pour un Bengale Socialiste Unifié!

"Vers la révolution socialiste dans tout le sous-continent indien!"

---

# Appui maoiste aux massacres

par Ginette Savaria

La longue lettre de Chou-En-Lai, adressé au maréchal Yhia Khan, dictateur du Pakistan, ne laisse plus subsister aucun doute sur les intentions des dirigeants actuels de la Chine Populaire.

"Nous sommes certains que grâce aux contacts que vous et vos collaborateurs multiplient et grâce à tous vos efforts, la situation au Pakistan redeviendra normale . . ." dit-on dans la lettre, rendu publique le 12 avril.

"L'unité du Pakistan et des peuples des provinces occidentale et orientale du pays est une garantie essentielle pour que celui-ci survive et trouve la prospérité et la puissance. Il faut distinguer la grande masse du peuple d'une poignée de gens qui ne pensent qu'à saboter l'union du Pakistan."

C'est ainsi que les membres dirigeants d'un parti qui se veut communiste donnent raison à la répression, ignorant ainsi la résistance du Bengale lors des récents événements. Et pour comble de l'absurbe appuient un dictateur responsable du massacre de dizaines de milliers de Bengalis, tués par les mitrailles des soldats pakistanais signées "Made in China."

C'est ainsi que Pékin, conformément à sa théorie de la nécessité pour la révolution coloniale de s'allier à la bourgeoisie dite "nationale", a sacrifié délibérément le sort de la révolution dans le sous-continent indien à ses intérêts de bureaucratie.

# Répression sanglante déclenchée au Ceylan

par Diane Lamoureux

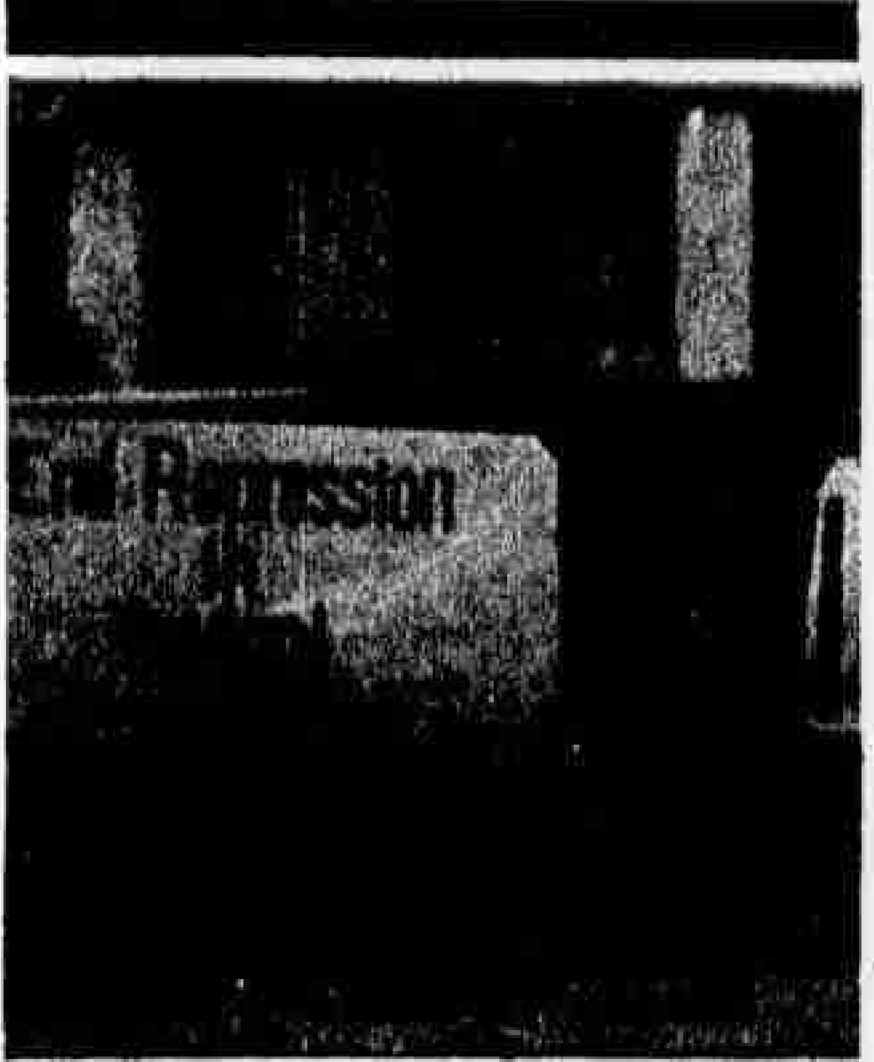
Malgré le boycottage systématique entrepris par la presse bourgeoise à l'égard des événements ceylanais, il existe un état de guerre civile dans ce pays. Le gouvernement de Front Populaire (plus bourgeois que populaire) dirigé par Mme Bandaranaike, se livre à une répression sanglante à l'égard des militants révolutionnaires.

La répression s'intensifie. Commencée à la mi-mars par l'arrestation des dirigeants du Jamantha Vimukthi Peramuna (le Front de Libération Populaire), elle se poursuit. Quelles sont les conséquences de la loi martiale? Couvre-feu de 18.30h. à 5h.30 h., tortures, exécutions des prisonniers détenus par le gouvernement, arrestations sous prétexte d'appartenance au JVP. Bandaranaike tue, mais l'Inde, le Pakistan, les USA, la Yougoslavie, l'Égypte, la Grande-Bretagne, et l'URSS arment la contre-révolution. Est-ce là toute l'ardeur révolutionnaire dont se pare le Kremlin?

Dans le continent asiatique en pleine révolution, Ceylan fut une des seules démocraties bourgeoises telle que façonnée par les colonialistes britanniques dont elle obtient son indépendance en février 48. Une période de stabilité politique et de relative stabilité économique explique cette période de démocratie.

Cependant le pays est un état néo-colonial classique. L'économie ceylanaise est entièrement tributaire des fluctuations du marché économique mondial et, comme son économie est concentrée dans le secteur primaire et que les prix baissent d'année en année dans ce domaine, elle est de plus en plus déficitaire. S'endettant un peu plus chaque année, le pays n'a pas les moyens d'absorber cette dette.






**Des partisans de la LJS et de la LSO devant le Haut commissaire ceylanais le 25 avril: "Fin à la guerre contre les révolutionnaires ceylanais".**

Cette détérioration économique combinée à la répression du UNP (United National Party), notamment l'envoi de blindés pour briser des grèves, provoqua en mai 70, la victoire du Front Populaire. Mais l'incapacité totale du gouvernement de Front Populaire à réaliser une seule de ses promesses a provoqué le détachement immédiat de la jeunesse et sa radicalisation.

La nouvelle direction bourgeoise est apparue aux yeux des masses comme la possibilité de réaliser leurs ambitions légitimes et révolutionnaires. Mais, ils perdirent rapidement leurs illusions. Aux chômeurs ruraux qui saisirent et occupèrent les terres le gouvernement répondit par l'armée et la police.

Le gouvernement de la bourgeoisie progressiste est forcé, parce qu'il est aux prises avec les mêmes contradictions internes que le gouvernement de l'UNP, d'utiliser les mêmes tactiques face aux revendications des ouvriers et des paysans. Il doit combiner la "loi et l'ordre capitaliste de gauche".

Ce réformisme de surface ne peut satisfaire les masses ceylanaises dont la combativité déborde les cadres restreints du parlementarisme. La jeunesse rurale cinghalaise, les masses ouvrières et urbaines cinghalaises et tamiles, les travailleurs tamils des plantations de thé organisés dans la Jonatha Vimukhti, la Ceylonese Mercentile Union, le Lanka Sama Samaja Party (Révolutionnaire) (section ceylanaise de la IVe Internationale) et le Sarnajavâdi Songmaya, assurent le maintien et la montée de la lutte révolutionnaire dans ce pays.

Ces forces politiques et sociales sont les seules capables d'assurer l'avenir révolutionnaire du Ceylan et de remplacer la caricature de gouvernement socialiste qu'est le Front Populaire.

# Stratégie révolutionnaire et lutte de masse

par Alain Beiner

En février le mouvement pour la libération des prisonniers politiques avait gagné une importante victoire — on a cassé l'acte d'accusation de "conspiration séditieuse" dirigée contre les "cinq". Le résultat de cette victoire semblait être double; d'une part les "cinq" étaient libérés, mais d'autre part le mouvement semblait être désamorcé.

Certains dans la gauche disaient même que cette victoire partielle n'était qu'une tactique du gouvernement visant la destruction de l'opposition, pendant qu'un bon nombre de prisonniers continuait à pourrir en prison. Selon eux, "de telles victoires sont négatives, et destructives pour le mouvement de défense", et "on libère les cinq vedettes, mais ce n'est qu'une miette du gouvernement pour aveugler les gens dans la rue . . ." Pour eux, la victoire n'a fait que mettre fin à la lutte.

De même, lors de la victoire au CEGEP de Vieux-Montréal, on a dit que les étudiants se sont fait "acheter" par l'administration. La lutte semblait prendre fin lorsque les étudiants avaient gagné l'injonction contre l'administration. La victoire n'était que partielle, et "les étudiants se taisent". La victoire n'était qu'un moyen employé par l'administration pour désamorcer la lutte, etc.

Voir une victoire de cette façon pose des problèmes aux révolutionnaires.

Est-ce qu'on est pour des victoires, même des victoires partielles, ou est-ce qu'on est contre? Nous ne pouvons pas être et pour et contre. En tant que révolutionnaires nous insistons pour dire que nos intérêts sont ceux de la masse: qu'on ne peut pas avoir d'intérêts opposés à ceux de la vaste majorité de la population. Mais tout mouvement de masse veut gagner des victoires! Est-ce que les révolutionnaires conçoivent les victoires autrement que les masses? Est-ce que nous voyons un côté "dangereux" des victoires?

Une victoire peut sembler mettre fin à une lutte, mais ce n'est qu'une constatation statique et superficielle. Toute lutte partielle doit se terminer à un moment donné, et celles qui continuent à jamais, arrivent presque toujours à démoraliser ou à appauvrir les participants, les conduisant à une défaite. Bien qu'une victoire puisse mettre fin à une lutte dans l'immédiat, il faut voir qu'elle ne peut que promouvoir d'autres secteurs à se mettre en marche, par son exemple, et déclencher d'autres luttes dans l'avenir.

Ce qui importe, c'est de voir si la lutte partielle mène les masses à une confiance plus élevée, à une conscience de classe plus développée; si elle les aide à comprendre qu'il n'y a de solution finale à leurs problèmes quotidiens et immédiats, qu'à travers une lutte globale qui aboutit à la révolution socialiste.

Nous sommes inconditionnellement pour la victoire des luttes populaires parce que nous voyons la dynamique anticapitaliste des mouvements de masse qui gagnent, et parce que nous savons ce qu'implique une victoire à l'époque actuelle, lorsque le système capitaliste mondial est tellement dégénéré qu'il ne lui reste que peu de marge de manoeuvre.

Les révolutionnaires savent que sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la population n'est possible. Que seul le renversement de la bourgeoisie et son remplacement par un gouvernement des ouvriers permettront de mettre fin à l'exploitation et l'oppression des ouvriers et des étudiants.

Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates des masses en attendant le socialisme. Il faut au contraire prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui dans leur ensemble pourront constituer le courant puissant de la révolution socialiste.

Une victoire pour les masses en lutte est une avance objective et subjective. Elle aide à améliorer le sort des masses et ses conditions de vie — ce qui donne toujours aux masses plus de temps et de moyens pour l'activité et l'éducation politique.

Subjectivement, elle ne peut que constituer une inspiration non seulement pour les participants mais pour tous les ouvriers et étudiants. Même si une victoire est partielle, et même si la bourgeoisie essaye de tout faire pour arracher ces gains, il n'y a rien de mieux pour prouver aux masses que c'est possible de changer le statu quo. Il n'y a rien de mieux pour renforcer la confiance des étudiants et des ouvriers dans leur force et pour déclencher d'autres combats.

Une victoire peut en effet signifier la fin d'une lutte, et ainsi indiquer le commencement d'une pause purement épisodique. Cela n'empêche pas que la victoire renforce la montée à long terme de cette lutte.

La victoire des "cinq" contre l'accusation de conspiration séditieuse a porté un coup dur aux mythes de Trudeau et Bourassa sur l'insurrection-FLQ d'octobre, qui ont jeté les bases légales et idéologiques pour la répression politique. La victoire a montré aux Québécois le pouvoir des actions massives pour la défense des prisonniers politiques, assurant ainsi que la prochaine vague de protestation sera plus confiante, plus massive.

De la même façon, la victoire à Vieux-Montréal, une réaffirmation judiciaire du droit des étudiants d'entrer dans leurs écoles, leur a donné une arme très efficace dans les luttes à venir. L'État qui avait lancé la répression contre les étudiants devait cette fois reculer; ses pouvoirs imposants se sont montrés insuffisants pour briser la résistance. La lutte dans les autres écoles sera évidemment renforcée par cette perspective de victoire possible. À Vieux-Montréal la force des étudiants vis-à-vis l'administration et l'État s'est beaucoup accrue.

Est-ce que la victoire d'une lutte partielle élimine la possibilité d'une confrontation révolutionnaire? Pas du tout. Elle ne garantit pas non plus qu'une telle confrontation aura lieu. Tout dépend du programme. C'est pourquoi les révolutionnaires doivent intervenir dans ces luttes, afin de gagner le mouvement à un programme de transition, programme à dynamique revolutionnaire liant la lutte partielle à la lutte révolutionnaire globale.

# libération

Vol 1 no 3 | Juin 1971 | 15 cents




libération

# Québécois dans la rue!

Tous dans la rue le 1er juillet! Faisons de la manifestation du 1 juillet une action massive de protestation contre l'emprisonnement des Québécois dans la confédération! Mobilisons TOUS les partisans d'un Québec libre!

En plus de la participation des indépendantistes, le Front Commun pour le 1 juillet est assuré de la participation de plusieurs organisations unitaires, composées de militants contre la guerre au Vietnam, de féministes, d'unilinguistes, de militants de mouvements anti-répression et même anti-pollution, et un grand nombre de syndicalistes.

L'oppression de TOUS les secteurs de la population est liée à la domination du capitalisme canadien. Toutes les couches exploités du Québec, y compris les étudiants et les travailleurs anglophones, se réunissent pour le 1 juillet dans une lutte commune contre la Confédération.

Cette protestation n'est pas limitée à Montréal — il y en aura à travers tout le Québec, notamment à Ottawa-Hull. Il y aura aussi des manifestations dans toutes les villes importantes au Canada-anglais, contre la Confédération et pour le droit des Québécois à l'auto-détermination!

L'action du 1 juillet sera un pas en avant dans la lutte pour l'indépendance du Québec. Elle va non seulement exprimer l'opposition des Québécois à la Confédération, mais elle va les MOBILISER contre la Confédération et contre tout le système capitaliste qui profite de notre oppression.

Le Québec est gouverné en fonction des intérêts des monopoles étrangers, et non pas en fonction des besoins de la majorité des Québécois. Pour rendre le Québec aux Québécois il faut s'organiser, il faut lutter; notre libération est dans la rue! Il faut gagner la majorité des Québécois à cette lutte. Il faut les convaincre et les faire descendre dans la rue le 1 juillet.

Des actions de masse comme le 1 juillet peuvent réellement changer la société de fond en comble! De telles mobilisations indiquent la voie pour le mouvement indépendantiste.

Le Front Commun qui organise la manifestation est formé autour du thème — L'INDEPENDANCE DU QUÉBEC — seul thème officiel de la manifestation. Les socialistes révolutionnaires participent dans ce Front Commun afin de contribuer à la construction et à l'avancement du mouvement indépendantiste. Nous croyons que la voie socialiste est la seule voie pour la victoire.

Les socialistes révolutionnaires vont participer à l'action du 1 juillet sous les mots d'ordre suivants: "Pour un Québec indépendant et socialiste", "Pour l'unilinguisme français, contre le bill 28", "La Baie James aux Québécois", "Pour une fin au chômage, 30 heures de travail, 40 heures de salaire", et "Pour un Québec libre dans un monde socialiste".

Nous invitons tous ceux qui sont d'accord avec ces mots d'ordre a se rallier sous nos bannières.

Des réunions du Front Commun, ouvertes à tous, se tiennent tous les mercredis à 20:00h au 1406 rue Beaudry. Des contributions financières, requises pour la publicité, peuvent être apportées aux réunions ou envoyées au Front Commun, a/s Libération, B.P. 641, Succ. "N", Montréal 129.

Les patriotes de 1837 ont commencé la lutte de libération nationale. C'est à nous de continuer le combat le 1 juillet. Le sort du Québec est entre nos mains — bâtissons ensemble l'avenir du Québec — un Québec indépendant et socialiste.



Manifestation d'octobre 1969 pour les droits de la langue française. L'action du 1er juillet s'insère dans les traditions des actions de masse qui seules peuvent nous mener à notre libération nationale.

# TOUS DANS LA RUE LE 1ER JUILLET !




# SOUS LA BANNIÈRE DE LA L.J.S.

- POUR L'UNILINGUISME FRANÇAIS ET CONTRE LE BILL 28!
- LA BAIE JAMES AUX QUÉBÉCOIS!
- FIN DU CHÔMAGE: 30 HEURES DE TRAVAIL, 40 HEURES DE SALAIRE!
- POUR UN QUÉBEC LIBRE DANS UN MONDE SOCIALISTE!

*RASSEMBLEMENT:*

**2:00h. parc Laurier**

*angle Laurier et Christophe-Colomb*

La LJS est une des organisations qui participent au front commun pour la manifestation du 1er juillet. Le theme central de cette manifestation sera:

**Contre la Confédération - -**
**pour l'indépendance du Québec**

*Pour de plus amples renseignements, pour adherer a la LJS:*

**226 est, Ste-Catherine,**
**861-3018**

# LIGUE DES JEUNES SOCIALISTES

# La Confédération: 104 ans d'injustice

par Madeleine Renaud

L'asservissement de la nation Canadienne française a été légalisé par l'Acte de l'Amérique du Nord Britanique de 1867, qui a donné naissance à l'État canadien.

Trente ans avant, les peuples du Haut-Canada et du Bas-Canada se sont révoltés, les armes à la main, contre l'élite dirigeante, qui niait le droit de la majorité de gouverner leurs régions respectives. La lutte au Bas-Canada se faisait autour du droit de la nation canadienne française à l'autodétermination nationale.

Depuis la conquête, ce droit est devenu la question brûlante au Québec. L'idée des vainqueurs d'angliciser éventuellement tout le Bas-Canada n'a pas été abandonnée — des tentatives constantes ont été faites à cette fin.

Un petit groupe d'hommes d'affaire anglo-canadiens avait pris le contrôle de la vie économique et commerciale du Québec. La communauté anglaise avait, dès le début, tous les avantages qui découlaient de son association avec la nation victorieuse: la langue anglaise et le capital financier anglais.

D'autre part les Québécois subissaient les conséquences de la conquête-- doubles victimes de la bourgeoisie anglo-canadienne, exploités économiquement et privés de leurs droits nationaux.

La Confédération est venue au bon moment pour les dirigeants du Canada. Dans l'ouest, la terre vierge et très riche des prairies était habitée par les Métis et les Indiens. De gros profits attendaient ceux qui pourraient exploiter cette région jusqu'au Pacifique. Les Américains montraient un intérêt dans l'ouest, et il est devenu nécessaire pour les capitalistes anglo-canadiens d'établir rapidement leur hégémonie sur cette région.

Un réseau de chemins de fer était essentiel à toute expansion pancontinentale, mais un facteur crucial dans ce projet était une structure politique capable de faciliter l'exploitation des habitants afin de leur faire payer les coûts de cette expansion. Il est devenu nécessaire de réunir dans un état fédéral centralisé les territoires de l'ouest, les deux Canadas et les Maritimes.

En plus d'étendre leur empire financier les pères de la Confédération ont vu une autre possibilité de s'assurer que les Québécois ne pourraient plus s'opposer à leur dessin économique et politique pour le Canada.

Depuis 1837 la bourgeoisie anglo-canadienne avait tenté d'écraser le sentiment d'identité nationale du Canada-français. Lord Durham, l'architecte de l'Union de 1840 entre le Haut et Bas-Canada, prônait l'écrasement des québécois en les plaçant dans une position minoritaire les obligeant "d'abandonner leurs vains espoirs de nationalité".

Une fois le contrôle anglo-canadien établi sur toute l'économie du Canada-anglais et du Québec, il restait peu à faire pour assurer le statut colonial qu'aurait le Québec dans l'état fédéral du Canada.

Suite à la première conférence à Québec en juin 1864, conférence qui avait réuni des dirigeants politiques et des hommes d'affaires de Toronto et de Montréal, la nation québécoise se voyait réduite à une simple question de droits religieux et linguistiques très limités. 150,000 canadiens-français qui se trouvaient en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse étaient complètement oubliés à coup de plume.

Pourtant la minorité anglaise au Québec s'est vu accorder douze districts électoraux privilégiés qui ne pourraient en aucun cas être modifiés par la majorité des québécois. Suite à la conférence à Québec, George Brown très riche propriétaire de journaux de Toronto, a écrit à sa femme ce qui suit " . . . constitution adoptée-n'est-ce pas formidable! Le canadianisme français entièrement étouffé!"

Aussitôt que les résolutions adoptées à Québec ce sont faites connaître au Bas-Canada, une tempête d'opposition a éclaté. Antoine-Aimé Dorion, dirigeant du parti Rouge les a dénoncées dans un manifeste adressé à ses électeurs de Hochelaga.

Selon Dorion, la section dans l'Acte de l'Amérique du Nord Britanique qui donnait au fédéral le droit de veto sur les parlements provinciaux n'était qu'une tentative des financiers anglais de détruire toute possibilité pour les Québécois de réaffirmer leur lutte pour l'auto-détermination nationale. En plus il a déclaré que la Confédération "est une des pires mesures pouvant nous être soumise, et si elle est adoptée sans l'accord du peuple de cette province le pays aura plus d'une occasion de le regretter".

Des assemblées contre la Confédération se sont tenues dans neuf comtés importants du Québec, chacun déclarant que la Confédération mettra en danger les institutions et l'autonomie de la nationalité canadienne-française.

Pourtant la question n'a jamais été soumise au peuple du Bas-Canada. A la conférence de Charlottetown, qui a formulé l'Acte de l'Amérique du Nord Britanique, toute représentation oppositionnelle du Québec s'est vue exclue. Par contre, des délégués appositionnels du Haut-Canada et des Maritimes se sont vus permis d'y participer.

Au Québec, une preuve de l'opposition massive à la Confédération fut le résultat des premières élections à la Chambre des Communes. En septembre 1867 un tiers des sièges dans la nouvelle province de Québec a été gagné par les forces anti-Confédération. Ceci en dépit du fait que l'évêque de l'église catholique au Québec ait averti tout le Canada-français que s'opposer à la Confédération égalait presque trahir Dieu lui-même. Tout l'appareil de l'Église a été utilisé aux fins d'écraser toute opposition.

La bourgeoisie canadienne avait fait au CPR, un cadeau de plus de $500 millions volés aux travailleurs du Canada et du Québec. De cette façon elle a été capable d'établir son hégémonie sur tout le Canada et d'éliminer les communautés de Métis et d'Indiens. Elle a réussi à asservir la classe ouvrière canadienne-anglaise et à garder la nation québécoise dans une position vulnérable à l'exploitation économique et politique.

Malgré cette menace constante, on n'a pas réussi à détruire la nation québécoise.

Les Québécois ont à nouveau repris la lutte de libération, et sont déterminés à la mener jusqu'au bout. La rébellion des Patriotes de 1837 n'était que le début. Le 1er juillet, nous, Québécois descendrons à nouveau dans les rues pour réclamer notre droit à un État séparé et pour déclarer notre intention de mettre fin à cette création du capitalisme anglo-canadien, mieux connue sous le nom de Confédération.



**Le vrai visage de la Confédération. Depuis le soulèvement de 1837 jusqu'à nos jours, c'est toujours la force armée qui assure l'assujettissement des Québécois.**

libération

# La voie en avant pour l'indépendance

VIVE LE QUÉBEC LIBRE

**par Alain Beiner**

Les forces indépendantistes de plus en plus larges ne se satisfont pas d'attendre aux prochaines élections pour la "libération". Elles sont à la recherche de la voie nécessaire à l'avancement de la lutte pour un Québec libre.

Bien que la classe capitaliste n'ait jamais cédé ses intérêts économiques sans une lutte acharnée, elle est capable, sous la pression, d'accorder des concessions allant vers une autonomie politique ou vers une réduction de l'oppression linguistique des Québécois.

Mais l'espérience d'octobre a montré que la bourgeoisie est prête à se servir de la répression, et que rien ne sera cédé sans lutte.

D'ailleurs les impérialistes anglo-américains ont d'énormes investissements au Québec, et c'est dans cette emprise étrangère de l'économie québécoise qu'a pris racine l'oppression nationale. Cette oppression ne peut être éliminée que par la mobilisation des masses québécoises vers le renversement du capitalisme anglo-américain et de ses agents à Ottawa et à Québec.

Seule la classe ouvrière québécoise et ses alliés, les cultivateurs et les étudiants, constituent la force nécessaire pour libérer le Québec de sa domination étrangère -- elle seule a l'intérêt de le faire. Le Parti Québécois, avec sa stratégie de "solution négociée", n'offre aucune perspective au mouvement indépendantiste.

Le PQ se veut option pour la bourgeoisie anglo-américaine, comme moyen de canaliser et de couper court à un mouvement de masse qui risque d'aller bien au dela du cadre du système capitaliste.

Sa perspective et son programme son essentiellement bourgeois; sa direction est presque entièrement composée d'anciens politiciens bourgeois et de hauts fonctionnaires, de professionnels très riches et de divers "technocrates", (Lévesque, Grégoire, Parizeau, Laurin, le "roi de la chemise", etc.)

La direction du PQ n'a pas d'intérêt à libérer le Québec -- le PQ a été formé précisément pour éviter une telle libération.

La classe ouvrière a besoin de sa propre organisation politique autonome afin de diriger la lutte de libération nationale qu'elle seule peut mener à la victoire. Elle a besoin d'un parti ouvrier de masse basé sur un programme anticapitaliste qui exprime les aspirations nationales de la nation québécoise et qui est capable de mobiliser les masses dans des actions parlementaires et extra-parlementaires. L'expérience du FRAP était une telle initiative, bien que limitée à l'échelle municipale, qui pour le moment a échoué.

L'élément de **mobilisation de masse** et de **direction ouvrière** qu'exige la lutte pour l'indépendance du Québec, fait que cette lutte a un caractère et une dynamique nécessairement **socialiste.** L'indépendance réelle du Québec implique une **rupture** avec l'impérialisme étranger qui nous domine par l'entremise de ses investissements. Une "indépendance" qui s'appelle "souveraineté-association" qui veut partager l'argent, l'armée et les tarifs frontaliers avec le Canada capitaliste, qui ne veut en rien changer cette domination impérialiste, n'est qu'une indépendance fausse, une "indépendance" des patrons. Si l'indépendance n'est pas socialiste, elle ne sera qu'une caricature d'indépendance.

Le sentiment indépendantiste chez les travailleurs n'est pas dû à un désir de remplacer les patrons anglophones par des patrons francophones, ni à un simple désir de s'étaler "état" au lieu de "province". Ce sentiment est profondément révolutionnaire car il s'est développé à partir du concept que le Québec devrait être gouverné en fonction des besoins de la majorité des québécois. Ce sentiment va à l'encontre de "l'option" péquiste qui constitue un énorme obstacle à la libération du Québec.

Les masses ne seront jamais gagnées à la nécessité **de s'organiser** et de **lutter,** indépendamment de **tout** parti bourgeois, par des manoeuvres sans principe, d'appui "stratégique" au PQ. Une victoire électorale du PQ n'est nullement une étape nécessaire ou souhaitable. Un gouvernement péquiste, conduit au pouvoir comme l'expression déformée d'un puissant mouvement de masse, sera dans l'obligation de maintenir la stabilité sociale qu'exige son programme bourgeois. Ceci ne pourra se faire que par les formes les plus brutales de répression.

Le mouvement indépendantiste ne peut pas attendre aux prochaines élections pour avancer, et ne peut pas suivre un parti bourgeois et conciliateur. Une telle direction ne peut que mener à la défaite, ou à un bain de sang genre Bengal oriental.

La Ligue Socialiste Ouvrière est armée d'une stratégie de masse capable de diriger le mouvement indépendantiste à la victoire. Le programme de la LSO consiste en une série de revendications qui donnent à la perspective indépendantiste un contenu social libéré. Ces revendications, telles l'unilinguisme français, une fin au chomage en nationalisent les usines qui ferment leurs portes, le contrôle sur les écoles par ceux qui y étudient et y travaillent, etc., constituent à la fois des solutions aux problèmes les plus brulants des Québécois, et des mots-d'ordre capables de mettre en marche des milliers de Québécois contre ces aspects de l'oppression nationale.

Ces revendications dans leur ensemble constituent un programme qui va au delà des limites de la société capitaliste; programme capable de faire avancer le mouvement indépendantiste. Ce programme pour un Québec libre de toute oppression ne peut être mis de l'avant que par des actions de masse dans la rue, qui échappent au cadre parlementariste et bourgeois.

Un Québec indépendant, gouverné par les travailleurs et les cultivateurs, ne peut pas se réaliser autrement!

# L'école française attaquée à Hull

par Marc Dupont

"On garde St-Jean-Baptiste. Polyvalente 1500".

C'est ça que scandaient les étudiants de la polyvalente et de St-Jean-Baptiste jeudi soir, le 27 mai. Le mouvement a commencé, quand quelques bureaucrates très gonflés, ont décidé de donne aux anglais St-Jean-Baptiste," une des écoles secondaires québécoises de Hull.

Ils veulent exterminer la masse étudiante en les jetant tous dans la petite école polyvalente à sécurité maximum. D'après les plans de la commission scolaire, 3000 étudiants devront maintenant fréquenter cette école, qui ne fut bâtie que pour 1500.

La solution de Mousseau de la commission scolaire, est l'anglicisation. Les patrons anglophones leurs seront éternellement reconnaissants.

Mais ils ne s'attendaient pas à la riposte des étudiants. À la polyvalente et à St-Jean-Baptiste il y a eu des manifestations vers la mi-mai contre les décisions de Mousseau et sa gang de fous. On a formé un comité pour diriger ces actions.

Pourtant, faute d'une direction conséquante, ils n'ont malheureusement pas maintenu le niveau de la mobilisation étudiante. Les réformistes n'ont pas voulu déranger l'administration et les commissaires. Ils ont plutôt essayé de collaborer et de négocier avec les bureaucrates.

C'est à ce moment-là que la Ligue des Jeunes Socialistes de Hull s'est formée et a commencé à militer au sein du comité étudiant.

Le 27 mai le nouveau comité a lancé sa première action. Entre 150-200 étudiants ont manifesté ce soir-là.

Samedi le 29 mai, malgré les réformistes, nous avons planifié l'action du lundi. Le comité a accepté deux principes proposés par la LJS; à savoir: 1) que les réunions du comité soient ouvertes à tout militant de base, et 2) que la manifestation soit ouverte à toutes les organisations qui veulent y participer, sous leur propre bannière.

Lundi le 31 mai, 1000 étudiants de la polyvalente et de **St-Jean-Baptiste ont débrayé. Après avoir occupé les** écoles ils ont manifesté au bureau de la CSRO (Commission scolaire régionale de l'Outaouais) sur la rue Montcalm de Hull.

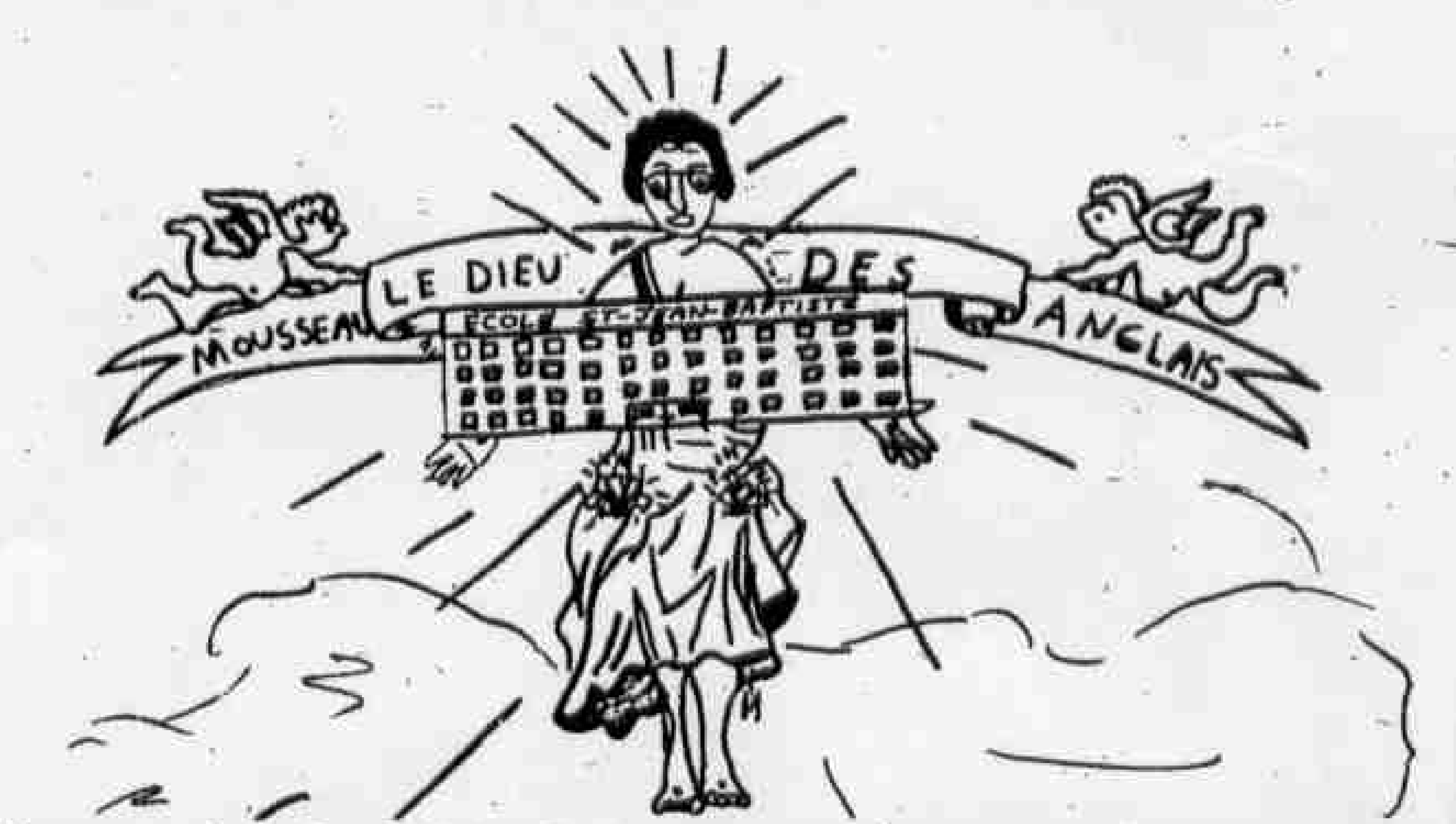
Des étudiants ont essayé d'occuper la CSRO; deux ont été emprisonnés par la police. Après avoir essayé de les libérer, nous avons décidé de bloquer la rue Montcalm pour le reste de l'après-midi.

En dépit des efforts de la police de nous disperser, en attaquant la manifestation en motocyclette, nous avons tenu le coup. Les collaborateurs de la police, les réformistes, ont essayé de disperser les étudiants avec la rumeur que les pompiers viendraient nous arroser. **La masse ne les a pas écoutés.**

**Mercredi le 2 juin, Mousseau a** suspendu deux professeurs, Françoise Pépin et Céline Cloutier, parce qu'elles étaient sympatiques aux étudiants. La LJS les a appuyées. On a essayé deux fois d'occuper l'école, on a distribué des tracts, et on a réussi. Victoire des étudiants. Elles ont été réengagées vendredi.

Même si le destin des étudiants n'est pas officiellement décidé à ce moment, alors que les écoles sont fermées et les étudiants sont en vacances, les commissaires vont décider contre les étudiants. Ce n'est que pour cette raison qu'ils ont formé un sous-comité. Ils veulent du temps pour penser à d'autres tromperies.

La Polyvalente est déjà sur-peuplée. L'année prochaine, avec mille autres étudiants, de St-Jean-Baptiste, elle sera une école très dangereuse, avec une population étudiante explosive. Les étudiants ont déjà formé un FLS (Front de libération des sardines). Mousseau n'a qu'à bien se tenir.




**Mousseau de la Commission Scolaire de la région outaouaise donnant une école aux anglais — tel que vu par un étudiant.**



**"On garde St-Jean Baptiste". Manifestation des étudiants à Hull le 31 mai, qui prenaient d'assaut la rue Montcalm.**

## libération

# Combattons les procès politiques

par Jean Hérivault

La couronne a terminé sa "preuve" contre Jacques Larue-Langlois et Charles Gagnon le 4 juin, preuve qui ne repose que sur des écrits, des idées: les théories, des deux accusés, sur la voie vers notre libération nationale.

Il est de plus en plus clair que l'on veut condamner Gagnon et Larue-Langlois pour leurs idées. Me Materas (procureur de la couronne) est catégorique: "Les livres qu'ils lisent (entre autres Le petit manuel d'histoire du Québec — lu par tous les Québécois) les tracts qu'ils distribuent, les assemblées auxquelles ils assistent, avec tout ça, déclare Me Pateras, il n'y a plus de doute, ils sont membres du FLQ".

Et ce n'est qu'une partie de l'offensive étatique contre les prisonniers politiques, et en même temps contre les droits politiques des Québécois.

La situation des prisonniers politiques pose à nouveau un défi à la gauche québécoise.

L'accusation d'outrage au tribunal, qui avait été portée contre Michel Chartrand après la lutte contre le bill 63, démasque clairement aux yeux des Québécois les intentions de l'État bourgeois de monter de fausses preuves.

Ces accusations montées de toutes pièces par les Trudeau, Bourassa et cie sont clairement ressenties par la population québécoise et même canadienne, qui d'après un sondage sur la crise d'octobre, fait en mars dernier, révèle qu'il y a au Québec une grande proportion de la population, 34% qui s'est sentie menacée d'arrestation par la police ou par l'armée.

Comparé à l'autre indication importante du sondage, à savoir que presque 60% des gens n'ont jamais eu l'impression que le gouvernement du Québec risquait d'être renversé, nous voyons très vite que l'opinion publique est en mesure de comprendre la tentative des gouvernements d'Ottawa et de Québec d'imposer la répression au mouvement nationaliste.

Mais il y a encore des prisonniers politiques qui sont actuellement devant les tribunaux ou dans les prisons après avoir écopé de peines sévères sur de fausses preuves.

Ceci est inadmissible et scandaleux! Lise Balcer est condamnée à trois mois de prison parce qu'elle s'oppose à une loi discriminatoire envers les femmes, et on monte, contre Larue-Langlois, Gagnon et Viger des preuves absolument aberrantes.

Il y a lieu d'être inquiet du peu d'opposition de la gauche québécoise et du peu d'information dans ses moyens



Charles Gagnon

d'informations. Point de Mire ne publie plus "La guérilla judiciaire" et Québec-Presse n'a publié qu'un seul article sur les prisonniers politiques depuis quelques semaines.

Ces moyens dont dispose la gauche québécoise devraient engager une vaste campagne de propagande dénonçant les preuves par lesquelles ils sont jugés pour leurs idées politiques.

Il faut utiliser au maximum tous les moyens qui nous ont valu toutes les victoires antérieures; les mobilisations de masse, rôle qui revient au MDPPQ, et par tous les autres moyens pouvant répondre à la situation, pour faire arrêter la répression politique, et pour la libération de Vallières, Gagnon, et tous les prisonniers politiques.

libération

# A la défense des droits de la femme

par Louise Dextrase

"Nous accusons les mâles de préjugés à notre égard. Nous les accusons d'être tous complices les uns des autres et cela dans le but de faire de nous des esclaves dociles, des porteuses-de-torchon, des gardiennes de foyer, des raccommodeuses-de-culottes et des machines à faire des enfants. Nous les accusons tous de faire partie d'une association (la société d'aujourd'hui) que nous avons jugée illégale.

Nous les accusons d'avoir essayé de nous fragmenter, d'avoir refuser de nous reconnaître comme étant des individus entiers, et de nous avoir considérées comme des objets de luxe, des animaux qu'ils disent incompréhensibles mais qu'ils comprennent très bien puisque c'est eux qui les ont créés. Nous les accusons d'être les auteurs du mythe qui nous a enveloppées durant trop de siècles, lequel mythe, de par toute l'encre qu'il a fait couler, à tort et à travers, nous avons juger subversif et pernicieux.

Après délibération, nous portons le verdict suivant: les mâles sont coupables de nous avoir opprimées et de ce fait nous les condamnons à se faire à l'idée que dorénavant, ils ne rencontreront plus sur leur passage que des blocs homogènes et bien structurés. Nous les condamnons à accepter de voir en nous autre chose que des marionnettes. Et à considérer cette lutte comme une action perpétuelle, appuyée, de toutes les revendications et de la soif de liberté dont nous sommes porteuses."



**"Les secrétaires ne sont pas aussi idiotes qu'ils le croient", c'est ce que l'on pouvait lire sur les affiches des piqueteuses à l'Université du Québec.**

Cette déclaration de Lise Balcer dénonçant toute l'oppression que subissent les femmes au Québec a été publiée le 8 juin, suite à sa condamnation à trois mois de prison pour outrage au tribunal.

Pourtant son crime n'était que la défense des droits de la femme au Québec. Elle avait refusé de témoigner au procès des prisonniers politiques, parce que les femmes n'ont pas le droit d'être jurés.

La condamnation sévère de Lise Balcer démontre quelle est la condition de la femme au Québec.

Au niveau scolaire, son éducation est basée vers une orientation d'un travail de soumission, de bénévolat, de routine. En ne donnant pas à la femme l'opportunité d'aller vers un travail dans les secteurs de science, mais plutôt accentué sur un rôle traditionnel de femme au foyer, de secrétaire, d'infirmière, le potentiel intellectuel est diminué.

Les écoles nous cachent le rôle qu'a joué la femme dans l'histoire, et nient la contribution primordiale qu'elle a donnée à l'évolution de la société.

Le tiers de la main-d'oeuvre est représenté par les femmes, mais l'inégalité de salaire se situe à tous les niveaux. Les femmes gagnent en moyenne 30 à 40% de moins que l'homme. Elles sont dirigées vers les secteurs uniquement "féminins" et par ce fait-là récoltent un salaire moindre. Même où elles ont des positions identiques aux hommes, elles gagnent moins.

Les femmes dans les usines de textile par exemple, subissent un travail aliénant, parce qu'elles ne peuvent pas effectuer un travail créateur, mais tout simplement font un travail de routine, n'arrive qu'à augmenter le profit de la compagnie et diminue la valeur de ses capacités.

Malgré les qualifications égales à l'homme, la femme se voit refuser l'accès à des postes supérieures à cause des préjugés. La perspective d'une grossesse possible ou d'un mariage éventuel, élimine la femme dans l'obtention d'une promotion.

La diffusion des contraceptifs et le recours aux moyens contraceptifs gratuits et à l'avortement libre et gratuit seraient une base minimale pour libérer la femme d'une peur de grossesse non voulue. Le patron n'aurait aucune excuse de ne pas permettre à la femme d'obtenir un travail plus créateur. Nous avons le droit légitime au contrôle de notre corps!

Nous, les femmes, devons nous organiser pour enfin mettre fin à cette discrimination! Et seules les femmes sont en mesure de se libérer de cet état d'infériorité que nous impose la société.

Nous représentons la moitié de la population. En tant qu'êtres humains, nous avons droit à part entière aux niveaux économique, politique, social et sexuel.

*Suite à la page 2*

# L'oppression de la Québécoise

*Suite de la page 1*

À cause des préjugés que la société a inculqués contre la femme, nous ne pouvons pas attendre que la libération de la femme se fasse par les hommes.

Il faut que nous ayons nos propres organisations pour que ce soit nous, les femmes, qui décidions quelle est la voie à prendre pour gagner nos droits. C'est dans des actions menées par les femmes, qu'on va retrouver la capacité de la femme d'être oratrice, d'être organisatrice, d'être dirigeante.

C'est le mouvement de libération de la femme qui nous donne la force nécessaire pour effectuer les changements qu'il faut dans cette société.

Nous exigeons:

1. La société doit fournir les garderies 24 hrs sur 24 controlées par ceux qui les utilisent, qui est la seule façon de libérer la femme de ses responsabilités traditionelles envers l'enfant et lui permettre de sortir du foyer. C'est à la société de prendre la responsibilité des enfants et non à la femme seule.

2. Pour avoir véritablement le contrôle de notre corps, le premier critère est l'avortement libre et gratuit. Ceci doit être complèté avec le droit légitime aux contraceptifs libres et gratuits et une information adéquate sur les contraceptifs pour toutes.

3. Réclamons des cours identiques pour femmes et hommes et abolissons cette éducation discriminatoire réservée aux femmes telle que l'art culinaire, la couture, secrétaire, etc. Nous exigeons que soit écrite l'histoire de la femme et ceci doit être fait à travers un département contrôlé par les femmes. femmes.



Le mouvement d'action pour la libération de la Québécoise à la tête de la manifestation organisée contre les formules de recensement discriminatoires, le 1er juin.

4. Il faut supprimer toutes les barrières excluant les femmes de l'égalité dans le travail: à qualification égale travail égal, salaire égal. Garderies sur le lieu de travail.

5. Nous revendiquons un salaire pour la femme qui choisit d'être ménagère pour qu'elle puisse se libérer de la dépendance économique du mari.

Pour plus de renseignements sur le mouvement pour la libération des femmes au Québec, vous pouvez contacter le Mouvement d'Action pour la Libération de la Québécoise, C.P. 37, succ. N, tél.: 467-1945 ou 276-6574.

libération

# Argentine: enlèvement, luttes de masse

par Manon Léger

Dimanche, le 23 mai, M. Stanley Sylvester, consul de Grande-Bretagne à Rosario (Argentine) et un des directeurs de la Cie Swift de la Plata était enlevé par des guerilleros pour être relâché le 30 mai.

La Compagnie Swift de la Plata, est une filiale de la Deltec International, dont les capitaux sont nord-américains et allemands.

Selon le Monde du 26 mai, M. Sylvester fut enlevé "par des guerilleros de l'Armée révolutionnaire populaire (E.R.P.)". Le ERP expliquait plus tard dans un communiqué adressé au peuple que Sylvester avait été "détenu et mis à la disposition de la justice populaire" et s'insérait dans une "semaine en hommage à Luis Norberto Blanco". Blanco, étudiant de 15 ans avait été tué par la police le 21 mai 1969, lors des événements qui avaient secoué l'Argentine.

Le ERP affirmait à propos de Sylvester: "Le peuple a des ennemis. Ses ennemis sont les exploiteurs, les grandes sociétés nord-américaines et la dictature militaire, qui plongent notre pays dans la misère, l'injustice et l'oppression, et M. Sylvester est un de ces ennemis." (Le Monde, 26 mai)

L'Armée révolutionnaire du peuple demandé une rançon de $62,500, pour l'achat de produits alimentaires et de vêtements pour distribution dans les bidonvilles de Rosario, et réclamait de meilleures conditions de travail pour le personnel de Swift.



Les ouvriers argentins de l'usine Renault à Cordoba lors d'un débrayage en mai 1969.

La direction de l'entreprise frigorifique versa la rançon et commença la distribution de vivres et de vêtements le 30 mai.

Les dirigeants du ERP, rapportent dans un magazine de Buenos Aires, Cristianismo y Revolution (Christianisme et Révolution, janv.-fév.) que le ERP a été mis sur pied par le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (section argentine de la IVe Internationale).

Parallèlement à cet événement nous assistons en Argentine à une nouvelle montée des luttes. C'est ainsi qu'on pouvait lire dans le Monde du 3 juin que "trois cent mille professeurs de l'enseignement secondaire se sont mis en grève mardi, dans tout le pays, pour trois jours, afin d'appuyer leurs revendications de salaires."

# Un point de vue marxiste sur les enlèvements

par A. Charbonneau

Un document intitulé "A propos d'un enlèvement" a été diffusé en mars/71, par un groupe de marxistes brésiliens, Ponto de Partida (Point de Départ). Le document, écrit en portugais, discute en détail si oui ou non, les enlèvements effectués par divers groupes de guérilléros en Amérique Latine ont réellement avancé la révolution latino-américaine. Bien que leur étude scientifique de cette tactique se limite à la lutte révolutionnaire au Brésil, l'analyse faite par le Ponto de Partida a une portée profonde pour les révolutionnaires au Québec.

La tactique d'enlèvement et le terrorisme en général est souvent justifié pour le Québec sous prétexte que la situation politique québécoise est semblable à celle de l'Amérique Latine; que les droits démocratiques n'existent pas plus ici qu'en Amérique Latine, et que le Québec est une colonie tout comme celles de l'Amérique Latine, n'ayant même pas son indépendance formelle. D'abord il faut dire que cette évaluation est erronée, tant en ce qui concerne le Québec que l'Amérique Latine.

Le continent latino-américain n'est pas un simple champ de bataille, divisé entre d'une part, les dictatures militaires dirigées par des agents de la CIA et d'autre part, les bandes armées de révolutionnaires. Les masses latino-américaines ne sont pas complètement politisées ni à 100% du côté des révolutionnaires, incapables d'agir uniquement à cause de la répression féroce. La classe dirigeante n'est pas mise au pied du mur par une situation révolutionnaire dans tous les pays du continent.

Peut-être surprenant, mais il existe plus de légalité bourgeoise dans quelques pays latino-américains (le Chili et la Bolivie) qu'au Québec et qu'aux Etats-Unis. A l'heure actuelle le seul pays qui connaît une situation clairement pré-révolutionnaire c'est la Bolivie. Malgré une instabilité économique générale, la classe dirigeante a soit stabilisé sa domination provisoirement, soit lancé une offensive contre les masses.

La question même de révolution armée ou pacifique est à nouveau posée par des éléments d'avant-garde, suite aux illusions créées par la récente victoire électorale du front populaire Allende au Chili. Toutes ces questions classiques de stratégie et de tactique révolutionnaires sont aujourd'hui sujets d'une discussion vive en Amérique Latine, y compris la question des fronts populaires, le travail dans les mouvements de masse, la construction des partis révolutionnaires, etc.

Le Document du groupe Ponto de Partida est une contribution importante à cette discussion. Les révolutionnaires brésiliens commencent en soulignant la nécessité d'une approche scientifique à la question générale des enlèvements et les concepts politiques qui les motivent. Ils expliquent que la question des enlèvements pour les marxistes n'est pas une question morale ou abstraite.

"Les marxistes ne s'opposent pas aux enlèvements en principe. Ce contre quoi nous argumentons, ce sont les conceptions derrière ces actions, car c'est ça l'importance de la question. Lorsque les Narodniks se sont armés de bombes et de fusils pour renverser l'autocratie russe, inconsciemment leurs projets excluaient les masses. L'histoire a tranché la question et les a condamnés."

Ils sont très critiques de la stratégie adoptée par la gauche brésilienne: "Nous ne pouvons pas cacher notre consternation envers le manque de perspective de ces révolutionnaires très courageux qui semblent avoir perdu leur orientation historique. C'est comme si le marxisme n'avait pas depuis longtemps démontré le rôle décisif des masses dans le progrès historique qu'un secteur de la gauche brésilienne essaie de substituer pour cette réalité la volonté de quelques douzaines d,hommes."

Le Ponto de Partida déclare qu'aucun des groupes engagés dans la "lutte armée" n'a été capable d'expliquer pourquoi les masses brésiliennes n'ont pas pu résister à l'emprisonnement des milliers de révolutionnaires et de syndicalistes. Le document explique comment la dictature militaire a été capable de le faire en développant un rapport de force provisoire qui lui est favorable, et comment les enlèvements sont inutiles à changer cette réalité. Selon le document, les enlèvements qui ont réussi à libérer 15 prisonniers politiques ont permis au gouvernement d'en emprisonner quelque 200 autres. Et les expériences récentes en Uruguay, au Canada et en Europe indiquent que la bourgeoisie à l'échelle internationale est prête à sacrifier les otages enlevés.

Le document se termine en exposant l'argument qui dit que les enlèvements sont un bon moyen de "propagande armée généralisée" et que les masses les accueillent. "A ceux qui déclarent que les masses applaudisent aux enlèvements, les marxistes disent, 'Merci beaucoup'. Enfin nous avons un aveu complet! Les masses sont réduites, de créateurs d'histoire, au statu de simple spectateurs."

Malgré l'existence de partisans du terrorisme, au Québec qui n'ont pas plu de confiance aux masses québécoises, le marxisme s'applique d'avantage ici. Seule la participation consciente et active des masses peut faire avancer la révolution socialiste.

"La tâche de l'avant-garde est de se fondre dans les masses et de se développer avec la vague montante, d'apparaître finalement comme noyau conscient de ce processus. Tout groupe aujourd'hui qui veut sauter cette préparation, subira encore une fois la condamnation de l'histoire."

# CONFÉRENCE NATIONALE D'ÉDUCATION SOCIALISTE

**La Ligue Socialiste Ouvrière et la Ligue des Jeunes Socialistes tiendront le 30, 31 juillet et le 1er août une conférence d'éducation socialiste à Montréal.**

**La conférence traitera de questions théoriques et stratégiques que, confrontent à l'heure actuelle les militants indépendantistes et socialistes. Une participation nationale est prévue. La conférence est ouverte au public.**

**La conférence va s'ouvrir vendredi soir, le 30 juillet, à 20 heures avec un colloque sur "Comment gagner un Québec français".**

**Samedi à 11 heures, Jean Hérivault donnera un discours sur la stratégie pour la révolution mondiale. Dans l'après-midi les participants discuteront la dynamique du mouvement de libération de la femme, après une présentation de Colleen Lévis.**

**Samedi soir un party avec présentation d'une pièce de théâtre, chansons populaires, boisson et autres divertissements.**

**Dimanche à 11 heures les participants indépendantistes anglophones vont discuter "du rôle des anglophones québécois dans le mouvement indépendantiste". Le conférencier sera John Riddell.**

**L'après-midi sera consacré aux discussions en ateliers divers.**

**A 19 heures la conférence se terminera par un discours d'Alain Beiner sur "La voie en avant pour l'indépendance."**

**Les frais d'inscription seront de $3.00 pour ceux qui travaillent et $2.00 pour les étudiants et les chômeurs. La conférence se tiendra au 226 est, rue Ste-Catherine. Pour de plus amples renseignements, téléphoner à 861-3018.**



À Paris le 16 mai, quelque 25,000 personnes manifestèrent pour commémorer le centième anniversaire de la Commune. L'appel avait été lancé par le mouvement trotskyste français.

# Pour que vive la commune !

**par Ross Dowson**

Sous la bannière de Lénine et Trotsky! Sous la bannière de la Quatrième Internationale!

Ces thèmes se sont concrétisés de façon puissante le 16 mai à Paris lors de la manifestation commémorative de la Commune de 1871.

Combien de fois ces mots ont-ils été invoqué dans de petites assemblées de révolutionnaires à travers le monde? Combien de fois ont-ils été mis à la fin des déclarations et des manifestes publiés dans des journaux à tirage limité?

Ils ont tendance à exprimer la pureté de notre but, la continuité de notre idéologie, et l'héroisme de notre lutte. Ces mots expriment aussi notre confiance qu'ils vont, encore une fois, rallier à leur côté, de nouvelles forces pour construire le parti d'avant-garde qui peut seul, à la tête de la classe ouvrière, assurer des victoires dans la lutte historique lancée il y a cent ans par les Communards.

Une mer de drapeaux rouges et d'énormes banderoles inscrites des images de Marx, Lénine et Trotsky débordait le boulevard de Menilmontant en sortant de la porte principale du cimetière Père Lachaise. Une rumeur circulait parmi la foule -- que la radio d'état disait que nous étions 35,000. Trente-cinq mille! (La police a plus tard mis le nombre des manifestants à 3,500, et ensuite 10,000; Le Monde et France Soir disaient 30,000).

Mais il n'y avait pas d'erreur -- 20,000? 30,000? 40,000? -- la foule massive de révolutionnaires devant la porte principale du cimetière s'est réunie sous la bannière de Lénine et Trotsky et de la Quatrième Internationale. Ce fut la réponse à l'appel de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière, deux organisations en train d'unifier leurs forces.

Quatres heures plus tôt, les premières délégations se regroupaient sous la pluie, dans la place devant l'Église St-Jean Baptiste.

Les drapeaux flottaient dans le vent, ainsi que les bannières sur lesquelles on pouvait lire les déclarations de solidarité avec la lutte polonaise pour la démocratie socialiste et avec la lutte vietnamienne, et les noms des diverses délégations à la tête de la marche — la section allemande de la Quatrième Internationale, les sections suisse, autrichienne, danoise, italienne, suédoise, britanique, et belge. On pouvait également voir la bannière improvisée d'une poignée de révolutionnaires du Canada, du Québec, et des Etats-Unis.

Un sentiment d'impatience s'est développé parmi nous -- nous voulions nous déclarer à Paris, et aux peuples du monde entier.

Enfin! On avance! il ne pleut plus. En montant les rues étroites et les places, nous voyons brievement nos camarades devant et derrière nous.

Les banderoles rouges se voient très clairement devant les arbres verts et le ciel bleu -- le sang de nos martyrs et le sang de la vie. Les cris d'un autre mai résonnent sur les édifices -- les slogans et les chants de 1968.

Que pensent les femmes, les hommes les enfants qui regardent par la fenêtre? Quelques-uns dans la rue sourrissent leur approbation. "Gauchistes?" Pas du tout ce que veulent faire croire les portes-parole des partis Socialiste et Communiste. Ce sont les fils et les filles de Paris, organisés, disciplinés, sérieux et déterminés.

Nous avons à peine commencé et nous sommes déjà devant le coin nord du cimetière. Tout à coup, un calme est descendu sur nous. Nous avons traversé la ruelle et passé devant le mur des fédérés. Des couronnes avaient été placées au mur à la mémoire de ceux qui sont tombés.

Les Communards n'ont-ils jamais connu une telle commémoration? Les orateurs s'adressent à nous dans la place -- la pluie tombe à peine, nous n'écoutons pas vraiment. Nous regardons l'assemblée massive et tout le monde se regarde les uns les autres.

**Que faire? Was Tun?** Plus de 50,000 métallos parisiens ont manifesté vendredi en solidarité avec les grévistes de Renault. Ce matin 10,000 jeunes se sont réunis à Montreuil à l'appui du journal de la jeunesse du Parti Communiste. Plus de 1,000 femmes sont au congrès de l'Union des Femmes françaises à Versailles. Comment les rejoindre?

"Ce levier en mains" -- nous pensons aux mots de Trotsky, qu'il a communiqués à ses camarades américains au sujet de la signification de la Quatrième Internationale -- "Ce levier en mains, nous sommes tout, tout!"

C'est ça! C'est comme une pyramide, mais à l'envers. A partir de ce point -- ici -- à travers toute une série d'actions de front commun, autour de questions immédiates qui impliquent les masses en lutte -- en avant -- vers la Commune!

"Des milliers de nouveaux qui, demain entreront dans ses rangs seront probablement dépourvus de l'éducation nécessaire. Par un effort commun nous élèverons leur niveau révolutionnaire ... le programme de la Quatrième Internationale deviendra le guide de millions de personnes, et ces révolutionnaires sauront prendre la terre et les cieux d'assaut."

Qui peut en douter -- ici -- ce 16e jour de mai?

# Pourquoi un parti d'avant-garde

par André Doucet

**Chronique de livres**

**Le Parti Révolutionnaire,** par J.P. Cannon, Éditions d'avant-garde, 34 pages, $0.30. $0.30.

Quel type d'organisation faut-il pour que la lutte des Québécois réussisse? Le PQ, un FLQ, ou un parti d,avant-garde révolutionnaire? La brochure qui vient de paraître aux Editions d'avant-garde nous offre une importante contribution marxiste de la question.

Elle explique la nécessité objective et pratique d'un parti d'avant-garde révolutionnaire et la résume dans la première phrase de la brochure:

"La conception de Lénine du parti d'avant-garde est profondément enracinée dans deux des réalités les plus significatives du vingtième siècle: l'actualité de la lutte des travailleurs pour la conquête du pouvoir et la nécessité de créer une direction capable de mener cette lutte jusqu'au bout."

Les luttes qui se sont déroulées qu Québec démontrent incontestablement cette thèse. La lutte des Québécois n'a pas depuis le début des années soixante. Mais nombre de ces luttes se sont volatilisées au premier essoufflement sans gagner quoique ce soit de potable. La répression depuis octobre a réussi à bâilloner le mouvement indépendantiste sans presqu'aucune riposte de sa part pour plus de trois mois.

Ce qu'il manquait c'était justement une direction résolue ayant une perspective claire de la lutte.

Ici au Québec nous avons le noyau d'un tel parti à travers la Ligue Socialiste Ouvrière.

Ce n'est pas par hasard, si elle fut la première organisation à lutter ouvertement contre la répression, à travers sa campagne électorale à la mairie de Montréal, par sa contribution à la mise sur pied d'un front commun de défense, et par l'organisation d'une campagne pan-canadienne et internationale contre la répression au Québec.

Cannon décrit les traits essentiels du parti révolutionnaire, soulignant entreautre le fait que ce parti doit être un parti mondial. Cette perspective internationale est d'autant plus nécessaire pour le Québec qu'il se situe en Amérique du Nord au coeur de l'impérialisme et de la réaction mondiale.

Sans gagner le soutien de forces importantes à l'intérieur du Canada anglais et des Etats-Unis, et sans la solidarité avec les autres peuples opprimés de la terre contre l'impérialisme US, il n'y a que très peu de possibilité pour qu'un large mouvement de libération ne se développe et réussisse au Québec.

Pour montrer l'urgence de cette nécessité la brochure conclue que face à la concentration de plus en plus grande des moyens de destruction entre les mains de l'impérialism "Rien de moins que le sort de l'humanité dépend de la solution la plus rapide de la crise prolongée de la direction prolétarienne. Ceci devra se réaliser sous la bannière et par le programme des partis de la Quatrième internationale". La dernière phrase de la brochure propose la résolution suivante aux révolutionnaires, "travailler avec plus d'énergie vers ce but et l'atteindre, pour le bien de l'humanité."

# libération

Vol. 1 no 4 | Juillet - Août 1971 | 15 cents

# La remontée des luttes...




# Organisons-nous pour l'automne

- Lise Balcer à la défense des femmes
- Comment mettre fin au chômage

# Vietnam: la complicité canadienne démasquée

par Jacques Fortier

La publication d'articles basés sur le rapport secret du Pentagone sur les origines de l'intervention américaine au Vietnam a déclenché un scandale qui continue de s'amplifier à travers le monde.

Le gouvernement américain a échoué dans sa tentative de supprimer les documents. La véritable nature de l'agression US est de plus en plus claire à tout le monde.

Les articles publiés jusqu'à date suffisent pour discréditer tous les mensonges et mythes de la Maison-Blanche ; de plus, ils démontrent nettement la complicité d'Ottawa dans la sale guerre.

Ils démasquent comment les gouvernements U.S. successifs ont sciemment menti quant à leurs véritables intentions et actions au Vietnam : par exemple, comment "l'incident du golfe du Tonkin" était monté de toutes pièces afin de fournir un prétexte **pour le bombardement du Nord-Vietnam ; comment les "gouvernements démocratiques" à Saigon n'étaient** que des dictatures militaires toujours contrôlées par Washington.

L'on voit le secrétaire-adjoint à la défense, John T. McNaughton, définir les buts U.S. dans la guerre, le 24 mars 1965, comme suit :

"70% : pour éviter une défaite humiliante (à notre réputation de protecteur) ;

20% : pour empêcher les Chinois de mettre la main sur le Sud-Vietnam (et le territoire adjacent) ;

10% : pour permettre au peuple du Sud-Vietnam de jouir d'une vie meilleure, plus libre . . . non pas pour aider un ami . . ."

Même le dix pourcent est une fraude. Le rapport démontre hors de tout doute que fondamentalement les E.-U. voulaient contenir la révolution coloniale et maintenir leur pouvoir et prestige, malgré les conséquences pour les peuples du Sud-Est asiatique.

Le rapport n'épargne pas moins le gouvernement canadien. Nous sommes mis au courant officiellement pour la première fois du rôle de "notre" gouvernement : celui d'un commis et d'un maître-chanteur pour le Pentagone.

**Sous la direction d'Ottawa, J. Blair Seaborn, délégué canadien à la Commission Internationale de Contrôle,** corps "neutre, de paix," agissait comme agent direct des agresseurs américains.

Quatre jours avant l'ouverture des bombardements du Nord, Washington a donné des instructions précises à Seaborn pour transmettre à Hanoi, dont une menace d'attaque si les Vietnamiens ne se pliaient pas à l'ultimatum. En mars 1965, il a fourni à Washington des renseignements sur le succès des bombardements au Nord.

Les Américains regardaient Seaborn comme leur commis. Le 5 novembre 1964, le secrétaire-adjoint d'Etat, William P. Bundy, proposait, dans un mémoire, que l'on prépare

*(suite à la page 6)*



# Révélations du Pentagone

*(suite de la page 8)*

l'opinion publique au bombardement du Nord. Il y a d'écrit : "On peut remonter Seaborn pour l'envoyer à Hanoi le 15 . . . si nous pensons qu'il serait sage de le faire."

Ottawa était au courant de toutes ces missions.

Le Comité Québécois contre la guerre en Indochine, dans un communiqué de presse publié le 19 juin, a résumé ces faits, rappelant aussi le rapport minoritaire émis par le représentant canadien à la CIC, justifiant le bombardement du Nord-Vietnam.

Après avoir protesté contre les $550 millions d'armes vendus chaque année aux E.-U., d'où la plupart sont expédiées au Vietnam, le Comité poursuit : "La guerre au Vietnam a commencé à la suite de la prise de conscience nationale contre le colonialisme français, phénomène semblable à la croissance du réveil national au Québec.

Aujourd'hui les E.-U. appuient le restant du régime colonial à Saigon contre le mouvement nationaliste."

Le Comité demande comment un gouvernement canadien qui nie aux Vietnamiens leurs droits nationaux pourra jamais reconnaître le droit des Québécois à leur autodétermination.

"C'est pourquoi le CQCGI, qui a organisé la manifestation du 24 avril de 2,000 personnes à Montréal, réclame : L'Indochine aux Indochinois, le Québec aux Québécois ! Les Québécois ne veulent plus être complices dans la guerre au Vietnam."

Les révélations ont déjà augmenté et approfondi le sentiment antiguerre aux Etats-Unis et de par le monde.

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

Tous les dires de Washington sont maintenant suspects. L'écran de fumée de "vietnamisation" de la guerre et de retraite graduelle des troupes U.S., ne marche plus.

Déjà le mouvement antiguerre américain projette une grande mobilisation cet automne afin de donner le coup de grâce à la guerre. Au Canada, des actions s'organisent aussi. Les perspectives n'ont jamais été aussi prometteuses pour une fin à la complicité canadienne dans la guerre, et pour le retrait immédiat de toutes les troupes U.S. de l'Indochine.

# Le mouvement Anti-guerre et l'offensive d'automne

**par André Doucet**

Aux Etats-Unis, durant la fin de semaine du 2 au 4 juillet, la conférence du National Peace Action Coalition a lancé un appel pour toute une série d'actions anti-guerre qui culminera le 6 novembre par des manifestations de masse dans les 16 principales villes du pays.

La conférence la plus grande et la plus représentative de l'histoire du mouvement anti-guerre américain 2,300 personnes venue de 197 villes, 42 Etats, représentant 385 organisations et 35 syndicats. Les étudiants comptaient pour un peu plus de la moitié de l'assistance.

L'appréciation qu'a faite la conférence de la montée du sentiment anti-guerre aux USA lui a permis de conclure qu'il est maintenant possible d'avoir partout dans le pays des manifestations comme celles du 24 avril, qui comptaient près d'un million de manifestants.

Des manifestations de masse simultanées le 6 novembre dans 16 centres régionaux pourront attirer des foules énormes, pour revendiquer le retrait immédiat, sans condition et total, des U.S. du Vietnam. Pour assurer un meilleur impact dans les actions anti-guerre il a été adopté qu'on favorise la collaboration avec tous les autres groupements anti-guerre.

Au Canada le Vietnam Mobilization Committee organise lui aussi une telle conférence qui se réunira le 7 août, jour d'Hiroshima, à Toronto. Les buts de cette conférence seront de planifier une nouvelle offensive anti-guerre à travers tout le pays contre la complicité du Canada et pour le retrait immédiat des troupes U.S.

Des militants anti-guerre de chaque région du Canada et du Québec y participeront.

On compte réunir pour cette date le plus large rassemblement de militants anti-guerre jamais eu, pour planifier une action monstre cet automne.

libération

# 1er juillet 1971
# Pour l'indépendance !




MONTREAL



HULL

# 5,000 manifestants à Montréal

par Pierre Ducharme

Environ 5,000 personnes ont répondu à l'appel lancé par le Front commun du 1er juillet pour manifester contre la confédération et pour l'indépendance.

C'était le plus grand ralliement jamais vu à Montréal sous le thème "pour l'indépendance."

Plusieurs milliers de personnes étaient massées sur les trottoirs ou les balcons pour applaudir cette manifestation populaire contre le 104e anniversaire de l'injustice canadienne contre le peuple québécois.

L'atmosphère que cette marche dégageait était vraiment celle de notre libération prochaine.

La masse qui défilait scandait plusieurs slogans tels : "Le Québec aux Québécois, Québec libre, à bas la confédération, mange de la marde Trudeau," on veut l'indépendance, Québec français, S.O.S. FLQ, libérez les patriotes," etc.

Un fait à signaler, une centaine d'anglophones marchaient avec les manifestants sous deux bannières qui disaient en anglais, "Joignons le mouvement de libération du Québec." Ce comité d'anglophones a fait circuler un tract invitant tout Québécois de langue anglaise à se joindre au mouvement de libération du peuple québécois.

En arrivant au parc Lafontaine, c'était 5,000 manifestants qui ont écouté Alain Beiner de la Ligue des Jeunes Socialistes qui animait ce ralliement, et les discours de Manon Léger de la Ligue Socialiste Ouvrière, Reggie Chartrand des Chevaliers de l'indépendance, Jean-Pierre Compain, Raymond Sabourin du Comité de vigilance populaire, Diane Lamoureux du Mouvement d'action pour la libération de la Québécoise, Jean-J. Roy de la Société nationale populaire et Denis Côté du Front de libération des homosexuels. Vers 5 heures, les manifestants se sont dispersés.

C'est dans une grande solidarité que tous les Québécois s'étaient donnés la main en cette journée.

Le service d'ordre du Front commun a fait un magnifique travail pour diriger toute cette foule. Si la police du colonelissime Jean Drapeau n'a pas brisé la manifestation c'est à cause de la publicité attaquant la boucherie du 24 juin et des préparatifs du Front commun pour que la manifestation soit calme et pacifique.

Tous les Québécois savaient que s'il y avait de la violence, ce serait la police qui la ferait. Ils s'en sont donc contenus à faire passer quelques hélicoptères de l'armée au-dessus des manifestants, et ils ont défilé avec leurs paniers à salade — sur les artères avoisinantes.

La masse de Québécois qui prenaient part à cette manifestation était vraiment militante pour l'indépendance. Leur marche était d'un pas sûr. Vraiment les gens se politisent de plus en plus et ceci nous laisse prévoir une prochaine victoire sur l'envahisseur.

## 1er juillet à Hull

par Victor Raymond

HULL — Dans la région outaouaise, s'est tenue, le 1er juillet, une manifestation sur le thème "pour l'indépendance contre la Confédération." Une centaine de personnes y prirent part, scandant des slogans et brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : "le Québec aux Québécois". Un contingent d'anglophones d'Ottawa vint s'y joindre.

La manifestation s'est terminée par un rallye auquel s'adressèrent quelques orateurs, parmi lesquels on remarquait : Michel Martineau, indépendant, Roger Bégin et Victor Raymond, tous deux militants de la Ligue des Jeunes Socialistes.

Un contingent d'une vingtaine d'anglophones d'Ottawa vint s'y joindre. Leurs représentants, Don Tapscott du Comité anti-confédération d'Ottawa, et Angela Browning des Jeunes Socialistes, prirent la parole au rallye.

# Lise Balcer plaide pour les femmes

*Lise Balcer purge présentement une peine de 3 mois d'emprisonnement pour avoir refusé de témoigner dans les procès en cours relativement aux événements d'octobre.*

*Nous reprenons ci-dessous l'explication de son refus, qu'elle a elle-même transmis avant son incarcération. Ce document constitue une contribution importante pour le mouvement de libération de la femme.*



**La lutte pour les droits de la femme continue. Sur la Rive Sud, un groupe de femmes envahit une taverne, défiant ainsi la loi provinciale discriminatoire qui interdit aux femmes l'accès des tavernes.**

En tant que femmes, en tant que Québécoises opprimées, en tant que représentantes de la moitié de la population du Québec, en tant que citoyennes responsables et conscientes de nos droits, en tant qu'individus brimés par le sexe soi-disant fort, et relégués au second rang, et finalement en tant que prisonnières politiques de Tanguay, nous dénonçons par la présente, l'injustice flagrante et l'injure faite à nous par des hommes (individus du sexe masculin) sous le couvert de la loi des jurés — Québec 1945 — qui stipule que, selon l'article 2 du chapitre 15 : "Nul ne peut remplir les fonctions de juré à moins d'être à la fois : a) du sexe masculin, etc."

Tout ce que je demande, c'est de faire valoir nos droits selon la Déclaration canadienne des droits de l'homme qui stipule que les droits existent pour tout individu au Canada, quels que soient sa race, son origine nationale, son sexe ou sa religion.

Étant donné le fait que les femmes ont droit de vote, que les femmes ont entrée libre sur le marché du travail et que les femmes ont même le pouvoir d'exercer leur profession en tant que juges ou avocates, nous nous objectons à l'interdiction faite par les mâles-oppresseurs voulant que les femmes ne soient pas admissibles au rôle de jurés.

"Il est totalement absurde qu'un système judiciaire accepte que des personnes de sexe féminin soient et sont effectivement nommées juges, alors que ce même système ne permet même pas à ses représentantes féminines de faire partie d'un jury" (Auguste Choquette, *Journal de Montréal*, lundi 11 janvier 71).

Nous savons pertinemment que plusieurs autres provinces canadiennes, plusieurs États américains et plusieurs pays européens reconnaissent les droits et les qualités de la femme et les acceptent sur le banc des jurés.

Je dénonce par ce fait et une fois de plus la discrimination plus que flagrante à l'égard de nos consoeurs. Nous refusons d'être plus longtemps "manipulées" par les mâles qui se prétendent nos représentants à titre officiel et se croient supérieurs à nous tant sur le plan économique, idéologique, politique que sexuel. Nous refusons la passivité à laquelle notre statut, voulu inférieur par les hommes, nous condamne.

Nous accusons les mâles de préjugés à notre égard. Nous les accusons d'être tous complices les uns des autres et cela dans le but de faire de nous des esclaves dociles, des porteuses-de-torchon, des gardiennes-de-foyer, des raccommodeuses-de-culottes et des machines à faire des enfants. Nous les accusons tous de faire partie d'une association (la société d'aujourd'hui) que nous avons jugée illégale.

Nous les accusons d'avoir essayé de nous fragmenter, d'avoir refusé de nous reconnaître comme étant des individus entiers, et de nous avoir considérées comme des objets de luxe, des animaux qu'ils disent incompréhensibles mais qu'ils comprennent très bien puisque c'est eux qui les ont créés.

Nous les accusons d'être les auteurs du mythe qui nous a enveloppées durant trop de siècles, lequel mythe, de par toute l'encre qu'il a fait couler, à tort et à travers, nous avons jugé subversif et pernicieux.

Après délibération, nous portons le verdict suivant : les mâles sont coupables de nous avoir opprimées et de ce fait nous les condamnons à se faire à l'idée que dorénavant, ils ne rencontreront plus sur leur passage que des blocs homogènes et bien structurés.

Nous les condamnons à accepter de voir en nous autre chose que des marionnettes. Et à considérer cette lutte comme une action perpétuelle, appuyée, de toutes les revendications et de la soif de liberté dont nous sommes porteuses.

Le statut d'infériorité qu'on nous a octroyé n'est pas uniquement basé certaine forme de justice, pour le moment inexistante au Québec, mais n'en continuerons pas moins notre lutte pour la libération de la femme.

Nous exigeons d'être jugées par nos semblables, par des ouvrières, des ouvriers, des étudiantes et des étudiants du peuple québécois.

Nous tenons à préciser que cette requête ne doit pas être considérée comme une "liste de suggestions." Nous exigeons que soient reconnus nos droits en tant qu'être humain faisant partie d'une société supposément juste et soi-disant démocratique. Nous n'avons besoin d'aucun médiateur pour plaider notre cause et prenons notre sort en mains.

Je ne pouvais pas témoigner parce que je ne pouvais pas participer à une procédure (jury sans femme) qui est pour moi illégale, immorale, injuste et discriminatoire.

Je tiens aussi à préciser que la nouvelle loi pour ce qui est de l'acceptation des femmes dans le jury est aussi discriminatoire que l'ancienne. En ce sens qu'on permet aux locataires et aux propriétaires seuls d'être jurés. Alors qu'on sait très bien que d'après notre culture et notre mentalité c'est encore en majorité l'homme qui loue un logement, qui achète une maison. Par conséquent il n'y aura que 7% des femmes à avoir le droit d'être juré.

# CHÔMAGE : comment y mettre fin

**par Louis Paquette**

Malgré l'arrivée de l'été le chômage continue à être très élevé partout au Canada mais comme toujours la situation est plus grave au Québec.

Il n'y a pas un mois qui passe où l'on n'entend pas parler d'une fermeture d'usine ou de réductions de personnel dans d'autres.

Des changements abrupts qui menacent les travailleurs se préparent dans les secteurs économiques les plus vitaux du Québec tel les mines, les forêts, le textile, etc. Parallèlement à cela la lutte des travailleurs explose spontanément à chaque fois qu'un coup savamment calculé leur est asséné.

Ce n'est nullement une situation temporaire. Des experts prédisent que la crise du chômage durera une dizaine d'années, peut-être.

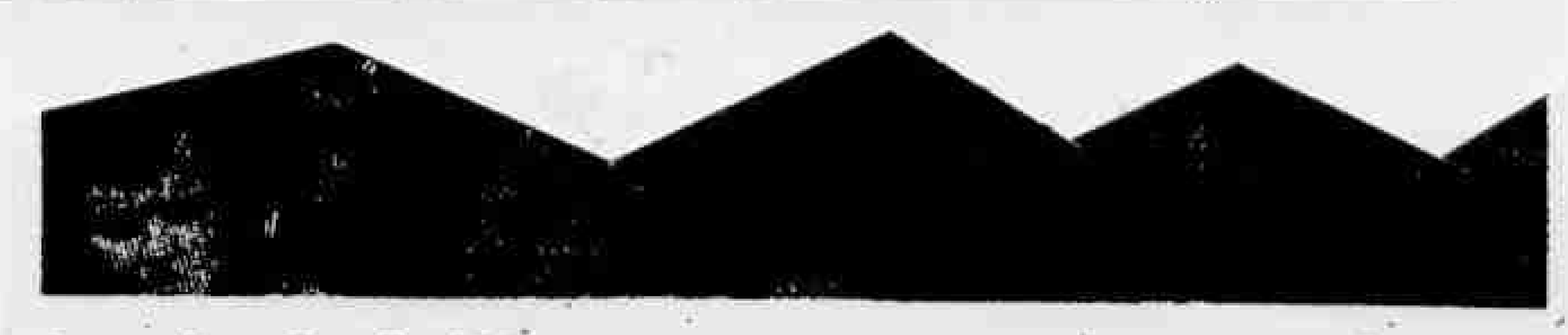
Donald MacDonald, président du Congrès du Travail du Canada, a déclaré à la fin d'avril dernier qu'il doutait que le taux de chômage descende en bas de quatre pour cent avant la fin de la décennie. "Il faut une révolution au Québec pour protester contre le chômage", s'est exclamé Marcel Pepin, le 5 mai. Mais, malheureusement, dans cette grave crise qui menace très directement tous les travailleurs, les dirigeants syndicaux se bornent à ces protestations symboliques.

Que le chômage est le produit direct des politiques conscientes des gouvernements fédéral et provincial, n'est plus en question. Ils admettent eux-mêmes qu'ils ont augmenté consciemment le nombre de chômeurs, par des actions visant à ralentir l'investissement dans les années précédentes.

C'était, disent-ils, pour empêcher l'inflation. Mais les prix ne cessent pas pour autant de grimper chaque mois. Le prix du lait vient de sauter de quatre sous. Depuis dix ans, l'inflation a rongé le tiers de la valeur du dollar.

Trudeau disait qu'il fallait choisir entre le chômage et l'inflation — mais nous voilà victimes des deux !

L'inflation et le chômage sont tous les deux les produits fondamentaux du système capitaliste. Le profit privé prime, et l'anarchie en résulte : les besoins de la société sont ignorés. Il y a une poussée constante à augmenter la production afin de maximiser le profit de chaque groupe particulier de capitalistes. Mais le marché peut absorber seulement une certaine quantité de cette production avant que le prix tombe en-dessous du niveau que les capitalistes considèrent "raisonnable".



**La manifestation de 4,000 personnes qui a remis en question la fermeture de l'usine Sogefor à Mont-Laurier.**

Le marché est éventuellement saturé. Les capitalistes coupent la production. L'économie se ralentit, les travailleurs sont mis à pied, et les usines ferment. Cette stagnation dure jusqu'à ce que le surplus est consommé et les conditions redeviennent attrayantes aux capitalistes pour reprendre la production.

Cette crise économique cyclique s'accentue dans une région comme le Québec, où l'économie se base disproportionnellement sur les ressources naturelles. La production dépend d'un petit nombre d'usines contrôlées en dehors de la nation. Ces usines sont toujours les premières à fermer leurs portes dans les périodes difficiles.

Quant à l'inflation, sa poussée extraordinaire est surtout le résultat sur l'économie des dépenses pour la guerre américaine au Vietnam. Ces dépenses créent un manque de biens et de capitaux dans l'économie nord-américaine.

**Quelle est la solution à cette crise ?**

Le NPD fustige les politiques de Trudeau qui favorisent l'accroissement du chômage ; il exige des mesures d'urgence pour créer des emplois. Dans le débat aux Communes au mois de mai, le leader fédéral du NPD, David Lewis revendiquait l'acceptation du principe d'un emploi pour tous ; des réductions d'impôts, et de doubler les programmes de construction d'habitations et de travaux publics. Mais il a affaibli son propre argument en poursuivant avec un appel en faveur des contrôles sur les prix et les revenus "si nécessaire", acceptant par ce fait le faux argument de Trudeau qu'il faut choisir entre l'inflation et le chômage.

Au Québec, les bureaucrates syndicaux de tous genres sont dépourvus de programme effectif pour combattre les fermetures d'usines et le chômage.

Ils ne font à peu près rien. Les quelques initiatives qui sont prises viennent des travailleurs de base : occupation de l'usine Price Bros. à Alma, lutte héroïque des "gars de Lapalme" ; combat de la petite communauté de Maniwaki contre la fermeture de l'usine du Sogefor. Ces actions démontrent la voie en avant vers une lutte qui pourrait bloquer les fermetures et combattre le chômage.

Elles démontrent à la fois la capacité de lutte des masses aussi bien que la banqueroute de la bureaucratie syndicale, y compris les dirigeants qui se considèrent "de gauche" mais qui ne se distinguent pas par leurs actes, des autres bureaucrates.

Il faut organiser une campagne immédiate contre le chômage croissant. Quelques revendications-clés sont :

*Empêchons les fermetures et mises à pied* : tout le mouvement ouvrier doit se mobiliser à la défense des travailleurs menacés de perte d'emploi. Des lignes de piquetage, des manifestations de masses sont nécessaires. Les travailleurs doivent refuser les fermetures, occuper l'usine quand il le faut.

Si le patron dit qu'il ne peut plus faire fonctionner l'usine profitablement, *ouvrons les livres de compte. Nationalisons l'entreprise*, sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. (Le plus souvent ceci transférerait aux Québécois le contrôle de l'entreprise des mains des capitalistes étrangers !)

*30 pour 40* : que les patrons paient les frais de l'anarchie de leur système. S'il n'y a pas assez de travail, coupons la semaine de travail à 30 heures, sans diminuer la paye hebdomadaire. Une semaine de travail de 30 heures créera des centaines de milliers d'emplois pour les chômeurs.

*L'assurance-chômage illimitée, à plein salaire*

Au-delà de ces revendications défensives, seulement le pouvoir aux travailleurs — un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs — un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs à Québec, un gouvernement NPD à Ottawa — pourra jeter les bases pour mettre fin au système qui crée le chômage.

## Les procès d'octobre

# Grande victoire pour les Cinq

**par Arthur Young**

Où est donc cette "insurrection appréhendée," l'explication officielle du gouvernement pour sa répression en octobre dernier ! Reste-t-il encore beaucoup de Québécois qui y croient ?

L'acquittement par un jury de Charles Gagnon et de Jacques Larue-Langlois, accusés de "conspiration séditieuse," apporte une réponse claire à ces questions. Il marque une grande victoire pour le mouvement nationaliste québécois et pour les droits démocratiques.

D'ailleurs, de façon générale, les jurés refusent de croire les preuves du gouvernement contre les accusés politiques. Sur les quatorze personnes accusées de délits "séditieux" pas un seul des cinq qui ont subi leur procès n'a été condamné. Six des sept personnes accusées d'appartenance au FLQ, ou de l'avoir aidé, ont été acquittées.

Dans un certain sens, les procès politiques devaient permettre au gouvernement de faire la preuve du complot d'octobre. Il n'avait pas d'autres preuves — les 3,000 descentes de police n'avaient déterré que 33 armes à feu.

C'est à la recherche de ce complot que Bourassa accusait Michel Chartrand, Robert Lemieux, Pierre Vallières, Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois de conspiration séditieuse en novembre dernier. Ce procès des "Cinq" devenait le procès politique central ; l'acte d'accusation cassé par un juge, les trois derniers étaient réaccusés, les procès de Vallières étant remis à l'automne à cause de sa santé précaire. Maintenant les deux accusés ont été acquittés, et l'accusation contre Vallières doit nécessairement tomber.

Rappelons qu'en octobre dernier le gouvernement avait sauté sur l'aventure felquiste pour déclencher une répression massive contre la gauche québécoise. L'armée fédérale occupait le Québec, les droits civiques étaient suspendus, et près de 500 militants étaient arrêtés et emprisonnés. Le Front d'Action Politique (FRAP), formation ouvrière, a été écrasé. Les fédéralistes se lançaient dans une grande campagne de propagande pour identifier l'indépendantisme radical au FLQ, à la violence, et à l'assassinat.

Trudeau voulait ainsi livrer un lourd coup aux nationalistes de gauche ; à la fois par cette propagande, et par la répression directe et l'emprisonnement des dirigeants. Il voulait profiter de l'aventure pour faire des gains permanents.

Mais cette tentative a maintenant échoué. La victoire de Gagnon et Larue-Langlois marque la fin d'un chapitre dans la lutte d'après octobre.

Le gouvernement n'a pas réussi sa tentative de faire adopter une nouvelle législation répressive permanente pour remplacer la Loi sur les mesures de guerre. Les principaux dirigeants nationalistes sont maintenant sortis de prison. Choquette a dû abandonner son projet de carte d'identité obligatoire. Bref, les rapports de forces qui existaient avant octobre sont maintenant rétablis — les mouvements ouvrier, nationaliste et étudiant ont réussi à regagner leur liberté d'action.

Comment cette victoire importante a-t-elle été gagnée ?

Principalement, par le développement d'un puissant mouvement d'opposition à la répression et aux procès politiques, qui a su démasquer l'excuse de l'insurrection appréhendée, démasquer les véritables motifs de Trudeau et de Bourassa. Les procès politiques étaient démasqués comme un rôle crucial dans ce travail dans une moquerie de la justice.



**Acquitté de conspiration séditieuse, Charles Gagnon parle à la presse après avoir été relâché de prison. Avec lui on remarque trois de ses co-accusés d'octobre (de gauche à droite) : Jacques Larue-Langlois, Robert Lemieux et Michel Chartrand.**

Sous l'influence des protestations et des manifestations, l'opinion publique a changé.

Dans ce processus, les actions publiques de masse, les protestations ont joué un rôle-clé. Elles ont organisé le mécontentement de façon concrète. Elles ont obligé le gouvernement à tenter de répondre aux critiques. Mais, vu son incapacité de fournir des explications satisfaisantes de sa conduite, le mouvement d'opposition croissait jusqu'au point où le gouvernement a dû céder sous la pression.

Un facteur important était le mouvement d'opposition en dehors du Québec. Au Canada-anglais des milliers de personnes ont été mobilisées dans des actions contre la répression, des réunions ont eu lieu, et des comités de défense ont été formés.

Cette stratégie d'action de masse pour la défense des droits qui a réussi de façon tellement éclatante, fait un contraste net avec d'autres stratégies prônées par la gauche québécoise.

Les partisans du FLQ, qui voulaient libérer les prisonniers politiques et ébranler le gouvernement, n'ont fait que fournir au gouvernement un prétexte pour créer 500 prisonniers politiques de plus, et pour déclencher une offensive contre le mouvement de libération. Seulement le mouvement de défense, de masse, a pu réparer les dommages.

Le Parti Québécois, tout en dénonçant la répression en termes généreux, s'est bien gardé d'appuyer la défense des accusés d'octobre — ceux qui étaient sur la ligne de feu — et d'entreprendre des actions concrètes de protestation.

Après octobre une autre école de pensée soutenait qu'on ne pouvait rien faire. Le gouvernement était trop fort, et de toute façon, les révolutionnaires devaient s'attendre à la répression. Les trotskystes de la Ligue Socialiste Ouvrière / League for Socialist Action, niant ce point de vue, se sont jetés dans le travail de défense dès la proclamation de la Loi des mesures de guerre. Ils ont joué

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

les deux nations du Canada.

Dès la proclamation de la Loi des mesures de guerre, les organisations représentant les travailleurs du pays ont protesté. Au Québec, en moins d'une semaine, une conférence syndicale unifiée sans précédent s'est tenue avec la participation de plus de 500 représentants des membres des trois centrales, où ils ont déclaré leur intention de combattre la Loi. Au Canada, le Nouveau Parti Démocratique s'est opposé également à la répression, une position de principe qui lui coûtait cher pendant la brève période d'hystérie provoquée par Trudeau.

Dans les premières heures un comité de défense a été organisé : le Comité Québécois pour la Défense des Libertés, qui fut bientôt rejoint par le Mouvement pour la Défense des Prisonniers politiques québécois dans la lutte pour la défense des droits.

De nombreuses actions ont eu lieu, exprimant une opposition croissante à la répression, commençant à impliquer des forces larges et importantes. Les manifestations, réunions de protestation, ont commencé à changer l'opinion des Québécois. En même temps, un processus parallèle s'est produit au Canada-anglais, où des actions semblables, quoique plus petites, ont commencé à convaincre les Canadiens anglais que Trudeau avai' menti.

Le gouvernement, obligé de reculer, avait relâché la plupart des prisonniers, et remplacé la Loi des mesures de guerre avec la Loi Turner, supposément moins dure. Les protestations n'ont pas cessé de s'amplifier.

Le début des procès politiques a fourni une nouvelle impulsion au mouvement de défense. Du banc des accusés, les prisonniers ont contre-attaqué, brisant les tentatives de les faire taire par des "outrages au tribunal" et par leur expulsion de leurs propres procès.

Dans ce climat, le mouvement ouvrier a recommencé ses luttes. Des milliers d'enseignants ont déclenché de puissantes grèves tournantes pour combattre la déclassification arbitraire. Le système scolaire était paralysé. D'autres groupes de travailleurs se sont lancés dans des actions militantes. Le gouvernement a dû céder.

Les accusations contre Lemieux et Chartrand ont été abandonnées. La Loi Turner expirait sans être remplacée. Mais les protestations continuaient, et les jurés refusaient toujours de condamner les accusés politiques, vu l'absence totale de preuves.

L'acquittement de Gagnon et de Larue-Langlois marque un tournant majeur dans la lutte de défense.

Loin d'être écrasées, les principales forces du mouvement de masse se sont rétablies. La crise d'octobre, semble-t-il, a accentué la polarisation des classes au Québec, tout en augmentant le sentiment indépendantiste parmi les travailleurs.

Bien que toute sa justification des mesures de guerre s'est écroulée maintenant, le gouvernement n'a pas abandonné l'emploi des tribunaux contre les nationalistes. Les "Cinq" et plusieurs autres sont toujours accusés d'appartenance au FLQ. Chartrand, Vallières, Gagnon, parmi tant d'autres, sont toujours sous la coupe des condamnations pour "outrage au tribunal" reçues au cours de leur lutte contre des accusations montées de toutes pièces. Des sentences d'emprisonnement à vie ont été prononcées contre Paul Rose et Francis Simard.

Encore plus grave, la police à travers la province continue son harcèlement contre les radicaux, menace les journaux radicaux, et tente de récupérer les pouvoirs arbitraires qu'elle possédait avec les mesures de guerre.

Un renforcement du mouvement de défense, la reprise des protestations de masse, peuvent déjouer ces tentatives, obligeant le gouvernement d'acquitter Vallières, d'abandonner toutes les autres accusations contre les accusés d'octobre, et de libérer de toute peine ceux qui ont été condamnés pour outrage au tribunal ou pour délits sous les lois spéciales.

De cette façon, on pourra transformer la défaite du gouvernement en déroute totale !

# Les monopoles et la Côte-Nord

par Jean Hérivault

A l'Assemblée Nationale le débat sur la Baie James continue à faire les discussions. L'opposition s'oppose au projet pour la forme ; le gouvernement, lui, est de plus en plus anxieux de passer le bill, évitant de cette façon à donner trop de détails.

Le projet actuel concernant la Baie James ne profite qu'aux grosses compagnies qui, elles seules, d'après ce projet, auront le droit de coupe dans cette gigantesque partie du nord-ouest, et auront les droits d'extraction du minerai.

Le projet stipulé par le Bill 50, visant la création d'une société de développement de la Baie James est uniquement pour ne pas perdre la face. Après plusieurs milliards d'investissements on sait très bien qu'il y aura très peu d'emplois créés et il est bien probable que l'affaire tombe à l'eau.

Pendant que cette discussion ténébro-tragique se poursuit, pire que celle de la Baie James, on donne une large partie de la Côte-Nord à d'autres monopoles étrangers — 50,000 milles carrés de bois — avec droit de coupe à seulement 50 cents la corde, cela s'échelonnant sur une centaine d'années.

Les accords du gouvernement québécois avec la Société ITT-Rayonier l'un des plus gros monopoles impérialistes nous donnent l'exemple des investissements à la Bourassa.

En plus du droit de coupe presque libre, et des subventions de $40 millions ($21 millions du fédéral et 19 millions du provincial qui seront "remboursés" sur une période de 25 ans) le bail engage le Québec et Ottawa à construire les routes d'accès, des égouts, des aqueducs, des installations de traitement des eaux, et implique en surplus des frais de prévention et de protection des incendies.

ITT-Rayonier passe une entente avec l'Hydro-Québec qui lui fournira de l'énergie, ainsi que tout autre produit pour un prix minimal.

Un autre point où le contrat est clair : "Si en cas d'agitation civile ou politique, émeutes ou grèves qui pourraient compromettre le projet, le gouvernement ne pourra pas prendre de sanctions contre la compagnie."

(Selon les accords, ITT doit couper du bois pendant 40 ans).

Tout cela pour créer quelque 1,500 à 2,000 emplois. Les emplois seront crés plutôt dans les pays où cette matière première sera traitée — c'est l'exemple de l'économie de type colonial.

Voilà le développement capitaliste, et dans dix ou vingt ans peut-être, ces compagnies congédieront par centaines les ouvriers ou fermeront tout simplement leurs portes, jetant des milliers de travailleurs sur le pavé.

Pourquoi cela ? Pourquoi Bourassa donne-t-il le Québec aux monopoles étrangers ? Le gouvernement québécois, comme tout gouvernement bourgeois obligatoirement à la solde des capitalistes, est continuellement en crise financière. Comment pourrait-il faire autrement que d'accepter les conditions des monopoles ?

*La Presse* du 6 juillet, dans un éditorial de Guy Cormier, a fustigé l'analyse de l'affaire Côte-Nord faite par *Québec-Presse* en écrivant, "mais ce qui n'est jamais expliqué dans ce genre d'analyse c'est pourquoi Bourassa voudrait donner le pays aux étrangers."

Mais comment pourrait-il en être autrement ? Le capital du Québec est détenu par les monopoles qui retirent des profits gigantesques sur le dos de la population québécoise.

Il faudrait prendre en main les richesses et le capital maintenant détenu par ces grands monopoles étrangers, et les utiliser pour un développement économique dans les intérêts de la population québécoise. Cela est, pour un gouvernement bourgeois, peu réalisable, même s'il a "l'épine dorsale plus résistante" comme réclamé par **Québec-Presse.** Pour reprendre le contrôle de l'économie, il faut un gouvernement des ouvriers et des cultivateurs à Québec.

Est-ce une faiblesse personnelle de Bourassa qu'on voit dans l'affaire de la Côte-Nord ? Mais l'Union Nationale et le Parti Québécois sont également pour l'investissement étranger et n'ont pas de solution de rechange.

En fait, toute l'économie est déformée par le capitalisme et encore plus celle du Québec, et que tout gouvernement bourgeois est obligé d'agir à travers le système imposé par la société de profit.

Que devons-nous faire pour que les gens de la Côte-Nord bénéficient de ces vastes richesses ?

Il faut que le gouvernement utilise les subventions qu'il accorde maintenant aux monopoles et qu'il taxe ces derniers de façon à rassembler le capital pour permetre le développement de l'industrie forestière de la Côte-Nord, par l'entremise d'entreprises publiques sous contrôle ouvrier.

Il faut nationaliser les autres monopoles dans la région de la Côte-Nord, tel que Iron Ore, et commencer ainsi une réelle planification assurant le développement harmonieux de cette région.

Les profits pourront être réinvestis permettant la continuité de ce processus dans l'intérêt du peuple québécois.



**La richesse forestière, à qui ça va profiter ?**

# Victoire écrasante du NPD en Saskatchewan

par Paul Kouri

Comment expliquer la victoire écrasante du Nouveau Parti Démocratique le 23 juin en Saskatchewan, à laquelle même les plus optimistes ne s'attendaient pas ?

Le peuple de la Saskatchewan a donné un mandat fort au NPD — 55% du vote populaire et les trois-quarts des sièges — un mandat pour promouvoir des changements profonds en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

L'ex-premier ministre Ross Thatcher disait durant la campagne, "C'est le socialisme ou l'entreprise libre". D'une certaine façon il avait raison. Les masses ont voté contre les partis bourgeois, et pour un parti qui défend leurs intérêts de classe.

Quelles étaient les questions majeures de la campagne ?

Premièrement, il y a depuis quelques années une crise accentuée dans l'économie agricole. De plus en plus les fermiers sont repoussés hors des terres. C'est pourquoi on a pu constater durant les dernières années la renaissance d'un mouvement militant de cultivateurs.

Depuis la confédération qui a mis sur pieds le développement des prairies de façon à les attacher au joug exploitateur du CPR et des autres corporations de l'est, cette région s'est souvent révoltée du fait de sa situation défavorisée au niveau de la Confédération.

Le NPD a contrecarré fortement les programmes agricoles du Gouvernement Fédéral qui soutenaient les intérêts des grandes compagnies agricoles exploitant les cultivateurs.

La stratégie de Thatcher consistant à opposer les fermiers aux travailleurs, sur la base que les grèves et les augmentations de salaires des ouvriers coûtent cher aux fermiers, a été rejetée.

La législation par Thatcher contre le droit de grève, et ses interventions directes sur le côté des patrons au moment des négociations des conventions ont également été rejetées dans les élections.

Le NPD a promulgué un programme de développement économique posant la nécessité de nationaliser les grandes industries privées forestières et les mines de potasse.

Le triomphe du NPD constitue une importante victoire pour le mouvement ouvrier. Pourtant quoi que soit l'opinion de Thatcher, le programme du NPD n'est pas socialiste. C'est un programme de réformes limitées qui s'insèrent dans le cadre de la société actuelle.

Mais les jeunes, les ouvriers, les cultivateurs, les femmes ont travaillé pour élire ce parti qu'ils voient comme leur parti.

La force du "Waffle" (aile gauche du NPD) pousse les dirigeants NPD à initier des réformes importantes sinon ces derniers devront rencontrer une opposition organisée redoutable.

Les membres de la Ligue Socialiste Ouvrière - League for Socialist Action, militants de longue date au sein du NPD afin de le gagner à un programme socialiste, sont intervenus dans la campagne en diffusant plus de cinq mille exemplaires d'un numéro spécial de "Labor Challenge." Ce numéro revendiquait un gouvernement NPD et mettait de l'avant un programme socialiste.

Qu'est-ce que la victoire NPD en Saskatchewan signifie pour la lutte québécoise ?

Le vote NPD nous donne un certain indice du manque de succès de la campagne contre le Québec des Trudeau, Thatcher et cie. Bien que la direction du NPD ne veut pas défendre le droit du Québec à l'autodétermination, elle a dû protester contre la Loi des mesures de guerre qui menaçait pas seulement le Québec mais également la classe ouvrière organisée, qui forme la base du NPD.

Alors, malgré que le parti soit fortement identifié aux yeux du public avec les revendications du Québec, il a connu suite aux événements d'octobre toute une série de victoires électorales. D'après ces résultats, il semble que les tentatives d'Ottawa de mobiliser le Canada anglais contre le Québec soit un échec total.

D'ailleurs, la victoire NPD est un indice de l'ampleur du mécontentement des régions défavorisées du Canada anglais.

Ce mécontentement se dirige contre l'Etat fédéral, et se canalise de plus en plus vers une voie anti-capitaliste — à travers l'appui au NPD, pour un gouvernement des travailleurs à Ottawa.




**L'agriculture en crise en Saskatchewan : le blé ne se vend pas ; les Indiens et les Métis ont faim. Sur cette photo, les fermiers du Syndicat national des cultivateurs moulent une partie des 70,000 boisseaux de blé qu'ils ont donnés aux Métis, malgré l'opposition du gouvernement Thatcher.**

libération

## Vers le pouvoir ouvrier ?

# L'assemblée populaire en Bolivie

Malgré l'appui du Parti Communiste Bolivien et des syndicats réformistes, Juan Torrès, dictateur militaire "réformiste" n'a pu faire des réformes pour satisfaire les besoins des masses, ni réussir à gagner leur appui.

A la mi-février, et en dépit d'un programme de réformes présenté par Torrès, les secteurs les plus combatifs et les plus avancés de la classe ouvrière entreprirent d'exercer un contrôle plus serré sur le gouvernement et jetèrent les bases d'une Assemblée Populaire (Assamblea Popular), dont les objectifs demeurent encore peu définis. L'Assemblée Populaire compte 220 membres — dont 60% sont élus par les travailleurs, 30% par le secteur agricole et les salariés de la classe moyenne, 10% par les partis politiques. Les réformistes, à la droite de l'Assemblée, prônent sa soumission au président Torrès et l'abandon de tous ses pouvoirs au président ; les centristes voudraient en faire un parlement bourgeois, qui contrôlerait l'exécutif ; et la gauche (dont le POR, Partido Obrero Revolucionario, section bolivienne de la Quatrième Internationale) milite pour en faire un organisme de discussions des problèmes et de leurs solutions et pour laisser le pouvoir armé aux masses.

L'article qui suit est tiré du journal *Combate* du POR (édition du 1-15 mai), tel qu'il a été repris par Intercontinental Press.

... Nous devons défendre l'Asamblea Popular contre ses ennemis de l'extérieur — ceux qui tentent de la minimiser ou qui refusent de la reconnaître, comme le fait le président Torrès. Mais, en même temps, nous devons la défendre contre ses ennemis internes, qui veulent la diriger de façon bureaucratique et en faire une version populiste du parlement bourgeois.

L'Asamblea Popular ne peut avoir d'autre rôle que celui d'un organe à double pouvoir. C'est-à-dire, qu'elle doit non pas simplement débattre les questions et exercer une surveillance sur le fonctionnement du gouvernement, mais, aussi, qu'elle doit — comme expression du pouvoir des grandes masses de notre peuple — décider quels sont les problèmes fondamentaux qu'affrontent le pays et les travailleurs. L'Asamblea Popular doit devenir un gouvernement des travailleurs et des paysans ; et, pour y parvenir, nous devons combattre et à l'extérieur et à l'intérieur de l'organisme. En cours de processus, un instrument, politico-militaire, surgira, parallèle à l'Assemblée, qui pourra lui servir de pouvoir — dont il manque encore pour imposer ses décisions.

En conséquence, l'Asamblea Popular doit être enracinée dans le peuple, lui-même. Les délégués ou les représentants à l'Asamblea Popular ne peuvent être choisis par les dirigeants-bureaucrates actuels. Dans chaque secteur de la classe ouvrière — parmi les paysans, les étudiants et les collets-blancs — des assemblées doivent élire les membres de l'Asamblea Popular par vote direct. Et les membres des assemblées doivent avoir le droit de rappeler leurs représentants lorsque ceux-ci n'accomplissent pas leur devoir de révolutionnaire.

Mais, en même temps, l'Asamblea Popular doit être un forum, ouvert à tous les travailleurs, à tous les activistes révolutionnaires. Ce n'est que de cette façon que le peuple tout entier peut participer, exprimant ses craintes et ses volontés. De cette façon, le dynamisme révolutionnaire des masses poussera — telle la locomotive — l'Asamblea del Pueblo (l'Assemblée du Peuple) sur la voie de la révolution socialiste. Si ce lien du corps vivant des masses se rompt, l'Asamblea Popular deviendra un gouvernement bureaucratique de plus, une parlotte petite-bourgeoise de plus.

Nous devons assaillir de toutes parts l'Asamblea Popular. Nous devons lui infuser la chaleur révolutionnaire des masses, la force prolétarienne, et l'agressivité nécessaire, pour donner le coup de grâce au système capitaliste moribond. Si l'Asamblea Popular agit avec cette fermeté, elle sera le seul gouvernement que les masses reconnaîtront.

Le réformisme, non ; Le socialisme, oui !

L'armée bourgeoise, non ; Une armée révolutionnaire du peuple, oui !

Un parlement bourgeois, non ; Une assemblée du Peuple, oui !



**Juan José Torrès, président de Bolivie.**

# libération

Vol. 1 No 5 — Septembre 1971 — 15 cents






# Les écoles au service de la défense de la langue française

page 5

Octobre 1968, les étudiants s'emparent des écoles. Grande assemblée au centre sportif de l'U. de M., pendant la vague d'occupations des Cegeps.

**Le 15 octobre, journée d'étude**
**Le 16 octobre, manifestation de masse**

## A la défense des travailleurs de La Presse

page 3

## Pour l'abrogation des lois sur l'avortement

page 12

**libération** RÉDACTEUR: ANDRÉ DOUCET

B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement no 2611."

## EDITORIAL

# Victoire importante contre la répression

Le mouvement pour la défense des droits civils et des prisonniers politiques a connu une victoire importante le 14 août.

C'était le jour choisi par Bourassa pour informer 34 des accusés sous la Loi des mesures de guerre, que le gouvernement n'allait pas les poursuivre.

C'est de cette façon que Bourassa et Trudeau ont admis la faillite totale de leur offensive contre le mouvement indépendantiste déclenchée à travers les mesures de guerre.

Enfin ils avaient peu de choix.

Le mouvement de défense avait dégagé un sentiment de masse contre la répression, et avait démasqué leurs procès comme des farces judiciaires.

Cependant la lutte contre la répression doit se poursuivre vigoureusement.

Pierre Vallières et Jacques Larue-Langlois sont encore menacés de graves accusations. Michel Chartrand est parmi plusieurs qui ont été condamnés pour des opinions ou des actes politiques.

Encore plus grave, le gouvernement Trudeau vient d'annoncer ses préparatifs pour un nouvel "octobre." Les dépenses militaires seront élevées. Le but principal de l'armée sera désormais de protéger l'Etat contre la "subversion." Le gouvernement a établi un nouveau bureau de surveillance et d'espionnage sur des groupes dits "subversifs." Parmi ces groupes: les "trotskystes," la "jeunesse révolutionnaire."

La campagne contre la répression doit alors répondre à ces nouveaux défis très sérieux.

La Commission d'enquête des citoyens sur les mesures de guerre peut y jouer un rôle clé. La commission, composée de personnages bien connus du Québec et du Canada anglais, tels que Fernand Daoust de la FTQ, Michel Bourdon de la CSN, et Woodrow Lloyd, ancien premier ministre de Saskatchewan, va tenir ses premières séances à Montréal en octobre.

La Commission pose les questions suivantes: le gouvernement était-il justifié ou non de promulguer la Loi sur les mesures de guerre? Comment ces lois ont-elles été appliquées? Tout citoyen peut faire témoignage aux audiences publiques.

Cette initiative peut bien servir à exposer la signification véritable des mesures de guerre. Elle peut également aider au relancement du mouvement pour les droits civils, et contre les tentatives de répression politique des gouvernements Trudeau et Bourassa.

# Ottawa dans une nouvelle chasse aux sorcières

**par Léon Peillard**

Il y a peu de temps, le gouvernement fédéral créait une nouvelle agence de "sécurité et de recherche."

Le but avoué de cette agence est "d'informer le gouvernement à propos de toute question relevant de la sécurité interne du pays et d'entreprendre des recherches sur le phénomène de la subversion dans notre société."

Une semaine après la création de cette agence, le 2 septembre, Jean-Pierre Goyer, solliciteur général du Canada, se lançait dans une attaque virulente contre les "activités du FLQ au Québec, des maoïstes, des trotskystes, de la jeunesse révolutionnaire de la nouvelle gauche."

"Le public, a-t-il dit, doit travailler avec la police pour tenir en respect ces groupes et les vaincre dans la poursuite de leurs objectifs avoués de détruire notre système démocratique de gouvernement."

En réponse à ces accusations la Ligue Socialiste Ouvrière - League for Socialist Action émettait un communiqué de presse le 4 septembre dénonçant ce nouvel acte d'intimidation du gouvernement fédéral.

Dans ce communiqué, Ross Dowsan, secrétaire exécutif de la LSO - LSA, souligne que la création de cette nouvelle agence de sécurité n'est "qu'une autre tentative de la part du gouvernement de se trouver un bouc émissaire pour justifier son incapacité à résoudre les problèmes croissants de la société capitaliste canadienne." "Le véritable but des calomnies de Goyer contre les "Maoïstes," les "Trotskystes," et la "jeunesse révolutionnaire," etc., est d'intimider les Canadiens et les Québécois soutenant des idées minoritaires et ósant les exprimer."

Pour sa part, Manon Léger, présidente de la LSO - LSA, affirme que ce sont les mouvements de masse, profondément démocratiques, dans lesquels les trotskystes sont impliqués activement, que le gouvernement craint réellement et qu'il tente d'attaquer par le biais d'une chasse aux sorcières.

Dowson et Léger ont exigé une fin immédiate aux calomnies du gouvernement contre des organisations politiques légales ainsi que la dissolution de l'agence de sécurité. "La protection des droits démocratiques des citoyens contre des mesures policières arbitraires, ont-ils poursuivi, ne pourra être assurée que lorsque les citoyens auront le contrôle de toutes les forces policières ou moyen de commissions élues."

# A la défense des travailleurs de la presse

par Jean Hérivault

*La Presse* a déclenché la guerre contre ses employés le 19 août en décrétant un lockout qui touche 400 travailleurs appartenant à cinq syndicats.

La direction de *La Presse*, sous prétexte de vouloir négocier séparément avec chaque syndicat, a brisé les négociations en jetant sauvagement les travailleurs sur le pavé, après les avoir fait expulser brutalement de leurs ateliers par la police.

Le plan d'attaque de *La Presse* contre ses employés fait partie d'une stratégie déjà bien établie par les autres grandes publications nord-américaines. L'objet de ces actions est claire : détruire les syndicats et se débarrasser de plusieurs centaines de travailleurs en utilisant de nouvelles méthodes automatisées de production. Ceci s'est déjà produit plusieurs fois, notamment à Toronto où plus de 1,000 typographes ont été congédiés après un lock-out par les trois grands quotidiens torontois en 1964.

Sous la couverture de "l'automatisation" la direction de *La Presse* exprime une ferme volonté de substituer à ses employés de métiers de l'imprimerie qui ont une longue tradition syndicale d'autres employés qui n'ont pas de droits acquis.

*La Presse* appartient à Power Corporation, un des géants financiers du Canada, qui semble être prêt à une dure et longue lutte pour vaincre les travailleurs. Elle a l'appui de "American Newspapers Publishers Association," union des patrons qui regroupe les quelques "gros" du monde des journaux, et qui lui apporte à travers une solide coopération un appui conseillé et financier.

Les revendications des travailleurs sont justes et claires. Ils ne veulent pas faire les frais de l'automatisation du patronat, et pour cela ils demandent à *La Presse*, dans son projet de réorganisation du service de production, de reconnaître les droits des syndiqués.

La réponse des travailleurs à ce lock-out brutal a été longue à s'organiser : quelques déclarations de la part des dirigeants syndicaux dès le début, et ensuite quelques lignes de "surveillance" furent improvisées. Le 24 août une manifestation de 3,000 personnes en solidarité avec les "lock-outés" a eu lieu, avec la participation des travailleurs de *La Presse* qui sont encore au travail. Cette manifestation a reçu l'appui et la participation d'autres travailleurs et de grévistes de différents secteurs.

C'est le type d'action qu'il faut, car une couche toujours grandissante de la population est sympathique à ces victimes de "Power Corporation."

Plusieurs chauffeurs de camions ont refusé de franchir les quelques lignes de "surveillance" dressées devant *La Presse*, et une campagne de boycottage a été lancée par plusieurs organisations.

Mais toute expérience des travailleurs en lutte contre les grands journaux en Amérique du Nord nous amène à une conclusion importante pour cette situation : le boycottage, les manifestations, les lignes de piquetage ne peuvent pas apporter la victoire que si on réussit à arrêter la production.

Malgré les actions des lock-outés, *La Presse* avance chaque jour vers le rétablissement de sa présentation normale, ce qui rend la situation des travailleurs lock-outés de plus en plus dangereuse.

Pour répondre à cette situation, il faut absolument la participation dans la lutte de plus larges couches de travailleurs. Les syndicats doivent élaborer une stratégie claire : la grève générale à *La Presse* — grève des victimes du lock-out, des travailleurs de la FTQ qui sont encore au travail, et des syndiqués de la CSN dont les journalistes ont une riche expérience de lutte avec *La Presse*.

Les manifestations de masse et des lignes de piquetage massives doivent être organisées, et cela dans un but très clair : faciliter la grève des employés au travail par leur respect et leur sympathie pour les piquets de grève, et empêcher l'entrée des briseurs de grèves ainsi que la livraison des marchandises qui entraîneraient l'arrêt total de la production.

Une victoire dans cette lutte assurera la victoire pour tous les syndiqués à *La Presse*, et enfin pour tous les travailleurs.

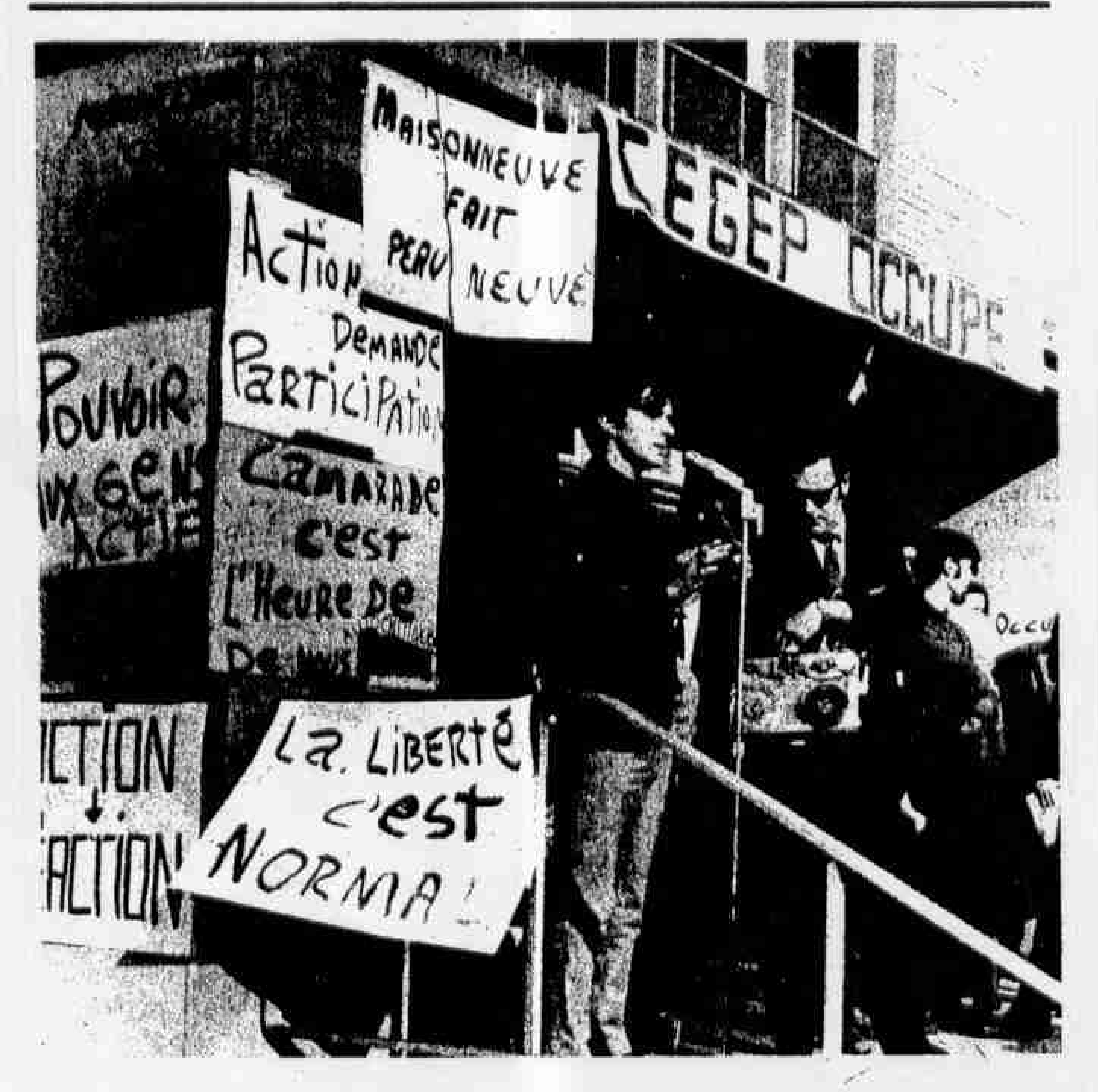



**Solidarité avec les employés de "La Presse" était le thème d'une manifestation de plus de 2,000 personnes le 24 août, à laquelle s'étaient joints les grévistes de Dominion Stores.**

# libération

## Pour l'école indépendantiste

# Journee d'étude 15 oct.




**Une conférence de presse a lieu à la porte du Cegep Maisonneuve, pendant le mouvement d'occupation des collèges en octobre 1968. Les étudiants ont repris leurs écoles, pour en faire des centres d'organisation pour leur mouvement de masse.**

**par Alain Beiner**

Les étudiants indépendantistes discutent fiévreusement la question centrale de leur orientation lors de la rentrée scolaire.

Quels doivent être la direction et les buts de la lutte des étudiants? Quelle sorte de rapports le mouvement étudiant doit-il chercher à avoir avec la lutte plus large des masses québécoises opprimées? Quelle sorte de programme l'avant-garde étudiante doit-elle mettre en avant?

Les tendances réformistes prétendent que les étudiants ne doivent s'occuper que d'eux-mêmes et que de questions étroitement définies: diplômes universitaires, cours, qualité d'enseignement, conditions de vie, étroite politique de campus.

Ces tendances voient les luttes sur de telles questions, isolées de la crise de la société québécoise dans son ensemble. Elles opposent de telles luttes limitées aux penchants des étudiants politisés à soulever des questions d'importance clé pour les masses québécoises, comme celle de l'indépendance, de la répression policière, de l'oppression de la femme, et de la défense de la langue française, aussi bien que les questions internationales comme la guerre au Vietnam.

A l'autre extrémité du spectre se trouvent les ultragauchistes. Ils proposent de détourner totalement l'énergie du corps étudiant du milieu scolaire pour les envoyer aux portes d'usines ou dans les quartiers défavorisés afin d'y distribuer des tracts proclamant la nécessité de la révolution. Les maoistes résument cela dans le mot d'ordre "servir le peuple."

Ces deux orientations doivent être rejetées comme unilatérales et stériles. La jeune avant-garde nationaliste, pour être efficace, doit mettre en avant un programme qui transcende les objectifs dans les écoles mais qui, en même temps, les inclut, qui relie les revendications des étudiants aux revendications les plus larges de la lutte de libération nationale à l'échelle québécoise, qui montre aux étudiants comment leurs propres revendications sont liées à ces grandes luttes, en constituent une partie intégrante et peuvent aider à les faire progresser.

Le programme mis de l'avant par la jeunesse indépendantiste doit lier ensemble les perspectives à long ter-

*Suite à la page 2*

## libération

*Suite de la page 1*

me et les problèmes quotidiens dans les écoles. Ce programme de combat doit être capable de mobiliser la masse étudiante sur des questions fondamentales de la lutte nationale et les besoins de la population étudiante elle-même.

Beaucoup d'étudiants politiquement avancés en sont venus au cours de luttes sur différentes questions, à comprendre la nécessité d'acquérir le contrôle de leur enseignement et des institutions d'enseignement, et ont reconnu que ce but ne peut être pleinement satisfait que par une transformation révolutionnaire de la société. Mais ils ne savent pas comment formuler cet objectif de manière à le lier aux luttes courantes de la société dans son ensemble. Comment les batailles sur les conditions d'enseignement existantes peuvent-elles être liées au but recherché de transformer complètement la société, de faire du Québec un pays indépendant et socialiste, gouverné par les travailleurs et les cultivateurs ? Il est difficile pour eux de voir comment leur lutte en tant qu'étudiant s'insère dans la lutte générale contre l'oppression du système capitaliste canadien.

Pendant les occupations de masse en octobre 1968, les étudiants résumèrent leurs revendications dans le mot d'ordre "Pouvoir étudiant". Les étudiants entendaient dire que le Québec était supposément démocratique, y compris son système d'éducation, mais qu'en réalité celui-ci avait été façonné conformément aux intérêts de la classe dominante et de son gouvernement à Québec.

Les étudiants ont appris que les écoles, au lieu de servir à la libération de la majorité de la nation, servaient à ceux qui profitent de son oppression. Ils ont vite compris pourquoi les cours étaient non pertinents à la réalité québécoise, et pourquoi leurs droits démocratiques les plus élémentaires étaient inexistants à l'école. Ils ont compris pourquoi les **administrations locales supprimaient toute activité politique aux militants étudiants. Ils ont réalisé que ceux qui participaient quotidiennement à la vie scolaire, les étudiants, les professeurs et les employés de soutien, n'avaient presque rien à dire dans les décisions qui les concernaient directement.**

**Pour résoudre ces contradictions, les étudiants ont exigé que les écoles soient gérées par ceux qui y étudient, et non par une administration composée de représentants bourgeois. Ils** ont exigé que le Cegep capitaliste fasse place à un Cegep contrôlé par le "Pouvoir étudiant".

Cette idée sous une autre forme fut également mise de l'avant dans la lutte pour l'unilinguisme français — c'est-à-dire, dans la lutte de 1969 en faveur de l'intégration scolaire.

**Ce concept, que les universités doivent servir aux intérêts de la majorité de la nation québécoise dans sa lutte contre l'anglicisation, a été formulé dans le mot d'ordre "McGill français". En mars 1969, le Québec a** vu une mobilisation de masse qui voulait transformer cette université, la plus riche au Québec, en université francophone, en université de la majorité, qui est québécoise. Les 10,000 manifestants ont réclamé que l'Université McGill, symbole de l'oppression des Québécois, soit ouverte aux travailleurs qui pourraient utiliser les locaux et les moyens techniques pour l'activité politique et syndicale, et pour l'organisation de la lutte de libération nationale.

"Pouvoir étudiant", "McGill français" sont des expressions partielles de cette même idée appliquée à la situation particulière de la lutte nationale au Québec. Il s'agit pour nous **de généraliser ces concepts, de formuler un mot d'ordre qui exprime toutes ces revendications dans leur ensemble et qui peut également être appliqué à la rentrée scolaire. "Pour que les écoles soient transformées en centres d'organisation de la lutte de libération nationale — pour une Ecole indépendantiste !"**

**Avec cette orientation fondamentale, les étudiants indépendantistes peuvent répondre aux questions : "Quelle sorte d'enseignement les étudiants doivent-ils recevoir ? Ver quel**les fins l'enseignement doit-il être dirigé ? Qui doit contrôler les conditions d'enseignement ? Quelles couches de la société les écoles doivent-elles servir ? Quel rôle les écoles peuvent-elles jouer dans la lutte pour l'indépendance ?"

Le thème "Pour une école indépendantiste" va au-delà de la grève et de la fermeture des écoles ; nous voulons les transformer, les contrôler, les utiliser pour nos fins, les fins de la lutte nationale, les ouvrir aux travailleurs, aux femmes, au mouvement contre la guerre au Vietnam, au mouvement indépendantiste.

La notion d'école indépendantiste veut dire que l'école secondaire, le Cegep, l'université doit être transformé d'une usine produisant des robots en un centre d'organisation d'activités nationalistes, une centrale d'enseignement révolutionnaire, une arène de mobilisation de la jeunesse dans une lutte pour la transformation totale de la société québécoise.

La lutte pour l'autonomie et l'autogestion n'est qu'un aspect d'un programme complet, visant à aider les étudiants à comprendre le rôle de l'école sous la domination colonialiste et à les éduquer dans la nécessité **d'une révolution socialiste et indépendantiste.**

**L'école en tant qu'instrument de la lutte nationale — une école indépendantiste — constitue un pont en**tre les questions étudiantes et les questions politiques plus globales comme celle de l'indépendance. Ce concept fournit aux étudiants indépendantistes une perspective et une stratégie capables de les mobiliser en tant qu'étudiants dans la lutte nationale. Ce concept fixe des objectifs pour les militants étudiants à gagner.

Cette stratégie visant à convertir l'école colonisée en une école indépendantiste a une application spéciale ici au Québec. Dans la lutte pour la libération nationale à l'époque de la faillite du fédéralisme, une école formée pour les besoins spécifiques d'une nation opprimée sert comme symbole et comme instrument du développement de la conscience et de la culture nationale d'une manière plus favorable pour surmonter les limites nationalistes étroites et donner aux luttes une perspective internationale.

Pour des raisons à la fois indépendantistes et socialistes, la revendication de l'installation, de l'extension, de l'amélioration de semblables facilités sous un contrôle des étudiants doit être l'objet de luttes pour l'avant-garde indépendantiste. De cette façon les ressources des écoles québécoises peuvent être mises à la disposition des masses en lutte.

Mais les tentatives d'organiser des activités pour la libération nationale poseront le droit des étudiants à utiliser l'école et ses commodités à la résistance des autorités, et des confrontations pourront bien s'ensuivre. Les questions politiques sont ainsi portées au grand jour sous une forme aiguë. Ces confrontations à leur tour peuvent mobiliser plus d'étudiants pour la défense de leurs droits démocratiques et intensifieront ultérieurement la lutte pour la libération nationale. De telles actions qui impliquent les masses populaires aussi bien que les étudiants sont le moyen le plus efficace pour obliger les administracions à céder.

Une stratégie juste est celle qui veut mobiliser la **masse étudiante.** Transformer les écoles en centre pour des changements radicaux de la société exige **l'action de masse**, et non l'action d'une petite poignée de "pures".

Pour rallier cet appui massif autour d'une lutte spécifique, les revendications soulevées doivent être claires et peu nombreuses. Elles doivent être formulées en fonction du but de mobiliser les masses québécoises pour gagner des victoires. Les revendications doivent être formulées de façon compréhensible pour convaincre la population que nous avons raison, que nous parlons pour la majorité, que la démocratie et la justice sont de notre côté. Ceci est essentiel à

*Suite à la page 3*

LIBÉRATION

# ...les écoles

*Suite de la page 2*

une victoire.

Et les mouvements capables de changer la société sont construits sur la base des victoires et non des défaites. Ce n'est qu'à travers des victoires que les masses peuvent développer la confiance en leur capacité de changer la société.

Pour nous préparer pour un autre "octobre", il faut essayer de prévoir, dans la mesure du possible, les explosions potentielles. La questions de l'anglicisation de plus en plus forte peut bien constituer l'étincelle cet automne. Plus spécifiquement, les actions prévues pour le 15 et 16 octobre. Une journée d'étude dans toutes les écoles est prévue pour le 15 octobre, et des manifestations dans toutes les villes du Québec sont prévues pour le 16.

Comment appliquer cette stratégie de l'école indépendantiste à la campagne pour la défense de la langue française ? Comment mobiliser la masse étudiante pour cette action ? Comment initier des luttes pour gagner le droit de s'organiser dans les écoles pour construire cette action ?

Il s'agit de formuler un programme qui consiste en une série de revendications qui expriment la justesse d'utiliser les écoles québécoises pour faire avancer cette lutte. Ces revendications constituent un programme de lutte, à soulever et à faire connaître lors de la rentrée. D'autres revendications en plus de celles-ci peuvent être formulées pour que le concept de l'école indépendantiste s'applique à la lutte contre la guerre au Vietnam, la lutte de libération de la femme, aussi bien que des luttes syndicales.

• Pour l'intégration scolaire française — un système d'éducation en français ! McGill.

• Pour que la seule langue de travail soit celle de la majorité des travailleurs !

• Pour le retrait des bills 63 et 28, qui font du Québec, territoire bilingue !

• Pas de cours d'anglais obligatoires !

• Pour que tout manuel scolaire soit en français !

• Pour l'enseignement de la culture et de l'histoire réelle des Québécois, la lutte des Patriotes, etc !

• Pour le droit d'utiliser les locaux et les moyens techniques de l'école pour promouvoir les activités du 15 et 16 octobre !

• Pour le droit d'organiser des réunions le 15 et 16 octobre, pour le droit de donner des discours, d'afficher, de distribuer des tracts, des pétitions, d'organiser des lignes de piquetage, des manifestations, des journées d'étude !

• Que l'école cesse tout achat aux compagnies dont la langue du travail n'est pas le français ! Pour la publication de tous les investissements, placements et projets contractés par les écoles et les directeurs !

• Pour des écoles francophones adéquates dans toutes les communautés françaises à travers le Canada !

• Pour une journée d'étude le 15 octobre dans toutes les écoles sur l'état de la langue française ! Pas de cours réguliers !

libération

# La Ligue des Jeunes Socialistes... 'Non au PQ, oui à l'indépendance!'

par Colleen Levis

"C'est vous qui aviez organisé la manifestation contre la constitution en avril à Montréal ?"

"Bien sûr !"

"Et le 1er juillet ?"

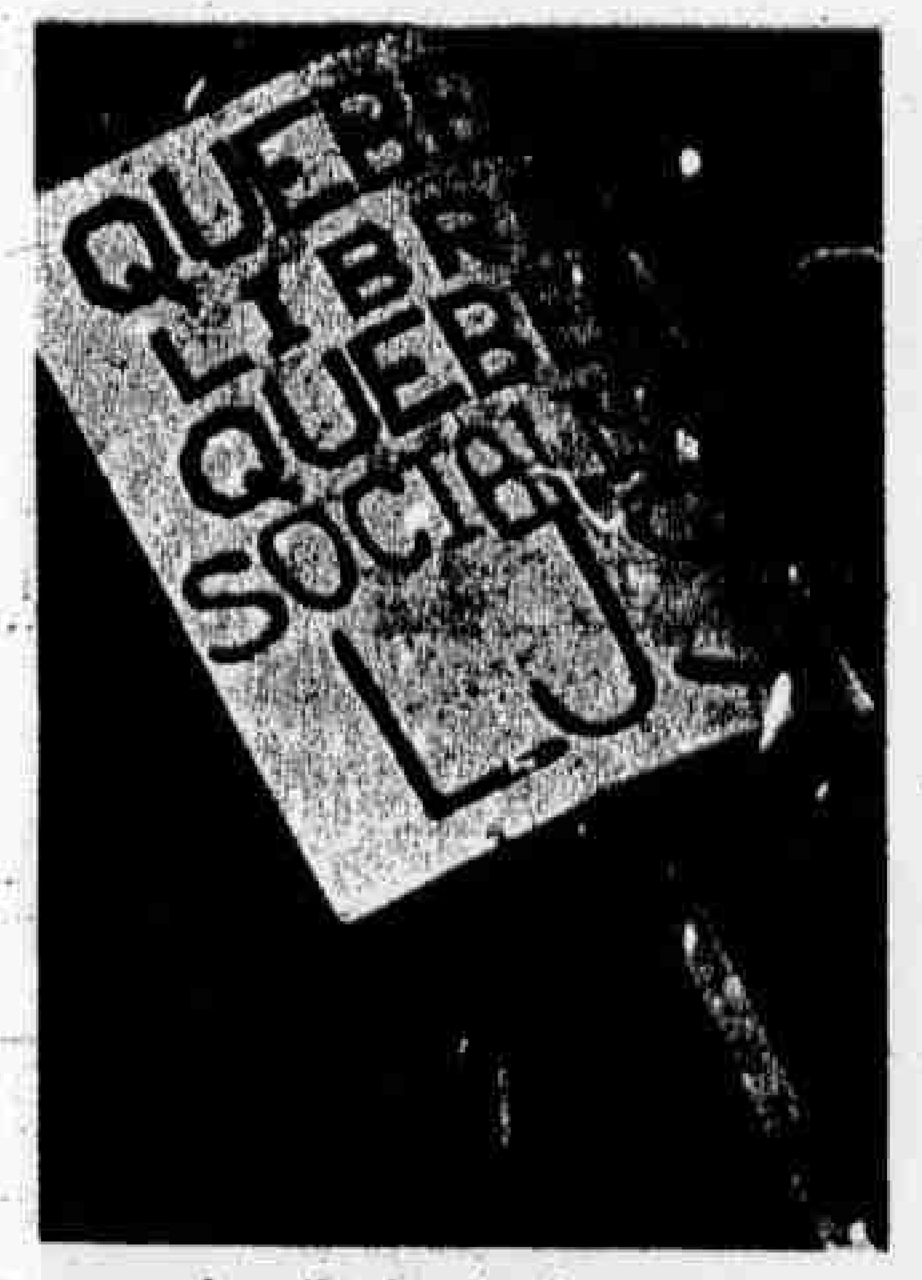
"La Ligue des Jeunes Socialistes a pris l'initiative de lancer le front commun pour le premier juillet, à Montréal et à Hull. C'était pour l'indépendance du Québec et Contre la confédération."

"Oui, je sais ! C'était ma première manifestation. Mais est-ce que la LJS organise uniquement des manifestations pour l'indépendance ?"

On organise toutes sortes d'actions. Par exemple — la lutte à Hull pour garder l'école secondaire aux étudiants francophones. Nous sommes socialistes — alors nous appuyons toutes les luttes menées par les opprimés. Et nous essayons d'unir les jeunes dans une seule organisation — la LJS. Comme dit la brochure de la LJS : "... nous militons activement dans les luttes étudiantes, dans le mouvement de libération des femmes, dans le mouvement contre la guerre au Vietnam, dans le mouvement pour défendre les victimes de la répression, ainsi que dans le mouvement pour l'unilinguisme français."

"Appuyez-vous le FLQ ?"

"Non ; même si on partage la haine de l'exploitation qui pousse les jeunes au terrorisme ; toute action terroriste d'une petite poignée d'individus, isolée des masses, n'est qu'une




expression de frustration et de non-confiance dans les masses."

"Vous appuyez donc le P.Q. ?"

"Non plus. Ce parti bourgeois n'est pas capable de diriger les Québécois vers l'indépendance parce que sa priorité, c'est le maintien du système capitaliste. Lévesque parle toujours de comment il attirerait le capital américain vers un Québec indépendant. Mais pensez-vous qu'on serait indépendants si ces liens restent intacts ? On a vu l'opposition du Parti Québécois à la lutte pour un Québec français, réaffirmée lors du dernier congrès. Si on veut gagner l'indépendance du Québec il faut s'organiser indépendamment des partis bourgeois, semblable au P.Q. Nous revendiquons la formation d'un parti ouvrier de masse qui rejetterait les intérêts capitalistes."

"Et que fait la LJS maintenant ?"

"Nous sommes impliqués dans les campagnes pour la défense de la langue française, pour l'abrogation des lois sur l'avortement, et contre la guerre en Indochine — les trois grandes campagnes pour l'automne. De plus, nous organisons des ventes d'imprimés socialistes sur les campus, des tournées pour expliquer ce qu'est la LJS, nous vendons le journal **Libération** sur les campus francophones et le journal **Young Socialist** chez les Anglophones."

"Mais, écoutez ! Est-ce qu'il faut faire tout cela pour être membre ?"

"Notre organisation ne se base pas sur des cartes de membres mais sur le militantisme de ses membres. La LJS est ouverte à tous les jeunes qui sont d'accord avec notre programme politique et notre type d'organisation — qu'ils soient Québécois francophones ou anglophones ouvriers ou étudiants. Venez à notre local, au Forum socialiste tous les vendredis soir. Nous avons des brochures et des livres qui expliquent en profondeur nos politiques — il y a toujours quelqu'un pour discuter avec vous !"

"D'accord ! A la prochaine !"

# Présentation du mémoire FCDLF à Québec

(Ce mémoire fut présenté le 17 novembre devant la Commission parlementaire sur l'éducation à l'Assemblée nationale. Une confrontation verbale assez violente s'est produite entre d'une part le ministre de l'éducation Guy St-Pierre et l'ancien ministre des affaires culturelles Jean-Noel Tremblay, et d'autre part les porte-parole du Front Commun pour la Défense de la Langue Française (FCDLF), Raymond Lemieux, Alain Beiner et Reggie Chartrand.)

(Les trois dirigeants se sont finalement faits exclure de la salle de la commission parce qu'ils osaient "corriger" les explications historiques du guide, lors d'un tour de la salle qu'effectuait un groupe d'étudiants du Cegep St-Laurent.)

Le Bill 28, pendant du Bill 62, constitue une application administrative de la Loi 63 (anciennement le Bill 63). Dans ce sens, le Bill 28 constitue également une extension et un renforcement du Bill 63.

## Pourqoi le Bill 63?

Le Bill 63 fut présenté et adopté à l'Assemblée nationale en 1969, afin de renverser les résultats démocratiques des élections aux commissions scolaires de St-Léonard, où les parents francophones, majoritaires, avaient décidé en faveur de l'unilinguisme français comme seul moyen d'assurer la survie de la langue nationale du Québec. Bien que ce n'était pas la première fois qu'était adopté, à l'Assemblée nationale, des lois anti-démocratiques flagrantes contre les québécois, ce fut la première fois, au Québec, qu'un gouvernement osait légiférer la destruction de la langue française, et par conséquent, la condamnation à terme de la nation québécoise.

Avant l'adoption du Bill 63, bien que la langue française était, au Québec, a un degré avancée de disparition, le gouvernement Bertrand s'est vu obligé d'accélérer le processus d'anglicisation, déjà bien avancé par la politique linguistique des monopoles étrangers, qui dominent le Québec depuis des années, cela avec la complicité des gouvernements à Ottawa et à Québec.

Aussitôt que des Québécois décidèrent de mettre fin à cette assimilation forcée, en adoptant des moyens démocratiques, le gouvernement Bertrand, avec la complicité totale du Parti Libéral, est intervenu pour légaliser l'anglicisation et la rendre plus rapide.

Le Bill 63 fut la première élaboration d'une politique linguistique par le gouvernement québécois. Il fut bien sûr, un bill de colonisés, comme la presque totalité des bills adoptés à l'Assemblée nationale. Le Bill 63 garantissait aux parents le droit de choisir (un droit qui n'existe en aucune autre pays au monde) la langue d'enseignement à laquelle leurs enfants seraient soumis, au sein du système scolaire publique.

## Le PQ se trompe

Nous savons trop bien que le Bill 63 fut une réussite complète pour ceux qui visaient l'assimilation des francophones. Les chiffres rendus publiques il y a trois semaines de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, organisation que nous croyons libre de tout agitateur étranger, viennent confirmer cette réussite.

Il y a d'autres députés à l'Assemblée nationale, notamment ceux du Parti Québécois, qui se trompent gravement en proposant une simple modification du Bill 63, en vue d'obliger les immigrants à s'intégrer à la communauté francophone. Un tel amendement serait raciste et discriminatoire en s'attaquant à un secteur particulier de la population québécoise. Il faut des lois pour obliger tous les Québécois, quelque soit leur origine nationale, à s'intégrer à la communauté francophone s'ils veulent participer au secteur publique de l'éducation.

Tant que les Québécois d'origine anglophone pourront s'instruire et se former en anglais aux écoles subventionnées par l'Etat, le processus d'anglicisation ira en s'accélérant. Tant qu'un secteur de la population québécoise aura droit à l'instruction publique dans la langue favorisée, c'est-à-dire, l'anglais, la langue de la haute finance, les Francophones qui tiennent à leur langue seront, chez eux, des citoyens de deuxième classe.

Il n'est pas question de "défendre les droits acquis de la minorité." Il s'agit plutôt de droits conquis, de droits volés. La minorité anglophone au Québec jouit d'énormes privilèges au détriment de la majorité francophone. Il nous suffit d'étudier les cartes préparées au laboratoire de sociologie électorale du Département de Science politique à l'Université de Montréal, publiées dans la revue Maintenant (No. 110/novembre, 1971), pour voir que les quartiers les plus francophones à Montréal sont ceux où l'on a un revenu au dessous du re-

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

venu moyen. Il n'est pas possible de mettre fin à cette discrimination linguistique dont subit la nation québécoise opprimée (indépendamment de ce que nous faisons avec les immigrants), si nous n'enlevons pas les privilèges de la nation opprimante, c'est-à-dire la nation canadienne-anglaise.

Bien que le Front Commun pour la Défense de la Langue Française (FCDLF) soit parmi les plus fervents partisans d'une intégration scolaire réelle, nous sommes carrément contre toute extension et application du Bill 63 et de sa politique linguistique "bilingue". Le bilinguisme légalisé par le Bill 63 est un bilinguisme à sens unique, se transformant rapidement en unilinguisme anglais. Tant que le Bill 63 ne sera pas aboli, nous nous opposerons à toute restructuration scolaire, y compris, bien sûr, le Bill 28.

## Les revendications

Tant que la politique linguistique du gouvernement demeure celle légiferée par le Bill 63, nous nous opposons à toute législation qui touche la langue française, directement ou indirectement. Le Bill 28 est un autre bill de colonisés qui aide à garder le peuple québécois soumis et à genoux, en faisant de l'Ile de Montréal un territoire "bilingue". Selon les experts, la ville de Montréal, métropole de la nation, devient de plus en plus anglaise. D'ici 15 à 20 ans, elle sera une ville à majorité anglophone, et sans l'aide du Bill 28!

Le FCDLF est en faveur d'une intégration scolaire qui sert à la défense de la langue française et non à sa destruction. D'abord il faut abroger la Loi 63, adoptée à la hâte en 1969 malgré une massive opposition dans la rue.

Une fois le Bill 63 annulé, le FCDLF est en faveur d'une loi concernant la restructuration des commissions scolaires sur l'île de Montréal qui réclame:

a) unification complète de chaque commission scolaire sur l'île, sans les structures et postes parallèles anglophones et francophones préconisés dans le Bill 28.

b) que le Conseil scolaire et les commissions scolaires soient unilingues françaises.

c) que le français soit la seule langue officielle des communications écrites et parlées dans l'administration scolaire sur l'Ile de Montréal.

d) que le français soit la seule langue d'enseignement dans les écoles de Montréal subventionnées par l'Etat. Toute école anglaise devrait être financée privément par ceux qui la fréquentent. Toute école anglaise qui désire demeurer dans le système publique intégré, participera au programme de transformation qui durera 5 ans. Durant cette période, les écoles anglaises deviendront progressivement françaises avec une instruction linguistique adéquate, qui assurera aux élèves une pleine participation à la vie québécoise. Cinq ans après l'adoption de cette loi sur la réstructuration scolaire, toute école subventionnée par l'Etat sera française. L'anglais pourra être enseigné comme langue seconde, tout comme le français aux écoles du Canada-anglais.

e) que tous les commissaires soient élus démocratiquement -- aucune nomination "d'en haut".

f) que toute réference et tout renvoi au lieutenant-gouverneur en conseil soit biffé. Le lieutenant-gouverneur représente la Reine d'Angleterre qui fera encore moins que le gouvernement québécois pour défendre la langue française. La défense de la langue française est l'affaire des Québécois, et non de la Reine d'Angleterre et de ses représentants!

## Actions futures

Bien que le Front Commun pour la Défense de la Langue Française ait peu d'argent et aucun porte-parole à l'Assemblée nationale, nous avons l'appui de milliers d'étudiants et d'ouvriers québécois qui sont prêts à descendre dans la rue pour défendre leur langue. Nous allons convoquer une conférence nationale au mois de janvier pour lancer une campagne de masse pour l'abolition du Bill 63 et pour le gel de toute autre législation qui touche la langue jusqu'à ce qu'il soit annulé. Cette conférence lancera une action de masse qui aura lieu au mois de mars, 1972. Notre manifestation du 16 octobre ne fut que le début de la lutte du FCDLF pour un Québec français!

Au lieu de passer son temps et dépenser notre argent pour s'assurer que "les droits de la minorité anglophone seront intégralement respectés", le gouvernement ferait mieux de traduire quelques manuels scolaires pour les élèves francophones. Nous avons l'intention d'obliger le gouvernement à Québec de défendre notre langue, en mobilisant de plus en plus de Québécois dans la rue.

# A l'assemblée d'éducation socialiste




Manon Léger, présidente de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action, explique la nécessité de l'indépendance du Québec à une assemblée de socialistes duCanada anglais. Plus de 450 personnes participent à la conférence, convoquée par la LSO/LSA et la Ligue desJeunes Socialistes/Young Socialists, qui a eu lieu du 20 au 25 août à Waterloo, Ont. Une conférence québécoiseparallèle réunissait 75 personnes à Montréal le 30 juillet - 1er août.

# "Abrogation des lois sur l'avortement"

par Louise Léger

Une campagne pour l'abrogation des lois sur l'avortement est en pleine montée. Trois conférences sont déjà en préparation pour planifier le côté québécois et canadien des actions internationales pour le droit à l'avortement cet automne. Ces conférences auront lieu le 1-2 octobre à Montréal, à Vancouver et à Toronto.

Les conférences auront comme but de réunir le plus grand nombre de femmes afin de planifier des actions de masse pour la campagne.

Ceci répond à l'appel d'un ralliement qui a eu lieu du 16 au 18 juillet, à New York et qui a regroupé 1,000 femmes de 253 organisations différentes. Des femmes de toutes les parties des Etats-Unis, de France, d'Allemagne, de Suède, du Canada et du Québec étaient présentes et ont décidé une action de masse le 20 novembre.

Au Québec le sentiment pour l'abrogation des lois sur l'avortement est de plus en plus grandissant. La situation des Québécoises est d'autant plus accentuée parce que la loi fédérale permet aux hôpitaux catholiques francophones de se servir de cette loi pour empêcher les femmes d'avoir un avortement légal. Il y a au moins 20,000 femmes au Québec qui subissent des avortement illégaux.

Selon des statistiques officielles en 1970 sur 534 avortements thérapeutiques 5 seulement ont été faits dans des hôpitaux francophones.

Des milliers de Québécois sont obligées d'avoir recours à des avortements de boucheries car les hôpitaux (à cause de cette loi) refusent de donner des soins médicaux corrects aux femmes qui demandent un avortement.

Seuls les avortements thérapeutiques sont acceptés et encore il faut voir les statistiques pour reconnaître que cette loi discriminatoire est appliquée selon les bons vouloirs de ceux qui en ont le pouvoir. Ce qui veut dire que les femmes ne peuvent pratiquement mettre fin à une grossesse non voulue que par des moyens inhumains, risquant à chaque fois des répercussions néfastes physiques, morales ou la mort.

Il est certain que ce sont les femmes de la classe ouvrière qui sont les plus touchées par cette situation. Car les femmes de milieux plus favorisés peuvent se payer un voyage dans un autre pays et avoir un avortement. Même si toutes les femmes sont aux prises devant le même problème, toujours la femme ouvrière en est le plus touchée.

Qui a donc ce pouvoir de maintenir les femmes dans de telles situations? Une loi restrictive discriminatoire inhumaine, cette loi est fédérale et appliquée au Québec.

L'abrogation des lois sur l'avortement est une question de vie ou de mort pour nos soeurs. Nous voyons des milliers de femmes mourir chaque année d'avortements de boucheries, obligées par des lois inhumaines à avoir recours à ces avortements de boucheries et en ressortent marquées physiquement, moralement ou en meurent. Nous ne pouvons accepter plus longtemps une telle situation imposée par des lois discriminatoires.

Cette question d'avortement est la question-clé présentement pour le mouvement de libération de la femme. Ce n'est qu'un point de départ pour d'autres luttes contre notre oppression. Toutes les femmes sont atteintes indépendamment de leur religion, de leur instruction, de leur âge ou du niveau social. Nous devons avoir le plein contrôle de notre vie, de notre corps et nous obtiendrons ce droit fondamental.

Nous réclamons l'abrogation des lois sur l'avortement et le retrait de toutes les lois sur les contraceptifs.

Au Québec un front commun a été initié par le Mouvement d'action pour la Libération de la Québécoise et le Woman's Action Movement. Une réunion le 8 septembre réunira plusieurs organisations en vue de la préparation de cette conférence qui se tiendra les 1 et 2 octobre. Telle a été la résolution de la première réunion de ce front commun.

Au Canada anglais la première réponse pour cette campagne est très enthousiaste. Déjà 2 coalitions de femmes pour l'abrogation des lois sur l'avortement sont formées en Ontario et à Vancouver, avec une liste de plus de 25 organisations qui appuient cette campagne.

Aux Etats-Unis le point culminant de cette campagne sera le 20 novembre où il y aura une grande action de masse à San Francisco et à Washington. Une grande manifestation qui aura comme mission d'unir toutes les femmes et de réclamer le retrait des lois sur l'avortement, contre la stérilisation forcées et le retrait de toutes lois sur les contraceptifs.

La campagne aura plus qu'un impact national mais s'étendra internationalement : car cette oppression chaque femme de tous les pays en souffre en tant que femme.

L'avortement c'est notre affaire et c'est à nous, mes soeurs, d'agir en sorte d'obtenir ce droit fondamental du contrôle de notre corps. Nous ne voulons plus la mort de nos soeurs. Nous voulons le retrait des lois sur l'avortement et sur les contraceptifs. Nous sommes 50% de la population, nous avons des droits et nous les gagnerons.

Pour gagner il faut agir ; pour agir il faut s'unir. Venez aux réunions du front commun en vue de cette conférence. Prochaine réunion le 8 septembre à 8 heures p.m. au 3553 St-Urbain. Pour plus d'information, tél. 467-1945 ou 526-1591.

# Les homosexuels protestent contre l'oppression sexuelle

Quel étonnement : un contingent d'homosexuels participe à la manifestation du 1er juillet pour l'indépendance du Québec !

Mais qu'ont-ils donc à faire ici ? Comment, des gens aussi "déchus" peuvent-ils lutter pour l'indépendance et oser s'identifier publiquement, avec pancartes, tracts, et donner un discours à la fin de la manifestation ?

Ces questions, et les préjugés, qu'elles reflétaient, sont venus à l'esprit de beaucoup de personnes.

Ce petit groupe d'hommes et de femmes homosexuels, membres du Front de Libération Homosexuel (FLH), voulaient ajouter leur propre contenu à la lutte de libération nationale qui, pour eux, signifie la libération pour tous les Québécois de toutes formes d'oppression, y compris l'oppression sexuelle.

**par Claude Arsenault**

Non, le mouvement de libération homosexuel n'est pas une plaisanterie. C'est déjà un mouvement très étendu ; depuis deux ans, de nombreux groupes "gay liberation" se forment à travers toute l'Amérique du Nord. Ils ont déjà organisé plusieurs actions qui regroupaient souvent plusieurs milliers de personnes dans la rue. La marche du 28 août à Ottawa sera la première manifestation homosexuelle au Canada. Cette marche rassemblera des groupes de plusieurs villes, dont celui de Montréal. Ils réclameront l'égalité des droits avec les hétérosexuels. Cette date coïncide avec le deuxième anniversaire du bill omnibus qui, bien qu'il ait retiré les pénalités contre les actes homosexuels faits en privé, entre adultes consentants, n'a pas du tout accordé l'égalité aux homosexuels, qui sont deux millions au Canada.

L'oppression contre les homosexuels se manifeste sous des formes multiples. Il y a d'abord les lois qui considèrent toute expression d'affection homosexuelle, se promener bras dessus bras dessous sur la rue par exemple, comme un crime. Chaque jour des homosexuels sont victimes de ces lois. Le plus souvent ce sont les agents provocateurs de l'Escouade de la moralité qui les incitent à poser un geste jugé criminel. Pour la religion ce sont des pervertis ; pour la plupart des psychiatres, ce sont des malades ; et partout, à l'école, au travail, dans les familles, etc., on nous apprend, de pair avec une éducation anti-sexuelle, à craindre et à discréditer l'homosexualité.

Ces préjugés n'ont aucun fondement. L'homosexualité a existé pendant toute la durée de l'histoire humaine. La Grèce antique, où elle était chantée dans les oeuvres d'art et littéraires, est un des exemples frappants. Les ethnologues la retrouvent dans la plupart des tribus indigènes ; ainsi, les Karaki de Nouvelle Guinée, considèrent un homme anormal s'il n'a pas des relations homosexuelles avant le mariage.

La plupart des sociétés humaines ont, soit encouragé, soit toléré l'homosexualité. La société actuelle non seulement décourage le comportement homosexuel mais elle prend une position extrême : elle condamne toute forme d'expression homosexuelle pour chaque sexe et chaque âge.

Aujourd'hui les homosexuels reprennent confiance et fierté en eux-mêmes. Ils créent leur propre mouvement de libération pour mettre fin à leur oppression. Il n'est plus question pour eux de s'adapter à cette société aliénante ; celle-ci ne s'intéresse nullement aux besoins humains fondamentaux. Au contraire, elle détruit la vie en propageant la guerre et la faim au nom du profit sacré des capitalistes.

Les homosexuels, dans le cours de leur lutte, constitueront, au coeur même de cette société, un instrument important de la libération humaine et de la révolution sexuelle.

libération

# Compromis secrets entre Washington et Pékin

Les gouvernements de la Chine et des Etats-Unis ont annoncé le 15 juillet leur accord pour que le président Nixon visite la Chine avant mai 1972.

Quelles sont les implications pour la politique mondiale de l'invitation de Mao au président Nixon, et l'acceptation de ce dernier ?

Premièrement on peut dire sans se tromper que l'administration Nixon ne s'opposera plus à l'entrée de la République Populaire de Chine aux Nations Unies.

Deuxièmement du fait de la campagne 1972 pour sa réélection, le président Nixon pourrait bien annoncer la reconnaissance américaine formelle du gouvernement Mao.

Pour l'impérialisme américain ceci ne représente pas tellement des concessions comme des gains. En fait ces changements ont été depuis des années réclamés par un secteur de la classe dirigeante américaine.

Pour la Chine, la reconnaissance américaine a certains avantages. Dans l'arène du monde diplomatique, ceci signifie un prestige accru et un plus grand poids. Egalement les gains économiques seront considérables, les plus immédiats étant un accès plus large au marché mondial et des possibilités accrues pour l'obtention de matériaux sérieusement nécessités.

A l'échelle internationale le mouvement trotskyste mondial, la IVe Internationale fut toujours dans les premiers rangs de la lutte pour la reconnaissance par tous les pays capitalistes de la République Populaire de Chine.

Mais tout en se réjouissant du gain momentané de la Chine, représenté par le tournant américain en matière de politique étrangère, les révolutionnaires ont le devoir d'examiner les circonstances dans lesquelles ceci s'est produit — Pourquoi le changement à ce moment précis ?

La raison est assez claire. Le régime Mao a indiqué à Nixon sa volonté de l'aider au Vietnam. En bref, Pékin travaille à trahir les révolutions dans la meilleure tradition de leur maître en cet art, leur guide et leur enseignant — Staline.

Les preuves ne pourraient être plus palpables. Pékin s'est déclaré carrément contre le peuple bengali qui s'était soulevé unanimement contre la dictature de Yahya Khan. Pékin a fourni armes et argents à la dictature pour écraser la rébellion. La même chose s'est produite avec la rébellion au Ceylan.

Pas même Nixon ne pourrait mal interpréter ce langage — s'il n'avait pas tout à fait saisi la signification de la politique conséquente de Mao au long des années, cherchant des alliances avec les secteurs "progressifs" de la bourgeoisie coloniale, une politique qui a aidé à paver le chemin pour la débâcle en Indonésie (1965) et l'assassinat de combien de millions de communistes indonésiens.

Il semble que Mao et Chou ont démontré ce qu'ils étaient prêts à faire au Vietnam ; sinon pourquoi la diplomatie secrète ?

Même lorsque Kissinger était à Pékin, un autre diplomate ignorant qu'un agent de Nixon était en ville, recevait des directives de Chou en Lai qui ont fait les premières pages des journaux à travers le monde.

Whitlam, dirigeant de l'opposition, le parti travailliste, en Australie, envoyait un télégramme au Premier Ministre McMahon d'Australie disant que le premier ministre Chou en Lai l'avait informé d'une conversation voulant que le gouvernement Mao soit prêt à participer à une nouvelle conférence de Genève.

C'était à la conférence de Genève en 1954 que les Vietnamiens furent dupés de leur victoire sur l'impérialisme français. Le pays avait été divisé en deux et la base avait été jetée pour installer un régime fantoche à Saigon.

L'implication claire de la conversation de Chou avec Whitlam est que le régime Mao est prêt à participer à une nouvelle conférence de Genève qui laisserait encore pour l'impérialisme US une tête de pont quelconque en Indochine.

Ceci est précisément ce que Nixon voulait accomplir — un genre d'accord comme celui de Corée.

Pékin pourrait évidemment mettre énormément de pressions sur Hanoi pour accepter un tel marché, alors qu'une bonne partie des armes et des matériaux requis pour se maintenir dans la lutte contre l'agression U.S. provient de la Chine, ou à travers celle-ci de Moscou.

Il reste à voir si la proposition de Chou pour monter une autre conférence de Genève sera acceptée ou par Hanoi ou par les combattants de la liberté en Indochine.

De toutes façons les effets contre-révolutionnaires de l'invitation de Mao à Nixon furent immédiatement apparents.

Si Nixon refuse toujours de retirer les troupes, une nouvelle question peut être mise de l'avant : Quel compromis secret ont déjà fait Nixon et Mao ?

Une demande nouvelle peut dès lors etre entendue de par le monde : que l'on publie le dossier de la discussion de 24 heures de Kissinger avec Chou en Lai !

libération

# Manifestations anti-guerre le 6 novembre

par John Lejderman

Le Comité Québécois Contre la Guerre d'Indochine a repris l'appel lancé par le mouvement anti-guerre américain et projette une manifestation le 6 novembre à Montréal, la date choisie pour la journée internationale de protestation.

L'Australie et la Nouvelle Zélande ont annoncé le retrait de leurs troupes du Vietnam, ce qui démontre pour ceux qui en doutaient encore, que les manifestations peuvent avoir un effet.

Aujourd'hui le gouvernement Nixon fait face à un sentiment grandissant pour le retrait immédiat. Il se voit acculé à chercher à gagner du temps pour trouver une issue. L'annonce bien orchestrée de la visite prochaine de Nixon en Chine en est une tentative.

Nixon, nous ferait-on croire, va pouvoir marchander avec les Chinois pour imposer une solution aux Vietnamiens. Mais les Vietnamiens ont déjà dit qu'ils n'accepteraient pas de "solutions" négociées par les grandes puissances qui ignorent leur droit à l'auto-détermination.

Leur position de principe reste le retrait total et inconditionnel des forces américaines. La meilleure aide que nous pouvons apporter aux Vietnamiens à cette heure de manoeuvres diplomatiques, est encore d'exiger le retrait immédiat des troupes américaines d'Indochine.

Les mesures d'austérité annoncées par Nixon, et nécessitées en grande partie par les énormes dépenses de guerre, ne peuvent qu'attiser le sentiment anti-guerre aux Etats-Unis, un sentiment déjà surchauffé par les révélations des documents secrets du Pentagone.

Le 6 août à Toronto s'est tenue la première conférence anti-guerre nationale du Canada anglais autour de la complicité du Canada au Vietnam. Quelque 170 personnes provenant de 23 villes y ont adopté que le gouvernement canadien émette une déclaration condamnant l'aggression américaine au Vietnam et exigeant le retrait immédiat des forces US de l'Asie de Sud est, et qu'Ottawa dise la vérité sur le rôle du Canada au Vietnam. "Que les dossiers du Département d'Affaires Extérieures soient ouverts et de l'Agence Canadienne du Développement International.

Parmi les autres demandes adoptées par cette conférence on note: Retrait immédiat de la Commission Internationale de Contrôle et sa dissolution. Retrait de toute alliance militaire avec les Etats-Unis. Déclaration d'un embargo sur l'expédition d'armes et de produits stratégiques aux Etats-Unis. Fin à toute recherche pour les forces armées américaines ! Fin aux Accords sur le partage de la production de défense militaire !

La conférence a décidé qu'une délégation irait à Ottawa le 13 octobre, qu'il y aurait un jour d'action étudiante le 3 novembre soulignant la question de la complicité des campus en ce qui a trait à la recherche militaire. Toutes ces actions devraient culminer dans des manifestations de masse dans toutes les grandes villes du Canada le 6 novembre.

En tant que Québécois, il est d'une importance capitale que l'on réponde à l'appel du Comité Québécois contre la Guerre. Si les vietnamiens ne peuvent décider eux-mêmes de leur destin, les Québécois ne le pourront pas non plus. Leur lutte pour leur libération nationale est également la nôtre et leur victoire, une victoire pour nous.

La dernière mobilisation anti-guerre du 24 avril à Montréal a démontré un sentiment anti-guerre croissant parmi les masses québécoises. Ceci n'est que le début.

Notre défense, la défense du Québec, ne réside pas dans la fortification des guerres meurtrières américaines contre la décolonisation du tiers monde, mais au contraire, dans l'indépendance du Québec et dans notre alliance avec les Vietnamiens, les Cubains, les Palestiniens, les Irlandais et les Noirs américains et tous les peuples qui luttent pour leur indépendance nationale.

Préparons-nous, mobilisons - nous pour le 6 novembre, jour d'une manifestation monstre pour le retrait des troupes E-U, pour le droit à l'autodétermination !






Linda Jenness et Andrew Pulley, candidats du Socialist Workers Party à la présidence et à la vice-présidence des USA.

# Candidats socialistes contre Nixon et Agnew

**par Léon Peillard**

"L'imposition soudaine par le président Nixon d'un gel des salaires pour une période d'au moins 90 jours, doublé de sa tentative d'abroger le droit de grève, constitue une attaque directe contre les droits et le niveau de vie des travailleurs américains.

"Afin de répondre à cette attaque, le mouvement ouvrier doit appeler son propre congrès ouvrier afin d'ébaucher un programme d'action pour combattre le gel des salaires."

C'est ce que déclarait Linda Jenness, militante bien connue des mouvements de libération de la femme et anti-guerre américains, et candidate du Socialist Workers Party, le mouvement trotskyste américain, aux élections présidentielles américaines de 1972, lors d'une conférence de presse tenue à New York le 24 août dernier.

Pour Jenness, les nouvelles mesures économiques de Nixon sont avant tout une tentative de faire payer les travailleurs américains pour la guerre injuste que Washington mène en Indochine.

Si le gel des salaires est réel, le "gel" des prix, lui, n'est qu'un leurre. "Le gouvernement n'a même pas mis sur pied l'appareil nécessaire pour tenter de contrôler les prix. Et même s'il le faisait, il ne pourrait ni ne voudrait imposer un tel "gel". Les corporations trouveront mille moyens de contourner le "gel" — et les ouvriers verront les prix monter alors que leurs salaires resteront gelés."

Républicains comme Démocrates se sont enlignés derrière Nixon "à 100%". "Aucun de ces 2 partis n'a jamais représenté les travailleurs ou n'importe quel autre secteur opprimé ou exploité de la population." Les syndicats américains, qui ont jusqu'à date appuyé le parti Démocratique, doivent, selon Jenness "rompre avec cette politique sans issue... et organiser leur propre parti qui luttera pour les intérêts des travailleurs et de tous les opprimés."

C'est pour amener la réalisation d'une telle perspective et pour mettre de l'avant "d'autres revendications destinées à mobiliser tous ceux qui souffrent de l'oppression de la discrimination et de l'exploitation capitaliste" que le SWP entend lutter lors de cette campagne électorale.

La campagne du SWP fut officiellement lancée le 12 août dernier lors d'un rallye enthousiaste regroupant plus de 1,200 personnes. Le lancement de la campagne fut largement couvert par la télévision et la presse américaines, consacrant ainsi la renommée nationale que s'est méritée le SWP au cours des dernières années par le rôle qu'il a joué dans divers mouvements de masse aux E.-U. En plus d'une campagne présidentielle centrale, le SWP entend présenter des candidats locaux dans plus de la moitié des 50 Etats américains.

libération



Bernadette Devlin, militante nationaliste de l'Irlande du Nord, faisait appel le 13 août pour l'unification du nord et du sud dans une république des travailleurs.

# L'Irlande du Nord proie des britanniques

3 SEPT. — Malgré trois semaines d'assauts sauvages contre les ghettos catholiques de l'Irlande du Nord, l'armée britannique n'a pas pu briser la résistance de la population nationaliste.

Ce qui a provoqué les luttes armées les plus intenses depuis le partage de l'Irlande il y a 50 ans, ce fut la décision d'arrêter plusieurs centaines de présumés sympathisants de l'Armée républicaine irlandaise, organisation révolutionnaire nationaliste, et de les détenir sans accusation ni procès.

La minorité catholique de l'Irlande du Nord a réagi avec hostilité aux demandes de Falkner, le premier-ministre de l'Irlande du Nord, pour l'appui de ses mesures. Leur réaction a démontré une opposition montante à la présence des troupes britanniques que certains ont ouvertement saluées comme protecteurs lorsqu'elles furent envoyées la première fois en 1969.

La minorité catholique a également vu la présumée attaque contre l'IRA comme étant une attaque contre la communauté catholique elle-même. Une sympathie pour l'IRA a crû considérablement au cours des deux années passées.

La réponse principale aux derniers assauts britanniques sur la population catholique de l'Ulster était une campagne de résistance passive entreprise par l'IRA officielle. La campagne consiste en l'arrêt de travail, de refus de payer les loyers, et de la retenue de taxe.

La presse a généralement tenté d'expliquer la crise actuelle comme étant le surchauffement de différents religieux irlandais. Une telle explication est superficielle. L'issue réelle est non pas la religion mais une combinaison complexe de facteurs politiques et économiques.

Alors que les différends religieux sont réels, ils ne sont pas naturels mais le sous-produit de la conquête britannique de l'Irlande.

La minorité catholique en Irlande du Nord sont les descendants de la population natale qui n'a jamais accepté les résultats de la conquête. Les Britanniques, de leur côté, ont continué de maintenir le contrôle en assurant l'ascendance protestante en Irlande du Nord et de cette façon ont aidé à intensifier les divisions religieuses.

Le résultat est une division de caste dans la classe ouvrière avec les protestants représentant la section qualifiée et ayant des privilèges.

Dans un tel contexte même de petits différends telle que l'opportunité d'avoir un emploi prennent une plus grande importance qu'ils en prendraient autrement. Dans un pays où le taux de chômage de 8.7% est le double de la moyenne pour tout le Royaume-Uni c'est la minorité catholique qui est la plus sévèrement affectée. A part la discrimination au niveau des emplois, la minorité catholique est également discriminée dans le domaine du logement et dans le droit de vote.

Jean-Paul Desbiens, éditorialiste à *La Presse*, a bien exprimé le point de vue de la classe dirigeante canadienne le 11 août en s'opposant à un retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord.

Il y a une certaine analogie entre le Québec et l'Irlande, disait-il. Si on permet aux Irlandais de régler leurs affaires seuls, comment pourrait-on s'opposer à ce que les Québécois fassent la même chose ?

En fait, une victoire de la lutte irlandaise avancerait également le mouvement pour l'indépendance au Québec.

Espérons que la gauche québécoise exprimera une ferme solidarité avec le mouvement national irlandais.

La manifestation de la Ligue Socialiste Ouvrière du 13 août au consulat britannique à Montréal a lancé des revendications justes.

"Fin à l'internement préventif — Libération de tous les prisonniers politiques — Retrait immédiat des troupes britanniques — L'autodétermination pour l'Irlande."

libération

# L'économie impérialiste en crise

par Ernest Mandel

*Le président Nixon a annoncé le 15 août ses mesures pour rétablir la suprématie économique de l'impérialisme américain. Sa politique comprend un gel des prix et des salaires, des mesures fiscales qui favorisent les grandes monopoles, une surtaxe sur les impôts pour protéger l'industrie E-U de la concurrence étrangère, et l'inconvertibilité du dollar en or.*

*Pour les socialistes, ces événements sont une preuve de l'instabilité grandissante de l'économie capitaliste mondiale.*

*Ernest Mandel, économiste de renommée mondiale et théoricien trotskyste, analyse ici la vraie signification des mesures Nixon et de la chute du dollar. Nous avons légèrement abrégé son texte.*

L'analyse marxiste de la nature de classe de l'Etat américain, de la nature fondamentale du système capitaliste, se trouvent confirmées une fois de plus. La bourgeoisie américaine défend ses intérêts de classe, et non l'idéal de liberté. Cette défense s'effectue aujourd'hui non seulement contre les Etats qui ont échappé au



Ernest Mandel

système impérialiste et contre la révolution coloniale qui menace d'entraîner quelques nouveaux pays dans la même voie.

Elle frappe l'ennemi historiquement le plus redoutable de Wall Street : le prolétariat américain. Elle bouscule ses "alliés" les plus chers, à savoir les concurrents les plus efficaces : le Japon, l'Allemagne occidentale. La "liberté", y compris la fameuse liberté de commerce, est accrochée en passant, comme c'est toujours le cas lorsque le système fondé sur la propriété privée, c'est-à-dire la concurrence et l'anarchie, est secoué par une crise sérieuse.

Depuis trois ans et demi, on assiste à une lente agonie du système monétaire international fondé à Bretton Woods, sous le signe de la suprématie du dollar. Ce système essayait d'échapper au dilemme avec lequel l'économie capitaliste était confronté depuis le début de sa crise historique de déclin, la première guerre mondiale : Ou bien fidélité à l'étalon-or, et crises de surproduction de plus en plus catastrophiques : Ou bien abandon de l'étalon-or et repli vers le nationalisme économique, le protectionnisme et les devises inconvertibles, ce qui entraîne des conséquences non moins désastreuses pour le commerce capitaliste international.

La solution consistait à fonder les devises capitalistes à la fois sur l'or et sur le dollar, de conserver des taux de change stables, et d'instaurer des règles flexibles tolérant en fait une inflation permanente, surtout lorsque la crise de surproduction menaçait, pour éviter un nouveau 1929.

Aussi longtemps que l'inflation resta modérée, et que le dollar perdait son pouvoir d'achat à un rythme plus lent que les devises des autres puissances impérialistes importantes, le système fonctionna à la satisfaction de tous les impérialistes.

Les choses ont commencé à se gâter non pas parce qu'il y a inflation de dollars : celle-ci existe sans interruption depuis plus de trente ans. Elles ont commencé à se gâter lorsque la perte de pouvoir d'achat du dollar a dépassé celle de quelques autres devises, lorsque les avoirs en dollars du reste du monde ont crû sans proportion commune avec le stock d'or des Etats-Unis, en rapide déclin.

A partir de ce moment, il était clair que la dévaluation du dollar interviendrait tôt ou tard. La bourgeoisie internationale — y compris une bonne partie de la grande bourgeoisie américaine, directement par ses sociétés multinationales, ou par personnes interposées — a commencé à se couvrir contre cette éventualité. En langage clair cela s'appelle spéculer sur une dévaluation du dollar. Et dans une économie de marché, lorsque beaucoup de capitalistes se couvrent contre une éventualité, ils la précipitent à coup sûr.

Le véritable changement décidé le 15 août réside dans la dévaluation de fait du dollar, non par rapport à l'or mais par rapport aux autres devises du monde impérialiste. La décision de Nixon de laisser "flotter" le dollar signifie en réalité la décision de déprécier le dollar par rapport à ces devises. Car une fois le libre jeu de l'offre et de la demande instauré sur le marché des changes, ce résultat est inévitable dans l'état actuel de l'inflation américaine, comparée à celle des principaux concurrents des Etats-Unis.

Dans beaucoup de milieux capitalistes européens — à commencer par les milieux gaullistes français — on flétrit la dévaluation du dollar comme un mauvais coup contre le commerce de l'Europe et du Japon. Il est certain que le but immédiat de Nixon gagne sur le compte "marchandises," il le perd sur le compte "capitaux". Dorénavant, il lui faudra plus de dollars pour acheter une usine en Europe. Et un capitaliste allemand ou japonais pourra acheter une usine aux Etats-Unis avec moins de DM et moins de *yen*.

Voilà pourquoi l'impérialisme américain a si longtemps résisté contre la tentation de dévaluer.

Le fait qu'après vingt années d'expansion du commerce capitaliste international — qui, faut-il le rappeler, est de nature protectionniste : favoriser les exportations américaines ; rendre plus difficiles les importations aux Etats-Unis.

Mais ces mêmes milieux oublient qu'en régime capitaliste, la monnaie n'est pas seulement moyen d'échange mais encore moyen de paiement. Les dollars ne servent pas seulement au commerce mondial ; ils servent aussi à l'exportation des capitaux.

Ce que le capitalisme américain a conduit celui-ci seulement en 1965 à l'équivalent des exportations par tête d'habitant de l'année 1913 — on soit de nouveau en pleine anarchie, insécurité et désordre, en dit long sur la crise historique insolvable qui secoue ce système qui se survit par la faute des directions ouvrières traditionnelles en Occident !

Marx se plaisait à répéter que les phénomènes monétaires n'étaient que le reflet de la vie économique, et que ceux qui voulaient expliquer les crises essentiellement par ces phénomènes, prenaient l'apparence pour la réalité. Cette constatation reste plus valable que jamais.

Si le dollar se déprécit, si le système monétaire international échafaudé à Bretton Woods s'effondre, ce n'est pas avant tout parce qu'il y a des spéculateurs méchants, des créditeurs trop imprudents ou des banquiers trop prudents (surtout chez le voisin !).

C'est parce que le système économique est malade dans son ensemble.

La cause fondamentale de l'inflation, c'est l'endettement des Etats, des firmes et des consommateurs. Cet en-

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

dettement ne cesse de se gonfler depuis 1940 (celui des Etats depuis 1914). Sans cet endettement et cette inflation permanente, l'expansion, le plein emploi, la croissance économique, sont dveenus impossibles dans le capitalisme en déclin. L'économie d'armements est la base de l'endettement des Etats. Le crédit hypertrophié est la base de l'endettement des privés.

Depuis trente ans, la "prospérité" néocapitaliste vogue sur un océan de crédit. Les vagues de cette inflation devaient tôt ou tard engloutir le navire. La chute du dollar révèle que les "stabilisateurs" construits avec tant de peine ne résistent plus au choc de ces vagues de plus en plus puissantes.

Pour qu'il y ait prospérité capitaliste, il faut deux conditions : un taux de profit en hausse et un marché en expansion. La logique du capitalisme veut que ces conditions ne coïncident qu'à certains moments ; leur coïncidence temporaire crée elle-même les conditions de leur divorce ultérieur. Cela se produit momentanément au cours de chaque cycle. Céla se produit, périodiquement, à une échelle plus générale et plus durable. A partir de 1966, nous sommes entrés en une longue période où cette coïncidence est de plus en plus sapée.

Pour sortir de la récession qui frappe depuis deux ans l'économie américaine, Nixon détaxe les bénéfices et les investissements industriels et les banquiers, ainsi que pas mal de politiciens "libéraux", applaudissent : ce qui est bon pour le profit est bon pour les Etats-Unis. Qui donc oserait penser autrement au paradis de la "libre entreprise" ?

Les syndicalistes ultra-modérés comme George Meany protestent sous la pression de la base. Où est le blocage des dividendes et des profits non-distribués, pour faire contre-poids au blocage des salaires ? Où sont les garanties contre les hausses des prix ? Où est la compensation des pertes de pouvoir d'achat *passées,* déjà subies par les salariés ?

Mais ces protestations ne signifient pas seulement que les travailleurs américains vont se battre plus durement pour défendre leur *standing* menacé par l'inflation, les impôts, les conséquences de la guerre du Vietnam et les répercussions de la façon dont le patronat américain veut riposter à la concurrence internationale. Elles ne signifient pas seulement des grèves plus dures et plus longues. Elles impliquent surtout un nouveau rétrécissement du marché intérieur américain (les réductions de dépenses publiques et le renchérissement des produits importés agissent dans le même sens de réduire le pouvoir d'achat global en pleine récession). Comment éponger dans ces conditions le chômage ? D'ailleurs, le patronat ne désire-t-il pas au fond conserver ce chômage pour peser sur les salaires ? Mais comment dans ces conditions assurer une véritable relance de l'économie (et subsidiairement : assurer la réélection de M. Nixon l'an prochain) ?

Il est exclu que l'inflation s'arrête. Une récession qui menace de se généraliser, le chômage qui s'étend, une capacité excédentaire qui frappe une demi-douzaine d'industries-clés ne se combineraient avec un arrêt de l'inflation qu'au prix d'un nouveau 1929, prix qu'aucune puissance impérialiste n'est prête à payer.

Mais l'inflation persistante jointe à la concurrence internationale exacerbée, cela signifie une dégradation du système monétaire international qu'on ne pourra plus arrêter. Cela signifie l'impossibilité d'un accord inter-impérialiste pour une nouvelle monnaie de réserve internationale suffisante, et donc un risque certain de ralentissement de la croissance du commerce international, donc renversement accentué de la tendance expansionniste 1945-1965.

Avec l'ébranlement du dollar, ce n'est ni seulement un symbole ni seulement un système monétaire qui se trouvent dévalués. C'est l'ensemble du système capitaliste international qui sort d'un long cycle d'expansion, pour entrer dans un long cycle à croissance beaucoup plus lente, à crises beaucoup plus multiples.

En fait, depuis la récession allemande de 1966-67, l'économie capitaliste internationale n'a plus vécu une seule année de prospérité universelle. Il n'y a pas eu une seule année sans récession ou crise monétaire quelque part. Le carrousel ne fait que commencer. Les longs cycles durent en moyenne 20 à 25 ans . . . Si les travailleurs le veulent, ils se donnent une nouvelle direction révolutionnaire à la hauteur de cette tâche, ce cycle peut déboucher sur la victoire du socialisme en Occident. Si par manque de direction adéquate leurs luttes s'achèvent dans des défaites, alors le capitalisme cherchera à résoudre sa crise structurelle sur leurs os et dans le sang, comme il l'a fait au cours des années '30 et '40. La crise qui a commencé est donc promesse et avertissement.



**Les mesures économiques de Nixon secouent l'économie capitaliste mondiale. Ici le tumulte atteint la bourse de Tokyo.**

## Les trotskystes canadiens

# 50 ans de socialisme révolutionnaire

**par Ross Dawson**

Il y a cinquante ans, ce mois-ci, un groupe de révolutionnaires, venus de tout le Canada, se rencontraient dans une grange des environs de Guelph, en Ontario.

C'est là que, sous la bannière de la Troisième Internationale — dirigée par Lénine — ils lancèrent la première campagne sérieuse en vue de la construction d'un vrai parti révolutionnaire, le seul capable de mener le Canada au socialisme. Au printemps suivant, le groupe adopta le nom de Parti des Travailleurs du Canada ; l'année suivante — à l'expiration de la loi répressive qui interdisait ces partis — il prit celui de Parti Communiste du Canada.

Les participants étaient confiants et déterminés. Dans la période qui suivit la Première Grande Guerre Ils avaient acquis une expérience qui dans les syndicats, au Parleemnt, en milieu d'extrême-gauche, ou sectaire, ou opportuniste, dans tous les milieux qui entamèrent le professus de radicalisation — qui aboutit aux politiques du socialisme scientifique des Bolcheviks.

La personnalité la plus respectée du groupe, Jack MacDonald, — un modeleur de son métier, un chef syndical de renom et un orateur très populaire — fut élu secrétaire-exécutif à l'unanimité. Il assuma cette responsabilité durant les huit années, cruciales, qui suivirent.

Le théoricien du groupe et son meilleur orateur et rédacteur fut Maurice Spector, qui, en 1928, devait devenir le premier Canadien à être élu au Comité exécutif de la Troisième Internationale.

Les autres personnalités étaient Jack Kavanagh, un socialiste de renom de la Colombie-Britannique, Malcolm Bruce, un syndicaliste et un publiciste ; Max Armstrong, un professeur de Marxisme ; Mike Buhay, William Moriarty, Florance Custance et Tim Buck.

Huit ans plus tard, ce jeune parti, si plein de promesses, avait subi une profonde dégénérescence — contre laquelle avaient lutté, mais sans succès, Spector, puis MacDonald. Ceux-ci furent, méchamment et calomnieusement, écartés des rangs du parti, de même que quiconque qui voulut ne serait-ce que leur prêter l'oreille.

Le Parti Communiste du Canada tomba sous la coupe de Staline, qui dirigeait une caste parasitaire — vivant à même le premier Etat des Travailleurs, appauvri et isolé — et qui, politiquement, expropria les masses soviétiques et s'empara de la Troisième Internationale.

Sous l'influence de Staline, les partis de la Internationale Communiste, d'instruments voués à la réalisation du pouvoir ouvrier dans chaque pays, qu'ils étaient, devinrent des pions que manoeuvrait le Kremlin dans sa diplomatie, faite et conçue en fonction des puissances capitalistes.

La soumission du Parti Communiste au Kremlin, et sa trahison de ses visées initiales, reçurent leur justification dans la théorie du 'socialisme dans un pays.' La thèse voulait que l'U.R.S.S. puisse accéder au socialisme, d'elle-même et sans aide extérieure, à la condition d'un répit de la part des puissances capitalistes, qui l'assaillaient. La tâche essentielle des Partis communistes n'était donc plus de faire la révolution dans leurs pays respectifs mais d'assurer la paix et de consolider, ce faisant, le socialisme en U.R.S.S. Aujourd'hui, c'est — justifiée par la même thèse, mais déguisée en "coexistence pacifique' — la cause, défendue encore par le P.C.C., de la coalition des peuples contre les monopoles, qui repousse plus loin dans l'avenir l'avènement du socialisme. Et, encore, par la voie du parlementarisme pacifique.

Sous la direction de Tim Buck — qui se fit le principal acolyte de Staline — le Parti communiste passa d'une période d'ultra-gauchisme extrémiste (il qualifia à l'époque le parti CCF de parti social-fasciste) à une autre de collaboration de classes dans un Front populaire et, enfin, à une période d'appui déclaré et éhonté au Parti libéral, capitaliste.

Loin de s'effondrer avec un programme aussi ruineux — qui scellait son sort comme avant-garde révolutionnaire — le Parti communiste, au contraire, continua de grossir ses rangs : des milliers de Canadiens s'y rallièrent, pour l'abandonner ensuite.

Le groupe formé en 1934 par Spector et Macdonald, par ailleurs, le Parti des Travailleurs du Canada — l'un des cinq, de par le monde, à avoir répondu immédiatement à l'appel de Léon Trotsky pour la reconstruction des partis léniniste sous la bannière de la Quatrième Internationale — rencontrait des difficultés indescriptibles.

Même s'il offrait une vue pénétrante de la dynamique révolutionnaire de l'époque, il souffrait d'un manque d'effectifs ce qui l'empêchait d'intervenir efficacement dans une période marquée, dans l'ensemble, par de nombreuses défaites de la révolution.

*Suite à la page 2*



**Les fondateurs du Parti Communiste Canadien, avant la dégénérescence stalinienne du parti, se regroupaient autour du programme libérateur de la Révolution russe. Ici, Maurice Spector, qui fonda plus tard le mouvement trotskyste canadien, fait le point devant William Moriarty, Tim Buck et Jack MacDonald.**

# libération

*Suite de la page 1*

Le groupe était harcelé de toutes parts, diffamé, décrié; et la visée constante des attaques des Staliniens — qui devaient provoquer la fin politique de Spector et entraîner la mort, prématurée, de MacDonald en 1941 — quelque temps après l'assassinat de Trotsky par des mains staliniennes. Le mouvement survécut toutefois, grâce à ses idées. Il devait même par la suite gagner à sa cause Max Armstrong, Malcolm Bruce et Jack Kavanagh, alors rendu en Australie.

La Ligue Socialiste Ouvrière — League for Socialist Action et la Ligue des Jeunes Socialistes/Young Socialists sont les descendants directs du mouvement lancé en 1921 par Spector et MacDonald.

Comment se mesurent-ils au Parti Communiste qui, bien qu'il ait dévié de sa voie dès 1928, se réclame de la lignée directe du parti lancé à Guelph? Quelle approche ont-ils adoptée en présence de la radicalisation actuelle qui s'étend au pays et qui est comparable à celle du début des années '20 et sur laquelle s'appuya le Parti communiste à ses débuts? Quelles sont enfin leurs perspectives d'avenir?

Autant de questions auxquelles a répondu un article, signé par William Stewart, dans l'organe officiel du Parti Communiste — Communist Viewpoint — (édition de septembre-octobre 1970) — même si c'est un titre comme: "Ultra-Infantile-Anarchist Left in Canada" qui le chapautait.

L'article ne démontre pas plus — même s'il se sert des critères définis par Lénine (qu'il cite abondamment) — à quel titre la LSO/LSA et la LSJ/YS sont classifiables, par quelque aspect que ce soit, parmi les extrémistes de gauche. Contrairement toutefois aux "anciens jours", — alors qu'on pouvait, impunément, dire n'importe quoi contre les Trotskystes — Stewart tente de prouver son point de vue. Malheureusement pour lui, sa preuve s'effondre devant le plus léger examen.

Stewart soutient que les Trotskystes prônent une "politique de confrontation avec l'Etat et la police" et qu'ils "lancent des slogans révolutionnaires" au sein du mouvement contre la guerre au Vietnam. Il est vraiment impossible de lancer une telle accusation alors que des dizaines de milliers de personnes sont impliquées dans ce mouvemnt.

On sait que ce sont les Trotskystes qui ont constamment combattu les extrémistes de gauche et le PC pour promouvoir un mouvement dirigé par la masse, évitant la confrontation et ne présentant que deux exigences dans un combat unique: le retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam et la fin de la complicité canadienne dans cette guerre.

C'est un fait bien connu, pourtant, que les Trotskystes ont été les partisans conséquents du Nouveau Parti Démocratique — bien que ceci soit moins connu, et pourtant un fait tout ce qui est de plus réel, que le Parti communiste s'est constamment opposé au NPD, qu'il considère comme une entrave à son projet de collaboration de classes à l'intérieur d'une coalition des peuples contre les monopoles, et qu'il a présenté des candidats, quand celà lui était possible, contre ceux du NPD, tout particulièrement contre les candidats les plus à gauche.

Les Trotskystes, au contraire, appuient le NPD en qui ils voient une rupture de la masse d'avec les politiques capitalistes et ils se sont battus avec vigueur pour le gagner à un programme de lutte de classe et à une vue socialiste. Le fait est bien connu de l'aile droite réformiste du NPD, qui, pour se laver de tout soupçon de radicalisme aux yeux de l'opinion, a mené, tambour battant, plusieurs purges contre les Trotskystes.

Et, pourtant, la situation n'est pas du tout ce qu'elle semble être selon Stewart. "On peut se douter un peu — lit-on — que l'aile droite de la direction du NPD protège et couvre, sinon encourage ouvertement, leurs activités (celles des Trotskystes)..."

Mais comment Stewart voit-il cette nouvelle vague de radicalisation qui atteint de nouvelles couches de la population?

Pour Stewart, l'isolement relatif, du PC de cette nouvelle radicalisation résulte de la contamination de cette dernière par l'anti-soviétisme et l'anti-communisme. La "guerre froide recule", note-t-il, "quoiqu'elle soit loin d'avoir été dépassée", ajoute-t-il entre parenthèses.

La dénonciation du "culte de Staline", poursuit-il, a ébranlé la confiance de plusieurs dans le socialisme et a souvent servi depuis comme arme dans le camp anti-communiste." Stewart dit s'inquiéter de "l'anti-soviétisme instillé à dose massive dans l'esprit des enfants... qui a une influence pernicieuse."

Ce n'est certes pas sous cet angle que les Trotskystes ont interprété cette nouvelle vague de radicalisation qui gagne des couches, nouvelles et grandissantes, de la population, gagnée à l'anti-statu quo, à l'anti-'establishment' et à l'action anti-capitaliste de par tout le pays. Elle n'est, en aucune façon, anti-soviétique et anti-communiste.

Elle s'inspire de l'humanisme, elle est critique et profondément humaniste, ouverte de plus en plus à tous les concepts libérateurs du socialisme et à ses préceptes universels.

Elle voit, dans le Parti communiste, un apologiste de la bureaucratie soviétique. Elle tend, automatiquement, à s'identifier aux forces grandissantes de la démocratie socialiste dans les régions soviétiques. Elle tend, plutôt, à les interpréter autrement que comme pro-capitalistes — comme la bureaucratie polonaire et la bureaucratie soviétique ont dû en convenir récemment.

Et elle juge le PC comme essentiellement réformiste, ce qu'il est réellement avec ses thèses de la voie-pacifique-vers-le-socialisme.

Tout l'article de Stewart suggère qu'un changement est survenu chez les Trotskystes.

Ce ne sont pas les Trotskystes qui ont changé. C'est toute la situation mondiale qui a évolué. Nous sommes entrés dans une nouvelle époque de luttes révolutionnaires, qui, au Canada, a radicalisé des couches entières de la population. Les Trotskystes tendent tous leurs efforts pour répondre au défi que lancent ces nouvelles ouvertures. Nous tentons d'approfondir la lutte, de lui donner une direction et un programme — le programme de la révolution socialiste. Nous nous sommes lancés dans l'élimination de cette camelote qui obstrue la voie vers ce développement — en y incluant le Parti communiste dont les crimes lui collent encore à la peau.

Les Trotskystes sont lancés dans l'entraînement des cadres de la révolution, qui sauront comment participer pleinement à l'éclatement des luttes, comment les poursuivre plus avant pour la conquête du pouvoir politique et la structuration d'un Canada socialiste dans un monde socialiste.

Les Trotskystes n'ont pas changé. Nous sommes ce que nous étions en juin 1921, lorsque nous avons lancé le Parti des Travailleurs du Canada avec Lénine et entrepris la construction d'un parti d'avant-garde et révolutionnaire en vue d'une révolution au Canada.

Nous sommes ce que nous étions en 1934, avec Trotsky, lorsque nous avons repris la tâche à son début, après que Staline eût écrasé les premiers cadres, si précieux. Aujourd'hui, en 1971, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de radicalisation, et nous sommes plus confiants que jamais dans la tâche de former de nouveaux cadres, de construire le parti canadien de la révolution socialiste — qui vaincra sous la bannière de la Quatrième Internationale!

libération

# La révolution socialiste : qu'est-ce que c'est ?

*C'était en 1942, à la veille de l'entrée des Etats-Unis dans la Deuxième Guerre Mondiale. Dans une cour fédérale de Minneapolis 28 dirigeants du Socialist Workers Party (SWP), organisation trotskyste américaine, subissaient leur procès pour "conspiration séditieuse."*

*Ce progrès inaugura la fameuse "chasse aux sorcières" qui allait atteindre son point culminant dix années plus tard durant la période McCarthy. Des syndicats regroupant des millions d'ouvriers américains allaient se rallier à la défense des accusés de Minneapolis.*

*L'acteur principal de la défense fut James P. Cannon, secrétaire national du SWP. Sa défense consista en un exposé, magistral exposé de ce que veulent les socialistes, de ce qu'est le socialisme.*

*Le procès-verbal de son témoignage fut ensuite publié et lu par des dizaines de milliers de travailleurs américains.*

*Nous présentons, ici, quelques-unes des citations parmi les plus importantes du témoignage de Cannon, qui répondent à la question : qu'est-ce que le socialisme ?*

**par Alain Beiner**

### La Lutte de classe

Selon Karl Marx, la société actuelle est divisée en deux classes principales. D'une part, les capitalistes, ou la bourgeoisie, et d'autre part, la classe ouvrière, ou le prolétariat. Les ouvriers sont exploités par les capitalistes. Il y a conflit constant d'intérêts entre ces classes ; une lutte incessante, qui ne peut aboutir qu'à la victoire du prolétariat et l'établissement du socialisme.

Entre ces deux classes puissantes, il y a la petite bourgeoisie — c'est-à-dire, les petits propriétaires, les petits cultivateurs, ceux qui possèdent des petites boutiques, des petits magasins, etc. Les professionnels eux aussi, se trouvent plus ou moins dans cette classe.

A notre avis la classe des salariés seule ne peut pas achever la révolution socialiste. Les ouvriers ont besoin de l'appui de la majorité décisive de la petite-bourgeoisie, en particulier l'appui des petits cultivateurs. Que les ouvriers doivent avoir l'appui de la petite-bourgeoisie est une condition nécessaire à la réussite de la révolution, souvent réaffirmée par Trotsky, se basant sur les expériences russes et allemandes.

### La société socialiste

La société socialiste sera basée sur la possession en commun des moyens de production, sur l'élimination des profits privés dans le système de production, l'abolition du travail salarié ainsi que l'abolition de la division en classes de la société. Notre but est l'établissement d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs à la place du gouvernement capitaliste actuel. La tâche de ce gouvernement sera d'organiser et de contrôler la transition de la société, de sa base capitaliste, à une base socialiste. Le gouvernement actuel est le produit d'une société basée sur la possession privée des richesses du pays et des moyens de production par les capitalistes. Ce gouverneemnt représente, en générale, les intérêt de la classe capitaliste.

Le gouvernement des travailleurs et des cultivateurs que nous proposons à sa place, représentera ouvertement les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, et des cultivateurs pauvres. La tâche principale d'un tel gouvernement sera d'opérer la transformation des plus importants moyens de production, de la propriété privée en propriété commune du peuple.

Lorsque nous parlons des moyens de production, les richesses du pays, nous parlons des éléments nécessaires à la production des besoins de la population — les industries, les chemins de fer, les mines, etc. Nous ne proposons pas — et les socialistes-révolutionnaires n'ont jamais proposé — l'élimination de la propriété privée en ce qui concerne les affaires personnelles. Nous ne parlons que des moyens nécessaires à la production des besoins populaires, qui devraient être possédés en commun par tout le monde.

Selon la théorie socialiste, la participation des citoyens dans les produits de la société serait ouverte à tous sur la base de l'égalité. Ceci s'applique également aux anciens capitalistes, aussi bien qu'aux travailleurs et aux cultivateurs — autant que les capitalistes ne courrent pas à la violence contre-révolutionnaire pour renverser le gouvernement des travailleurs et cultivateurs. Une fois que la révolution sociale est accomplie dans le domaine politique, que le gouvernement capitaliste est remplacé par le gouvernement socialiste, ce gouvernement procédera à la socialisation des industries, à l'abolition des inégalités, à l'élévation du niveau de revenu des masses, ainsi qu'à la suppression de toute tentative contre-révolutionnaire de la part des anciens exploiteurs. Au fur et à mesure que ce processus s'achève, le poid et l'importance du gouvernement en tant que force répressive, diminuera.



James P. Cannon

### La dictature du prolétariat

La "dictature du prolétariat" est la définition marxiste de l'Etat qui sera en place durant la période de transition entre le renversement du capitalisme, et la mise sur pied de la société socialiste. C'est-à-dire, un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs sera une dictature de classe, dans la mesure qu'il représentera franchement les travailleurs et les cultivateurs. Il n'essayera même pas de se poser en représentant des intérêts des capitalistes. Bien que la conception commune du mot "dictature" implique la domination d'un homme, la définition marxiste de la dictature du prolétariat, c'est la dictature d'une classe.

Du point de vue des grandes masses populaires, ce gouvernement sera le gouvernement le plus démocratique qui n'a jamais existé. Il sera bien plus démocratique que toute démocratie bourgeoise actuelle. La liberté de parole, de la presse, d'assemblée, de religion, etc., sera sans aucun doute inclue dans le programme de la révolution victorieuse.

### Le rôle d'un gouvernement

Une fois les classes abolies, l'exploitation éliminée, la lutte des classes éliminée, la raison d'être même du gouvernement, dans le sens stricte du terme, commencera à diminuer. Avant tout un gouvernement est un instrument de répression au service d'une classe contre une autre classe.

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

Selon la doctrine marxiste, nous prévoyons la disparition du gouvernement en tant que force répressive, en tant que force armée, et son remplacement par des conseils purement administratifs, qui auront comme tâche de planifier la production, de gérer les travaux publics, le système d'éducation, etc. Au fur et à mesure que nous construisons la société socialiste, le gouvernement aura tendance à disparaître — le gouvernement des hommes sera remplacé par l'administration des choses. En réalité, le gouvernement d'une société socialiste ne sera qu'un corps administratif, parce que nous ne pensons pas avoir besoin des armées, des prisons, de la répression, etc. Donc, cet aspect du gouvernement disparaîtra, faute de raison d'être.

**L'optique historique du capitalisme**

Le capitalisme est une forme de société qui n'a pas toujours existé. Tout comme les systèmes sociaux précédents, le capitalisme a traversé une période de naissance au sein de l'ancienne société féodale. Il s'est développé en opposition au féodalisme, jusqu'au point de le renverser par des moyens révolutionnaires, et a réussi à élever, à un niveau sans précédent, la productivité de l'humanité.

Le capitalisme fonctionne selon des lois internes qui ont été analysées et mises au clair pour la première fois par Karl Marx dans ses oeuvres, "Le manifeste Communiste", et "Le Capital". Il y a deux lois internes du capitalisme qui rendent inévitable sa chute et son remplacement par le socialisme :

**Le problème de la surproduction**

D'abord, la possession privée des moyens de production et l'engagement du travail salarié à des salaires inférieurs à la valeur des biens produits par le salarié. Ceci crée un surplus que doit vendre sur le marché le propriétaire capitaliste. C'est évident que le salarié, qui reçoit pour son travail moins que la valeur totale des biens produits, ne peut être client à ce marché que pour le montant de la valeur qu'il reçoit en forme de salaire. Comme l'a expliqué Marx, la balance constitue de la plus-value, pour laquelle le capitaliste doit trouver un marché.

Le plus d'expansion capitaliste il y a dans un pays donné, le plus productif devient le travail de l'ouvrier, et plus grand est le surplus. Le marché est incapable d'absorber ce surplus parce que la grande masse de la population qui produit les richesses, ne reçoit pas suffisamment de salaire pour l'acheter. C'est de cette façon que le capitalisme se dirige vers des crises périodiques de surproduction.

Dès son début, le capitalisme a traversé de telles crises. Mais dans le passé, le capitalisme était capable de solutionner ces crises en trouvant de nouveaux marchés, de nouveaux champs d'investissement, de nouvelles possibilités d'exploitation, etc., et aussi longtemps que le capitalisme pouvait trouver de nouveaux domaines pour l'investissement des capitaux et la vente des biens, il était capable de sortir de ces crises, et de continuer à élever le niveau de production. Mais chaque fois que le capitalisme a traversé un nouveau "boom", et est entré dans un nouveau territoire, le monde devenait plus petit. Les lois du capitalisme le suivaient comme une ombre, partout où il entrait. De plus en plus, cette contradiction formidable entre l'industrie privée et le travail salarié présente pour le capitalisme une crise sans solution. C'est une loi du capitalisme.

**La concurrence capitaliste sème la guerre**

La deuxième loi consiste dans le conflit entre le développement des forces productives et les barrières nationales auxquelles le capitalisme les limite. Chaque pays qui fonctionne sur une base capitaliste produit un surplus qui ne peut être vendu sur le marché domestique, pour les raisons mentionnées ci-haut. Les capitalistes sont obligés de chercher un marché étranger. Ils doivent trouver un marché étranger sur lequel ils peuvent vendre leur surplus, et un champ étranger dans lequel ils peuvent investir leurs surplus de capitaux. Le problème c'est que le monde ne devient pas plus grand, toutes les nations capitalistes modernes ont développé leurs forces productives bien au-delà de leurs capacités domestiques de consommation. La course aux marchés a mené à l'éclatement de la Première Guerre Mondiale, qui pour nous était l'indication de la faillite du capitalisme.

**La Chute du capitalisme**

La loi de la concurrence entre capitalistes a comme résultat inévitable l'écrasement des petits capitalistes par les gros, les plus modernes, les plus efficaces, et les plus productifs. Le nombre des propriétaires indépendants diminue continuellement, pendant que le nombre de pauvres s'accroit. Les richesses se concentrent dans les mains de très peu de personnes ; et la grande masse de la population, surtout les ouvriers, fait face à des difficultés économiques et sociales de plus en plus aigues.

La première Guerre Mondiale était le signal que le capitalisme à l'échelle mondiale était incapable de solutionner ses problèmes de façon pacifique. Il fallut tuer 11 millions d'hommes, établir la paix par la suite, et tout répéter à nouveau lors de la Deuxième Guerre Mondiale. Pour nous ceci voulait dire que le capitalisme n'était plus capable de solutionner ses propres problèmes.

**Le rôle de l'agitation socialiste**

C'est à partir de ces mêmes lois internes du capitalisme que les marxistes dégagent la force motrice de la société qui l'amène vers une solution socialiste. Ce sont ces forces qui poussent la société vers une solution rationnelle, à la nationalisation de l'industrie, à l'élimination de la concurrence, et à l'abolition de la propriété privée. L'agitation socialiste ne pourrait jamais affecter la transformation d'un système social en un autre, sans ces puissantes lois économiques internes.

Les vrais facteurs révolutionnaires, les vrais pouvoirs poussant vers le socialisme, se sont les contradictions au sein même du système capitaliste. Tout ce que peut accomplir notre agitation et notre propagande, c'est de prévoir de façon théorique ce qui est possible et ce qui est probable, en ce qui concerne la révolution sociale ; de préparer l'esprit de la population pour les convaincre de la nécessité du changement ; d'essayer de les organiser afin d'accélérer le processus et de l'accomplir de la façon la plus économique et la plus efficace. C'est tout ce que notre agitation peut faire.

**Le socialisme ne peut être qu'international**

Pour nous, le monde d'aujourd'hui est une unité économique. Sauf à l'échelle mondiale, c'est impossible de résoudre tous les problèmes qui existent ; aucune nation peut être isolée. Les économies du monde sont liées ensemble les unes aux autres. La solution aux problèmes, l'établissement du socialisme, est une affaire mondiale. Nous croyons que les ouvriers de tous les pays doivent collaborer ensemble et coordonner leur lutte pour ce but, sur la base de l'égalité de toutes les nations.

Non seulement nous sommes pour un mouvement socialiste international, mais nous croyons que l'ordre socialiste sera un ordre mondial. Les richesses du monde sont distribuées de façon à ce que chaque pays a quelque chose à contribuer, et quelque chose à prendre. Ceci permettra un développement fraternel et complet des forces productives de l'humanité.

Nous prévoyons une société socialiste future à l'échelle mondiale, avec une division de travail entre tous les pays, une collaboration fraternelle, et un système de production suivant un seul plan universel.

**La révolution socialiste, sera-t-elle violente ?**

C'est l'avis des marxistes que la révolution sera violente. Ceci est basé, comme toute la doctrine marxiste, sur une étude de l'histoire, et non sur notre volonté. A travers un grand nombre de transformations de la société, les expériences historiques de l'humanité ont montré que toutes les révolutions ont été accompagnées de la résistance armée contre le nouvel ordre, venant de la part des vieilles classes dépassées. Jusqu'à date, toute transformation sociale importante a été accompagnée de violence, due à la tentative des vieilles classes de se défendre face au nouvel ordre, ou de supprimer par la violence le mouvement en faveur de la nouvelle société.

Cette violence est toujours initiée par la classe dominante, la classe dépassée qui ne veut pas céder sa place. Ils veulent maintenir leurs privilèges,

*Suite à la page 3*

*Suite de la page 2*

et les renforcer par des mesures violentes. En ce faisant, ils essayent d'empêcher le développement historique, qui exige la prise du pouvoir par la nouvelle classe, le prolétariat.

C'est le but de notre mouvement de gagner la majorité de la population aux idées socialistes. Ceci a été le but du mouveemnt marxiste dès son début. Selon Marx, la révolution sociale du prolétariat "est un mouvement de l'immense majorité, aux intérêts de l'immense majorité." Il a dit ceci afin de la distinguer de toutes révolutions précédentes, qui ont toutes été faites aux intérêts d'une minorité, telle la révolution française de 1789.

Sur la question de la possibilité d'une transformation pacifique de la société, nous croyons que c'est la méthode la plus économique et préférée, mais les leçons de l'histoire n'ont fourni aucune preuve importante en sa faveur. Donc, la possibilité n'est pas exclue, mais est peu probable. Nous ne prêchons pas la révolution violente. Si, par voix de la majorité du peuple, la possibilité d'une révolution pacifique existe, ce serait ridicule de la rejeter. De toute façon nous ne pouvons pas faire une révolution victorieuse sans l'appui de la majorité du peuple.

**L'appui de la majorité**

Nous rejetons le "blanquisme" et tout concept d'un coup d'Etat. Le blanquisme est la théorie qu'un petit groupe d'hommes déterminés et très disciplinés peuvent faire la révolution au moyen d'un coup d'Etat. C'est-à-dire, une prise du pouvoir étatique par un petit groupe, supposément "au nom des masses". Lénine s'est opposé fermement à ce point de vue. "Nous ne sommes pas des blanquistes. Nous nous basons sur des partis et des mouvements de masse. Tant que nous sommes minoritaires, notre tâche c'est d'expliquer patiemment, les problèmes et les questions, jusqu'à ce que nous gagnons la majorité, et tant que nous sommes minoritaires, nous n'essayerons pas de vous renverser. Nous voulons la liberté de parole et de presse, l'opportunité de mettre nos idées de l'avant, et il ne faut pas avoir peur d'un coup d'Etat blanquiste de notre part." La révolution socialiste ne peut se faire que par les grandes masses, avec leur participation directe et consciente.

# Le pouvoir de la classe ouvrière



**Lors des grèves des mineurs d'Asbestos et de Thetford Mines en 1949, des camions chargés de vivres sont venus de tous les coins du Québec pour ravitailler la population. C'est la solidarité des masses des travailleurs qui gagne les grèves, et qui gagnera le socialisme.**




**Une assemblée des ouvriers de Winnipeg pendant la grève générale de 1919. Pendant 40 jours le conseil des grévistes était le pouvoir réel dans la ville : la première tentative vers le pouvoir ouvrier au Canada.**

# nous conduira au socialisme

# libération

Vol.1 No. 6 | octobre - novembre 1971 (spécial) | 15 cents

# Rallions la nation québécoise à la défense de la langue française

Québec français: une tâche révolutionnaire
page 4

Procès de St-Léonard
page 8

## Le bill 28-contre le français

par LA REDACTION

Un autre mois d'octobre, une nouvelle loi anti-française devant les traîtres de l'Assemblée nationale.

Cette année l'attaque contre la langue française se cache derrière un nommé "Bill 28". Le Parti Québécois et l'Union Nationale se sont rangés du côté du gouvernement Libéral. Mais le Bill 28 commence à réveiller l'âpre opposition de la classe ouvrière.

La Corporation des Enseignants du Québec et la Confédération des Syndicats Nationaux s'opposent carrément au projet de loi. En plus, le Front Commun pour la Défense de la Langue Française, regroupant une quarantaine de mouvements, a non seulement pris position contre le bill, mais a proposé que la manifestation du 16 octobre soit le lancement d'un combat contre le gouvernement.

Le "Bill 28", ce n'est que l'ancien Bill 62, compagnon du fameux Bill 63. Selon M. Saint-Pierre, ministre de l'éducation, tout ce qu'il y a de différent entre les Bills 62 et 28, ce sont les nouvelles garanties pour la minorité anglophone! Soixante-deux est bien trop près de soixante-trois, et de toute façon les anglophones (oui les anglophones!) étaient mécontents, et puis le gouvernement à Québec y ajoute de nouvelles mesures de défense des privilèges des anglophones et change son nom à "Bill 28"!

Lors d'octobre-novembre 1969, malgré les dizaines de milliers de manifestants qui disaient autrement, le gouvernement présentait le Bill 63 comme bill "pour

Suite à la page 2

Photo: 40,000 manifestent devant l'Assemblée nationale en oct. 1969, contre le bill 63.

**libération** RÉDACTEUR: ANDRÉ DOUCET

B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur, le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement no 2611."

# Le bill 28-contre le français

par LA REDACTION

Un autre mois d'octobre, une nouvelle loi anti-française devant les traîtres de l'Assemblée nationale.

Cette année l'attaque contre la langue française se cache derrière un nommé "Bill 28". Le Parti Québécois et l'Union Nationale se sont rangés du coté du gouvernement Libéral. Mais le Bill 28 commence à réveiller l'âpre opposition de la classe ouvrière.

La Corporation des Enseignants du Québec et la Confédération des Syndicats Nationaux s'opposent carrément au projet de loi. En plus, le Front Commun pour la Défense de la Langue Française, regroupant une quarantaine de mouvements, a non seulement pris position contre le bill, mais a proposé que la manifestation du 16 octobre soit le lancement d'un combat contre le gouvernement.

Le "Bill 28", ce n'est que l'ancien Bill 62, compagnon du fameux Bill 63. Selon M. Saint-Pierre, ministre de l'éducation, tout ce qu'il y a de différent entre les Bills 62 et 28, ce sont les nouvelles garanties pour la minorité anglophone! Soixante-deux est bien trop près de soixante-trois, et de toute façon les anglophones (oui les anglophones!) étaient mécontents, et puis le gouvernement à Québec y ajoute de nouvelles mesures de défense des privilèges des anglophones et change son nom à "Bill 28"!

Lors d'octobre-novembre 1969, malgré les dizaines de milliers de manifestants qui disaient autrement, le gouvernement présentait le Bill 63 comme bill "pour

Suite à la page 2

Photo: 40,000 manifestent devant l'Assemblée nationale en oct. 1969, contre le bill 63.

## EDITORIAL

# Le bill 28: cadre de notre assimilation

Suite de la page 1

promouvoir la langue française au Québec". Le Bill 28 est présenté comme "loi sur la restructuration scolaire sur l'île de Montréal". Le fait demeure que malgré les beaux titres, le gouvernement "québécois" n'a jamais osé introduire un bill à l'Assemblée nationale pour la défense de la langue de la majorité des Québécois (toujours le français).

Bill 85, Bill 63, Bill 62, Bill 27 et Bill 28 -- tous au détriment du français! C'est la langue française qui est menacée au Québec, et non la langue anglaise! La langue anglaise jouit d'énormes privilèges qu'il faut éliminer et non défendre!

Tandis que le Bill 63, maintenant une loi, garantisait aux parents le droit de choisir la langue d'enseignement à laquelle leurs enfants seront soumis, le Bill 28 rend l'île de Montréal territoire bilingue en matières d'éducation. Et lorsqu'on dit "territoire bilingue" on parle d'un bilinguisme à sens unique en voie de se transformer rapidement en unilinguisme anglais.

## 85+ 62+ 63+ 27+28 = l'assimilation

Sous la façade d'intégration scolaire, se trouvent des structures complètement parallèles et bilingues, dans toutes les onzes commissions scolaires proposées pour Montréal. Ceci même dans des quartiers où il n'y a pas d'anglophones! Pour chaque poste administratif en français, un poste administratif anglophone.

On dit que les commissaires seront élus par suffrage universelle, mais c'est un mensonge. Selon le projet de loi, le lieutenant-gouverneur en conseil (représentant de la Reine d'Angleterre) a le droit d'ajouter des commissaires de langue anglaise, indépendemment d'une élection, si le gouvernement le juge nécessaire. De telles mesures sont plutôt associées à une monarchie qu'à une démocratie!

Le nouveau projet de loi prouve encore une fois que Bourassa ne défend pas les intérêts de la majorité. C'est une marionnette au service de ses patrons anglophones -- ceux de la rue St. James, Bay St. et Wall St. qui contrôlent l'économie du Québec et sa langue.

Le Bill 28 ne fait que légaliser et rendre permanents les privilèges d'une minorité au détriment d'une majorité. Et la population du Québec commence à voir ce qu'il y a derrière le changement de nom. Elle commence à voir que vingt-hui égale soixante-trois!

Le Front Commun des Anglophones contre le Bill 28 a vite changé d'idée. N'est-ce pas la preuve que ce n'était qu'un complot pour convaincre les Québécois que le Bill 28 allait à l'encontre des Anglophones? Ces manoeuvres sont normales pour Robert Beale et sa gang.

Malgré l'opposition énorme au Bill 63 en 1969, le gouvernement Unioniste a pu l'adopter. Les masses québécoises avaient perdu la bataille mais pas la guerre. On a vu la chute décisive du gouvernement de Bertrand cinq mois après, et la destruction presque totale de l'Union Nationale. La lutte contre le Bill 63 fut le point tournant historique dans notre lutte pour défendre la nation québécoise, et un avertissement aux gouvernements futurs.

## Retirer le bill 28, abroger la loi 63

Cette fois-ci, il s'agit d'engager une campagne massive à la défense de notre langue pour faire reculer le gouvernement, campagne qui ne se borne pas à une action isolée durant une semaine de temps. Il nous faut une campagne de publicité et de mobilisation qui vise non pas la "modification" du Bill 28, mais son retrait total en plus de l'abrogation du Bill 63. C'est deux bills qui ont pour but, à partir de leur conception, la défense et l'approfondissement des privilèges de la minorité opprimante.

Nous ne pouvons nous fier à aucun parti politique présentement à l'Assemblée nationale. La campagne contre le Bill 28 dépendra de la force des masses québécoises elles-même, mobilisées dans la rue, jusqu'à la victoire.

# libération



C'est la victime de l'attaque qu'on accuse! Ci-haut Raymond Lemieux, blessé lors d'une réunion à St-Léonard en 1969.

# Procès des trois de St-Léonard

par JOHN LEJDERMAN

Trois dirigeants nationalistes, Raymond Lemieux, Réggie Chartrand et Laurier Gravel, et 42 autres, subiront leur procès le 18 octobre pour leur participation aux actions pour l'école française à Saint-Léonard.

Leurs accusations: refus de dispersion après la proclamation de l'acte d'émeute (passible de l'emprisonnement à vie), conspiration pour inciter à une émeute, entrave à un agent de la paix dans l'exercice de son devoir, etc., résultent de la manifestation de Saint-Léonard de septembre 1969.

La lutte de Saint-Léonard a commencé quand la majorité des électeurs a élu une commission scolaire qui a établi la langue de la majorité comme langue d'instruction dans toutes les écoles de la ville.

En septembre 1969 le gouvernement provincial se préparait à renverser cette décision au moyen des subventions aux écoles privées anglophones. Deux mois après l'Assemblée Nationale adoptait le bill 63.

Une semaine avant la manifestation, des fiers-à-bras néo-québécois surchauffés par les intérets anglais ont brisé une réunion du mouvement pour l'école française à Saint-Léonard, et cela devant la passivité de la Police.

Malgré le fait qu'un permis de manifestation leur avait été arbitrairement réfusé, 3000 personnes ont répondu le 19 septembre à l'appel pour défendre le droit d'assemblée et les droits du français. La Police a lancé des gaz lachrymogènes contre les manifestants, puis elle n'a rien fait pour les protéger d'une attaque physique par des contre-manifestants.

Pour avoir excercé nos droits démocratiques on se trouve devant les tribunaux, tandis que les fauteurs de violence, le gouvernement et sa police, sont bien sûr en liberté.

"Un comité de défense s'organise, et nous voulons", nous a dit Raymond Lemieux, "être jugés par l'opinion publique."

Le procès commence le 18 octobre à l'édifice Montval près de la sortie du métro Longueuil, où on peut se joindre à la ligne de piquetage.

# Hull: à la défense de l'école française

par ANDRE DOUCET

Dans la région de l'Outaouais la campagne pour un Québec français et les actions du 15 et 16 octobre vont bon train, malgré les difficultés que posent les autorités en place.

C'est ainsi qu'à l'école secondaire André-Laurendeau le directeur accompagné des flics a tenté le 30 septembre d'empêcher une réunion du Front Commun pour la Défense de la Langue Française. Ceci n'a fait que redoubler l'intérêt des étudiants à cette question.

Dans l'Outaouais la situation du français n'est pas des meilleurs et l'anglicisation exerce une forte pression. Depuis l'an passé, par exemple, une grande lutte se mène pour conserver l'école Saint-Jean-Baptiste et éviter qu'elle soit transformée en polyvalante anglophone.



Alain Beiner du Front commun proteste devant les flics l'interdiction de la réunion à l'école secondaire André Laurendeau.

A la conférence de presse où fut annoncé la formation du Front Commun à Hull le 28 septembre, on avait déjà trois réunions en préparation.

Par contre à l'école secondaire André Laurendeau, Réggie Chartrand et Alain Beiner étaient reçus non pas par les étudiants mais par le directeur de l'école accompagné de deux agents en civil. Le directeur Rhéo Scantland leur nia le droit d'entrée dans l'école sous prétexte qu'ils leur fallait l'approbation du Conseil Scolaire d'Ottawa (à majorité anglophone).

Ils furent obligés de quitter les lieux sous menace d'arrestation. Nos deux compères décidèrent donc d'aller rejoindre les deux autres orateurs au Cegep de Hull pour revenir encore à l'école parler.

Ils réussirent à pénétrer dans l'école par la porte arrière juste au moment où les étudiants quittaient leurs classes. Nos quatres compères commencèrent à discuter avec les étudiants de la situation. A peine cinq minutes plus tard le directeur accompagné de détectives et de policiers rebondissait et une grande confrontation verbale se produisit entre les quatre membres du Front, le directeur et sa suite avec tout autour une centaine d'étudiants, un journaliste et un photographe.

Les membres du Front insistent sur le fait que les écoles sont publiques et que ça doit être les étudiants qui décident de quoi ils veulent parler. Tandis que le directeur et les flics rétorquent que ce sont des enfants et que si l'on les laissent libres ils ne font que penser au sexe et à la drogue. Les étudiants protestent criant qu'ils vivent dans une prison où leur créativité est brimée.



La police arrête Jean Hérivault devant la Cour municipale pour la vente de Libération. Au même moment à l'intérieur John Lejderman est acquitté de la même accusation.

Ainsi la réunion défendue a eu lieu quand même.

La campagne pour un Québec français est en bonne voie à Hull. Soixante-quinze personnes ont déjà donné leurs noms pour construire la campagne activement. Les réunions du Front ont lieu tous les vendredis soir, huit heures au local du Conseil Centrale de la CSN à 17, rue Sainte-Bernadette.

Par téléphone contacter Victor Raymond, (819) 776-1397.

## A Sturgeon Falls, la lutte est engagée,

# Pour l'école française en Ontario

par PAUL KOURI

La grève des étudiants de Sturgeon Falls n'est que le début de la campagne pour l'école française en Ontario. Telle était la conclusion du "Colloque de l'Opération Anti-assimilation" à Niagara Falls les 2 et 3 octobre.

Quelques 250 étudiants, parents, enseignants et commissaires franco-ontariens ont participé au colloque organisé par un comité d'éducation de l'Association Canadienne-française de l'Ontario.

Les participants ont réclamé un système parallèle d'éducation laïque de langue française.

La grève a connu un appui énorme dans les milieux francophones d'Ontario, où elle a provoqué un réveil de conscience des franco-ontariens.

Le Nouveau Parti Démocratique s'est prononcé en faveur des revendications des grévistes et de la population francophone, ce qui a rendu encore plus puissante la pression contre le gouvernement.

La grève s'est terminé quand les étudiants ont accepté le compromise proposé par le gouvernement: une commission d'enquete proposera des améliorations à la loi sur l'enseignement en français.

Mais les étudiants soulignent qu'une bataille avait été gagnée, mais non la guerre.

La lutte à Sturgeon Falls a commencé dès le premier jour de la rentrée. Plusieurs centaines d'étudiants ont débrayé pour exiger que les francophones, majoritaires à 87% dans cette ville de 8,000 habitants de l'Ontario du nord, obtiennent une école unilingue française.

Les étudiants ont proposé que les $2.2 millions, alloués pour une annexe, soient employés pour construire une nouvelle école pour les anglophones.

Le grève fut le point culminant d'une campagne de deux ans que mènent ces étudiants pour une école française.

Selon la loi 141 le droit d'établir une école française revient non pas aux francophones mais aux commissions scolaires, (les "boards") généralement dominées par des bourgeois anglophones.

Alors il n'y a que 20 écoles françaises regroupant 13,000 étudiants pour une population de plus de 600,000 franco-ontariens. Les autres étudiants francophones se voient obligés de fréquenter des écoles 'bilingues' et anglophones.

Gaétan Gagnon, étudiant à Sturgeon Falls et membre du comité de grève, a expliqué à la Tribune Indépendantiste à Montréal pourquoi l'école 'bilingue' ne marche pas.

"Les étudiants anglophones ne parlent pas le français; alors même s'il n'y a que deux anglophones dans une classe, on parle l'anglais. C'est la même chose quand on joue au hockey ou quoi que ce soit."

Au même forum, Charlotte Rochon de Sturgeon Falls, maintenant étudiante à l'Université d'Ottawa, a remarqué que "même si on ne peut pas travailler en français en Ontario, on veut garder et développer notre français à tout prix".

Cette lutte étudiante fut marquée par une mobilisation de masse impressionnante. La grève a été organisée par le Comité d'action étudiante, une organisation indépendante qui regroupe la majorité des étudiants.

Les mots d'ordre majeurs étaient: "On veut notre école", "Mort au "Board" et "La guerre, yes sir!" Les étudiants ont employé des tactiques militantes comme le piquetage de masse et enfin l'occupation de l'école. Ceci leur a permis de mettre une grande pression sur la Commission Scolaire.

Le conflit est devenu un point de ralliement pour la communauté franco-ontarienne. 1,500 étudiants des écoles de North Bay et de Sudbury ont débrayé pour appuyer leurs camarades.

Au Québec, la lutte à Sturgeon Falls a suscité un grand intérêt parmi toutes les couches de la population québécoise.

Certains croient que la lutte pour le français, pour les droits des francophones en Ontario et au Nouveau-Brunswick, ne peut rien donner. Ils pensent que c'est jouer le jeu du bilinguisme des fédéralistes et qu'il faut dire à tous ceux qui luttent pour les droits du français en dehors du Québec de déménager au Québec.

Loin d'être mort, le peuple francophone qui vit en dehors du Québec connait une certaine rennaissance. Cette rennaissance, marquée dans les régions où les francophones sont la majorité ou au moins plus nombreux que ceux d'origine anglophone, s'inspire des luttes des Québécois.

Ces francophones subissent le même genre d'oppression que les Québécois. Ils vivent dans des régions sous-développées, où ils sont parmi les plus exploités. Ils font partie d'une nationalité opprimée.

S'ils ne rejètent pas encore le fédéralisme, ils rejètent l'assimilation et la domination anglophone imposées par le système fédéral.

La lutte pour la langue française s'est traduite pour les gens de Sturgeon Falls en une volonté de contrôler leurs propres écoles. Elle exprime ainsi le désir de se libérer de cette oppression nationale.

Pour les Québécois qui luttent contre le pouvoir du fédéral et contre la classe dominante anglo-saxonne, les franco-ontariens ne peuvent qu'être des alliés importants.




A Sturgeon Falls la population fait le piquetage devant l'école pour appuyer la grève des étudiants.

*Raciste ou revolutionnaire?*

# Stratégie socialiste et la défense de la langue

par ALAIN BEINER

(Alain Beiner est l'Organisateur national de la Ligue des Jeunes Socialistes et un des principaux dirigeants du Front Commun pour la Défense de la Langue Française.)

Le 21 octobre, 1969, une semaine avant que le premier-ministre Bertrand ait présenté le Bill 63, le Conseil confédéral de la CSN (Confédération des Syndicats Nationaux) s'est prononcé pour "l'unilinguisme français à tous les niveaux au Québec".

A ceux qui ont protesté que la question linguistique n'était pas une question syndical, Michel Chartrand, président du Conseil central de Montréal, a répliqué:

"C'est un problème syndical. Il y en a qui chôment au Québec parce qu'ils ne sont pas bilingues. On demande même des balayeurs bilingues!"

"La question de la langue touche les salariés, leurs salaires, leurs conditions de travail, et souvent leur embauchage," a-t-il poursuivi. Un autre délégué a déclaré qu'il était temps que l'on cesse de faire de la langue française une question réservée aux intellectuels: "Ce problème regarde tout d'abord la classe laborieuse, ceux qui souffrent le plus du pseudo-bilinguisme". Les délégués ont voté à 91 voix contre 34, pour un Québec français.

Le Front Commun pour la Défense de la Langue Française, récemment formé pour la campagne du 16 octobre, vient de découvrir une opposition d'un autre type de curieux adversaires. En 1969, il s'agissait d'une opposition de droite venant de la haute bureaucratie syndicale. Cette fois-ci, il s'agit de l'opposition du Comité d'Action Politique (CAP) du Cegep Vieux-Montréal, des Maoistes, et de quelques membres de l'exécutif du Conseil central de Montréal.

Ceux qui expriment cette opposition d'une façon conséquente, ce sont les Maoistes, autrement connus sous les noms Mouvement Etudiant Québécois, les Internationalistes, le Parti Communiste du Québec (marxiste-léniniste-pensée Mao Tsetoung), les Intellectuels et Ouvriers Patriotes du Québec, le Comité de Défense des Droits du Peuple, la Branche du 25 mai, le Mouvement Révolutionnaire Ouvrier, et le Mouvement Ouvrier Québécois!

## 'Chauvins nationaux'?

Les Maoistes, dans un tract daté le 30 septembre, prennent position carrément contre la lutte pour un Québec français. En ce faisant, ils rejetent les leçons principales de Lénine et des Bolchéviks sur la question nationale. Lorsqu'on rejete l'attitude révolutionnaire on s'adapte à la classe dirigeante, consciemment ou inconsciemment.

D'abord les Maoistes qualifient les dirigeants du Front Commun d'initiateurs de "guerre civile réactionnaire", d'agents de "l'impérialisme américain et du colonialisme anglo-canadien", de "traîtres locaux", de "chauvins nationaux, trotskystes, aristocrates syndicaux, fascistes, et social-fascistes".

Les dirigeants du Front Commun sont des "gens qui veulent jeter diverses sections du peuple québécois les unes contre les autres (ex: St-Léonard) au lieu de développer leur unité dans la lutte contre l'ennemi commun: l'impérialisme américain et tous ses laquais."

Le Front Commun est accusé de vouloir "faire de la 'question de la langue' le problème principal. L'ennemi, c'est l'exploiteur, quelle que soit sa langue! Il est criminel de préconiser la 'lutte aux Anglais". Le français sera respecté au Québec si et seulement si on réussit à prendre en main notre destinée économique et politique".

Derrière les habituels mots d'ordre très vagues, comme "Vive la lutte de libération nationale du peuple québécois", se cachent des attaques consciemment anti-nationalistes et mensongères.

En dépit de leurs arguments ultra-gauchistes, pleins de platitudes sur "l'unité", leur opposition à la lutte pour un Québec français les place dans le même ruisseau que les gouvernements à Ottawa et à Québec.

De dire que les partisans du français à St-Léonard ont jeté les Francophones contre les Italiens, ce n'est que de répeter les accusations du maire Léo Ouellette et ceux des policiers de St-Léonard!

Les Francophones manifestaient pacifiquement dans les rues de St-Léonard, non pas contre les Italiens, mais contre le gouvernement. Ils ont tout fait pour gagner les Italiens à leurs revendications justes et démocratiques.



Manifestation d'appui aux étudiants de l'école Aimé Rénaud de St-Léonard qui occupaient en 1968 leur école pour la garder française.

## L'unité des ouvriers

Les rues bloquées et les roches lancées dans le visage des Francophones, était l'oeuvre de l'administration municipale de St-Léonard, du patronat anglophone et de ceux qu'ils ont pu dupés comme Robert Beale et quelques Italiens. Pas un mot des Maoistes contre les responsables de l'émeute. Il faut rappeler aux Maoistes que Raymond Lemieux, Reggie Chartrand, Laurier Gravel et 42 autres francophones ont été arretés pour sédition.

Lénine avait souligné la nécessité

(suite p. 2)

(de la p.1)

pour les socialistes-révolutionnaires d'appuyer sans condition les luttes démocratiques d'une nation opprimée, en tant que lutte contre l'oppression impérialiste. Il a expliqué que le nationalisme d'un peuple opprimé "a un contenu démocratique général qui se dirige contre l'oppression, et c'est ce contenu-là que nous appuyons sans condition".

Les Maoistes nous accusent d'avoir brisé une unité qui n'existe pas à l'heure actuelle. La condition préalable au Québec, à une alliance entre ouvriers francophones et anglophones, c'est l'appui des Anglophones aux revendications nationales des Francophones, telle la revendication d'un Québec indépendant et français.

Une telle alliance ne peut se faire que dans la lutte -- une lutte qui sera déclenchée par l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire, les secteurs les plus opprimés. Ceux qui initient de telles luttes contre l'ennemi commun, ne sont pas des "briseurs d'unité" mais plutôt les créateurs d'une unité réelle.

Lénine était de l'avis que l'élimination de cette oppression nationale était une condition essentielle sur la voie vers l'internationalisme socialiste. L'oppression linguistique est le premier aspect de l'oppression nationale des Québécois. Calomnier les partisans d'un Québec français de "racistes" et de "briseurs d'unité", c'est répeter les injures de Trudeau, Bourassa, Drapeau et cie.

L'oppression linguistique du peuple québécois est centrale au capitalisme canadien, parce qu'elle constitue la base de la double exploitation de l'ouvrier francophone, c'est-à-dire, de la majorité écrasante de la nation québécoise.

Les impérialistes maintiennent cette exploitation en gardant un contrôle colonial sur les institutions politiques, économiques, sociales et culturelles des Québécois. Et c'est pourquoi ils s'opposent si férocement à la lutte pour un Québec français. La citation de M. Hart, président de la Banque de Montréal, ne fait que confirmer ceci: "C'est plutôt l'unilinguisme français que les bombes du FLQ qui nous fait peur".

Les Maoistes refusent de voir l'importance révolutionnaire du nationalisme québécois et de sa lutte pour la langue française. L'oppression linguistique des Québecois fait partie intégrante du capitalisme canadien et québécois.

C'est pourquoi les revendications pour le français comme langue du travail et pour l'intégration scolaire sont anticapitalistes dans leur dynamique, et ne peuvent être gagnées que par une lutte de masse révolutionnaire. La composition hautement prolétarienne de la nation québécoise nous permet de voir cette dynamique.

Il ne suffit pas de se dire en faveur du socialisme -- il s'agit d'élaborer une stratégie capable de gagner les masses à la révolution socialiste. Une telle stratégie vise la construction de larges mouvements, qui peuvent mobiliser les masses et les faire entrer en lutte contre le gouvernement, autour des questions qu'elles comprennent.

## Pour une libération réelle

C'est à travers leur participation dans des luttes nationalistes, pour des revendications précises, que les masses commencent à mettre en question tout le système. C'est de cette façon que les masses québécoises arrivent à des conclusions révolutionnaires.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que c'est la lutte pour la défense de la langue nationale qui a pu, depuis trois ans, mobiliser le plus grand nombre de travailleurs et d'étudiants dans la rue, contre le gouvernement, indépendamment de la classe dirigeante.

A ceux qui disent que le socialisme est prioritaire à la question linguistique, on ne peut que répondre qu'ils ne comprennent pas ce qu'est le socialisme. Ce n'est pas une simple solution économique, ni une nouvelle structure politique. Le socialisme c'est tout un système social basé sur la libération totale -- la libération économique, politique, social, culturelle et linguistique. C'est tout ça!

Seulement des sectaires qui ont peur des actions de masse peuvent opposer la lutte pour le socialisme à la lutte pour un Québec français. La dernière fait partie de la première, et ne peut que l'accélérer. Le socialisme ne tombe jamais du ciel tout fait. On arrive au socialisme à travers une série de luttes partielles, de luttes qui mobilisent les masses contre le gouvernement.

C'est facile pour un groupe d'étudiants de se mettre à crier "Mort au fascisme" et "Ecrasons l'impérialisme", mais ça ne changera jamais notre société. C'est si vague et si abstrait que ça ne mobilise personne. C'est une bonne excuse pour ne rien faire!

Si nous sommes vraiment pour combattre l'impérialisme dans les faits, il s'agit de mettre les masses contre les gouvernements à Ottawa et à Québec, les représentants concrets de l'impérialisme, ses agents et valets dans ce pays.

La lutte c'est l'école des masses. Toute revendication qui mobilise les masses québécoises, qui les fait entrer en lutte contre le système, et qui élève leur niveau de conscience est valable et doit être incorporée dans la stratégie révolutionnaire. C'est criminel de tourner le dos à des revendications parce qu'elles ne "sont que des réformes" ou parce qu'elles peuvent être gagnées suite à une lutte aigue en partie ou complètement au sein du système capitaliste ou encore, parce qu'elles ne se conforment pas aux dogmes des sectaires et des abstentionistes.



Alain Beiner du Front commun parle aux étudiants de l'U. de Q. à Trois-Rivières. A gauche, deux autres dirigeants du Front commun, Réggie Chartrand et Raymond Lemieux.



## L'école des masses

Une large étude menée par la CSN, auprès de 680 syndicats affiliés à la centrale était rendue publique en 1969. Cela a révélé la situation d'urgence de la langue française et la façon dans laquelle l'oppression linguistique écrase le travailleur francophone.

L'étude a démontré les pressions forçant le travailleur francophone à s'angliciser, et elle a trouvé que cette pression était plus forte dans les plus grandes compagnies au Québec, bien que ressentie aussi dans les compagnies possédées par les franco-

(suite p.3)

**libération**

(de la p.2)

phones.

Les plus hauts postes étaient occupées par les Anglophones;les Francophones n'étaient généralement pas promus à ces postes, même s'ils connaissaient l'anglais. La situation est si mauvaise que même dans les relations de travail et les relations publiques -- où les compagnies ont à faire avec une audience en grande majorité francophone -- plusieurs firmes continuent d'opérer exclusivement en anglais.

Pour obtenir une promotion, il est presque obligatoire pour un francophone d'être bilingue. Bien que maintenant le français est plus utilisé au Quebec, les travailleurs francophones ne semblent pas obtenir de promotions plus rapidement qu'auparavant.

S'attaquer à cet aspect central de l'oppression nationale, c'est s'attaquer non pas aux Anglais, mais au gouvernement à Québec qui nous anglicise. C'est de s'engager dans la lutte pour la libération totale des Québécois -- c'est commencer par le commencement. S'opposer à cette lutte, ou s'en abstenir, c'est jouer à la révolution; au pire, c'est se ranger du côté de la classe dirigeante et de son gouvernement contre le peuple québécois.

# Les syndicats votent pour le français, le PQ contre

La campagne du Front Commun pour la Défense de la Langue Française, lancée autour de la manifestation du 16 octobre, a déjà suscité des réactions assez intéressantes. Elles nous permettent de voir plus clairement la nature de deux organisations québécoises importantes, le Parti Québécois et le Conseil central de Montréal (CSN).

A la réunion du 4 octobre de l'exécutif du Conseil central, à laquelle manquaient plusieurs membres clefs, il a été décidé de proposer à la prochaine assemblée générale du Conseil central de rétirer leur appui au Front Commun pour la Défense de la Langue Française. Cette proposition fut émise par quelques membres, sous la pression des étudiants sectaires et ultragauchistes, regroupés dans le CAP du Cegep Vieux-Montréal. Selon eux, il ne fallait pas appuyer la manifestation du 16 octobre car la question de la langue est "réformiste et dépassée",et parce qu'ils n'aiment pas les "positions politiques" de Raymond Lemieux et de Reggie Chartrand, deux des principaux dirigeants du Front Commun.

L'assemblée générale du Conseil central de Montréal a eu lieu le lendemain 5 octobre, avec la participation de plus de 100 ouvriers; délégués et observateurs. La proposition de l'exécutif fut défaite par une écrasante majorité. Michel Chartrand, avec l'aide de plusieurs délégués, a fait le point sur l'importance de la lutte pour un Québec français, et la nécessité pour le Conseil central d'y participer sans suivre les caprices d'une petite poignée d'étudiants du Cegep Vieux-Montréal.

D'autre part, la direction du Parti Québécois a émise un communiqué sans consulter les membres pour faire une mise au point quant à la manifestation du 16 octobre: "Les députés du PQ ne participe-



ront pas à la manifestation organisée par le Front Commun pour la Défense de la Langue Française le 16 octobre prochain./ D'abord annoncée comme un simple mouvement demandant le rappel de la Loi 63 et l'avènement du français comme langue de travail, cette manifestation est devenue un fourre-tout où figure entre autres choses une dénonciation du projet de loi 28 sur la restructuration scolaire de Montréal".

Cette mise au point rappelle que le Parti Québécois se range du côté du gouvernement libéral et de l'Union Nationale en ce qui concerne le Bill 28!

# Action antiguerre le 6 nov.

L'appui à travers le monde pour la journée de protestation contre la guerre en Indochine le 6 novembre, devient de plus en plus massif.

Aux Etats-Unis, des centaines de syndicats ont donné leur appui formel et se sont engagés à participer aux actions du 6 novembre.

Face au gèle de salaires de Nixon, les syndicats deviennent de plus en plus conscients que ce sont les ouvriers qui doivent payer pour l'inflation causée par la guerre en Indochine -- une guerre à laquelle ils s'opposent. Alors, le mouvement anti-guerre américain se prépare à une très grande mobilisation contre la politique de guerre de Nixon.

Suite aux révélations du Pentagone qui ont exposé le rôle complice du gouvernement d'Ottawa dans la guerre, le mouvement canadien contre la guerre prépare des actions à travers le pays pour le 6 novembre, en plus d'une manifestation pour le 13 octobre à Ottawa.

Au Québec la campagne est en pleine montée. Le Comité Québécois contre la Guerre en Indochine à Montréal a déjà reçu l'appui d'un local du Syndicat Canadien de la Fonction Publique.

Une manifestation à Montréal est prévue pour le 6 novembre à partir du carré St-Louis à 14h.

Une réunion publique est planifiée pour le 18 octobre à 3553 St-Urbain, salle 306, à 20 heures, pour organiser cette action. Il y sera discuté de la nécessité pour le mouvement nationaliste de démontrer sa solidarité avec les Indochinois.

Contacter Jean de Tilly, 931-8181, ou John Lejderman (LJS) 861-3018.

900 manifestants à Montréal le 6 novembre devant le consulat américain.

## Grande lutte contre la bombe d'Amchitka

par JEAN LEGENDRE

"Arrêtez la bombe!"

C'est le cri qui retentit en Colombie Britannique et qui trouve un important écho à travers le Canada.

Quelques 10,000 étudiants à Vancouver ont débrayé le 6 octobre pour manifester devant le consulat américain, pour exiger l'annulation de l'expérience atomique d'Amchitka, qui est prés de la côte ouest du Canada.

Neuf cent étudiants de Montréal ont manifesté le 1er octobre à la frontière américaine.

Selon les organisateurs de ces actions, l'explosion pourrait occasionner des tremblements de terre, un raz de marée, et des retombées radioactives.

Nixon a remis l'expérience à cause de l'opposition international, mais il ne l'a pas annulée. La France a annulé une explosion atomique dans le Pacifique lorsque le Pérou a menacé de rompre ses relations diplomatiques, mais Trudeau s'est limité à des protestations polies.



10,000 étudiants à Vancouver manifestent contre la bombe d'Amchitka.

Le gouvernement canadien appuie la guerre de génocide des E-U contre les Vietnamiens. Il participe aux alliances militaires nucléaires avec les E-U pour protéger le monde "libre" (capitaliste). On ne peut pas s'attendre à ce qu'il proteste sérieusement contre une expérience qui fait partie intégrante des exigences de la domination mondiale des E-U.

La protestation du mouvement contre la guerre d'Indochine le 6 novembre doit être l'occasion pour ces mouvements de frapper ensemble contre le militarisme américain et canadien.

# Hugo Blanco est expulsé de Pérou

"Ce n'est qu'à travers la mobilisation des masses que nous pourrons faire sortir de prison ceux qui ont combattu pour les masses".

C'est ainsi qu'Hugo Blanco, dirigeant paysan péruvien, a appelé en août pour une campagne internationale de défense pour libérer tous les prisonniers politiques de sa patrie. C'est du Mexique maintenant, où il est en exil depuis la mi-septembre, que Blanco relance son appel.

Blanco est un des sept Péruviens qui ont été expulsés par le gouvernement Velasco le 13 septembre, suite à une grève nationale des enseignants.

Depuis le 1 septembre le gouvernement déclenche une répression féroce contre les grévistes. Le 10 septembre la police a attaqué une manifestation des enseignants à Lima et a fait plus que deux cent arrestations.

Les six autres expulsés comprenaient un leader étudiant et cinq dirigeants du syndicat des enseignants. Jusqu'ici on n'a plus entendu parler d'eux.

Au Mexique Hugo s'est rappellé de la défense internationale qui lui avait sauvé la vie. Un dirigeant bien connu de la Quatrième Internationale, organisation mondiale trotskyste, Blanco est également l'un des révolutionnaires les plus influents de son pays.

Blanco a été arrêté et menacé d'exécution après avoir dirigé une grande lutte de paysans en 1962-63. Suite à une campagne internationale de défense, il a été libéré de prison en décembre 1970.

Mais bien que la dictature dite "réformiste" de Velasco ait relâché quelque personnages bien connus tel que Blanco, elle en garde beaucoup d'autres moins connus en prison.



Hugo Blanco

Au Mexique Blanco a relancé l'appel "aux organisations étudiantes et politiques, aux syndicats et aux intellectuels, qui ont pu empêcher l'armée de se livrer au meurtre dans le passé, à vous mobiliser une fois de plus pour défendre les péruviens dont les vies sont en danger. Leurs vies dépendent de nous".

libération

# Bolivie: l'armée brise la résistance ouvrière

par LOUIS PAQUETTE

La prise du pouvoir le 22 août en Bolivie par les forces de droite de l'armée, dirigées par Hugo Banzer Suarez, signifie une défaite majeure pour les ouvriers et les paysans du pays.

Seulement les ouvriers et les étudiants ont combattu contre le coup d'Etat. L'ancien président Torrès a fait appel aux ouvriers au dernier moment pour qu'ils le défendent. Mais les ouvriers n'ont reçu aucune direction de leurs organisations de masse.

"Armée trop tard d'armes démodées, la milice populaire n'a pas pu résister contre les chars d'assaut": telle a été l'opinion du journal Le Monde.

Malgré cela les forces populaires ont offert une résistance héroique. On rapporte au moins 100 morts et 600 blessés.

Les militants du POR ont été parmi les dirigeants de la bataille de rue. Le POR, organisation trotskyste en Bolivie, forme la section bolivienne de la Quatrième Internationale. Quarante de ses militants sont morts au combat.

Le régime Torrès, issu en octobre 1970 d'une scission de l'armée, était un gouvernement bonapartiste de gauche, qui se balançait entre les masses et l'aile droite de la classe dirigeante. Torrès ne pouvait plus survivre longtemps au moment où l'armée resserrait finalement ses rangs face à la montée des luttes de masse.

Sous le régime Torrès les ouvriers ont pu cependant gagner certaines concessions et rétablir certains droits démocratiques. La formation de l'Assemblée populaire, issue de la montée des luttes de masse qui a commencé en octobre, a été d'une grande signification.

L'existence même de l'Assemblée, composée de délégués de la population laborieuse, a posé la question du pouvoir ouvrier: quelle classe sociale allait gouverner la Bolivie. Voilà ce qui faisait tellement peur aux forces réactionnaires.

Malgré cela l'Assemblée montrait de grandes faiblesses. Elle fut ajournée pour deux mois en juin, bien que les préparatifs de l'armée pour son coup d'Etat étaient déjà bien connus.

Les forces révolutionnaires n'étaient pas assez fortes pour gagner la direction de l'Assemblée et pour l'aider à devenir un organe de double pouvoir. C'est les réformistes qui ont gardé le contrôle des séances.

La représentation des paysans, qui forment les deux tiers de la population, était faible dans l'assemblée. Le POR ne pouvait pas obtenir la représentation directe accordée aux partis réformistes de la classe ouvrière.

Le coup en Bolivie a une signification continentale. Il a montré les faiblesses des régimes "réformistes" du Pérou et du Chili, et il a beaucoup augmenté les pressions contre ces régimes.

Les masses boliviennes subissent maintenant les attaques féroces du nouveau gouvernement. L'université de La Paz a été bombardée par des chars d'assaut et des avions. Les partis de gauche sont interdits. Toute réunion de plus de quatre personnes est interdite.

Mais le dictateur Suarez ne se montrera pas plus capable que ses prédécesseurs pour rétablir la stabilité ni à résister à la remontée inévitable des luttes héroiques de la classe ouvrière bolivienne.



Les mineurs boliviens arrivent à La Paz, les armes à la main, pour combattre le coup d'Etat.

# libération

Vol. 1 No. 7 SUPPLEMENT SPECIAL -- NOVEMBRE 1971 10 CENTS



# Drapeau, Power Corp. et la mort de Michèle Gauthier





## special

# Le 29 octobre: la violence de Drapeau

par PIERRE DUCHARME

La dictature qui mène Montréal depuis 11 ans avait interdit la manifestation du 29 octobre parce que l'unité ouvrière contre l'injustice est "dangereuse", mais néanmoins plus de quinze mille manifestants ont répondu à l'appel du Front commun syndical (CSN-FTQ-CEQ) pour exprimer leur dégout envers le géant Power Corp. et l'illégalité du règlement de Jean Drapeau qui, pour défendre les intérêts de ses maîtres, est toujours prêt a réprimer les ouvriers. La manifestation légale a été très pacifique sur tout le parcours. A la dernière heure les chefs syndicaux ont voulu diriger la manifestation à l'ouest sur Dorchester pour éviter le quadrilatre interdit. La police a refusé de co-opérer et a dévié la manifestation dans la souricière policière à Craig et St-Denis. Il n'y avait plus d'issues pour les manifestants lorsque le chef dictateur de Montréal ordonna l'évacuation des lieux, et son "fessez dans le tas" a été écouté par les centaines de membres de son corps répressifs, et c'est fou de rage qu'ils ont matraqués des centaines de personnes. Ils les ont à tel point battu, que plusieurs sont dans un état très grave. Il est donc horrible de voir jusqu'a quel point le maire de Montréal peut aller pour défendre les intérets de Power Corp. De ce massacre a résulté plus de 300 blessés, des dizaines d'arrestations et surtout la mort de la camarade MICHELE GAUTHIER qui a été assassinée par une charge de la police pendant cette soirée d'horreur.

Mais la manifestation a tout de même montrée à l'Hotel de Ville et à Québec que les ouvriers sont prêts à descendre dans la rue contre les exploiteurs. Quand ils l'ont fait pacifiquement, ils se sont heurtés à la force répressive colonialiste qui les opprime et les matraque. Il ne faut plus le cacher, le peuple a assimilé dans sa mémoire, le fait que l'Hôtel de Ville est criminelement responsable de la mort de Michèle Gauthier vendredi le 29 octobre et c'est très grave, car les masses québécoises se souviendront. . . .

Même si la direction syndicale n'a pas lancé de mots d'ordre très clairs à la manifestation, l'unité en action des trois centrales syndicales a montré la voie en avant pour la classe ouvrière. Seule l'action de toute la classe ouvrière contre le gouvernement peut contribuer à solutionner la crise du syndicalisme au Québec.

Bien que nous ne sommes pas rendus à la fin de la manifestation, et bien que nous ayons perdu une patriote, les participants n'ont pas vu l'action comme une défaite, mais plutôt comme le début d'une riposte ouvrière attendue depuis fort longtemps.

Que la direction syndicale ait décidé de manifester, malgré la provocation de Drapeau indique une pression très forte des membres de base face à la crise économique du capitalisme de plus en plus aigue.

L'action du 29 octobre du Front Commun des centrales Syndicales ouvre la voie vers une politicisation des syndiqués et vers une campagne sérieuse contre le gouvernement des patrons.

## Patriote tombée



Michèle Gauthier, née Gosselin, était native de Ste-Rosalie, près de St-Hyacinthe où habitent ses parents. Michèle étudiait au Cegep du Vieux-Montréal et elle était une ardente patriote. Elle avait 28 ans quand s'affaissa sur elle le bras sale de l'injustice dictatoriale et colonialiste de Montréal. Son mari est nouvelliste à Radio-Canada, et son père milite depuis 20 ans dans la Fraternité canadienne des employés de chemins de fer, section 341. Michèle est morte pendant qu'elle luttait.

**libération** RÉDACTEUR: ANDRÉ DOUCET

B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publie tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur, le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les editoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement no 2611."

# La tâche des syndicats

par A. DOUCET et J. LEGENDRE

Quelles conclusions à long terme pouvons-nous tirées de la manifestation du 29 octobre? Divers opinions ont déjà été émises quant aux perspectives de la lutte contre les lois anti-démocratiques de Drapeau et Cie.




Le 29 n'est pas la fin des actions de masse à Montréal, mais plutot le début. De conclure qu'on ne peut rien faire, qu'il faut les plans militaires, des casques et bâtons de fer, et la guerre de guérilla ou bien l'électoralisme pur et simple genre PQ, c'est tomber victime du jeu des gouvernements municipal et provincial.

L'imposition du règlement 3926 reflète un rapport de force politique défavorable à la classe ouvrière -- rapport de force qu'il faut inverser par l'éducation, l'organisation et la mobilisation de la grande masse québécoise.

La meilleure façon d'étendre la démocratie c'est d'exercer nos droits -- à travers des mobilisations dans la rue, de plus en plus massives, indépendantes de tous partis bourgeois, et à travers des campagnes de défense devant les tribunaux.

Commençons par exiger la cassation de toutes les accusations du 29 et d'en faire de ces procès des procès politiques contre la loi anti-manifestation. Il faut dénoncer cette loi le 6 novembre à la manifestation contre la guerre au Vietnam et à toutes autres actions prévues. Il faut expliquer aux millions de Québécois comment Drapeau est prêt à recourir à l'assassinat pour protéger les biens du patronat devant une violence "appréhendée".

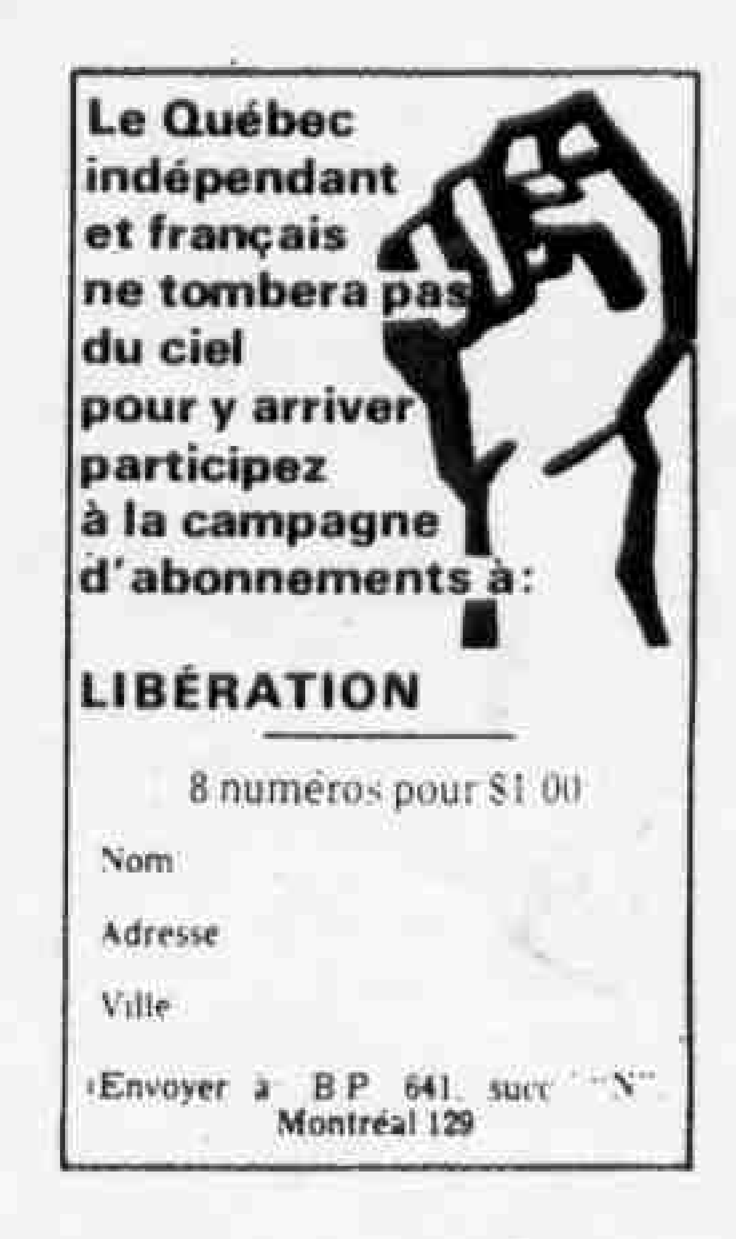
Mais les perspectives ne se limitent pas aux actions dans la rue, et à l'action légale.

A peine dix minutes après de départ de la manifestation à la défense des travailleurs de La Presse, le PQ décidait de se désolidariser de la manifestation. Et cela tout juste après une double attaque contre les travailleurs, soit la fermeture de La Presse et la loi anti-manifestation de Drapeau. Le mouvement de masse s'est retrouvé isolé face au pouvoir, sans représentants à l'Assemblée nationale.

Un quotidien des travailleurs, c'est un grand pas en avant pour les travailleurs. Mais les capitalistes utilisent le gouvernement à sa solde pour s'attaquer de plus en plus durement aux travailleurs. La lutte au niveau purement économique, n'est plus suffisant. Il faut que les travailleurs se lancent à la conquête du pouvoir politique pour défendre leurs intérets qui sont ceux de la grande majorité de la population. A partir de leurs syndicats, les travailleurs doivent organiser immédiatement leur propre parti politique de masse. Un parti d'action qui combatterait à tous les niveaux et qui utiliserait l'Hôtel de Ville et l'Assemblée Nationale pour développer la lutte des travailleurs et les mener à la victoire.

Le FRAP a été l'embryon d'un tel parti au niveau municipal, mais les pouvoirs politiques de la bourgeoisie ont vites profités de la répression d'octobre '70 pour le détruire en le calomniant de "couverture du FLQ".

Comme on l'a vue encore une fois, le 29 octobre on ne peut pas compter sur le PQ qui tient plus au respect bourgeois qu'aux intérêts des travailleurs. La nécessité d'une action politique partisane des travailleurs est à nouveau confirmée. Sans leur propre parti de masse, les travailleurs font face à la politique anti-ouvrière, le chômage et la répression des gouvernements actuels, sans avoir l'arme politique efficace et nécessaire qu'il faut. C'est par cette voie que les travailleurs bâtiront un Québec indépendant et français dirigé par les travailleurs dans l'intéret réel de toute la nation.



libération



# la presse aux Québécois !

par DENA BLUMENTHAL

Le plus grand quotidien français en Amérique, La Presse, vient de fermer ses portes. Les travailleurs ont été jetés sur le pavé. Le patronat, représenté par Drapeau et Bourassa, a brutalement brisé une manifestation de protestation de masses laborieuses vendredi le 29 octobre. Le mouvement ouvrier, face à cette attaque directe, vient d'annoncer que Québec-Presse collaborera à la publication d'un quotidien des travailleurs jusqu'à ce que ce conflit soit réglé, et a demandé au gouvernement de nommer un administrateur à La Presse pour déterminer si le journal est mal dirigé. Ce développement est un pas en avant pour les travailleurs au Québec. Avec cet outil indispensable, ces ouvriers seront bien informés en ce qui concerne les véritables développements dans le conflit, et la solidarité des syndiqués sera renforcée d'une façon très importante. Qu'est-ce qu'il faut faire pour régler ce conflit? Comment les travailleurs de La Presse vont-ils regagner leurs positions? Depuis longtemps on a constaté que la qualité des informations dégénère à La Presse. Seulement le point de vue du patronat sort de ses pages. Les québécois ont besoin d'un journal honnete qui parle de leurs problèmes et qui avance la cause des travailleurs, la vaste majorité de la nation québécoise. Mais un quotidien ouvrier, comme moyen de pression ne suffit pas. L'édifice de La Presse, très bien équipé, reste vide, avec un cadenas sur la porte mis par un patron avec la complicité du gouvernement qui ne tient nullement compte des besoins de la population à de bonnes informations et des emplois. Les travailleurs qui savent faire fonctionner les machines, peuvent sortir un journal de qualité, et doivent y entrer et doivent gérer le journal en fonction des intérets de la majorité de la population. C'est au gouvernement d'enlever le cadenas et de laisser entrer ceux qui ont vraiment intérêt à faire circuler les nouvelles -- les travailleurs eux-mêmes. Les patrons ne faisaient que ramasser les profits.

Maintenant, avec la sortie du Daily Express comme quotidien, au lendemain de la fermeture de La Presse, il y a trois quotidiens en anglais et pas un seul valable en français. Nous avons besoin d'un instrument qui dit la vérité et qui avance nos luttes pour un Québec indépendant et français, gouverné par les travailleurs. Il n'y a pas d'autres solutions au conflit. Si nous ne nationalisons pas La Presse, Power Corporation continuera à se moquer des travailleurs et de la vérité.

•••




# matraquée le 29 oct.

par GAETANE BARON

Mon cas n'est pas isolé, mais nous ne devons pas le passer sous silence. Ma révolte augmente de plus en plus à voir que 15,000 ou 20,000 personnes sont incapables de faire face aux flics.

Les flics foncent sur la masse et ils frappent partout. Je ne vois plus mon camarade, je ne vois plus rien que des flics qui battent les manifestants.

Les gens crient, se dispersent et les flics isolent des manifestants ça et là. Je reçois un coup de matraque dans le dos. Je me retourne et un violent coup sur la tempe droite m'assome. Je tombe par terre. Les gens me piétinent. Les flics me trainent par terre comme un torchon, ils me frappent à coups de pieds, à coup de matraques. Je suis toujours à demi-consciente, face contre terre et ils me battent. Des gens crient "lâchez-la, c'est une femme". Et ils frappent encore plus fort. Ils m'accrochent par les bras, déchirent mon coupe-vent aux couleurs des patriotes, me lèvent debout. Je retombe, je m'éveille. Je me vois assise par terre, six flics se ruent sur moi, me frappent.

Je saisis un bâton et je les frappe. A coup de pied, à coup de bâton. Est-ce un si grand malheur que de se défendre contre six "agents de la paix" qui me battent. Je me sens réellement une esclave battue par ses maîtres. D'autres flics arrivent par en arrière, me lèvent. Ils me poussent en disant "marche comme du monde maudite chienne". Un flic dit "embarquez-la" et un autre répond " tu sais bien qu'on ne peut pas" (en cours j'aurais des marques très visibles.)

J'essaie de m'agripper après les maisons, ils me frappent et me poussent. Je me traîne tant bien que mal et ils frappent toujours en arrière.

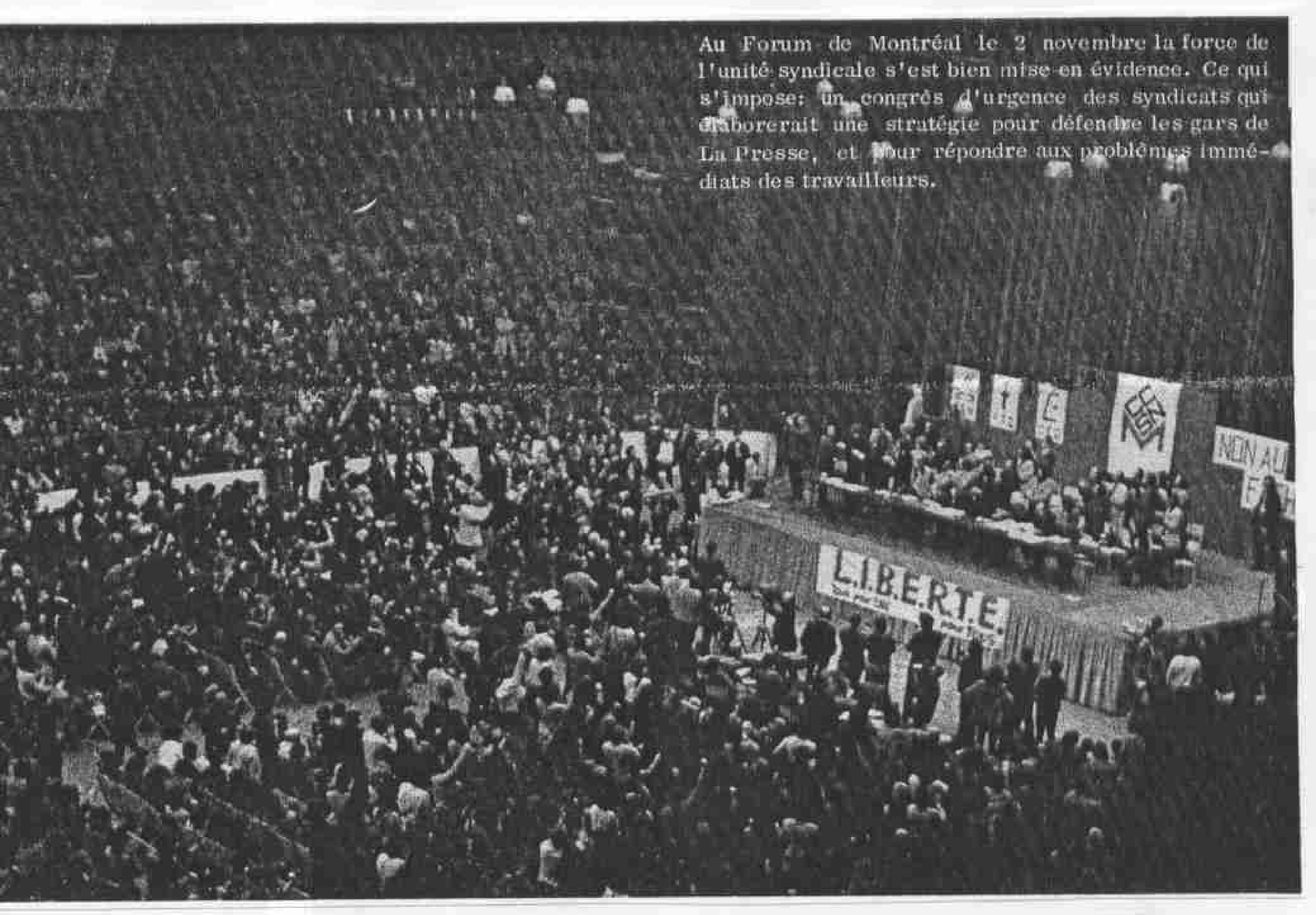
Vendredi, ils m'ont matraqué le corps. Ca guérit! Ils m'ont déchiré le coeur. Ils m'ont arraché l'âme. Mais ils ne pourront jamais brisé ma volonté de me battre pour l'indépendance, pour la libération totale du peuple québécois!

# libération

Vol. 1 No. 8 | décembre 1971 | 15 cents


## Pour le contrôle ouvrier à la Presse

# Pour un congrès syndical d'urgence




Au Forum de Montréal le 2 novembre la force de l'unité syndicale s'est bien mise en évidence. Ce qui s'impose: un congrès d'urgence des syndicats qui élaborerait une stratégie pour défendre les gars de La Presse, et pour répondre aux problèmes immédiats des travailleurs.

par ALAIN BEINER

La décision, prise le 16 novembre de suspendre la publication du Quotidien Populaire, journal ouvrier lancé le 2 novembre, est significative de la profonde crise de direction au sein du mouvement syndical québécois.

Selon un porte-parole des 11 syndicats représentant les employés de La Presse: "Le conflit à La Presse avait pris en fin de semaine dernière une nouvelle tournure, qui nécessite une réallocation des ressources au sein des différents syndicats représentants les employés de La Presse.

"Parce qu'il faudrait mobiliser des moyens financiers et humains énormes, il apparaît inopportun de mener la bataille sur les deux fronts en même temps, à moins que ce ne soit absolument nécessaire.

"Ce qui veut dire que le Quotidien Populaire pourra renaître si les négociations entre les employés de La Presse et la direction ou les propriétaires de ce journal, ne se déroulent pas normalement." (Quotidien Populaire du 16 nov/71, p. 2).

Ce "geste fraternel" vient confirmer le fait que le Quotidien Populaire n'était, pour les dirigeants syndicaux, qu'un moyen de pression pour pousser les propriétaires de La Presse à la table de négociation, et non une arme permanente de la classe ouvrière "guidé par les objectifs d'une information honnête, complète et de qualité".

Mais cette concession ne peut pas nier la signification de la riposte organisée par les centrales syndicales québécoises depuis le lockout à La Presse.

L'établissement du Front Commun des trois centrales, FTQ, CSN, et CEQ, fut le premier élément du tournant, élément clef à la défense des travailleurs québécois face à l'unité du gouvernement et des patrons.

Le Front Commun a ensuite organisé la manifestation de masse du 29 octobre en solidarité avec les travailleurs de La Presse. Bien qu'elle fut brisée par la violence de Drapeau, la

Suite à la page 3

libération

## Programme de lutte pour les gars de La Presse

# Appel pour un congrès syndical

par ALAIN BEINER

La décision, prise le 16 novembre de suspendre la publication du Quotidien Populaire, journal ouvrier lancé le 2 novembre, est significative de la profonde crise de direction au sein du mouvement syndical québécois.

Selon un porte-parole des 11 syndicats représentant les employés de La Presse: "Le conflit à La Presse avait pris en fin de semaine dernière une nouvelle tournure, qui nécessite une réallocation des ressources au sein des différents syndicats représentants les employés de La Presse.

"Parce qu'il faudrait mobiliser des moyens financiers et humains énormes, il apparaît inopportun de mener la bataille sur les deux fronts en même temps, à moins que ce ne soit absolument nécessaire.

"Ce qui veut dire que le Quotidien Populaire pourra renaître si les négociations entre les employés de La Presse et la direction ou les propriétaires de ce journal, ne se déroulent pas normalement." (Quotidien Populaire du 16 nov/71, p. 2).

Ce "geste fraternel" vient confirmer le fait que le Quotidien Populaire n'était, pour les dirigeants syndicaux, qu'un moyen de pression pour pousser les propriétaires de La Presse à la table de négociation, et non une arme permanente de la classe ouvrière "guidé par les objectifs d'une information honnête, complète et de qualité".

Mais cette concession ne peut pas nier la signification de la riposte organisée par les centrales syndicales québécoises depuis le lockout à La Presse.

L'établissement du Front Commun des trois centrales, FTQ, CSN, et CEQ, fut le premier élément du tournant, élément clef à la défense des travailleurs québécois face à l'unité du gouvernement et des patrons.

Le Front Commun a ensuite organisé la manifestation de masse du 29 octobre en solidarité avec les travailleurs de La Presse. Bien qu'elle fut brisée par la violence de Drapeau, la décision de la direction syndicale de défier le règlement anti-démocratique de l'Hotel de Ville a constitué un pas important en avant.

Le tournant pris par la direction syndicale a commencé à prendre forme avec le lancement du quotidien ouvrier et avec la réunion de 15,000 personnes au forum de Montréal le 2 novembre.

Le mouvement syndical québécois s'est vu obligé de se défendre face à l'offensive anti-ouvrière provoquée par les difficultés de plus en plus aigues du capitalisme à l'échelle de l'Amérique du Nord. Le gouvernement patronal à Québec essaye de maintenir les profits de l'industrie privée au dépens de la classe ouvrière.

Le lockout à La Presse, en vue de changements technologiques, est le point central de cette offensive.

A ceci, il faut ajouter le règlement anti-manifestation de Drapeau, la position rigide du gouvernement dans les négociations du secteur public et para-public, les fermetures d'usines et les mises à pied qui s'amplifient, ainsi que les menaces du gouvernement visant un gel des salaires. Les mesures économiques de Nixon et sa déclaration d'un gel des salaires américains pour 90 jours, ne sont pas isolées de la crise qui se dessine au Québec.

Mais la riposte lancée par les syndicats n'est pas sans faiblesse. La réunion de masse au forum et la manifestation du 29 octobre n'ont avancé aucune revendication claire. En acceptant les négociations à huis-clos avec la direction de La Presse et le gouvernement, les dirigeants syndicaux sont responsables d'une absence quasi-totale chez la population d'information sur le conflit. Peu de personnes sont au courant des points litigieux, et de ce qu'éxige les 11 syndicats représentants les employés.

L'approfondissement de la riposte en grève générale, idée déjà évoquée à plusieurs reprises dans les syndicats, pourrait paralyser l'attaque capitaliste, si elle est motivée par des revendications concrètes. Une décision de débrayer en masse à une date encore indéterminée a été prise le 13 novembre par quelque 300 délégués syndicaux du Conseil central de Montréal de la CSN, rassemblés en réunion d'urgence extra-ordinaire, et des contacts ont été pris avec la FTQ et la CEQ pour qu'elles se joignent à une telle action.

Une telle initiative, si prometteuse soit-elle, demeure coquille vide sans un programme clair, capable de rallier la masse ouvrière autour de revendications précises. Un tel programme pourrait expliquer ce qu'il faut pour régler la crise à La Presse.

Afin de combler cette lacune programmatique, la Ligue Socialiste Ouvrière lors de sa dernière réunion du Comité national tenue le 14 novembre, a décidé de lancer un appel pour un congrès d'urgence du mouvement syndical québécois, pour décider d'une stratégie relativement au conflit à La Presse et aux autres aspects de l'offensive patronale.

Un tel congrès, composé de délégués élus par tous les syndicats locaux affiliés aux trois centrales, pourrait mobiliser la classe ouvrière québécoise dans son ensemble en vue d'une lutte sérieuse. Le congrès adopterait une base programmatique pour une telle lutte et des actions comme la grève générale.

Une pareille assemblée démocratique couperait court aux calomnies

*Suite à la page 2*





Violence policière et riposte populaire. A gauche, l'une des victimes de l'attaque policière lors de la manifestation du 29 octobre qui a couté la vie à Michèle Gauthier. A droite, les Québécois s'unissent aux funérailles. Le mépris n'aura qu'un temps!

Suite de la page 1

des gouvernements provincial et municipal quant à "l'écart" présumé qui existe entre les dirigeants et les membres syndiqués, et quant à "l'inexistence" d'une démocratie authentique au sein du mouvement syndical. Drapeau, devenu défenseur de la démocratie, a dit: "Ils prétendent parler au nom de plusieurs millions de membres, mais en réalité, ces membres ne sont pas consultés..." (!)

Un congrès d'urgence du mouvement syndical ferait taire Cournoyer, Bourassa, Tetley et Drapeau, sans mentionner leurs campagnons d'armes, les Créditistes.

Le programme avancé par la Ligue Socialiste Ouvrière, pour un tel congrès, se résume ainsi: le contrôle ouvrier à La Presse, c'est-à-dire le relancement du Quotidien Populaire, en tant que quotidien francophone le plus important en Amérique du Nord, au locaux de La Presse, avec l'équipement en place. Le gouvernement de Bourassa doit nationaliser La Presse, et la rendre aux employés qui ont prouvé dans le Quotidien Populaire, qu'ils sont capables de sortir de l'information libre, répondant aux besoins de la population.

En ce qui concerne la crise économique plus globalement, la LSO propose les revendications suivantes:

a) liberté syndicale, contre tout contrôle des salaires!

b) échelle mobile des salaires dans toutes les conventions collectives, en rapport avec la hausse du coût de la vie!

c) adoption de la semaine de travail de 30 heures avec aucune baisse de salaire, afin de créer de nouveaux emplois!

d) nationalisation de toute industrie étrangère qui ferme ses portes et jète des Québécois sur le pavé!

e) français, seule langue de travail, pour mettre fin à la discrimination linguistique dans les domaines de salaire, d'avancement, et d'embauchage!

f) pour un parti ouvrier de masse, basé sur les syndicats, capable de défendre les intérêts des travailleurs (et des manifestants!) à tous les niveaux, y compris à l'Assemblée nationale, en vue de la libération du Québec.

L'adoption de ce programme de lutte compléterait la riposte des syndicats qui a ouvert la voie à une politisation et une radicalisation du mouvement ouvrier.

*Partie intégrante de la lutte nationale:*

# Lutte de libération de la femme

par COLLEEN LEVIS

Michèle Gauthier est morte. Une femme, une militante du mouvement nationaliste et du mouvement de libération de la femme, pas très bien connue il est vrai.

Pourtant sa mort tragique a une fois de plus fait ressurgir une question assez mal comprise, celle de la libération de la femme. Les femmes québécoises qui militent dans ce mouvement ou qui y sont sympathiques rencontrent dans le mouvement nationaliste un certain sarcasme et un manque de considération sérieuse. La seule façon d'y remédier et de mettre court à ces attitudes ne peut se faire que par la construction d'un mouvement de masse des femmes au Québec, autour de leur propres revendications.

Tout comme le manque de femmes dans les gouvernements de Québec et d'Ottawa est flagrant, on remarque le même manque de femmes à la tete des mouvements et des organismes de masse qui luttent pour la libération des Québécois. Combien de femmes sont reconnues comme dirigeantes dans le mouvement nationaliste? dans le mouvement ouvrier? syndical? Combien d'étudiantes sont à la tête de groupements étudiants? Alors comment gagner l'indépendance du Québec, ou même des luttes syndicales sans la force des Québécoises, des travailleuses? Cette situation signale un malaise.

On peut donner tellement d'exemples du manque de conscience de ce problème grave dans le mouvement nationaliste. En février passé, lors de l'assemblée du "gouvernement provisoire" parrainné par le MDPPQ, l'assemblée a attaqué des militantes du mouvement de libération de la femme qui ont parlé de l'oppression de la Québécoise. Il y a évidemment un changement qualitatif dans cette attitude anti-féministe. A la réunion syndicale du 2 novembre, une bonne partie des 12,000 Montréalais qui s'étaient réunis ont accueilli favorablement un discours de Nicole Thérrien sur la situation oppressive de la Québécoise.

La raison principale du chauvinisme masculin dans le mouvement nationaliste est la non-reconnaissance de l'oppression universelle de la femme. Contrairement au mythe qui dit que la femme est privilégiée, la Québécoise souffre d'une double oppression. Exploitée tout comme les hommes de sa nation, elle est de plus, opprimée à cause de son sexe dont elle hérite par hasard à la naissance. L'idéologie de l'Eglise catholique, du gouvernement et des traditions familiales ont bien mijoté leur complot. On ne nous permet pas le controle de nos propres corps puisque l'on n'a pas l'accès libre aux moyens contraceptifs ni à l'avortement sur demande.

**On nous pousse à devenir mère-de-famille et ménagère sans salaire. Le but de nos vies est de plaire aux hommes, à nos maris, à nos pères et à nos patrons. On nous force à donner la vie à des enfants non-voulus, à les élever nous-mêmes, sans garderie publique, sans aide financière. Cela ne nous laisse aucune liberté de choix de carrière à entreprendre ou poursuivre. On nous paie des salaires moindres qu'aux hommes. On nous donne les pires emplois. Tous les moyens possibles ont été pris afin de nous rendre les plus conservatrices -- les esclaves des esclaves.**

**Après une lutte héroique des Québécoises, le gouvernement nous a accordé le droit de vote en 1940, quel**ques vingt ans après les femmes du Canada anglais. Et nous luttons toujours pour que soient reconnus nos droits civiques, tel que celui de décider nous-mêmes si oui ou non nous voulons avoir des enfants. Bien que les femmes du Parti Libéral et de l'association des Médecins canadiens se soient prononcés pour l'abrogation des lois sur l'avortement, ainsi que des centaines de groupes et des milliers de femmes, nous n'avons toujours pas droit à l'avortement légal sur demande.

Les femmes ont joué un rôle important dans toutes les grandes luttes. Si pour l'instant l'on ignore le rôle des Québécoises dans les luttes nationales, ce n'est pas qu'elles n'y ont joué aucun rôle. Mais, tout comme l'histoire des patriotes, l'histoire des ouvriers, l'histoire des femmes, des Québécoises reposent dans le mutisme historique.

Et pour ceux qui croient que les femmes doivent simplement attendre l'indépendance du Québec pour être libérées, on peut aussi tirer des leçons de l'histoire. De toute l'histoire, la femme n'a jamais gagné ses droits sans lutte. Le seule garantie de notre libération de pair avec celle de notre nation, est d'entreprendre la lutte dès maintenant.

Est-ce qu'une lutte des Québécoises organisé par elles dans leur propre mouvement indépendant du mouvement nationaliste divise les forces nationalistes? Non. Au contraire, le mouvement de libération des femmes constitue une force puissante pour la libération du Québec. Parce que l'ennemi visé est le même. Ce qui ne reconnait pas les droits fondamentaux de tout le monde, c'est le même système. Tout comme le matraquage de Drapeau, tout comme les mesures de guerre de Trudeau, tout comme le chômage de Bourassa, l'interdiction à l'avortement inscrit au code pénal reflète une société qui n'est nullement intéressée au bien-être de sa majorité. On protège bien la propriété privée du quartier des affaires de Montréal. On protège les profits des usines et des bureaux. Mais nos droits, nos besoins ne sont jamais protégés. Tous les mouvements qui s'organisent contre l'injustice de la société aident fortement la lutte pour l'indépendance du Québec. Cette libération serait vide de sens, sans la libération de la moitié de la nation. C'est justement à travers la lutte des Québécoises pour leur libération que la puissance de leurs forces sera ajoutée aux forces qui luttent pour l'indépendance. La politicisation des femmes au Québec commence, et ce dans tous les domaines. Ce sera à travers des expériences comme le 29 octobre, où des femmes qui manifestaient ont subi le matraquage. Cinq femmes blessées ce soir-là ont déclaré après: "Nous ne pouvons plus rester inactives, nous ne pouvons plus rester muettes". Puis ce sera à travers les campagnes qui nous touchent directement comme celle pour l'abrogation des lois sur l'avortement où les femmes seront impliquées dans des luttes contre les gouvernements québécois et fédéral. Ses femmes déjà engagées dans ces luttes ne sont pas l'exception, mais tracent la voie en avant pour toutes les québécoises.

C'est surtout à travers des victoires contre les lois et les traditions injustes, que les femmes gagneront le respect des nationalistes qui ne voient pas encore l'inter-relation de nos luttes. Et ainsi on va démontrer qu'il ne peut y avoir de Québec libre sans femmes libérées.




QUEBECOISES!

Avez-vous pensé à faire autres choses avec la vie que trouver un mari et un diamant chez Birks?

Ces annonces sont sorties par des compagnies qui font leurs profits en nous maintenant en "deuxième sexe".

# Le contrôle de notre corps

par DENA BLUMENTHAL
Montréal, le 20 novembre.

Plus de 400 personnes ont défilé aujourd'hui dans les rues de Montréal pour répondre à l'appel lancé par le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement. Cette première action de rue a démontré un grand enthousiasme et une volonté de gagner que rien ne saura arrêter.

Le 20 novembre des milliers de femmes aux Etats-Unis, au Canada et au Québec sont descendues dans les rues pour l'abrogation de toutes lois sur l'avortement.

Les coalitions qui se sont formées dans plusieurs parties du monde voient dans les manifestations du 20 novembre le premier pas d'une campagne de masse qui engagera des millions de femmes.

"Lorsque nous nous unirons de par le monde, affirme le Comité d'Action Nationale pour l'Avortement aux E-U, aucune force ne saura nous arrêter".

Au Canada et au Québec, une campagne de pétition a été également lancée à l'appui d'un projet de loi déposé par Grace McInnis, députée NPD, pour l'abrogation de tous les articles du code criminel relatifs à l'avortement.

La campagne reçoit de plus en plus d'appui à travers le Québec. Plusieurs artistes québécois tels Pauline Julien et Yvon Deschamps ont donné leur temps afin de monter un spectacle au profit du Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement.

Plus de 100 personnes ont participées à une soirée d'information publique le 21 octobre.

La campagne pour l'abrogation des lois sur l'avortement est la campagne prioritaire lancée par la nouvelle vague féministe. Elle est initiée par le mouvement de libération de la femme parce que celui-ci sait que pour la femme le contrôle de son corps est le premier pas nécessaire dans la lutte pour sa libération totale.

Cette campagne mobilise beaucoup de femmes qui, pour la première fois, se lancent en action pour leurs propres besoins et contre le gouvernement. Les militantes forgées à travers cette campagne seront un apport considérable à la lutte pour la libération de toute l'humanité.

(Pour de plus amples renseignements sur les activités du Front Commun, adressez-vous à 877 Dollard, Outremont, Québec; 277-0057.)

8000 personnes dans la rue

libération

# Action de masse le 16 oct.

par JEAN HERIVAULT

"Ce n'est qu'un début, continuons le combat!" Tel est la détermination du Front Commun pour la Défense de la Langue Française après le succès de la manifestation de masse du 16 octobre.

Le 15 octobre, 10,000 étudiants en journée d'étude sur la langue.

Le 16, sous le banderole du FCDLF, 8,000 personnes ont défilés dans les rues de Montréal, commemorant l'anniversaire de la loi des mesures de guerre, pour protester contre la répression policière et pour revendiquer un Québec français.

A sa réunion régulière du 27 octobre, dans un rapport présenté par Alain Beiner, le Front commun entend maintenant continuer et renforcer l'action avec la convocation d'une conférence nationale. Le rapport précise la nécessité de mobiliser tous les Québécois qui désir un Québec français pour l'annulation du Bill 63.

Dans son mémoire présenté à l'Assemblée Nationale, le FCDLF dit qu'il faut stopper toute nouvelle législation sur la langue telle que le Bill 28 qui ne fait qu'appliquer les principes assimilationnistes du Bill 63, et qu'il faut continuer les mobilisations contre ce bill et pour un Québec français.

La manifestation du 16, qui s'est déroulée autour des thèmes "Français langue du travail, français langue d'enseignement", a clairement démontré la détermination de larges couches de Québécois de défendre leurs droits linguistiques.

La manifestation du 16 octobre s'inscrit dans les grands mouvements des dernières années autour du problème de la langue, mouvements qui démontrent clairement l'insatisfaction des Québécois quant au statut de leur langue.

Les manifestants se sont rassemblés au Parc Lafontaine pour se rendre à l'édifice de l'Hydro-Québec où se trouve les bureaux du premier ministre Bourassa. Tout au long du parcours des milliers de personnes se sont jointes à la marche, tandis que des centaines d'autres, du trottoir et des balcons, ont exprimés leur sympathie envers les revendications des manifestants.

Le service d'ordre peu nombreux mais efficace a assuré le bon déroulement de la manifestation. Devant l'Hydro-Québec, quelques gauchistes et Maoistes ont essayé de briser la manifestation en lançant des projectiles dans les vitres et sur les manifestants et les orateurs qui se trouvaient devant. Ces Maoistes étaient les mêmes qui avaient dénoncé la manifestation en la qualifiant de fasciste.

Jean Hérivault, responsable du service d'ordre, a résisté à ces provocations en regroupant les manifestants. Hérivault, organisateur de la Ligue Socialiste Ouvrière, disait sous la pluie de projectiles, qu'il fallait résister à la provocation et qu'on était là pour manifester pacifiquement notre opposition au gouvernement Bourassa qui adopte des lois contre les Québécois.

Michel Chartrand a qualifié les lanceurs de pierres, de provocateurs qui n'ont pas le courage de se montrer, et qui se cache dans nos rangs. "Les manifestations de rue continueront, a-t-il dit, en mobilisant de plus en plus de Québécois.

Reggie Chartrand a expliqué aux manifestants que "l'oppression linguistique est une arme terrible dans les mains des oppresseurs anglo-saxons pour maintenir le peuple québécois à genoux".

Cette manifestation de masse, a précisé Raymond Lemieux, est la première action dans le cadre d'une campagne à long terme pour gagner un Québec français.

Alain Beiner, organisateur national de la Ligue des Jeunes Socialistes (LJS) a expliqué comment l'incapacité du gouvernement à défendre la langue française indique le pourrissement du système capitaliste dans son ensemble: "L'oppression linguistique des Québécois est un aspect parmi tant d'autres de l'exploitation capitaliste, aspect le plus flagrant, capable de rallier les masses contre la classe dominante. Le but de la LJS est de libérer le Québec de toute oppression, d'en faire un pays indépendant, socialiste et français!"




C'est suite à l'action commune du 1er juillet que la Ligue des Jeunes Socialistes a pris l'initiative de lancer un appel pour former le Front Commun pour la Défense de la Langue Française avec Reggie Chartrand et Raymond Lemieux. Plusieurs organisations et individus s'y sont ralliés tout au long de la construction de la manifestation.

Aux assemblées organisées par le Front Commun dans des écoles à travers le Québec des orateurs de la Ligue Socialiste Ouvrière et de la Ligue des Jeunes Socialistes ont expliqué le caractère hautement progressiste de la lutte contre l'oppression linguistique.

La LJS a diffusé des milliers d'exemplaires d'un tract qui expliquait la nécessité pour les socialistes "d'appuyer sans condition les luttes démocratiques d'une nation opprimée, en tant que lutte contre l'oppression impérialiste que l'élimination de cette oppression nationale est une condition essentielle sur la voie vers l'internationalisme socialiste".

La lutte pour un Québec français sera l'axe principale des prochaines luttes nationales. Les mobilisations pour la défense de la langue française contre le Bill 63 il y a deux ans avaient mis en branle toute la nation et ébranlé le gouvernement unioniste. Si cette bataille a été perdue, nous pouvons dire après cette nouvelle mobilisation des Québécois que nous allons gagner la victoire finale.

*Suite à la page 2*



Alain Beiner de la Ligue des Jeunes Socialistes adresse la parole aux 8,000 manifestants devant l'édifice Hydro-Québec à Montréal le 16 octobre.




Les dirigeants de la manifestation du 16 à Montréal: Reggie Chartrand (à Gauche), Alain Beiner, Michel Chartrand, Robert Lemieux et Raymond Lemieux. A droite Pierre Bourgault du PQ qui a également pris la parole.

# Malgré le refus de l'Eglise le spectacle est acclamé

Il a fallu deux représentations à la salle des Charpentiers le 19 novembre à Montréal pour accueillir quelques mille personnes venues assister au spectacle organisé par le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement.

Tout le monde s'est bien amuse -- sauf les braves monseigneurs se cachant dans les garde-robes de leurs évêchés. Quarante-huit heures avant le spectacle, ils avaient fait annuler la location de la salle de l'église St-Louis-de-France pour ce spectacle, réservée un mois à l'avance.

Ils comptaient sans doute que cela ne laisserait pas assez de temps au Front Commun pour trouver une autre grande salle et pour faire les changements publicitaires.

Encore une fois, l'Eglise nous montre de quel coté elle se trouve: du côté des privilégiés, de la classe dirigeante, du patronat. Son rôle est de maintenir l'"ordre".

Le droit des femmes à l'avortement, c'est dangereux! Les femmes veulent se libérer du joug des grossesses non voulues, et de toute autre forme d'assujéttissement. Mais l'Eglise se base sur l'oppression humaine et surtout sur l'oppression des femmes. Elle a raison de s'effrayer.

Mais ni l'Eglise, ni aucune autre institution de la classe dirigeante, ne pourra résister à ce mouvement libérateur.

libération

# Bilan des grèves aux universités

par PAUL KOURI

Le mouvement de solidarité étudiante avec les grévistes aux deux universités, l'UQAM et l'U de M, a été une expérience d'une grande importance pour les étudiants québécois.

Ce mouvement a montré à la fois les possibilités et les problèmes de l'organisation indépendante des étudiantes pour le controle de l'université par ceux qui y étudient et y travaillent.

Les employés de l'Université de Montréal ont terminé leur grève le 2 novembre en acceptant une augmentation de salaire de 6.1%.

A l'Université du Québec à Montréal (UQAM) les professeurs organisés dans le SPUQ, affilié à la CSN, ont gagné leur premier convention collective.

Ils ont gagné quelques avantages importantes au niveau des salaires, de la sécurité d'emploi et des conditions de travail. Par contre le second objectif du SPUQ, celui de diminuer les pouvoirs de l'administration dans l'enseignement, n'a pas pu être atteint en grande partie.

D'ailleurs une véritable alliance entre professeurs et étudiants contre l'administration pour le contrôle des buts et des conditions d'enseignement universitaire a été fortement compromise, étant donné l'absence d'une organisation indépendante des étudiants.

Le refus des employés de soutien de franchir les lignes de piquetage (malgré les menaces de la part de l'administration) et le respect des mêmes lignes par la totalité des étudiants démontrent cependant une certaine solidarité professeur-étudiant-employé face à une administration hostile aux intérets de chacun de ces groupes.

La crise universitaire force le gouvernement et son intermédiaire, l'administration, a augmenter son contrôle sur l'ensemble de l'université. Il faut rentabiliser le fonctionnement de l'université pour qu'elle puisse mieux servir les besoins de l'entreprise privée.

Les revendications des professeurs, qui attaquaient les pouvoirs de l'administration, avaient dans ce contexte une dynamique anti-capitaliste.

Les étudiants doivent se servir de ses conflits pour élever la lutte au niveau du controle réel de l'université par les étudiants, les professeurs et les employés. En pratique ceci implique une lutte pour transformer une institution qui renforce idéologiquement et techniquement le statu quo, en une université contestataire, qui deviendra un instrument de lutte pour la libération du Québec.

A l'Université de Montréal c'était surtout le manque d'organisation et de participation des étudiants qui a permis à l'administration de maintenir un rapport de forces favorable face à une lutte tenace de la part des employés.

Par contre à l'UQAM, au moins une minorité importante d'étudiants (500 à 1,000) se sont servis du conflit (professeurs-administration) pour discuter de leurs problèmes d'étudiants, et les moyens pour les solutionner.

Enfin un grand nombre a démontré une volonté d'arriver à une organisation autonome de masse. Mais faute de perspectives claires pour leur lutte, les étudiants n'ont pas pu avancer leurs intérets pendant la grève.

Il fallait pendant la grève formuler des revendications concrètes qui visaient le contrôle de l'enseignement, liant ainsi les intérets des étudiants à ceux des professeurs en lutte. Une mobilisation importante des étudiants aurait pu s'effectuer à travers des assemblées générales et des réunions dans les modules sur des prises de position claires.

La grève est terminée. Un point de ralliement pour les étudiants est maintenant plus difficile à trouver. Mais au comité de coordination et aux militants étudiants, le défi se pose toujours: comment passer à l'action pour avancer nos intérets? Le comité de coordination doit préparer, en collaboration étroite avec les modules, une assemblée générale pour discuter et agir sur les implications de la nouvelle convention collective pour les étudiants et sur l'idée du front commune étudiant avec les étudiants des Cegeps lancée par le Quotidien Populaire.

Concrètement comment les étudiants de l'UQAM vont-ils répondre à la grève générale que la Conseil Central de la CSN propose si le conflit à La Presse ne se règle pas?

Pour répondre à ces questions, et pour agir d'une façon efficace, une assemblée générale sur ces deux questions doit lancer le projet d'une organisation étudiante, mobilisant les étudiants pour une université contrôlée par les étudiants, les professeurs et les employés, servant les intérets de la majorité des Québécois, et pour que La Presse soit entre les mains des travailleurs.

# Conférence pour un Québec libre

"L'action sans la théorie ne peut pas mener à la libération de notre nation. De pair avec les actions de masse dans la rue, telles le 1 juillet, le 16 octobre et le 29 octobre, la libération du Québec exige la formation de révolutionnaires qui, à partir des actions partielles, des luttes syndicales et des révoltes spontanées, seront capables de diriger la nation québécoise vers l'établissement d'un Québec indépendant et français, gouverné par les travailleurs, libre de toute oppression."

Voilà comment se termine un communiqué de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO) annonçant la tenue d'une grande conférence nationale de formation socialiste qui sera organisée *conjointement* par la LSO et la LJS (Ligue des Jeunes Socialistes). La conférence est prévue pour les 11 et 12 décembre, à Montréal.

En plus d'un grand nombre d'invités québécois du mouvement nationaliste et ouvrier, la LSO a fait savoir que seront présents des révolutionnaires de l'étranger. Le point culminant de la conférence consistera en une présentation d'Ernest Mandel, économiste marxiste belge, qui portera sur les racines et les perspectives de la crise monétaire du capitalisme mondial. Mandel, l'auteur d'un grand nombre d'oeuvres sur la pensée économique marxiste et sur le contrôle ouvrier, est l'un des dirigeants de la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste, fondée par Léon Trotsky en 1938.

Egalement parmi les invités internationaux, un révolutionnaire irlandais résidant aux Etats-Unis, qui fera le point(en français!) sur les derniers développements d'Irlande du Nord. Il discutera du lien entre le socialisme et le nationalisme en Irlande.

A l'ordre du jour se trouvent des sujets variés touchant tous les aspects de la lutte de libération nationale: le programme socialiste pour l'indépendance du Québec;la lutte pour un Québec français; la libération de la femme; stratégie pour le mouvement étudiant; tâches et perspectives du mouvement syndical; nationalisme et internationalisme; la construction de l'aile socialiste du mouvement pour l'indépendance; etc. Les organisateurs de la conférence s'attendent à une participation représentative de plusieurs villes québécoises.

"Il s'agit de convaincre les éléments les plus conscients politiquement, ceux qui se considérent indépendantistes ou socialistes, que seuls, ils ne peuvent mettre fin à l'oppression des Québécois. Il faut les munir d'une stratégie de masse qui leur permette de gagner la masse des Québécois, à travers des luttes partielles, à partir de leur niveau actuel de compréhension politique, en vue de leur libération totale. C'est dans cette perspective que s'insère la Conférence nationale pour un Québec Libre."

QUEBECOIS, QUEBECOISES!

VOTRE LIBERATION EST
A L'ORDRE DU JOUR
à la

Conférence nationale
Pour un Québec Français

parmi les orateurs:
Michel Chartrand
Ernest Mandel
Alain Beiner

au 750 est, rue Roy, Montréal 132
(Eglise St-Louis-de-France)

# La LJS présente l'option socialiste

par ROGER BEGIN

La Ligue des Jeunes Socialistes de Hull a présenté quatre candidats aux élections étudiantes qui se sont déroulées en novembre à la Polyvalente de Gatineau. Le programme électoral exigeait les pleins droits démocratiques dans l'école, la participation active des étudiants dans les luttes pour "un Québec indépendant et français", "contre la guerre du Vietnam" et "pour l'abrogation des lois sur l'avortement" et revendiquait également des cliniques et des cours sur le contrôle des naissances. Venaient s'ajouter à ce programme des revendications précises mettant de l'avant le concept de l'école contrôlée par ceux qui y travaillent, étudiant et professeurs, à savoir le pouvoir étudiant.

Ces élections ont été couronnées de succès puisque nous étions les seuls à présenter un programme sérieux qui liait les luttes étudiantes à la lutte plus globale pour la libération nationale et malgré le faible nombre de votes récoltés nous avons tout de même consolidé une trentaine d'étudiants autour de la LJS.

La LJS était également présente aux élections étudiantes du Cegep de Hull et le programme avancé était similaire à celui présenté à la Polyvalente de Gatineau. Pour la première fois les étudiants faisaient face à une alternative réelle.

Suite à ces élections, la LJS ne demeure pas inactive mais bien au contraire continue à lutter avec les étudiants afin de gagner l'école québécoise libre!

## La campagne d'abonnement se poursuit au 12 décembre--

| | Cibles | Vendus | % |
|---|---|---|---|
| Montréal | 300 | 190 | 63% |
| Canada anglais, étranger | 80 | 77 | 96% |
| Hull | 80 | 35 | 44% |
| Trois-Rivières | 20 | 5 | 25% |
| Sherbrooke | 10 | 11 | 110% |
| Sudbury | 10 | 17 | 170% |
| Divers (Québec) | 50 | 39 | 78% |
| | 550 | 373 | 68% |

**Abonnez vos amis à LIBERATION**

____Ci-inclus $1.00 pour un abonnement de 8 mois à Libération.
____Je veux accepter une cible de ____ abonnements pour la campagne Libération, que je vais essayer de vendre à: ma ville____
mon école____
____Je veux un colis de ____ exemplaires de Libération pour vendre, distribuer, placer dans les librairies.

NOM. . . . . . . . . . . . . . . . . .ADRESSE. . . . . . . . . . . . . . . . .
VILLE. . . . . . . . . . . . . . . . . .ZONE. . . . . .
Remplir et retourner à B.P. 641, Succ. "N", Montréal 129, Qué.

#8

**libération**

# Grève au secondaire pour la langue française

Plusieurs dizaines d'écoles secondaires ont organisé des assemblées ou une journée d'étude non seulement le 15 octobre et avant, mais même après le 16 octobre. Ils répondaient à l'appel du Front Commun pour la Défense de la Langue Française en vue de construire la manifestation du 16 octobre pour un Québec français et contre la répression. Durant la semaine qui suivit, plusieurs débrayages furent organisés et les étudiants allèrent manifester leur appui devant la Cour à Longueuil où a lieu le procès des accusés de Saint-Léonard, dont Raymond Lemieux et Reggie Chartrand font partis.

Durant cette semaine se forma également le Front commun des étudiants. Le 20 octobre, il y eut grèves ou boycottages partiels dans 21 écoles de la métropole. Deux mille étudiants du collège Père Marquette, suivis de mille autres du Collège Louis Hébert sortirent de l'école pour protester contre le Bill 28 et invitèrent les membres du Front Commun pour la Défense de la Langue Française, Reggie Chartrand, Raymond Lemieux et Alain Beiner à venir leur parler. Malgré une opposition des directeurs d'écoles, de parents et de la police, les orateurs adressèrent la parole aux étudiants. Ceux-ci en effet, commençaient à s'impatienter et ne voulaient pas se disperser avant d'avoir entendu les orateurs. La police et l'administration ont continuellement intimidé les étudiants, les menaçant d'arrestation et faisant des pressions sur les parents. Malgré cette intimidation, plusieurs étudiants continuèrent à faire du piquetage à Longueuil.

Une bonne représentation d'étudiants est attendue à la conférence nationale du Front Commun pour la Défense de la Langue Française qui aura lieu en janvier prochain.

La participation dynamique des étudiants du secondaire à cette première action du FCDLF n'est pas surprenante. Le bill 28 qui est la principale cible du FCDLF ne les touchent-ils pas les premiers? Ce bill vient renforcer le système de la double école, l'une anglaise, l'autre française qui permet de favoriser les étudiants de la première catégorie et de défavoriser les autres. La réalité étant que la langue dominante au travail est l'anglais, que nos richesses sont contrôlées par des compagnies anglaises qui offrent leur meilleurs emplois de préférence à ceux qui sortent de l'école anglaise. Les autres constituent en majorité un réservoir de "cheap labor" et de chômeurs, ce que nous démontre les statistiques de l'emploi.

C'est contre une telle discrimination que le Front commun étudiant compte continuer la lutte.

Ce qu'il faut, c'est une véritable intégration scolaire, c'est-à-dire un seul système d'école publique qui soit français. Ceci mettrait sur un pied d'égalité tous les étudiants d'origine francophone ou anglophone à leurs entrées sur le marché du travail, car ils auraient suivi les mêmes cours dans la même langue.



Raymond Lemieux et Alain Beiner entourés des étudiants de la polyvalente Père Marquette à Montréal, qui ont débrayé le 18 octobre.

# Victoire au procès de Raymond Lemieux

Le procès de Raymond Lemieux vient de connaître une fin dramatique. Les douze citoyens du jury, après 24 heures de délibérations, n'ont pas réussi à s'entendre pour le déclarer coupable et le juge Antonio Lamer s'est vu forcer de mettre fin au procès en déclarant un "mistrial".

Lemieux, président de la Ligue d'Intégration Scolaire (LIS), était accusé d'avoir participé à une émeute, pour avoir organisé une manifestation à St-Léonard en septembre 1969 pour défendre la langue française, malgré l'interdiction d'un règlement municipal.

A l'issue du procès, M. Lemieux déclara: "C'est une victoire pour la langue française et pour les droits démocratiques de la liberté de manifester. Après deux ans de retard, le ministère public n'a pas réussi à convaincre douze québécois de condamner des patriotes qui refusaient de reculer devant les menaces et le chantage d'une poignée de fiers-à-bras et d'une administration municipale corrompue".




Quelques étudiants du secondaire manifestent devant la Cour où sont jugés Raymond Lemieux, Reggie Chartrand et d'autres pour leur participation à la manifestation de St-Léonard en septembre 1969.

**libération**

## Contre Amchitka, pour le peuple vietnamien

# Actions massives le 6 novembre

par JEAN LEGENDRE

La journée internationale de protestation contre la guerre en Indochine, le 6 novembre, marquait le point culminant de la plus grande vague de protestation étudiante dans l'histoire du pays.

Voilà le résultat de la convergence du mouvement contre la bombe d'Amchitka et du mouvement contre la guerre en Indochine. Le jour même des protestations contre la guerre avait été choisi par Nixon pour l'expérience d'Amchitka, qui comportait des conséquences imprévisibles pour l'environnement.



"Arrêtez la bombe!" Les étudiants bloquent la frontière USA au pont "Ambassadeur" entre Windsor et Détroit.

Durant quelques semaines, plus de 100,000 personnes au Canada ont participé dans des actions diverses telles que bloquage des frontières américaines, débrayages de masse dans les écoles secondaires, et manifestations qui ont culminé le 6 novembre. Un télégramme de protestation comptait 177,000 signatures!

Quelques 50-60,000 ouvriers ont participé le 3 novembre en Colombie Britannique à une grève générale de 30 minutes contre la bombe: première grève de protestation anti-guerre au Canada depuis 1919.

A Toronto les 1,200 délégués au congrès provincial du Congrès Canadien du Travail ont ajourné leurs débats pour manifester au consulat E-U.

Les manifestations, animées surtout par les étudiants des écoles secondaires, visaient en premier lieu Nixon. Mais nombreuses étaient les interventions aux divers rassemblements qui ont dénoncé la timidité de la protestation de Trudeau auprès des E.-U. et l'hypocrisie du gouvernement canadien. Le Canada participe à NORAD, alliance militaire atomique. Si le Canada se sert de ses armes, comment pouvait-il sérieusement protester à ce qu'on les expérimentent pour les développer? De plus le Canada continue d'appuyer la guerre d'aggression au Vietnam.

L'opposition à l'explosion d'Amchitka constituait au fond un refus de courir quelque risque que ce soit pour l'amélioration de l'arsenal de destruction d'un pays qui défend le système d'exploitation capitaliste par des bains de sang comme la guerre en Indochine.

Amchitka non! Le Vietnam aux Vietnamiens, le Québec aux Québécois! Troupes U-S Dehors! C'étaient les slogans scandés par les 900 manifestants à Montréal, et à Ottawa ou une centaine de Québécois de Hull participaient à la manifestation.

Le sens de la manifestation, était que le Québec ne sera pas libre tant qu'un pays dans le monde sera occupé par des troupes impérialistes et que les E-U seront en mesure de défier l'opinion mondiale avec une affaire comme Amchitka.

La manifestation à Montréal a passé devant l'édifice CIL, ce-qui a souligné la façon dont la confédération s'intègre dans le plan mondial de la domination américaine. CIL fabrique sur le sol québécois des armes utilisé en Indochine, sous les yeux bienveillants de "nos" gouvernements d'Ottawa et du Québec.

Aux E-U le 6 a été marqué par des manifestations dans 17 villes majeures, dont une de 50,000 à San Francisco, pour le rétrait immédiat des troupes américaines.

Toutes les manifestations ont enregistré un progrès très important par l'implication accrue du mouvement ouvrier, surtout suite aux mesures d'austérité de Nixon pour payer la guerre. Le National Peace Action Council organise une conférence pour le 4 décembre pour planifier de nouvelles actions.

A Paris 20,000 personnes ont défilé aux cris de "Nixon Assassin, Pompidou Complice" dans une action organisée par le Front Solidarité Indochine. Le potentiel en France de ce mouvement est d'autant plus impressionant, que cette manifestation de masse était organisé malgré le refus sectaire du Parti Communiste d'y participer, là ou ce parti a encore une influence considérable.

Les manifestations dans tous les pays ont eu beaucoup d'ampleur grâce en grande partie à la participation très en évidence des membres et des sympathisants du mouvement trotskyste. Un manifeste du secrétariat unifié de la Quatrième International a fait appel "aux ouvriers, étudiants, et toutes les forces anti-impérialistes pour manifester le 6 novembre dans toutes les capitales du monde en solidarité avec le mouvement anti-guerre américain.

Retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes E-U d'Indochine!

Solidarité avec le mouvement anti-guerre américain!

Victoire à la révolution indochinoise!"

libération

# L'Irlande du Nord en guerre civile

par JOHN LEJDERMAN

Mary Ellen Meehan, 31 ans, mère de quatre enfants, et sa soeur Dorothy Maguire, 19 ans, ont été tuées le matin du 23 octobre sous le feu des troupes anglaises.

Elles traversaient en auto un ghetto catholique de Belfast, en Irlande du nord, pour prévenir la population d'un raid militaire imminent.

Ce meurtre est caractéristique des atrocités de l'armée anglaise qui sévissent contre la population nationaliste d'Irlande du nord. Malgré cela la terreur ne vient pas à bout de la résistance constante et héroique des nationalistes.

Cette terreur suscite en Angleterre depuis quelque temps un mouvement d'opposition à la guerre en Irlande par les Britanniques. Cela s'est manifesté lors de la manifestation de 20,000 personnes fin octobre à Londres, qui a revendiqué la libération des prisonniers politiques et le retrait d'Irlande des troupes britanniques.

Après que les arrestations massives des républicains irlandais aient créé un état de semi-insurrection le 9 août, l'armée britannique a eu recours sans relâche à une campagne de terreur. Des patrouilles font irruption continuellement dans les maisons des quartiers nationalistes pour détruire et pour arrêter tout homme qui se trouve sur les lieux. Ils peuvent être détenus sans accusations ni procès indéfiniment.

Des groupes de femmes très bien organisés, en équipes rotatives, se sont livrés à la défense de leurs quartiers contre ces descentes nocturnes. Un système d'alarme éveille d'un coup la population féminine qui accourt pour cerner et intimider les troupes.

Sean Kenny, représentant nord-américain de l'IRA a expliqué le sens de la lutte irlandaise dans un discours à la conférence de formation des Young Socialists/Ligue des Jeunes Socialistes en août à Waterloo, Ont.

"En 1921, le gouvernement britannique a réussi a diviser l'Irlande. Il a permis qu'un gouvernement autonome s'installe dans les 26 comtés tout en permettant un gouvernement fantoche de rester dans six comtés de d'Irlande du nord. Depuis ce temps-là, le mouvement républicain irlandais a engagé la lutte de libération dans tout le pays.

Ce n'est pas une lutte religieuse. Les ouvriers s'organisent pour réclamer le droit à un logement, un emploi, le vote. Les troupes britanniques sont là pour protéger les riches impérialistes britanniques.

La lutte pour le droit du peuple irlandais de posséder l'Irlande et au contrôle, sans entrave aucune, du destin de l'Irlande, est aussi actuelle aujourd'hui qu'en 1916.

La lutte en Irlande se poursuivra jusqu'au retrait des troupes britanniques. Elle continuera jusqu'à ce que les propriétaires et les patrons soient chassés d'Irlande et dépouillés de leurs droits privilégiés.

# libération

Vol. 2 No. 1 (9) janvier-février 1972 15 cents


*Trudeau et Bourassa s'inquiètent:*

# Offensive contre le Bill 63 et radicalisation du mouvement ouvrier



**Retrait du Bill 28**

libération

# La lutte reprend pour l'annulation du Bill 63

par A. CHARBONNEAU

Le projet de loi 28 sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal est bel et bien mort avec la dernière session de 1971, et le gouvernement du Québec ne relancerait pas le débat sur cette question avant au moins deux ans.

En dépit des déclarations peu convaincantes de Guy St-Pierre, ministre de l'Education, à l'effet que le bill 28 ne touchait en rien la langue française et la question linguistique, le bill 28 devait constituer une extension et un renforcement du bill 63 sur l'île de Montréal au niveau des structures.

Comme l'a dit le Front Commun pour la Défense de la Langue Française dans son mémoire présenté devant le Comité Parlementaire sur l'Education au mois de novembre: "Tant que le bill 63 ne sera pas aboli, nous nous opposerons à toute restructuration scolaire, y compris, bien sûr, le bill 28.

"Tant que la politique linguistique du gouvernement demeure celle légiférée par le bill 63, nous nous opposons à toute législation qui touche la langue française, directement ou indirectement. Le bill 28 est un autre bill de colonisés qui aide à garder le peuple québécois soumis et à genoux, en faisant de l'île de Montréal un territoire bilingue. Selon les experts, la ville de Montréal, métropole de la nation, devient de plus en plus anglaise. D'ici 15 à 20 ans, elle sera une ville à majorité anglophone, et sans l'aide du Bill 28!"

En ce sens il est bien claire que la décision gouvernementale de retirer le projet de loi 28 constitue une victoire importante pour les Québécois, pour le FCDLF et pour toute l'opposition qui s'est organisée contre le bill.

Le Soleil, quotidien de Québec, a appris "de source sûre" que le gouvernement aurait décidé d'abandonner ce projet de loi pour deux raisons principales:

"(1) -- Le fait que les trois partis d'opposition, et principalement le Parti Québécois, aient décidé de se servir de ce projet de loi pour régler la question de la langue d'enseignement au Québec et exiger le retrait de la loi 63.

"(2) -- L'opposition forcenée des anglophones et des catholiques à certains articles du projet de loi."

Il semble assez certain que la proposition émise à l'Assemblée Nationale par le PQ d'amender le projet de loi 28 de façon à supprimer les effets du bill 63, aurait non seulement gagné l'appui de tous les partis d'opposition, mais aurait également divisé le parti Libéral. Bourassa ne pouvait pas courrir le risque d'une défaite au bill 63, tellement important aux investisseurs anglo-canadiens et américains.

La lutte contre le bill 63 ne fait que commencer. Près de 225 associations et groupements de toutes sortes ont donné leur appui au Regroupement contre le bill 63, formé par le PQ, la CSN, la FTQ, la CEQ, l'Alliance des Professeurs de Montréal, et la Société Saint-Jean Baptiste, dans le but de réclamer le rappel de l'infâme bill 63. Sont également inscrits à la liste des éditorialistes des journaux Le Devoir, le Nouvelliste, Le Droit, La Tribune, Le Soleil, Le Journal de Montréal, Le Journal de Québec, Montréal-Matin et l'Action de Québec.

A part l'appui accordé à l'amendement péquiste à l'Assemblée Nationale, le Regroupement s'est surtout limité aux assemblées informatives. Des réunions importantes se sont tenues à Montréal (1500 personnes), à Trois-Rivières, à Hull (200 personnes), à Chicoutimi, et à Québec (1000 personnes).

Selon un porte-parole du Front Commun pour la Défense de la Langue Française, premier mouvement à resoulever la question du bill 63, surtout dans le cadre de la manifestation du 16 octobre dernier, "l'appui massif qu'a ramassé le Regroupement contre le bill 63 est très positif et significatif, et indique bien la profonde opposition au bill 63. Mais la faiblesse principale du Regroupement c'est qu'en se limitant aux assemblées et à l'action des députés péquistes, les masses québécoises ne peuvent pas y participer."

Le FCDLF est de l'avis que la lutte pour le retrait du bill 63, pour réussir, doit se faire aussi à l'extérieur de l'Assemblée Nationale, dans la rue, de façon à permettre aux Québécois de participer à la défense de leur langue. Les dirigeants du FCDLF sont également de l'avis que pour la mener à bien, toute décision concernant la campagne contre le bill 63 doit se faire "en assemblée ouverte, large, et démocratique".

"C'est dans cette optique que nous invitons les forces du Regroupement, et tous les Québécois qui tiennent à leur langue, à participer à la conférence du FCDLF du 30 janvier qui décidera d'une manifestation massive et légale capable de faire peser l'opinion publique sur le gouvernement. Une telle action est indispensable à une victoire contre le bill 63!"

## Trudeau et cie s'inquiètent:

# Radicalisation du mouvement ouvrier

par ALAIN BEINER

Au cours d'une conférence de presse, le 22 décembre 1971, Pierre E. Trudeau s'est lancé dans une attaque acérée contre la récente radicalisation du mouvement ouvrier québécois. Certainement au nom de toute la bourgeoisie canadienne. Le premier ministre a exprimé ses inquiétudes en déclarant que "des Québécois se servent du mouvement syndical pour des fins politiques plutôt que pour des fins syndicales. Il est certain qu'il y a beaucoup de gens actuellement qui se servent du mouvement ouvrier québécois pour polariser la lutte... et préconiser à toutes fins pratiques une lutte des classes".



**JEAN-GUY FRENETTE et Pierre Maheu sont les auteurs du document rendu public par la FTQ et intitulé: "L'Etat, rouage de notre exploitation."**

Trudeau et le patronat canadien ont de quoi s'inquiéter. Ce n'est pas, comme le prétend Trudeau, que les syndicats québécois sont en train de lancer une lutte de classe mais plutôt qu'ils commencent à se rendre compte du fait qu'une lutte des classes existe, et ça depuis longtemps. Les syndicats constatent que les capitalistes se sont lancés dans une offensive constante, sans cesse, contre les travailleurs québécois.

De la même façon que le maître craint que l'esclave apprenne à lire pour ensuite prendre conscience de son asservissement, Trudeau est effrayé par le fait que les syndicats commencent à comprendre qu'on ne vie pas en "société démocratique" où le gouvernement "neutre" intervient dans lès conflits individuels pour les résoudre de façon équitable. Les syndicats constatent que le gouvernement à Ottawa et à Québec n'est qu'un instrument politique de domination capitaliste, et que tout en cette société, y compris la "démocratie" et la "justice", est façonné pour servir les intérêts de cette domination sur les masses laborieuses.

Pour la première fois en Amérique du Nord, des centrales syndicales se prononcent contre le système capitaliste, et en faveur du socialisme. Il s'agit plus précisément des deux documents publiés par la CSN et la FTQ comme base de discussion dans tous les syndicats locaux. "Ne comptons que sur nos propres moyens" a été présenté aux membres du Conseil confédéral de la CSN le 6 octobre 1971, pendant que le document "L'Etat, rouage de notre exploitation" fut distribué aux délégués lors du dernier congrès de la FTQ en décembre.

A part de présenter une analyse radicale et nettement anti-capitaliste de la société québécoise, les deux documents ouvrent une discussion très large sur le socialisme, parmi tout le mouvement ouvrier. Une telle discussion et débat fourni l'occasion aux socialistes-révolutionnaires d'y participer afin d'avancer cette prise de conscience préliminaire. Ceux qui luttent depuis longtemps dans les syndicats pour l'adoption d'un programme socialiste peuvent jouer un rôle clé en proposant des actions capables de concrétiser cette nouvelle prise de conscience.

Les deux documents indiquent bien la fermentation politique parmi les ouvriers québécois due, en grande partie, à la participation de plus en plus importante du mouvement ouvrier à la lutte nationale. L'oppression nationale subie par le travailleur québécois a mis à jour toutes les contradictions de classe dans la société québécoise, et a réussi à politiser les luttes partielles. C'est avant tout la question de l'indépendance et de la langue nationale qui ont pu impliquer les ouvriers dans la vie politique du Québec. De cette façon, la prise de conscience nationale est clef au développement d'une conscience de classe et d'une conscience socialiste.

Néanmoins, les documents ne sont pas sans faiblesse. L'Etat bourgeois, selon le document de la FTQ, a été "gagné" par les capitalistes pour servir leurs intérêts. Ce concepte de l'Etat actuel, et la conclusion qui en découle -- c'est-à-dire que les institutions étatiques en place peuvent servir à bâtir un Québec socialiste -- sont érronés.

L'Etat capitaliste a toujours servi les intérêts de la classe capitaliste dominante, et les socialistes doivent clairement comprendre qu'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs ne peut pas libérer la patrie avant que toutes les institutions essentielles de l'Etat capitaliste soient démontées et remplacées par de nouvelles institutions basées sur la domination du pouvoir ouvrier.

Une autre faiblesse des deux documents est le manque de compréhension de la nature du Parti Québécois, et les illusions semées quant à sa capacité de diriger la libération du Québec. Dans les deux documents syndicaux, le PQ n'est pas considéré parmi les partis bourgeois qui "respectent toutes les règles du jeu capitaliste". Le PQ, doté d'une perspective et d'un programme bourgeois, ne répond nullement à l'ac-



**Les présidents des trois centrales syndicales du Québec, MM. Pépin, Charbonneau et Laberge lors d'une conférence de presse le 1 nov/71 au sujet de la violence et du matraquage de la police à la manifestation du 29 octobre.**

tion politique des syndicats en vue d'établir un Québec socialiste.

La formation d'un parti ouvrier de masse, indépendant du PQ, sera le véhicule d'une action politique efficace des travailleurs. Cet élément est malheureusement absent des conclusions des deux documents, laissant la porte ouverte à la possibilité d'oeuvrer au sein d'un des partis politiques existant au Québec, comme le PQ.

La première tâche des révolutionnaires socialistes et indépendantistes est la défense de ce premier pas du mouvement syndical sur la voie vers une conscience socialiste. Il faut non seulement répondre aux éditorialistes bourgeois qui sont effrayés par les deux documents, et qui passent leur temps à les calomnier, comme Joseph Bourdon du Montréal-Matin(du 28 décembre '71) qui se dit "étonné" par cet anticapitalisme, par les "suiveurs aveugles", les "contestations ou manifestations auxquelles on participe sans en savoir le



but précis, ou encore ces grèves dont la plupart des travailleurs ne semblent pas vouloir", etc., etc.

Mais encore plus important, il faut répondre à ceux au sein du mouvement syndical qui s'opposent à la radicalisation des centrales, afin d'y gagner tout les ouvriers. La Fédération du bâtiment et du bois de la CSN s'est prononcée contre le document "Ne comptons que sur nos propres moyens". La direction de la Fédération se déclare anticapitaliste mais- également antimarxiste. Il s'agit d'expliquer que cette "troisième voie" n'existe pas, et qu'entre le pouvoir capitaliste et le pouvoir ouvrier, il n'y a que des solutions trompeuses derrière lesquelles

Suite à la page 10



## .... mouvement ouvrier

Suite de la page 3

se cache le même capitalisme.

La deuxième tâche des révolutionnaires c'est de participer à cette discussion dans cette nouvelle expérience de la classe ouvrière québécoise en contribuant à l'achèvement de cette conscience socialiste. Les révolutionnaires doivent expliquer qu'une analyse socialiste et l'adoption du socialisme comme but final, quoique significatif, ne nous amennent pas à un Québec socialiste.

Une fois d'accord sur les buts finaux, un Québec indépendant, socialiste, et français, il s'agit d'élaborer une stratégie capable de les gagner, capable de faire progresser la lutte concrète qui conduira à ces buts. Les syndicats doivent mettre de l'avant un programme de revendications partielles, de nature nationale et économique, capables d'entraîner dans la lutte des masses québécoises de plus en plus nombreuses.

L'adoption du socialisme comme but ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications nationales vitales et immédiates de la classe ouvrière québécoise et de la nation entière, comme celle pour un Québec français, en attendant la société socialiste. Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses québécoises aux besoins vitaux du capitalisme canadien, ce processus fera naître dans les masses la volonté de combattre pour le socialisme.

Le socialisme ne tombera pas tout fait du ciel, en prêchant toujours aux masses les buts finaux. Le socialisme est le produit final de toute une série de campagnes et de luttes partielles, qu'il faut engager maintenant, dans la rue, indépendamment de la classe dirigeante.

Les centrales syndicales doivent participer pleinement à élargir et approfondir les luttes pour des revendications partielles, compréhensibles aux masses et anticapitalistes dans leur dynamique objective, en vue d'une lutte générale, socialiste et nationaliste, contre le capitalisme.

Voilà une stratégie qui part du niveau de conscience actuel et réel des masses québécoises, qui puise ses mots d'ordre dans les luttes pratiques et dans la conscience nationale très puissante de ces masses, et qui est capable de nous conduire au but préconisé -- le socialisme.

# A la défense du nationalisme et de la lutte pour l'unilinguisme

par COLLEEN LEVIS

Les importantes décisions sur la question nationale prises au récent congrès de la FTQ s'insérent dans le cadre du tournant du mouvement ouvrier vers la gauche, et vers les luttes de masse. La radicalisation des ouvriers québécois se manifeste par une nationalisme plus marqué.

Parmi les organisations de gauche, seul le Parti Communiste du Québec voit dans ces décisions quelque chose de réactionnaire et de dangereux pour la classe ouvrière. Dans le numéro du 10 décembre 1971 de Combat, journal qui reflète le point de vue du PCQ, M. Samuel Walsh s'attaque au nationalisme et à la lutte pour l'unilinguisme français. La position prise par le congrès de la FTQ en faveur de l'unilinguisme français, position mise de l'avant depuis longtemps par le mouvement trotskyste, est selon Walsh du PCQ, "...l'autre côté de la médaille de la discrimination et de la coercition... Le fait que les trotskystes ont fait leur cette revendication, dangereusement nationaliste, est une mesure de leur opportunisme voulant faire des nationalistes avec des ouvriers internationalistes au lieu du contraire."

C'est le système capitaliste canadien et non les trotskystes qui ont créé le nationalisme québécois. De toute façon, pour les vrais marxistes il n'y a aucune contradiction entre le nationalisme d'une nation opprimée et l'internationalisme prolétarien.

Dans un autre article de ce numéro de Combat, le PCQ explique son appui au Bill 28. Il critique d'une position droitière les amendements péquistes qui, selon le PCQ, "risquent de diviser davantage la classe ouvrière..." **Le Parti Communiste est même plus** modéré sur la question linguistique que le Parti Québécois!

"La lutte pour la survivance et l'épanouissement de la langue nationale des Canadiens français ne doit pas se faire en niant à la minorité anglophone, quelle que soit son origine ethnique, le libre emploi de sa langue et le droit à l'instruction dans la langue de choix".

Ce n'est pas une déclaration du gouvernement canadien devant une réunion d'anglophones pas plus qu'une déclaration de Bourassa. C'est une déclaration d'un parti qui se dit "communiste". En fait, en lisant la solution du PCQ à ce qu'il appel "le délicat problème linguistique", il est bien difficile de la distinguer de la solution proposée par la Commission Royale sur le Bilinguisme et le Biculturalisme.

L'article prétend que la politique linguistique du PCQ n'est "ni le bilinguisme ni l'unilinguisme". Cela bien que le PCQ soit en faveur du Bill 28 tout comme il était en faveur du Bill 63 en 1969. En réalité c'est une politique qui va complètement dans le sens de protéger les privilèges des anglophones. Le rejet de l'unilinguisme français au Québec ne peut que mener à l'unilinguisme anglais.

Toutes les études démontrent une nette tendance vers l'assimilation totale des francophones. Toutes les statistiques prouvent qu'ayant le libre choix, les anglophones, les immigrants et, même, de plus en plus de francophones choisissent l'anglais. Ceci parce que l'anglais est la langue privilégiée au Québec. C'est la langue de ceux qui oppriment la nation québécoise à savoir les capitalistes anglo-canadiens et américains. Ceux qui ne parlent pas l'anglais voient leur chance d'avancement limité et reçoivent plus souvent un salaire de crève-faim.

L'article dans Combat cite Lénine pour justifier la politique pourrie du PCQ. Quelle calomnie contre Lénine et contre la révolution russe de 1917! Lénine, tout comme Trotsky, était en 1922 parmi les plus fermes en affirmant qu'il fallait une vraie autodétermination pour les 100 nationalités minoritaires de Russie. Il a pris position contre la politique de Staline **sur la question Georgienne.** Le 31 décembre, 1922, Lénine a écrit: "L'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite 'grande'... doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime..."

Lénine aurait pu dire qu'au Québec il ne faut pas revendiquer l'égalité de la langue française, mais l'inégalité de la langue anglaise pour mettre le français où il se doit.

On ne peut pas parler abstraitement de l'égalité de deux langues inégales. L'anglais, la langue dominante, se base sur des droits conquis -- sur la conquête de la nation québécoise et non sur des soi-disant "droits acquis de la minorité". La langue anglaise, langue de la majorité en Amérique du Nord, n'a nullement besoin de protection. C'est la langue de la nation québécoise opprimée qui doit être protégée par des lois.

Est-ce que c'est la lutte pour l'unilinguisme français qui divise les travailleurs? **Le PCQ parle d'une unité** fausse et illusoire qui disparaîtra lors de la première offensive de la bourgeoisie. L'unité est construite dans la lutte et non pas à travers des compromis. Les moralistes et les pacifistes cherchent une politique qui plaira à tout le monde et qui ne changera rien. Toutes luttes créent des divisions. Soit une grève, une campagne pour le droit à l'avortement et même une révolution; le résultat de toute lutte est une polarisation même parmi les ouvriers. Faut-il briser la grève dans une usine où 10 à 15% des ouvriers s'y opposent, sous prétexte que la grève divise la classe ouvrière? Faut-il freiner la majorité de la classe qui entre en lutte et l'assujettir aux éléments les plus arriérés, les plus privilégiés, ou les plus préjugés?

La lutte linguistique à St-Léonard n'y faisant pas abstraction. Le PCQ a farouchement attaqué les francophones parce qu'ils n'avaient pas réussi à gagner l'appui de <u>tous</u> les non-francophones: les francophones devaient, selon le PCQ, abandonner leur lutte pour défendre leur langue au nom de "l'unité". Il y a toujours un bon nombre d'ouvriers américains qui à l'encontre de leurs propres intérêts appuient la guerre en Indochine même activement. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas construire le mouvement anti-guerre.

Le socialisme ne se construira pas à travers des appels abstraits à "l'unité": le socialisme se construira à travers les luttes concrètes des secteurs les plus opprimés de la société capitaliste.

Le PCQ invoque l'appel à "l'unité" contre des luttes de masses, à caractère révolutionnaire, pour cacher sa politique stalinienne, contre-révolutionnaire et passive. Le parti com-

(suite p. 2)

File: 1972-No.9-836

**libération**

#9-1972



...8000 personnes dans la rue pour un Québec français le 16 octobre dernier, anniversaire de l'invocation des Mesures de guerre. Le Parti Communiste du Québec est absent...

(suite de la p.1)

**muniste n'élabore pas sa politique pour le Québec en fonction des besoins des Québécois, en se servant de la méthode scientifique marxiste, mais plutôt en fonction des intérets de la bureaucratie conservatrice de l'URSS.**

**La révolution russe a été trahie par le Stalinisme. Le droit à l'autodétermination des nations opprimées a été renversé par la dégénérescence stalinienne de l'URSS. Malgré les avertissements de Lénine sur cette question avant sa mort, la voie de Staline a gagné contre l'opposition de gauche dirigée par Trotsky et inspirée des traditions de Lénine. Afin de maintenir leurs positions privilégiées Staline et ses héritiers ont élaboré une stratégie de coexistence pacifique avec l'impérialisme, visant le maintien du statu-quo.**

Nous voyons le manque totale de solidarité de l'URSS avec les luttes nationalistes révolutionnaires à travers le monde. La visite de Kosygin **au Canada, et ses déclarations, nous** en fournissent un exemple. Pour lui, l'oppression nationale n'existe ni chez lui, ni chez nous, car il n'a jamais soufflé un traitre mot sur l'oppression nationale des Québécois. Il a parlé plutôt du Canada en tant que "nation forte et unie"!

L'internationalisme dont parle le PCQ n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien. Les vrais internationalistes doivent appuyer sans conditions les luttes justes des nations opprimées. C'est hypocrite pour ceux qui ont appuyé sans critique l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS de parler d'internationalisme. Les ouvriers québécois qui sont nationalistes s'identifient avec la lutte contre l'oppression à travers le monde -- au Bangla Desh, en Irlande, aux Etats-Unis, la lutte des femmes, et la lutte dans les pays coloniaux. On peut mieux développer une conscience internationaliste à travers les expériences concrètes chez soi.

Ceux au Québec qui ne reconnaissent ni la double oppression des ouvriers francophones, ni l'importance de la lutte pour défendre la langue nationale, ne seront guère capable de reconnaître la nécessité du socialisme.



...Mais le PCQ a vite appuyé, sans réserve, l'invasion de la Tchécoslovaquie par Moscou, pour "unir" les ouvriers!



**Manifestation contre le Bill 63 au mois d'octobre/69. Le Parti Communiste** du Québec, totalement favorable à l'infame bill de l'Union Nationale, s'opposait aux manifestations. De telles actions "divisent la classe ouvrière..."

# Contre le "bilinguisme" au CEGEP de Hull

par MARC DUPONT

Au Cegep de Hull, une lutte s'amorce pour défendre son caractère français. Mais il est question également d'une minorité d'étudiants anglophones, et d'une administration qui tente d'utiliser cette minorité pour en faire une école "bilingue" contre les aspirations de la majorité des étudiants qui veut que cette minorité soit intégrée dans une école unilingue française.

Présentement au Cegep de Hull il y a approximativement 220 étudiants anglophones sur 1500, tandis que l'an passé on en comptait 80. Il y a tout un secteur anglophone dans ce Cegep "officiellement français". De plus en plus de cours sont donnés en anglais, et les francophones en sentent de plus en plus menacés.

Comme exemple, il y a un cours de mathématiques auquel assiste une majorité francophone, mais le cours demeure en anglais. Notre Cegep devient bilingue, ou plus exactement anglais.

De plus en plus les conversations de couloirs et de cafétéria se tiennent en anglais et le peu de français employé est de bien mauvaise qualité, et souvent intercoupé de phrases anglaises. De part et d'autre on en souffre. Les québécois perdent leur langue et les anglophones ne peuvent pas participer à la vie culturelle québécoise.

Qu'ont fait les étudiants francophones jusqu'à maintenant? Le 15 octobre, le Front Commun pour la Défense de la langue Française a tenu une journée d'étude sur la question de la langue, et deux représentants du Front Commun à Montréal, Raymond Lemieux et Jean Hérivault, ont parlé au Cegep de Hull de l'anglicisation et de la campagne en cour au niveau national pour la défense de la langue française. Et de plus en plus les étudiants deviennent conscients de leur oppression en tant que francophones.

La Commission Pédagogique, en novembre dernier, à vote en majorité pour que tous les étudiants qui entreront l'année prochaine recoivent au moins 50% de leurs cours en français. La réaction des anglophones qui sont sous l'influence de la démagogie de quelques racistes, ont protesté avec virulence contre cette décision démocratique.

Aux élections de la Commission Pédagogique, la représentante anglophone, Judy Morone, a gagné contre Louis Couture, représentant québécois, qui avait proposé l'unilinguisme français. La réussite de Morane s'explique par le manque de conscience développée des francophones.

Mais jeudi, le 19 décembre, quelques 800 étudiants francophones ont démontré leur souci en participant à une assemblée pour "l'information sur la présence anglophone". Les dirigeants de cette réunion de masse ont fait preuve de "modération" et ont préféré remettre à janvier la question de l'action. Ils nous ont informé que l'administration avait rejeté la proposition de la Commission Pédagogique et qu'elle avait décidé de former un comité pour l'étudier, un comité non pas élu mais nommé par l'administration, donc ne représentant pas les étudiants du Cegep.

A cette réunion un représentant de la Ligue des Jeunes Socialistes a posé des questions sur la nature du comité. Les dirigeants n'ont pas répondu, et lui ont coupé la parole.

"Ce comité ne va rien faire pour nous, les étudiants du Cegep", a déclaré le militant de la LJS après la réunion. "En avril le comité présentera son rapport et l'administration nous expliquera qu'il est trop tard pour faire quoique ce soit. On n'a pas besoin de ces "comités" de l'administration. Les étudiants du Cegep formeront leur propre comité".

"La seule stratégie valable au Cegep de Hull est celle qui vise la sensibilisation et la mobilisation de la masse étudiante pour défendre la langue française au Cegep. Il nous faut des assemblées, des manifestations, des boycottages de cours en anglais, et des occupations des locaux, jusqu'au moment que l'administration cède aux décisions de la majorité. Voilà ce que proposera la LJS à la journée d'étude prévue pour le 15 janvier."



Les étudiants de Hull empruntent la rue Montcalm au cours d'une manifestation le 31 mai dernier, à la défense de l'école St-Jean-Baptiste, école que la Commission scolaire de la région outaouaise voulait donner aux anglophones.

libération

# Grève générale, nationalisme et unité

par JEAN HERIVAULT




Le douzième congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec, qui s'est tenu à Montréal du 30 novembre au 3 décembre, fut l'expression d'un profond et croissant sentiment nationaliste radical parmi les ouvriers québécois.

C'est autour des thèmes majeurs, grève générale, Québec souverain et français, action politique et unité syndicale, que les 900 délégués de la FTQ, qui regroupe 235,000 travailleurs membres des unions internationales et affiliés au Congrès du Travail du Canada, ont exprimé ce large courant de radicalisation de la classe ouvrière québécoise.

La résolution qui vise à la création d'un front commun inter-syndical entre les trois centrales, qui regroupent 600,000 travailleurs, réflète bien le sentiment des militants et de tous les travailleurs québécois, que leurs intérets, sociaux et politiques, sont tous les mêmes. Cette compréhension est un pas important dans l'unité d'action des travailleurs pour défendre leurs intérets. C'est un bon changement comparé aux batailles inter-syndicales des années '60.

C'est le document "L'Etat rouage de notre exploitation" qui explique que "l'Etat bourgeois est le système qui nous opprime et qu'il faut détruire."

S'inspirant du discours du président Louis Laberge, "Un seul front", qui avancait comme but ultime: construire le socialisme démocratique au Québec, les délégués ont précisé que la lutte doit être menée à la fois sur le plan syndical et surtout, et encore plus, sur le plan politique.

Les discussions pendant les 4/5 du congrès ont porté sur des questions de caractère politique; ce fut le cas avec la résolution qui réitère la position de la FTQ en ce qui concerne le français comme langue de travail, et seule langue officielle au Québec. Votant à l'absolue majorité contre la traditionnelle résolution qui condamne le "séparatisme", dont les proposeurs n'ont pas jugé bon de défendre devant la détermination des congressistes; les délégués dans cette expression de nationalisme se sont prononcés en faveur d'une révolution qui stipule que "la FTQ proclame son appui au principe d'un Québec détenant totalement son droit à l'auto-détermination y compris le droit de proclamer sa souveraineté, sous réserve que ce processus doit s'accomplir en fonction des besoins et

Une résolution qui a été sujet à de longues et intéressantes discussions; c'est la grève générale; la résolution qui a été adoptée à la presque unanimité donne mandat à la direction de la centrale d'employer la grève générale, après avoir consulté les membres et conjointement avec les autres centrales québécoises. Cette question était très importante pour la vaste majorité des délégués.

Cela s'est reflété dans l'appui significatif, des délégués les plus militants, à la candidature de Paul Boucher, président du Conseil du travail de St-Jérome, et partisan de la grève générale, contre le plus prestigieux des vice-présidents, Jean Gérin-Lajoie, président des Métallos, qui lui s'était opposé à la grève générale, ainsi qu'à la formation d'un parti ouvrier. La candidature de Boucher rassembla 271 voix dans une chaude lutte contre Lajoie, qui lui en reçu 493.

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

des aspirations des classes laborieuses".

Les discussions sur cette résolution ont clairement exprimé le sentiment des travailleurs québécois, qu'il est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, de lier la vague militante des grèves économiques avec la vague nationaliste, dans une stratégie d'ensemble de luttes généralisées contre le système bourgeois.

Dans son discours inaugural Laberge a dit "que le mouvement ouvrier devrait songer à fonder son propre parti politique". Bien que Lévesque "chef" du Parti Québécois ait, quelques jours après le congrès déclaré que ce serait un "suicide politique pour le mouvement ouvrier de croire qu'il faut batir un parti politique authentiquement ouvrier", les délégués ont longuement discuté cette question. La plupart était pour l'engagement politique de leur centrale. Sur le plan fédéral l'appui de la FTQ au NPD, le parti ouvrier pancanadien, a été renforcé par la résolution introduite par Emile Boudreau, président du comité des résolutions, qui précise "que la FTQ appui le NPD, et encourage ses syndicats affiliés à s'affilier au NPD et former des clubs qui travailleront aux prochaines élections pour les candidats du NPD".

Le point culminant du congrès a été la discussion sur l'action politique au niveau du Québec. La résolution adoptée stipule "que la FTQ doit envisager la participation massive à un parti politique et, si nécessaire, voir à mettre sur pied un nouveau parti politique". Cette résolution a été vivement débattue. Les défenseurs du parti ouvrier se sont clairement opposés aux partisans du PQ, expliquant le caractère

Suite à la page 10

# ...Congrès de la FTQ

**Suite de la page 9**

**bourgeois et pro-capitaliste du parti de Lévesque, dans lequel, d'après plusieurs délégués qui y ont milité, est anti-démocratique et où "les travailleurs ne sont pas chez-eux". Ils ont expliqué que l'action partisane des travailleurs ne veut pas dire rechercher des "amis" dans les partis de la grande ou petite bourgeoisie.**

**Malgré cela, et surtout suite à la déclaration de Laberge qui dit que le parti de Lévesque a "été le moins loin des travailleurs", la résolution ambigue sur l'action politique laisse la porte ouverte à un appui au PQ. La préférence, d'une certaine couche de délégués, pour le PQ indique le sentiment indépendantiste grandissant des travailleurs québécois, plutôt qu'un renforcement de la collaboration de classe avec les patrons.**

**Les délégués ont cloturé le congrès en scandant le slogan originaire de la grève générale en France au mois de mai 1968, "Ce n'est qu'un début, continuons le combat!"**



Jean Hérivault

libération

## "Pour la lutte de masse"

# Vallières rompt avec le terrorisme

par ALAIN BEINER

Dans une lettre adressée au directeur du journal Le Devoir au milieu de décembre dernier, Pierre Vallières, auteur du livre "Nègres blancs d'Amérique" et dirigeant idéologique de la "lutte armée" au Québec, annonça qu'il rompait définitivement avec le Front de Libération du Québec (FLQ) et lui retirait tout appui.

Cette action, et les textes écrits par Vallières pour la justifier, viennent confirmer de façon dramatique et puissante la faillite de la stratégie terroriste. Cette conclusion fut avancée par la Ligue Socialiste Ouvrière dès l'éclatement de la première bombe felquiste. **Après une réflection profonde sur la conjoncture politique depuis octobre 1970** et à la lumière des leçons de la crise des mesures de guerre, Vallières constate la stérilité de la stratégie felquiste, son isolement de la vie politique réelle des masses ainsi que ses effets profondément néfastes.

Sous l'impacte de la remontée des luttes depuis le calme des premiers mois de 1971, sous l'influence de la puissance du mouvement de masse pour l'indépendance et parallèlement, la radicalisation du mouvement ouvrier, Vallières arrive à comprendre la nécessité pour les révolutionnaires de participer activement à cette lutte de masse, à la vie politique réelle, afin d'y exercer leur influence.

Vallières dégage de cette conjoncture politique ce qu'est la tâche des révolutionnaires aujourd'hui; celle de l'éducation, l'organisation et la mobilisation des masses et non pas celle d'apprendre à manier des armes et à placer des bombes. Bien sûr Vallières se trompe lorsqu'il conclue qu'il faut adhérer au Parti Québécois en tant que véhicule de notre libération, le PQ bourgeois étant une expression déformée du mouvement de masse, et un obstacle au développement **à la mobilisation de ce** même **mouvement de masse.**

Pierre Vallières

Dans les textes envoyés aux journaux montréalais Vallières discute longuement de la nature nationaliste du mouvement de masse au Québec, de la conscience nationale des masses et de sa dynamique révolutionnaire. Témoignant à la puissance de la question nationale et à son rôle central dans la vie politique québécoise, Vallières se voit obligé de s'orienter vers le mouvement de masse nationaliste et d'en tirer quelques conclusions clefs qu'ignore bon nombre de "gauchistes" au Québec; à savoir, le caractère double de la révolution québécoise -- révolution nationale et socialiste, l'importance de l'émancipation nationale pour la classe ouvrière, l'impossibilité de sauter ou de nier l'étape ou le composant national de la révolution québécoise, et donc la nécessité d'inscrire les tâches nationales au programme révolutionnaire et d'incorporer la lutte nationale à la stratégie socialiste.

Au sujet de la faillite de la stratégie terroriste du FLQ, Vallières affirme que: "Si 'la menace felquiste' constitue depuis un an le leitmotiv des déclarations publiques des 'autorités' en place, c'est que la crise d'octobre leur a révélé tout le profit que le régime pouvait tirer de coups d'éclat fracassants, privés de toute portée stratégie révolutionnaire, mais qui peuvent être présentés, de manière encore vraisemblable, comme étant des actions intégrées à une offensive de longue durée s'inscrivant dans une stratégie de véritable lutte armée révolutionnaire, alors qu'en réalité il n'en est rien.

"Chaque action du FLQ, si minime et circonscrite soit-elle, chaque communiqué portant le sigle FLQ, si farfelu soit-il, chaque 'message' du FLQ, fictif ou réel, acquiert dans ces circonstances une importance politique dont profitent uniquement ceux qui usent de 'la menace felquiste' permanente pour multiplier les motifs et les occasions de matraquer le mouvement de libération des masses québécoises en attendant la 'grosse' occasion qui lui permettra de tout mettre en oeuvre pour lui casser définitivement les reins.

"Si jusqu'en octobre 1970 l'agitation armée du FLQ était l'expression radicale du caractère spontanéiste et anarchique que tout mouvement de libération nationale connaît à ses débuts, elle est devenue de fait aujourd'hui l'alliée inconsciente mais objective de la stratégie répressive du régime en place et, par là, loin de constituer un appui tactique à la lutte du peuple québécois, risque de contribuer à l'écrasement de cette lutte et à la liquidation de ses forces vives.

"Si jamais elle a pu l'être dans le passé, en tant que révélateur d'une condition de domination et d'une volonté résolue d'en sortir, l'agitation armée,

*Suite à la page 2*

Suite de la page 1

tout comme l'agitation non armée de ceux qui confondent le bris d'une vitrine avec une action politique consciente, positive et mobilisatrice, est aujourd'hui contre-révolutionnaire."

A ceux qui se demandent si le rejet de "l'agitation armée" implique obligatoirement la disparition du FLQ lui-même ou s'il ne faudrait pas plutôt le maintenir comme groupe attendant le changement de situation qui lui permettrait de jouer un rôle dans la lutte, Vallières répond: "On doit tout de suite dire qu'un tel groupe 'attentiste' ne pourrait jamais trouver les tactiques adéquates au changement de situation en question, car, coupé de la lutte de masse elle-même, il se placerait volontairement dans l'impossibilité totale d'en comprendre les mécanismes, les transformations, le niveau réel de conscience politique, la composition, etc.: en résumé, il se placerait dans l'impossibilité pratique de connaître concrètement l'évolution concrète, réelle, de la lutte de masse et, donc, dans l'impossibilité pratique d'y participer vraiment, à quelqu'étape que ce soit, du long et complexe processus de libération nationale et sociale que les masses québécoises viennent à peine d'entamer de manière cohérente et organisée politiquement.

"Mais si j'assume cette responsabilité qui m'incombe à plus d'un titre de dénoncer publiquement l'agitation armée et, du même coup d'affirmer la nécessité pour le FLQ de se saborder comme groupe(s), comme sigle, comme mythe, comme 'menace terroriste', comme théorie et comme pratique, je ne possède cependant aucun pouvoir de décision sur les felquistes, aucun mandat pour parler en leur nom, aucun tour dans mon sac pour empêcher que n'importe qui, y compris la police, se serve des trois lettres FLQ à n'importe quelle fin."

("Vallières sur la question nationale" -- à suivre dans le prochain numéro.)

# Escalade U.S. en Indochine

Les bombardements par l'aviation américaine du territoire nord-vietnamien entre le 25 et le 30 décembre, prouvent par leur violence que Nixon a décidé de frapper un grand coup, et que Washington a fait de la suprématie aérienne des Etats-Unis l'élément clef de la "vietnamisation".

Pendant cinq jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, cent cinquante appareils de frappe ont pilonné sans répit les villes et villages du Nord-Vietnam.



retrait de troupes en indochine

Contrairement à ce que certains personnes avaient tendance à croire, que la guerre était presque terminée; ces derniers bombardements prouvent que l'agression américaine se poursuit avec légerement moins d'hommes, et de plus en plus de moyens automatisés et électroniques.

Le Comité Québécois contre la guerre en Indochine a réagi à cette nouvelle agression en organisant, le 31 décembre, une ligne de piquetage devant le consulat US à Montréal.

Du 3 au 5 décembre dernier se tenait à Cleveland aux E-U une conférence anti-guerre organisée par le NPAC (la Coalition nationale d'action pour la paix), mouvement qui organise les manifestations anti-guerre de masse aux E-U. Le point culminant de cette conférence a été la décision que le 22 avril serait une journée internationale de manifestation pour le retrait immédiat de toutes les troupes américaines d'Indochine.

# La Québécoise en lutte pour l'avortement

par BRENDA ZANNIS

**Depuis sa naissance le mouvement de libération de la femme n'a cessé de remettre en question le rôle imposé aux femmes par la société, et les structures mêmes de cette société. Plusieurs débats furent initiés et plusieurs luttes engagées.**

La lutte centrale du mouvement des femmes est depuis quelques années celle pour le droit à l'avortement. Pourtant il y a des femmes comme celles du Front de Libération des Femmes du Québec (FLFQ), un regroupement de militantes à Montréal, qui ne participent pas activement à la lutte pour la légalisation de ce droit. Bien qu'elles soient en faveur de l'avortement libre, elles ne voient pas l'importance de cette lutte.

Dans un tract distribué au spectacle du 19 novembre dernier, organisé par le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement, le FLFQ prétend que "... contrôler notre corps dans un monde où nous ne contrôlons rien d'autre, ça ne sert pas à grand-chose".

C'est vrai que le droit à l'avortement ne constitue pas la libération totale de la femme; qu'il n'est qu'un élément de notre libération, mais cette citation indique que le FLFQ ne comprend ni la nature sociale et politique de la question, ni le rôle de cette lutte dans la construction d'un mouvement massif pour la libération de la femme.

L'avortement est une question centrale pour la femme. C'est la question la plus urgente à laquelle font face toutes les femmes. Le contrôle de notre corps est fondamental à notre libération et à notre droit à l'autodétermination. La menace constante d'une grossesse involontaire est un des plus lourds fardeaux que la femme doit supporter.

L'abrogation des lois ne sera nullement une victoire inutile, contrairement à ce que laisse entendre le tract du FLFQ, et ceci se confirme rapidement en parlant aux femmes qui ont dû subir la charge d'un enfant non-voulu ou la dégradation, les douleurs la mutilation (celles qui ne sont pas mortes) causés par un avortement illégal.

L'inexistence du droit à l'avortement fait partie de l'oppression générale de la femme et est liée aux autres aspects de cette oppression. Les lois contre l'avortement font partie intégrante des structures patriarcales de la société et sa structure familiale. Et la famille à son tour exige une mère -- la femme au foyer. Derrière les lois contre l'avortement est le concept de la femme comme mère, qui ne doit pas contester ce rôle pour lequel elle est venue au monde.

Toute revendication visant la possibilité pour les femmes de sortir de ce piège et de développer d'autres capacités exige une longue lutte et des pressions massives. Par exemple, la disponibilité des moyens contraceptifs a été gagnée par un bataille qui a duré plusieurs décennies; elle n'est devenue légale qu'il y a quelques années. Et l'Eglise Catholique s'y oppose toujours. Le droit de vote et l'ouverture des hautes études aux femmes ont également nécessité des luttes acharnées. Le gouvernement comprend bien l'importance de la question de l'avortement -- avec ce droit nous contrôlerons notre propre corps, ce qui ne peut que toucher bien d'autres aspects de notre vie. Les femmes n'auront plus peur des rapports sexuels, pas plus que les hommes.

N'ayant pas le contrôle de notre corps, nous nous voyons opprimées dans plusieurs autres domaines. Sur le marché du travail on nous nie les meilleurs emplois par crainte de la grossesse. Ce mythe sert également à nous nier un salaire égal à celui de l'homme. Nous sommes censées nous marier, nous trouver une vie "confortable" pour ensuite compter sur le père de nos enfants pour nous nourrir. Nous ne devons jamais compter sur nos propres moyens!

L'existence des lois contre l'avortement renforce le mythe de la femme "irresponsable", ayant "trop de liberté". On se demande même si la femme est un être humain à part entière.

Le gouvernement n'accordera pas le droit à l'avortement sans une lutte de masse. Nous ne le gagnerons pas sans lutte. Mais le FLFQ pense autrement. Dans le même tract elles disent: "Quand les boss du pays s'apercevront qu'il y a trop de chômeurs ... ils légaliseront l'avortement".

Ceci est loin de la réalité, et démontre une incompréhension de la nature de l'oppression de la femme dans la système capitaliste. Le gouvernement ne voit pas le contrôle des naissances comme moyen de contrôler le taux de chômage. Ceci ne pourrait pas être plus qu'une solution à long terme. Mais le gouvernement fait preuve d'une plus grande inquiétude par rapport à la réduction du taux de naissance au Québec, car il faut s'assurer d'un certain niveau de chômage afin d'obliger les ouvriers à se concurrencer sur le marché du travail. Il n'y a rien de mieux pour maintenir les bas salaires. D'ailleurs il faut s'assurer d'une main-d'oeuvre à l'avenir.

La légalisation de l'avortement ne résoudra aucunement le chômage, car un grand nombre de femmes libérées de la charge des enfants s'ajoutera au marché du travail. Le gouvernement préfère voir moins de femmes sur le marché du travail -- il nous offre même des stimulants comme l'augmentation des allocations familiales, l'assurance chômage pour 15 semaines aux ouvrières donnant naissance à un enfant, etc.

La légalisation de l'avortement menacera l'existence de la famille, l'unité de base de la société capitaliste. En ce sens, l'avortement n'est pas un simple problème économique pour la bourgeoisie, mais bien une question qui revet une dimension sociale et politique d'une importance vitale au maintien de leur système et de leur idéologie.

La campagne pour l'abrogation des lois sur l'avortement est une campagne importante, non pas parce que quelques femmes le voulaient ainsi, mais bien parce que c'est une question centrale à la vie d'une femme, et parce qu'il y a un sentiment de masse à son appui.

(suite p. 2)

# libération




La manifestation du 20 novembre dernier à Montréal, pour le libre droit à l'avortement, organisée par le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement.

(de la p. 1)

C'est le premier défi concret devant le mouvement de libération de la femme. Il s'agit de prendre ce sentiment en faveur de la légalisation de l'avortement comme point de départ pour mobiliser les femmes et pour bâtir un mouvement puissant qui sera victorieux. L'intensification de la lutte pour l'avortement ne veut pas dire, qu'il faut oublier tout les autres questions. La lutte contre les autres aspects de notre oppression sera renforcée et accélérée par une victoire sur l'avortement. Une telle victoire démontrera aux femmes leur puissance et leur capacité de gagner en luttant.

La campagne pour l'abrogation des lois sur l'avortement met le gouvernement fédéral au pied du mur. Le gouvernement n'a qu'un choix: ne pas légaliser l'avortement et d'exposer clairement son insouciance envers les besoins de la moitié de la population -- ce qui ne pourrait que promouvoir une radicalisation plus large parmi les femmes; ou d'abroger les lois sur l'avortement, ce qui minerait les structures et l'idéologie de la société bourgeoise et constituerait un stimulant important aux femmes, et aux autres couches opprimées au Canada, d'entrer en lutte pour gagner d'autres revendications.

De plus en plus de partisanes de la campagne pour l'avortement libre deviennent des féministes. La campagne est capable de mobiliser de nouvelles couches de femmes qui vont venir grossir les rangs du mouvement de libération de la femme, et de fournir une audience beaucoup plus large aux autres revendications de nature féministe ou socialiste.

La femme ne peut pas se libérer au sein du système capitaliste. Mais nous ne pouvons pas dire aux femmes qu'il faut accepter l'oppression jusqu'au renversement du capitalisme. Il faut prendre les besoins concrets des femmes comme point de départ d'une lutte objectivement anticapitaliste. Les femmes ont un rôle clef à jouer dans le renversement du système car elles ne peuvent se libérer autrement.

Mais les femmes, contrairement aux hommes, passent toute leur vie à jouer un rôle secondaire et passif -- toute une vie dans la soumission. Nous voulons détruire les barrières oppressives, en partant de la réalité, l'oppression des femmes, et dégager les questions susceptibles de les amener à la rébellion.

La lutte pour le droit à l'avortement, revendication démocratique qui touche toutes les femmes, surtout celles de la classe ouvrière, amène plus que toute autre question féministe, les masses féminines à cette rébellion. Les femmes se mobilisent contre le gouvernement fédéral, contre la complicité du gouvernement à Québec, en faveur de ce besoin vital et immédiat. A travers cette campagne elles commencent à se rendre compte des autres aspects de cette société sous-jacents à notre oppression. A travers l'action militante, les femmes se rendent compte de la nature générale du système dans lequel on vit. Et elles apprennent dans cette lutte concrète qu'ensemble avec les hommes opprimés, elles ont le pouvoir de tout gagner.

Le Front de Libération des Femmes du Québec a été très actif en fournissant un service de réferences aux femmes qui voulaient se faire avorter médicalement. Bien qu'il soit important, ce travail ne peut répondre qu'aux besoins d'une poignée de femmes. Il faut politiser la question de l'avortement. Les femmes du FLFQ doivent aller au delà du cadre limité et individualiste d'un service de référence pour participer à la construction d'un puissant mouvement de masse dans la rue capable d'accélérer le renversement du capitalisme pourri.

libération

# L'avortement libre à gagner en Europe

par ROSS DOWSON

(Ross Dowson, secrétaire exécutif de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action, est récemment revenu d'un séjour de 4½ mois en Europe.)

Dans les pays européens où il y a une lutte qui se développe pour la libération de la majorité opprimée, les femmes, la poussée majeure du mouvement est pour l'avortement. Le droit à l'avortement sur demande est le point central du conflit opposant les forces du statu quo aux forces montantes pour la libération de la femme, autant en Europe qu'en Amérique du Nord.

Même là où les femmes ont gagné certains droits démocratiques---même dans des pays capitalistes européens hautement industrialisés, où il y a un mouvement ouvrier et socialiste puissant -- les femmes ont peu ou aucun contrôle de leurs corps. Les lois interdisent aux femmes l'accès à l'avortement sauf dans des circonstances exceptionnelles, établies par l'état et renforcé par la hiérarchie médicale.

Ce fait de l'oppression de plus de la moitié de la population du continent a été porté de façon encore plus dramatique à l'attention du monde entier par les actions d'un groupe de femmes françaises et d'un groupe de femmes de l'Allemagne occidentale, au printemps de cette année.

Tôt en avril, 343 femmes françaises, parmi lesquelles on retrouvait nombre de femmes éminentes telles des écrivains, actrices et personnalités du monde de la télé, aussi bien que des membres du Mouvement de Libération de la femme et du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement, ont fait une demande sensationnelle pour l'accès libre aux méthodes contraceptives et pour la liberté de l'avortement -- en signant une déclaration --- avouant avoir déja eu un avortement.

Par cette simple déclaration, sous la loi française sur l'avortement qui remonte au Code Napoléon, elles étaient sujettes à deux ans d'emprisonnement. Plusieurs centaines de femmes chaque année ont été condamnées sous cette loi. L'écrasante majorité des femmes condamnées proviennent évidemment des groupes à bas revenus --- trop pauvres pour se permettre le train ou l'avion qui leur obtiendraient un avortement à Londres ou Genève.

Le gouvernement français a tenté d'amortir la protestation par des concessions qui maintiennent sa position principale. Il a maintenant concédé la vente de moyens contraceptifs dans les pharmacies françaises pour la première fois. Il a également autorisé les avortements --- mais seulement sous conditions spéciales --- là où la vie de la mère est en danger, ou ayant la certitude que l'enfant futur sera anormale ou lorsque la grossesse est le résultat d'un viol prouvé.

Une campagne est bien menée en Allemagne Occidentale pour forcer l'abrogation des lois contre l'avortement. On estime à 400,000 le nombre d'avortements illégaux qui y sont pratiqués chaque année.

Durant la première semaine de juin, 374 femmes ont signé une déclaration publique à l'effet qu'elles avaient eu des avortements illégaux et de par ce fait sont passibles de peines d'emprisonnement allant jusqu'à 5 ans, ce sous le Paragraphe 218 du Code Criminel.

Des procédures légales ont été entreprises contre 14 signataires, parmi lesquelles on remarque les vedettes de cinéma Romy Schneider et Vera Tschechova.

La première action du Mouvement pour la Libération de la Femme Italienne, qui a tenu sa première réunion nationale au printemps, est l'avancement d'un projet de loi qui légaliserait l'avortement. Les membres tentent maintenant de ramasser les 50,000 signatures requises pour présenter un projet de loi "vox populi" au parlement italien.

L'avortement est sévèrement puni par des lois appuyées par l'Eglise Catholique Romaine, mais faites par l'ancien régime fasciste et ouvertement raciste. Ces lois apparaissent sous une section du code criminel intitulé "Crimes contre l'intégrité et la santé de la race." Le Journal du Vatican, L'Osservatore Romano, a dénoncé le mouvement.

Un congrès récent de gynécologues italiens a établi qu'il y avait probablement "entre un et trois millions d'avortements clandestins" en Italie chaque année -- d'autres vont jusqu'à 4 millions. Au moins 20,000 femmes italiennes meurent chaque année, cause d'avortements illégaux. Ce commerce rapporterait à ceux qui le pratiquent 82 millions de dollars chaque année.

Cette exploitation corrompue des femmes ne sert qu'à enhardir les traditionnalistes, les bigots religieux et les obscurantistes qui s'opposent à l'avortement en principe.

Même en Angleterre où, en dépit du signe de dollars qui a été placé autour des avortements, il y a une plus grande disponibilité de l'avortement que n'importe où ailleurs en Europe, l'avortement sur demande demeure une question pleine de défi pour le mouvement de libération de la femme.



▶ LE 20 NOV/71: La manifestation de 400 personnes à Montréal pour le droit à l'avortement (voir reportage Libération, déc/71) s'est déroulée au même moment que des manifestations parallèles à travers le monde. Plus de 1000 personnes, dont une majorité de femmes, ont participé aux manifestations et aux teach-in qui ont eu lieu dans plusieurs villes canadienne-anglaises. Plus de 6000 militants ont manifesté à San Francisco et à Washington aux Etats-Unis, pendant que la plus importante action pour l'avortement libre en France a regroupé environ 5000 personnes dans les rues de Paris. Plus de 400 personnes sont descendues dans la rue à Melbourne, et environ 250 personnes à Sydney, les deux principales villes de l'Australie. Des manifestations et des réunions pour rendre l'avortement un droit des femmes ont également eu lieu dans plusieurs villes en Angleterre: Londres, Bristol, Nottingham, Oxford, Cambridge, Birmingham, Liverpool et Glasgow (en Ecosse).

EDITORIAL

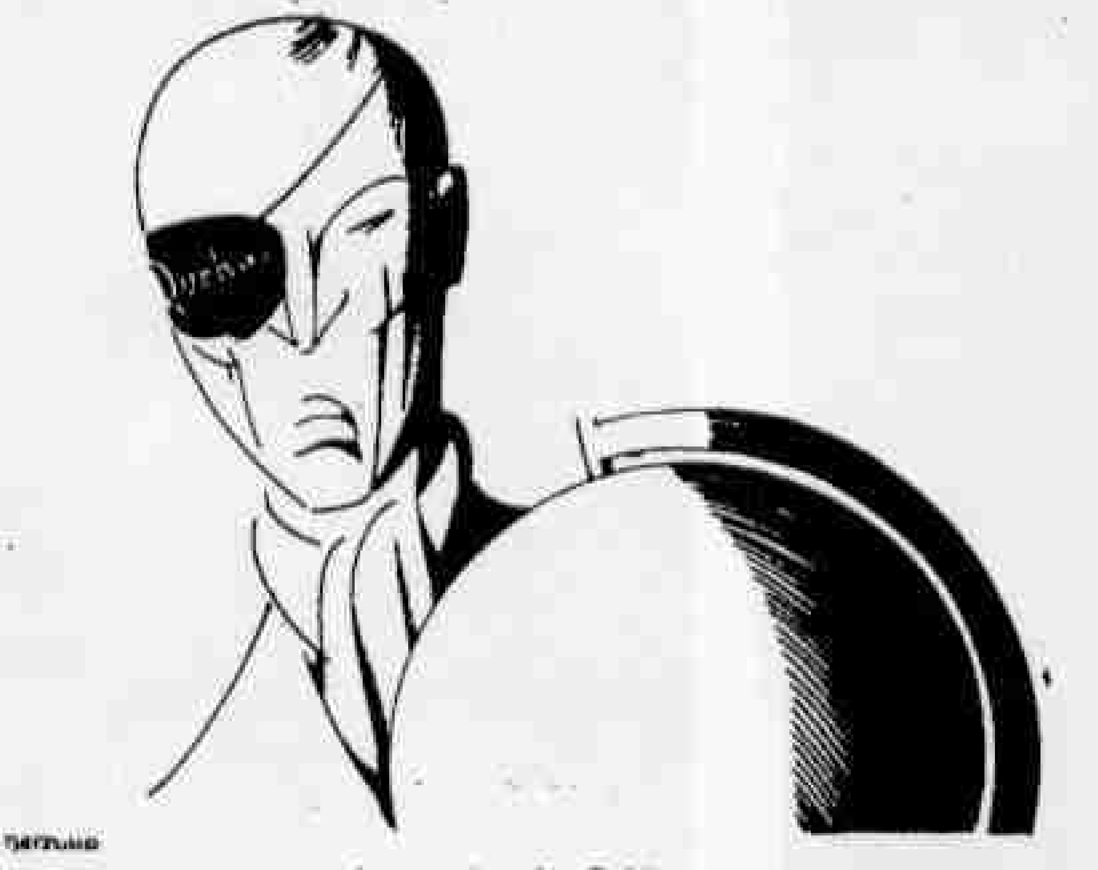
# Bangla Desh aux Bengalis !

Ce fut aux cris de "Joy Bangla" (Vive le Bengale) des foules que l'armée indienne et les forces de libération du Bangla Desh, le Mukti Bahini, sont entrées le 16 décembre à Dacca, capital du nouveau pays du Bangla Desh.

Le délire populaire occasionné par la défaite des troupes pakistanaises se comprend bien. Depuis le 25 mars dernier, la tentative de l'armée de cimenter "l'unité du Pakistan", création artificielle de l'impérialisme britannique, par une politique de génocide contre le peuple nationaliste du Bangla Desh, a fait 500,000 morts et a obligé dix millions de personnes sur une population de 75,000,000 à se réfugier en Inde.

Si dans le sillage de la défaite du Pakistan le Mukti Bahini a pu se renforcer en gagnant les villes, et que les masses aient pu se mobiliser en "comités de libération", il n'en reste pas moins que le but de l'Inde est de "libérer" le pays du Pakistan pour le soumettre aux intérêts des capitalistes indiens.

Le gouvernement indien, tout comme celui du Pakistan a des bonnes raisons de craindre l'indépendance totale du Bangla Desh. Débarrassé de l'armée colonialiste (10% de Bengalis dans l'armée, 56% de Bengalis dans le pays), le pouvoir serait aux mains des ouvriers et paysans armés. Une fois l'état capitaliste pakistanais brisé, le nationalisme Bengali peut vite se concrétiser par des mesures socialistes, quoi que fut le programme originel de la direction de la Ligue Awami. Le développement d'un "Cuba" dans le sous-continent indien est d'autant plus menaçant pour le gouvernement de l'Inde que la province la plus instable de l'Inde est le Bengal occidental (indien) qui pourrait chercher à solutionner ses problèmes aigus dans un Bengal unifié, indépendant et socialiste.



— *Je ne vois qu'un Pakistan*

La reconnaissance par l'Inde du Bangla Desh et son intervention armée du début de décembre, avaient pour but de désamorcer le potentiel révolutionnaire de la lutte de masse par l'installation d'un gouvernement "indépendant" subordonné au capitalisme indien.

Une dépêche de Jessore, au Bangla Desh, en date du 13 décembre précise les problèmes auxquels font face les troupes indiennes: "On entend dire entre certains membres du Mukti Bahini, qui se sont battus contre le régime militaire du Pakistan Occidental depuis mai dernier, pourraient se montrer hésitant à déposer leurs armes et à revenir à des rôles passifs, tandis que des dirigeants, qui ont passé la plupart du temps que dura la guerre à Calcutta ou à New Delhi, prennent tout le contrôle."

Il faut plus que jamais mobiliser la solidarité internationale en faveur du droit du Bangla Desh à l'auto-détermination. Aucun pays a le droit d'imposer des conditions sur le droit du Bangla Desh à l'auto-détermination, comme ont essayé de la faire l'Inde et l'Union Soviétique. Seules les masses bengalies elles-mêmes ont le droit de décider de leur sort national et social. Le Bangla Desh aura atteint son indépendance que lorsque toutes les troupes étrangères seront rétirées de son territoire, qu'elles soient indiennes ou pakistanaises.

Aucune des grandes puissances a appuyé le droit du Bangla Desh à l'auto-détermination. La bureaucratie maoiste en Chine a peut-être joué le rôle le plus perfide. Elle a appuyé la politique contre-révolutionnaire du Pakistan, politique appuyée par les Etats-Unis.

Le Canada, conscient du mouvement indépendantiste au Québec, refuse de reconnaître l'existence du Bangla Desh, en attendant la consigne de Washington.

Seule la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, fondée par Léon Trotsky en 1938, a, depuis le début de la montée indépendantiste, défendu sans condition le droit du Banglas Desh à l'auto-détermination.


**libération**

**Date limite des articles:** le 12 janvier 1972

**Rédacteur-en-chef:** ALAIN BEINER
**Rédactrice-adjointe:** MANON LEGER
**Gérant:** ANDRE DOUCET
**Conception graphique:** JEAN-LUC ROBERT
**Correspondant à Hull:** MARC DUPONT

B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement no 2611."

# libération

Vol. 2 No. 2 (10) mars 1972 15 cents



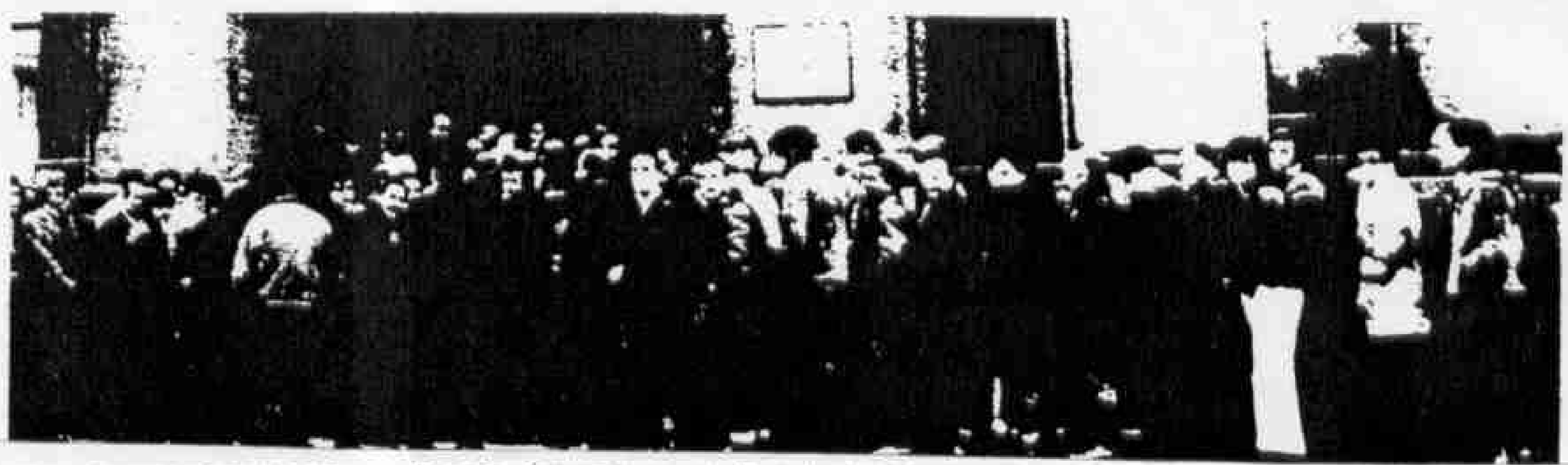

## Le chômage au Québec: Comment y mettre fin?

... page 3

## Le 18 mars: Tous dans la rue contre le bill 63!

... page 2, 12

# La classe ouvrière face au chômage



## 100,000 et ça continue

par JEAN HERIVAULT

"Le bonheur de vivre au Canada." Voilà le titre d'un article publié dans Le Devoir du 24 janvier selon lequel l'hebdomadaire britannique "Economist" a désigné le Canada (665,000 chômeurs, dont 40% vivent au Québec) comme "le pays au monde où il fait le meilleur vivre."

Au Québec, Bourassa décline l'offre qui lui était faite de s'adresser à une assemblée ouvrière au sujet du chômage, organisée par la FTQ le 28 février au Forum de Montréal. A la place, Bourassa propose un "sommet" à ses bureaux pour "faire le point d'une façon sereine" sur les 9.8% des chômeurs (allant jusqu'à 30% dans certaines régions)!

Faisons le point, maintenant que Bourassa ait "incité les Québécois au travail." Il n'y a pas un seul mois qui passe sans que des usines ferment ou qu'il y est des réductions de personnels... Chez United Textile à Grand-Mère: 200 mises à pied et fermeture de l'usine cette année.

Depuis avril dernier, l'Alcan a mis, sur 825 travailleurs, 140 travailleurs dans la rue. Dans la même région, la Gulf Canada à Shawinigan jetera sur le pavé, d'ici le mois de mars, 743 des 1153 travailleurs. SOMA ferme ses portes à Saint-Bruno et licencie 125 travailleurs.

A Montréal, Remi Carrier reçoit en octobre une subvention de $50,000 du Ministère de l'expansion économique régionale afin de créer des emplois. Deux mois plus tard Carrier congédie 40 travailleurs, tout simplement parce qu'ils ont voulu bâtir un syndicat dans l'usine. Et ça continue...

A Thetford Mines, la compagnie américaine Flintkote Mines ferme la mine d'amiante et jète dans la rue 131 travailleurs après 20 à 25 années de service. Toujours au Québec, 6,000 mécaniciens des machines fixes (centrales thermiques de la province) sont menacés de perdre leur emploi.

A Témiscaming: toute une ville menacée de disparaître en mai '72. L'unique usine de la ville, l'usine Kipawa, "gagne-pain" de la majorité de la population, ferme ses portes au mois de mai, jetant 875 ouvriers, avec leurs familles, dans la misère. L'usine appartient à la compagnie CIP Canada, filiale de l'International Paper Co. de New York, qui en détient tout le contrôle.

Le vice-président de la compagnie, C.S. Flenniken, a dit qu'il est toujours pénible de prendre la décision de fermer une usine, "non pas seulement en fonction des valeurs humaines et sociales qui y sont rattachées, mais encore en fonction du capital investi." Il a également déclaré "la pleine participation de la compagnie aux comités conjoints dans le but de travailler avec les organismes de main-d'oeuvre des gouvernements," en vue de s'acquitter de toutes les obligations contractuelles qui lie la compagnie à ses employés.

Faisons le point maintenant sur les projets anti-chômage fédéraux (qui n'inclus pas les subventions): prêt de $100 millions à Israel pour l'achat de matériels au Canada (permettant à l'Etat sioniste de massacrer les Palestiniens); programme des initiatives locales -- $85 millions à Perspectives-Jeunesse, $50 millions à la disposition des municipalités (peut-être pour payer les enquêtes secrètes sur les administrations pourries des municipalités), $20 millions pour les patrons qui "s'intéressent aux chômeurs", et $50,000 au service des individus.

Projets québécois de service secours: dépannage pour viellards et handicapés (pelleter la neige, jeter les ordures); déblayage des patinoires pour enfants -- nombre d'emplois créés -- 10. A Pointe St-Charles (30% de chômeurs): ouverture au coût de $35,000, d'un "atelier de couture" qui fabriquera des articles essentiels et les vendra aux prix coûtant -- nombre d'emplois créés -- 12!

Bourassa promet aux Québécois de "faire le point d'une façon sereine et constructive" et les "incite au travail!" Trudeau dit que les emplois abondent, surtout dans l'ouest canadien, sur les fermes et dans les mines.

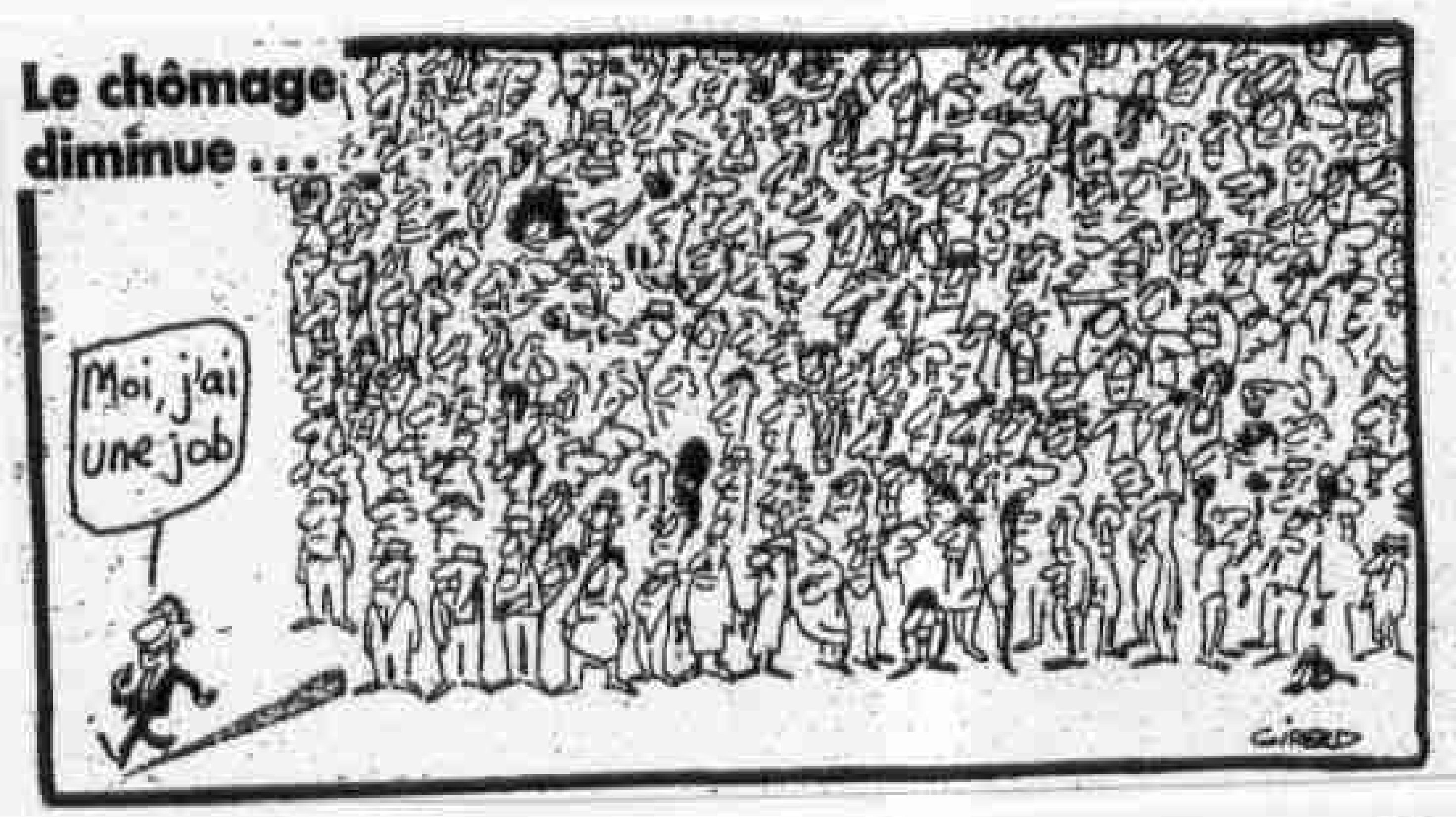
Pour les Québécois, voilà le "bonheur de vivre au Canada". Ils peuvent aller s'angliciser, au salaire minimum, dans les fermes de l'Alberta et du Manitoba. S'ils ne disparaissent pas par l'anglicisation, on leur propose d'aller mourrir pour pas cher dans les mines!

par A. CHARBONNEAU

Nous n'avons pas le droit de parler notre langue au travail. Nous n'avons pas le droit à l'indépendance nationale. Dans la gestion des usinés où nous passons une bonne partie de notre vie, nous n'avons aucun droit. Même le droit de manifester se voit souvent nié par Drapeau, avec la complicité de Bourassa et Trudeau. En somme, le droit au travail est le seul droit sérieux qui nous reste dans cette société fondée sur l'exploitation étrangère. Aujourd'hui, ce droit

**contre les fermetures** d'usine fut celle de Mont Laurier, à 145 milles au nord de Montréal, au mois de février 1971. Un front commun composé des syndicats, de l'UCC, des enseignants, des étudiants, des caisses populaires et la chambre de commerce locale, s'était formé pour combattre la fermeture prévue pour le 5 mars 1971 de deux usines de bois possédées par Sogefor.

Le Front Commun et le comité de citoyens se sont réunis très souvent, parfois en assemblées massives, et ont




# "une riposte de masse"

nous est retiré à chaque instant.

Sous peine de se vouer lui-même à la destruction ou à la transformation en organisation de chômeurs, le mouvement ouvrier québécois ne peut plus tolérer l'incapacité du régime patronal de fournir du travail pour tous.

Il s'impose à la FTQ et aux autres centrales syndicales de mobiliser la force de leurs 700,000 membres contre le gouvernement afin d'exiger du travail pour tous. Il s'impose aux syndicats de lier ceux qui ont du travail, qu'ils soient syndiqués ou non, et ceux qui n'en ont pas. Une telle force de frappe,



**On nous jète dans la rue et on est obligé de se chercher un logement plus "taudis".**

informée et mobilisée, pourrait vite ébranler un gouvernement qui se base sur un petite clique de patrons étrangers.

Les syndicats ont le devoir urgent de dresser un véritable plan d'action capable de mettre en mouvement l'ensemble de la force ouvrière québécoise -- l'ensemble des travailleurs actifs et des chômeurs. Des mémoires et des rencontres à huis clos avec le gouvernement ne sont plus à l'hauteur de la situation.

Il nous faut plutôt des lignes de piquetage, des assemblées de masse, des manifestations, des grèves de solidarité, et des occupations des usines qui risquent d'être fermées. Il s'agit d'incorporer tous ces moyens dans une véritable campagne de masse continuelle contre le gouvernement, jusqu'à ce que le gouvernement accorde à tous les Québécois le droit au travail.

La seule victoire gagnée au Québec adopté une stratégie d'actions de masse à partir des manifestations locales, comprenant des manifestations à Montréal et à Québec, et allant jusqu'à l'occupation des usines. Le 17 février 1971 environ 4,000 personnes sont descendues dans la rue à Mont-Laurier pour protester contre les fermetures.

Le lendemain de la manifestation, Bourassa cédait, et se mis à la tâche de trouver des moyens d'éviter la mise à pied de quelques 300 ouvriers. Bien que cette victoire fut partielle et peut-être temporaire (le fonctionnement des usines est toujours en question), la lutte à Mont Laurier, dans une communauté assez petite, a démontré que des actions militantes de masse impliquant l'ensemble de la communauté -- sous la direction du mouvement ouvrier -- sont capables de stopper les fermetures d'usines et les menaces de fermeture.

Non seulement il s'impose au mouvement syndical d'élaborer une telle stratégie d'actions de masse -- en transformant l'assemblée du 28 février au Forum, du "point culminant" de l'offensive FTQ, en point de départ d'une véritable campagne anti-gouvernemental -- mais il est urgent d'adopter un programme de revendications claires capables de mettre réellement fin au chômage.

La classe ouvrière québécoise ne peut accepter aucune autre fermeture d'usines. Si le patron (ou le gouvernement) se dit "cassé", nous voulons voir les livres de comptes. "Ouvrez les livres de compte!" Si le patron est réellement incapable de faire fonctionner l'entreprise, il faut revendiquer sa nationalisation et sa gestion par les ouvriers eux-mêmes.

Si les patrons et leur gouvernement sont incapables de créer des emplois pour ceux qui sont déjà sans travail, que les capitalistes payent la note pour (suite à la page 10)

## La Presse...

Au moment de mettre sous presse un règlement est survenu dans le conflit à La Presse et les 1300 travailleurs sont rentrés. Nous publierons dans le prochain numéro de Libération un bilan du conflit et une analyse du règlement du point de vue des travailleurs de La Presse et du mouvement ouvrier en général.

(suite de la page 3)
les faiblesses de leur système! S'il n'y a pas assez de travail pour tous ceux qui veulent travailler, il faut réduire la semaine de travail à 30 heures sans aucune réduction de salaire. "30 pour 40!" Une semaine de travail de 30 heures ouvrirait la possibilité de créer des centaines de milliers de nouveaux emplois.

Pour mettre fin à la discrimination contre les ouvriers francophones, qui sont les premiers à être congédiés et les derniers à être embauchés, il faut revendiquer que le français, langue de la vaste majorité de la classe ouvrière québécoise, soit imposé comme seule langue de travail.

Tant que tous les Québécois n'ont pas le droit au travail, le mouvement syndical doit revendiquer l'assurance chômage illimité aux taux des salaires syndicaux.

Mais pour mettre fin à ce système d'exploitation qui se nourri de l'inflation et du chômage, le mouvement syndical doit aller au delà des revendications défensives, pour porter la lutte contre le chômage au niveau politique. Le mouvement ouvrier québécois a besoin d'une arme politique, d'un parti ouvrier de masse capable de diriger la lutte jusqu'à l'établissement à Québec d'un gouvernement des travailleurs et cultivateurs.

## Le Chili socialiste?

Le Chili est-il un pays socialiste, ou en voie d'en devenir un? Allende, est-il réellement un marxiste? Pour la réponse à ces questions procurez-vous le prochain numéro de Libération.

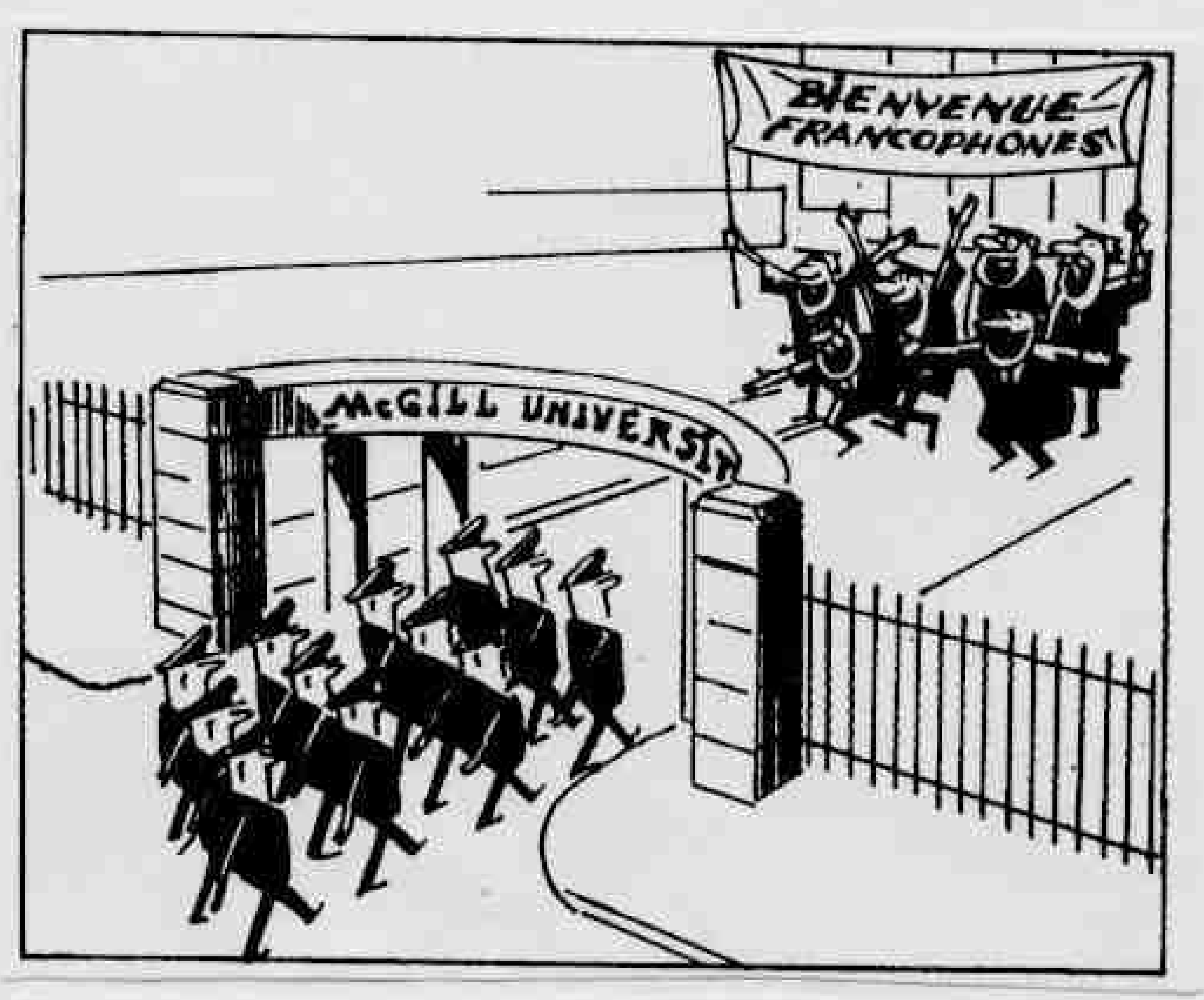
# libération

**EDITORIAL**

# Tous dans la rue le 18 mars contre le bill 63

La date choisie, pour la manifestation, à la conférence du 30 janvier dernier du Front Commun pour la Défense de la Langue Française (voir page 12) tombe trois ans après (à 10 jours près) la marche sur l'Université McGill du 28 mars 1969. Malgré les menaces gouvernementales d'une intervention de l'armée canadienne, malgré le refus du gouvernement municipal de nous accorder un permis, et malgré les dénonciations de René Lévesque, 10,000 Québécois avaient osé descendre dans la rue pour transformer cette université, la plus riche du Canada, en institution francophone, en université au service de la nation québécoise. Ces milliers de personnes étaient parmi les premières, outre St-Léonard, à s'engager dans la bataille contre notre anglicisation forcée.

Mais une telle bataille d'envergure nationale ne se gagne pas par une seule action impliquant 10,000 personnes, ni même par trois ou quatres actions impliquant des dizaines de milliers de militants. Il nous faut une campagne continuelle jusqu'à la victoire car nous faisons face à un adversaire de taille qui n'est personne d'autre que l'Etat capitaliste canadien, adversaire qui n'a pas renoncé à se servir des moyens les plus extrêmes et violents y compris la répression brutale, l'emprisonnement, la loi d'émeute, des accusations de **sédition et la loi sur les** mesures de guerre pour mater la résistance des masses québécoises.




**Trois ans après l'action du 28 mars 1969: McGill français**

La manifestation de masse du 18 mars s'insère dans une telle campagne à longue terme contre notre oppression linguistique, cette arme sournoise qu'utilisent les exploiteurs impérialistes et leur gouvernements à Ottawa et à Québec pour nous garder soumis... La manifestation du 18 mars se lance contre le bill 63, premier obstacle à la défense de notre langue, et nous offre la possibilité de toucher et de mobiliser de nouvelles couches de la population pour en créer une véritable force de frappe.

Pour les travailleurs qui sont contraints de gagner leur vie, chez eux, dans une langue étrangère, l'anglais, c'est la servitude douloureuse, authentique aliénation, qui ne peut à la longue que produire l'assimilation ou la révolte. C'est notre devoir de nous assurer du dernier -- de la révolte pour franchir cette première barrière qui ne peut que contribuer à démolir toutes les autres barrières sur la voie à notre libération.

**libération**

**Date limite des articles:** le 11 février 1972

**Rédacteur-en-chef:** ALAIN BEINER
**Rédactrice-adjointe:** MANON LEGER
**Gérant:** ANDRE DOUCET
**Conception graphique:** JEAN-LUC ROBERT
**Correspondant à Hull:** MARC DUPONT

**B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.**

**Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement no 2611."**

# Conférence pour la défense du français

par ANDRE DOUCET

Plus de 70 militants ont participé à la conférence de planification du Front Commun pour la Défense de la Langue Française (FCDLF) le 30 janvier à la salle Amherst du Conseil Central de Montréal (CSN).

En plus de Libération, plusieurs autres médias d'information étaient présents (Radio-Canada, le canal 10, Montréal Matin, Montreal Star, la Gazette, etc.) pour assister à l'élaboration d'un plan d'action pour faire avancer la lutte pour un Québec français.

L'assistance était composée en grande partie de travailleurs et aussi d'étudiants du secondaires, des Cegeps et des universités. Hull avait une délégation de 6 personnes. La Beauce avait un représentant.

La tâche centrale devant la conférence était le lancement d'une mobilisation de printemps, d'une manifestation de masse pour faire suite à la première manifestation organisée par le FCDLF, celle du 16 octobre dernier, qui a rassemblé environ 8,000 Québécois devant l'immeuble de l'Hydro-Québec. Mais celle-ci n'a pas été la seule question à trancher à la conférence.

Le discours d'ouverture prononcé par Reggie Chartrand a très bien fait le point sur l'importance de la lutte contre l'anglicisation. Il a bien expliqué pourquoi ce n'était nullement raciste de vouloir défendre notre langue, et qu'il s'agissait plutôt d'une lutte contre le racisme anglo-canadien.

Chartrand a affirmé que l'ennemi de la langue française était notre gouvernement à Québec qui protège les intérêts des patrons canadiens et américains au lieu de protéger la langue nationale des Québécois. Chartrand a invité tous les Québécois, quelque soit leur nationalité, à se rallier à la lutte pour un Québec où tout le monde serait égal et où tout le monde travaillerait en français, sans discrimination aucune.

Jean Hérivault a présenté le projet de programme du FCDLF qui sera bientôt imprimé sous forme de bulletin. Les points majeurs du programme, adopté à l'unanimité, touchent la langue d'éducation, de travail et du gouvernement, ainsi que les moyens que le FCDLF se donne pour les faire adopter par le gouvernement.

La conférence s'est prononcée en faveur de l'intégration scolaire et du français comme seule langue d'éducation dans les écoles subventionnées par l'Etat, à part, bien sûr, de l'instruction de l'anglais (ou d'une autre langue) comme langue seconde à ceux qui désirent l'apprendre. Le programme du FCDLF prévoit l'intégration progressive de tous les anglophones au secteur francophone après une période de transition de 5 ans.

Le FCDLF est également pour l'établissement du français comme seule langue de travail dans toute entreprise commerciale, industrielle ou autre, ainsi que dans le fonctionnement du gouvernement à tous les paliers de




l'administration.

"Il est tout à fait injuste, anti-démocratique et intolérable", a affirmé Hérivault, "que 2,000 ouvriers et employés de bureau dans une usine soient forcés de parler une langue étrangère, celle du patron et de quatre ou cinq directeurs."

Durant la période de discussion, Raymond Lemieux a déclaré que la position linguistique du Parti Québécois et du Mouvement Québec Français (MQF) en matière d'éducation était discriminatoire et raciste, voulant perpétuer les privilèges des anglophones au Québec, tout en obligeant les immigrants a s'intégrer à la communauté francophone et de devenir des citoyens de deuxième classe.

"Nous n'avons qu'un choix," a dit Lemieux. "Soit qu'on adopte le bilinguisme, deux systèmes d'éducation publique égaux, dans les deux langues, où tout le monde aurait le droit de choisir entre l'anglais et le français comme langue d'instruction, quelque soit leur origine nationale, ce qui assurerait la disparution continuelle du français. Soit qu'on adopte un seul système d'éducation publique en français pour tous les Québécois, à titre égal, où tout le monde est obligé de fréquenter des écoles francophones, qu'ils soient francophones, anglophones ou immigrants.

"Toute autre solution, comme celle proposée par le PQ et le MQF, ne peut que créer deux catégories de citoyens, ceux possédant des 'droits acquis' -- les anglophones -- et ceux possédant aucun droit -- les immigrants et les francophones. Seuls les anglophones auraient un choix de langue entre celle des chômeurs et celle des patrons. La seule solution capable de mettre fin aux privilèges, et à la discrimination linguistique que subit la majorité, la seule solution capable d'assurer la survie de la nation québécoise, c'est la position du FCDLF que nous adoptons aujourd'hui."

Après l'adoption à l'unanimité du projet de programme, et de l'action de masse dans la rue comme moyen principal de le faire adopter à Québec, Alain Beiner a présenté un rapport sur la campagne contre le bill 63, loi qui fait du Québec un territoire "bilingue" et qui constitue le premier obstacle dans la lutte pour un Québec français.

Comme projets concrets, Beiner a proposé une grande manifestation légale et pacifique qui aura lieu à Montréal, à Hull, et dans d'autres villes le 18 mars, pour le retrait de l'infâme bill, avec l'appui de tous les mouvements et associations qui s'opposent au bill 63; un spectacle pour ramasser des fonds; et la publication d'un bulletin de mobilisation.

En plus de l'adoption de ce rapport, les participants ont décidé de faire valoir dans le mouvement syndical, l'idée d'une grève de l'anglais de 24 heures. Le FCDLF organisera aussi une tournée dans toutes les écoles pour impliquer

En plus de l'adoption de ce rapport, les participants ont décidé de faire valoir dans le mouvement syndical, l'idée d'une grève de l'anglais de 24 heures. Le FCDLF organisera aussi une tournée dans toutes les écoles pour impliquer le mouvement étudiant dans la mobilisation du 18 mars.

La conférence s'est terminée avec l'élection d'un nouveau comité de coordination, d'un comité de manifestation et d'un comité de spectacle. Les participants étaient convaincus que la lutte contre le bill 63 se terminera en victoire.

# Offensive des forces anti-avortement

(Au moment de mettre sous presse, nous apprenons dans Le Devoir du 9 février que l'injonction émise par le juge Lieff le 26 janvier contre la femme qui aurait désiré se faire avorter a été annulée par la Cour Suprême de l'Ontario. Il semble qu'un accord entre les deux parties en cause, la femme et son mari, soit survenu. La cause ne pourra donc pas se rendre au stade de procès, et on ne saura pas si une deuxième personne a le "droit" d'empêcher une femme d'avoir recours à l'avortement en vertu des lois actuelles. Malgré cette victoire, nous procédons à la publication de l'article écrit avant ce développement car nous considérons que cette attaque contre les droits de la femme et contre le mouvement pour l'avortement peut très bien se reproduire dans l'avenir -- NDLR).

par BRENDA ZANNIS

L'injonction accordée le 26 janvier par le juge A.H. Lieff de la Cour Suprême de l'Ontario à un homme pour empêcher son épouse d'obtenir un avortement thérapeutique déjà approuvé par un comité d'avortement dans un hôpital accrédité, constitue une attaque de front contre le mouvement pour l'abrogation des lois sur l'avortement. La femme en question avait agit complètement dans ses droits d'après la loi et donc l'injonction intervient pour lui enlever le peu de droits qu'elle a.

Les gains qu'ont déjà gagnés les femmes au Canada et au Québec sont remis en question par cette décision qui risque de créer un précédent permettant à n'importe qui d'annuler le droit d'une femme à l'avortement même lorsque la vie ou la santé est en danger. De cette manière la décision rendue par le juge ontarien contredit non seulement la loi existante qui permet au moins quelques rares avortements, mais aussi les normes médicales en ouvrant la voie à des poursuites légales contre les comités d'avortement dans les hôpitaux accrédités.

L'avocat de l'époux de la femme a souligné le fait que pour la première fois un foetus fut l'objet d'un plaidoyer. (Depuis quand le foetus a-t-il une existence légale?) La prochaine étape, selon l'avocat, sera l'autonomination de quelqu'un en "gardien de tous les foetus." L'arrogance de quelqu'un qui se définit comme porte-parole du contenu du corps d'une autre personne, qui se nomme "gardien" des masses cellulaires qui n'existent que dans l'utérus de la femme, est presque incompréhensible et tout à fait intolérable. Mais aussi longtemps que la femme n'aura pas la liberté de décider son avortement éventuel, indépendamment de toute loi criminelle, de telles barbaries pourront se reproduire.

Cet incident n'est nullement isolé. A New York il y a un mois, un avocat avait réussi à se nommer "gardien" des foetus de toutes les femmes attendant un avortement dans les hôpitaux municipaux. Cette même menace se présente maintenant devant nous et il faut riposter! Ces hommes s'opposent à l'avortement dans tous les cas et veulent imposer leur convictions morales à toutes les femmes.

La riposte est déjà lancée. A Montréal, le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'avortement (FCALA) a tenu une conférence de presse et a envoyé une communiqué protestant contre l'utilisation d'injonction pour brimer les droits des femmes et réitérant sa position selon laquelle "le seul critère qui devrait être retenu est celui du droit de la femme à décider si oui ou non elle veut un avortement et que personne d'autre (y compris le gouvernement à travers des lois criminelles) ne peut intervenir dans l'exercice de ce droit." Au Canada anglais des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes contre l'injonction accordée en Ontario, et pour le droit de la femme à décider.

C'est fini les hommes qui "nous défendent" et qui veulent contrôler notre corps et notre vie! Nous sommes des êtres humains capables de prendre nos propres décisions concernant notre avenir. Ni l'attitude criminelle du gouvernement de Trudeau, ni l'injonction incroyable employée en Ontario ne nous arrêterons! La conférence de planification du FCALA prévue pour le 8 mars fournira à toutes les Québécoises l'occasion de participer à l'élaboration de la prochaine étape de la campagne contre les lois fédérales sur l'avortement!



Colloque sur le mouvement de libération de la femme, dans le cadre d'un teach-in sur les femmes, organisé à l'Université McGill durant la semaine du 31 jan. au 4 février. Parmi les colloquistes, seule Evelyn Reed (à gauche) du Socialist Workers Party, mouvement trotskyste américain, a défendu la lutte des femmes pour l'émancipation et pour les besoins immédiats, tel l'avortement. Les autres invitées, Marlene Dixon, Donna Cherniak, et Ann Cools, se sont dissociées de cette lutte pour des raisons à la fois "ultra-gauchistes" et réactionnaires. Marlene Dixon est allée jusqu'au point de répéter ce que dit l'Eglise catholique sur ce sujet, à savoir que l'avortement "...c'est tuer un enfant"(!)

# Massacre Britannique en Irlande du Nord déclenche une réaction de masse

par FRANÇOIS CYR

Le 30 janvier dernier treize jeunes patriotes irlandais tombaient sous les balles des soldats britanniques du 1er bataillon de parachutistes; seize autres étaient blessés. La responsabilité semble au premier abord difficile a déterminer à cause de toute la propagande de Londres, mais un examen moindrement approfondi dégage un certain nombre d'éléments; ceux-ci dans leur ensemble font peser incontestablement sur les troupes de répression de sérieuses accusations de massacre.

La manifestation organisée par la Ligue des Droits Civiques fut pacifique... jusqu'à l'apparition des soldats (rapellons-nous le 29 octobre au Québec). En admettant le fait que la violence aurait été ce jour provoquée par les manifestants, les leaders de la marche auraient surement été informés des intentions des manifestants et pourtant ils étaient en tête... Plusieurs témoignages dont ceux de deux ecclésiastiques appuient la thèse de la responsabilité militaire britannique.

A la vue des barrages militaires, il a été démontré que Bernadette Devlin a donné l'ordre de dispersion. La confusion qu'entretient le général Robert Ford de l'Angleterre en affirmant qu'il était "possible que les treize victimes du Bogside n'aient pas été tués par les soldats" est très significative. Les officiers prétendent qu'ils n'ont ouvert le feu que pour riposter à des "assaillants" armés de "cocktail molotov et de fusils." Fait bizarre: les journaux ne rapportent aucune perte de vie ou blessure du coté des soldats.

Enfin, même si ces éléments ne constituent en rien aux yeux de Londres des preuves formelles un doute certain plane sur la responsabilité des forces répressives britanniques. D'ailleurs les divers commentaires et réactions confirment cette thése.

L'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) déclare "qu'à aucun moment nous avons tiré sur les soldats dans le Bogside. B. Devlin démentant le ministre anglais Maudling, affirme qu'il s'agit "d'un massacre collectif." De Dublin le premier ministre Lynch qualifie l'action "d'incroyablement sauvage et inhumaine." Neil Blaney, ancien ministre de l'Irlande du Sud parle de "boucherie sanglante."

Plusieurs lignes de piquetage et manifestations de masse ont eu lieu à travers le monde -- en Irlande du Sud, aux Etats-Unis, au Canada et au Québec. Une grève générale de trois jours fut décrétée parmi les Catholiques de l'Irlande du Nord, et plus de 10,000 personnes ont assisté le 2 février aux funérailles des victimes.

Le dimanche 6 février, une marche de protestation a rassemblé environ 15,000 manifestants. Cette riposte massive des Irlandais du nord est très significative de la solidarité de ce peuple contre le massacre par les troupes britanniques, et demandait le retrait de toutes les troupes britanniques.

C'est maintenant plus urgent que jamais pour les indépendantistes et les socialistes à travers le monde de faire campagne pour le retrait immédiat de l'Irlande de toutes les troupes britanniques.

On dit que le sang sèche vite en entrant dans l'histoire; néanmoins les patriotes irlandais se souviendront du 30 janvier 1972.



Malgré la tempête et le vent fort, une cinquantaine de militants ont manifesté à Montréal le 5 février.

# L'émancipation nationale un besoin vital pour les ouvriers

(Depuis la publication dans le numéro précédent de la première partie de la contribution d'Alain Beiner, au débat entre Pierre Vallières et Charles Gagnon, ce premier s'est rendu, le 24 janvier, aux quartiers-généraux de la Sûreté du Québec après plus de quatre mois de vie clandestine. Vallières a comparu, le 25 janvier, devant le juge Roger Ouimet qui l'a aussitôt remis en liberté moyennant certaines conditions limitant ses activités.

Dans l'article précédent, Alain Beiner, rédacteur de Libération, discute les affirmations de Vallières au sujet de la faillite de la stratégie terroriste du FLQ et de la façon dont ces constatations de l'ancien leader felquiste viennent confirmer entièrement la position de la Ligue Socialist Ouvrière (LSO) quant à la nécessité de la participation active et consciente des masses québécoises à la lutte de libération. Dans le prochain numéro de Libération, Beiner reprendra la réponse de Charles Gagnon à la lumière des textes de Vallières et des documents de la LSO, surtout en ce qui a trait à sa position sur la question nationale et le Parti Québécois.

Indépendamment de nos options politiques et des critiques qu'on pourrait faire de la nouvelle position de Pierre Vallières, c'est le devoir de tous les socialistes et indépendantistes au Québec de faire campagne pour sa libération totale et pour le retrait de toutes les accusations qui pèsent contre lui--NDLR).

par ALAIN BEINER

A part son évaluation du Parti Québécois, le second texte de Vallières remis à Québec-Presse est plein d'enseignements pour ceux, parmi la gauche, qui ont tendance à sous-estimer la composante nationale de la révolution québécoise.

"Certains gauchistes voudraient bien sauter l'étape nationale. C'est oublier que dans une société colonisée l'indépendance nationale n'est pas une question parmi d'autres pour les travailleurs, mais la question la plus importante. En effet, l'émancipation politique de la collectivité québécoise est la première condition dont dépendent l'émancipation sociale des travailleurs et la construction du socialisme (celle-ci étant à l'époque actuelle, la seule garantie d'indépendance et de développement d'une 'société juste'). L'indépendance est un prérequis dont aucune collectivité ne peut faire l'économie sans se priver des instruments politiques indispensables à son développement. L'indépendance s'inscrit dans une stratégie de développement et de libération de longue portée et de longue durée. Elle constitue non pas une étape facultative ou encore une étape 'probable', mais bel et bien une étape nécessaire du développement et de l'émancipation d'une collectivité. Dans un contexte d'oppression nationale et d'inhibition culturelle, l'exploitation économique n'est pas dissociable du processus global de colonisation.

"En opposant lutte des classes et lutte nationale, on nie la spécificité et l'autonomie relative de chacune d'elles en même temps que leur interaction étroite. On oublie, en outre, que dans une société colonisée à qui fut toujours refusé le droit de constituer un Etat national indépendant, la libération nationale est une exigence prioritaire, non seulement pour ce qu'on appelle la petite bourgeoisie mais aussi pour les masses qui composent majoritairement cette société. La lutte pour l'indépendance, loin d'éloigner les masses de la conquête du pouvoir politique et de la construction collective du socialisme, les en rapproche au contraire considérablement; alors qu'à l'inverse, l'opposition à l'indépendance politique du Québec, ne pourrait que compromettre irrémédiablement leur propre émancipation.

"Bien sûr, l'indépendance politique ne constitue pas en soi une révolution globale, pas plus d'ailleurs que le renversement d'un pouvoir despotique par la lutte armée. L'indépendance politique comme le renversement d'un dictature ne fait que créer les conditions politiques et sociales d'un bond en avant, d'une libération collective qui aura encore plusieurs autres étapes à franchir...

"Mais la lutte des classes ne peut se développer dans une société qui ne peut elle-même se développer et dont le dynamisme est paralysé par la domination qu'exerce sur elle une autre société. Une nation n'est pas un phénomène purement culturel. Sa dimension politique, qui n'est réductible ni à l'économie ni à la culture ni à l'idéologie dominante, trouve sa forme concrète dans l'Etat national indépendant; la négation du droit de constituer un Etat national indépendant constitue, pour une nation colonisée, la forme d'oppression nationale qui, au niveau politique, exprime toutes les autres. C'est donc en s'attaquant à la dimension politique de la question nationale qu'un peuple découvre dans leur spécificité réciproque les autres formes d'oppression que cette dimension recouvre et relie à la fois. Voilà pourquoi les mouvements

## (2) Le débat



## Vallières-Gagnon...

de libération nationale, en dépit de leur aspect souvent 'petit-bourgeois', contiennent tous une potentialité révolutionnaire énorme et procèdent tous d'un processus dialectique complexe et contradictoire..."

Vallières s'en prend à ceux qui glorifient les luttes ouvrières purement économiques voulant que les travailleurs se bornent à celles-ci, tout en ignorant l'importance de politiser les luttes ouvrières à travers des questions, telle que la question nationale:

"De plus, en refusant de voir ce que Lénine appelle le caractère spécifique et l'autonomie réelle, bien que relative, de 'l'instance politique', on en est réduit à analyser le processus global de décolonisation d'une nation à l'aide d'une méthode purement économiste et déterministe, en faisant abstraction de tout raisonnement à carac-

*Suite à la page 2*

# libération

Suite de la page 1

tère proprement politique. Cela conduit à enfermer l'action politique dans un cul-de-sac ou bien à la réduire à une pratique de théorisation perpétuelle des problèmes (dont chacun détermine l'importance suivant ses goûts ou ses préoccupations personnelles).

"Une certaine gauche pratique, sans le savoir, un économisme qui (comme celui du trade-unionisme dénoncé par Lénine) réduit la lutte politique à une suite de revendications économiques et sociales sans portée politique stratégique. Alors que la question de l'indépendance a, au Québec, une portée politique stratégique fondamentale, cette gauche donne l'impression de considérer le droit à l'autodétermination seulement comme un droit juridique abstrait et sa revendication, comme un soutien au nationalisme 'bourgeois'.

"Une autre gauche, par ailleurs, évolue tellement dans l'universel de LA lutte des classes stéréotypées et de la révolution prolétarienne pure qu'elle se refuse à tout 'compromis' avec la complexité dialectique et particulière de tout processus concret de libération. Elle préfère la possession tranquille des vérités universelles à la transformation d'une société dont l'histoire n'attend pas d'être écrite par un Marx ou par un Althusser pour se faire."

A partir de ces constatations tout à fait justes -- l'importance de l'émancipation nationale et l'impossibilité de la "sauter" -- Vallières s'éloigne de la réalité québécoise en concluant "qu'il faut envisager le rôle 'moteur', le rôle dynamique, que le Parti Québécois joue et jouera de plus en plus au sein du mouvement d'émancipation nationale et sociale des 'Québécois'; en concluant que le PQ est le véhicule d'au moins la "première étape" de la lutte de libération.

D'abord en contreposant "le processus électoral" à la lutte armée à l'heure actuelle, Vallières se borne à une analyse très mécanique du mouvement de masse en ne voyant que "la lutte des masses emprunte donc le mode électoral". En ce sens Vallières refuse de voir l'expression politique la plus significative de ce mouvement de masse, à savoir les actions de masse cohérentes, organisées, qui ont eu lieu en dehors du processus électoral, mais qui ont profondément influencé ce processus. Vallières semble vouloir nier la dynamique révolutionnaire des manifestations, des grèves, des occupations, etc. -- en somme toutes les actions de masse dans la rue qu'a connues le Québec et auxquelles s'est opposé le Parti Québécois, y compris la manifestation pour la langue nationale du 16 octobre et la manifestation contre La Presse du 29 octobre, actions qui sont des facteurs importants dans la nouvelle radicalisation du mouvement ouvrier.

Que le mouvement de masse doit utiliser le processus électoral est incontestable, mais de dire qu'il devrait se limiter à ce processus ou appuyer un parti politique qui s'y limite et qui s'oppose activement aux actions de masse est tout autre chose.

Que le mouvement de masse doit utiliser le processus électoral aussi et qu'il ait besoin d'un parti politique de masse, d'un instrument politique capable de prendre le pouvoir est incontestable, mais quel doit être la nature d'une telle formation politique? Vallières est de l'avis "qu'il n'est pas dans l'intérêt de la majorité des Québécois que les centrales syndicales mettent sur pied présentement un deuxième parti de masse qui se distinguerait du PQ..."

Un tel parti se distinguera du PQ non pas par sa seule "phraséologie," comme le prétend Vallières mais par sa nature de classe -- il serait libre de tout lien de dépendance avec l'impérialisme et avec sa filiale -- le capitalisme québécois. Cette indépendance par rapport aux intérêts capitalistes est indispensable à tout instrument qui veut diriger la lutte de libération jusqu'au bout. La direction petite-bourgeoise du PQ ne possède pas cette indépendance, étant liée par maints liens au capitalisme pour sa survie face à une classe ouvrière puissante qui ne s'arrêtera pas au simple remplacement des patrons



anglophones par des patrons francophones. Voilà pourquoi le PQ s'absente, voir s'oppose aux actions de masse et aux mobilisations qui risquent d'aller au delà du cadre bourgeois.

Comme l'explique Vallières, il ne s'agit pas pour les révolutionnaires de s'écarter de la question nationale, ni de "sauter" les tâches nationales, pour limiter l'action ouvrière aux simples questions économiques. Il s'agit de voir, ce que ne saisit pas Vallières, que les tâches nationales au Québec ne peuvent s'achever que sous la direction de la classe ouvrière -- à la tête de toute la nation, et que conséquemment la résolution de ces tâches essentielles sera la première mesure d'un gouvernement socialiste à la suite d'une seule révolution, à la fois nationale et socialiste.

# Encore de la répression en Espagne

Nous apprenons que trois militants révolutionnaires français sont tombés entre les mains de la police franquiste. Ce n'est que le dernier d'une série de coups redoublés de la répression en Espagne qui prétend détruire toute opposition pour perpétuer un régime de tyrannie et de misère.

Déjà en '69 la répression s'était abattue durement sur la classe ouvrière et ses organisations, s'acharnant à démanteler les groupes révolutionnaires. En proclamant l'état d'exception pour plusieurs mois, la bourgeoisie espagnole montrait son incapacité congénitale à promouvoir une quelconque libéralisation.

Depuis, l'état d'exception est devenu la règle. Après les grandes luttes de l'an dernier contre les conseils de guerre de Burgos, la bourgeoisie se voit plus que jamais forcée d'envoyer ses bandes armées et sa police fasciste contre les travailleurs et les étudiants en lutte, pour sauvegarder sa domination.

Les contradictions du régime franquiste l'ont lentement sapé pendant plus de 30 années de dictature. Depuis Burgos, une crise pré-révolutionnaire mûrit en Espagne. Les grandes grèves qui ont secoué Madrid, Barcelone, les Asturies et le Pays Basque cet automne montrent à l'évidence que la classe ouvrière a pris conscience de sa force et commence à se frayer résolument un chemin vers le renversement de la dictature.

Nous sommes conscients de la tâche énorme qui incombe à l'avant-garde révolutionnaire encore très jeune. De ce fait, il est décisif que nous puissions compter sur la solidarité internationale qui, comme l'ont montré les grandes mobilisations contre les procès de Burgos, peut peser d'un grand poids dans les luttes qui se développent ici.

Le prolétariat espagnol, tragiquement abandonné et trahi en '36, s'apprête à prendre sa revanche. Dans sa lutte pour le renversement de la dictature franquiste, pour la révolution socialiste, le prolétariat européen et mondial doit se ranger résolument à ses côtés.

Liberté pour les emprisonnés politiques!

A bas la dictature franquiste!

Vive la révolution socialiste espagnole!

LIGA COMMUNISTA REVOLUCIONARIA




La chronique "A vous la parole" se veut une tribune libre pour nos lecteurs, ouverte à tous les points de vue et sujets d'intérêt général. Veiller nous envoyer des lettres brèves à: Libération, B.P. 641, Succ. "N", Montréal 129, Québec.

# en bref...



▶ LE 10 JAN/72: Tariq Ali, révolutionnaire pakistanais et un des dirigeants de l'International Marxist Group (section britannique de la Quatrième Internationale) vient de terminer une tournée au Canada anglais, organisée conjointement par la League for Socialist Action, aile canadienne de la Ligue Socialiste Ouvrière, et diverses associations de Bengalis au Canada. Aux réunions à Winnipeg, Brandon, Regina, Saskatoon, Edmonton, Vancouver, Toronto, St-Catherines, Peterboro, Ottawa, Hamilton et Fredericton, Tariq Ali a parlé pour la défense de la lutte indépendantiste au Bangla Desh.

# libération

Vol.2 No.3 (11) avril 1972 15 cents






Syndiqués du secteur public:

## Ripostons par la grève générale !

page 2,6 et 7

libération

## Contre la loi 19:

# Continuons le combat dans le secteur public!

(Nous publions ici une déclaration du Bureau national de la Ligue Socialiste Ouvrière, émise le 26 avril, 1972.)

Après 11 jours de grève générale, les 210,000 employés de l'Etat québécois se sont vus, le 21 avril, enlever leur droit de grève pour une période de deux ans.

En vertu de la loi-matraque 19 adoptée à l'Assemblée nationale, les travailleurs étaient obligés de rentrer au travail à partir de samedi matin, sous peine d'amendes sévères. Au nom de "l'intéret public" Bourassa a enlevé à la fonction publique le droit démocratique de grève, et s'est donné le "droit" de décreter une convention collective si le Front Commun intersyndical n'acceptait pas les termes du gouvernement d'ici le ler juin.

Les travailleurs devaient rentrer au travail comme des esclaves, ayant perdu le droit de grève, acquis au cours de longues luttes. Les travailleurs du secteur public et para-public ont ainsi perdu leur arme principale leur permettant de gagner leurs justes revendications.

Le gouvernement Bourassa, depuis le début des négociations, a refusé de négocier de bonne foi, et a refusé d'accorder des conditions de vie décentes, tels les $100 minimum par semaine, la sécurité d'emploi et des conditions de travail acceptables à un quart de millions de travailleurs québécois.

Les dirigeants du Front Commun ont riposté vivement à l'adoption de la loi 19 la dénonçant en tant que tentative de briser le Front Commun et en tant que menace au syndicalisme même. Yvon Charbonneau, président de la CEQ, a déclaré le 21 avril: "Le bill 19, c'est la disparition du syndicalisme, c'est une tactique d'écrasement qui ne peut payer personne!"

Mais les dirigeants syndicaux ont finalement recommandé aux grévistes de retourner au travail, sans pour autant "respecter une loi injuste et inique".

Les travailleurs sont rentrés au travail pleins d'amertume face à la décision de la direction syndicale. Quelques-uns allèrent même jusqu'à brûler leur carte syndicale, disant avoir été trahi par leurs dirigeants.

Le gouvernement n'avait donné quequelques heures au Front Commun pour consulter ses membres à travers le Québec. Aux assemblées générales organisées dans chaque secteur le soir du 21 avril, seulement 45% des 210,000 syndiqués ont pu voter pour rejeter ou approuver la première recommandation de la direction syndicale pour le non-respect de la loi 19. Environ 63% de ceux qui ont voté se sont prononcés pour ne pas respecter la loi 19 et pour ne pas retourner au travail.

La Ligue Socialiste Ouvrière (LSO) est intervenue au cours de ces assemblées générales en diffusant un tract expliquant comment le mouvement syndical pouvait résister à la loi-matraque pour poursuivre la grève et la lutte pour les revendications ouvrières. Nous avons proposé: 1) La tenue à chaque jour des assemblées de masse pour permettre à tous les grévistes de s'exprimer quant à la poursuite de la grève; 2) Le lancement d'un journal quotidien de grève pour permettre à toute la nation d'avoir le point de vue des travailleurs et pour diffuser les directives aux syndiqués afin de coordonner les grévistes à l'échelle nationale dans une force de frappe unifiée; 3) L'organisation de manifestations de masse devant l'Assemblée nationale et dans chaque région pour exercer une pression massive sur le gouvernement; 4) Le renforcement des lignes de piquetage, 24 heures sur 24 pour permettre aux travailleurs de résister aux briseurs de grève et aux injonctions et comme moyen d'impliquer d'autres couches de la population, comme les étudiants; 5) Le lancement d'un appel aux syndiqués du secteur privé pour une grève de solidarité.




Mais moins de 40 minutes avant minuit le 21 avril, les dirigeants du Front Commun ont changé d'idée et ont lancé le mot d'ordre de retour au travail, invoquant le "faible taux de participation au scrutin et les majorités fragiles en faveur du non-respect de la loi 19."

La grève générale du secteur public et para-public est terminée pour l'instant, mais le Front Commun n'est nullement brisé. La loi 19 a réussi a briser la grève, mais elle constitue un défi permanent au mouvement ouvrier plutôt qu'une défaite. Le combat du Front Commun doit se poursuivre, contre la loi 19, pour le libre droit de grève et pour gagner nos revendications vitales et minimales. La lutte doit continuer pour libérer les syndiqués accusés en vertu des injonctions hospitalières imposées le 19 avril.

A une réunion le 23 avril de tous les exécutifs des syndicats affiliés au Conseil central des Syndicats nationaux de Montréal, la décision fut prise de proposer au Front Commun de lancer une grève générale pour le 1 mai, grève qui serait de 24 heures dans le secteur privé mais "illimitée" dans le secteur public. Cette recommandation n'a pas été retenue par la direction du Front Commun. Selon Fernand Daoust, secrétaire-général de la FTQ, la date du 1 mai "ne laissait pas suffisamment de temps pour préparer la grève et pour tenir un vote

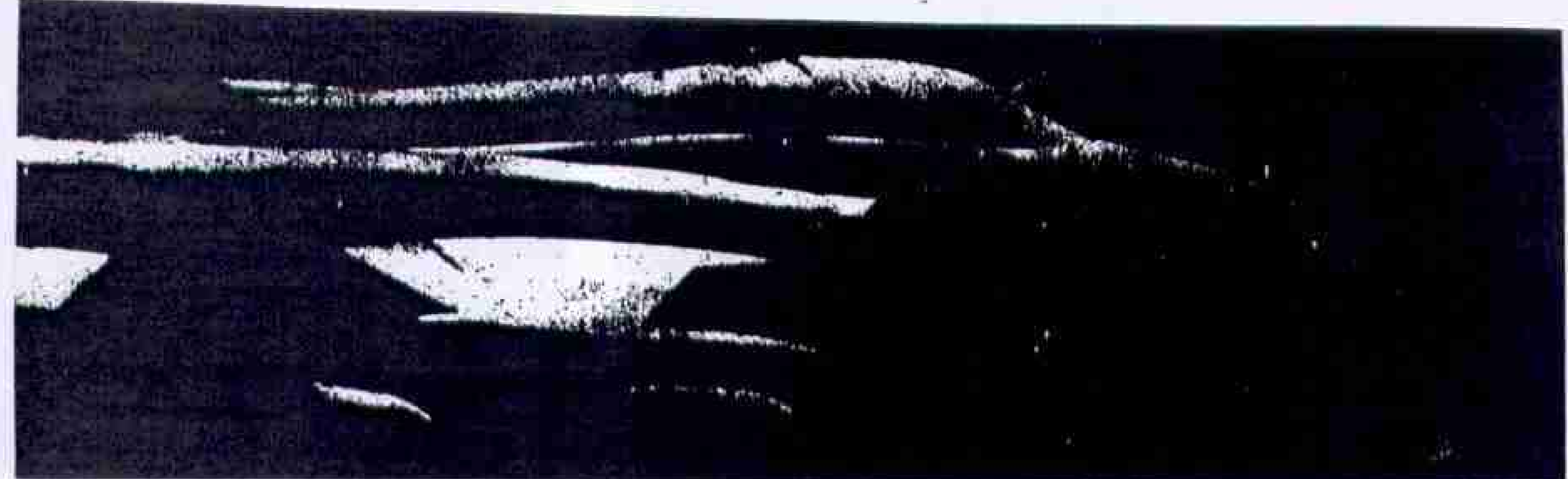
dans tous les syndicats locaux."

Les dirigeants du Front Commun ont l'intention maintenant de "tâter le pouls" des 210,000 syndiqués de la fonction publique en organisant des scrutins sur la question du respect de la loi 19. Selon Louis Laberge de la FTQ: "Si nos membres sont avec nous et veulent faire la grève, on va continuer le combat malgré la loi 19!"

Pour éviter une démoralisation parmi les travailleurs québécois, le Front Commun, en plus de consulter les membres sur la loi 19, doit engager une campagne massive de solidarité parmi les syndiqués du secteur privé et parmi les étudiants. Il faut lancer le journal promouvant la grève afin de continuer le combat pour les revendications ouvrières et contre la loi 19 et pour gagner l'appui de toute la nation québécoise! Il faut mobiliser la force indépendante de l'ensemble de la classe ouvrière québécoise et du mouvement étudiant dans des assemblées comme celle du 1 mai au Centre Paul-Sauvé et dans des manifestations massives dans la rue! Il ne faut pas accepter la loi 19! Il ne faut lâcher le combat que lorsque nous aurons les $100 minimum par semaine!

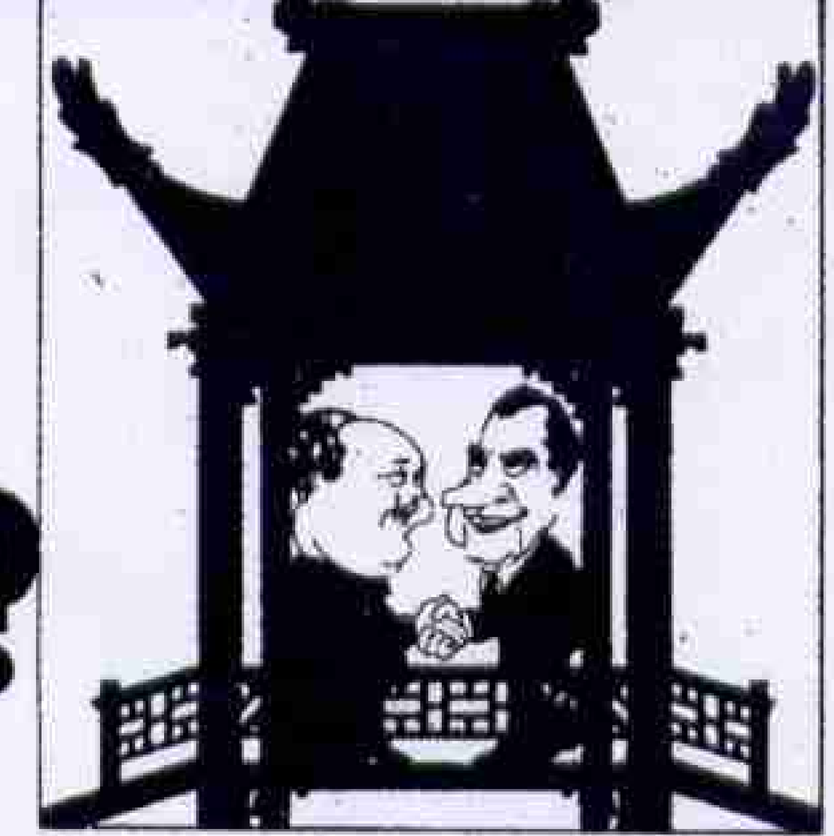
Lors du débat sur la loi 19 à l'Assemblée nationale, le mouvement syndical s'est trouvé sans aucun porte-parole. Pas un seul député en chambre a défendu la grève des 210,000 employés de l'Etat! Tous les partis politiques présentement à l'Assemblée nationale se sont trouvés d'accord qu'il fallait un retour au travail, les divergences se limitaient aux détails quant aux moyens de terminer la grève.

La tâche primordiale qui incombe maintenant au mouvement ouvrier c'est de continuer le combat par tous les moyens possibles. Au niveau politique ceci implique nécessairement la création d'une arme politique des travailleurs québécois en lançant le parti ouvrier de masse.



## L'Indochine discutée...

# Nixon chez Mao: qui payera la note?



par JUSTIN ANDRE

Si l'hypocrisie du gouvernement Nixon à l'égard de sa véritable politique en Indochine n'a jamais été très cachée, elle l'est encore moins suite à la visite du président américain en Chine.

En fait, moins d'un mois après la farce de son "plan de paix" (voir le dernier numéro de Libération), au même moment que Nixon, en Chine, nous donne le spectacle de sa soi-disant "longue marche vers la paix" aux Etats-Unis, le Secrétaire à la Défense Melvin Laird essaie de justifier la décision du même M. Nixon d'intensifier les raids aériens en Indochine. On sait que selon les chiffres officiels, les bombardements au sud du Vietnam (le supposé allié des Etats-Unis!) sont des plus intenses, depuis que M. Nixon a triomphé aux élections de 1968.

Comment comprendre alors la "longue marche" de M. Nixon pour s'entretenir avec la bureaucratie de Mao? D'abord il faut souligner que la raison d'être de ces entretiens est sans le moindre doute la guerre en Indochine. Pour sa part M. Nixon espère convaincre Messieurs Mao Tsé-toung, Chou-En-Lai et Cie, d'exercer des pressions sur les forces révolutionnaires d'Asie du sud-est pour les obliger à cesser leur lutte. C'est justement cette mise au point-là qu'a fait la revue U.S. News & World Report du 14 février, en expliquant que les "Autorités américaines espèrent que des accords de principes" faits à Pékin puissent un jour se manifester par un assouplissement de la position rigide de Hanoi, sur les champs de bataille et dans les négociations de Paris."

Malheureusement, Nixon a toutes les raisons de croire possible une telle trahison de la part du gouvernement Mao. Nous avons, en fait, depuis longue date, vu la bureaucratie chinoise subordonner les luttes révolutionnaires partout au monde à ses propres intérêts "diplomatiques". Parmi les plus récentes trahisons de Mao on compte surtout son appui total accordé à Yahya Khan au Pakistan lorsque ce dernier tenta de supprimer brutalement la lutte des Bengalis pour leur libération nationale. De plus, M. Nixon se rappelle sans doute du role clé joué par la Chine lors de la conférence de Genève en 1954 qui a "réglé" la situation au Vietnam. Comme l'ont révélé les papiers du Pentagone, ce fut sous une forte pression chinoise que Ho-Chi-Minh accepta les conditions de ces accords.

Le danger d'une répétition de ce genre d'intervention chinoise est réel cependant. La résolution des révolutionnaires vietnamiens ne faiblit pas. Ainsi a déclaré Nhan Dan, rédacteur du journal officiel à Hanoi, que Nixon "espère gagner à Pékin ce qu'il n'a put gagner dans la bataille. Il s'est rendu au mauvais endroit."

Il y a enfin une autre question à considérer. Pourquoi M. Nixon a-t-il décidé de faire ce voyage entouré de tant de publicité? Il aurait pu certainement opérer secrètement, c'est-à-dire comme il le fait toujours; en envoyant discrètement un représentant. Bien sûr les entretiens eux-mêmes sont des plus secrets. (Evidemment ni d'un côté ni de l'autre on ne veut que les peuples du monde soient au courant de ce qu'on discute). Mais pourquoi dépense-t-on tant d'argent pour télédiffuser de Pékin les banquets et les danses? Pour trouver la réponse à cette question on retourne aux commentaires du président Nixon lors de la déclaration de son "plan de paix". Ce soir-là, M. Nixon a mis en question l'attitude du peuple américain envers la guerre. Selon lui: "Il y en a, parmi nos citoyens, qui se sont habitués à penser que tout ce que notre gouvernement dit doit être faux; tandis que ce que nos ennemis disent doit être la vérité en ce qui concerne cette guerre."

Oui, de plus en plus les peuples du monde entier soutiennent fortement, et avec raison, que ce que dit Nixon est faux, et confirme la véracité de ses propos. Et c'est certain que ce sentiment des masses restraint la marge de manoeuvre de Nixon dans ces plans pour prolonger la guerre. Si Nixon pense qu'à travers sa "TV spéciale" en Chine, il peut surmonter ce sentiment en se présentant en "homme de paix", il se trompe. Le peuple américain et le mouvement anti-guerre mondial suivent les développements de la guerre plutot que le bavardage de Nixon.

C'est dans cet esprit que dans le monde entier on prépare les manifestations anti-guerre du 22 avril. A Montréal la décision de participer à cette journée fut prise le 12 mars lors de la conférence spéciale du Comité Québécois contre la guerre en Indochine.

# Le droit à l'avortement:

# 6 mai, offensive des Québécoises

par LOUISE LEGER

La sentence a été rendue dimanche le 5 mars: "Le gouvernement du Canada est condamné à retirer du code criminel les lois concernant l'avortement, soit les articles 237, 238, 209 et 150, et le gouvernement du Québec est condamné à cesser toute collaboration active avec le gouvernement du Canada dans cette action et, étant donné que les affaires sociales sont de sa juridiction, est condamné à créer des services répondant à toutes les Québécoises indépendamment de leur classe sociale et de leur résidence."

Voilà la réponse des 150 personnes qui ont assisté à l'assemblée du Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement (FCALA) et qui sont devenues pour les circonstances le jury lors du procès intenté contre les gouvernements fédéral et provincial. Voilà la réponse des femmes aux déclarations de Trudeau qui a affirmé avec arrogance à Sault-Ste-Marie la semaine précédante: "Votre corps vous appartient mais le foetus c'est pas votre corps. C'est celui d'un autre et je n'admets pas qu'on puisse le tuer sans avoir à s'expliquer soit à un médecin, ou trois médecins, à un prêtre, à une évêque ou à sa belle mère (!)"

Outre les femmes qui ont monté le procès -- Stella Guy-Vallé, Louise Léger, Brenda Zannis, et les autres militantes du FCALA -- d'autres conférenciers, y compris quatre experts sur la question de l'avortement, sont venus donné leurs opinions.

Le Dr. Maurice Jobin a démontré l'hypocrisie du milieu médical sur la question pendant que le Dr. Morgenthaler a surtout appuyé sur l'aspect humanitaire en expliquant comment les femmes subissent chaque année des souffrances physiques et mentales causées par des avortements clandestins.

Mme. Fernande St-Martin a fait le point que les femmes sont considérées dans cette société comme étant le deuxième sexe, incapable de décider par elle-même du contrôle de leur vie. Elle a fait remarquer que les hommes n'étaient pas incommodés par une grossesse mais que c'était la femme qui devait changer radicalement sa façon de vivre.

Suzanne Trudeau de la Ligue des Jeunes Socialistes de Hull a pris la parole pour montrer comment l'oppression de la femme faisait partie intégrante du système capitaliste. Elle a expliqué que les socialistes devaient s'engager dans cette campagne contre les lois fédérales, campagne qui revêt une puissante dynamique anti-capitaliste.

Tant qu'à Mme. Lise Payette, elle a réitéré sa position en faveur du droit fondamental de la femme à décider de ses maternités sans être obligée de passer devant trois personnes (les trois membres du comité d'avortement aux hôpitaux accrédités) afin que ces personnes prennent décision pour elle.

Mme. Eugène Abarratequi a lu la déclaration de l'Association des Infirmières de la Province de Québec (IAPQ), à l'appui de la lutte pour le droit à l'avortement, pendant que Mona Josée Gagnon, syndicaliste à la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ), a expliqué comment la question de l'avortement était une question de classe qui touchait avant tout les ouvrières.

Après cette séance bien animée, la soirée du 5 mars fut consacrée aux ateliers de travail, sur le milieu étudiant, syndical, et sur la stratégie globale. Chaque atelier a présenté des suggestions pour des actions qui furent discutées en plenière. Trois projets concrets ont été adoptés: campagne d'appui au Dr. Morgenthaler (devant les tribunaux pour avoir fait un avortement): campagne de pétition qui se terminera le 30 avril par la présentation des pétitions aux gouvernements fédéral et provincial; et une manifestation de masse le 6 mai pour l'abrogation des lois sur l'avortement.

Le FCALA a l'intention de faire de ces trois projets le point de départ d'une campagne à long terme pour mettre en vigueur la sentence rendue à l'assemblée du 5 mars.







Avant que ne commence le procès sur l'avortement (à droite), organisé par le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement, le juge Louise Léger discutait avec un des témoins, Albany, et l'avocate du peuple Stella Guy-Vallée.

## Victoire à McGill!

Au référendum du 1 mars à l'Université McGill, 84% des électeurs ont voté pour l'abrogation des lois fédérales sur l'avortement, et 11% contre.

EDITORIAL

# Action internationale le 6 mai pour l'avortement légal

Le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement (FCALA) a lancé un appel pour une manifestation à Montréal le 6 mai pour le libre droit à l'avortement. C'est le FCALA qui avait organisé l'action du 20 novembre dernier qui a rassemblé environ 500 femmes. La manifestation du 20 novembre était la plus grande action à Montréal pour les droits de la femme.

La question de l'oppression de la femme dans la société québécoise est devenue depuis trois ans une question politique majeure. Durant ce processus de formation le mouvement pour l'émancipation de la femme a soulevé une série de revendications immédiates et concrètes, telles que les garderies d'enfant, le salaire égal pour le travail égal, et le droit à la femme à l'avortement.

C'est la lutte pour l'avortement libre qui est devenue le point central du mouvement des femmes, dont le premier obstacle est les lois fédérales contenues dans le code criminel. Ce qui est en jeu c'est le droit de la femme de décider si oui ou non elle veut une grossesse; c'est son droit de contrôler son corps et sa vie; son droit à la liberté sexuelle; bref, son droit à l'autodétermination. Ce qui est en jeu dans la lutte contre les lois fédérales oppressives ce sont les droits démocratiques les plus fondamentaux.

Seules les femmes riches peuvent échapper aux effets de ces lois, en se payant un voyage à New York où ailleurs où les lois sont moins oppressives, ou en contactant un médecin qu'on connaît. Pour la majorité il s'agit de choisir entre un avortement clandestin -- un avortement-boucherie qui mène parfois à la mort de la femme -- ou une grossesse non-voulue, imposée par l'Etat, le gouvernement, les médecins, les tribunaux, les avocats et les juges --imposée par des hommes!

La manifestation du 6 mai s'insère dans le cadre de toute une semaine d'action pour la légalisation de l'avortement L'action fut annoncée à la conférence du 5 mars dernier du FCALA à la suite de l'appel de la Womens National Abortion Action Coalition (WONAAC) aux E-U. Cet appel fut également repris par les féministes au Canada anglais lors de la conférence du 17 au 19 mars à Winnipeg qui a rassemblé 250 femmes pour fonder un front commun à travers le Canada anglais visant l'abrogation des lois sur l'avortement.

Dans une déclaration datée du 6 mars, le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (le parti mondial de la révolution socialiste, fondé par Léon Trotsky en 1938) affirme: "Pour répondre à un appel pour l'appui international à cette campagne, le Secrétariat unifié de la QI exprime sa solidarité avec la semaine d'actions et avec les manifestations du 6 mai initiées par la WONAAC."

Les partisans d'un Québec libre ne peuvent pas ignorer cette lutte qui touche la moitié de la nation québécoise. Impossible de gagner l'autodétermination nationale sans que les Québécoises aient ce même droit. Impossible pour la moitié de la nation de participer pleinement à la lutte de libération nationale sans qu'elle puisse contrôler son corps, sans qu'elle puisse contrôler sa vie, sans qu'elle puisse déterminer son avenir. Il s'agit là d'un droit démocratique élémentaire qui est écrasé par le fédéral.

Tous dans la rue le 6 mai! Une victoire pour le FCALA sera non seulement le point de départ de la lutte pour l'émancipation d'une moitié de la nation -- elle sera une victoire pour toute la nation!

libération

Date limite des articles:

# "La femme eunuque": très peu de réponses...

par COLLEEN LEVIS

Le livre La Femme Eunuque, qui vient de paraître en français, arrive en plein dans une large discussion au Québec sur la situation de la femme dans la société. La prise de conscience au Québec de l'exploitation des femmes s'inscrit dans le contexte d'une montée du féminisme à l'échelle mondiale. Je crois que le livre de l'écrivain britannique Germaine Greer mérite l'attention de toute québécoise consciente de sa double oppression.

Elle décrit différents aspects de notre condition -- sur le plan sexuel, psychologique et culturel. Mais tout compte fait, ce livre contient peu de chose pour la femme qui cherche les raisons de son oppression et les moyens pour y mettre fin. C'est un livre vivant, bien écrit et même parfois comique, mais le livre est sans direction concrète et sans analyse conséquente.

Greer dénonce le 'stéréotype' de la femme avancée dans cette société. "Au nom de quoi critiquer un tel système?", demande-t-elle. "Peut-être n'étais-je pas à la hauteur de ses exigences. Peut-être n'ai-je pas un sourire séduisant, de belles dents, des seins bien proportionnés, des jambes longues, des fesses aguichantes, une voix sensuelle. Peut-être n'ai-je pas l'art de manoeuver les hommes et d'augmenter ma valeur marchande pour obtenir la rénumération que je mérite. Peut-être en ai-je assez de jouer la comédie, de feindre l'éternelle jeunesse, de dissimuler mon intelligence, ma volonté, ma sexualité. Je n'en peux plus de regarder le monde entre de faux cils qui masquent tout ce que je vois de leur ombre artificielle... Je n'en peux plus de feindre que les déclarations prétentieuses d'un mâle imbu de lui-même sont l'unique objet de mon attention. Je n'en peux plus d'aller voir les films et les pièces que, lui, a envie de voir. Je n'en peux plus de n'avoir pas droit à une opinion personnelle. Je n'en peux plus d'être réduite au rôle de travestie incarnant un personnage féminin. Je suis une femme, pas un castrat."

Voilà l'explication du titre -- la femme eunuque. Selon Greer, la condition de la femme est celle d'une castrée et impotente. Elle dénonce l'idée de Freud concernant la sexualité de la femme. Mais comme Freud, elle ne voit pas le pourquoi -- c'est-à-dire, la société dans laquelle nous vivons. Alors, pour Greer la question de notre oppression est plus ou moins réduite à un problème individuel. Si ceci est vrai, évidemment les solutions aussi se trouvent au niveau de l'individu. "C'est aux femmes de faire leurs preuves. Il faut non seulement qu'elles égalent l'homme dans la course aux emplois, mais qu'elles le surpassent. Cet aiguillon peut tourner à leur avantage."

Elle continue dans ce sens, à mettre le blâme de notre oppression sur le dos de la femme, évitant de mentionner la vraie source de cette oppression -- la société capitaliste. Greer déclare qu'elle n'a jamais eu de problème d'avancement dans le monde des hommes. Est-ce qu'une volonté de réussir suffit? D'après elle "si une fille estime qu'elle est de taille à réussir, rien ne s'y oppose". Munie d'une liste de femmes qui ont réussi dans "le monde des hommes", elle avance l'idée que nos relations, notre revenue, nos parents, notre éducation, etc. sont un hasard et non une question de classe. Cette histoire me fait penser à la bêtise selon laquelle Trudeau serait la preuve que les Québécois peuvent réussir s'ils s'y appliquent.

Devant un manque d'analyse de la société capitaliste et de l'histoire des autres sociétés qui ont profité de l'oppression de la femme, Greer elle-même est impuissante. Elle rejète l'idée de l'existence historique du matriarcat où les femmes n'étaient pas des personnes de deuxième classe. Elle rejète même l'idée qu'il faut une théorie et une stratégie pour gagner notre libération.

Ce n'est pas par hasard que les femmes gagnent moins que les hommes en Grande-Bretagne. Les chiffres sur la travailleuse anglaise, cités dans La Femme Eunuque, démontrent que la femme est exploitée au profit d'une poignée de capitalistes. Et les chiffres sont pareilles dans tous les pays capitalistes, y compris le Québec.

Le malaise dont parle le plus Greer, la frigidité féminine, n'est pas la faute des femmes. Ce n'est pas par des souhaits que nous allons contrôler notre corps. Aussi longtemps que nous existons dans une société qui ne fonctionne pas selon les besoins des masses, notre oppression continuera.

Le livre de Greer nous aide à mieux comprendre notre corps, notre sexualité, l'orgasme féminin et les profits réalisés à nos dépens avec l'aide des psychologues dans le domaine des biens de consommation. Greer dément le mythe du rôle de la femme au foyer, en tant que mère de famille, épouse et esclave pour le 'vrai' humain -- l'homme.

Malheureusement le moyen de changer tout ce qui nous fait mal n'est pas compris par Germaine Greer. Elle se moque des luttes concrètes des femmes pour le droit à l'avortement libre, pour les garderies, pour des salaires égaux, etc. Le manque d'accès à l'éducation supérieure n'est même pas mentionné. Etant donné le manque de perspectives concrètes et le rejet de la nécessité d'un mouvement de masse des femmes, capable de lutter pour l'émancipation, le livre s'adresse tant aux hommes qu'aux femmes.

Ce n'est pas surprenant que la revue américaine Life trouve Greer "une féministe que même les hommes aiment". Life ne se réfère pas aux hommes qui appuient le mouvement de libération de la femme!

En rendant attirant le féminisme aux hommes, Greer a dû sacrifier la solidarité des femmes, un des fondements du féminisme. Elle critique la femme pour ses fautes, et l'homme pour les siennes mais curieusement elle ne critique pas la société dont nous sommes les produits.

# Le débat étudiant: l'optique de la LJS

par PAUL KOURI

Face à la confusion et au marasme qui marquent un bon nombre de campus, le mouvement étudiant québécois se voit obligé de clarifier ses problèmes, de définir ses perspectives et les moyens à prendre pour les appliquer. Malgré un manque de clarté dans les discussions sur le mouvement étudiant, nous pouvons esquisser trois stratégies ou orientations majeures exprimées par diverses tendances dans le mouvement étudiant.

Premièrement, le syndicalisme étudiant: axé autour des questions étudiantes étroitement pédagogiques (tendance corporatiste). Cette optique réformiste est exprimée par le Parti Communiste et les étudiants apolitiques ou conservateurs qui ne veulent rien savoir des mobilisations de masse qui débordent le cadre académique. En général, ces gens pensent qu'il ne faut qu'ajouter quelques étudiants aux organismes officiels de l'administration pour régler tous les problèmes.

Notre expérience avec l'UGEQ (l'Union Générale des Etudiants du Québec) nous a surtout montré les faiblesses et les limites du syndicalisme étudiant. La tendance corporatiste inhérente au syndicalisme étudiant qui se combine avec une tendance vers la bureaucratisation et l'isolement de la direction vis-à-vis la masse étudiante, pour empêcher le syndicat de fournir une direction claire et efficace pendant les périodes de crises ou de montées. Ceci fut le cas avec l'UGEQ lors de l'occupation des Cegep en 1968.

Ne constituant pas une classe sociale mais plutôt une couche ou une formation en transition, provenant de classes sociales hétérogènes et destinés vers une classe sociale (de plus en plus celle des travailleurs et chômeurs), les étudiants ne peuvent pas s'organiser d'après le modèle des syndicats ouvriers. Pourquoi? Les ouvriers forment une classe sociale avec des intérêts économiques en commun, fondamentalement en conflit avec ceux des patrons. Face au patron, les ouvriers s'unissent dans un syndicat pour défendre leurs intérêts économiques.

L'organisation étudiante n'est pas une organisation de classe à la défense des intérêts économiques homogènes bien que son programme et ces actions puissent la ranger du côté de la classe ouvrière.

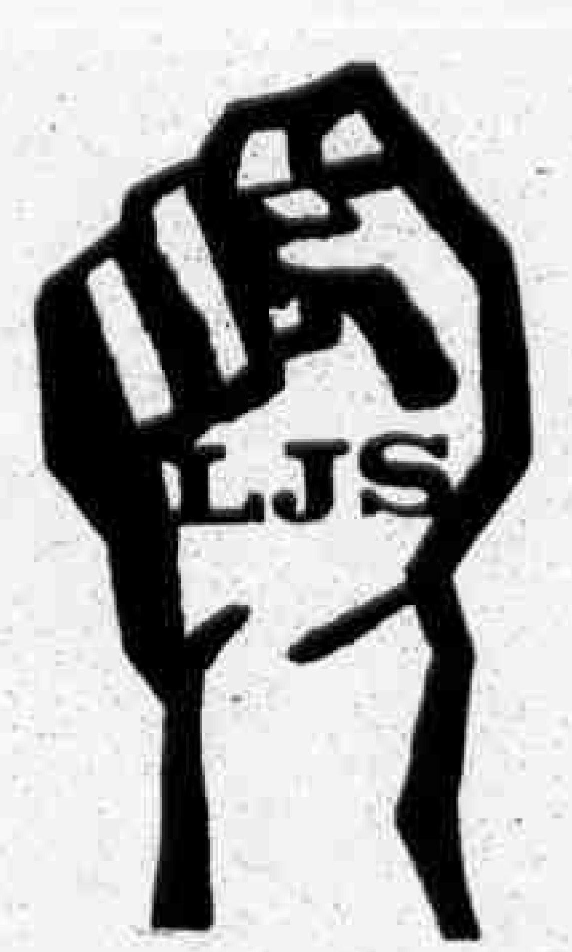
A la différence des syndicats ouvriers, le "syndicat" étudiant a souvent tendance à exclure un point de vue politique quelconque et de tomber sous l'emprise d'une tendance politique définie au dépens des autres tendances et de la masse étudiante elle-même.

Deuxièmement, "l'ouvriérisme": selon cette optique, les étudiants n'ont pas de lutte à mener sauf celles d'ordre "idéologique" pour séparer les "progressistes" des réactionnaires. La "vraie" lutte se fait par les travailleurs et c'est aux usines qu'il faut aller. Cette stratégie nous est souvent présentée avec une phraséologie "super-révolutionnaire" très abstraite. Elle est exprimée par les groupuscules maoistes et par certains CAP.

Bien que ces étudiants aient reconnu l'insuffisance du syndicalisme étudiant ainsi que la nécessité pour les étudiants de se lier aux luttes des travailleurs, ils sont tombés dans le piège du "gauchisme" et se trouvent incapables de formuler une stratégie qui correspond à la réalité dans les écoles. Ce "gauchisme" peut prendre diverses formes, mais son caractère essentiel est son incapacité, voir même son refus, en pratique de mobiliser la masse étudiante et les couches de plus en plus larges du mouvement étudiant, autour des objectifs précis, autour des besoins concrets, dans une lutte réelle contre le système capitaliste.

Les "gauchistes" s'opposent à toute lutte partielle et à toute action concrète sous prétexte qu'elles "ne s'attaquent pas à la vraie source du problème -- le système capitaliste," conseillant ainsi aux étudiants de ne rien faire outre crier "Mort au fascisme!" et "Ecrasons l'impérialisme!" Objectivement les "gauchistes" font le jeu du système en s'opposant à toute possibilité d'amener les étudiants à une conscience révolutionnaire à travers leurs propres expériences dans la lutte.

Troisièmement, la stratégie de "l'université rouge": le thème mis d'avant par la Ligue des Jeunes Socialistes visant le contrôle étudiant-professeur-employé de soutien sur les écoles, afin de les transformer en centres d'organisation à l'appui des mouvements de masse qui se développent au Québec (syndical, linguistique, féministe, indépendantiste, etc.) La stratégie de la LJS évite les deux pièges, le syndicalisme réformiste et "l'ouvriérisme" gauchiste.




Cette stratégie englobe les luttes étudiantes contre tous les aspects répressifs et autoritaires de l'école capitaliste, tout en les liant aux luttes générales des masses québécoises qui se déroulent à l'extérieur de l'école, permettant ainsi à la masse étudiante de développer, à partir de leurs besoins immédiats, une conscience révolutionnaire à travers des expériences dans des luttes de masse anticapitalistes.

Une telle stratégie exige des formes organisationnelles larges et démocratiques, tels que les fronts communs autour d'un programme précis (la langue, l'avortement, la guerre, etc.) ou des comités ad hoc de défense contre la répression, susceptibles à impliquer même les étudiants peu politisés. Mais c'est seulement l'organisation révolutionnaire de jeunesse, armée d'une stratégie d'ensemble, qui peut assurer le mouvement étudiant d'une direction adéquate. Voilà le rôle de la LJS, seule organisation capable de développer et d'appliquer la stratégie de "l'université rouge" de façon militante et conséquente et qui, à travers ses liens fraternels avec la Ligue Socialiste Ouvrière, lie la pratique de ses militants étudiants au programme de la révolution socialiste et indépendantiste, au programme de la prise du pouvoir par la classe ouvrière québécoise.

libération

# Historique de la lutte linguistique

par FRANCOIS CYR

Le but de cet article n'est pas de faire de façon systématique le lien entre la lutte des classes et une des formes que les masses québécoises ont choisie, la bataille pour la langue nationale. Il importe de bien comprendre, malgré les affirmations de certains "gauchistes", que ces luttes renferment un potentiel authentiquement révolutionnaire.

En première analyse quatre évidences crèvent les yeux de quiconque se penche un peu sur la question:

1) L'oppression linguistique contre laquelle luttent les masses québécoises francophones est partie intégrante de l'oppression capitaliste en général. La nature de cette oppression réside principalement dans la volonté et la nécessité pour la bourgeoisie anglo-canadienne et l'impérialisme américain d'imposer sa langue, sa culture, sa morale, bref son système social.

2) Les luttes linguistiques des Québécois entrent directement en conflit contre l'Etat bourgeois. La Ligue pour l'Intégration Scolaire (LIS -- anciennement le MIS) à St-Léonard s'est battue contre une administration scolaire et municipale complètement pourrie et vendue. Les mobilisations contre le bill 63 ont rallié les masses contre un gouvernement prostitué aux financiers et une Assemblée Nationale protégeant sensiblement les mêmes intérêts. La lutte étant "l'école des masses", il est aisé de saisir, seulement à ce niveau, en quoi la bataille pour l'unilinguisme français n'est pas seulement le dada de quelques "chauvins".

3) Une troisième évidence: la bourgeoisie est incapable de régler la question linguistique, de même que la question nationale dans son ensemble. Bourassa a échoué avec son "français, langue de travail" (remember General Motors). Le Parti Québécois n'a jamais appuyé la lutte contre le bill 63 et patine actuellement au sein du Mouvement Québec Français au programme des plus mitigé, quétaine, et réformiste.

4) Au Québec, on gagne moins cher, ou l'on chôme plus souvent... parce qu'on parle pas anglais. On a moins de chance d'avancement si on ne parle pas anglais. A quelques rares exceptions les "big-boss" sont anglophones (et la poignée de capitalistes francophones sont aussi anti-français.)

La question linguistique a un potentiel mobilisateur certain et toute contribution à ces mobilisations n'est ni réformiste, ni chauvine ni opportuniste mais c'est de saisir pleinement la dynamique révolutionnaire de ces revendications nationales contre l'Etat bourgeois, instrument d'exploitation de l'impérialisme.

Certains disent: "Ces revendications n'ont rien de révolutionnaire, elles sont facilement récupérables par la bourgeoisie; elles font dévier les masses d'une authentique perspective révolutionnaire." A cela, nous répondons: Que le fait d'appuyer les luttes linguistiques n'empêche en rien les luttes économiques et autre des ouvriers, qu'il est fort douteux que la bourgeoisie soit capable de faire un Québec indépendant et français, que si la bourgeoisie est tellement intéressée à récupérer ces luttes, pourquoi ne l'a-t-elle pas déjà fait? Que ces luttes, loin de désunir ou de faire dévier les masses, les unissent car l'oppression linguistique est généralisée à l'ensemble du Québec et que seule la classe ouvrière, de par sa nature et ses intérêts, est capable de réaliser l'indépendance véritable et l'établissement d'une langue nationale, et ceci dans le cadre d'une lutte pour le socialisme.

Ces mises au point établies, voyons maintenant une brève approche des luttes linguistiques au Québec...

## St-Léonard

Le premier avril 1968 une cinquantaine de citoyens de St-Léonard qui avaient développé une certaine prise de conscience de l'anglicisation se réunissaient pour jeter les bases du Mouvement pour l'Intégration Scolaire (MIS). Dans quelle mesure pouvait-on alors parler d'anglicisation? Quelques statistiques intéressantes nous sont fournies. En 1958, la ville était essentiellement composée d'une centaine de familles francophones. En 1968, la population atteignait 36,000 habitants, dont 56% de francophones, 27% d'origine italienne et du dernier 20%, 2% seulement étaient d'origine anglaise. A cette époque 64% des étudiants fréquentaient l'école francophone et 36% l'école bilingue. Il n'est pas difficile de constater une nette croissance du secteur anglais.

Raymond Lemieux, président du MIS, définissait alors la MIS comme étant "un mouvement de citoyens ayant pour but d'établir au Québec un système d'enseignement public, ou l'enseignement général serait en français; à l'intérieur de ce système la langue anglaise serait donc enseigné comme langue seconde." Après plusieurs assemblées et réunions, une élection fut tenue à la commission scolaire (CSSL), en automne 1968. Le MIS y remporta des gains appréciables en y faisant élire ses candidats.

**Ceci provoqua un tollé général des intérêts anglophones** qui, par entremise de l'Union Nationale, proposèrent le bill 85 à l'Assemblée Nationale; ce bill visait à enlever à la CSSL son pourvoir de décision en matière linguistique. La LIS réagit vivement en tenant une manifestation de masse devant le parlement. Le bill 85 échoua. L'automne suivant, le ministère de l'éducation contourne la décision de la CS en suggérent une école anglaise "privée"; en fait cette école était subventionnée à 80% par le ministère de l'éducation.

A cette époque Arthur Young, rédacteur du journal La Lutte Ouvrière, résume la situation: "...Si la LIS a pu gagner à St-Léonard et contrecarrer les tentatives gouvernementales visant à liquider la victoire, c'est parce qu'il fait appel à une nation de plus en plus consciente du danger de sa disparition, une nation de plus en plus prête à réagir contre son oppression nationale... Pris entre les deux feux de la conscience nationale montante du Canada-français et des exigences du capital étranger, le gouvernement **tente de maintenir sa politique de bilinguisme, c'est-à-dire** le droit de l'impérialisme d'imposer sa langue... Les accusations portées contre la LIS sont une tentative d'écraser le mouvement populaire. Cela se voit dans le sérieux des accusations, l'emploi du gaz contre les manifestants, la campagne "anti-terroriste", etc..." (La Lutte Ouvrière, oct/'69, page 1).

En terminant ce bref bilan de St-Léonard, il est à noter que l'affaire Lemieux est encore devant les tribunaux.

## McGill français

Le 28 mars 1969, une marche est organisée sur l'initiative des étudiants de Cegep et de groupes populaires. Sous les mots d'ordre "McGill français", "McGill aux travailleurs", 10,000 jeunes étudiants et ouvriers ont participé. Un fait très important à souligner: aucun appui ne provenait de milieux politiques bourgeois ou petit-bourgeois. Le PQ, la SSJB ont catégoriquement refusé de participer. Le Conseil Central de Montréal (CSN) appuya la manifestation et conseilla fortement à ses membres d'être présents ce soir-là.

Pour bien comprendre le sens de cette mobilisation il importe de savoir que sur 83% de québécois francophones au Québec seulement 32% constituait alors la clientèle de McGill. La minorité anglophone (17% du Québec) fournissait 42% des étudiants universitaires, le dernier 26% provenait de l'extérieur du Québec.

A ces justes revendications des masses québécoises les administrateurs répondèrent: "Nous voulons rester une université mondiale" (les mégalomanes ne sont pas seulement à l'Hôtel de Ville).

Les maoistes y distribuèrent leurs tracts, qualifiant la manifestation de raciste. En quoi lutter contre le bastion universitaire de la bourgeoisie anglophone est-il raciste? McGill aux travailleurs, McGill français c'est raciste, ça aussi? Une chose à cette époque devint de plus en plus claire: le mouvement pour l'autodétermination est l'une des bases des peuples opprimés. Un bref bilan en terminant: **10,000 manifestants, l'armée sur pied d'alerte,** Rémi Paul (alors ministre de la justice) parle des terroristes, la police... la répression sauvage... les arrestations. Tout le kit, quoi.

## Bill 63

Qui ne connait pas le bill 63? Une définition retient l'attention: "Le bill 63 est la mort du français au Québec à petit feu parce que le gouvernement a promis de faire du française la langue nationale du Québec et veut maintenant légaliser ce système scolaire anglais privilégié, sur un pied d'égalité avec le système français, consacrant ainsi le génocide culturel de son propre peuple" (extrait d'un tract du Front du Québec Français). Devant la collusion évidente (plus évidente que d'habitude, devrait-on dire) des pouvoirs politiques et financiers (St. James Street rides again.)

Un front commun se constitua composé principalement de la CCSN, FTQ, SSJB, CEQ, LIS, LJS,

(suite p. 2)

# libération

*Suite de la page 1*

LSO, FLP, etc. **Ses objectifs: faire échec au bill 63, proposer le Québec unilingue français et faire une semaine de libération du français au Québec.** Pendant cette semaine d'automne, partout on mobilisa. Les couches les plus atteintes étaient les étudiants (le bill a un contenu pédagogique évident) des profs et quelque ouvriers. Le tout se termina par une manifestation massive devant le parlement, des discours, la charge des flics. Nous serions curieux de savoir combien de personnes se sont radicalisées à cette occasion. Des coups de matraque... ça déniaise.

On peut déjà commencer à établir une certaine continuité dans le processus répressif du gouvernement devant les pressions populaires concernant les justes revendications linguistiques. Il y eut le bill 85, le bill 63 et son petit-fils, le bill 28.

## Le 16 octobre

"Le bill 28, pendant du bill 63, constitue une application administrative de la loi 63. Dans ce sens le bill 28 constitue une extension et un renforcement du bill 63" (mémoire du Front Commun pour la Défense de la Langue Française). Le bill 28 contribue donc de façon directe à l'assimilation des francophones montréalais. (Selon certains, Montréal sera une ville à majorité anglophone d'ici 15 ou 20 ans).

Sur l'appel du FCDLF, plusieurs polyvalentes ont débrayé le 15 octobre dernier. Le 16, 8000 personnes ont manifesté dans les rues de Montréal, de Hull, et de Trois-Rivières, pour exiger le retrait du bill 28 et du bill 63.

On pourrait mentionner au passage d'autres luttes comme celle de Hull par example où la population (surtout au Cegep) fait face à une assimilation galopante, et les luttes ouvrières: General Motors, Terrebonne, Ford, Royal Victoria, etc. Les numéros antécédants de Libération ont publié à cet égard des analyses et bilans auxquels nous nous permettons de vous referer. La prochaine étape: 18 mars... dans la rue, encore. Faudrait peut-être penser une bonne fois à se mobiliser toute la gang, une fois pour toute.



libération

# Le Chili sur la voie socialiste?



**Les taudis au Chili demeurent inchangés** depuis l'arrivée d'Allende à la présidence.

par LEON PEILLARD

La victoire électorale de Salvador Allende le 4 septembre 1970 et, plus encore, le fait que le "marxiste" Allende ait pu accéder à la présidence du Chili sans plonger le pays dans une guerre civile et même sans heurts majeurs avec la bourgeoisie a semé beaucoup de confusion dans la gauche latino-américaine et renforce les illusions électoralistes de certains secteurs de la gauche québécoise. Le refrain que l'on entend généralement est celui-ci: l'expérience chilienne prouve qu'il est possible pour un gouvernement socialiste d'accéder au pouvoir par des voies légales et pacifiques.

A cette vision euphorique de la réalité chilienne et des supposées leçons qu'elle devrait enseigner à la gauche québécoise, nous objectons 1) que le gouvernement d'Allende n'a rien de socialiste et 2) que ce gouvernement ne se maintienne au pouvoir que dans la mesure où la bourgeoisie et l'armée chiliennes veulent bien le tolérer.

On ne juge jamais un gouvernement uniquement d'après ce qu'il dit de lui-même. Néanmoins, ce qu'Allende dit parfois de son propre gouvernement n'est pas toujours entièrement à rejeter.

Ainsi, Allende pouvait déclarer lors d'un interview accordé au journal Le Monde que "son gouvernement n'était ni marxiste, ni socialiste, ni communiste." Dans ses entretiens avec Régis Debray sur la situation au Chili (publiés chez Maspero), il déclarait sans ambages que le programme de l'Unité Populaire "ne vise pas à instaurer le socialisme au Chili, mais bien à appliquer des mesures qui fraieraient la voie au socialisme" dans ce pays. En réalité, le programme d'Allende vise tout bonnement à moderniser le capitalisme chilien. Nous n'avons pas la place ici pour analyser en détail les mesures prises par le gouvernement Allende ni la façon dont ces mesures ont été appliquées. Mentionnons toutefois que plusieurs d'entre elles, et parmi les plus importantes, avaient déjà été préconisées par le Parti Démocrate-Chrétien, le parti de la grande bourgeoisie chilienne. Or, il est évident que la bourgeoisie chilienne n'a aucun intérêt à "frayer la voie au socialisme" au Chili. Les réformes préconisées par la Démocratie-Chrétienne (réforme agraire, nationalisation des mines, etc.) et reprises par Allende n'ont pour but que de rationaliser l'économie capitaliste chilienne -- c'est-à-dire, remettre les secteurs retardataires, déficitaires de l'économie aux mains de l'Etat afin que celui-ci les gère et les exploite aux frais des contribuables chiliens -- et d'offrir des matières premières à meilleur marché aux secteurs plus dynamiques de l'économie nationale (industrie de transformation, services, etc.) C'est là le sens des nationalisations entreprises par Allende. Il est aussi ridicule d'affirmer que de telles mesures fraient la voie au socialisme qu'il le serait de dire que les nationalisations des mines britanniques, de l'électricité, des chemins de fer et de la Banque d'Angleterre ont "frayés la voie au socialisme" en Grande-Bretagne, ou que la nationalisation de l'électricité par les Libéraux et la formation de l'Hydro-Québec ont "frayé la voie au socialisme" au Québec, quoique de telles réformes soient positives.

Il est intéressant d'étudier l'attitude de la bourgeoisie chilienne (et de l'impérialisme américain) face au gouvernement Allende. Pourquoi, par exemple, a-t-elle toléré son accession à la présidence si d'autre part, elle manifeste une telle hostilité à son égard (tout en maintenant cette hostilité dans un cadre relativement légal)? La réponse est assez simple: bien qu'Allende contrôle le gouvernement, il ne contrôle pas l'appareil d'Etat. Tant que cet appareil d'Etat reste intact et contrôlé par la bourgeoisie, celle-ci peut s'assurer que les réformes du gouvernement Allende ne dépassent pas le cadre d'une rationalisation du capitalisme.

Lors de l'élection d'Allende en septembre 1970, la bourgeoisie avait trois alternatives: 1) Accepter l'élection, 2) Tenter un coup d'état militaire, 3) Bloquer la nomination d'Allende au Congrès (d'après la constitution chilienne, si aucun des candidats présidentiels n'a obtenu une majorité des voix, il appartient au Congrès d'élire le président. Or le Congrès est dominé par les Démocrates-Chrétiens et le Parti National.) La bourgeoisie a rejeté les deux dernières solutions. Parce que d'une part le programme d'Allende ne remettait pas en question le caractère capitaliste de l'économie chilienne. Parce que d'autre part Allende jouissait d'un énorme appui populaire. Tenter de l'empêcher d'accéder à la présidence aurait risqué de plonger le pays dans la guerre civile. C'est un prix lourd, même pour la bourgeoisie et elle n'y a recours qu'à la toute dernière extrémité. Or, elle ne se sentait pas du tout poussée à la toute dernière extrémité: Allende n'est ni un "extrémiste", ni un révolutionnaire, c'est un réformiste bon teint qui s'est fait élire sur un programme qui dans son application concrète n'est pas inacceptable pour les secteurs les plus avancés du capitalisme chilien. Ce qui inquiète la bourgeoisie ce n'est pas Allende, c'est la classe ouvrière chilienne.

Les deux principaux partis de l'Unité Populaire, le Parti Communiste (PC) et le Parti Socialiste (PS) sont des partis à base ouvrière de masse. De plus, le PS, parti d'Allende, recèle en son sein une puissante aile gauche influencée par les idées révolutionnaires. La victoire électorale d'Allende a suscité beaucoup d'espoirs parmi les masses chiliennes et provoqués leur radicalisation. Or le PC et le PS, surtout ce dernier, peuvent être très sensibles à cette radicalisation des masses en général et de leur base en particulier. Leur direction peut être ainsi forcée d'aller plus loin qu'elle ne le veut ou même d'être dépassée par les masses en luttes (ce qui s'est produit à plusieurs reprises -- occupations d'usines, de terres -- le gouvernement Allende employant toute son énergie à freiner puis à étouffer ces luttes). Voilà ce qui effraie la bourgeoisie chilienne. Elle a confiance en la "bonne volonté" d'Allende de bien servir le capitalisme chilien mais elle n'a pas confiance en sa capacité de contrôler le mouvement de masse qui l'a porté au pouvoir. D'où son acharnement contre le gouvernement d'Unité Populaire. Acharnement qui ne vise pas à provoquer un affrontement direct (du moins, pour l'instant), mais plutôt à discréditer le gouvernement auprès des masses, à isoler Allende, à démoraliser et démobiliser les masses qui lui font (à tort) confiance.

La bourgeoisie chilienne a récemment démontré comment elle savait combiner sabotage économique et agitation politique afin de grignoter la base populaire de l'Unité Populaire. Un exemple: la fameuse manifestation des ménagères organisée par le Parti Démocrate-Chrétien. Face à la timide réforme agraire du gouvernement, les grands éleveurs ont clandestinement acheminé leurs troupeaux en Argentine, provoquant ainsi une crise de ravitaillement de la viande. Ces problèmes de ravitaillement ont suscité un mécontentement populaire habilement exploité par les partis de droite (qui sont soit les représentants, soit les alliés de ces mêmes grands éleveurs) qui ont organisé une manifestation massive contre la politique économique d'Allende. Dans plusieurs autres cas, la bourgeoisie a procédé d'une façon identique: sabotant la production économique ils en rejettent le blâme sur le gouvernement, excitant ainsi le mécontentement des ouvriers et des paysans qui commencent à trouver qu'Allende met du temps à remplir ses promesses.

Allende ne contrôle ni l'appareil d'Etat (armée, police, parlement, système judiciaire, bureaucratie) ni la majeure partie des médias de communication. Tous ces moyens vitaux qui assurent que l'on puisse conserver le contrôle d'un pays sont aux mains de la bourgeoisie, de même que l'ensemble des moyens de production. Face à la stratégie de la bourgeoisie, face aux moyens économiques, politi-

(suite p.2)

ques et militaires qu'elle détient, il n'y a qu'un moyen de frayer la voie au socialisme: mobiliser et organiser les masses afin qu'elle puissent détruire le pouvoir de la bourgeoisie dans ses fondements mêmes, détruire son appareil d'Etat et lui enlever tout pouvoir économique.

Face à cette situation, Allende, loin de stimuler et de mobiliser les masses, fait tout son possible pour freiner leurs luttes. Alors qu'Allende se dit impuissant à empêcher le sabotage économique de la bourgeoisie, il envoie la police et l'armée s'attaquer aux ouvriers et aux paysans qui occupent les usines et les terres qui leur reviennent de droit. Une telle politique ne débouche que sur deux voies. Ou bien le gouvernement Allende désireux de se maintenir au pouvoir coûte que coûte se fera complètement récupéré par la bourgeoisie en rompant avec sa base, en instaurant de plus en plus une politique de répression à l'égard des luttes ouvrières et paysannes. Ou bien, une fois que les masses seront suffisamment démoralisées et désillusionnées par la politique indécise de l'Unité Populaire, la bourgeoisie se sentira assez forte pour tenter un coup d'état qui ramènera la droite au pouvoir.

Pour les révolutionnaires, il existe toutefois une troisième voie, celle de la mobilisation des masses, de la formation de comités d'usine, de paysans, d'étudiants, de soldats et de sous-officiers; de comités de quartier, de milices d'auto-défense, en vue de la prise du pouvoir réelle par la classe ouvrière elle-même. La seule voie est l'organisation et la préparation des masses en vue de résister militairement à toute tentative de coup d'état réactionnaire, en vue de l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie et ses bandes armées. Et cette organisation ne sera elle-même possible que si les révolutionnaires regroupés dans un parti de combat indépendant de l'Unité Populaire stimulent et étendent les luttes, les occupations, les grèves ouvrières et paysannes, en leur donnant des perspectives politiques claires, ce qui signifie avant tout combattre toutes les illusions sur le caractère de l'Unité Populaire, toutes les illusions sur les voies pacifiques au socialisme.

## Traduction authentique de l'annonce de Bourassa aux EU

**ICI ON PARLE PROFITS**

**INVEST QUÉBEC**

La province de Québec offre à l'investisseur l'occasion de réaliser d'énormes profits. Le Québec jouit de vastes ressources naturelles, d'une abondance d'énergie électrique, et d'une main-d'oeuvre bien docile et disponible aux salaires les plus bas en Amérique du Nord. De vastes régions vierges sont ouvertes à l'exploitation à des coûts incroyablement bas; des lacs, les montagnes, des villes, des baies, et oui, même l'Assemblée nationale. Pour de plus amples renseignements, visitez Québec House, 17 West 50th St., Rockefeller Centre, New York, N. Y. 10020.

Alcan Aluminum/Bell Canada/Bombardier Ltd./Bromont-Cowansville Industrial Park/Canadian Bankers' Association/Canadian National/Canadian Pacific/Council of Pulp & Paper Producers of Quebec/Greenshields Inc./Lévesque, Beaubien Inc./Molson's Brewery/Morgan, Ostiguy & Hudon Inc./The House of Seagram Ltd.

libération

# Les socialistes et la question nationale

par ALAIN BEINER

Dans sa réponse aux textes de Pierre Vallières motivant son rejet du FLQ et de "l'agitation armée," son ancien compagnon au cours des longs procès felquistes depuis 1966, Charles Gagnon, reprend plusieurs principes fondamentaux du marxisme. Gagnon semble être assez calé sur la lutte de classe au Québec et la nature bourgeoise du Parti Québécois, ainsi que sur la nécessité d'une révolution socialiste.

Les attaques, parfois violentes de Gagnon contre l'appui qu'accorde Vallières au PQ sont tout-à-fait justes. En parlant du vote majoritairement ouvrier que le PQ a reçu lors des dernières élections, Gagnon déclare: "Mais cela ne change rien au fait que le PQ a une 'stratégie' essentiellement bourgeoise, l'électoralisme doublé d'un légalisme extrêmement pointilleux: au fait que ce parti multiplie les prises de positions anti-syndicales... que le PQ est né d'une scission au sein du Parti Libéral..."

## Parti Québécois

Mais dans quelle mesure Gagnon s'oppose-t-il au Parti Québécois? Lors des prochaines élections sera-t-il encore en faveur d'un vote pour le PQ? Charles Gagnon lors de sa sortie de prison avant les élections d'avril 1970 annonçait que s'il pouvait voter, il voterait pour le PQ, parce que ce parti représentait "un pas en avant".

En fait, seule la Ligue Socialiste Ouvrière a combattu, en avril 1970, cette tendance très répandue dans la gauche québécoise à capituler de façon opportuniste devant la sympathie des masses pour le PQ. Seule la LSO a maintenu une intransigeance de principe à l'égard du PQ bourgeois.

Dans son document Vive le Québec indépendant et socialiste, la LSO répond aux positions exprimées alors par Gagnon, par le FLP, par Québec-Presse, et les autres dans la gauche et dans le mouvement syndical: "Le PQ est une énorme diversion de la lutte révolutionnaire, un obstacle à la libération nationale des Québécois. On ne peut "réformer" le PQ. Il doit être detruit."

Malgré les conclusions nouvelles très positives et justes que tire Gagnon de son analyse de la société québécoise -- la nécessité d'une prise du pouvoir par la classe ouvrière à travers une révolution, ainsi que la conclusion que l'instrument indispensable à ce processus ne peut être qu'un parti révolutionnaire des travailleurs -- le texte de Gagnon ne fournie pas de réponse à la question concrète: "Que faire?" surtout face à la lutte nationale en cours.

## Révolution combinée

Gagnon laisse entendre que la révolution québécoise sera une simple révolution socialiste; que la question nationale n'est qu'un frein à cette révolution; et que le mouvement indépendantiste est bourgeois. Gagnon prétend que: "La lutte des classes est en cours au Québec. Le mouvement indépendantiste en est une manifestation. Le mouvement révolutionnaire aussi. Deux manifestations de la lutte des classes, mais qui n'originent pas des mêmes classes." Gagnon semble vouloir nier le caractère double et combiné de la révolution québécoise, à la fois nationale et socialiste. Pour lui, la lutte nationale est une lutte bourgeoise, dirigée par la bourgeoisie et étrangère à la classe ouvrière. Les ambiguités dans son article laissent entendre que les revendications nationales, telles l'indépendance nationale et l'établissement d'une langue nationale, sont dépassées, récupérées par la bourgeoisie et non pertinentes à la classe ouvrière québécoise.

La révolution québécoise a devant elle non seulement des tâches socialistes, mais aussi des tâches nationales. La bourgeoisie nationale est non seulement incapable d'accomplir le socialisme, mais elle est également incapable d'accomplir l'émancipation nationale. Les masses ouvrières possédent une conscience nationale très puissante, et plus répandue que leur conscience socialiste. Elle est déjà prête à entrer en lutte pour son émancipation nationale, pour l'indépendance et pour sa langue.

Mais une fois que la classe ouvrière s'engage pleinement dans la lutte nationale et s'empare de sa direction, elle ne se contentera pas d'une indépendance de papier, ou d'un remplacement des patrons anglophones par des patrons francophones. Elle continuera la lutte vers sa libération de tout oppresseur, tant locaux qu'étrangers. La révolution québécoise pourrait très bien débuter en révolution nationale poursuivant rapidement son cours et de façon ininterrompue vers une conclusion socialiste.

## Luttes économiques

Voilà le rapport entre luttes nationales et luttes économiques. Les unes ne peuvent que completer les autres, les avancer et les approfondir. Les luttes nationales approfondissent les luttes économiques, les généralisent et les politisent. Les luttes économiques sont souvent isolées dans le cadre d'une usine et contre un patron particulier. Mais la question nationale a prouvé tout au cours de l'histoire du Québec qu'elle est capable d'élever la classe ouvrière au niveau de la lutte politique contre le gouvernement.

La question nationale met en relief le pouvoir politique. Chaque lutte nationale vise directement le pouvoir politique et pose la question: "qui nous domine?" La nature même de l'Etat capitaliste canadien est mise en question.

Du postulat irrécusable du marxisme sur les racines économiques profondes

## (3) Le débat



**Vallières-Gagnon...**

*Suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

de la lutte de classe en général et de la lutte nationale en particulier, certains socialistes comme Gagnon, semble tirer cette conclusion originale qu'il faut tourner le dos à la lutte nationale, et en entraver le développement, en diminuer l'ampleur, en amoindrir les objectifs.

Les socialistes-révolutionnaires ont aujourd'hui à donner des mots d'ordre et des indications pratiques concernant la lutte pour l'émancipation nationale et la participation la plus énergique des travailleurs à cette lutte.

## Faire la révolution

Les philosophes, disait Karl Marx, ne faisaient qu'interpréter le monde de diverses façons; or, il s'agit de le transformer. Charles Gagnon, lui aussi, peut décrire et expliquer assez bien comment le capitalisme est pourri et comment il faut s'en débarasser; mais il semble qu'il est incapable de formuler, dans la lutte nationale qui se déroule sous ses yeux, un mot d'ordre juste qui exprime les besoins des masses. Criant avec zèle, se bornant à prêcher aux travailleurs les buts finaux, mais peu capable de faire progresser une lutte concrète à partir de leurs besoins immédiates, lutte qui seule peut les conduire à lutter pour ces buts finaux.

Les socialistes qui ne comprennent pas la question nationale ne comprennent pas le caractère double de la révolution québécoise, et donc ils tirent la conclusion ridicule et même réactionnaire que nous devons oublier, ignorer volontairement ou dédaigner des tâches urgentes par rapport au présent. La lutte contre l'oppression fédéraliste et l'anglicisation forcée est pour les socialistes une tâche prioritaire à l'heure actuelle; vouloir ignorer cette tâche ou la dédaigner reviendrait objectivement et indépendamment de notre volonté à trahir le socialisme et à servir l'impérialisme anglo-américain. Il est tout simplement réactionnaire de vouloir ignorer la composante nationale de la révolution québécoise.

Tant que la langue et l'indépendance sont des questions politiques de première importance pour la nation, le marxisme apprend aux travailleurs non pas à s'écarter de la question nationale, à se montrer indifférent à son égard, à en abandonner la direction à la petite-bourgeoisie, mais au contraire à y participer de la façon la plus énergique, à diriger la lutte conséquente pour la libération, pour l'achèvement des tâches nationales. Nous ne pouvons pas nous évader de la question nationale.

## L'économisme

Gagnon semble vouloir imposer aux ouvriers sa conception étroite et purement économiste des tâches de la classe ouvrière. Il ne s'agit nullement d'oublier la lutte économique, mais il faut savoir poser en même temps, dans toute leur ampleur, les problèmes politiques les plus importants, les plus pressants, et s'opposer ainsi à la transformation du mouvement socialiste, du mouvement de gauche en un appendice "économique" de la petite-bourgeoisie et du PQ.

Les travailleurs québécois comprennent de plus en plus que l'émancipation nationale est un besoin vital pour eux et pour la nation québécoise. Ils sont de plus en plus prêts à combattre avec d'autant plus d'énergie, et avec d'autant plus d'enthousiasme, pour la cause de la nation entière, à la tête de la nation entière.



Voilà ce que ne comprennent pas les socialistes comme Gagnon, qui remplacent la formulation de mots d'ordre politiques actifs dans la lutte nationale par la seule répétition sententieuse du mot "de classe", sur tous les modes et sur tous les tons!

Les révolutionnaires doivent savoir qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir pour la classe ouvrière québécoise d'autre chemin vers la libération totale que celui de l'émancipation nationale. Amoindrir la lutte pour un Québec indépendant et français, c'est en matière de théorie faire du marxisme une caricature, le dénaturer à la manière des intellectuels colonisées; dans la politique pratique, c'est abandonner la cause de la lutte nationale entre les mains de la petite-bourgeoisie qui se détournera inévitablement de la réalisation conséquente de l'émancipation nationale.

## Les ouvriers et le PQ

Tant que Gagnon aura ces illusions dans la capacité de la bourgeoisie nationale de diriger la lutte nationale -- cette fraction de la bourgeoisie qui selon Gagnon est "indépendantiste", prenant "l'initiative de la lutte", etc. -- tant qu'il ne comprend pas que le PQ est aussi incapable d'achever l'émancipation nationale qu'il l'est de réaliser le socialisme et que le "nationalisme" du PQ est un faux nationalisme qui vise le détournement du nationalisme révolutionnaire des masses québécoises dans des voies qui ne menacent point les rapports de propriétés capitalistes; tant qu'il ne comprend pas que la participation des travailleurs de la façon la plus énergique dans la lutte de libération nationale démasquera la PQ, Gagnon ne fait que contribuer inconsciemment à prolonger l'emprise péquiste sur la classe ouvrière québécoise.

Car l'emprise péquiste sur les ouvriers québécois est due à la façade nationaliste que se donne le PQ. Comme l'avait dit la Ligue Socialiste Ouvrière dans son document Vive le Québec indépendant et socialiste en commentant les élections de 1970: "Non, les travailleurs ont voté consciemment pour l'indépendantisme. Et la contrepartie de ce fait est qu'ils n'ont pas vu le PQ comme un parti bourgeois, précisément à cause de son indépendantisme!"

# libération

Vol. 2 No. 4 (12) mai 1972 15 cents

## En grève!

## [illegible] aux injonctions!

page 3



## Québécoises dans la rue le 6 mai!

page 2



## Nixon, Trudeau et Indochine

page 3

# libération

par A. CHARBONNEAU

# La grève dans la fonction publique: non aux injonctions!

Un quart de million de travailleurs québécois sont en grève. La grève, qui ébranle actuellement le Québec d'un bout à l'autre, constitue la plus grande grève dans l'histoire du Québec et du Canada. La grève met en relief la puissance énorme de la classe ouvrière et prouve devant toute la nation sa capacité de riposter massivement contre un gouvernement qui nous garde à genoux au profit des exploiteurs étrangers.

Un mois de l'application de "tous les moyens de pression", y compris la grève de 24 heures du 28 mars, a amené le Front Commun intersyndical à se rendre compte, aux dires de Louis Laberge, que "la seule façon d'en arriver à un règlement, ça va être de se battre avec ce maudit gouvernement-là."

Donc, à partir du 11 avril la direction des trois centrales syndicales Québécoises a déclenché un grève générale illimitée dans les secteurs public et para-public, jusqu'à ce qu'on arrive à un règlement sur les points en litige.

La menace la plus sérieuse qui plane sur les grévistes c'est la possibilité que le gouvernement Bourassa adopte une loi matraque en vue de forcer le retour au travail des syndiqués pour imposer un "règlement" policier au conflit. Il semble que la stratégie du gouvernement se divise en deux parties: d'abord, monter une campagne massive de propagande mensongère dans la presse quotidienne pour mobiliser l'opinion publique contre les travailleurs en grève et pour diviser les syndiqués mêmes en trompant les éléments faibles; ensuite, procéder avec des injonctions partielles dans des secteurs particuliers avant de passer au gros baton.

Les journaux sont pleins de photos de malades et de manchettes criant: "Crise dans les hôpitaux", pour jeter le blame sur les travailleurs au lieu de montrer pourquoi c'est le gouvernement patronal qui a provoqué la grève en refusant d'accorder les justes et minimales revendications des syndicats.

Comme l'a expliqué une annonce du Front Commun: "Le gouvernement prétend qu'il ne fait pas de discrimination envers les femmes. Mais il en fait indirectement lorsqu'il refuse d'accorder $100 minimum, l'un des ses prétextes étant que ce sont surtout des femmes




en appuyant sans condition les professeurs, et en s'assurant que les lignes de piquetage ne soient pas brisées.

Seule une campagne d'information, d'organisation et de solidarité visant les grévistes et le public peut contrer l'offensive du gouvernement et peut prouver que les revendications, tel le salaire minimum de $100, sont absoluement vitales. Une telle campagne exige le lancement par le Front Commun d'un journal de grève ainsi que la tenue des assemblées quotidiennes de masse ouver-

(suite à la page 6)

(suite de la page 3)

tes à tous. Pour maintenir la détermination et le militantisme de tous les grévistes, et pour les aider à résister à toute initiative gouvernementale qui empecherait un règlement négocié, il faut organiser des manifestations massives et des lignes de piquetages imposantes durant toute la journée impliquant le mouvement étudiant et l'ansemble de la population. Il faut encourager chez les étudiants et les autres couches de la population, la formation des comités d'appui capables d'organiser la solidarité parmi toute la nation.

De telles mesures sont surtout essentielles au Québec, où le gouvernement peut se servir des injonctions -- c'est-à-dire, d'une arme politique -- car le mouvement ouvrier ne possède pas son propre parti politique et n'a aucun porte-parole à l'Assemblée nationale.

Un tel parti politique des travailleurs québécois pourrait étendre à l'échelle nationale ce nouveau pouvoir de la majorité que nous voyons naître sous une forme embryonnaire aux lignes de piquetage qui entourent les hôpitaux, et autres institutions, où les services essentiels sont assurés sous le controle ouvrier par l'émission des laissez-passer syndicaux.

La grève de la fonction publique constitue une puissante épreuve de force qui ne peut qu'ouvrir une nouvelle perspective de lutte anticapitaliste à la classe ouvrière québécoise, et à toute la nation.

# libération



Jeudi, le 11 mai à Montréal: des grévistes accompagnés de sympat isants empruntent la rue Ste-Catherine en destination du poste de radio CKAC, qu'il ont ensuite occupé. Troisième à droite, on remarque Pierre Ducharme diffusant le numéro spécial de Libération sur la loi 19.

## Grèves, manifestations partout :

# Vaste révolte contre Bourassa

par LOUIS PAQUETTE

Les trois présidents des centrales syndicales se sont, le 9 mai, constitués prisonniers du gouvernement Bourassa au terme d'une marche triomphante, tantôt joyeuse, tantôt émouvante. La direction syndicale a pris la parole, devant des milliers de travailleurs, scandant des slogans et agitant leurs banderoles. Reflétant le sentiment de la foule, le président du syndicat des agents de la paix, M. Pilon, a recommandé aux gardiens de prison, membres de son syndicat, de ne pas accepter les trois présidents dans les prisons. "Ce sont les députés, a-t-il dit, qui devraient être à leur place."

Au moment où les présidents se livraient, des milliers de syndiqués quittaient leur travail. Quatre jours plus tard, le vendredi, le Québec connaissait la grève la plus puissante de son histoire. Environ 100,000 syndiqués sont en grève, de Sept-Iles jusqu'à Chibougamau; les membres des trois centrales travaillent ensemble pour étendre le mouvement. En effet, presque tous les secteurs de la vie économique sont touchés par ces débrayages de protestation. Et bien des régions sont complètement paralysées.

Ce vendredi, des dirigeants syndicaux indiquent que les syndiqués font la grève à 100% dans une douzaine de villes.

Le mouvement a atteint le dégré le plus haut sur la Côte-Nord, particulièrement à Sept-Iles où pour la première fois de l'histoire du Québec, "les syndicats contrôlent complètement la ville. Nous pouvons fermer ou ouvrir les bars, les magasins, les commerces et les écoles qu'on veut," déclare Clément Godbout, représentant des Métallos.

L'histoire commença à Sept-Iles, le mardi soir, lorsque des milliers de syndiqués manifestèrent devant le Palais de Justice: la police charge aux matraques, blessant certaines personnes et en arrêtant d'autres. Le lendemain matin, riposte ouvrière: la grève générale paralyse la ville de 22,000 habitants. Les 45 policiers sont débordés et impuissants. Rapidement, des barricades s'élèvent sur l'autoroute ainsi que sur les pistes de l'aéroport; les lignes téléphoniques sont brouillées. La ville coupée de l'extérieur, est entièrement aux mains des travailleurs. Le poste de radio est occupé et fonctionne sous le contrôle des syndicats.

De cette façon. "les grévistes ont pu gagner assez de temps pour montrer à la population que la ville était sous leur controle. Ceci a produit un dur choc aux hommes d'affaires et aux responsables des grandes compagnies minières qui se sentaient, pendant au moins quelques heures, à la merci des travailleurs," raconte le Globe & Mail. On imagine bien leur frousse!

Les patrons et Bourassa réagissent vite. Des centaines de policiers provinciaux spécialement entraînés sont dépêchés sur les lieux -- dans les avions de l'armée canadienne. Ils s'attaquent aux barricades et les détruisent. Entre-temps, un patronneux du Parti Libéral fonce avec son auto dans une foule de syndiqués: 35 blessés, dont un jeune de 22 ans qui mourra plus tard.

Pour répondre à la répression, une délégation syndicale marche sur l'hôtel de ville où elle oblige le conseil municipal à tenir une séance d'urgence et d'exprimer sa solidarité avec les revendications du Front commun.

Cette fin de semaine, la tension continue de monter: d'autres flics arrivent en ville et le maire commence à fustiger la grève. Mais les syndicats demeurent puissant dans la ville et partout sur la Côte-Nord.

Face au mouvement sans précédent, le gouvernement Bourassa est incapable d'intervenir. Ceux qui ont fait adopter la loi-matraque présentent une image de grande faiblesse. Ils supplient les chefs emprisonnés de bien vouloir porter leur cause en appel, pour qu'on puisse les relâcher. Au milieu de la semaine, le cabinet éclate avec la démission de deux ministres clefs. Bien que L'Allier et Castonguay citent le conflit avec le fédéral comme motif de démission, il est évident que la crise syndicale a été le facteur décisif. Bourassa arrive finalement à les retenir au cabinet.

En fin de semaine, il semble en effet que le gouvernement soit décidé à continuer d'attendre, en espérant que le mouvement se résorbera. Alors, il interviendra. En attendant, les flics sont dépêchés à 14 "points névralgiques" de la nation.

Bourassa compte surtout sur le manque de coordination et de direction au sein du Front commun. En fait, il n'existe pas de direction centrale: un dirigeant du Front commun déclare "On n'annonce plus rien, on se contente d'encourager les actions..." On remarque aussi une forte sentiment de déception à l'égard des chefs syndicaux de la part des militants de la base. Comme dit Le Devoir, "à l'heure actuelle, la faillite totale de la grande stratégie globale du Front commun a conduit une multitude de petits groupes à définir leurs propres méthodes". Donc les militants locaux ont pris le mouvement en charge, consultant informellement les autres militants, constituant des équipes volantes pour élargir la grève, etc.

En l'absence de direction centrale ou structurée, ces militants de la base ont pu déclencher la plus grande grève de l'histoire du Québec! Mais la question demeure, à savoir si cette base sera capable de constituer des corps de direction authentiques en vue de coordonner et diriger effectivement la lutte jusqu'à la victoire.

Au moment où nous mettons sous presse, tout indique que la grève continuera à s'approfondir pendant la semaine qui commence. Une chose est certaine -- le Québec vit une expérience historique qui ne sera pas vite oubliée.

Comme le disait un militant syndical à St-Jérome, "le gouvernement libéral ne sera jamais plus capable de présenter le même visage aux travailleurs."

# Bourassa et le pourquoi de l'attaque gouvernementale

En imposant l'infâme loi 19 aux syndiqués du secteur public et para-public pour leur enlever leur droit démocratique fondamental de grève, et en imposant une sentence maximale d'un an aux trois chefs syndicaux -- Yvon Charbonneau, Louis Laberge et Marcel Pépin -- pour activité syndicale, le gouvernement Bourassa montre son vrai visage, celui d'un gouvernement anti-ouvrier vendu aux patrons étrangers et au gouvernement fédéral à Ottawa.

C'est pour cette raison que le gouvernement Bourassa refuse de céder aux justes revendications minimales de ses employés, comme le $100 minimum par semaine et la sécurité d'emploi, et ceci, tout en accordant des subventions de plusieurs dizaines de millions de dollars aux exploiteurs du Québec comme la ITT américaine et l'International Business Machines.

Bourassa le serviteur fidèle de Trudeau, ne se trouve pas seul dans son projet de brimer les droits du mouvement syndical et, pour ce faire, d'enlever au mouvement syndical ses dirigeants. Le système judiciaire lui est fidèle, ce rouage indispensable aux patrons pour se maintenir au pouvoir sur le dos de la classe ouvrière et de la majorité de la nation québécoise.

Tous les partis politiques présentement à l'Assemblée national se sont rangés du côté du gouvernement contre le mouvement syndical, y compris le Parti Québécois. Tout en se posant en "parti populaire" et en parti indépendantiste, le PQ se range du côté des "forces de l'ordre" et de ceux qui maintiennent le Québec dans l'oppression linguistique et nationale du fédéralisme canadien. Le PQ se refuse à demander au gouvernement d'accorder une remise des peines aux trois chefs syndicaux et il se refuse à demander le retrait de la loi 19. Le PQ s'attaque plutot aux victimes du gouvernement en les blâmant car ils ne se sont pas prévalus "du droit d'appel" tout

(suite à la page 5)

**libération**

Date limite des articles: le 14 mai 1972

Rédacteur-en-chef: ALAIN BEINER
Rédactrice-adjointe: MANON LEGER

## 2...Bourassa

en acceptant les accusations et la sentence barbares imposées par Bourassa.

Au contraire de tous ces partis bourgeois qui sont dévoués au maintien du capitalisme et de l'oppression double des travailleurs québécois, la Ligue Socialiste Ouvrière, organisation indépendantiste, donne son appui le plus entier à toutes les actions entreprises à travers le Québec par les travailleurs qui cherchent la libération de leurs dirigeants ainsi que le retrait de la loi 19.

La principale leçon à tirer de cette lutte c'est la nécessité pour la classe ouvrière québécoise de rompre avec la politique bourgeoise et avec tout parti bourgeois, y compris le Parti Québécois, pour créer son propre parti politique de masse. Ne comptons que sur nos propres moyens! Les centrales syndicales québécoises doivent lancer un parti ouvrier, cette arme indispensable à la lutte de libération des travailleurs québécois capable de porter au niveau politique toutes les luttes, tant électorales qu'extra-parlementaires, comme les grèves, les manifestations et les occupations.

Seul le parti ouvrier de masse, initié par les centrales syndicales est capable de remplacer le gouvernement anti-syndical de Bourassa par un gouvernement des travailleurs et cultivateurs à la tête d'un Québec libre, indépendant et français.

**EDITORIAL**

# Action internationale le 6 mai pour l'avortement légal

Le Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement (FCALA) a lancé un appel pour une manifestation à Montréal le 6 mai pour le libre droit à l'avortement. C'est le FCALA qui avait organisé l'action du 20 novembre dernier qui a rassemblé environ 500 femmes. La manifestation du 20 novembre était la plus grande action à Montréal pour les droits de la femme.

La question de l'oppression de la femme dans la société québécoise est devenue depuis trois ans une question politique majeure. Durant ce processus de formation le mouvement pour l'émancipation de la femme a soulevé une série de revendications immédiates et concrètes, telles que les garderies d'enfant, le salaire égal pour le travail égal, et le droit à la femme à l'avortement.

C'est la lutte pour l'avortement libre qui est devenue le point central du mouvement des femmes, dont le premier obstacle est les lois fédérales contenues dans le code criminel. Ce qui est en jeu c'est le droit de la femme de décider si oui ou non elle veut une grossesse; c'est son droit de contrôler son corps et sa vie; son droit à la liberté sexuelle; bref, son droit à l'autodétermination. Ce qui est en jeu dans la lutte contre les lois fédérales oppressives ce sont les droits démocratiques les plus fondamentaux.

Seules les femmes riches peuvent échapper aux effets de ces lois, en se payant un voyage à New York où ailleurs où les lois sont moins oppressives, ou en contactant un médecin qu'on connaît. Pour la majorité il s'agit de choisir entre un avortement clandestin -- un avortement-boucherie qui mène parfois à la mort de la femme -- ou une grossesse non-voulue, imposée par l'Etat, le gouvernement, les médecins, les tribunaux, les avocats et les juges. Imposée par des hommes!

La manifestation du 6 mai s'insère dans le cadre de toute une semaine d'action pour la légalisation de l'avortement L'action fut annoncée à la conférence du 5 mars dernier du FCALA à la suite de l'appel de la Womens National Abortion Action Coalition (WONAAC) aux E-U. Cet appel fut également repris par les féministes au Canada anglais lors de la conférence du 17 au 19 mars à Winnipeg qui a rassemblé 250 femmes pour fonder un front commun à travers le Canada anglais visant l'abrogation des lois sur l'avortement.

Dans une déclaration datée du 6 mars, le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (le parti mondial de la révolution socialiste, fondé par Léon Trotsky en 1938) affirme: "Pour répondre à un appel pour l'appui international à cette campagne, le Secrétariat unifié de la QI exprime sa solidarité avec la semaine d'actions et avec les manifestations du 6 mai initiées par la WONAAC."

Les partisans d'un Québec libre ne peuvent pas ignorer cette lutte qui touche la moitié de la nation québécoise. Impossible de gagner l'autodétermination nationale sans que les Québécoises aient ce même droit. Impossible pour la moitié de la nation de participer pleinement à la lutte de libération nationale sans qu'elle puisse controler son corps, sans qu'elle puisse controler sa vie, sans qu'elle puisse déterminer son avenir. Il s'agit là d'un droit démocratique élémentaire qui est écrasé par le fédéral.

Tous dans la rue le 6 mai! Une victoire pour le FCALA sera non seulement le point de départ de la lutte pour l'émancipation d'une moitié de la nation -- elle sera une victoire pour toute la nation!

**libération**

Date limite des articles: le 12 avril 1972

Rédacteur-en-chef: ALAIN BEINER
Rédactrice-adjointe: MANON LEGER

## Lutte étudiante

Victoriaville

Le conflit qui sévit présentement au Cegep de Victoriaville remet en cause une administration "paternaliste" devant une prise de conscience collective de la masse étudiante face à celle-ci.

La goutte qui fit déborder le vase: la non-recommandation de deux professeurs, dont l'un véhiculait une idéologie d'autogestion des individus dite subversive. L'autre renvoi était motivé par un test d'évaluation des professeurs conçu comme aide pédagogique strictement personnel à l'enseignant et employé par l'administration non comme matériel de perfectionnement mais comme un mobile à la recommandation de non-réengagement. Voilà ce qui déclencha, jeudi le 16 mars, une assemblée générale, la formation d'un comité de négociation au sein des modules et l'occupation de l'étage administrative.

L'administration coupa court aux négociations, restant muette aux réclamations des étudiants et se protégeant d'une armure de légalisme. L'administrateur décida de fermer les portes de l'institution pour le lendemain dans l'espoir d'atténuer les revendications des étudiants.

Cette journée s'avéra utile à la formation d'ateliers d'étude qui dégagèrent la nécessité de tendre vers une autogestion, véritable point en litige créant le malaise actuel entre l'administration et la masse étudiante.

Lundi le 20 mars, les "autorités" administratives déconcertées par la solidarité et la motivation croissante des étudiants maintenant appuyés par le syndicat enseignant, refusèrent de reconsidérer leurs décisions, se cantonnant depuis ce jour dans une phase de négativisme total. Malgré les teach-in, les seat-in, les assemblées générales et les tables rondes organisés avec la participation des étudiants, des professeurs et des administrateurs, l'administration se retranche dans ses structures immuables (bill 21), créant ainsi une impasse.

Cependant nous continuons la lutte...

Les étudiants du Cegep




## Un lecteur satisfait

Montréal

Peu après m'être abonné à la publication "Jeune Garde", elle fut remplacée par la "Li-

Alliance contre l'Indochine:

# Nixon chez son ami Trudeau

par JUSTIN ANDRE

Au moment où ces lignes sont écrites les forces de libération nationale au Vietnam déclenchent leur plus vaste offensive depuis le Tet 1968. Pour ceux qui prévoyaient une "paix" imposée aux Vietnamiens de l'extérieur suite à la visite Nixon à Pékin, les événements en cours donnent une preuve définitive de la volonté des Vietnamiens de régler leurs propres affaires.

Le gouvernement américain a répliqué par des bombardements des plus intenses de toute la guerre. Une intervention de troupes américaines n'est pas exclue par l'administration Nixon. Selon un porte-parole officiel à Washington, "toutes les options sont possibles."

A l'heure actuelle une telle intervention des troupes américaines pourrait s'avérer difficile pour le gouvernement Nixon cependant. Il y aurait sûrement la possibilité d'une répétition des événements qui se sont produits aux EU en mai 1970 suite à l'invasion américaine du Cambodge. Le peuple américain s'oppose carrément à la guerre et sous la direction du National Peace Action Coalition et Student Mobilisation Committee des manifestations monstres pourraient ébranler durement le gouvernement Nixon. La marge de manoeuvre de Nixon est également restreinte par l'attitude anti-guerre au sein même des troupes américaines. En fait, parmi les premières déclarations officielles après "l'invasion" actuelle de 30,000 à 40,000 soldats nord-vietnamiens, on trouve l'énoncé que les 95,500 soldats américains qui restent au Vietnam "seraient incapables de produire le moindre effet dans n'importe quelle bataille contre l'ennemi."

Etant donné cette situation militaire, Nixon fait son possible pour gagner à la table de négociations ce qu'il a perdu jusqu'à date sur le champ de bataille. Mais à quelle table de négociations? Sûrement pas celle de Paris où siègent les Vietnamiens. En fait les négociateurs américains ont décidé d'annuler les réunions hebdomadaires à Paris. C'est à l'extérieur du Vietnam que le président Nixon cherche un appui pour une victoire américaine négociée. Ainsi se comprennent les entretiens de Nixon avec la bureaucratie de Mao et sa proposition d'aller à Moscou.

Ainsi se comprend également la visite de Nixon à Ottawa du 13 au 15 avril. D'après le communiqué émis d'Ottawa qui a annoncé cette visite, Messieurs Nixon et Trudeau "reviseront ensemble les derniers événements sur la scène internationale et poursuivront les discussions... au sujet des relations canado-américaines". Ce dernier point touche la concurrence inter-capitaliste des deux états et on n'y prévoit pas beaucoup de progrès à l'heure actuelle. On sait par exemple que les pourparlers bilatéraux concernant l'accord commercial de l'automobile sont rompus depuis deux mois. En ce qui concerne la "scène internationale" par contre c'est la guerre en Indochine qui prime et ici on peut craindre qu'à huis clos les deux leaders puissent conclure plus qu'une simple "revision" des derniers événements. Car si M. Trudeau s'est empressé par le passé de sauvegarder le droit du Big Business canadien de faire des profits dans l'industrie de l'automobile, il s'est montré moins conscient à l'égard du droit à l'autodétermination des peuples indochinois.

Quelle est donc l'aide possible que peut apporter le gouvernement Trudeau à la politique étrangère criminelle des Etats-Unis? Il y a d'abord la fourniture d'armes essentielles à la machine de guerre américaine. Ce genre d'aide reconnaît la complicité totale des gouvernements Trudeau et Bourassa et devient de plus en plus importante vu la mécanisation constante de l'intervention américaine en Indochine. Il y a également la complicité diplomatique du gouvernement d'Ottawa qui fut démasquée par les "papiers du Pentagone". Et il y a une autre forme d'aide canadienne possible qu'il faut considérer, à savoir l'intervention militaire directe. Ceci est loin d'être impossible lorsqu'on tient compte de la situation militaire actuelle en Indochine et de la politique courante de Nixon esquissées ci-dessus. Pour réaliser sa tentative d'arracher une victoire à la table de négociations, Nixon aurait besoin et de l'aide des bureaucrates de Pékin et de Moscou, et d'une forte pression internationale d'appui pour Nixon en tant "qu'homme de paix".

Est-ce que le gouvernement Trudeau serait prêt à envoyer des troupes canadiennes pour "enforcer la paix" au Vietnam? M. Trudeau a déjà clairement exprimé l'attitude de son gouvernement le 13 mai 1968 lorsqu'il a déclaré: "Ce serait une erreur de demander aux américains de se retirer sans envoyer un genre de force internationale pour s'assurer qu'il n'y aura aucune invasion du

(suite à la page 6)



(suite de la page 3)

Vietnam du Sud". D'ailleurs les actions du gouvernement d'Ottawa lors de la guerre coréenne sont révélatrices. On sait que sous le drapeau des Nations-Unies, 700 québécois et canadiens ont été envoyés à la mort par "notre" gouvernement à Ottawa.

C'est fort probable que de pareilles contingences soient discutées lors des entretiens à huis clos de Nixon et Trudeau. Les mouvements anti-guerre du Québec et du Canada planifient donc des ripostes ouvertes et massives à ces pourparlers secrets, en manifestant en masse le 15 avril à Montréal et à Ottawa.

libération #M-12

## L'action du 18 mars:

# Où en est la lutte pour mettre la langue française à sa place?

par PIERRE JOLY

Samedi le 18 mars eut lieu une manifestation contre l'infâme bill 63 sous l'égide du FCDLF (Front Commun pour la Défense de la Langue Française), à laquelle ont participé environ 300 jeunes patriotes au coeur très chaud, et ce malgré un temps très capricieux. Cependant, cette "froidure" bien de chez nous n'a eu d'égal que la vivacité des manifestants, que rien au monde n'aurait pu décourager. Tout au long du parcours, la sympathie des citoyens était admirable. Piétons, passants, visages-aux-fenêtres, de 7 à 77 ans, nombreux furent les applaudissements et les gestes de solidarité.

Tous prirent la direction de l'édifice de l'Hydro-Québec, où le Premier canadien-français, l'auguste Bourassa, se réfugie lors de ses séjours à Montréal. En face de cet endroit symbolisant l'abjection notoire des gouvernants québécois, de nombreux orateurs prirent la parole pour dénoncer cette loi anti-française qu'est le bill 63, dont Alain Beiner (rédacteur de Libération), Jean Hérivault (organisateur de la Ligue Socialiste Ouvrière), Raymond Lemieux Reggie Chartrand, un militant de l'école secondaire et plusieurs autres, auxquels il faut ajouter quelques figures familières du monde artistique québécois comme Hélène Loiselle et Raymond Lévesque.

Il faut dire que le seul fait de la température n'explique pas le nombre relativement restreint de manifestants. Cette action s'est déroulée durant une période où 200,000 syndiqués de la fonction publique sont préoccupés par les négociations entre le Front Commun syndical et le gouvernement à Québec, et seulement 10 jours avant la grève de 24 heures du secteur public et para-public. Durant une lutte syndicale pour des réformes économiques d'une telle envergure et d'une telle importance, les masses sont moins disponibles aux actions politiques surtout lorsque celles-ci ne sont pas dirigées ou appuyées par la direction syndicale. Le FCDLF n'a reçu l'appui d'aucune direction syndicale. Malgré cette préoccupation chez les masses, c'est le devoir de tout patriote de continuer à faire campagne politique pour l'émancipation nationale, indépendamment du nombre de personnes qui descendent dans la rue à un moment donné.

Cette campagne pour la défense de la langue française exprime un besoin objectif brûlant de la classe ouvrière québécoise et doit se poursuivre parallèlement aux négociations syndicales -- cette campagne ne peut qu'être le complément de la lutte syndicale en élévant au niveau politique le combat contre l'ennemi commun. C'est la tâche principale quotidienne de tout patriote québécois de poursuivre cette campagne politique contre l'oppression linguistique, jusqu'à l'émancipation nationale, que ce soit en période de luttes économiques ou non.

Un troisième facteur en considérant le nombre de manifestants, c'est l'opposition du Mouvement Québec Français (MQF) à la manifestation du FCDLF. Bien qu'il se dise en faveur du retrait du bill 63, le MQF, dirigé par la Société St-Jean avec l'appui des dirigeants syndicaux, semble préférer et contreposer des pétitions, des télégrammes et des rencontres avec Bourassa aux actions militantes de masse dans la rue, qui sont, selon les porte-parole, "prématurées", "extrémistes", etc.

Le FCDLF, l'aile militante du mouvement linguistique, juge indispensable à la victoire de continuer de telles actions sans cesse.

Il est intéressant de noter les résultats d'une autre manifestation organisée par les mouvements de gauche pendant les négociations publiques qui n'a rassemblé qu'une centaine de militants dans la rue à Montréal le 8 avril. Cette action, organisée par plusieurs Comités d'action politique (CAP) de la région, avait pour but d'appuyer les syndiqués de la fonction publique, bien que l'action n'ait pas été appuyée ni sérieusement construite par le mouvement syndical.

Nous savons tous que la langue et la culture sont des biens nationaux, et c'est donc un droit fondamental que d'oeuvrer à les protéger. Face à un système économique et social dont on sent déjà les affres de l'agonie, dont les structures viciées s'écroulent de toute part, système qui se sert de l'oppression linguistique comme arme et comme véhicule pour maintenir son oppression d'ensemble, il faut savoir comprendre que la lutte linguistique n'est qu'un point de départ de la lutte visant une dignité humaine totale. Cette lutte linguistique est une prise de conscience politique primaire menant à cette lutte globale. Abattre ce système stupide et corrompu, qui attaque




Plus de 250 militants ont participé à la manifestation du 18 mars organisée par le Front Commun pour la Défense de la Langue Française. La manifestation s'est rendue devant l'Hydro-Québec où plusieurs orateurs ont pris la parole pour dénoncer l'infâme bill 63 qui anglicise les Québécois.

*Suite à la page 2*

# libération

## *Suite de la page 1*

l'homme dans sa dignité la plus élémentaire, voilà notre tâche à tous.

Sur ce chapitre de la langue, il est aberrant de remarquer que la gent maoïste montréalaise prenne position contre ce droit élémentaire du peuple québécois que représente la langue. Le 15 mars dernier, des partisans d'un Québec français, oeuvrant au Cegep du Vieux-Montréal, ont été l'objet d'une "offensive maoiste", menacés et traités de racistes! Ils ont été physiquement expulsés de l'école par les fier-à-bras maoistes! Quoi, les ouvriers québécois se doivent-ils d'apprendre la langue de l'oppresseur raciste, l'anglais, pour bien conserver vivante la philosophie du bilinguisme?

Les Maoistes ne veulent pas reconnaître la priorité de la lutte pour la langue nationale dans la lutte de libération du peuple québécois. Ils cachent cette opposition scandaleuse à la lutte nationale derrière des accusations de "raciste" en refusant d'admettre qu'un peuple opprimé qui combat le racisme de ses exploiteurs ne peut pas être raciste. Ils refusent d'admettre que la lutte nationale du peuple québécois soit le prélude nécessaire à une lutte globale, et l'enveloppe politique d'une révolte d'ensemble. La lutte pour l'établissement du français comme la langue nationale emmenera dans son sillon une prise de conscience plus vaste abondant dans le sens d'un rejet de la société capitaliste et d'une adoption du socialisme révolutionnaire comme arme pour la remplacer. Les maoistes se font l'obstacle à ce processus en jouant le rôle de flics pour Bourassa, Trudeau et Arnold Hart de la Banque de Montréal.




**Raymond Lévesque, le chansonnier québécois très populaire, comptait parmi ceux qui ont attaqué la politique linguistique de Bourassa qui protège les privilèges de la minorité anglophone.**

Le 29 mars, au cours d'une réunion ouverte à toute personne intéressée, le FCD-LF a décidé de continuer la lutte contre le bill 63, en organisant et en appuyant les manifestations monstres qui pourraient avoir lieu le 24 juin à travers le Québec. De nombreux événements d'importance sont à prévoir dans les prochains mois sur le plan linguistique. Nous encourageons tous les Québécois à s'intégrer dans ce mouvement de masse pour la défense de notre langue. C'est notre affaire à tous!

# Déclaration de la LSO sur l'enlèvement en Argentine

(Nous publions ici une déclaration en date du 4 avril 1972 du Comité politique de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action -- NDLR).

Le président de la Fiat-Argentine a été enlevé le 21 mars par un commando de l'ERP (Ejerdito Revolucionario del Peublo -- Armée Révolutionnaire du Peuple). Cette action a suscité un large intérêt à travers le monde, y compris au Canada où une action parallèle en plusieurs points fut exécutée en octobre 1970 sous la bannière du Front de Libération du Québec (FLQ).

La violence en Argentine aujourd'hui est clairement causée par les mesures répressives adoptées contre les masses par une dictature militaire.

L'Argentine est sous la domination militaire presque sans interruption depuis 1955. La junte militaire actuelle du général Alejandro Lanusse entasse les prisons de prisonniers politiques. Des militants syndicaux et étudiants ont été enlevés et assassinés clandestinement par la police.

Une campagne internationale de solidarité se construit actuellement pour protester contre la torture et la répression en Argentine, et pour aider les victimes.

Sous l'influence des stratégies de guerrilla telles que celles appliquées dans d'autres endroits en Amérique latine par Che Guevara en Bolivie ou les Tupamaros en Uruguay, plusieurs militants révolutionnaires en Argentine ont misé leur espoir dans des actions d'éclats déclenchées par de petits groupes. Selon eux, de telles actions peuvent servir d'étincelles en poussant les masses à renverser la dictature et à prendre le pouvoir dans leurs propres mains.

Une théorie semblable avait motivé le FLQ à enlever Pierre Laporte et James Cross au Québec en octobre 1970.

Les deux enlèvements, exécutés au nom du FLQ par une poignée de personnes, furent considérés par plusieurs dans la gauche québécoise comme l'étincelle qui déclencherait un soulèvement révolutionnaire au Québec. Pendant les premiers jours suivant les enlèvements la revendication du FLQ -- la libération des prisonniers politiques -- a connu une sympathie importante. Mais la nature même de ces actions a déterminé leur but -- non pas la participation ou la mobilisation des masses, mais seulement leurs applaudissements.

A ce moment-là, la LSO/LSA avait affirmé que: "Le FLQ a substitué les actions isolées d'une petite poignée de personnes pour l'action politique de masse de la classe ouvrière, la seule voie à la libération du Québec."

En réduisant les masses au rôle de spectateurs, les enlèvements avaient créé les conditions pour une vague massive de répression gouvernementale. Le Québec a été occupé par 7,000 soldats; les libertés civiles ont été suspendues; et plus de 500 personnes ont été emprisonnées, y compris des dirigeants de la LSO/LSA.

Ce n'a été qu'après des mois de campagnes concertées à travers le pays et à l'échelle mondiale en défense des libertés civiles et pour exposer les procès de sédition du gouvernement que le mouvement de masse s'est rétabli. Le mouvement de masse s'est rétabli à travers une série d'actions de masse autour de la défense des prisonniers politiques et à travers des manifestations indépendantistes qui exprimaient une conscience nationaliste s'approfondissant des Québécois.

Cette expérience fut réellement "exemplaire" pour tout le mouvement nationaliste et pour toute la gauche québécoise et canadienne.

L'action de l'ERP, tout comme celle des partisans du FLQ au Québec, réduit les masses au rôle de spectateurs. Cette action évite le travail conséquent nécessaire d'impliquer les masses dans des luttes autour d'un programme lié aux besoins économiques, sociaux et politiques les plus urgents.

Notre expérience récente au Québec nous convainc tout au plus, que plutôt que d'impliquer les forces révolutionnaires dans des luttes de masse, de telles actions écartent les révolutionnaires des masses, constituant ainsi un obstacle sur la voie vers la construction d'un parti révolutionnaire. La tâche en Argentine, tout comme au Québec et au Canada, c'est la construction d'un tel parti capable de diriger la classe ouvrière dans la lutte pour le pouvoir.




par MANON LEGER

Sacco et Vanzetti, relate avec une grande exactitude historique, le procès de deux immigrants italiens qui, d'abord inculpés sous prétexte d'acte criminel, voient vite leur procès tourné en un procès politique exemplaire.

Ce film se déroule dans les années '20 aux E-U, époque de reflux du mouvement ouvrier. Le cas Sacco et Vanzetti d'abord mal compris par les masses devient vite un sujet des plus grandes controverses. Les preuves apportéés par le tribunal bourgeois et par les "témoins" forcés d'apporter des détails à l'appui, sont vite démantelées. La riposte s'amorce, entraînant même des "libéraux" types. Toute preuve anéantie, le procès s'éternise mais cette fois l'accusation change. Le procès devient clairement politique c'est le procès de deux "anarchistes", le procès des révolutionnaires.

Un Comité à la Défense de Sacco et Vanzetti s'amorce et prend une ampleur internationale. Des manifestations en Amérique et en Europe se succèdent entraînant de larges masses.

Malgré ce mouvement de protestation, malgré la fausseté du procès connue de tous, Sacco et Vanzetti seront soumis à la chaise électrique 7 ans plus tard, soit en août 1927.

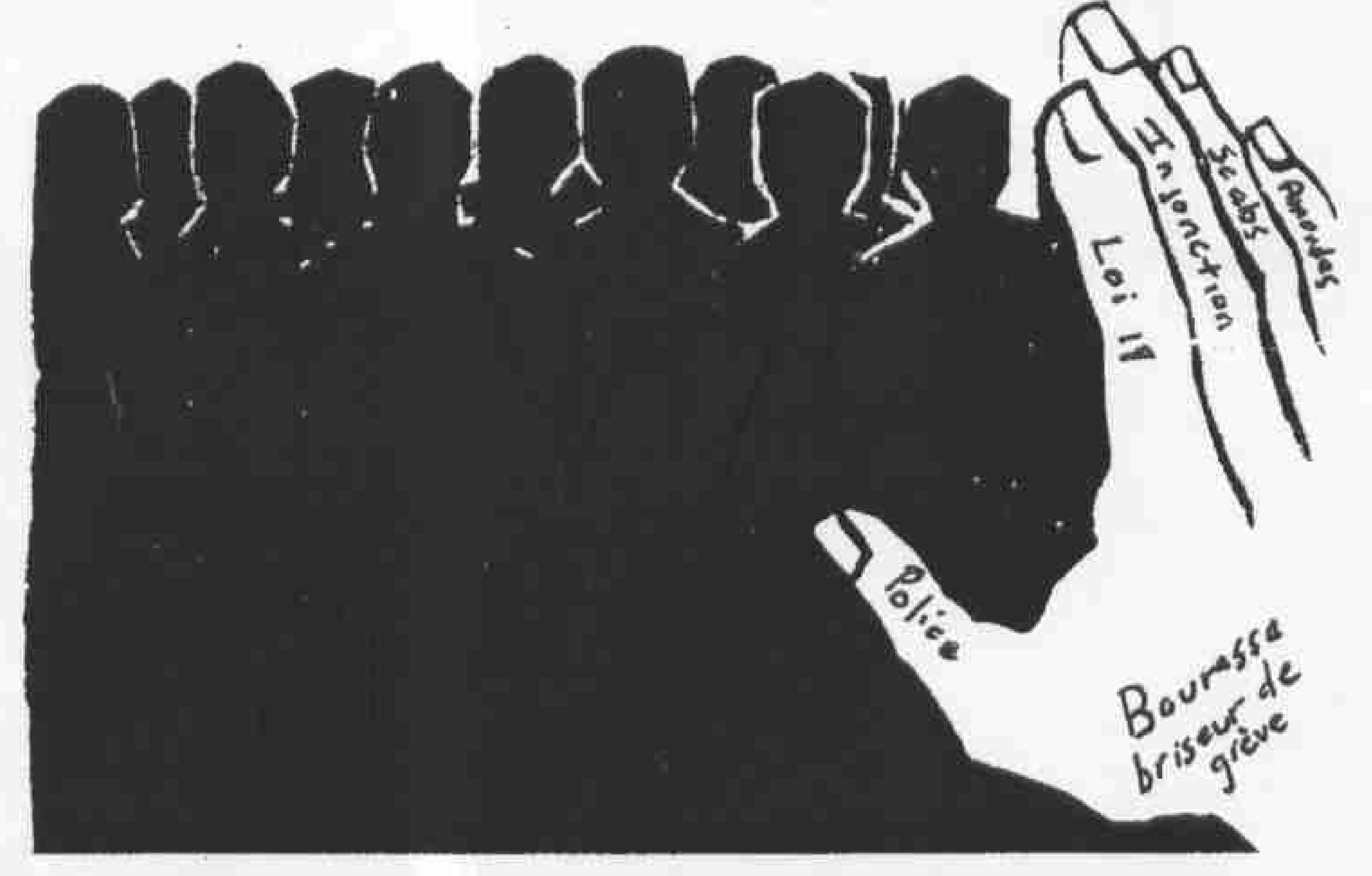
Ce film revêt une grande valeur historique pour les Québécois et doit être vu. Si la cause de Sacco et Vanzetti à été perdue il est nécessaire d'en comprendre le pourquoi, qui réside essentiellement en une conjoncture internationale à l'époque entièrement défavorable. Pour cette raison, il serait absolument erronné de dresser un parallèle avec les luttes entreprises au Québec depuis la dure répression en '70. Le Québec des années '70 n'est en aucun cas comparable à l'Amérique des années '20, alors qu'à notre époque nous connaissons une nouvelle radicalisation de masse.

Sacco et Vanzetti, chef-d'oeuvre de réalisation d'une époque bien déterminée doit être vu par tous les Québécois.

# libération

Vol. 2 No. 5 (13) 7 mai 1972 (numéro spécial) 10 cents

# A BAS LA LOI 19!




## A la place du gouvernement anti-syndical de Bourassa: Un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs !

page 2

## Non à la norme de 82 jours dans les cegeps!

page 3

## Montée des forces révolutionnaires en Indochine!

page 4

**EDITORIAL**

# A bas la loi 19! Pour un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs!

par ALAIN BEINER

Vendredi le 21 avril a été une journée sombre pour le Québec, mais une journée révélatrice. En adoptant la loi 19 pour forcer le retour au travail des 210,000 travailleurs du secteur public et para-public, le gouvernement de Robert Bourassa a fait éclater une illusion maintenue depuis longue date -- à savoir que le gouvernement du Québec est au-dessus de la lutte des classes au Québec et qu'il est "neutre" face aux hostilités et aux contradictions entre pauvres et riches, entre ouvriers et patrons. Bourassa a détruit d'un seul coup le mythe d'un gouvernement qui cherche à défendre le bien-être de tous les Québécois.

Bourassa a enlevé le droit de grève et s'est donné le pouvoir d'imposer une convention collective, par décret aux syndiqués du secteur public et para-public qui constituent 15% de la classe ouvrière québécoise. Or, ces travailleurs possèdent les mêmes intérêts fondamentaux que tous les autres travailleurs du Québec qui, compte tenu de leurs maris ou femmes et de leurs enfants, constituent dans leur ensemble environ 85% de la nation québécoise. En ce sens, Bourassa s'est servi de la loi 19 pour attaquer la vaste majorité de la nation dont il se dit le "défenseur".

Le gouvernement du Québec a refusé les revendications syndicales et s'est servi de la loi-matraque pour deux raisons: d'abord, il ne fallait pas plier aux travailleurs à titre d'exemple pour le secteur privé; deuxièmement, le gouvernement québécois est en crise financière chronique, crise qui s'insère dans le cadre de la crise économique générale du capitalisme nord-américain. A cause de son rôle colonisé au Canada et en Amérique du Nord, l'économie du Québec se voit plus déformée et plus durement frappée durant de telles crises que celles de toutes les autres provinces. Le Québec se fait voler par le fédéral ainsi que par les patrons américains et anglo-canadiens qui contrôlent 75% de notre économie.

Devant une telle crise, Bourassa devrait rapatrier le revenu du Québec volé par le fédéral et taxer d'avantage les compagnies étrangères, qui retirent du Québec à chaque année des profits monstrueux; et, ces mêmes compagnies se permettent de détruire nos forêts, de polluer nos aires et même jusqu'à supprimer notre langue. Mais Bourassa s'est sorti de la crise sans déranger moindrement les maîtres impérialistes et colonialistes du Québec, en s'attaquant plutôt à la classe ouvrière, à ceux qui constituent la vaste majorité de la nation.

En ce faisant, Bourassa a mis au grand jour la nature de classe de son gouvernement. En agissant en serviteur fidèle du capitalisme anglo-canadien et américain, en traître de la majorité de la nation, et en briseur de grève, Bourassa a prouvé aux travailleurs québécois que son gouvernement est l'adversaire acharné de la classe ouvrière et de toute la nation, et l'instrument du patronat étranger.

Les travailleurs du secteur public aussi bien que ceux du secteur privé ne pourront jamais défendre leur droit démocratique de grève et ne pourront jamais gagner un salaire et des conditions de travail adéquats, tant qu'il n'y aura pas au Québec un gouvernement qui représentera véritablement la majorité des Québécois, c'est-à-dire, un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Seul un tel gouvernement peut défendre les intérêts de la majorité de la nation au dépens de ceux qui nous oppriment depuis 1867. Seul un tel gouvernement pourra libérer le Québec du fédéralisme et de l'impérialisme étranger, en établissant un Québec indépendant, socialiste et français.

L'outil indispensable à l'établissement d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs, c'est l'organisation politique des travailleurs, la création d'un parti ouvrier de masse, initié et contrôlé par le mouvement syndical.

Voilà la leçon principale à dégager de l'adoption de la loi 19 et de la journée sombre du 21 avril.




**Date limite des articles:** le 27 avril, 1972

Rédacteur-en-chef: ALAIN BEINER

# Les femmes et le Front Commun

par COLLEEN LEVIS

C'est bien juste de dire que 1972 est l'année du dégagement du féminisme au Québec. La campagne pour laisser entrer les femmes dans les tavernes continue. Les femmes pourront finalement être jurées dans un tribunal. La lutte pour le droit à l'avortement implique de plus en plus de femmes québécoises. Et maintenant la plus grande grève de l'histoire du Québec dans le secteur public et para-public est une grève surtout de femmes.

Parmi les 210,000 syndiqués dans le secteur public, on trouve à peu près 150,000 femmes. Pour appuyer son refus du salaire minimum de $100, l'Allier, ministre de la fonction publique, tente de minimiser l'importance de cette revendication en déclarant que: "C'est seulement les 40,000 dont 36,000 ne sont que des femmes." De toute façon, selon l'Allier, ces 36,000 femmes "travaillent en attendant de se marier..."

Dans une déclaration publiée par Québec-Presse le 23 avril, 5 professeurs de l'Université du Québec exposent la situation. "Selon les chiffres officiels, plus de 60% des emplois dans la fonction publique au Québec sont présentement occupés par des femmes, dont 45% sont mariées et 55% célibataires". "Ces employés se retrouvent 'naturellement' dans les catégories d'emplois les plus défavorisées et les moins payées: sténo-dactylo, secrétaire, préposée à l'entretien."

Comme dans toute la société, la femme dans le secteur public est traitée comme être moins humain que les autres. Les pires "jobs", pour les pires salaires. On n'est pas du tout prise au sérieux par le gouvernement. La déclaration dans Québec-Presse démenti l'image présentée par le gouvernement dans sa brochure publicitaire "L'important", selon laquelle la travailleuse mariée ou célibataire est "une femme enfant, une femme objet, une femme consommatrice, écervelée, irresponsable, entièrement dépendante d'un mari présent ou futur."

Que les 150,000 femmes en lutte contre le gouvernement actuellement le reconnaissent ou non, cette lutte est à la fois une lutte contre l'oppression de la classe ouvrière et une lutte contre la double oppression de la femme car, les deux sont intimement liées. Les 5 professeurs de l'UQAM le disent bien: "Comme les autres employeurs, le gouvernement du Québec refuse de reconnaître que les femmes ont des besoins et des responsabilités économiques, sociales et politiques de même nature que les autres travailleurs et qu'elles travaillent pour satisfaire à ces exigences. Par les conditions de travail qu'il impose à des syndiqués et par les arguments qu'il utilise pour justifier cette situation, il témoigne d'un mépris profond à l'égard des femmes en général et des travailleuses de la fonction publique."

Mais toutes les femmes font face à l'intransigence du gouvernement Bourassa, ce n'est pas seulement dans la lutte des travailleuses du secteur public, mais contre toutes les lois qui nous exploitent -- les lois fédérales et provinciales qui nous empêchent de choisir notre maternité, qui nous privent de notre droit à l'avortement sur demande, qui nous obligent d'accepter des salaires inférieurs à ceux des hommes, qui nous orientent vers les emplois les plus dégradants et les moins payants.

La lutte des femmes dans le secteur public, c'est notre lutte à toutes. Il ne faut pas lâcher la lutte pour le salaire minimal de $100. Il ne faut pas lâcher la lutte pour "travail égal, salaire égal".

Parmi les dirigeants syndicaux, il y a très peu de femmes, ce qui explique pourquoi les dirigeants du Front Commun étaient si prêts à reculer sur la question du $100 minimum par semaine. Ils sont prêts à l'accepter sur une période de trois ans. Mais pour la femme, il nous faut $100 tout de suite. Dans 3 ans, compte tenu de l'inflation, le $100 sera




insuffisant pour vivre aussi bien que l'homme.

Voilà une solution possible au manque de militantisme au niveau de la direction syndicale: mettre un bon nombre de femmes aux directions syndicales lors des prochains congrès! Pour ce qui est du secteur public et para-public, on aurait des dirigeantes représentant la majorité doublement opprimée, les couches les plus aliénées et les plus exploitées du mouvement ouvrier, des dirigeantes connaissant ce qu'est vivre avec $65 par semaine et être traitée "d'objet, d'irresponsable, et d'écervelée" par le patron!

**libération**

Vol. 2 No. 6 (14) juin 1972 15 cents

# LIBEREZ LES CHEFS SYNDICAUX! A BAS LA LOI 19!



**libération**
Journal de combat pour
l'indépendance, le socialisme,
et l'unilinguisme français!

# Bourassa et le pourquoi de l'attaque gouvernementale

En imposant l'infâme loi 19 aux syndiqués du secteur public et para-public pour leur enlever leur droit démocratique fondamental de grève, et en imposant une sentence maximale d'un an aux trois chefs syndicaux -- Yvon Charbonneau, Louis Laberge et Marcel Pépin -- pour activité syndicale, le gouvernement Bourassa montre son vrai visage, celui d'un gouvernement anti-ouvrier vendu aux patrons étrangers et au gouvernement fédéral à Ottawa.

C'est pour cette raison que le gouvernement Bourassa refuse de céder aux justes revendications minimales de ses employés, comme le $100 minimum par semaine et la sécurité d'emploi, et ceci, tout en accordant des subventions de plusieurs dizaines de millions de dollars aux exploiteurs du Québec comme la ITT américaine et l'International Business Machines.

Bourassa le serviteur fidèle de Trudeau, ne se trouve pas seul dans son projet de brimer les droits du mouvement syndical et, pour ce faire, d'enlever au mouvement syndical ses dirigeants. Le système judiciaire lui est fidèle, ce rouage indispensable aux patrons pour se maintenir au pouvoir sur le dos de la classe ouvrière et de la majorité de la nation québécoise.

Tous les partis politiques présentement à l'Assemblée national se sont rangés du côté du gouvernement contre le mouvement syndical, y compris le Parti Québécois. Tout en se posant en "parti populaire" et en parti indépendantiste, le PQ se range du côté des "forces de l'ordre" et de ceux qui maintiennent le Québec dans l'oppression linguistique et nationale du fédéralisme canadien. Le PQ se refuse à demander au gouvernement d'accorder une remise des peines aux trois chefs syndicaux et il se refuse à demander le retrait de la loi 19. Le PQ s'attaque plutôt aux victimes du gouvernement en les blâmant car ils ne se sont pas prévalus "du droit d'appel" tout

(suite à la page 5)

# Le pouvoir ouvrier à Thetford Mines...




LE CENTRE D'ACHATS de Thetford-Mines, qui est au coeur des activités commerciales de la ville fut la première cible des travailleurs. Tout s'y passa dans l'ordre et rapidement, tout y fut fermé.




LA STATION-RADIO CKLD n'échappa pas à la vague de fermetures. Sauf que là, les travailleurs diffusent depuis mercredi des informations syndicales et de la musique qualifiée de "révolutionnaire" par les propriétaires du poste.



LES BANQUES SUIVIRENT. Ci-haut, c'est au tour de la Banque Canadienne Impériale de Commerce. La Banque Provinciale subit aussi le même sort. Elle bénéficia toutefois d'un sursis, le temps que les travailleurs y encaissent leurs chèques.

**libération**

**Date limite des articles:** le 14 mai 1972

Rédacteur-en-chef: ALAIN BEINER
Rédactrice-adjointe: MANON LEGER
Gérant: ANDRE DOUCET
Conception graphique: JEAN-LUC ROBERT
Correspondant à Hull: MARC DUPONT

B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement no 2611."

libération

# Face à la loi 19: Le PQ contre la grève

par CLAUDE BERGERON

L'attitude du Parti Québécois dans le conflit du secteur public laisse peu de doutes aux travailleurs québécois tant qu'à l'incapacité de ce parti à soutenir leurs revendications. Nous faisons ici un court résumé de l'évolution de la position du PQ tout au cours du déroulement de ce conflit contre le gouvernement bourgeois de Bourassa.

Tout d'abord au début du conflit, le PQ a refusé catégoriquement de se prononcer en faveur des revendications des travailleurs. Au tout début de la grève, vers le 13 avril, René Lévesque, anciennement ministre au gouvernement libéral et maintenant chef du PQ, a déclaré que c'était "un cas de conscience" pour son parti au lieu d'appuyer carrément les revendications des travailleurs, ce qu'aurait fait un véritable parti ouvrier, responsable au mouvement syndical et libre d'anciens ministres capitalistes et de petits patrons. Quelques heures plus tard, il déclarait que "bien sûr si on est pas borné on doit être sympathique à la cause des travailleurs dans notre société mais que dans le conflit du secteur public, il ne faut pas oublier que le PQ se retrouvera peut-être comme le patron à la table de négociation de la prochaine convention collective et qu'il fallait 'faire l'équilibre' entre les revendications des travailleurs et la possibilité pour le PQ d'être au pouvoir aux prochaines négociations". Pour un véritable parti ouvrier la position aurait été d'appuyer sans conditions les justes revendications des travailleurs et de procéder à engager une lutte globale pour la libération de toute la nation québécoise.

Quelques jours plus tard, le PQ refusait de se prononcer sur les injonctions du juge Pelletier contre les 13 dirigeants syndicaux de l'hôpital Charles Lemoine et sur la condamnation de ces derniers à des peines sévères, sous prétexte que le parti "n'avait pas les dossiers en mains". Un parti ouvrier aurait appuyé les travailleurs dans l'exercice de leur droit démocratique et légal de grève et aurait déclaré que les injonctions sont illégales. Un parti ouvrier aurait initié une campagne massive contre les injonctions à l'Assemblée nationale, et dans la rue, pour rallier l'appui de toute la nation.

Quelques jours plus tard, le PQ proposait aux travailleurs de retourner au travail et de réunir la commission parlementaire (qui n'est nullement une table de négociation) pour régler le conflit. Un parti ouvrier aurait averti toute la classe ouvrière qu'il ne fallait se fier qu'à ses propres moyens et à sa propre force indépendante et que la convocation de la commission parlementaire n'était pas une raison pour recommander aux travailleurs de cesser la grève.

Sur la loi 19, bien que le PQ ait voté contre, en chambre, c'était uniquement parce que le gouvernement refusait d'accepter un amendement du député péquiste Burns de Maisonneuve qui voulait "que si le gouvernement règle le conflit par un décret, les travailleurs conservent quand même les droits qu'ils ont



acquis jusqu'à la rupture des négociations". Cet amendement ne touche en rien la question fondamentale de la loi 19, à savoir le libre droit de grève, car le PQ tout en étant pour le retour au travail cherchait à cacher son vrai visage à la population. Dans le débat en chambre, il y a eu aucune divergence de principe entre le Parti Libéral et le Parti Québécois! S'il y avait eu un parti ouvrier à l'Assemblée nationale, le gouvernement Bourassa n'aurait jamais pu passer l'infâme loi 19 car cette loi anti-syndicale, opposée par un parti politique de masse des travailleurs, aurait été le détonateur pouvant déclencher des élections, ainsi qu'une vague de luttes extra-parlementaires dont le résultat hors-tout aurait pu très bien être la chute du gouvernement Libéral.

C'est pourquoi il importe maintenant pour les syndicats de lancer leur propre parti ouvrier qui empêchera le gouvernement de passer de telles lois pour briser les grèves. Ceci confirme la perspective bourgeoise qu'a le PQ par rapport à l'Etat, car on voit qu'il aspire tout simplement à remplacer le Parti Libéral en tant que formation politique au pouvoir et de faire marcher "plus efficacement" l'Etat capitaliste actuel.

Un parti politique qui est incapable de défendre 15% de la classe ouvrière ne saurait certainement pas libérer toute une nation.

# "Vive le Québec libre" --2 congrès syndicaux

par THERESE FAUBERT

Il y avait deux congrès syndicaux récemment à Montréal: le 14e congrès annuel du Conseil central (CSN) le 14, 15, 16 avril, et le congrès d'orientation du Conseil du Travail de Montréal le 21, 22, 23 avril.

Le congrès du Conseil central a regroupé environ 320 délégués au centre Paul-Sauvé, surtout pour discuter le document "Le socialisme c'est la démocratie", qui était le thème du congrès. Le document a mis de l'avant six recommandations: l'éducation accessible à tous, la santé assurée gratuitement par la collectivité, la répartition des fruits du travail équitable, le droit au logement adéquat assuré à tous, la préservation ou restauration de l'environnement, et l'élimination de toute discrimination raciale, linguistique, religieuse, technique ou sexuelle.

Le Conseil central s'est prononcé "catégoriquement en faveur de l'indépendance nationale du Québec, entendant agir énergiquement en faveur de cette cause et estimant que cette dernière coïncide avec les intérêts économiques, sociaux et culturels des travailleurs québécois. Les travailleurs québécois sont doublement exploités et colonisés en tant que travailleurs et en tant que Québécois."

En plus, il fut adopté que la prise du pouvoir politique par les travailleurs québécois passera par l'indépendance du Québec. Une autre résolution adoptée disait "dans le contexte québécois, l'unilinguisme français est nécessaire pour que la grande majorité des travailleurs francophones puisse vivre en français et s'épanouir dans leur culture propre."

La formation d'un front commun intersyndical permanent était annoncée officiellement au congrès, composé du Conseil central (CSN), du Conseil du Travail de Montréal (FTQ), de l'Alliance des professeurs de Montréal (CEQ) et d'autres syndicats d'enseignants. La mise sur pied d'un tel front commun permanent doit nécessairement déboucher éventuellement sur la création d'une organisation politique des travailleurs. Selon le document Le Socialisme c'est la démocratie: "...si les luttes syndicales ne sont pas appuyées par une action politique générale, on ne peut aboutir qu'à un syndicalisme d'affaires que laisse isolée la plus grande partie de la population ouvrière et des chômeurs..."

Quant au Parti Québécois, le document mentionnait que: "...l'attitude du PQ face au capitalisme et à l'entreprise privée démontrera concrètement, pratiquement aux travailleurs qu'ils doivent prendre en main leur propre sort." Enfin, le CCSNM n'a pas dénoncé le PQ, mais n'a pas reconfirmé l'appui qu'il lui avait assuré lors de son dernier congrès.

Le congrès d'orientation du CTM, qui a regroupé quelques centaines de membres de la FTQ, a adopté comme objectif "l'instauration au Québec d'un socialisme démocratique où la gestion des entreprises serait remise aux travailleurs, par l'autogestion." Dans l'atelier "culturel", on a ajouté que "ce socialisme s'appliquerait à un Québec libre où le français serait la seule langue officielle", position qui aurait été un renversement de sa politique habituelle qui est de préconiser le bilinguisme. Mais en séance plénière, sous la pression des délégués anglophones, les mots "seule langue officielle" ont été biffés de la résolution par une majorité des deux-tiers. (Toute la discussion se déroulait en français, mais on manquait de documents en langue anglaise, et il n'y avait aucun système de traduction pour les membres anglophones qui sont regroupés au sein de la FTQ.)

En se prononçant en faveur de l'indépendance, on a rejeté une résolution d'"appuyer à court ou à long terme tout mouvement politique qu'il jugera susceptible de représenter, à court ou à long terme, l'intérêt des travailleurs, lorsque la mise sur pied immédiate de partis de travailleurs ne sera pas possible."

C'est bien qu'à ces deux importants congrès régionaux on se soit prononcé en faveur d'un parti ouvrier, mais personne ne voit la nécessité de le bâtir dès maintenant. Le congrès du CCSNM a même refusé la résolution "qu'un parti des travailleurs soit formé et que le Conseil central mette sur pied avec les autres mouvements populaires un comité d'organisation."

Mais déjà les luttes du mouvement ouvrier ont montré une forte tendance à déborder les limites de la lutte économique et à chercher une expression politique. Aucun militant ouvrier ne manquera de reconnaître, dans les campagnes électorales au Québec, un reflet de l'incapacité totale des politiciens bourgeois à résoudre les problèmes de la nation.

Au Canada anglais, les principales forces se réclamant du socialisme se trouvent groupées autour du Nouveau Parti Démocratique, parti de masse, avec une solide base syndicale et de larges couches de sympathisants parmi les travailleurs du secteur industriel. Mais au Québec, à cause de l'hostilité du NPD envers l'indépendance du Québec, le NPD n'existe guère et les travailleurs font face à la politique anti-ouvrière, le chômage et la répression des gouvernements actuels, sans avoir l'arme politique efficace et nécessaire qu'il nous faut.

Il est grand temps que se construise au Québec un parti qui fera avancer d'abord et avant tout la cause des travailleurs, en vue de la prise du pouvoir politique par les travailleurs. Un parti des syndiqués se tiendra à la tête d'un vaste mouvement, le mouvement ouvrier, qui est seul capable de résoudre les problèmes du peuple. Ce parti organisera et défendra le peuple travailleur à tous les niveaux: au travail, à l'école, dans le quartier, sur la ligne de piquetage, contre le loi 19, et fera la lutte au niveau étatique. Les deux congrès ont correctement constaté que le PQ ne peut et ne pourra jamais remplir un tel rôle. L'établissement d'un parti ouvrier demeure aujourd'hui la tâche primordiale du combat pour le socialisme. Il faut agir dès maintenant.



Plus de 1500 cégepiens se sont réunis au centre Paul-Sauvé pour étendre la victoire des étudiants du Cegep Rosemont.

*La norme de 82 jours*

# Débat sur une lutte étudiante

Le 2 mai, 1500 étudiants se sont réunis au Centre Paul-Sauvé pour dénoncer la tentative du gouvernement de prolonger l'année scolaire à cause de la grève dans le secteur public. Après la déclaration de François Cloutier, ministre de l'Education, à cet effet, les étudiants se mettaient en lutte. De Thetford Mines à Ste-Foy et de Victoriaville à Ahuntsic, où les étudiants ont formé une "union de résistance", il y avait des réunions générales, des affrontements avec les administrations, des occupations, et des grèves.

On a aussi fêté la victoire du Cegep Rosemont, ou, après une occupation de 4 jours qui a été brisée par la police, l'administration a exigé que chaque étudiant signe une promesse de bonne conduite et s'inscrive encore pour être admis à l'école. Après une bataille en cour, les étudiants ont obtenu une injonction temporaire disant que l'administration ne peut enforcer ses demandes. Le 8 mai, ils continueront la lutte pour une injonction permanente. Au Cegep St-Jérôme, les étudiants vivaient une expérience similaire et cherchaient également à obtenir une injonction.

C'est la première fois au Québec que les étudiants ont pu mener une telle lutte à la fin de l'année scolaire avec l'arrivée des examens. Et c'est justement parce que c'est une question brûlante pour les étudiants -- avec une extension de la session scolaire -- qu'ils auront beaucoup moins d'opportunité de trouver un emploi d'été, sans lequel plusieurs d'entre eux ne pourront pas retourner au Cegep. Mais le gouvernement sait bien ce qu'il fait; il tente à la fois de renverser la solidarité étudiant-enseignant et de minimiser le nombre d'étudiants qui cherchent un travail d'été.

Dans un article paru dans La Presse, Lysiane Gagnon a fait le point sur la norme de 82 jours: "...s'opposant à la prolongation de l'année scolaire, les étudiants n'insistaient pas uniquement sur les ennuis personnels que cela leur causait, mais ils s'en prenaient au principe même de la norme ('une norme administrative et arbitraire, disaient-ils, qui n'a rien à voir avec la qualité de l'enseignement')... et ce, de la même façon que les enseignants s'opposent, dans les négociations de la fonction publique, à la norme du rapport maître-élèves, qu'ils jugent rigide et anti-pédagogique."

L'article intitulé "Au-delà de la crise des '82 jours', lutte pour le pouvoir dans les Cegeps" et daté du 4 mai, dégage de cette révolte contre le projet de Cloutier, de mettre les étudiants contre les professeurs qui ont débrayé, une question, comme l'indique le titre, beaucoup plus fondamentale, celle du contrôle des institutions scolaires. Selon Gagnon, cette lutte étudiante a fait ressortir "d'assez fortes aspirations à l'autogestion... ou, plus précisément, à la prise en mains des institutions par les étudiants, les professeurs et le personnel de soutien."

La décision arbitraire du gouvernement de prolonger l'année scolaire sans aucune consultation avec les étudiants et enseignants concernés, confirme aux étudiants la nature profondément antidémocratique du système scolaire qui est géré en fonction des besoins des patrons étrangers qui dominent l'économie du Québec.

En s'attaquant aux étudiants tout de suite après s'être attaqué au mouvement ouvrier par l'infâme loi 19, le gouvernement vient concrétiser la nécessité pour l'unité étudiant-professeur contre l'ennemi commun. La meilleure façon pour les étudiants de prouver leur solidarité avec la classe ouvrière, c'est de lutter contre l'extension de l'année scolaire et de la lier à la lutte des professeurs pour le droit de grève. Voilà comment mobiliser la masse des étudiants à l'appui des travailleurs, en montrant dans la réalité à partir des questions concrètes et immédiates les intérêts parallèles et l'ennemi commun qu'ont les étudiants et les professeurs membres du Front Commun intersyndical.

Par contre, une tendance commence à

(suite à la page 6)

## 7...Etudiants

se faire jour parmi certains mouvements de gauche, voulant que seulement les luttes de la classe ouvrière sont importantes. Cette tendance "ouvrièriste" qui veut glorifier les ouvriers de façon morale en faisant abstraction des autres couches de la société en lutte contre le gouvernement bourgeois, se voit clairement dans un tract publié par le Mouvement Révolutionnaire des Etudiants du Québec, intitulé "Soutenons les luttes de la classe ouvrière".

Selon le MREQ, "toutes les luttes menées en milieu étudiant... sont secondaires par rapport au problème principal: veut-on vraiment se mettre du côté des travailleurs ou mener des luttes réformistes qui n'aboutissent qu'à des culs-de-sac?" Ils ignorent tout à fait que ce n'est pas seulement les travailleurs qui sont opprimés par ce système répressif, et que ce n'est pas seulement les travailleurs qui doivent réagir pour le renverser. Pour eux l'appui étudiant à la classe ouvrière se gagnera à travers des appels abstraits et moraux, en criant dans le vide aux étudiants de soutenir les travailleurs et en les dénonçant comme "petits-bourgeois" s'ils ne répondent pas.

Mais la masse étudiante ne se mettra du côté des travailleurs qu'en menant des luttes contre l'oppression particulière dont elle est victime, luttes qui démontrent dans le concret pourquoi les étudiants doivent soutenir les travailleurs. De telles luttes ne sont nullement "secondaires", "réformistes", n'aboutissant "qu'à des culs-de-sac", mais plutôt des combats importants et justes qui mènent à des victoires (comme à Rosemont), qui renforcent la confiance des étudiants en leur propre force, et qui profitent à la classe ouvrière dans sa lutte contre la loi 19.

En réduisant l'importance de la lutte contre la norme des 82 jours, et en voyant une contradiction entre celle-ci et la lutte des travailleurs du secteur public, le MREQ fait inconsciemment le jeu de Cloutier qui cherche à inventer des "contradictions" entre étudiant et travailleur pour les diviser, pour isoler la classe ouvrière et pour mieux dominer les deux.

*Solidarité avec les Vietnamiens!*

# Non au blocus!

par MANON LEGER

Le gouvernement de Washington, en décidant de miner tous les ports nord-vietnamiens, vient de franchir un nouveau pas dans son escalade féroce contre le peuple vietnamien. C'est au nom de la "paix" et pour "ne pas imposer le communisme à 17 millions de Vietnamiens" que Nixon a eu recours à cette "option".

La réalité est fort différente. Au Vietnam du Sud, nous assistons actuellement à une démoralisation et une panique qui ne cessent de gagner les troupes du gouvernement fantoche de Saigon et ce même gouvernement n'a pu remporter aucune victoire arrêtée dans les combats importants.

Le plan de "vietnamisation" avancé par Nixon s'avère donc une faillite totale, et démontre que le régime saigonnais est entièrement rongé, qu'il suffirait d'un retrait américain pour qu'il s'effondre.

Toutefois Nixon espère pouvoir cacher la réalité politique en poursuivant son escalade, utilisant le prétexte d'une invasion des troupes nord-vietnamiennes dans la guerre civile.

La progression marquée des forces révolutionnaires au cours des dernières semaines démontre, sans nécessité de commentaires, la différence entre une armée composé de soldats déprivés de motif de lutte et celle d'un peuple animé par la libération de son territoire attaqué depuis près de trois décennies.

Ceci s'est clairement démontré avec la prise de Quang Tri, le 1er mai, forçant les forces du gouvernement saigonnais à se replier dans le plus grand désordre, abandonnant tout dans leur fuite, et se joignant aux réfugiés. Le 2 mai, ces mêmes troupes se sont arrêtées à Hué et se sont livrées au pillage de la ville.

L'armée saigonnaise se décime, des milliers de soldats manquent à l'appel, soit qu'ils aient carrément désertés ou qu'ils aient été tués. Dans la région nord de Kontum et dans d'autres régions stratégiques comme Bindinh, dans les hauts plateaux nous assistons à une situation analogue. Les forces révolutionnaires encerclent ces régions et c'est nerveusement qu'attendent les forces du Vietnam du Sud.

Nixon voit bien qu'une victoire du Front National de Libération pourrait avoir de grandes répercussions à travers les pays coloniaux, ce qui également encouragerait d'un nouveau souffle les mouvements anti-impérialistes à travers le monde.

Un des facteurs qui a contribué à la poursuite terroriste de Nixon au Vietnam, est l'attitude nonchalante des états ouvriers de l'URSS et de la Chine qui ont toujours maintenu une politique d'apaisement du conflit. Jamais n'ont-ils adopté une politique de défense du peuple vietnamien par tous les moyens nécessaires. Ils ont plutôt mis tous leurs efforts à exercer des pressions sur le gouvernement de Hanoi afin qu'il accepte un règlement négocié procurant ainsi à l'agresseur un pied à terre à Saigon. Ceci, loin d'empêcher le cours entrepris par Nixon, ne fait que lui laisser champ libre pour toute nouvelle recrudescence dans l'agression.

La Ligue des Jeunes Socialistes et la Ligue Socialiste Ouvrière déclaraient dans un tract pour la manifestation du 13 mai: "Cette menace d'étrangler un petit peuple qui lutte légitimement pour son droit à l'auto-détermination constitue un crime contre l'humanité" et poursuivait dénoncant la complicité de "nos" gouvernements: "Au Québec il semble que Bourassa, en emprisonnant les dirigeants syndicaux, brimant par le fait les droits démocratiques du peuple québécois, ne fait qu'appliquer au Québec la politique d'Ottawa. Trudeau se fait le complice du matraquage du peuple vietnamien, pour protéger l'emprise des classes exploiteuses, dirigées à l'échelle internationale par l'impérialisme américain".

Le peuple québécois doit faire échec à cette politique complice dans cette guerre de génocide. Le peuple américain nous a déjà démontré sa position. Des manifestations massives ont eu lieu à travers le pays disant "Non" à l'escalade.

Nixon disait au peuple américain: "Le monde entier vous regarde". Non seulement le regardon-nous, mais nous devons entreprendre la lutte avec lui.

L'impact du mouvement anti-guerre est connu de tous, et Nixon en est probablement le plus conscient. Il se souvient du Mai 1970, qui l'avait forcé de mettre fin à l'invasion du Cambodge. De la même façon les protestations massives ont gagné le retrait de centaines de milliers de combattants américains.

Notre tâche au Québec est donc de construire un mouvement capable d'impliquer de plus en plus de gens sur la base d'un programme clair. Ce pro-

(suite à la page 6)



# libération




**La manifestation pacifique pour protester contre l'escalade américaine en Indochine avant qu'elle fut brisée brutalement par la police de Jean Drapeau.**

Cet après-midi, le 13 mai, la police de Montréal a sauvagement attaqué et brisé une manifestation légale et pacifique de 300 Québécois contre l'escalade de l'agression américaine en Indochine. Sans donner le moindre avis, la police a chargé brutalement et à coup de matraque en motobicyclettes, les manifestants sur la rue Cote-des-Neiges. Plusieurs personnes ont été blessées par la police mais les manifestants se sont regroupés au Carré Philip, et ont tenu un rassemblement pour dénoncer la répression policière au Québec et l'agression américaine en Indochine.

C'est la première fois qu'une manifestation pacifique contre la guerre en Indochine est attaquée par la police. Depuis un an le Comité Québécois Contre la Guerre en Indochine (CQCGI) a organisé 6 manifestations à Montréal sans le moindre incident. La police avait insisté qu'on devait annuler la manifestation à cause des "troubles syndicaux", mais le comité a répondu qu'il incombait à Nixon de lever son blocus du Vietnam et non au comité de se taire au moment où la menace d'une troisième guerre mondiale plane sur l'humanité. Le but principal du CQCGI est d'exiger que les Américains retirent totalement leurs troupes du Vietnam pour permettre aux Vietnamiens le droit à l'auto-détermination. La police a laissé entendre que l'interdiction de la manifestation était nécessaire pour empecher d'éventuelles protestations contre le bill 19 et l'emprisonnement des dirigeants syndicaux.

Un comité de défense s'est formé après la manifestation pour défendre une personne arrêtée et d'intenter une poursuite en dommages-intérets contre la Police de Montréal. Les porte-paroles du CQCGI ont réaffirmé leur volonté d'organiser d'autres manifestations dans un avenir proche pour lutter contre l'intensification de l'escalade américaine au Vietnam et en Indochine.

## 3...Vietnam

gramme doit se baser sur le droit fondamental des nations à l'auto-détermination que seul le retrait des troupes américaines peut garantir.

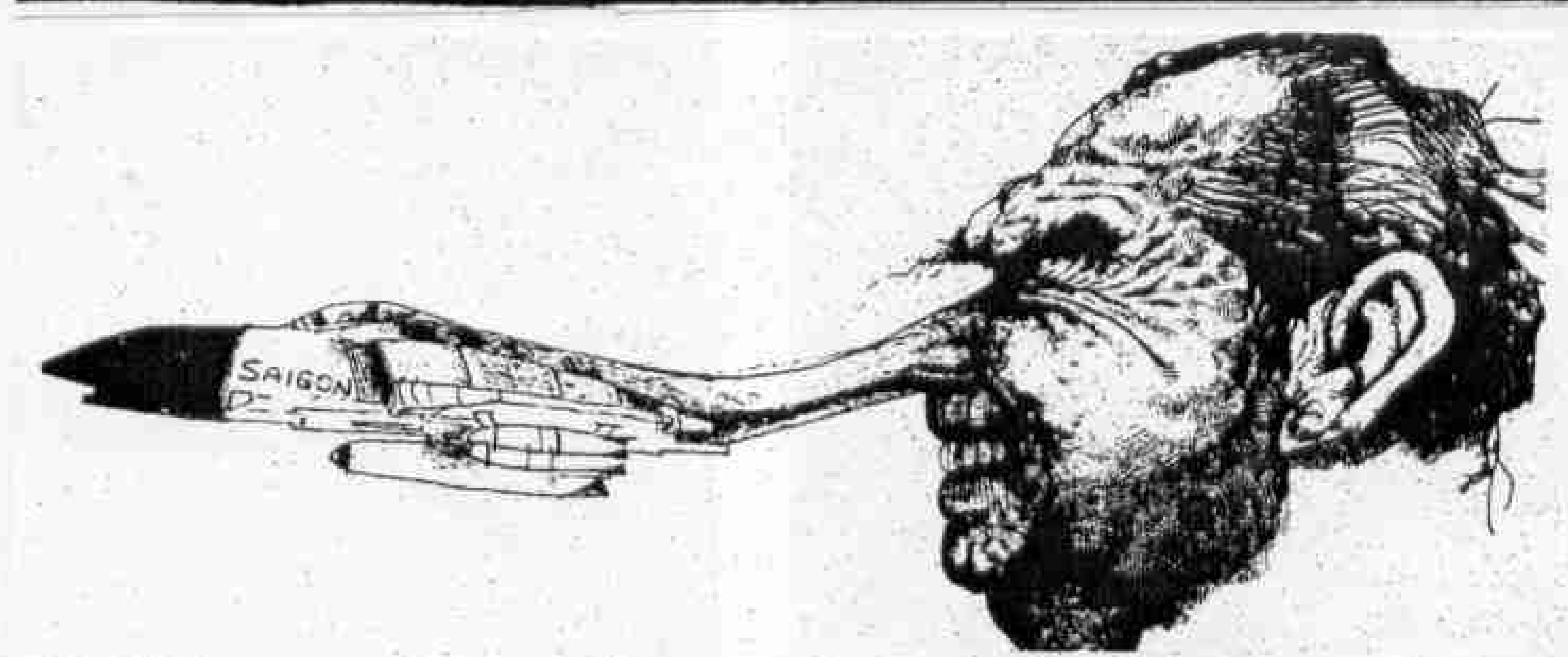
Plus la guerre se poursuit, plus croit l'indignation parmi les masses et la méfiance envers "nos" gouvernements complices qui semblent déterminer à appuyer la politique Nixon.

Crier victoire au FNL bien que représentant des sentiments sincères ne rencontre pas du tout le sentiment populaire et n'aide aucunement la construction d'un mouvement massif pour le retrait des troupes américaines. Il ne s'agit pas pour le mouvement anti-guerre au Québec de décider quel sorte de gouvernement les Vietnamiens auront comme tente de le faire Nixon avec le régime saigonnais, mais bien plutôt de défendre leur droit démocratique de choisir leur propre gouvernement sans intervention étrangère. C'est justement un retrait des troupes impérialistes qui permettrait aux Vietnamiens d'établir un gouvernement révolutionnaire.

Voilà la tâche politique qui s'impose aux Québécois voulant réellement apporter leur soutien à la lutte de libération indochinoise: formuler des revendications politiques claires contre les agresseurs américains et capables de mobiliser les masses au lieu de se contenter de cris triomphalistes qui échappent à la compréhension de la vaste majorité.

Une escalade horrifiante de la guerre se déroule sous nos yeux, et une menace de guerre mondiale se fait sentir par l'intensification des bombardements et le blocus américain imposé au Vietnam. Il est maintenant temps plus que jamais de crier: "Retrait immédiat des troupes américaines!" "Non au blocus!" "Non aux bombardements!"

libération




## Saigon ébranlé

# Nixon attaque le Vietnam du Nord

par THERESE FAUBERT

Dans une escalade sans précédent de la guerre en Indochine, les appareils américains ont bombardé, sur l'ordre du président Nixon, le port d'Haiphong et la ville d'Hanoi au Vietnam du Nord. C'est la première fois depuis quatre ans qu'une telle offensive meurtrière est engagée par l'armée américaine.

En bombardant une région du Vietnam du Nord aussi peuplée, Nixon abolit même les restrictions imposées à l'ancien président Lyndon Johnson. Un porte-parole du Pentagone a affirmé qu'il "fallait s'attendre à de nouveaux assauts des bombardiers loin au nord du Vietnam du Nord."

Le 12 avril, Nixon a laissé planer la possibilité d'une interruption dans son programme de "retrait" des troupes américaines du Sud-Vietnam. Le 18 avril, le secrétaire américain à la défense, Melvin Laird, a admis qu'il était envisagé, parmi les plans de contingence des Etats-Unis, d'imposer un blocus du Vietnam du Nord et de miner le port d'Haiphong. Le 24 avril, le commandement américain a annoncé qu'une nouvelle série de raids de bombardements avaient été effectués au Vietnam du Nord contre le port et les dépôts de Thanh Hoa, à 85 milles au sud d'Hanoi.

En 1969 le Pentagone avait conclu que les bombardements au Vietnam du Nord, durant la présidence de Johnson, n'avaient pas beaucoup démoralisé les Nord-vietnamiens ni sérieusement arrêté le ravitaillement des forces populaires au Laos et au Vietnam du Sud. C'est évident, aujourd'hui plus que jamais, que l'esprit d'un peuple en lutte contre le domination étrangère, pour l'indépendance nationale et pour la libération totale, ne se brise pas par des bombardements.

En plus d'An Loc, qui semble être sous le contrôle des forces révolutionnaires, la grande base aérienne de Tan Cah, qui commande tous les mouvements d'hélicoptères de la région, risque maintenant d'être reprise par le Front national de libération. Tard vendredi, le 21 avril, les forces américaines et les troupes fantoches de Saigon ont dû abandonner la base "Delta" et se replier sous le feu de mortier un peu plus au sud.

Les forces de libération se sont emparées de cinq autres postes militaires dans les hautes terres centrales. Un porte-parole américain a d'ailleurs déclaré que "les communistes étaient prêts à prendre le contrôle du centre du pays."

Le 18 avril, Laird déclarait qu'il n'était pas question de reprendre les négociations à Paris, tant que les forces nord-vietnamiennes qui ont traversé la zone démilitarisée pour "attaquer" le Vietnam du Sud, ne se seront pas retirées au-dessus du 17è parallèle. Tout le monde sait bien que la ligne de démarcation et la zone démilitarisée établi par les accords de Genève étaient provisoires et ne visaient pas à diviser le pays, qui devait au contraire être soumis à des élections générales en 1956, et ensuite à la réunification. C'est Saigon avec l'appui américain qui a refusé ces élections et la réunification de la nation vietnamienne.

Le mouvement anti-guerre international a connu une remontée assez spectaculaire durant la semaine du 15 au 22 avril. Aux E-U près de 50,000 manifestants ont défilé à New York sous la pluie pour protester contre l'agression américaine en Indochine, pendant que 30,000 personnes manifestaient à San Francisco. Durant la semaine précédante, 10,000 personnes ont manifesté à Paris, 15,000 en Suède, 5,000 en Finlande et 4,000 au Bangladesh.

A Ottawa le 15 avril, 700 manifestants ont marché sur le parlement pour "accueuillir" Nixon. A Montréal, 250 militants ont défilé devant le consulat américain pour protester contre la reprise des bombardements au Vietnam du Nord. Après la marche environ 400 personnes ont participé à une assemblée à l'Université Sir George Williams où plusieurs syndicalistes ont pris la parole, y compris Fernand Daoust de la Fédération des Travailleurs du Québec et Marcel Perrault du Conseil du Travail de Montréal.

La manifestation du 15 avril à Montréal était convoquée à l'origine par le Comité Moratoire, un groupe appuyé par le Parti Communiste du Québec qui avait exclut toutes les autres organisations anti-guerre, tels le Comité Québécois contre la Guerre en Indochine, les Patriotes vietnamiens, Collecte-Vietnam, etc. Mais pendant que les manifestants se rassemblaient sous la pluie au point de départ, le Comité Moratoire a décidé arbitrairement d'annuler la marche. Les 250 personnes présentes ont quand même décidé de manifester derrière la banderole du Comité Québécois. C'est ce même Comité Québécois qui avait organisé la manifestation de plus de 1000 personnes à Montréal le 6 novembre dernier.

Le Comité Québécois contre la Guerre en Indochine a également organisé la manifestation de 250 militants le 22 avril, pour dénoncer l'escalade impérialiste en Indochine et pour dénoncer la complicité de Trudeau et Bourassa dans la guerre.

## Avortement !

# Semaine d'action

par COLLEEN LEVIS

Le 6 mai, des milliers de femmes ont manifesté à travers le monde pour l'abrogation de toutes les lois répressives qui empêchent l'accès libre à l'avortement. Cette journée d'action internationale a eu lieu suite à la décision prise en février par le "Women's National Abortion Action Coalition" (WONAAC) aux Etats-Unis.

Les manifestations ont marqué la fin d'une semaine d'activités visant la reconnaissance du droit de toute femme au contrôle de son corps. Les actions de la semaine du 1-6 mai ont inclus des assemblées publiques, des lignes de piquetage, des présentations de mémoires aux gouvernements provinciaux, etc.

A Montréal, diverses actions ont démontré que de plus en plus de Québécoises refusent les lois pourries existantes. Le vendredi, 28 avril, précédant cette semaine d'action, le Docteur Morgentaler, accusé d'avoir pratiqué des avortements illégaux, était accueilli devant la cour où commençait son procès préliminaire, par une quinzaine de femmes qui lui exprimaient leur solidarité.

Le 2 mai, une ligne de piquetage a été formée devant les bureaux de l'Association des Hôpitaux de la Province de Québec. De nombreuses tentatives à l'effet d'avoir une rencontre avec des responsables de ce bureau sont demeurées vaines, les dirigeants des hôpitaux québécois ne jugeant pas assez grave la situation pour parler avec des représentantes du Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement.

Le gouvernement québécois adopta la même attitude blasée lors de la présentation du mémoire du FCALA, jeudi le 4 mai. Le Premier Ministre Bourassa, n'ayant pas le temps de nous rencontrer (il devait recevoir des visiteurs de l'Etat du Maine) a envoyé à sa place l'ancien syndicaliste Alfred Bossé, député libéral de Dorion.

Le mémoire du FCALA expliquait pourquoi la décision doit revenir à la femme. "C'est la femme qui va devoir porter, mettre au monde et éduquer cet enfant non désiré qu'on lui impose," déclare ce document. "L'Etat qui se prétend gardien du foetus ne fait à peu près rien pour venir en aide à la femme qui a un enfant. Où sont par exemple, les garderies subventionnées par l'Etat que réclament les femmes depuis tant d'années? Où sont les services de planification des naissances accessibles à tous?"

Le FCALA a demandé que le gouvernement du Québec se dissocie de la politique gouvernementale d'Ottawa, et qu'il mette tout en oeuvre pour obliger les hôpitaux du Québec à se doter de services et cliniques d'avortement et qu'il approuve des hôpitaux et des cliniques pour donner ces services.

Le représentant du gouvernement a prétendu être d'accord avec nous, mais lorsqu'on lui a demandé de signer notre pétition pour l'abrogation des lois, il a refusé. Il a promis de présenter notre mémoire à Bourassa et à Castonguay mais n'a pas pu répondre à la question "qu'est-ce que le gouvernement du Québec va faire là-dessus?"

Les pétitions qui appuient le projet de loi de Grace McInnis (MP-NPD Vancouver-Kingsway) ont figuré comme point focal le 5 mai, lorsque des femmes ont ramassé encore plus de noms pour présenter au gouvernement fédéral les 13-14 mai.

Samedi, le 6 mai, soixante-quinze femmes et hommes ont emprunté les rues de Montréal pour manifester contre les lois inhumaines sur l'avortement. Parmi celles qui ont pris la parole: Charlotte Boisjoli, comédienne; Albany Morin du FCALA, Linda Vance de la coalition anglophone montréalaise Thérèse Faubert de la Ligue des Jeunes Socialistes et Francine Mailloux du Nouveau Parti Démocratique.



Charlotte Boisjoli, comédienne québécoise, adresse la parole aux femmes et aux hommes qui ont participé à la manifestation du 6 mai en faveur de l'abrogation des lois sur l'avortement.

Bien que la manifestation était plus restreinte que celle du 20 novembre passé, le mouvement pour l'abrogation des lois sur l'avortement devient de plus en plus fort à travers le monde. Même si l'on n'est pas encore très nombreux, il faut voir l'importance politique de continuer à manifester dans la rue.

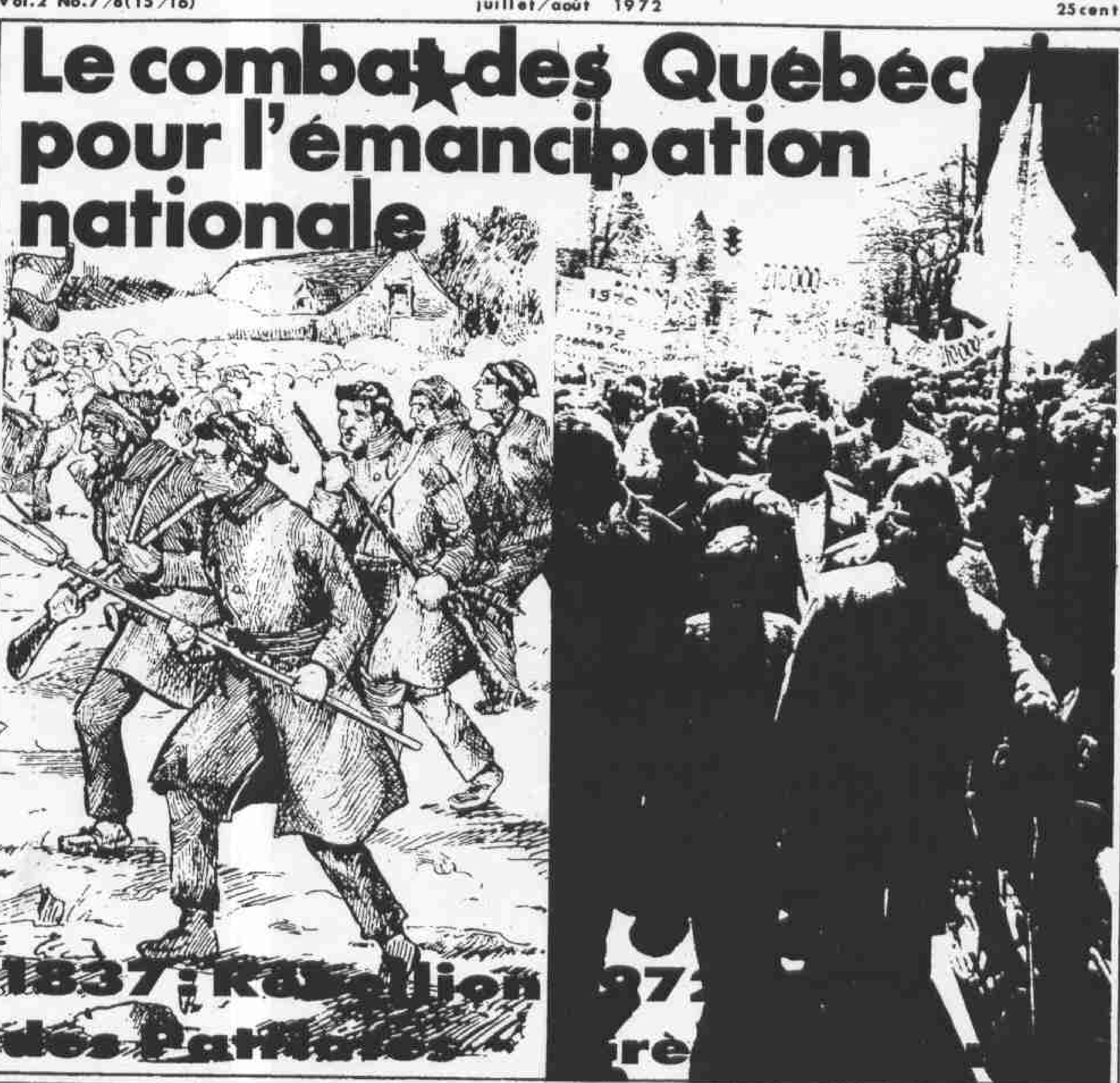
Sous une pression accrue de masse, existe la possibilité pour le mouvement féministe de gagner l'abolition des lois sur l'avortement et du même coup avancer la lutte à un nouveau stade.

Cette victoire sauvera des milliers de vies humaines chaque année et constituera une gigantesque poussée pour le mouvement dans son ensemble. Les femmes verront enfin un résultat direct de leurs propres actions, une preuve de leur force et cela accroîtra leur confiance et leur détermination dans la lutte pour leur libération.

Continuons cette campagne, jusqu'à la victoire!

# libération

Vol.2 No.7/8(15/16) juillet/août 1972 25cents






Supplement: Programme pour un Québec indépendant et français!

# Les socialistes & la question nationale

(Le discours suivant a été présenté à Montréal le 25 mars dernier lors d'une série de cours de formation politique sur la question nationale -- NDLR).

ar ALAIN BEINER

Avant de discuter de la tactique des so-ialistes dans la lutte nationale il s'agit l'abord de définir ce terme "lutte nationa-e" ou "mouvement nationaliste". Pour les socialistes la politique est toujours con-rète. De même avec le nationalisme. On ne peut pas discuter du nationalisme ab-straitement. Il s'agit de prendre chaque nouvement nationaliste dans son contexte concret, en termes des intérêts de la clas-se ouvrière à l'échelle nationale et inter-nationale.

Il s'agit tout d'abord de faire une distinc-ion entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés. Les so-cialistes doivent nettement distinguer entre nations opprimées et nations opprimantes. En élaborant une tactique dans un mouve-ment nationaliste quelconque, les socia-listes doivent se demander contre qui se dirige ce nationalisme?

Le premier ministre Heath de l'Angle-erre décida le 24 mars dernier, dans une entative de désamorcer la lutte nationale irlandaise, d'annuler l'autonomie de l'Ul-ster (l'Irlande du Nord). Ceci a provoqué une réaction assez violente parmi les ra-cistes protestants au Nord qui craignent tout atteinte à leurs privilèges par rapport aux Catholiques. Six milles dockers pro-testants ont débrayé spontanément contre ce nouveau développement dans la question nationale et à l'appui des dirigeants ra-cistes.

Voilà 6000 ouvriers mobilisés par le na-tionalisme, mais la tactique des socialistes dans ce mouvement nationaliste c'est de le condamner ouvertement et sans équivoque car il se dirige contre les Catholiques, contre une nationalité opprimée. Ce mouve-ment nationaliste réactionnaire, appuyé par des ouvriers dupés, cherche à maintenir et à renforcer la domination de l'impérialisme britannique sur l'Irlande, ce qui ne peut que retarder l'arrivée d'une révolution so-cialiste en Irlande du Nord et retarder l'u-nité sur la base de l'égalité des ouvriers de toute l'Irlande. Les socialistes ont le devoir de s'y opposer et de dénoncer le racisme et le chauvinisme des travailleurs protestants qui agissent aveuglement contre leurs propres intérêts.

C'est Léon Trotsky, l'un des dirigeants de la Révolution russe et le fondateur de la Quatrième Internationale, qui a dit: "Non seulement nous reconnaissons, mais nous soutenons de toutes nos forces le principe du froit des peuples à disposer d'eux-mêmes là où il est dirigé contre les Etats féodaux, capitalistes, impérialistes." Voi-là pourquoi la tactique des socialistes dans la lutte nationale au Québec, c'est d'appu-yer sans condition le mouvement nationa-liste, parce qu'il s'agit d'un nationalisme qui se dirige contre l'Etat canadien capita-liste. C'est une lutte tout-à-fait progres-siste, car l'indépendance nationale du Qué-bec est une condition préalable à la réali-sation du socialisme au Quebec, et au Canada-anglais.

En ce qui concerne le Québec, impossible de réaliser une société socialiste sans que cette société n'ait pas passé par son éman-cipation nationale. En ce qui concerne le Canada-anglais, il faut emprunter une ci-tation de Karl Marx: "Une nation qui en opprime d'autres, ne saurait être libre."



Alain Beiner adresse la parole aux 5,000 Patriotes qui ont partici-pé à la manifestation pour l'indépendance le 1 juillet 1971. De telles actions militantes dans la rue possèdent une portée révolutionnaire

## "...l'indépendance ...condition préalable à la réalisation du socialisme..."

Existe-t-il une contradiction entre les buts du socialisme mondial, c'est-à-dire, unir toute l'humanité et éliminer les fron-tières et les divisions nationales, et l'appui

Suite à la page 2

libération #15/16-1972

*Suite de la page 1*

que donnent les socialistes à la lutte pour la séparation du Québec? Comme l'a dit Lénine: "De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer." Autrement dit, la fusion éventuelle des nations se fera sur la base de l'égalité de toutes les nations, et en ce sens l'indépendance du Québec et sa libération nationale s'insèrent dans le cadre de la révolution socialiste mondiale.

Ainsi la définition concrète du mouvement nationaliste en termes des intérets de la lutte socialiste internationale, est la première démarche des socialistes en élaborant une tactique dans la lutte nationale. Voici une formulation de cette approche exprimée par Ernest Mandel, l'un des dirigeants de la Quatrième Internationale lors d'un débat à Bruxelles sur le nationalisme:

"Je dis que je ne puis avoir aucune sympathie pour ceux qui mettent un signe d'identité entre le nationalisme des opprimés et le nationalisme des oppresseurs. Autant le nationalisme des oppresseurs est détestable et ne peut donner lieu à aucun progrès ni idéologique ni moral, autant faut-il être beaucoup plus circonstancié quand il s'agit du nationalisme des opprimés. Lorsqu'on parle de peuples colonisées -- pas seulement des peuples colonisés de l'extérieur, de peuples qui habitaient des colonies externes, mais aussi ceux des colonies internes, comme les Noirs aux Etats-Unis (et comme le Québec --A.B.) -- quand on voit l'état déplorable dans lequel se trouvent ces populations opprimées; quand on voit qu'elles sont victimes d'une oppression économique, politique, morale et culturelle, et que cette oppression morale et culturelle représente très souvent le superstructure indispensable pour que puisse être maintenu l'oppression économique et politique, alors je dois repéter ce que Trotsky avait dit avant moi: la naissance de la conscience nationale dans une nationalité tellement opprimée; la tentative de libération par rapport à l'impérialisme économique et politique mais aussi par rapport à l'impérialisme culturel, constituent un premier pas sur la voie de la prise de conscience de sa propre dignité humaine et alors il y a un énorme progrès de l'humanité qui s'effectue."

Le prise de conscience nationale d'une nation surexploitée constitue un énorme progrès. C'est une étape absolument inévitable et absolument indispensable pour rendre possible, à une étape ultérieure, la fusion des nationalités opprimées dans une humanité enfin unifiée.

Quand nous disons qu'il faut appuyer sans condition la lutte d'émancipation nationale d'un peuple opprimé, lutte qui se dirige contre la domination impérialiste, ceci veut dire que nous appuyons sans réserve le nationalisme en tant que lutte objective de masse, en tant que force sociale ayant une portée historique progressiste, indépendamment de sa direction politique à une conjoncture donnée et indépendamment de tout courant idéologique ou politique qui peut se réclamer du nationalisme.




Nous n'appuyons pas du tout toutes les options politiques qui sont présentes dans le mouvement nationaliste, car elles ne sont pas toutes progressistes. Les options bourgeoises dans le mouvement nationaliste, comme celle du Parti Québécois, ne sont nullement progressistes en ce sens qu'elles visent le détournement de la lutte de masse et le remplacement des privilèges de la nation opprimante par des privilèges des exploiteurs "nationaux".

Dans la mesure où une véritable émancipation nationale exige la mobilisation des masses contre l'Etat oppresseur et l'éviction réelle de l'impérialisme et du patronat étranger, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie nationales sont incapables de la réaliser.

C'est pourquoi les socialistes doivent faire une agitation constante pour encourager la classe ouvrière à s'impliquer pleinement dans la lutte nationale jusqu'à la prise de la direction de cette lutte, car c'est seulement cette classe qui ne possède aucun lien de dépendance avec l'impérialisme, et car c'est seulement la classe ouvrière qui peut diriger cette lutte dans l'intérêt de la majorité de la nation.

"Pour autant", souligne Lénine, "que la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, nous sommes toujours pour, en tout étant de cause et plus résolument que quiconque, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour son propre nationalisme bourgeois, nous commes contre. Lutte contre les privilèges et les richesses de la nation qui opprime; aucune tolérance pour la recherche de privilèges de la part de la nation

## "...il faut appuyer sans condition la lutte d'émancipation nationale ..."

opprimée."

Ainsi définie, la lutte pour l'émancipation nationale est d'abord et avant-tout une lutte de la classe ouvrière contre le bourgeoisie impérialiste même si, tactiquement, des situations existent où il est nécessaire d'utiliser sa propre bourgeoisie à cet effet, à condition que les ouvriers en général et les socialistes en particulier maintiennent une indépendance organisationnelle complète par rapport à la bourgeoisie nationale.

Voilà l'attitude des socialistes vis-à-vis

*Suite à la page 3*

*Suite de la page 2*

les courants politiques et les classes sociales présents dans le mouvement nationaliste, le deuxième élément dans l'élaboration de la tactique dans la lutte nationale.

J'ai dit que les socialistes appuient sans réserve toute lutte nationale objectivement progressiste ou anti-capitaliste comme celle pour l'indépendance du Québec même s'il y a des idées réactionnaires exprimées par certains des participants dans cette lutte, et dans la mesure où ces éléments, même bourgeois, sont prêts à agir contre la domination de la nation opprimante, les socialistes doivent faire "alliance tactique" avec eux afin d'avancer la lutte de libération.

Comme l'a dit Ernest Mandel au même débat, il faut donner "la priorité à la réalité sociale, à l'existence matérielle, et pas aux idées." "...Mais moi, je n'en tire pas la conclusion que parce que les gens ont des idées réactionnaires dans la tête, leur lutte n'est plus juste."

Cela nous amène à une troisième question qui se pose aux socialistes en élaborant la tactique dans la lutte nationale: quelle est notre attitude à l'égard des expressions (verbales ou écrites) de haine envers les anglophones, expressions qui ne font pas la distinction marxiste entre patrons anglophones qui maintiennent l'oppression nationale (et en profitent), et ouvriers anglophones qui eux ne sont point responsable de l'oppression des Québécois (même si parfois ils sont aussi racistes envers les Québécois)?

Est-ce que de telles expressions de haine au sein du mouvement nationaliste sont "racistes"? De même qu'il n'existe pas pour les marxistes un "nationalisme" abstrait et indépendant du contexte concret, il n'existe pas quelque chose qui s'appele "racisme". Pour nous le "racisme" n'est pas un terme moral. Tout comme avec le nationalisme il s'agit d'analyser chaque expression de haine à l'égard d'une nationalité dans son contexte concret. Si une telle expression se dirige contre une nationalité opprimante, c'est-à-dire, contre le racisme de la nation dominante, il ne s'agit nullement de racisme mais bien d'une expression de haine et de révolte à l'égard du racisme et des privilèges injustes, même si elle n'est pas formulée de façon marxiste.

Lorsqu'une expression de haine à l'égard d'une nationalité se dirige contre un peuple opprimé, voulant renforcer l'oppression nationale des opprimés, cette expression devient profondément raciste.

Plus spécifiquement au sujet des accusations de racisme portées par les Juifs d'Israel contre les Arabes comme prétexte de s'opposer à leur juste lutte contre l'Etat israelien, Ernest Mandel dit: "Qui sont donc ces idéalistes purs qui reprochent aux Arabes d'être racistes, nationalistes, pan-islamiques? Est-ce qu'ils sont vierges de ces mêmes défauts? Ils ne sont pas racistes pour un sou, pas nationalistes pour un sou. Voyez: ils appliquent la doctrine [illegible] l'égalité de toutes les personnes indépendamment de leur origine ethnique ou raciale, par exemple à l'intérieur de l'Etat d'Israel. Tout Arabe peut aussi facilement y immigrer, n'est-ce pas, que tout Juif! Et si ce n'est pas le cas; si nous sommes en présence d'un monde de mauvais et de méchants, d'un monde qui se fonde depuis des millénaires sur l'oppression et l'exploitation, il est un peu fort de demander aux opprimés d'être purs avant d'avoir le droit de se libérer, sans poser la question d'abord à leurs oppresseurs!"

Lors de son deuxième congrès en 1920, l'Internationale Communiste adopta une thèse préparée par Lénine qui touchait justement la question de ce soi-disant "racisme" des opprimés:

"L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs... Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparution du capitalisme et de l'impérialisme, dans les pays avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très longs, et de voir aussi de consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparution de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations".

Lénine explique dans cette thèse comment les trahisons de la bureaucratie syndicale de la nation opprimante à l'égard de la nation opprimée "n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime" de la nation opprimée. A titre d'exemple, le refus de la bureaucratie du NPD au Canada de reconnaître le droit des Québécois à l'autodétermination en est une; c'est une trahison qui nourrit la méfiance des Québécois à l'égard des travailleurs du Canada-anglais.

Un quatrième élément dans l'élaboration de la tactique socialiste dans la lutte national, c'est l'importance relative de la lutte nationale dans la stratégie globale des révolutionnaires. Quel est son rôle dans la lutte pour le socialisme et dans le travail des socialistes?

Quand nous disons que la lutte nationale des ouvriers doit être subordonnée à la lutte de classe dans son ensemble, est-ce que ceci implique une contradiction entre lutte syndicale ou économique, et la lutte nationale? Non. Quand nous disons que les divisions de classe de la société priment sur les divisions nationales, concrètement, ceci signifie que ce serait une trahison de conseiller aux ouvriers dans une usine de ne pas faire la grève contre le patron parce qu'il est francophone sous prétexte qu'on se divisera face aux anglophones. Outre de tels cas il ne peut y avoir contradiction entre lutte économique du mouvement syndical et lutte nationale d'un peuple opprimé.

Nous répondons au patron francophone qu'en tant que capitaliste, lui-aussi est complice dans le maintien d'un système qui se nourrit de l'anglicisation et de l'oppression fédéraliste. Nous répondons que c'est dans l'intérêt de l'ensemble de la nation que la classe ouvrière mène des combats pour des réformes économiques contre tous patrons, pour être en mesure de diriger toute la nation vers sa libération, pour être en mesure de se mettre à la tête de toute la nation.

Mais la tenue des négociations entre syndicats et patrons ou le déroulement d'une grève impliquent-t-elles la remise de l'agitation sur la question nationale? Impliquent-t-elles le dépassement de la lutte pour des revendications nationales?

*Suite à la page 4*

Suite de la page 3

Impliquent-t-elles une forme de lutte supérieure à la lutte nationale? - Nullement; la lutte nationale, c'est-à-dire, la lutte pour les revendications nationales qui constituent dans leur ensemble l'émancipation de la nation, doit se poursuivre et cela en tant pouvoir et pour le socialisme, mais l'en rapproche au contraire."

Les révolutionnaires doivent faire une agitation constante en faveur de l'engage-




ment complet de la classe ouvrière dans la lutte nationale, pour empêcher les formations bourgeoises et petite-bourgeoises d'en prendre la direction pour malmener la lutte, pour la contourner, trahissant ainsi la nation.

Lénine, dans sa polémique contre Rosa Luxembourg explique ce qu'est la "principale tâche pratique du prolétariat" dans les nationalités opprimantes et dans les nationalités opprimées: "...le travail quotidien d'agitation et de propagande contre tout privilège national dans l'Etat, et pour le droit égal de toutes les nations à constituer leur propre Etat national; c'est là, à l'heure actuelle, notre principale tâche dans la question nationale, car c'est le seul moyen que nous ayons de sauvegarder les intérêts de la démocratie et l'alliance fondée sur que priorité, parallèlement aux luttes syndicales ou économiques qui se dirigent contre le même ennemi. En aucun cas, est-ce que de telles négociations syndicales englobent ou éclipsent la lutte proprement nationale au niveau politique. La lutte syndicale dans une nation opprimée n'est qu'une élément composant de cette même lutte de libération nationale dans le domaine économique.

Comme l'a précisé Mandel: "Ce que l'époque impérialiste a de particulier, c'est que ... le nationalisme des exploités n'éloigne pas le prolétariat de la lutte pour le l'égalité des droits des prolétaires de toutes les nations."

Dans la pensée de Lénine sur la question nationale on trouve l'idée de liaison directe et programmatique de la question nationale avec la lutte pour la révolution socialiste. Ceci domine constamment les écrits de Lénine à ce sujet; il en fait une tâche aussi importante dans la lutte de la classe ouvrière que les revendications démocratiques concernant la république, la démocratie électorale et l'égalité des femmes. Il est clair dans la pensée de Lénine que les revendications nationales de la classe ouvrière ne sauraient etre "dépassées" que lors de leur réalisation.

Bien qu'il ait compris que c'est la situation économique qui se trouve à la base de la politique et de la question nationale, Lénine a précisé que la question nationale dans un pays opprimé peut exercer une action sur la situation économique, et peut rétroagir sur l'économique au point de déterminer de façon prépondérante la forme des luttes de classes.

Voilà le quatrième élément dans l'élaboration d'une tactique dans la lutte nationale: sa centralité dans la stratégie globale pour la révolution socialiste, et cela jusqu'à la victoire contre tout vestige de l'oppression nationale.

Il ne s'agit pas de se demander si telle ou telle revendication nationale est "réalisable" au sein du système capitaliste, mais plutôt de se demander si la revendication exprime un besoin brûlant et immédiat de la classe ouvrière et de la nation dans son ensemble.

L'avancement de la lutte nationale d'une nation opprimée possède également une portée directe dans la lutte pour le socialisme, car le système capitaliste d'aujourd'hui ne peut que très difficilement accorder même les revendications démocratiques les plus modérées.

Lénine a formulé la même idée ainsi: "Ce n'est pas seulement le droit des nations

**"le nationalisme des exploités n'éloigne pas le prolétariat de la lutte pour le socialisme, mais l'en rapproche au contraire."**

à disposer d'elles-mêmes, mais toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont "réalisables" qu'implicitement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel."

La conclusion de cette présentation est simple: plein engagement des socialistes québécois dans la lutte pour l'établissement d'un Etat national et d'une langue nationale; opposition acharnée à toutes options bourgeoises dans la lutte nationale, comme celle du PQ. Voilà la tactique de la Ligue des Jeunes Socialistes et de la Ligue Socialiste Ouvrière dans la lutte pour l'émancipation nationale du Québec.

libération

# Le contrôle ouvrier à Sept-Iles



Presque tous les travailleurs syndiqués de Sept-Iles, soit 5,800 personnes, ont participé au Palais des Sports à une grande assemblée convoquée par le Front Commun intersyndical local.

(de notre envoyé spécial)
par ARTHUR YOUNG

Sept-Iles, petite ville greffée au roc et au sable: lieu de rencontre entre les trains chargés de riches minéraux et les bateaux géants qui les achemineront vers un endroit lointain. Aujourd'hui elle est le symbole de la révolte massive des travailleurs québécois contre l'emprisonnement de ses trois chefs.

A Sept-Iles, l'exploitation nationale s'affiche nettement: la mince couche de familles anglophones vit dans le quartier le plus luxueux. Ce sont eux les grands administrateurs des compagnies minières dont les propriétaires demeurent à quelques milliers de milles de distance, à New York ou Toronto. Près de 100% des travailleurs sont francophones; mais les compagnies sont tellement anglaises qu'elles ne prennent même pas la peine de traduire leurs noms dont The Iron Ore Company et le Quebec North Shore and Labrador Railway Company.

Depuis le début des années soixante ce mélange, la composition sociale hautement prolétaire, le degré de syndicalisation élevée et l'oppression nationale toujours évidente, a fait de Sept-Iles un centre du sentiment nationaliste.

Pendant deux jours, les travailleurs contrôlaient cette ville de 20,000 habitants. Il n'y avait plus de travail. Les magasins étaient tous fermés, sauf ceux qui avaient l'autorisation des grévistes. La ville était fermée au monde extérieur: il y avait des barricades sur les routes, l'aéroport était fermé, et les lignes téléphoniques brouillées pendant un certain temps. Impuissants, le maire et le conseil municipal ne pouvaient qu'endosser les revendications du mouvement.

"Quelques-uns d'entre nous avaient été à Québec le 9 mai, afin d'accompagner Pépin, Charbonneau et Laberge en prison. Nous sommes retournés à Sept-Iles mardi soir, pour participer à un rassemblement considérable devant le Palais de Justice," m'a dit Valmore Tremblay, permanent de l'Association Internationale des Machinistes, et un dirigeant du Front Commun local. "Quelques orateurs ont lancé un appel à la grève générale le lendemain matin. Mais, vers la fin du ralliement, la police nous a attaqués. Il y a eu quelques arrestations et de nombreux blessés."

L'attaque policière ne faisait qu'ajouter à la colère ouvrière face à l'emprisonnement des trois chefs. "S'ils peuvent jeter Louis (Laberge) en prison comme un criminel, ils peuvent le faire contre chacun d'entre nous!" a dit un syndicaliste cossu, un travailleur de la construction sur le point de brailler.

Bruno Girouard, le représentant du Syndicat National de la Construction (CSN) m'a décrit ce qui suit:

"Le lendemain matin, toute la ville était fermée. Les mines, les usines, les écoles, les bureaux, les chantiers de construction, tout. Les grévistes en groupe passaient de magasin en magasin demandant qu'ils soient fermés, ce qui fut fait. Il y avait peu d'incidents. On fermait tous les grands magasins à rayon; mais on laissait ouverts les petites épiceries ou autres services essentiels.

"Entretemps, un groupe de grévistes s'est emparé du poste de radio vers 10h du matin. L'occupation ne changeait pas la programmation régulière, les grévistes s'assuraient seulement que tous les communiqués du mouvement soient diffusés. Dans une ville comme la nôtre, la radio est le moyen de communication essentiel -- il n'y a pas de quotidien, et notre seule télévision vient d'un poste de l'autre côté du St-Laurent, à Matane.

"Vers le même moment, une deuxième équipe volante de travailleurs avait saisi des camions lourds et des autobus pour ériger des barricades sur l'autoroute principale. Ils ont fermé l'aéroport et brouillé les téléphones pendant quelques heures. Toute la place était coupée de l'extérieur.

Les grévistes ont pu gagner assez de temps pour montrer à la population que la ville était sous leur contrôle. Ceci a donné la peur aux hommes d'affaires et aux responsables des grandes compagnies minières qui se sentaient, pendant au moins quelques heures, à la merci des travailleurs.

La panique des patrons a produit une grave provocation. Pendant une assemblée publique, un patronneux du Parti Libéral a foncé avec sa voiture dans la foule. Plus de 20 personnes ont été blessées, dont plusieurs grièvement; quelques jours plus tard, Hermain St-Gelais devait mourir de ses blessures.

Le lendemain matin, jeudi, presque la moitié de la population adulte, 5,000 personnes, ont assisté à la réunion publique. La tension était montée très haut. La réunion a décidé que la grève continuerait, et qu'on demanderait au conseil municipal d'appuyer le mouvement. Ce soir-là, les travailleurs ont envahi l'Hôtel de Ville, obligeant l'administration de tenir une séance d'urgence. Le maire et le conseil n'ont pas eu d'autre choix, dans cette salle bondée de grévistes et de leurs partisans, que de se plier, demandant que Bourassa retire la Loi 19 aussi bien que la Loi 15 (loi dirigée contre les travailleurs de la construction, adoptée quelques mois plus tôt); et qu'il libère tous les chefs syndicaux emprisonnés. Il a été convenu que le Front Commun pourrait se servir pleinement du poste de radio, de même que tout autre mouvement qui voudrait s'en servir. De plus, le maire a lancé un appel "à tous les commerçants...de fermer leurs portes afin d'éviter des effusions de sang inutiles et regrettables."

Les syndiqués et le conseil ont toutefois convenu que tous les marchés d'alimentation, les pharmacies, les hôpitaux, les banques, les Caisses Populaires et les stations de service seraient ouvertes. La ville entre les mains des travailleurs demeurait relativement ordonnée et tranquille.

Mais, entretemps, le gouvernement québécois avait dépêché sur les lieux quelques centaines de policiers provinciaux, en se servant d'un avion de l'armée canadienne. Ces flics ont pris des bulldozers pour défoncer les barricades, ce qui avait permis à d'autres flics d'atteindre la ville. Le vendredi il y avait

près de 600 policiers dans la région, 15 fois le nombre normal. Ils n'ont pas chômé. Les grévistes ont été chassés du poste de radio. Les militants syndicaux connus étaient arrêtés et fouillés en pleine rue, et à maintes reprises.

Ainsi renforcés, les patrons ont commencé leur contre-offensive. Renoncant à ses promesses, le maire rencontrait la Chambre de Commerce, pris les ondes pour dénoncer les syndicats, et demander aux commerçants de rouvrir leurs portes. Ce que quelques-uns ont fait samedi. Le Palais des Sports, employé jusqu'à ce moment par le Front Commun pour ses assemblées de masse regroupant 5,000 personnes, était fermé par l'administration municipale. Les travailleurs n'avait alors que des salles pouvant contenir moins de 400 personnes. Sans radio ou salle de réunion, les syndicats étaient effectivement baillonnés et incapables de répondre aux mensonges patronaux. Mais l'élite septilienne pouvait se réunir: 500 personnes se sont reunies dans un hôtel de luxe pour entendre les grandes entreprises annoncer qu'elles seraient ouvertes lundi matin.

En fait, lundi matin, un nombre considérable de travailleurs se sont présentés au travail. Mercredi, le Front Commun de la ville a emboîté le pas au mouvement national en recommandant le retour au travail.

Sept-Iles n'est pas une ville sans traditions politiques.

L'esprit des travailleurs en rentrant au travail était loin du défaitisme. J'ai assisté à la dernière réunion du Front Commun, le 17 mai. Tout en reconnaissant la nécessité d'un retour au travail, les grévistes croyaient qu'on avait gagné quelque chose -- la promesse de libérer les 3 chefs et de recommencer les négociations en dépit de la Loi 19. "Nous rentrons en victorieux" a-t-on crié.

## Le "bilinguisme" à Ottawa ...

# Les écoles secondaires au service de l'anglicisation

Dans la capitale fédérale d'Ottawa, on nous dit que c'est le "bilinguisme et le biculturalisme" qui règne étant donné que la population est divisée presque également entre anglophones et francophones.

C'est sans doute dans cet "esprit" que le Conseil scolaire d'Ottawa avait décidé de lancer dès septembre prochain la première école secondaire "bilingue" de la ville. Le Conseil s'attendait à une réponse plutôt enthousiaste de la part des étudiants car un sondage mené l'hiver dernier révelait que pas moins de 500 étudiants étaient sympathiques à cette idée.

Le Conseil "bilinguiste" avait décidé alors de procéder malgré l'opposition de son Comité consultatif de langue française (CCLF) qui avait causé un certain "remous" en avril en recommandant aux étudiants francophones de ne pas s'inscrire à la nouvelle école. Selon le CCLF, l'école "ne saurait vraiment profiter qu'aux anglophones qui ont besoin de méthodes efficaces pour apprendre le français, alors que les Franco-Ontariens ont plutôt avantage à fréquenter les écoles homogènes françaises."

Mais les têtus d'anglophones du Conseil scolaire ont vu leurs espoirs ramenés à des proportions légèrement plus "modestes": sur les 26,000 étudiants que compte le cours secondaire de la capitale, seulement 60 ont demandé leur admission à l'éventuelle école bilingue, dont 5 seulement de langue française!

Me Kenton Boucher, l'ancien président du Conseil scolaire d'Ottawa et l'un des partisans du projet, s'est dit très déçu de la réponse des parents et étudiants: "Les francophones ont exprimé clairement ce qu'ils voulaient et ils l'ont eu; mais je crains que les anglophones ne savent pas ce qu'ils veulent."

Dans ces conditions, il n'est plus question de créer une école secondaire bilingue, du moins pas au mois de septembre, mais l'idée d'angliciser les francophones et d'étouffer tout sentiment nationaliste en les noyant dans un milieu à domination anglaise n'est certainement pas écartée de l'ordre du jour du Conseil scolaire.

**libération**

***Dans l'ombre des bombardements***

# Nixon accueilli par Brejnev

par JUSTIN ANDRE

Le 8 mai 1972 le gouvernement américain a franchi une nouvelle étape dans son agression meurtrière en Indochine lorsque Nixon a annoncé le minage des eaux du Nord-Vietnam, le blocus de ses ports et une escalade sans précédent des bombardements du Nord-Vietnam. Ainsi Nixon a pris une mesure que même son prédécesseur, Johnson, n'a jamais osé prendre. En fait, ce dernier a pleinement considéré le minage des ports du Nord-Vietnam mais a été dissuadé par l'intervention possible de l'URSS. D'après les Papiers du Pentagone, Johnson aurait reçu en mars 1968 le conseil suivant: "Politiquement, la fermeture du port de Haiphong continue à soulever une question sérieuse d'une réaction soviétique ... les Soviétiques seraient obligés de réagir d'une manière quelconque tout au moins en se servant de bateaux détecteurs de mines et possiblement en s'engageant dans une action navale protectrice de quelque sorte."

Suite aux actions provocatrices de Nixon alors, le monde s'attendait à un geste soviétique pour défendre le peuple vietnamien qui se trouvait à la merci des bombardements américains. Peu à peu cependant, on s'est aperçu que les dirigeants soviétiques n'avaient pas le moindre souci de faire quoi que ce soit à cet égard. L'URSS n'a même pas affirmé son droit de pouvoir fournir de l'aide au Nord-Vietnam, ce que le blocus américain lui avait effectivement enlevé. Et à la grande surprise même du New York Times, les leaders du Kremlin ont décidé que le criminel de guerre Nixon était toujours le bienvenu à Moscou. Le Kremlin se montre donc prêt à offrir à Nixon "son influence constructive sur Hanoi" en échange de concessions diverses américaines. Selon le Montréal Star du 18 mai un diplomate soviétique à Washington aurait déclaré: "Il y a des choses plus importantes en jeu que le Vietnam". Parmi ces choses "plus importantes" il a compté les pourparlers sur la limitation de l'armement et la possibilité de vendre du gaz naturel soviétique aux Etats-Unis.

A l'instar de son homologue chinois lors de la visite Nixon à Pékin, le gouvernement soviétique invoque surtout "la coexistence pacifique" en tant que justification de sa trahison de la lutte de libération vietnamienne. D'après le New York Times du 16 mai, par exemple, un diplomate soviétique aurait expliqué qu'en accueillant Nixon à Moscou, le leadership soviétique "poursuit résolument son principe de la coexistence pacifique malgré le cours tumultueux des événements internationaux." Cette excuse s'est confirmée trois jours plus tard lorsque le Comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique avait le culot d'adopter la résolution suivante: "La politique étrangère léniniste du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique) correspond aux intérêts cardinaux de l'Union Soviétique, du socialisme mondial et du mouvement pour la libération nationale et aide activement à affirmer les principes de la coexistence pacifique entre états de systèmes sociaux différents et à repousser la conduite agressive de l'impérialisme".

Tout d'abord il faut remarquer que malgré la résolution du Kremlin citée plus haut, une théorie de la coexistence pacifique telle que comprise par ces messieurs n'a rien à voir avec le léninisme. Ceci ne veut pas dire que Lénine a préconisé une guerre suicide contre les états capitalistes. En fait, après la révolution d'octobre 1917 les Bolchéviks ont conclu la dure paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne. Encerclé par les puissances impérialistes, ravagé par la faim et la guerre et face au problème de construire dans des conditions des plus pénibles une économie socialiste, le jeune gouvernement révolutionnaire a reconnu la nécessité de briser le blocus économique impérialiste et de s'engager dans l'échange avec des pays capitalistes avancés.

Mais dans tout ceci, les Bolchéviks n'ont jamais perdu de vue le fait que leur révolution ne saurait s'achever que sur le plan mondial. Pour Lénine les considérations nationales de l'Union Soviétique étaient clairement subordonnées à la révolution mondiale. Ainsi, six mois après la révolution russe, en parlant de la politique étrangère de l'Etat soviétique, Lénine a déclaré: "Nous affirmons que les intérêts du socialisme, les intérêts du socialisme dans le monde entier priment sur les intérêts nationaux, les intérêts de l'Etat."

Mais si une telle attitude révolutionnaire a prévalu lors des premières années de l'Etat soviétique, elle n'a pu durer. Face aux conditions pénibles esquissées ci-dessus et dû également à son isolement prolongé dans un monde impérialiste, le premier Etat ouvrier a vu naître dans son sein une couche bureaucratique privilégiée sous la direction de Staline. Se basant sur le nouvel ordre économique conquis par la révolution prolétarienne, cette bureaucratie a su enlever aux masses épuisées son pouvoir politique, la démocratie ouvrière. Avec la mort de Lénine en 1924 et l'expulsion de Trotsky et son opposition de gauche en 1928, la bureaucratie stalienne s'est consolidée.

Par sa nature même cependant, une telle bureaucratie est très instable. Bien qu'elle doive aider jusqu'à un certain point les luttes révolutionnaires comme celle des peuples indochinois pour éviter de se démasquer devant sa propre classe ouvrière, elle n'a aucun intérêt dans une remontée spectaculaire des forces révolutionnaires. Ce qu'elle exige c'est le maintien du rapport des forces fragiles qui lui a donné naissance, c'est-à-dire le statu quo.

Ainsi se comprend la "théorie de la coexistence pacifique" prônée par les leaders de Moscou et Pékin. En réalité elle n'est que le masque derrière lequel ces bureaucrates conservateurs, à l'encontre des thèses léninistes, essaient de subordonner la révolution mondiale à leurs propres besoins étroits et à la défense de leur position privilégiée par rapport aux masses de leurs pays. Ce rôle contre-révolutionnaire de la part des dirigeants de Moscou et Pékin n'est point un phénomène qui date de la visite Nixon en Chine ou en URSS mais se découvre à travers toute l'histoire de la guerre en Indochine. En 1954, par ex-

## Une autre "version"




Cette caricature du Parti Communiste canadien nous offre une interpretation farfelue des entretiens Nixon-Brejnev. Comme l'ont dit les combattants vietnamiens, la politique de "coexistence pacifique", telle que suivie par Moscou ne saurait apporter ni la paix ni la moindre victoire à aucun peuple du monde. Cette caricature a pour but de cacher la politique contre-révolutionnaire des bureaucrates à Moscou.



A Moscou c'est la champagne qui coule, au Vietnam le sang des révolutionnaires. Le quotidien Hahn Dan de Hanoi a lancé une attaque à peine voilée contre la décision de Brejnev de maintenir la visite de Nixon malgré l'escalade américaine au Vietnam. "Les communistes considèrent toujours que la révolution de chaque nation fait partie intégrante de la révolution mondiale. Ils ne contreposent jamais des intérêts nationaux aux intérêts de la révolution mondiale."

emple, après la victoire militaire des forces vietnamiennes de libération nationale, ce fut l'influence "constructive" des régimes de Moscou et Pékin qui a réussi à enlever la victoire politique correspondante aux forces de Ho Chi Minh en aidant à leur imposer les accords de Genève. Pour citer une analyse du Département américain de la Défense tirée des Papiers du Pentagone: "Les ambitions des Viet Minh (les forces de libération) étaient contrées pas tellement par la résistance ou la traîtrise de l'Ouest mais par des pressions sino-soviétiques qui visaient à les faire coopérer. Tous les deux et individuellement, Moscou et Pékin imposaient des concessions aux Viet Minh...La coexistence pacifique fut la marque de commerce de leur diplomatie...Les deux grandes puissances communistes n'ont pas hésité à affirmer la priorité de leurs intérêts sur ceux des Viet Minh."

Depuis l'escalade américaine de la guerre en 1965, le dossier de Moscou et Pékin n'est guère plus encourageant. Même si l'administration américaine prétend parfois que les deux Etats ouvriers apportent une aide massive aux Vietnamiens, les estimations de Washington elles-mêmes démontrent que cette aide est minime. D'après les chiffres de Washington, par exemple, l'aide combinée de l'URSS et de la Chine durant 1971 aurait été moins que deux pour cent de ce que les Etats-Unis avaient dépensé cette année pour la guerre.

Fidèles à leur principe de la coexistence pacifique, les bureaucraties dominantes de Moscou et Pékin n'ont fait qu'encourager l'escalade américaine par leurs refus de poser le moindre geste à n'importe quelle étape de l'agression. Les Vietnamiens qui ont témoigné depuis longue date et de la façon la plus pénible, la faillite de cette politique se sont offerts pour donner un conseil à la bureaucratie soviétique. A la veille de la visite Nixon à Moscou le quotidien Nhan Dhan de Hanoi a déclaré: "Aux menaces de Nixon la meilleure réponse est de montrer une attitude ferme. Des signes de faiblesse encourageront la férocité des pirates".

La politique lâche et traîtresse des bureaucraties staliniennes fait plus qu'encourager les pirates; elle augmente le risque d'une guerre nucléaire entre les grandes puissances. Car chaque victoire des impérialistes menace de plus en plus l'existence des Etats ouvriers et donc menace aussi les bureaucraties de Moscou et Pékin dont les privilèges dépendent du nouvel ordre social instauré en URSS et en Chine par les révolutions prolétariennes. Donc la politique de la coexistence pacifique telle qu'entreprise par les bureaucraties soviétique et chinoise, loin d'éviter la guerre nucléaire, augmente sa probabilité.

La lutte héroïque des peuples indochi-

(suite à la page 14)

... Nixon à Moscou /7

nois démontre d'une part la nécessité d'achever une transformation révolutionnaire au niveau politique dans les Etats ouvriers afin de renverser la bureaucratie contre-révolutionnaire et de créer une politique étrangère en véritable solidarité avec tous les peuples opprimés; et d'autre part cette lutte démontre l'importance urgente d'une révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés qui seule pourrait désarmer les dirigeants impérialistes et rendre possible une véritable coexistence pacifique de toute l'humanité, dans un monde libre de toute exploitation.

# Le congrès acadien: On se met en marche..

par RONALD GAUDET

Plus de 850 délégués se sont réunis à Frédéricton durant la fin de semaine du 20 au 22 mai, pour participer à la première réunion massive des Acadiens depuis les années 1880. Essentiellement le Congrès prit la forme d'un congrès d'orientation, qui malgré ses faiblesses marque une étape importante pour le mouvement nationaliste acadien en plein développement, puisqu'il lui a fourni une plate-forme de discussion permettant un échange d'idées parmi les militants acadiens.

Le Congrès a été organisé principalement par la Société Nationale des Acadiens (SNA) qui n'a pas su apprécier le nouveau militantisme des forces acadiennes démontré entre autres par la formation du Parti Acadien. La conférence s'est divisée en deux sessions et le reste du temps a été alloué aux 120 ateliers de travail comptant chacun 20 participants. Les résolutions venant des différents ateliers devaient passer par un comité élu à cet effet qui avait été choisi par les organisateurs avant même leurs présentations aux délégués. Ce qui a suscité quelques controverses.

Le "Congrès des Francophones" ne reflétait pas dans toute son ampleur la montée du nationalisme acadien qui fut exprimée par la vaste majorité des délégués. Le choix du nom ne reflétait pas le sentiment nationaliste acadien qui s'est démontré par la popularité du drapeau acadien, des chants et slogans se rattachant à l'Acadie.

Le congrès a eu quelques résultats immédiats sauf pour ce qui est de la décision approuvée par la SNA, celle de former une nouvelle société Acadienne -- l'Association des Francophones du Nouveau-Brunswick. Plusieurs propositions venant du comité des résolutions ont été défaites parmi lesquelles une sur la politique d'union des Maritimes, de l'avancement économique, ainsi que sur l'éducation.

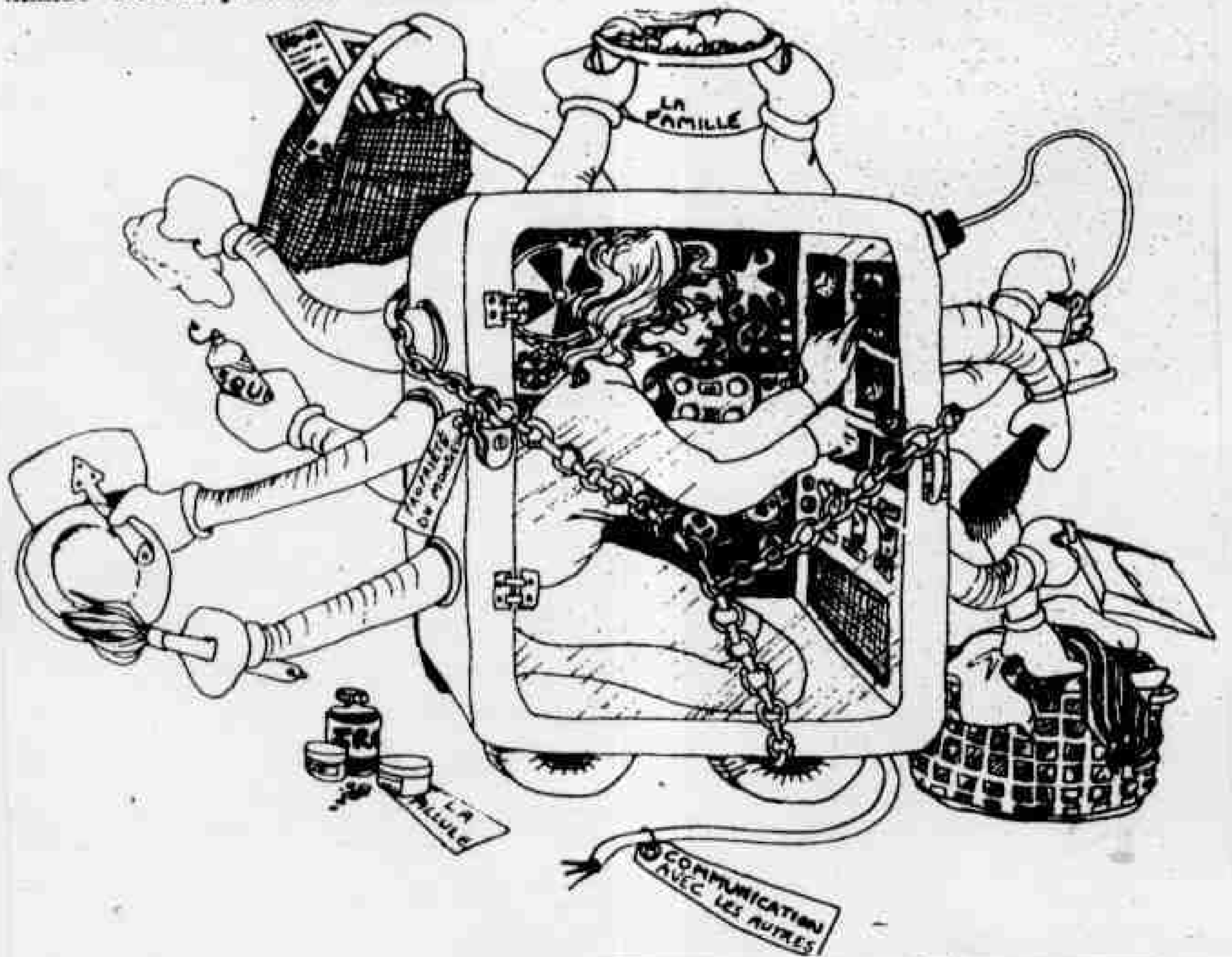
La majorité des délégués ont favorisé la remise de ces questions aux groupes acadiens locaux avant de procéder à l'adoption de politiques officielles. La SNA a dominé le congrès alors qu'aucun autre groupe acadien ne s'était organisé afin d'offrir d'autres voies visant leur libération.

La discussion est maintenant ouverte à l'échelle locale ce qui permettra de nouveaux échanges durant les semaines et les mois à venir relativement à cette nouvelle formation.

Une autre nationalité opprimée se lève et se met en marche!

# La femme opprimée: mythe ou réalité?

par COLLEEN LEVIS




Les femmes sont-elles réellement opprimées au Québec ou est-ce plutôt que les "...clichés ou images stéréotypées dévalorisants pour la femme ont été de tout temps perpétués par les femmes elles-mêmes...?"

Voilà le fond de la question posée dans un article de la revue Châtelaine d'avril 1972. L'article de Merle Shain intitulé "La femme est-elle le pire ennemi de la femme?" en prennant pour acquis que les femmes sont les victimes de leurs propres préjugés et non d'une quelconque oppression objective, demande rhétoriquement: "Comment les femmes pourront-elles acquérir un statut à part entière dans la société, si elles sont les premières à se mépriser les unes les autres?"

Le lecteur peut penser que Shain prendra en ligne de compte la réalité objective et les facteurs sociaux et légaux concrets qui peuvent limiter la liberté et les droits de la femme lorsqu'elle explique au tout début de l'article qu'il "serait peut-être plus plausible de penser que le sentiment d'infériorité des femmes découle des conséquences restreignantes de la grossesse et du soin des entants." Mais il n'en est pas question. La référence de Shain à la réalité sociale dans laquelle se trouve la Québécoise est tout-à-fait éphémère: "De toutes façons, quelle qu'en soit l'origine..." Shain s'élève au-dessus de cette réalité "non-pertinente" pour se borner au domaine des "préjugés" et des "sentiments d'infériorité".

C'est sans doute un autre "préjugé" imaginé et "typiquement féminin" d'oser croire, comme le font des milliers de femmes en révolte à travers le monde, que le mépris entre femme, la rivalité, les préjugés et les sentiments d'infériorité sont bel et bien des résultats directes des "conséquences restreignantes" consciemment imposées aux femmes par cette société.

N'est-ce pas une réalité que la femme québécoise est payée moins cher que l'homme pour le même travail? N'est-ce pas vrai que le salaire de la femme est souvent insuffisant pour vivre indépendamment et de façon adéquate, et que la femme est obligée de faire ce qui est "normal", c'est-à-dire, se marier avec un homme qui exigera d'elle tout ce qui est "normal": qu'elle soit toujours "belle", qu'elle fasse le ménage pour lui, qu'elle garde les enfants, qu'elle travaille si ça fait son affaire et qu'elle soit son esclave personnelle?

N'est-ce pas une réalité bien connue que l'ancien ministre québécois de la fonction publique l'Allier, a refusé aux employés de l'Etat le salaire minimum de $100 par semaine sous prétexte que sur les 40,000 employés à salaire inférieur, 36,000 "n'étaient que des femmes qui travaillent en attendant de se marier?"

Que la majorité des 210,000 grévistes de la fonction publique était composée de femmes, prouve bien que cet état de choses n'est pas voulu ni accepté par la femme québécoise et donc, ne découle pas d'un quelconque "préjugé". Que les grévistes les plus militants étaient en grande mesure des femmes prouve que la femme n'accepte pas de gagner moins que l'homme, et qu'elle n'est pas alourdi d'un sentiment "naturel" d'impuissance. Gagner un salaire de crève-faim c'est quand même une maudite "conséquence restreignante" qu'il faudrait peut-être prendre en ligne de compte. Ne pas pouvoir manger aussi bien que l'autre peut très bien causer le développement d'un sentiment d'infériorité.

Les 150,000 femmes qui ont participé dans la récente grève générale ont appris hors de tout doute que c'étaient les hommes dans le gouvernement qui les obligaient à se marier. C'est le gouvernement qui protège les "règles du jeu" de cette société en poussant les femmes à trouver un homme, un homme qui pourra sortir avec ses amis pour prendre une bière (dans une taverne!) mais qui ne permettra pas à la femme de sortir avec ses amies, un homme qui décidera même quand la femme aura un enfant.

N'est-ce pas une réalité quotidienne que la femme fait face à des milliers et des milliers d'annonces publicitaires les traitant de simples objets sexuels, des commodités pouvant aider à la vente d'autres commodités? N'est-ce pas ces annonces qui nous racontent à la journée longue combien il faut peser et quelle marque de parfum il faut pour attrapper l'homme de notre vie? L'industrie publicitaire peut sans "conséquences restreignantes" réaliser des millions de dollars chaque année en exploitant ainsi la femme.

Le problème n'est pas comme le prétend Merle Shain, que les femmes "acceptent que l'on traite différement les femmes des hommes sur le plan social" mais plutôt qu'il existe des lois, des traditions et des institutions dans cette société qui nous gardent soumises et dans un état d'infériorité afin de maintenir les privilèges et les profits de ceux qui dominent.

Il y a une double échelle de valeurs dans le domaine de la sexualité -- le sexe est un péché et c'est la femme qui a tenté Adam! Si la femme tombe enceinte, il faut qu'elle souffre qu'elle

veule ou non l'enfant. Les lois fédérales anti-démocratiques qui interdisent l'avortement s'ajoutent à cette tradition pour nous empêcher de contrôler notre corps, ces lois adoptées par ceux qui savent "mieux que nous" ce qu'il nous faut. Dans les hôpitaux, dans lesquels il y a un comité d'avortement pouvant décider si l'avortement est "essentiel", le comité est composé bien sûr d'hommes.

La contraception efficace est interdite par l'église catholique, et pour rendre plus difficile que les femmes décident de leur sort elles-mêmes, l'éducation sexuelle et les moyens de contraception sont peu disponibles, surtout pour les jeunes. La société permet à l'homme de visiter la lune mais ne permet pas à la femme de décider librement si elle sera mère.

C'est extrêmement difficile pour la femme avec un enfant de sortir de la maison pour travailler car le gouvernement nous refuse d'établir des garderies gratuites 24 heures sur 24. Elle est obligée de devenir ménagère et de travailler sans salaire, bien qu'elle fasse un travail essentiel pour la société. La société ne reconnait pas ce genre de travail car après tout ce ne sont "que des femmes" qui ne font que ce qui leur revient "de nature".

## Poème féministe:

Si tu perds l'usage de ton corps
Ton corps ne t'appartient plus
Si tu n'as pas l'usage de ton esprit
C'est ton esprit alors qui
t'échappera
Méfie-toi de la tentation de l'orgueil
Méfie-toi de la tentation de la
générosité
De l'abnégation
De l'oubli de soi
Si tu t'oublies toi-même
On abusera de toi
Si tu te sacrifies toi-même
On t'apportera du feu et du bois
Pour que le bûcher brûle mieux
Et si tu perds l'usage de toi
Ne t'en prends pas à l'autre
Mais à toi-même
Et si tu décides de te reconquérir
Le combat sera dur
Tu devras reprendre tes droits un à
un
Inlassablement
Tu devras défaire un à un les liens
qu'on a tissés autour de toi
Or il est plus difficile d'être libre
Qu'esclave
Et le maître-ennemi ne lâchera pas
sa proie
Si facilement

Charlotte Boisjoli

Malgré cela les tâches domestiques évaluées selon le nombre d'heures représentent de 10% à 11% du produit national brut.

La femme mariée avec enfants ayant plus de 6 ans travaille 2,000 heures par année, tandis qu'un travailleur salarié travaille environ 2,080 heures. Puis la femme ne peut même pas choisir entre un travail "bénévole" au foyer et un travail peu payant à l'extérieur.

La femme québécoise n'a toujours pas le droit d'entrer dans une taverne ("lieu public"), et sans contrat de mariage rien n'appartient à la femme mariée.

Si les femmes sentent, comme l'affirme Shain, "...que le pouvoir est entre les mains des hommes..." c'est parce que c'est une réalité qu'il faut transformer, et si elles "rivalisent entre elles pour capturer les hommes, au lieu d'entrer elles-mêmes dans la compétition pour l'obtention du pouvoir" c'est parce qu'il y a dans cette société maintes institutions, lois, et traditions oppressives et discriminatoires qui ont un seul but, celui de garder tous les opprimés et tous les exploités divisés entre eux pour mieux les dominer. Voilà l'origine réelle des préjugés et de la rivalité entre femmes. Ce n'est pas, comme semble le croire Merle Shain, les idées préjugées de la femme qui ont créé son oppression.

Une mentalité d'opprimé ou de colonisé n'est pas le produit d'un défaut sexuel, pas plus qu'un défaut racial ou linguistique. Une mentalité d'opprimé ou de colonisé est imposée, cultivée, et maintenue par ceux qui en profitent -- les oppresseurs et les colonisateurs.

La solution n'est pas une quelconque "réorientation mentale" mais bien l'organisation et la mobilisation des femmes dans une lutte contre cette société et les institutions qui nous oppriment. Les organisations féministes comme celles pour l'abrogation des lois sur l'avortement en sont des exemples de comment les femmes peuvent s'unir pour transformer la réalité.

libération

# La lutte contre la dictature argentine

par MANON LEGER

Dans le Québec-Presse du 23 avril, un article sur l'Argentine affichait comme manchette "Les gauchistes préfèrent la dictature militaire à une fausse démocratie". Est-ce bien la réalité? Pour répondre à cet argument, il est essentiel de parler en premier lieu de la situation existante en Argentine. On s'imagine souvent la dictature militaire Lanusse, comme un régime ne connaissant aucune opposition de masse.

Retraçons ici les évènements principaux qui ont marqué le début de cette année. Du 29 février au 2 mars, suite à une majoration des prix de 25%, le pays était secoué par une grève générale protestant la baisse du niveau de vie des ouvriers. Un mois plus tard, un nouveau taux d'électricité (une hausse de 110%) prit effet à Mendoza, ville regroupant quelques 250,000 habitants. Des manifestations de rues s'en suivirent. Après une intervention brutale de la police, la CGT (Confederacion General del Trabajo -- Confédération Générale du Travail) lança un appel à la grève générale. Une grève de 24 heures paralysa toute l'industrie. Des grèves se déclenchèrent à Cordoba et à San Juan à l'appui des grévistes de Mendoza. Afin de calmer le peuple, le Général Gomez devait annoncer une remise de la collecte des comptes d'électricité. Et finalement le 7 avril, le général Lanusse annonçait la suspension dans tout le pays des nouveaux tarifs de l'électricité.

Les événements cités ci-hauts démontrent en effet que les masses loin d'être soumises et dupes ne cessent d'afficher une résistance farouche à toute nouvelle attaque du régime Lanusse. Et ces luttes entreprises par le mouvement ouvrier, à travers les manifestations de rue, les grèves, loin de s'être soldées par des échecs, consolidèrent ce dernier forçant le régime militaire à céder du terrain.




Ci-haut, une manifestation à Cordoba lors de la grève générale du mars 1971. Ci-bas, des pancartes syndicales à l'appui de l'ancien dictateur Peron affichées à Buenos Aires.




Le régime se trouve de plus divisé en son sein, ce qui ne lui facilite pas les choses. L'aile droite de l'armée s'oppose à sa direction actuelle l'accusant d'être trop souple, et voit d'un très mauvais oeil les élections prévues pour 1973.

L'avènement de ces élections est très important alors qu'elles fourniront aux forces socialistes, et au mouvement ouvrier l'opportunité d'avancer un programme pour défendre les intérêts des masses opprimées puisque le 1er avril, Alejandro Lanusse réhabilitait tous les partis politiques dissous en 1966 déclarant que "tous les biens qui leur avaient été confisqués leur seraient restitués". La clandestinité rendait très difficile le travail des socialistes parmi les masses, mais la levée partielle de l'illégalité leur permet maintenant d'intervenir parmi les masses avec une mesure de légitimité.

Ces élections bien qu'importantes demeurent toutefois tronquées et sont sujettes à nombre de restrictions et de règlements que Lanusse imposera sur les partis en liste.

Juan Peron est maintenant de retour au pays et ceci a suscité un vif intérêt parmi les masses. Juan Peron qui avait été à la tête du gouvernement argentin pendant 10 ans, de 1945 à 1955, avait été déposé de son poste en 1955 et quitta le pays. Des accusations de trahison furent portées contre lui. Juan Peron a finalement été réhabilité par Lanusse en 1971. Bien que Peron avait été un dictateur à la main de fer, il jouissait et jouit encore de l'appui d'un grand secteur des masses travailleuses. Donc son retour a provoqué de nouveaux espoirs parmi les masses, malgré son attitude anti-ouvrière au cours des récents événements à Mendoza, où il a demandé aux ouvriers de mettre fin à leur mouvement de grève et d'appuyer le GAN (Grand Accord National).

Le GAN est le projet de la dictature militaire visant à gagner l'appui national à son programme de 'paix des classes'. Il s'agit d'un front regroupant autant les forces capitalistes et droitières que certaines forces conciliatrices du mouvement ouvrier.

Les masses d'Argentine n'ont, on peut le constater, nullement rejeté les élections qui viennent mais au contraire y fondent beaucoup d'espoir. Les socia-

listes conscients de cette réalité voient dans les élections de 1973, une plateforme leur permettant d'avancer un programme de combat, jouissant d'une audience telle que n'en a jamais connu le mouvement ouvrier argentin. Les forces révolutionnaires se doivent de présenter une alternative programmatique réelle aux masses afin de démasquer l'incapacité du GAN d'établir une véritable démocratie et de mettre fin à l'inflation effrénée que connait le pays.

Refuser une telle opportunité signifie tourner le dos au mouvement ouvrier, l'abandonnant aux mains d'une direction syndicale bureaucratique et corrompue prête à suivre un Peron qui ne fera que perpétuer l'exploitation des masses. Se tourner vers des actions terroristes isolées, dans la situation actuelle alors que les masses sont en mouvement et cherchent une nouvelle direction, va dans le sens inverse de gagner les masses et de construire un parti socialiste révolutionnaire de masse capable de libérer le pays de l'emprise impérialiste. Les actes terroristes apparaissent comme actes de violence, comme des actes anti-sociaux et n'exposent nullement la véritable violence, celle poursuivie par la classe dirigeante et son régime militaire. De plus elle aide la dictature à faire reposer le blâme sur les forces de

(suite à la page 14)

## ... Argentine /10

gauche se lavant ainsi les mains de ses propres crimes.

La tâche des révolutionnaires est d'isoler politiquement la dictature militaire en aidant les masses à comprendre l'injustice et les crimes de celle-ci. En utilisant les élections, les socialistes disent non à la dictature militaire, non à la fausse démocratie. Ils utilisent cette tribune pour mettre de l'avant des revendications permettant le processus d'éducation et de mobilisation des masses contre la dictature et contre l'exploitation capitaliste en Argentine.

Bien loin de "préférer la dictature militaire à une fausse démocratie" comme le prétend l'article de Québec-Presse, les socialistes accueillent volontiers toute concession cédée par le régime sous la pression des masses. Les socialistes savent en profiter pour renforcer la confiance des masses dans leur force, les dirigeant de l'avant dans une lutte intransigeante et indépendante pour la démocratie complète et pour le socialisme.



# Une féministe et socialiste des EU visite l'Argentine



Linda Jenness du Socialist Workers Party américain a été chaleureusement accueillie à l'aéroport par 200 jeunes partisans.

par JEAN-PIERRE LALONDE

Linda Jenness, candidate socialiste aux élections présidentielles américaines est arrivée le 21 mai en Argentine au cours d'une tournée à travers l'Amérique latine. Jenness est la candidate présidentielle du Socialist Workers Party, l'organisation trotskyste aux Etats-Unis.

Suite à une conférence de presse accordée à environ 25 journalistes, des journaux dans plusieurs villes argentines, y compris quatre quotidiens, ont publié des articles sur la tournée de Jenness. Elle fut interviewée pendant 10 minutes à la télévision nationale surtout au sujet de ses idées féministes. Jennesse a également paru pendant 30 minutes sur un poste de télévision local dans la ville de Tucuman.

Apart les invitations à parler pour des groupes de libération de la femmes qui viennent de se former en Argentine, Jenness a adressé la parole aux réunions organisées par divers groupes socialistes et radicaux dans les universités à Tucuman, Rosario, Mar del Plata, Bahia Blanca et à Buenos Aires.

La salle était comble à Buenos Aires le 26 mai où plus de 3,000 sont venues écouter Jenness qui a dénoncé l'agression de son pays en Indochine. Environ 1,000 personnes sont venues l'écouter à chacune des réunions aux universités à Mar del Plata, Rosario, et à Tucuman. A Bahia Blanca, Jenness a adressé la parole à 200 personnes, y compris plusieurs socialistes plus âgés.

Linda Jenness, qui s'est identifiée dans la revue ASI de Buenos Aires en tant que "socialiste-révolutionnaire ... idéologiquement en accord avec la Quatrième Internationale," a été invitée en Argentine par le Parti Socialiste argentin qui publie l'hebdomadaire Avanzada Socialista (journal lancé suite à une fusion avec La Verdad).



La foule de 3,000 personnes à la conférence de Linda Jenness à Buenos Aires. Ses propos contre l'agression américaine en Indochine était vivement accueillis.

libération

## Contre l'anti-nationalisme du Parti Communiste:

# La politique de Lénine sur la langue et le nationalisme

La contribution qui suit est une réponse à un article de Sam Walsh paru dans Combat (journal reflétant les points de vue du Parti Communiste) du 25 février, qui attaquait à grands coups de citations de Lénine les "Nationalistes trotskystes". Cet article de Walsh constituait une réplique à un article de Colleen Levis, publié dans Libérati on (janvier-février) expliquant pourquoi le mouvement trotskyste québécois appuyait la lutte pour un Québec français.

Cette réponse signée Robert Dumont que nous publions n'a pour but que de replacer dans leur contexte les points de vue de Lénine qui contraire aux insinuations de Walsh ne font qu'affirmer la justesse des actions soutenues et entreprises par la Ligue Socialiste Ouvrière et la Ligue des Jeunes Socialistes sur le plan national.

par ROBERT DUMONT

"Le nationalisme et l'unilinguisme", affirme Walsh, "sont les cris de bataille de la petite-bourgeoisie canadienne-française". Le gros de son article est une collection de citations de V.I. Lénine, hors contexte afin d'en déformer le sens, et ainsi tenter de "prouver" que Lénine -- qui est en grande partie responsable de la formulation de la politique marxiste révolutionnaire sur la question nationale -- était un anti-nationaliste et se serait opposé à la revendication d'un nombre croissant de Québécois, incluant les syndicats, pour que le français devienne la seule langue officielle. Walsh et le PC veulent nous laisser croire que la politique de Lénine sur la question nationale était en opposition irréconciliable avec celle de Trotsky.

Léon Trotsky, le plus étroit collaborateur de Lénine dans la révolution de 1917, avait une évaluation fort différente. "La politique nationale de Lénine entrera pour toujours dans le solide matériel de l'humanité", écrit-il dans son oeuvre monumental qu'est l'Histoire de la Révolution Russe. "Lénine avait apprécié avec une remarquable profondeur la force révolutionnaire inhérente au sort des nationalités opprimées, tant dans la Russie tsariste que dans le monde entier."

### Les droits linguistiques

Une lecture des oeuvres de Lénine sur le nationalisme, oeuvres qui ont joué un rôle clé en armant le parti bolchévique dans la lutte pour le pouvoir dans un empire composé de plusieurs nations et nationalités opprimées, revèle que l'opposition du PC au nationalisme québécois n'a rien de commun avec le Léninisme-- qu'en fait il ne constitue qu'une dénégation du point de vue marxiste révolutionnaire sur les luttes nationales soutenu par Trotsky et mis de l'avant au Québec par la LSO et la LJS.

Walsh cite Lénine: "...les marxistes révolutionnaires disent qu'il ne doit pas y avoir de langue officielle obligatoire ..." et conclut de façon triomphale: "Ca prend des Trotskystes pour oser prétendre que Lénine pourrait défendre l'unilinguisme!" Dans ceci, Walsh révèle seulement sa propre malhonneteté.

La citation provient d'un essaie de Lénine écrit très peu de temps avant la Première Guerre Mondiale, et qui était intitulé "Faut-il une langue officielle obligatoire?" Loin d'argumenter contre la revendication mise de l'avant par les minorités nationales opprimées pour la reconnaissance de leurs droits linguistiques, Lénine entre en polémique contre les "libéraux" et les opportunistes "qui ont demandé l'acceptation de l'imposition du russe comme la seule langue officielle dans les nationalités non-russes opprimées par le tsarisme. Ces éléments disaient que la culture russe était plus avancée et que l'assimilation à la culture Grand-Russe était historiquement progressiste.

L'équivalent de cet argument opposé par Lénine serait de revendiquer que la langue anglaise devienne la seule langue officielle au Québec et ce sur la base que l'anglais est la langue prédominante du commerce et des relations culturelles, et croît en influence! Toute reconnaissance légale que les Québécois ont été capables de gagner et de maintenir pour la langue française serait abolie.

Lénine a lutté de façon conséquente contre une telle capitulation fataliste à la domination impérialiste et pour le droit des nationalités opprimées à développer leurs propres écoles, culture, cour dans leurs propres langues. C'est pourquoi la seconde partie de la phrase citée plus haut par Walsh établit que: "il faut... inclure dans la Constitution une loi fondamentale qui abolira tous les privilèges et supprimera toutes les violations qu'elles soient des droits d'une minorité..."

Lorsque Walsh et le PC emploient la polémique de Lénine contre le fait que le russe devienne la langue officielle à travers l'empire tsariste, c'est pour argumenter contre la revendication des Québécois pour l'unilinguisme français. Ils ignorent la distinction entre nation opprimante (Russie ou Canada anglais) et nation opprimée (Québec) qui est vitale au concept marxiste de l'auto-détermination. Le résultat en est une approche purement libérale, qui substitue une revendication abstraite pour l'"égalité" des langues anglaise et française au Québec à la place de la lutte existante actuelle des Québécois contre l'inégalité de la langue française, le déracinement constant de leur langue et culture dans une société à domination anglaise.

Le PC s'emporte avec indignation contre l'appui des Trotskystes au mouvement de masse pour un système scolaire unilingue français. Le PC a déploré la victoire de 1968 des francophones dans les élections à la Commission Scolaire de St-Léonard, parce que cela enlevait aux parents immigrants italiens, comme le dit Walsh "le droit de faire enseigner leurs enfants en anglais, qui, malheureusement est toujours la langue du travail au Québec". "Les Trotskys-

*Suite à la page 2*

# libération




COMMIS BILINGUE AU COMPTOIR

POUR PRODUITS DE BEAUTE. DE MIDI A 9 HEURES. SALAIRE SELON EXPERIENCE. BELLE APPARENCE.

JEUNE FILLE BILINGUE POUR TRAVAIL GENERAL DE BUREAU AUPRES INDUSTRIE VETEMENTS. DOIT AVOIR EXPERIENCE DACTYLO, CORRESPONDANCE, ETC. BON SALAIRE ET CHANCE D'AVANCEMENT.

STENO-DACTYLO BILINGUE

Pour bureaux d'ingénieurs conseils, 3 ans de secrétariat minimum. Ponctuelle, sens des responsabilités. Préférence à candidate connaissant travail d'ingénieurs.

• Girl Friday • bilingue

Société distributrice, matéri... recherche jeune femme... Assistante, travail ... et administrat... phones.

REGION ST-HILAIRE

RECEPTIONNISTE — COMMIS DACTYLO BILINGUE, AGEE ... EXPERIMENTEE, DE 25 A 46 ... SALAIRE ...

FILLE-FEMME BILINGUE POUR REPONDRE AU TELEPHONE ET LEGER TRAVAIL DE BUREAU SE PRESENTER: ENTRE 9 ET 11 A.M. OU 2 ET 4 P.M. JOLICOEUR LIMITEE 4132, PARTHENAIS M. SEGUIN

SECRETAIRE BILINGUE

STENO-DACTYLO

Bilingue, expérience de préférence pour industrie Rive-Sud. S'adresser Mme Le...

La manifestation de 8,000 personnes le 16 octobre dernier revendiquait l'établissement du français comme langue de travail au Québec, où malgré une majorité écrasante de francophones la quasi-totalité des demandes d'emploi se lisent comme celles à droite. Malgré la position léniniste sur la question nationale, le Parti Communiste s'est "absenté" de la manifestation car un Québec français serait "coercitif envers la minorité anglophone!"

*Suite de la page 1*

tes", s'écrit-il, "divisent la classe ouvrière selon leur nationalité".

Les faits parlent autrement. Un an après la victoire de la Ligue pour l'Intégration Scolaire de St-Léonard, visant l'élimination graduelle de l'enseignement de la langue anglaise, cette dernière était rejetée par le bill 63, qui protégeait le système scolaire anglais. A cette période, près de 25% des 5,614 étudiants du niveau élémentaire de la municipalité se trouvaient dans des classes bilingues et le reste dans des écoles de langue française.

Quel est maintenant l'état de la situation depuis que le bill 63 a imposé le "bilinguisme" à St-Léonard? Une étude de sortie en janvier dernier démontrait que 2,258 enfants immigrants des 2,691 de St-Léonard furent inscrits dans des écoles de langue anglaise pour l'année académique de 1971-72. Le journal hebdomadaire de langue italienne, Il Cittadino Canadese dit: "Ceci veut dire que, dans un avenir plus ou moins rapproché, St-Léonard sera, ni plus ni moins, une municipalité anglophone, comme l'ouest de l'île de Montréal."

Des statistiques dévastatrices! Ceux qui divisent les immigrants italiens des travailleurs de langue française qui constituent 90% ou plus du prolétariat du Québec ne sont pas des défenseurs du système scolaire francophone, mais le même gouvernement "provincial" qui sert avec grande fidélité les intérêts des monopoles anglo-canadiens et américains qui exploitent le Québec. Les mêmes corporations qui -- "malheureusement" (Walsh) -- imposent leur langue sur les travailleurs québécois en les forçant à apprendre et à parler une langue étrangère pour gagner leur vie; les mêmes corporations qui pressent les immigrants d'apprendre l'anglais car c'est la langue du commerce. Parler de "choix libre" ou d'"égalité" des langues dans de telles circonstances va au contraire de la réalité.

## Hostilité au nationalisme

Derrière l'opposition du PC à l'unilinguisme français au Québec se trouve son hostilité au nationalisme québécois. Encore une fois Sam Walsh tente d'invoquer l'autorité de Lénine mais sans trop grand succès.

Il récite une chaîne de citations dans lesquelles Lénine argumente contre "le nationalisme bourgeois". Les marxistes doivent éviter de "glisser dans le bourbier du nationalisme bourgeois", les marxistes ne pardonnent pas les efforts de la bourgeoisie des nations opprimées pour l'obtention de privilèges, etc...

Un recherchiste appliqué peut trouver nombre de passages comme ceux-ci dans les écrits de Lénine particulièrement dans le pamphlet intitulé "Le droit des Nations à disposer d'elles-mêmes". Mais encore une fois ici, le contexte de la polémique est ce qui importe. Lénine s'adressait aux problèmes particuliers qui se posaient en Europe de l'Est et en Europe Centrale, juste après le tournant du siècle, où de forts mouvements nationalistes dirigés par des capitalistes -- eux-mêmes les oppresseurs des nationalités assujetties dans leurs frontières -- cherchaient à rétablir des privilèges dont ils jouissaient avant leur conquête par les états voisins. Ainsi, les Russes opprimaient les Polonais, les Polonais les Ukrainiens en Pologne et tous opprimaient les Juifs.

Mais ce serait une grosse déformation des points de vues de Lénine, que de dire comme Walsh le fait, qu'il voyait seulement le côté réactionnaire du nationalisme. Parce que les mouvements nationaux sont historiquement associés avec la révolution démocratique bourgeoise, et la création des états capitalistes modernes, il n'est aucune raison pour que les socialistes révolutionnaires évitent d'appuyer les revendications nationales dans les nations qui ont failli à l'établissement de leur propre gouvernement.

"Toutes les revendications démocratiques générales sont des revendications démocratiques bourgeoises", écrit Lénine dans "Les Cadets et le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes". "Mais seuls les anarchistes et les opportunistes peuvent en tirer argument contre la défense la plus conséquente de ces revendications par le prolétariat."

Une revendication analogue est que le français, la langue nationale des Québécois, l'emploi de laquelle est clé à leur définition en tant que nation, devienne la langue nationale dans les écoles, au gouvernement et dans l'industrie -- et que leur soit donné une protection législative vigoureuse contre les usurpations de la langue anglaise. Lorsque le PC prétend que le mouvement québécois pour les écoles françaises est raciste, il fait des victimes de l'oppression nationale, les criminels.

Lénine a lancé une lutte incessante contre ceux dans la gauche qui refusaient d'appuyer les mouvements de libération nationale de peur d'être compromis avec les nationalistes bourgeois.

Lorsque Karl Radek, calomniait la rébellion irlandaise de 1916 comme étant "purement...petite-bourgeoise" et "putschiste", Lénine répondit:

"Imaginer que la révolution sociale est concevable sans révoltes de la part

*Suite à la page 3*

*Suite de la page 2*

des petites nations au sein des colonies et en Europe, sans éclatements d'une section de la petite-bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans un mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement non-conscientes contre l'oppression des propriétaires fonciers, de l'église et de la monarchie, contre l'oppression nationale, etc. -- imaginer tout ceci c'est répudier la révolution sociale...

"La lutte des nations opprimées en Europe (nous pouvons ajouter en Amérique du Nord -RD), une lutte capable d'aller droit à l'insurrection et aux luttes de rues, capable de briser la discipline de fer de l'armée et la loi martiale, 'aiguisera la crise révolutionnaire en Europe' à un degré infiniment plus grand qu'une rébellion beaucoup plus développée dans une colonie éloignée...

"Nous serions de bien pauvres révolutionnaires si, dans la grande guerre de libération du prolétariat pour le socialisme, nous ne savions pas comment utiliser chaque mouvement populaire contre chaque désastre qu'amène l'impérialisme de façon à intensifier et à étendre la crise. Si nous étions pour, d'une part, répéter sur un millier de tons la déclaration que nous sommes opposés à toute oppression nationale et d'autre part décrire l'héroique révolte de la section la plus mobile et éclairée de certaines classes d'une nation opprimée contre ses oppresseurs comme un 'putsch', nous devrions tomber au même niveau de stupidité que les Kautskyites".

## La Dynamique révolutionnaire

Aujourd'hui, dans la majorité des nations et colonies opprimées sinon toutes, la bourgeoisie nationale est très faible et dépendante sur sa collaboration et sa complicité avec l'impérialisme pour quelque soit les privilèges dont elle jouit. Les nouveaux mouvements de libération nationale, basés sur les couches opprimées, ont un impact plus grand qui y correspond. Pour souligner cette distinction, Lénine proposait au Second Congrès Mondial de l'Internationale Communiste en 1920, que ces mouvements non-capitalistes soient désignés "nationaux révolutionnaires" plutôt que "démocratiques bourgeois".

La prétention de Walsh selon laquelle au Québec "nationalisme et unilinguisme" sont "les cris de bataille de la petite-bourgeoisie canadienne-française", "slogans diviseurs de la bourgeoisie", est absolument fausse et irrelevante. En réalité, les capitalistes québécois opposent violemment la lutte pour l'unilinguisme français, comme le fait leur aile la plus nationaliste, le Parti Québécois. La revendication pour un système scolaire unique en français a tracé une ligne de démarcation entre les ailes droite et gauche du mouvement nationaliste -- entre ceux ayant une perspective anti-impérialiste conséquente et ceux cherchant seulement une plus grande souveraineté pour le Québec tout en permettant aux corporations impérialistes de continuer à piller les ressources naturelles de la nation et sa main d'oeuvre.

Le Parti Communiste attaque le mouvement pour l'indépendance du Québec non parce qu'il voit vraiment le nationalisme québécois comme "bourgeois", mais précisément parce qu'il craint la dynamique révolutionnaire du mouvement pour la libération nationale.

Tout en accordant du bout des lèvres le droit du Québec à l'auto-détermination, le PC est entièrement engagé au maintien des structures de base de l'Etat canadien.

Son programme officiel revendique un "nouveau pacte confédéral librement négocié" basé sur "une association volontaire et égale des deux nations dans un état bi-national, souverain, et démocratique". Chaque nation se voit accorder "le droit de se séparer si la majorité de l'une ou l'autre nation le désire".

Mais l'auto-détermination pour le Canada-anglais est difficilement le point! A rabâcher constamment sur le "danger" des "Canadiens français" à gagner des "privilèges spéciaux, le PC tourne le dos à la lutte réelle existante contre les privilèges, les Québécois luttent contre l'oppression exercée par le gouvernement et le monde du commerce canadien-anglais.

L'appui du PC au fédéralisme canadien, son hostilité envers la nationalisme québécois découlent de son adhésion à la ligne contre-révolutionnaire de coexistence pacifique avec l'impérialisme, avancée par ses guides de Moscou. Les bureaucrates du Kremlin craignent l'influence des luttes nationalistes et révolutionnaires qui se développent à travers le monde et qui pourraient encourager les nationalités opprimées d'URSS même, en les mobilisant contre leur inégalité nationale pour renverser la caste bureaucratique dirigeante et établir la démocratie ouvrière.

Sous la bannière de coexistence pacifique, les partis communistes dans les pays coloniaux ont ouvertement défendu et pratiqué la collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale. Voilà en ce qui concerne le soi-disant reniement de Walsh relativement au "nationalisme bourgeois".

En tant que militants dans l'aile active du mouvement de masse pour un Québec français, les Trotskystes appliquent énergiquement et avec succès l'approche léniniste à la question nationale. Ils

(suite à la page 12)

## La parole à Lenine:

"....beaucoup de camarades qui ne comprenaient pas dans quel marias ils s'enlisaient... en considérant avec dédain les mouvements nationaux des petites nations, auront leurs yeux dessillés sous l'effet de cette coincidence 'fortuite' entre l'appréciation d'un représentant de la bourgeoisie impérialiste et celle d'une social-démocrate!!

## ... la langue /13

construisent le mouvement qui renversera la domination capitaliste au Québec et qui ébranlera les fondations mêmes de la domination capitaliste au Canada-anglais. Du même coup, ils jettent la base pour une véritable égalité entre les travailleurs du Québec et ceux du Canada-anglais.

# libération

'ol. 2 No 9 (17) sept. oct. 1972 15 C


# Le bill 63 contre les écoles françaises

...8



# libération

# Le bill 63 et les écoles fermées

*par Jean Hérivault et André Doucet*

L'école St-Jean-Damascène, l'une des 42 écoles françaises à Montréal qui sont ou qui vont être fermées dans les deux années à venir par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal (CECM), a été occupée entre le 4 et 11 septembre par les parents du Sud-Ouest qui demandent à la CECM et au gouvernement Bourassa, d'annuler le projet de fermer 4 écoles dans le quartier sud-ouest de Montréal.

Les arguments mis de l'avant par la CECM sont le manque d'élèves et les coûts exorbitants entraînés par le maintien d'écoles opérant à moins de 60% de leur "capacité normale".

Les parents francophones du quartier protestent et affirment que c'est la conséquence directe de l'application de la loi 63. Incidemment aucune école anglaise du quartier ne sera fermée.

Quant au ministre de l'éducation, François Cloutier, il a indiqué aux parents qu'il s'agit, selon lui, uniquement d'une "mesure administrative" relevant de la CECM. Bien que la CECM démente tout rapport entre les fermetures d'écoles et la loi 63, il est indéniablement clair que LES "mesures administratives" de la CECM, découlent directement de la politique linguistique du gouvernement du Québec.

Le manque d'élève pour maintenir ces écoles, trouve ses origines dans l'infâme loi 63 (appelée cyniquement "loi pour promouvoir la langue française au Québec") qui fut adoptée par le gouvernement de l'Union Nationale en 1969, et maintenue depuis par les Libéraux et cela malgré une vive protestation de toute la nation.

La loi 63 découle d'une politique concertée en vue d'assimiler la nation québécoise. S'il est clair que cette loi n'est pas pour "promouvoir" la langue française, on doit clarifier que cette loi, bien que visant à préserver les privilèges de la langue anglaise, découle et fait partie intégrante des projets d'assimiler la nation francophone.

Dans son projet d'anéantir le peuple "canadien-français", Lord Durham d'Angleterre écrivait en 1839: "... ce n'est qu'une question de temps et de manière; il s'agit simplement de décider si le petit nombre de 'canadien-français' qui habitent le Bas-Canada (le Québec aujourd'hui) sera anglicisé sous un gouvernement qui peut les protéger (sic) ou bien si on remettra à plus tard le procédé.. "

La loi 63 permet à chaque famille de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants, permettant aux parents de diriger leurs enfants vers la langue anglaise, la langue des patrons qui contrôlent l'économie québécoise. C'est le début d'une autre étape dans le processus visant à mettre les Québécois en minorité chez-eux et d'accélérer l'anglicisation de la nation.

Par ce "moyen", non seulement 20% de la population maintien maintient son propre système scolaire et ses privilèges, mais le nombre d'élèves francophones qui passent au secteur d'enseignement anglais va croissant. Ce processus est particulièrement marqué à Montréal, métropole de la nation, où en 1970 et 1971, environ 3,500 élèves sont passés des classes françaises aux classes anglaises alors qu'une cinquantaine sont passés du secteur anglais au secteur français! Ce nombre représente l'équivalent d'une dizaine d'écoles!

En plus de maintenir intacts les privilèges de la nation oppresseuse et de pousser les Francophones à abandonner leur langue, le rôle de l'immigration telle que préconisé dans la loi 63 généralise et accélère le processus de noyer la nation dans l'assimilation en venant grossir les rangs de la minorité qui impose la langue anglaise à l'ensemble de la nation.

Ce processus prend aussi sa source dans le projet de Durham, en vue de détruire la nation francophone: "Je réaffirme aussi que le premier objectif de tout plan qui sera adopté par le gouvernement futur du Bas-Canada (le Québec) doit être d'en faire une province anglaise et à cet effet il doit voir à ce que l'influence dominante ne soit jamais placée en d'autres mains que celle d'une population anglaise (... ). Le meilleur moyen de résoudre l'opposition des deux groupes, Français et Anglais, c'est de noyer la population française sous le flot continue d'une immigration organisée méthodiquement, contrôlée au départ, acceuillie à l'arrivée, assurée d'une situation privilégiée dans la colonie." (Rapport Durham 1839).

La décision d'établir des bureaux canadiens d'immigration est une décision concertée. En 1962, la répartition des bureaux d'immigration est symptomatique; Grande-Bretagne, six bureaux; pays germaniques, douze; États-Unis et Commonwealth, six; France, un; pays latins, deux; Amérique Latine, aucun.

133 ans plus tard, le projet Durham est non seulement rester intact, mais a été accentué au moyen de la loi 63.

Selon une nouvelle brochure récemment publiée par le ministère Québécois de l'éducation (et curieusement pas disponible aux bureaux du gouvernement), 91% de tous les élèves immigrants à Montréal dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français sont allés aux écoles anglaises durant l'année scolaire 1971-1972. Pour l'ensemble du Québec la proportion se chiffre à 88%! Dans la même brochure on apprend que sur un total de 241,000 étudiants inscrits aux cours en anglais à travers le Québec durant la même période (à tous les niveaux) seulement 71% d'entre eux avaient l'anglais comme langue maternelle! Neuf pour cent étaient d'origine française, et 20% n'avaient ni l'anglais ni le français comme langue maternelle!

Sur un total de 1.3 million d'étudiants inscrits aux cours en français, environ un pour cent d'entre eux avaient l'anglais comme langue maternelle, et même pas un pour cent n'avaient ni l'anglais ni le français comme langue maternelle!

L'anglicisation dans les écoles publiques des immigrants et de plus en plus de francophones, représente la tendance à l'anglicisation dans la société en générale.

Cette situation n'empêche pas le ministre fédéral Jean Marchand de déclarer que "le français se porte bien", "que malgré les statistiques la langue Française n'est absolument pas menacée au Qué-

# libération




(photo par Harding)

*C'était la marche du Québec français le 24 juin dernier, organisée par le Front Commun pour la Défense de la Langue française (FCDLF)*

bec"!

Par contre le contenu d'une brochure publiée par la Banque Royale du Canada reflète plus honnêtement la situation de la langue française. Dans cette brochure qui est publiée pour les besoins de l'immigration l'on peut lire: "Parler français est un grand avantage si vous désirez vous installer dans la province de Québec.

"Cependant si vous décidez de vivre à Montréal, ce n'est pas, comme plusieurs le laissent entendre, absolument nécessaire de parler français".

Déjà les syndicats, CSN, FTQ, CEQ, UCC, se sont prononcés contre la loi 63, ainsi que la presque totalité des mouvements nationalistes: Parti Québécois, S.S.J.B., et des groupes de gauche, excepté le Parti communiste du Québec.

Suite à l'annonce de la CECM du projet de fermeture de 42 écoles à Montréal dans les deux années à venir, l'opposition à la loi 63 s'est étendue encore plus largement. Même des éléments aussi conservateurs que les jeunes libéraux se sont vus obliger de refleter cette pression de masse. À leur colloque tenu les 18, 19 et 20 août '72, ils ont demandé au gouvernement de "retirer immédiatement la loi 63 et de prendre les mesures pour que le français devienne la langue de travail dans tous les milieux."

Ce puissant courant d'opposition, a même forcé le parrain de la loi 63, Jean-Guy Cardinal, qui lors de l'assemblée organisée par le Front Populaire, regroupement des parents du sud-ouest, à déclaré que cette loi était "anti-française" et demande que la loi 63 soit annulée et que le français devienne la langue officielle."

Cardinal explique que la loi 63 fut une "erreur". "Avant 1969 le transfert (des élèves francophones au secteur anglophone) était difficile alors que maintenant il est rendu très facile. Non seulement la loi le permet explicitement et officiellement, mais le gouvernement a mis en place tout un mécanisme administratif, qui facilite le transfert".

La fermeture des écoles et la lutte entreprise par les parents du sud-ouest de Montréal débouchent donc sur la vaste campagne qui est menée pour le retrait de la loi 63 et pour la défense de la langue française, élément central de notre lutte de libération nationale.

## Au congrès de la CEQ:

# Les écoles au service

**par Marylène Renaud**

*"C'est un mythe de croire que l'école est neutre, qu'elle ne transmet que des techniques et des connaissances objectives.*

*"C'est aussi un mythe de croire qu'à l'école tous les enfants ont des chances égales de devenir des citoyens épanouis, autonomes et responsables.*

*"L'école est à l'image même de la société capitaliste, qui ne pourrait se maintenir sans l'exploitation du travail de la majorité par une minorité qui s'approprie les moyens de production et contrôle ainsi le pouvoir politique."*

Ainsi commence le manifeste de la Corporation des Enseignants du Quebec (CEQ) intitule "L'ecole au service de la classe dominante", manifeste adopte au 22e congrès qui a eu lieu à Ste-Adèle du 26 au 30 juin dernier.

L'adoption de ce document radical est venue au moment où les enseignants furent obliges de rentrer à l'école par l'infâme loi 19 du gouvernement Bourassa, loi qui a mis fin à la grève des secteurs public et para-public au mois d'avril-mai. Le document veut exposer et la nature de la societe capitaliste au Quebec et le rôle du système scolaire dans cette societe. Selon le manifeste, cette societe est celle où les travailleurs du Quebec sont exploites par les bourgeoisies canadienne, americaine et quebecoise, une societe qui sert au besoins des grandes corporations et des profits, plutôt que ceux du "monde ordinaire". Il s'agit d'une societe qui perpetue l'inegalite de la femme, la discrimination contre les Noirs, de même que l'anglicisation rapide des Quebecois.

Les commentaires les plus revelants du manifeste sont ceux qui expliquent comment fonctionne l'ecole pour maintenir le statut-quo, les inegalités existantes entre les enfants de familles ouvrières et ceux des classes dominantes, et pour maintenir et renforcer le concept que la femme est inferieure à l'homme.

"... *Les chances ne sont pas égales pour tous. Le hasard peut faire bien des choses mais il ne peut tout de même pas expliquer pourquoi les fils d'ouvriers présentent massivement un retard dans l'apprentissage de la lecture, pourquoi près de deux foix plus de filles que de garçons abandonnent leurs études à la fin du cours secondaire, pourquoi seulement 16 pour cent des étudiants de*

# de l'exploitation

*l'UQAM sont fils d'ouvriers, ni pourquoi 90 pour cent des employés du secteur public qui ne gagnent pas $100 par semaine sont des femmes (36.000 sur 40.000).*

*"À l'élémentaire, le Règlement numéro 1 prévoit à l'intérieur des classes la formation de sous-groupes de travail homogènes du point de vue des aptitudes individuelles dans l'une ou l'autre des disciplines fondamentales.*

*"La sélection se poursuit au secondaire. Le hasard peut-il expliquer le fait que dans les écoles où se trouvent des élèves d'origines sociales diverses on retrouve dans les classes 'enrichies' les étudiants familiers avec une certaine 'culture' tandis qu'on trouve les enfants de travailleurs, dans les classes 'régulières' ou 'allégées' quand ce n'est pas a l'enfance inadaptée."*

Que la plupart des etudiantes se trouvent dans les cours artistiques, domestiques ou de secretaire, pendant que les garçons se specialisent dans les mathematiques la physique, ou la chimie, n'est pas non plus un hasard. Le système scolaire prepare, très tôt dans la vie, les jeunes filles pour leur futur rôle de membres passifs de cette societe, pendant qu'on apprend aux garçons à être alerte et "agressifs".

*"Pour le bon fonctionnement du système, il est nécessaire que les femmes continuent à faire la cuisine, laver les planchers et éduquer des enfants dans les mêmes conditions: travail nécessaire et gratuit.*

*"Les manuels sont remplis d'histoires et d'illustrations où les garçons sont forts, courageux, sportifs, et les filles délicates, faibles, sensibles, juste bonnes à remplir des tâches ménagères."*

Même les normes disciplinaires qui s'appliquent à tous les etudiants et enseignants sont conçues en vue d'un seul but très precis.

*"La discipline scolaire comporte des règlements et sanctions qui ressemblent étrangement à ce qui attend les futurs travailleurs que l'école aura bien conditionnés à l'idée de la légitimité de la hiérarchie d'inégaux. L'école met en oeuvre un processus qui vise à empêcher toute tentative de modifier les rapports sociaux... N'en sera-t-il pas ainsi plus tard à l'usine ou au bureau?"*

Le congrès de la CEQ et l'adoption du manifeste sont significatifs en ce sens qu'ils marquent un changement radical dans l'orientation de la CEQ. Elle n'est plus contente de se considerer une association de "professionnels" et elle se place en solidarite avec le mouvement syndical. La greve des secteurs public et para-public, ainsi que l'adoption de la loi 19 ont tres clairement demontre aux enseignants qu'ils n'occupent pas une position privilegiee vis-a-vis les autres travailleurs syndiques. Les gains que les enseignants ont fait a travers la lutte sont aussi attaques par le gouvernement Bourassa. La seule voie en avant qui se presente aux enseignants est celle de l'alliance avec le mouvement syndical et les luttes ouvrieres.

A ce congres, comme aux recents autres congres du mouvement syndical quebecois, nous avons vu comment ceux qui se radicalisent a partir des contradictions dans la societe quebecoise sont aussi pousses a appuyer la lutte pour un Quebec independant et français. La CEQ est devenue la premiere centrale syndicale quebecoise a adopter une resolution en faveur de l'independance nationale. (Cette resolution sera neanmoins soumise aux membres dans un referendum cet automne avant de devenir une position officielle de la CEQ). Le congrès a egalement adopte des resolutions revendiquant le retrait du bill 63 et le français langue officielle au Quebec. La CEQ a reaffirme sa participation au Mouvement Quebec Français (MQF).

Selon la CEQ, les ecoles ne peuvent plus être divorcees de la realite vivante de la lutte nationale des Quebecois, et c'est dans ce cadre que la CEQ luttera pour que les ecoles soient contrôlees et gerees par les enseignants, les etudiants et les employes de soutien, dans l'interêt reel des Quebecois. En refusant de devenir des "rouages de l'ecole capitaliste" les enseignants peuvent se trouver des allies nouveaux parmi les etudiants et parmi le mouvement ouvrier, pour devenir un contingent important dans le mouvement pour la liberation nationale.

libération

EDITORIAL

# Le choix des indépendantistes dans les élections

En insistant sur "l'intégrité du Canada" comme thème de la campagne électorale, le premier ministre Trudeau ne fait que refléter les inquiétudes de ses maitres, les capitalistes canadiens-anglais qui dominent le Canada, "d'un océan à l'autre." La première menace au maintien de leur "société juste" est la révolte nationale des Québécois qui s'exprime par l'appui de plus en plus populaire à l'établissement d'un Québec indépendant et français.

L'oppression nationale des Québécois permet aux millionnaires canadiens de faire des super-profits au Québec, en s'emparant de nos ressources, en nous payant des salaires inférieurs, en maintenant un niveau très élevé de chômage, et en détruisant notre langue. Cette oppression nationale constitue une partie indispensable de la domination capitaliste du Canada, d'où vient la nécessité pour Trudeau de défendre "l'intégrité" de l'État canadien, c'est-à-dire de la Confédération qui est une prison pour les Québécois.

Pour cacher cette prison, Trudeau invoque ce "nationalisme" canadien tellement à la mode chez les oppresseurs du Québec pour nous convaincre que l'indépendance québécoise"... entrainerait fatalement l'absorption du Canada par son colossal voisin du sud." En fait, rien n'est plus loin de la réalité. Au contraire, les États-Unis et le Canada sont tous les deux des pays impérialistes qui ont entre eux une "alliance" et une "division de travail" réciproquement favorables, pour exploiter les nations opprimées. Si les États-Unis se chargent de massacrer le peuple vietnamien au profit de l'impérialisme mondial, c'est le Canada qui est chargé de mettre sous la férule le peuple québécois.

Trudeau et les riches du Canada voudraient bien inventer une fausse "lutte nationale canadienne" contre les États-Unis en parlant de "nos objectifs nationaux" et du "défi qui se pose à nous" justement pour mobiliser les masses canadiennes contre la juste lutte nationale des Québécois et contre leurs justes objectifs nationaux. Derrière ce verbiage pseudo-nationaliste et anti-américain, les dirigeants du Canada ont procédé depuis les dernières élections fédérales à renforcer la mainmise sur le Québec et à centraliser davantage le fédéralisme.

Pour sa part, Claude Wagner, dirigeant au Québec du parti conservateur, fustige "l'antiséparatisme négatif de Trudeau" proposant à sa place une "nouvelle" constitution fédérale. Pour lui, l'indépendantisme des Québécois va "... aller en augmentant à moins que le fédéralisme présent puisse être revisé de façon à pouvoir vraiment assurer une fois pour toutes le partage des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux."

Mais les critiques de Wagner ne changent pas sa fidélité inébranlable à "l'unité du Canada". Les Wagner et autres du parti conservateur représentent les mêmes millionnaires que les Trudeau du parti libéral.

D'autre part, David Lewis du Nouveau Parti Démocratique, parti qui jouira du soutien et de la participation active de la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ), estime que "... l'inflexibilité de M. Trudeau a donné des armes aux forces indépendantistes du Québec qui sont, d'après lui plus puissantes qu'elles ne l'ont jamais été." Tout en étant formellement pour le droit du Québec à l'autodétermination, M. Lewis se dit en faveur d'un Canada uni.

Mais les indépendantistes québécois ne sauraient être indifférents face aux partis fédéraux et aux élections. Au contraire des deux vieux partis bourgeois,

*Suite à la page 2*

## La LSO dans les élections

***Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que notre ancien rédacteur-en-chef Alain Beiner sera le candidat de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO) dans le comté de Montréal-Lafontaine dans l'est de la métropole. Le thème central de la LSO dans les élections fédérales sera "pour un Québec indépendant et français", contre "l'unité du Canada" à la Trudeau. Nous espérons bientôt publier un supplément sur les élections avec le programme électoral de la LSO.***

***Alain Beiner a quitté le poste de rédacteur-en-chef de Libération pour consacrer tout son temps comme secrétaire national de la LSO, bien qu'il ait l'intention de maintenir ses contributions écrites à Libération.***

***À compter de ce numéro Libération est rédigé par Jean Hérivault, collaborateur du journal depuis longue date et anciennement organisateur permanent de la LSO à Montréal. Jean Hérivault a une longue expérience dans la lutte nationale et dans les luttes ouvrières au Québec, ayant participé en tant que dirigeant dans le syndicat des employés de l'hôtellerie ainsi que dans la lutte pour l'unilinguisme français.***

Suite de la page 1

le NPD est un parti ouvrier de masse, basé sur le mouvement syndical, qui lui n'a aucun intérêt à maintenir l'oppression nationale des Québécois. Un gouvernement à Ottawa, qui représente réellement les travailleurs et les cultivateurs canadiens-anglais, sera obligé d'accorder au Québec son plein droit à s'autodéterminer, y compris le droit de se séparer et de constituer son propre État indépendant.

Même si les réformes économiques et sociales du NPD, de même que son attitude envers le Québec, constitueraient pour les Québécois un important pas en avant, aucun des partis fédéraux ne peut se poser en véhicule de notre libération nationale. Le parti de masse des travailleurs québécois, parti indispensable pour diriger la lutte nationale, reste à bâtir.

Néanmoins, les élections fédérales fournissent aux Patriotes québécois une occasion importante de combattre le fédéralisme et d'avancer la lutte pour un Québec indépendant et français. Étant donné l'intérêt dans la politique développé autour des élections, la campagne électorale constitue pour les indépendantistes une véritable tribune pour s'adresser non seulement aux masses québécoises, mais aussi aux masses canadiennes parmi lesquelles nous pouvons trouver des alliés importants.

Les partisans de notre lutte d'émancipation nationale doivent se servir de tous les moyens pour diriger les élections contre le fédéralisme, y compris la présentation de candidats, l'organisation de manifestations, l'intervention dans les réunions publiques des deux vieux partis, etc. Tourner le dos à la campagne électorale équivaut à tourner le dos aux masses québécoises qui ont encore des illusions dans le fédéralisme et qui cherchent dans ces élections une solution à leurs problèmes nationaux.

A bas "l'unité" imposée du Canada!

Vive le Québec indépendant et français!

libération

# L'agression U.S. et la révolution au Vietnam




*par John Lejderman*

N'ayant pas reussi à vaincre les Vietnamiens avec les bombardements les plus concentres de l'histoire, il semble que les États-Unis avancent vers "la solution finale" — le bombardement des digues au nord Vietnam. Depuis le mois de juin les informations des journalistes au Vietnam s'accordent de plus en plus à affirmer la destruction etendue du système des digues. Ramsey Clark, l'ancien ministre de la justice des É.-U. a ajouté sa voix à celle de l'actrice Jane Fonda pour dénoncer le bombardement des digues. Le fait même qu'ils ont pu se rendre au nord Vietnam pour visiter et féliciter "l'ennemi", sans représailles de la part du gouvenement U.S., temoigne du profond sentiment contre la guerre chez les masses americaines.

Kurt Waldheim, secrétaire géneral des Nations Unies et Eugène Carson Blake, secrétaire géneral du Conseil Mondial de l'Église ont condamne ces bombardements. Le gouvernement americain rejette les accusations. Que croire? Les photos des journalistes montrant des digues endommagées loin des cibles "militaires", ou les démentis d'un gouvernement qui appui toute son intervention au Vietnam sur le prétexte mensonger selon lequel la dictature fantoche à Saigon represente le peuple du sud Vietnam?

Il y a 4,000 kilometres de digues et de barrages pour empêcher l'inondation de la plaine de Tonkin ou habitent 15,-000,000 de personnes. Le geographe Yves Lacoste dans les numeros du 7-8 juin du Monde, explique qu'une telle inondation pourrait tuer un plus grand nombre de personnes que l'explosion de plusieurs bombes atomiques sur la plaine.

A une conference de presse, le 8 juin, la delegation vietnamienne à la conference de Paris a revele que pendant la periode du 10 avril au 24 mai, 580 bombes avaient atteint les digues.

L'administration Nixon a tout interêt à se limiter à des bombardements "accidentels". En affaiblissant ainsi les digues elle peut attendre que la saison des pluies, en août et septembre, provoque l'effondrement des digues, et en rejeter la responsabilite sur la negligence des vietnamiens et la "main de Dieu".

L'intensite des bombardements en general est telle, qu'il est difficile d'imaginer qu'on pourrait eviter des "accidents" si on le voulait ou qu'il reste des cibles "militaires" importantes à part des digues. Le 20 juillet la delegation vietnamienne à Paris a revele qu'en 3 mois, mai, juin, juillet, le nord Vietnam a subi 5,000 raids aeriens tandis que pendant trois ans de '69-'71 il n'y en avait eu que 3,000.

Dans un article du 3 mai dans le New York Times, le physicien Ralph Littauer, qui a coordonne une etude de scientifiques sur la guerre aerienne a ecrit sur l'emploi des B-52 en particulier: "Ils portent 100 bombes chacun jusqu'au maximum de 30 tonnes. Une mission typique de 6 avions deverse d'une très haute altitude 150 tonnes de bombes sur une superficie de 1½ mille carre. Toute structure résidentielle dans cette zone, autre que le beton arme est rasee. 600 points seront directement atteints, et dans un rayon de 125 pieds de ces points d'impact, tout sera detruit. À titre de comparaison, le "choc de pression" engendré par l'explosion sur la zone affectee est le même que celui de la bombe atomique d'Hiroshima, en tenant compte que le "choc de pression" s'é-tendait sur une superficie de 6 milles carrees, soit quatre fois plus". Chaque jour, selon ces calculs, les B-52 effec-tuaient l'equivalent de dix missions de 6 avions sur l'Indochine, et ceci avan l'escalade d'avril.

Les bombardements actuels ne son que l'extension d'une politique de longue date. Une etude parue recemment dans "Scientific American" sur les effets eco-logiques des bombardements, a note que "dans la periode de sept ans, de 1965 à 1971, les É.-U. ont deverse su la superficie de l'Indochine, region un peu plus grande que le Texas, un tonnage d'explosifs totalisant approximativemen le double de tout celui utilisé par les É.-U. dans tous les théâtres de guerre

pendant la 2e guerre mondiale" Ils ont estimé que l'Indochine est trouée de 26.000.000 de cratères de bombes et d'obus.

Ces indications de la destruction du peuple vietnamien dementent les pretentions americaines selon lesquelles les É.-U. voudraient protéger les Vietnamiens de l'aggression communiste. Si les É.-U. s'appuient sur la guerre automatisee et anonyme des B-52, c'est que sa politique n'inspire aucune volonte de lutte parmi les conscrits sud vietnamiens ou americains. Si le Front National de Liberation (FNL) et ses compatriotes du nord resistent depuis si longtemps, malgre un armement inadequat, c'est qu'ils sont motives par la justesse de leur lutte pour l'autodetermination, pour la reforme agraire et contre l'exploitation des peuples coloniaux par l'imperialisme.

Ce n'est pas un hasard si, au moment même du sommet Nixon-Brezhnev, l'aggression americaine en Indochine atteint un sommet historique. En 1964 quand Goldwater preconisait les mesures appliquees actuellement par Nixon, même la classe dirigeante americaine le traitait de fou, craignant que cela provoque une guerre avec l'URSS. Aujourd'hui, malgre un approfondissement marque de l'opposition à la guerre aux É.-U., Nixon peut faire accepter les "folies" de Goldwater. Ce changement d'attitude decoule du fait que la direction sovietique a indique clairement qu'elle n'a aucune intention de permettre au "problème vietnamien" de compromettre sa strategie de coexistence pacifique avec les É.-U.

Qu'est-ce qui est sorti du sommet Brezhnev-Nixon? Nixon s'est vanté d'avoir signe l'accord sur la limitation des armements strategiques (en quantite, pas en qualite). Cet accord avait-il dit pourrait détourner nos pays du gaspillage et du danger de la course aux armements et vers la production pour la paix". Mais depuis le retour de Nixon, le secrétaire de defense, Laird, a revelé que la possibilite d'epargner 550,000,-000 sur les armes dites defensives, sera annulee par l'escalade actuelle de la guerre au Vietnam. Ceci ajoutera 3 à 5 milliards au budget de "defense" qui s'élèvera à plus de $83 milliards pour l'annee prochaine.

Les pourparlers sur le commerce bien que "fructueux" ne se sont pas concretisés. Des fuites captées par la presse indiquaient que l'issue des tractations dépendait de la réussite des restrictions exercées par Moscou auprès de Hanoi.

Pendant les 5 jours de négociations, les Américains effectuaient 1350 raids contre le Vietnam. Kosyguine a qualifie les accords "de" victoire pour les peuples du monde épris de paix".

Si la visite de Nixon à Moscou n'a rien fait pour la paix, la reaction sovietique au blocus a fait beaucoup pour encourager la guerre. Pour bien peser l'attitude du Kremlin il faut se rappeler les evenements precedents.

Nixon avait intensifie les bombardements au debut de l'annee dans le but d'affaiblir la position des Vietnamiens dans les negociations de Paris. La contre-offensive du FNL en avril a mis l'armée sud-vietnamienne en deroute et démasque la fraude de la "vietnamisation" de la guerre. Sans troupes americaines ou sud-vietnamiennes voulant se battre et devant l'echec des bombardements visant à mettre les Vietnamiens à genoux, Nixon n'avait d'autre choix que de se retirer totalement de la guerre ou de prendre des mesures desesperees. Le minage des ports du nord-Vietnam avait pour but de priver les vietnamiens des biens necessaires qu'ils reçoivent de l'URSS, de la Chine et des pays de l'Europe de l'est. En imposant le blocus, Nixon admettait en fait que les É.-U. etaient si prés de la defaite au Vietnam que seule la collaboration de l'URSS pourrait sauver la position americaine.

Un facteur important dans cette decision fut le voyage de Nixon en Chine en février. Avant son depart pour Pekin, Nixon avait redouble les bombardements, tout en restant le bienvenu à Pékin. Pekin évidemment estimait les accords commerciaux avec les É.-U. plus importants que la revolution vietnamienne.

La "détente" Pekin-Washington, enlevait toute contrainte des bureaucrates de Moscou. Pékin ne pouvait plus leur reprocher "la collaboration de classe". Au lieu de former un front commun pour la defense du Vietnam, les deux États ouvriers rivalisaient l'un et l'autre sur le dos des Vietnamiens pour obtenir les faveurs de Nixon.

L'idee qu'il fallait que l'URSS se plie à l'escalade de l'imperialisme US pour éviter une guerre nucleaire, ne tient pas debout. Une reaction militaire de la part de la Russie et de la Chine aurait pu provoquer une crise politique au sein des États-Unis, qui aurait rendu impossible une escalade de la part des É.-U. et aurait pu force le retrait des Americains du Vietnam.

À peine quelques minutes après le discours belliqueux du 8 mai de Nixon, les protestations commençaient à se generaliser à travers les É.-U. Le 11 mai le gouvernement sovietique a émis une declaration dans laquelle il critiquait le minage des ports; par contre, il n'a pas affirme le droit des allies du nord Vietnam de lui livrer des biens necessaires, et n'a pas plus averti Nixon d'une riposte de l'Union Sovietique et encore moins encourage des manifestations contre Nixon.

Le même jour Patolichev, ministre du commerce exterieur de l'URSS, a fait une visite à la Maison Blanche et a assure aux journalistes que l'invitation faite à Nixon de se rendre à Moscou tenait toujours. Naturellement les manifestations commençaient à s'effriter. Dans une situation où il y a tellement d'opposition à la guerre, c'etait justement la menace d'une confrontation avec l'URSS qui etait le point faible du gouvernement americain, mais l'URSS s'est assuree que Nixon l'emporte.

Malgre les enormes difficultes que cela a pu cause aux Vietnamiens, leur persistance même est deja une victoire relative. Le prix enorme impose aux Vietnamiens pour avoir osé se mettre à l'avant-garde des peuples qui luttent contre l'imperialisme, nous oblige à redoubler d'efforts pour organiser la solidarite internationale pour le retrait immediat de toutes les troupes americaines et pour l'arrêt immediat des bombardements. La nécessite d'une Internationale authentiquement revolutionnaire, independante de Moscou et de Pekin, n'a jamais ete si cruciale. La mobilisation internationale des travailleurs et de leurs allies constitue un element clé pouvant assurer une complète victoire du Vietnam, et le renforcement de la Quatrième Internationale, le parti mondial de la Révolution socialiste fondé par Leon Trotsky en 1938. Les organisations trotskystes affiliees à la Quatrième Internationale se trouvent aujourd'hui à l'avant-garde des actions de masse à l'appui de la révolution vietnamienne.

libération

# Massacre en Argentine!

*par A. Charbonneau*

Seize prisonniers politiques argentins furent abattus de sang froid le 22 août dernier à la base aeronavale de Trelew, ville qui se trouve au coeur de l'Argentine. Les 16 jeunes révolutionnaires, adversaires de la dictature militaire de Lanusse, de pair avec 3 autres prisonniers politiques, se sont rendus pacifiquement à l'armee (le 15 août) en déposant leurs armes à l'aeroport de Trelew alors qu'ils tentaient de s'emparer d'un avion pour fuir le pays.

Ce massacre, froidement calcule par le president general Alejandro Lanusse, a suivi l'evasion du 15 août du penitentier de Rawson (situe a environ 15 milles de Trelew) de 25 prisonniers politiques membres de 3 organisations de guerilla: l'ERP (l'Armée révolutionnaire du peuple, dirigee par le Parti revolutionnaire des travailleurs); les Montoneros (une organisation peroniste armee); et le FAP (Forces armées peronistes). Six des 25 evades ont reussi à s'emparer d'un avion de la Compagnie Austral à l'aeroport de Trelew plus tôt dans la journee du 15 août pour le detourner vers le Chili, où ils ont pù avec l'aide d'un mouvement de protestation international ainsi que des manifestations de masse au Chili même, obliger le president Salvador Allende à refuser la demande d'extradition du gouvernement argentin pour leur permettre de repartir à La Havane à bord d'un avion fourni par le gouvernement cubain.

Le second groupe des 19 évades de Rawson est arrive à l'aeroport un peu plus tard où il fut rapidement encercle par l'infanterie de marine et les forces de police. Les 19 décidèrent de se rendre en presence d'un juge d'instruction, d'un medecin et de nombreux journalistes, garants de leur integrite physique, apres quoi ils furent amenes à la base de Trelew, et maintenus isoles. Aucun des avocats ne put s'entretenir avec les prisonniers, et deja dans les differents milieux argentins on craignait pour leur vie.

Au sujet des evenements du 15 août un hebdomadaire de Buenos Aires cita un officier de marine: "Je suis deçu. Nous allions les liquider tous. S'ils avaient ose tirer une seule balle, on n'en aurait pas laisser un seul vivant ..." Aux premières heures du 22 août les militaires ont eu satisfaction et les craintes furent tragiquement confirmees quand on apprit l'assassinat de la plupart des prisonniers de la base aeronavale: seize morts et trois blesses graves.

Dès que la nouvelle de l'assassinat fut connue il y eut à travers tout le pays des mouvements de protestation. Des universites à travers l'Argentine, la principale federation ouvrière — la CGT (Confederacion General del Trabajo) — de même que le mouvement massif des partisans de l'ancien président Peron, exilé en Espagne, participaient au mouvement de protestation.

Dans les principales villes d'Argentine, Buenos Aires, Cordoba, Rosario, Tucuman, il y eut des manifestations, des emeutes, et des centaines d'arrestations. L'indignation de la base du mouvement peroniste avait même oblige la direction à rendre hommage aux guerilleros tombes et à prêter leur propre local pour la veillee funèbre. Ce fut dans ces conditions que la police decida d'attaquer les locaux où avait lieu la veillee funèbre, utilisant des blindes pour les investir, afin d'emporter les cercueils et de les inhumer secrètement. Dans les autres villes du pays, les pressions se multiplièrent et les familles reçurent toutes l'ordre d'enterrer les corps dans les plus courts délais et dans la plus stricte intimité.

**libération**

# *Léon Trotsky:*
# "1905"

**"1905" de Léon Trotsky. Traduit du russe par Maurice Parijanine. Les Éditions de Minuit, Paris. 470 pages $11.30, disponible à la Librairie d'Avant-Garde, Montréal.**

***par Alain Beiner***

"Les événements de 1905 apparaissent comme le puissant prologue du drame révolutionnaire de 1917. Pendant les longues années de réaction triomphante qui ont suivi, l'année 1905 est toujours demeurée à nos yeux comme un tout achevé, comme l'année de 'la révolution russe'. Actuellement, 1905 n'a plus ce caractère individuel et essentiel, sans avoir pour cela perdu de son importance historique... L'Octobre rouge, comme nous l'appelions dès ce temps-là, a grandi et est devenu, douze ans plus tard, un Octobre incomparablement plus puissant et véritablement triomphant."

Ce ne fut qu'à la lumière des événements de 1917 que l'analyse de Léon Trotsky fut tout à fait confirmée quant à la nature de la révolution russe, sa dynamique et ses diverses étapes. Cette analyse fut mise de l'avant dès 1905, après que Trotsky eut joué un rôle central dans la première phase de la révolution russe en tant que dirigeant provisoire et porte-parole principal du soviet des députés ouvriers de Petersbourg.

Cette oeuvre magistrale, mais peu connue au Québec du dirigeant de l'Armée rouge de 1917 et fondateur de la Quatrième Internationale, n'est pas seulement un compte rendu incisif d'un participant clef dans une révolution, mais aussi un témoignage de la clairvoyance et des capacités d'un auteur bien doué.

Tout comme les autres écrits de Léon Trotsky, "1905" témoigne avant tout de la valeur, du bien-fondé et de l'actualité de la théorie marxiste, théorie dont le caractère scientifique fournit les outils pour analyser la société, d'en dégager les contradictions et les forces motrices et de prévoir les bouleversements qu'impose le développement social. Les mutations révolutionnaires qui se produisent dans la société humaine ne sont pas provoquées, comme le prétendent certains historiens, par des "hasards" ou par des "caprices" de personnes influentes.

Le marxisme approche l'histoire en tant que science gouvernée et déterminée avant tout par des lois objectives. Cette approche matérialiste de l'histoire permet aux partisans du progrès social de comprendre la société actuelle pour la transformer. Selon la conception matérialiste de l'histoire, le facteur dominant qui détermine le développement de la société moderne est la lutte des classes, c'est-à-dire la confrontation hostile des classes sociales contradictoires, ayant des intérêts opposés et incompatibles, dont les classes dominantes et possédantes représentent le maintien du statu quo, et les classes opprimées



et exploitées représentent les forces révolutionnaires et libératrices.

Selon cette conception de l'histoire, chaque société civilisée fait naitre en son sein une classe sociale nouvelle qui fournit le travail nécessaire à la production, sous la domination et sous réserve de l'exploitation de la vieille classe au pouvoir. Cette nouvelle classe opprimée devient le catalyseur du développement historique en se rençant et en confrontant de plus en plus les oppresseurs, les conflits d'intérêts matériels étant devenus plus aigus et plus évidents. Cette mutation graduelle se transforme en bouleversements révolutionnaires au moment où la classe libératrice tente de renverser la domination des vieilles classes pour instaurer un nouvel ordre et pour ouvrir la voie à d'importants progrès sociaux dans tous les domaines de la vie.

Aujourd'hui, à l'époque de la domination mondiale de l'impérialisme, la force motrice principale du développement de la société humaine est le combat mortel à l'échelle mondiale entre les partisans de l'exploitation capitaliste, et les adversaires du capitalisme dirigés par la classe ouvrière (le prolétariat); la classe même qui fut créée en salariat pour faire fonctionner la production capitaliste. C'est le système capitaliste lui-même qui a fait naitre son opposé qui est maintenant appelé à diriger le progrès social en brisant les chaines du capitalisme.

Dans "1905" Trotsky applique à la Russie de l'époque cette méthode, pour comprendre la nature de la révolution et pour prévoir son cours.

Étant donné le rôle central de la lutte pour la démocratie politique en Russie sous la dictature féodale du tsar, la plupart des tendances de gauche à l'époque croyaient, en se référant aux exemples des pays qui avaient déjà gagné la démocratie politique, comme la France, l'Angleterre et les États-Unis, que la révolution russe devait d'abord renverser le tsar pour conduire au pouvoir la bourgeoisie. La bourgeoisie au pouvoir préparerait à son tour les conditions pour la révolution socialiste qui conduirait finalement la classe ouvrière au pouvoir.

Pour Lénine, qui voyait la faiblesse et le caractère conciliateur de la bourgeoisie russe, la nature du nouveau pouvoir établi à la suite de cette première révolution "démocratique" restait une question sans réponse précise.

Ce fût Trotsky dans sa "théorie de la révolution permanente", élaborée pour la première fois dans "1905" qui, tout en admettant le rôle central de la lutte pour la démocratie politique, affirma qu'il fallait "sauter" par-dessus l'étape de la domination bourgeoise. Théoriquement, disait Trotsky, la bourgeoisie peut et doit diriger la lutte pour l'établissement de la démocratie, car la démocratie formelle est en général la forme de domination bourgeoise normale et aussi la plus avantageuse. Mais politiquement, dans le contexte concret de la Russie de l'époque, et à partir des rapports réciproques entre les diverses classes en lice, Trotsky affirmait que la bourgeoisie était trop dépendante des structures féodales et trop faible face à la classe ouvrière pour tenter de jouer un rôle indépendant dans le renversement conséquent et complet de la dictature et des structures féodales.

"... la révolution russe, qui devait d'abord envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, ne pourrait toutefois s'arrêter là. La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en premier lieu qu'en portant au pouvoir le prolétariat. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait s'en tenir aux limites d'une révolution bourgeoise. Tout au contraire et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Dans ces conditions, elle devrait se heurter à des démonstrations hostiles de la part des groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, et de la part aussi des masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir." (Préface de l'édition russe de 1922).

Trotsky combattait non seulement l'idée que la bourgeoisie devait diriger la révolution démocratique en raison de ses buts "bourgeois", mais aussi il a dû combattre ceux, dans la gauche, qui s'abstenaient de la lutte pour la démocratie politique, la dénonçant comme "question bourgeoise" n'ayant "aucune importance" pour les travailleurs. Cette dernière conception s'est répandue assez largement suite à la vague de grèves en 1905 et suite à la radicalisation des ouvriers russes.

Trotsky prenait comme point de départ non pas le niveau de conscience politique des travailleurs mais bien les tâches objectives posées par l'histoire. Pour lui, il était impossible pour la classe ouvrière malgré sa radicalisation et les grèves de dépasser la conscience bourgeoise sans avoir passé par la lutte pour les droits démocratiques.

"Les ouvriers de Pétersbourg, dès 1905, appelaient leur soviet 'gouvernement prolétarien'. Cette dénomination circula alors et devint d'usage familier, car elle entrait parfaitement dans le programme de la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Mais, en même temps, nous opposions au tsarisme le programme de la démocratie politique dans toute son étendue — suffrage universel, république, milice, etc. Nous ne pouvions pas faire autrement. La démocratie politique est une étape indispensable pour le développement des masses ouvrières, avec cette réserve fondamentale cependant, que, dans certains cas, il leur faut des dizaines d'années pour parcourir cette étape, tandis qu'en d'autres circonstances la situation

*Suite à la page 2*

# libération

*Suite de la page 1*

révolutionnaire leur permet de s'affranchir des préjugés démocratiques avant même que les institutions de la démocratie n'aient eu le temps de s'établir et de se réaliser."

La société québécoise d'aujourd'hui, bien qu'infiniment plus avancée que celle de la Russie de 1905, possède néanmoins plusieurs caractéristiques analogues à la société décrite par Trotsky dans ce livre, en ce sens que notre nation opprimée a devant elle des tâches démocratiques de la libération nationale, tâches historiquement associées à la bourgeoisie. Dans les deux cas, de ceux qui croient nécessaire l'établissement de l'indépendance sous la domination de la bourgeoisie nationale, et de ceux qui sous-estiment l'importance centrale de la lutte pour les droits nationaux, "1905" apporte des leçons d'une très grande portée.

Du début jusqu'à la fin, "1905" est pénétré de la conception matérialiste de l'histoire, c'est-à-dire du principe de la primauté des conditions objectives et de la réalité sociale par rapport aux facteurs subjectifs qui existent dans la société (les idées, l'esprit, etc.). Il ne s'agissait pas pour Trotsky de nier le rôle de l'homme et de sa conscience dans le processus historique, mais au contraire de les prendre en ligne de compte dans le cadre des conditions matérielles de la vie et du travail qui sont primordiales et déterminantes. En ce sens l'histoire subordonne les éléments subjectifs comme la conscience, la morale, la religion et la philosophie au deuxième plan.

Une compréhension claire de ce rapport entre l'objectif et le subjectif est indispensable à ceux qui veulent influencer la lutte des classes dans le sens d'une transformation radicale de la société, car les activités, les acquis et la conscience des nations, des classes, des partis politiques, et des individus sont déterminés par des facteurs objectifs tels que le niveau des forces productives, la technologie, et l'organisation du travail dans le système économique.

Il faut prendre comme point de départ l'objectif pour ensuite procéder au subjectif, non seulement en étudiant l'histoire mais aussi dans la lutte révolutionnaire, car une fois que les prérequis objectifs pour une révolution sont réalisés, la conscience, l'initiative et l'intervention des classes, des partis, des dirigeants et des individus deviennent alors décisifs, permettant à l'avant-garde révolutionnaire d'agir en conséquence. C'est seulement à partir d'une connaissance scientifique des lois du développement social, et dans le cadre de ces lois, que les révolutionnaires peuvent changer la société et influencer l'histoire.

C'est ainsi qu'en octobre 1917, les Bolchéviks, dirigés par Lénine et Trotsky, ont pu intervenir dans la crise provoquée par la première guerre impérialiste pour diriger les masses ouvrières et paysannes vers l'établissement du premier État ouvrier sur la terre, un événement qui a ébranlé le monde et qui a ouvert une nouvelle époque historique à l'humanité. Cette méthode de se baser sur le monde objectif est celle qui imprègne le livre "1905".

L'utilité et l'actualité de cette méthode furent décrites ainsi par Trotsky en 1937 alors qu'il écrivait une préface pour une nouvelle édition du "Manifeste communiste" de Karl Marx: "La conception matérialiste de l'histoire découverte par Marx peu de temps seulement avant la parution du "Manifeste", et qui s'y trouve appliquée avec une maîtrise parfaite, a complètement résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile; elle constitue aujourd'hui l'un des plus précieux instruments de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu la moindre valeur scientifique. On peut dire, avec assurance, qu'il est impossible actuellement, non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais encore tout simplement un homme politiquement lettré sans s'approprier la conception matérialiste de l'histoire."

"1905" de Léon Trotsky est l'incarnation de cette approche. Le livre est indispensable pour comprendre la révolution russe et d'une très grande utilité pour comprendre la révolution québécoise qui s'en vient.

# libération

Vol. 2 No. 10 (18) novembre 1972 15 cents

## Les socialistes et les élections fédérales

...p 6

## Opposition étudiante aux mesures autoritaires

...page 11

## Le féminisme et le mouvement marxiste

*Premier article d'une série* ..... p 8

libération

# Les socialistes dans les élections fédérales

par Manon Léger





Trudeau sait faire plaisir au criminel de guerre notoire Richard Nixon, mais, lors de son passage à Vancouver, face aux questions sur la complicité d'Ottawa dans la guerre au Vietnam, il lance à un camarade la version anglaise de son fameux "Mange d'la merde", qui se traduit par un gentil "Fuck Off".

## Les buts de la campagne LSO

Dans un débat en 1919 avec les Bolcheviks allemands au sujet des élections, Lénine expliquait: "Il est évident que pour les Communistes d'Allemagne le parlementarisme a fait son temps politiquement; mais le tout est justement de ne pas croire que ce qui a fait son temps pour nous, a fait son temps pour la classe, a fait son temps pour les masses.

"Si même ce n'était pas des 'millions' et des 'légions', mais simplement une minorité assez importante d'ouvriers industriels qui suivait les prêtres catholiques, et d'ouvriers agricoles qui suivait les grands propriétaires... il en résulterait déjà sans le *moindre doute* que le parlementarisme en Allemagne *n'a pas encore* fait son temps politiquement, que la participation aux élections parlementaires et aux luttes parlementaires est *obligatoire* pour le parti du prolétariat révolutionnaire *précisément* afin d'éduquer les couches retardataires de *sa classe*... Autrement vous risquez de n'être que des bavards."

De même pour la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO), organisation affiliée au parti mondial de la révolution socialiste — la Quatrième Internationale — qui est le noyau du parti révolutionnaire des travailleurs québécois. La LSO juge que non seulement une "minorité importante", mais la *majorité* de la classe ouvrière et des masses québécoises se fie encore au fédéralisme et au parlementarisme en général pour une quelconque solution aux problèmes nationaux et sociaux.

Pour cette raison la LSO a jugé nécessaire de populariser ses idées et son programme en les posant dans le cadre de ces élections qui sont au centre de la vie politique québécoise. Même si la LSO s'oppose au régime fédéral, malgré son manque de confiance total dans le parlementarisme bourgeois, la LSO s'en sert comme tribune lui permettant de s'adresser à une partie plus importante de ceux qui, normalement appuyent les partis capitalistes.

Alain Beiner, secrétaire national de la LSO et candidat dans Montréal-Lafontaine, profite de la présente campagne et des moyens de publicité qui ne sont pas autrement disponibles pour faire connaître le programme socialiste sur la question nationale et sur la question de l'action politique des syndicats: et pour attirer des nouveaux aux rangs de la LSO et à la construction d'un parti révolutionnaire de masse.

## Le programme de la LSO

Au sujet de ces deux questions, les plus importantes de la campagne de la LSO, son programme reflète le rôle central de la lutte de libération nationale dans la lutte pour le socialisme au Québec, ainsi que l'incapacité du Parti Québécois de mener cette lutte pour les droits nationaux.

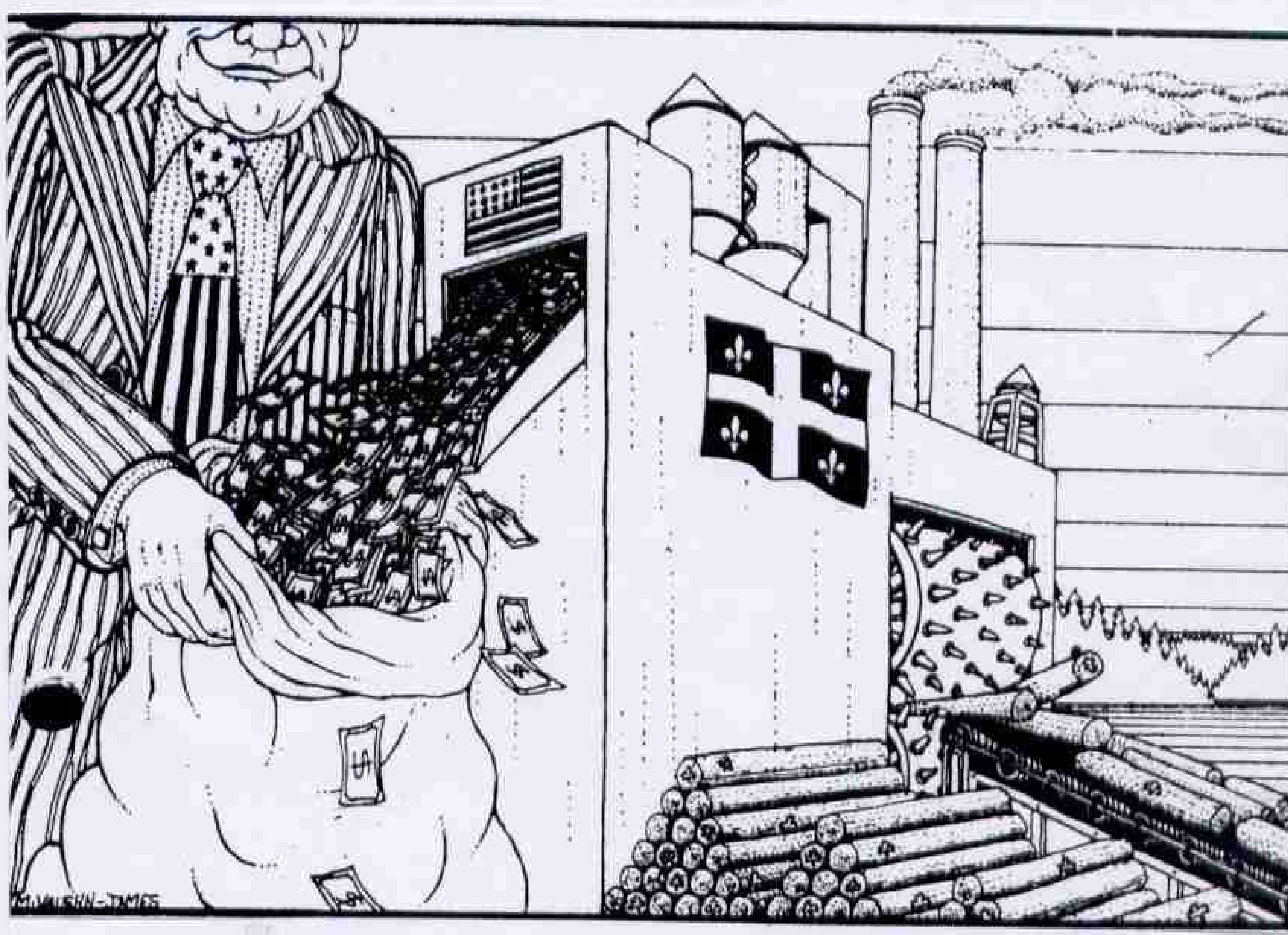
Le programme de la LSO projette l'élimination de l'oppression nationale des Québécois, oppression qui s'exerce économiquement, politiquement et culturellement, par l'établissement d'un Québec indépendant et français, dont l'instrument dirigeant ne peut être qu'une organisation politique indépendante de la classe ouvrière.

"La grève de mai des travailleurs de la fonction publique québécoise a confirmé que la classe ouvrière est la seule force sociale dans la nation assez puissante et cohérente, assez... indépendante pour se mettre debout contre l'exploitation et l'oppression."

Pour permettre aux travailleurs de pouvoir jouer le rôle d'avant-garde dans la lutte nationale, la LSO propose l'unité des 3 centrales syndicales, un salaire minimum de $100 par semaine, 30 heures de travail pour 40 heures de salaire pour éliminer le chômage, une échelle mobile des salaires en rapport avec la hausse du coût de la vie pour mettre fin à l'inflation, l'abolition de la loi 19, le refus de tout contrôle des salaires, et surtout la formation d'un parti ouvrier de masse par les centrales syndicales qué-

bécoises, "capable de défendre les droits de l'ouvrier et de la nation dans son ensemble, et capable de lutter pour un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs au Québec."

Un autre aspect du programme de la LSO est celui qui traite de l'oppression de la femme, de son "statut inférieur" à l'école, au travail et au foyer où elle est victime d'un "esclavage domestique". Pour promouvoir l'égalité de la femme et sa libération, Beiner exige entre autres l'abrogation des lois sur l'avortement, le salaire égal pour travail égal, ainsi que des garderies gratuites 24 heures sur 24. La LSO est solidaire de toute initiative indépendante des femmes qui s'organisent contre leur oppression particulière.



## Les activités de la campagne

Toute une série d'occasions se sont présentées au candidat de la LSO pour exposer l'alternative socialiste dans le cadre des élections, soulignant la valeur de la tactique électorale.

Beiner a pû s'adresser à environ 100,000 familles montréalaises durant 15 minutes à la télévision au canal 9, le 19 octobre. Il a eu de la publicité dans tous les quotidiens francophones de Montréal ainsi que dans *Québec-Presse*, l'hebdomadaire syndical. Le *Montréal-Star* même "s'engage" à publier un résumé de son programme!

Le 4 octobre, Beiner fut invité à adresser la parole à une conférence du Front Commun pour la Défense de la langue Française, de concert avec Marius Minier, candidat du NPD dans Gamelin, et Reggie Chartrand, candidat des Chevaliers de l'Indépendance dans Ste-Marie. Le 22 octobre, Beiner est invité à présenter son programme sur la libération de la femme à une conférence d'une coalition de femmes anglophones favorisant le droit à l'avortement. À cette conférence il aura l'occasion de riposter à l'hypocrisie des vieux partis capitalistes, dont des porte-parole seront présents.

Au début de la campagne le candidat de la LSO fut invité à l'Université d'Alberta à Edmonton où il adressa la parole à 500 personnes sur la question de la lutte nationale au Québec. Les autres orateurs étaient Pierre Bourgault, Reggie Chartrand et Robert Lemieux.

Dans le comté de Montréal-Lafontaine la LSO entend faire une distribution de porte en porte de son programme ainsi qu'un affichage général. La LSO a aussi l'intention d'organiser un débat avec la participation de tous les candidats.

La LSO a profité de sa candidature pour émettre son point de vue sur diverses questions d'actualité en publiant des communiqués de presse dénonçant la répression en Argentine, la menace d'un gel des salaires, ainsi que le nouveau projet de régime répressif proposé pour les Cegeps québécois.

La LSO a fait des distributions de tracts électoraux à de nombreuses assemblées syndicales.

## Participation de la LJS

La Ligue des Jeunes Socialistes, organisation en solidarité politique avec la LSO et avec le mouvement trotskyste mondial, a décidé d'appuyer la campagne d'Alain Beiner et d'y participer pour l'étendre dans le milieu jeune. La LJS compte utiliser la campagne socialiste et indépendantiste afin de faire connaitre son propre programme de combat pour le mouvement étudiant et afin d'attirer de nouveaux militants à l'organisation.

La LJS organisera des conférences pour Beiner à l'Université du Québec, à l'Université de Montréal, au Cegep Rosemont et au Cegep St-Laurent. De telles réunions LJS ont déjà eu lieu au Cegep Lionel-Groulx à Ste-Thérèse et à l'Université McGill.

Dans le cadre de la campagne électorale les militants de la LJS, de pair avec d'autres militants étudiants, ont initié un projet de référendum étudiant sur la question de l'indépendance. Suite aux décisions de la CEQ et de la CSN de tenir de tels sondages parmi les syndiqués, la LJS a conclu qu'étant des "Québécois à part entière", les étudiants devaient "se donner les moyens pour s'exprimer sur la question nationale." Le projet de référendum a déjà été adopté par le Conseil étudiant du Cegep Rosemont pour le 27 octobre.

Le programme étudiant avancé par la LJS fait état de l'oppression particulière et l'aliénation dont sont victimes les jeunes dûes au rôle des écoles au service du système capitaliste: "Les Cegeps et les universités sont des usines désignées à produire des robots au service du fédéralisme et du capitalisme."

En plus d'exposer la complicité des universités québécoises dans la guerre au Vietnam, la discrimination contre les femmes dans le système scolaire, ainsi que le rôle des écoles dans l'anglicisation des Québécois, le programme de la LJS qui sera diffusé en masse durant la campagne électorale, propose le "contrôle des écoles par les étudiants, professeurs et employés de soutien", "un système scolaire unilingue français", "une fin à toute discrimination sexuelle", et le respect de tous les "droits démocratiques des étudiants".

"Les étudiants ne peuvent changer la société seuls. La seule force capable d'effectuer les changements nécessaires est la classe ouvrière, à cause de son nombre et de sa position stratégique dans l'économie... Donc, même si les étudiants doivent s'organiser pour leurs propres revendications, ils doivent aussi s'allier avec les travailleurs." La participation de la LJS à la campagne électorale de la LSO est symbolique de l'alliance entre ouvriers et étudiants.

## Le NPD dans les autres comtés

Si la campagne de la LSO dans Montréal-Lafontaine est extrêmement sérieu-

se, elle ne représente pas une alternative au gouvernement à Ottawa. Mais la LSO croit que les électeurs ont un choix dans les autres circonscriptions avec le Nouveau Parti Démocratique.

Si son programme est insuffisant au plan social et national (surtout son opposition à l'indépendance du Québec), le caractère ouvrier du NPD-Québec et de sa campagen, projette le concept indispensable de l'action politique ouvrière, concept essentiel pour l'avancement de la lutte nationale et des luttes ouvrières. En plus d'être une tendance dans le mouvement ouvrier québécois, jouissant de l'appui de la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) et du Conseil du Travail de Montréal (de la FTQ), le NPD-Québec est lié à un parti ouvrier de masse au Canada-anglais qui est déjà au pouvoir dans 3 provinces.

Les Québécois dans les autres comtés "doivent voter pour les candidats néo-démocrates, tout en exprimant les critiques nécessaires à l'égard des lacunes de son programme", car une victoire du NPD à Ottawa constituerait une "inspiration aux ouvriers québécois, les poussant à s'organiser pour prendre le pouvoir au Québec."

Il faut aussi mentionner les réformes économiques et sociales que promet le NPD, que "nous ne pouvons pas ignorer tant que nous sommes enfermés dans le Canada", de dire Beiner. La campagne NPD contre les "capitalistes à cheval" et contre le prix exhorbitant des denrées alimentaires est d'une actualité même plus brûlante au Québec que dans les autres provinces.

Pour Alain Beiner, des campagnes électorales comme celles de la LSO et du NPD-Québec sont des moyens par excellence pour indiquer à l'ensemble du mouvement ouvrier québécois, la voie en avant. Selon Beiner les deux organisations ont un rôle à jouer dans la construction d'un parti ouvrier de masse au Québec en aidant les syndicats à se donner une existence politique indépendante. Pour lui la LSO a un rôle particulier dans la création d'un tel parti en oeuvrant pour l'adoption d'un programme révolutionnaire.

## Conclusion

La campagne électorale est d'une importance cruciale pour la Ligue Socialiste Ouvrière étant donné ses effectifs restreints et l'emprise hégémonique du Parti Québécois bourgeois dans le mouvement nationaliste.

La position de la LSO, à savoir que la lutte d'émancipation nationale bien que centrale, ne pourrait s'achever en une victoire que par le pouvoir ouvrier, demeure relativement isolée entre les nationalistes qui suivent un parti bourgeois et les "socialistes" qui s'opposent au PQ tout en rejetant la lutte nationale.

Tant que les masses québécoises se fient aux élections, la participation des socialistes-révolutionnaires dans ces campagnes électorales ne pourra que hâter l'arrivée du jour où les masses opprimées comprendront que la libération c'est l'oeuvré des masses elles-mêmes, mobilisées dans la rue, et non le résultat d'une élection.

**EDITORIAL**

# Les révélations de la campagne électorale fédérale

*Pour sauver son "intégrité du Canada" Pierre Elliott Trudeau affirme avec mépris que "...le Canada est alors pour le Québec une garantie de vitalité. C'est dans le Canada, c'est avec le Canada, c'est par le Canada que le Québec peut le plus sûrement grandir et prospérer."*

*Si la présente campagne électorale fédérale n'accomplit rien d'autre, elle a néanmoins réussi à dévoiler encore d'autres aspects de notre situation "privilégiée" dans la Confédération qui mettent en doute notre "grandeur et prospérité".*

*Nous connaissions l'armée canadienne pour l'avoir vue envahir le Québec en 1918 et 1970; il y a quelques semaines, nous avions connaissance que cette armée faisait un travail "d'information" sur les Québécois, cela par la fuite d'un document secret qui prouve que la "Force Mobile Command" espionne les syndicats du Québec. Est-ce pour défendre notre "grandeur et prospérité?"*

*Quelques jours plus tôt une autre "initiative" fédérale était dévoilée: en effet le fédéral décidait par la mise en service du câble "Contat 2" d'acheminer la majorité des télécommunications trans-atlantiques -- qui sont actuellement reçues au centre terminal de Montréal -- vers Toronto où les plans de l'aménagement d'une station sont prêts et la mise en service prévue pour 1974. Un autre siège social déplacé de Montréal à Toronto. Est-ce pour assurer notre "grandeur et prospérité?"*

*Nous apprenons en plus que l'Office national du film (ONF), dont l'unique centre est actuellement à Montréal, sera "décentralisé" avec des "centres régionaux" dans les Maritimes, les Prairies, à Vancouver et à Toronto. Cette décision semble plutôt politique qu'économique, mais si on nous enlève le centre de l'ONF c'est sans doute pour nous faire "grandir et prospérer."*

*Si l'armée, elle, fait des "recherches" sur le syndicalisme québécois, nous apprenons que la recherche scientifique subventionnée par le fédéral est beaucoup moins abondante. En 1970-71 la moitié des subventions à la recherche universitaire au Québec est allée à l'Université McGill! Il faut dire que l'Université de Toronto re-*

(Suite page 2)

## A. Beiner: manifestons le 18 nov

*Alain Beiner, candidat de la Ligue Socialiste Ouvrière dans Montréal-Lafontaine, a émis le 16 octobre le communiqué qui suit:*

**"La date du 18 novembre 1972 a été choisie par les principales forces anti-guerre aux États-Unis comme journée internationale de protestations contre l'agression américaine en Indochine, lors du 5ième congrès national du 21 au 23 juillet dernier de la NPAC (Coalition nationale d'action pour la paix).**

**"Les mille congressistes ont lancé un appel aux forces de la paix du monde entier, à ceux de toutes les nations de la terre qui s'opposent à l'intervention impérialiste au Vietnam, pour qu'ils organisent, parallèlement au mouvement anti-guerre américain, des manifestations dans tous les pays.**

**"Pour la Ligue Socialiste Ouvrière, l'agression US en Indochine constitue une des questions les plus brûlantes dans cette campagne électorale, même si les libéraux et les conservateurs choisissent de l'ignorer pour passer sous silence la complicité du Canada dans cette sale guerre.**

**"Pour les Québécois engagés dans la lutte de libération nationale, la question de l'Indochine est d'une actualité particulière; Trudeau parle au nom du Québec aussi lorsqu'il fournit de l'aide militaire, politique et diplomatique à la machine de guerre américaine. Mais les Québécois n'ont aucun intérêt à soutenir l'intervention américaine contre le peuple vietnamien.**

**"Comme le gouvernement fédéral, Bourassa ne s'est jamais dissocié de l'agres-**

Suite de la page 1

*çoit plus de subventions du fédéral que toutes les universités francophones réunies!*

*Le Québec manque de chercheurs universitaires, mais on a une abondance de soldats canadiens pour voir à ce qu'on n'oublie pas qu'on est "grand et prospère". Le tiers de la force mobile de l'armée canadienne stationne au Québec!*

*En plus de prendre connaissance de cette "grandeur et prospérité" les Québécois ont appris dans cette campagne électorale, hors de tout doute, que ce serait les "10 provinces du Canada" qui décideront du sort du Québec et non les Québécois. Pierre Elliott Trudeau nie l'existence d'une nation québécoise pour nier son droit démocratique à l'autodétermination. À Québec, Trudeau a déclaré qu'on ne pouvait pas "écarter l'emploi de la force" advenant l'indépendance du Québec!*

*Si nous sommes si grands et si prospères dans le Canada, pourquoi sont-ils obligés de nous y garder au bout du fusil?*

**libération**

***Date limite des articles: lundi le 16 octobre***

**sion US ni de la complicité canadienne, car il est lui aussi de la partie. Bourassa acceuille au Québec les industries de guerre qui profitent du massacre en Indochine.**

**"Comme les Vietnamiens, les Québécois exigent l'indépendance nationale et l'expulsion de l'impérialisme étranger. La participation des Québécois à la journée internationale du 18 novembre sera un geste qui fera avancer la lutte de tous les peuples opprimés de la terre.**

**"Je fais appel, au nom de la LSO, à tous les mouvements populaires, syndicaux et aux indépendantistes, pour qu'ils fassent preuve de leur solidarité avec les Vietnamiens en lutte, en reprenant le projet lancé par le mouvement anti-guerre américain — à savoir une manifestation au Québec le 18 novembre pour exiger le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes et matériel de guerre US, l'arrêt total des bombardements sur le Nord Vietnam, et le respect du droit des Vietnamiens à l'autodétermination."**

**libération**

# Les "corporate bums" sous le toit féderal

par DENIS ROBERT

M. David Lewis, leader du Nouveau Parti Democratique a fait de très importantes révelations durant sa campagne contre ce qu'il appelle des "corporate bums." Il affirme que par le truchement de crédits, subventions, prêts ou exemptions, ces compagnies engloutissent une part de plus en plus considerable des deniers publics cependant que, grâce à des faveurs et des échappatoires, elles payent de moins en moins d'impôts. Disons tout de suite que rien de ce qu'il a dit n'a été démenti par les personnes en cause.

Au contraire les ministres du cabinet libéral tentent de nous convaincre que ces subventions sont indispensables pour créer les emplois dont nous avons besoin. Arrêtons-nous un peu pour examiner les chiffres rendus publics.

*Exemple un: Chemcell (filiale de la compagnie américaine Celanese de New York) a eu un revenu net en 1970 de $48,500,000; elle a reçu un cadeau du gouvernement fédéral de $497,898 en 1970 divisé comme suit: à Montmagny, $70,245; à Drummondville, $406,923, à Coaticook, $20,730.*

*Le bilan 15 mois plus tard, $497,898 dans les poches de la compagnie; 15 nouveaux emplois à Drummondville; 360 emplois* ***de moins*** *à Montmagny, (l'usine qui a reçu $70,245 ayant fermé ses portes il y a peu de temps.) Résultat net: 345 emplois de moins. (Source: Fédération des travailleurs du Textile, CSN).*

*Exemple deux: Northern Electric a reçu les subventions suivantes: Programme d'assistance à la recherche industrielle (IRAP) $683,000. Production de l'industrie de la défense (DIP) $23,780,311. Programme pour l'avancement de la technique industrielle (PAIT) $387,828. Exemptions de tarifs et de douanes: $767,818. Corporation pour le développement de l'Ontario (ODC) $500,000. Total, $26,129,817.*

*Pourtant dans ce même temps, Northern Electric a abaissé son personnel au Québec seulement de 13,157 à 10,057 -- une perte de 3,100 emplois! (Source: David Lewis dans* ***Le Devoir*** *du 19 sept/72).*

Drôle de façon de créer des emplois! On pourrait continuer à citer d'autres exemples du genre, mais laissons le gouverne-

ment fédéral pour jeter un coup d'oeil du côté québécois. Car le Québec lui aussi sait être généreux dans ce domaine.

Nous n'avons pas l'intention ici d'établir une liste de cadeaux du gouvernement provincial aux "pauvres" compagnies, si "désireuses" de créer de l'emploi ici au Québec.

*Examinons cependant le cas de l'ITT: "Huitième compagnie du monde par le chiffre d'affaire, elle opère dans 67 pays par l'intermédiaire de 200 filiales et emploie à l'échelle du globe 392,000 travailleurs, autant que la force du travail du secteur manufacturier d'un pays d'importance moyenne comme la Finlande, l'Autriche ou le Québec.*

*"On retrouve l'ITT dans presque tous les secteurs de production, en plus du secteur des télécommunications qui représente 12% de son chiffre d'affaire (ce qui représente tout de même le tiers de tous les appareils de télécommunication de l'Europe de l'Ouest). Le conglomérat s'active aussi dans le secteur de l'hôtellerie (Sheraton), l'alimentation (Wonder Bread), locations d'autos (Avis), les fonds mutuels (Hamilton Funds), la construction (Levitt), l'assurance générale (Hartford, 6e plus grande compagnie d'assurance des E-U), l'équipement de chauffage et de ventilation, etc." (Pages 78 & 79, "Ne comptons que sur nos propres moyens".)*

**Nous allons donner $57.3 millions à cette compagnie pour que celle-ci construise un moulin à pulpe de $65 millions. Ce projet** donnera 459 emplois permanents, c'est à dire $359,477 pour chaque emploi créé. De plus, le Québec a, en réalité, réservé le coeur d'une forêt de 26,000 milles carré, c'est à dire du territoire 3 fois plus grand que l'Irlande, à l'usage exclusif de ITT-Rayonier!

Le gouvernement a aussi promis de construire pour $17.5 millions de route d'accès et de "prêter" pour $19 millions de machinerie via Rexfor. Rayonier va payer un taux de location pour cette machinerie et puis nous la rachèterons pour $1.00. En fait, il s'agit d'un prêt sans intérêt pour 25 ans!

Pour sa part, le gouvernement fédéral, via le ministère du développement économique et régional, donne 13.8 millions, en plus des $7 millions pour les routes et autres infrastructures. Nous arrivons donc au chiffre de $57.3 millions en dons à une compagnie dont le chiffre de vente en 1971 fut de $7.3 milliards, à peu près le double du budget du Québec!

Selon le Président de CIP: "Il est insensé d'ouvrir un nouveau moulin à pulpe quand d'autres ferment à cause de la trop forte concurrence sur le marché mondial." À Témiscamingue, 550 ouvriers ont été congédiés par la CIP. Nous versons donc $57.3 millions pour une perte nette de 91 emplois!



Que penser de la valeur de ces subventions? Si on en croit M. Jacques Parizeau du Parti Québécois, "il faut laisser la porte ouverte aux subventions pour ne pas manquer le bateau. Pas n'importe quelle subvention, pas à n'importe qui, mais il ne faut tout de même pas abolir l'instrument". (*Québec-Presse* du 24 septembre.)

En réalité, au contraire, ces subventions ne sont qu'un autre moyen du capitalisme de maintenir l'exploitation des travailleurs. Non seulement en effet les capitalistes nous vendent-ils leurs produits à un prix exorbitant, mais par le biais des subventions, ils viennent chercher dans nos poches les sommes nécessaires à "leurs" investissements!

La libération économique du Québec, il faut la chercher ailleurs que dans le capitalisme. Le terrain sur lequel les travailleurs peuvent mettre fin à l'anarchie du capitalisme, c'est le socialisme. C'est par les nationalisations sous le contrôle ouvrier que les travailleurs peuvent réorienter la production en fonction de leurs besoins.

Les moyens que la collectivité se donne dans une économie socialiste permettent le travail pour tous, parce que la production n'est plus soumise aux *cycles économiques* artificiels provoqués par la recherche du profit et du pouvoir de la classe possédante.

# Victoire à Cabano, la lutte ça paie

*par Vincent Brassard*

Après avoir mené une lutte des plus acharnée, les citoyens de Cabano ont vu leurs efforts couronnés de succès. En effet, il y a deux semaines nous apprenions que le gouvernement fédéral avait décidé de subventionner le projet de cartonnerie, projet mis sur pied par les citoyens, lequel constitue la première expérience du genre au Canada.

Pour faire plier les gouvernements fédéral et provincial, les citoyens de Cabano ont dû y mettre tous leurs efforts. D'abord ils ont formé la "Société populaire des pâtes et papiers du Québec" qui devait être leur porte-parole auprès des gouvernements québécois et canadien. Ces deux mêmes gouvernements qui ont pris plusieurs mois avant de faire connaître leur décision, car avant de dialoguer sérieusement avec la Société populaire, ils devaient "discuter" avec les monopoles étrangers, canadien et américain.

Les pressions de ces monopoles exercées contre le gouvernement du Québec furent nombreuses et bien toutes contre la population de Cabano, pour faire échouer le projet de la cartonnerie.

[illegible] W. Lavigne, qui est sous-ministre dans le ministère fédéral de "l'expansion économique régionale" (ministère dirigé par Jean Marchand) était un opposant notoire au projet de Cabano, et, étant dans une large mesure responsable des subventions accordées par son ministère, était une personne clé dans l'affaire.

L'opposition de Lavigne découlait directement des pressions des grands trust des pâtes et papiers. On sait que pour empêcher Ottawa de contribuer à la réalisation du projet de Cabano, la Canadian Pulp and Paper Association, qui regroupe les grandes compagnies canadiennes de pâtes et papiers est intervenue auprès du gouvernement fédéral pour souligner les difficultés (!) de quelques cartonneries au Nouveau-Brunswick. À ce sujet, une question d'un journaliste à fait dire à Marchand "mais que voulez-vous, c'est plein de pression un gouvernement..."

Bien que le gouvernement du Québec ait longuement attendu le feu vert du gouvernement fédéral pour prendre une décision quant au projet de cartonnerie; Bourassa, face au puissant mouvement de la population de Cabano qui, depuis 16 mois a réussi à travers divers moyens de lutte à mobiliser l'opinion publique, a annoncé la participation de son gouvernement au projet de la cartonnerie.

En plus d'une garantie d'un prêt à long terme par le gouvernement de Québec, la population de Cabano a réussi à obtenir une subvention de 3.3 millions par l'entremise de la société de développement industriel (SDI) et de la société de récupération d'exploitation Forestière du Québec (Rexfor).

Après plusieurs réponses négatives, et après avoir fait languir les citoyens de Cabano, le gouvernement Trudeau faisait volte-face et annonçait qu'il participera au projet de Cabano, cela en pleine campagne électorale fédérale, et à quelques jours du scrutin; toujours dans la bonne tradition des politiciens.

La victoire à Cabano, c'est-à-dire l'établissement d'une coopérative populaire avec subventions gouvernementales, fut avant tout le résultat de la lutte des gens de Cabano, ce qui démontre encore une fois que la lutte, ça paie! Souhaitons que cette exemple de détermination serve d'exemple à tous les Québécois.

"Newsweek" déforme la vérité:

# La position trotskyste sur le terrorisme

par DENA BLUMENTHAL

Onze Israeliens et cinq Arabes furent tués aux Olympiques de Munich au mois de septembre dans une tentative du groupe "Septembre Noir" de faire libérer des Palestiniens emprisonnés par l'État d'Israel. L'impérialisme mondial a su utiliser ces événements pour lancer une campagne contre le "terrorisme international".

**Ils se servent de cet acte d'une poignée de personnes pour lancer une campagne féroce contre toute lutte des opprimés. Dans le cadre de cette campagne, l'hebdomadaire américain *Newsweek*, dans son numéro du 18 septembre** calomnie la Quatrième Internationale, organisation à laquelle est affiliée la Ligue Socialiste Ouvrière, en prétendant qu'elle est "l'Internationale terroriste" qui prône les actes terroristes à travers le monde.

Ce n'est pas surprenant que *Newsweek*, embouche le langage de la bourgeoisie americaine, a choisi la Quatrième Internationale, car cette organisation socialiste révolutionnaire (la seule organisation révolutionnaire internationale) connait une croissance importante dans son influence à travers le monde.

L'article de *Newsweek* est plein de mensonges: par exemple, l'article affirme que la QI a été fondée il y a deux ans à Bruxelles. En réalite, elle fut fondée en 1938 par Léon Trotsky à Paris; l'article dit que les Trotskystes "se voient les catalyseurs provoquant les gouvernements aux mesures de plus en plus répressives. Ceci, croient-ils, encouragera le fascisme et par consequent produira plus de fanatiques radicaux et plus de crevasses dans l'ordre établi."

On n'a qu'à lire ses écrits pour savoir que ce fut Trotsky qui a lutte le plus férocement contre le fascisme, non pas avec les "fanatiques radicaux,, mais plutôt avec des appels aux organisations ouvrières de masse pour résister à la montée du fascisme.

Quant au terrorisme, les Trotskystes sont fidèles à toutes les traditions marxistes en s'opposant à cette façon de lutter contre l'exploitation capitaliste.

La position réelle de Trotsky sur cette question est expliquée dans un temoignage qu'a donné Trotsky à la Commission d'Enquête de Dewey (sur les procès de Moscou) en 1937.

*"Notre pays (la Russie) a eu la plus grande expérience avec la terreur. Je crois que seulement le peuple irlandais pourrait nous concurrencer. Chez nous, il y a eu deux grands partis, le parti Narodnaya Volya (La volonté du peuple), et les Socialistes-révolutionnaires qui ont basé leur tactique sur la terreur individuelle. Tous les Marxistes en Russie ont commencé dans la lutte historique contre la terreur individuelle. Ce n'était pas un principe mystique ou religieux. C'était une question d'organiser l'âme contre le monstre, d'organiser les masses et de les éduquer. Parce que la lutte terroriste fut une page glorieuse dans notre histoire révolutionnaire, avec de grands sacrifices des meilleurs de nos jeunes, les Marxistes ont fait une lutte terrible, une lutte idéologique, contre l'idéologie du terrorisme, afin d'orienter les meilleurs éléments de la jeunesse vers les ouvriers, Dans cette lutte entre le Marxisme et le terrorisme, c'est l'action des masses contre la terreur individuelle, l'école qui se distingue entre la stratégie de la terreur individuelle et le mouvement organisé. Elle a pénétré notre action, notre psychologie et notre littérature pendant des décennies. En 1902 quand je suis venu à Londres où je rencontrais Lénine, il se développait en Russie un mouvement, un mouvement* ***de masse des étudiants et ouvriers, avec les premiers sacrifices résultant du conflit dans les rues. Maintenant, la première réaction de la jeunesse fut la revanche, l'assassinat des ministres, et nous leur avons dit: 'Notre vengeance n'est pas l'assassinat des ministres, mais l'assassinat du Tsarisme, l'ordre de la tyrannie.'***

***"Commençant vers les années quatre-vingt du dernier siècle, deux générations des Marxistes russes ont vécu personnellement l'ère de la terreur: à partir de ces leçons tragiques ils ont développé une attitude négative envers l'aventurisme héroïque des individus isolés. Plékhanov, le fondateur du Marxisme russe; Lénine, le chef des bolsheviks; Martov,*** *le représentant le plus éminent du menchévisme; tous les quatre ont dédié des milliers de pages et des centaines de discours à la lutte contre la tactique de la terreur...*

*"Les explosions terroristes isolés sont inévitables dès que l'oppression politique dépasse certaines limites. De tels actes ont presque toujours un caractère symptomatique. Mais les politiques qui élèvent à un système la terreur, ça, c'est autre chose. 'Le travail terroriste', écrivai-je en 1909, exige en soi une telle concentration de l'énergie sur "le moment suprême", une telle sur-estimation de l'héroïsme personnel, et finalement, une conspiration tellement close que...toute activité agitationnelle ou organisationnelle parmi les masses est exclue...en luttant contre le terrorisme, les intellectuels marxistes ont défendu leur droit ou bien leur devoir de ne pas se retirer des districts ouvriers pour creuser des tunnels au-dessus du Grand Ducal et des palais tsaristes.' tsaristes.'*

*"Il est impossible de duper l'histoire. À long terme, l'histoire met tout à sa place. Le caractère de base de la terreur comme système est celui de détruire cette organisation qui, par entremise des composés chimiques cherche à compenser son propre manque de puissance politique....*

*"En 1911, un esprit terroriste se développait parmi certains groupes d'ouvriers autrichiens. À la demande de Friedrich Adler, rédacteur de Der Kampf, le mensuel théorique de la Social-Democratie autrichienne, en novembre 1911, j'ai écrit pour cette revue-là un article traitant du terrorisme.*

*"'Si une tentative terroriste, même si réussie, sème la confusion dans les cercles dominants, cela dépend des circonstances politiques concrètes. En tout cas, cette confusion ne peut que durer brièvement. L'état capitaliste ne repose pas sur ses ministres et ne pourrait pas être détruit en assassinant ces derniers. Les classes que sert l'État trouveront toujours de nouveaux hommes - le système reste indemne et continue à fonctionner. Or les tentatives terroristes sèment une confusion beaucoup plus profonde parmi les masses ouvrières. S'il suffit de s'armer d'un révolver pour atteindre le but, alors pourquoi la lutte des classes? Si une prise de poudre, et un peu de plomb suffisent pour tirer dans le cou de l'ennemi, pourquoi une organisation de classe? S'il y a raison d'effrayer des personnages de la noblesse avec le bruit d'une explosion, pourquoi un parti? Pourquoi des réunions, l'agitation de masse, des élections quand il est si simple de viser le banc ministériel de la galerie du parlement? D'après nous, le terrorisme individuel est inadmissible précisément parce qu'il abaisse les masses dans leur propre conscience, les fait accepter l'impotence et dirige leurs yeux et leurs espoirs vers le grand vengeur et émancipateur qui viendra un jour réaliser sa mission'"*

libération

# La libération des homosexuels

(Cet article est tiré d'une interview avec Luc Doré, président du Front de Libération des Homosexuels.)

**Q.** *Qu'est-ce que c'est le FLH?*

**R.** C'est un mouvement de libération pour les homosexuels.

**Q.** *Comment s'est-il formé?*

**R.** Le FLH a été formé en '71 à partir de quelques personnes à l'intérieur de ***Main-Mise*** qui ont commencé à se réunir puis à parler de la question de libération. Par la suite le groupe s'est élargi. Le groupe a commencé à prendre de l'ampleur de sorte qu'il s'est réuni à l'"University Settlement" tous les dimanches pendant l'été '71 jusqu'à en venir à ouvrir un local en octobre '71. C'est comme ça qu'il est né.

**Q.** *Quels sont ses buts?*

**E.** Le but du FLH c'est la libération des homosexuels. Avec plus de précision, on pourra grouper ça sous deux points. Le premier c'est d'amener les gens qui sont homosexuels à s'assumer et à être heureux avec leur identité sexuelle. D'autre part, de faire un quelconque travail d'éducation au niveau de la population pour assurer l'intégration puis la fin de l'oppression des homosexuels.

**Q.** *Pourquoi faut-il un mouvement de libération des homosexuels à Montréal?*

**R.** C'est parce que d'une part, c'est très difficile de s'assumer comme homosexuel. Il y a beaucoup de choses qu'on admet que les gens fassent entre eux sur la rue que nous autres, on ne fait pas. C'est-à-dire, par exemple se promener main dans la main sur la rue, s'embrasser, avoir des gestes d'affection comme tout le monde en a, avec nos amis, nos amants — c'est des choses qu'on n'est pas capable de faire... D'autre part, vis-à-vis la société, il y a des politiques de discrimination contre les homosexuels. Il y a la loi de l'immigration, il y a des lois de consentement, sans compter les politiques de discrimination des employeurs.

**Q.** *Quels changements sociaux et politiques le FLH préconise?*

**R.** Ça pourra se résumer en une chose — la libéralisation de la société... Le type de société dans laquelle on vit pose des problèmes. D'une part, le fait que notre société soit bâtie de façon verticale, c'est-à-dire une minorité dominante et une majorité sous son joug — le concept d'autorité. Aussi le fait que ce qui soutient cette structure sociale, c'est un système d'éducation aliénant — un système où on apprend de quelqu'un la vérité sans la questionner. Il n'y a pas moyen de vivre en dehors de la conformité... C'est ce système d'éducation qui a maintenu les préjugés contre les minorités. Ces préjugés et d'autres servent à maintenir le système qu'on a en place. De sorte qu'il faudra arriver à un autre système — un système qui sera avant tout orienté sur le bien-être puis le respect des individus, plutôt qu'un système où la conduite des individus serait en fonction du maintien du système. Pratiquement, ça donnerait probablement un système où il y a plus d'importance accordée à la création d'emplois épanouissants. Puis ça serait un système aussi qui serait non-bureaucratisé de la sorte des systèmes comme en URSS.

**Q.** *C'est quoi la position du FLH vis-à-vis la question nationale au Québec?*

**R.** Je ne pense pas que le FLH ait une position vis-à-vis la question nationale au Québec... Le FLH est un mouvement "spécialisé", c'est-à-dire un mouvement orienté uniquement vers la libération des homosexuels. De sorte que la question nationale ne fait pas partie des objectifs ou des actions concrètes du FLH. Cependant, ses membres ont des positions et sont impliqués dans des actions sur la question nationale.

**Q.** *Vois-tu la possibilité d'avoir des manifestations à Montréal?*

**R.** Je verrais très facilement des manifestations vers les endroits qui font de la discrimination contre les homosexuels, avoir des piquetages en face de divers cours quand il y a un procès qui est visiblement de persécution contre les homosexuels. Puis je verrais aussi avoir une manifestation de protestations contre des sociétés d'État qui enlèvent des émissions aux programmes de télévision parce qu'il y a des scènes d'homosexualité, comme c'est arrivé avec Radio-Canada où on a enlevé l'émission parce qu'à un moment donné, il y avait deux hommes qui se tenaient par la main dans un ascenseur — surtout vis-à-vis une société d'État comme ça maintient le préjugé puis l'aliénation.

**Q.** *Vois-tu la possibilité d'intervenir dans les réunions des candidats dans les élections fédérales?*

**R.** Je pense qu'il y aura effectivement moyen de faire ça. Même si ça ne donne pas vraiment de résultats au niveau de l'action des candidats, ce ne serait que pour la sensibilisation que ça peut faire et de ces candidats et du côté de la population, qui oublie qu'on a des droits, nous aut[illegible] aussi, puis que les gens qui sont élus [illegible]t à faire quelque chose vis-à-vis de la protection. Et aussi vis-à-vis des homosexuels qui pourraient s'apercevoir par la publicité que ça ferait qu'il y a moyen de faire quelque chose puis que ses gens ont non seulement le droit mais le devoir de faire quelque chose pour protéger nos droits.

# Pourquoi la faiblesse de la gauche québécoise

***par Alain Beiner***

Depuis quelques mois un débat s'est amorcé au Québec sur le pourquoi de la faiblesse des organisations socialistes. C'est un débat qui s'impose depuis longtemps.

Qu'une stagnation relative du socialisme québecois existe est incontestable; elle se reflète dans l'influence très restreinte des organisations qui se réclament du marxisme, ainsi que dans l'absence de racines sérieuses de la social-démocratie, organisée dès les années quarante dans le CCF (Co-opérative Commonwealth Federation) et ensuite dans le Nouveau Parti Démocratique.

Malgré la crise internationale du capitalisme, malgré une montée importante de la révolution mondiale depuis les années '50 dans les pays coloniaux, dans les pays impérialistes et même, dans une certaine mesure, dans les États ouvriers bureaucratisés comme l'URSS; malgré des vagues très profondes de militantisme ouvrier et nationaliste au Québec, l'ensemble des effectifs membres d'une quelconque organisation de gauche est inférieur à celui des années '40!

Il est indispensable pour les socialistes québécois d'étudier cette stagnation et d'en tirer les leçons afin de permettre au mouvement socialiste de devenir une force capable de transformer l'histoire québécoise. En ce sens les contributions de Gérard Lachance dans le ***Digeste Québécois*** et de Raymond Laliberté dans ***Le Devoir*** sont d'une extrême utilité.

Gérard Lachance, président de l'Association des professeurs d'histoire du Québec, écrit, dans le numéro d'été 1972 du ***Digeste Québécois***, un article intitulé "L'antinationalisme de la gauche, cause de son impuissance". Dans ce texte, G. Lachance tente d'expliquer pourquoi la gauche québécoise se trouve "...en dehors de l'histoire." La critique principale dirigée contre la gauche est celle bien sûr mentionnée dans le titre de l'article.

"La gauche québécoise s'est toujours située en dehors de l'histoire malgré sa grande capacité à en faire l'analyse. On l'a vue s'opposer au nationalisme québécois et même le combattre suivant en cela les attitudes de la gauche européenne. C'est ce qui fait que les gauchistes québécois ont toujours été à la remorque des événements, n'ont jamais pu les prévoir ni les infléchir dans leur déroulement. Ils faisaient abstraction d'une réalité bien québécoise; le nationalisme, le résultat d'une situation historique. On les a vus s'opposer à la lutte pour la langue française, la considérant comme une lutte 'nationaleuse' et blâmant la droite d'avoir pris l'initiative de cette lutte. Ils oubliaient que la langue française est aux Québécois ce qu'est la couleur de la peau aux Noirs américains. La libération de la langue sera suivie de d'autres libérations."

Pour Raymond Laliberté, chef du NPD-Québec, qui écrit dans ***Le Devoir*** du 11 septembre dernier, sous le titre "Pourquoi cette stagnation du socialisme québécois?" le problème est tout autre. Ce sont, de dire Laliberté, nos anciens dirigeants de "gauche" et du mouvement ouvrier (Drapeau, Marchand, Trudeau, Gérard Filion, etc.) qui se sont vendus depuis, ainsi que la mainmise de l'Église catholique et de la "gent cléricale et écrivante" qui expliquent la stagnation du NPD-Québec et de toute la gauche.

"Tout comme elles expliquent peut-être...pourquoi la Question Nationale est toujours à l'avant-scène des débats, même chez les intellectuels de gauche du Québec."

Au contraire de Lachance, Laliberté est de l'avis qu'une préoccupation ***trop*** poussée vers la question nationale est un facteur derrière la stagnation de la gauche, un résultat de l'influence catholique, et quelque chose qui "empêche" les socialistes d'aborder les "véritables" questions, à savoir les questions économiques tels que la "cartonnerie de Cabano et l'édifice Dasken de Hull"!

Cette évaluation des choses a poussé Laliberté à "...souhaiter que la Question Nationale se tranche au plus sacrant, maintenant que l'on a coupé le cordon ombilical catholique, de sorte qu'enfin on puisse aborder franchement les vrais problèmes de fond."

Voilà deux points de vue diamétralement opposés, sauf que l'un, celui de Laliberté, ne se conforme point ni à l'histoire québécoise, ni à la réalité actuelle.

Si le NPD ne s'est pas développé en un parti ouvrier de masse au Québec c'est avant tout parce que le NPD se fait le défenseur, de même que les vieux partis bourgeois, de l'État capitaliste mis sur pied en 1867 par les bandits de la Confédération. L'abstraction que fait le NPD-Québec de la réalité nationale au Québec, se voit tant dans son programme profédéraliste que dans son absence dans les luttes nationales.

La faiblesse du NPD n'est évidemment pas dûe à une préoccupation de la question nationale, car le NPD s'est toujours placé en dehors des actions de masse autour des droits nationaux, et il se place aujourd'hui en opposition à la lutte pour l'indépendance nationale.

Le NPD- Québec peut maintenir son programme national pourri; il peut continuer à diluer même son appui au principe du droit des Québécois à l'autodétermination pour s'accorder avec David Lewis; il peut perpétuer sa défense de l'État canadien contre le nationalisme des masses québécoises, mais à cause de ces positions, le NPD ne s'enracinera jamais au Québec et ne deviendra jamais un parti ayant une influence de masse comme au Canada anglais.

Le Parti Communiste du Québec est encore plus isolé que le NPD-Québec, et presque inactif. Le PCQ ne brille pas seulement par son absence de toutes les luttes du peuple québécois, mais aussi par son appui à plusieurs positions anti-Québécoises; exemple: son appui à l'infâme loi 63, une loi "démocratique" selon lui!

Le PCQ est-il si impuissant parce qu'il se préoccupe trop de la question nationale, la mettant à "l'avant-scène des débats?" Pour le PCQ, le nationalisme québécois est bourgeois. Le PCQ s'oppose à l'indépendance du Québec, favorisant plutôt une "nouvelle constitution canadienne".

Dans deux importantes luttes pour les droits nationaux, celles de St-Léonard et du bill 63, le PCQ s'est **dissocié des justes positions de la nation opprimée pour se placer dans le camp des Rémi Paul, de la Chambre de Commerce, et de la nation opprimante!** Après tout, comment le PCQ peut-il appuyer la lutte pour les droits linguistiques de la nation opprimée quand un Québec français risque d'être "coercitif envers la minorité anglophone!"

Le PCQ fut la seule tendance, politique ou syndicale, au Québec qui est venue à la défense de Bourassa durant la récente lutte dans le sud-ouest de Montréal pour sauver les écoles françaises qui fermaient: "Il est malheureux de voir qu'au lieu de rechercher l'unité de tous les travailleurs pour trouver une véritable solution à ces problèmes sociaux, l'on accuse à tort le bill 63 d'être la cause de la fermeture des écoles françaises." (***Combat*** du 8 septembre 1972) Le PCQ refuse même de reconnaitre le caractère ***national*** du problème!

Au sujet des partisans de Mao, dont les noms sont trop nombreux pour les citer, il suffit de dire qu'ils se sont fait connaitre surtout pour leurs "actions violentes", dirigées parfois contre la police, mais surtout contre les défenseurs de la langue française! Les partisans du Front Commun pour la défense de la Langue Française (FCDLF) et du Mouvement Québec Français (MQF) ont eu dans leurs réunions l'occasion de rencontrer ces "gauchistes" qui les ont attaqués physiquement!

Charles Gagnon, ancien dirigeant du FLQ et présentement à l'emploi du Conseil central de Montréal (CSN), est un autre de ces "marxistes" qui se préoccupent de dénoncer l'indépendance pour ce qu'elle "pourrait" être, mais qui ne souffle pas un traitre mot contre le fédéralisme pour ce qu'il ***est!***

La première tâche des socialistes, c'est de s'orienter par rapport à la lutte des classes en tant que contradiction fondamentale dans la société et catalysateur de tout progrès historique. Or, la lutte des classes au Québec prend la forme d'une lutte ***nationale,*** une lutte pour déterminer avant tout quelle force sociale dirigera la nation contre l'impérialisme étranger qui domine l'économie québécoise.

C'est la lutte des Québécois en faveur des droits nationaux contre l'État à Ottawa et contre l'impérialisme américain et canadien qui détermine la forme et le cours de la lutte des classes. Cette lutte ***démocratique*** est indispensable à la lutte pour le renversement du capitalisme et pour la construction d'une société socialiste.

Pour la Ligue Socialiste Ouvrière (affiliée à la Quatrième Internationale), seule organisation de gauche à appuyer sans condition la lutte pour un Québec indépendant et français, toute stratégie et programme socialistes doivent s'élaborer à partir d'une telle compréhension de la lutte nationale en tant que lutte démocratique, dont la dynamique révolutionnaire la lie étroitement à la lutte pour le socialisme.

Pour la LSO il s'agit de faire renaitre la politique de Lénine sur la question nationale, politique ignorée ou rejetée par les autres organisations de gauche: "Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie." (Lénine, Sur les Que ns nationales et coloniales, Pekin, 1970, p. 2)

Pour les antinationalistes de la gauche qui s'excluent de l'histoire et de la lutte des classes, au contraire de l'analyse de Lénine, le rapport entre lutte nationale et socialisme est celui de la contradiction. Parce que les droits nationaux sont difficilement réalisables en régime capitaliste on en conclut qu'il faut "plutôt" lutter pour le socialisme et laisser tomber la lutte nationale.

Dans un débat analogue en 1916, Lénine expliquait que tout droit démocratique est "irréalisable" en régime capitaliste sans une lutte militante de masse. Cependant, Lénine affirme que cela n'entraine nullement la renonciation des socialistes "à la lutte immédiate et la plus résolue pour ***toutes*** ces revendications -- cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction -- tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entrainant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie. La révolution socialiste peut éclater non seulement à la suite d'une grande grève ou d'une manifestation de rue, ou d'une émeute de la faim, ou d'une mutinerie des troupes, ou d'une révolte coloniale, mais aussi à la suite d'une quelconque crise du genre de l'affaire Dreyfus (en France) ou de l'incident de Saverne (en Alsace), ou à la faveur d'un référendum à propos de la séparation d'une nation opprimée, etc." (Lénine, Ibid, p. 4-5)

C'est précisément en "entrainant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique", comme celles concernant les droits linguistiques, que la LSO a pu prendre part à la construction d'actions de masse, depuis le bill 63 et McGill français ainsi que les manifestations du 1er juillet et du 16 octobre en 1971.

L'hégémonie actuelle du Parti Québécois (parti bourgeois) dans le mouvement nationaliste ne peut pas non plus faire renoncer les socialistes à la lutte nationale. Le PQ a également l'hégémonie politique dans le mouvement syndical. Ni dans un cas ni dans l'autre les socialistes abandonnent le champ au PQ -- ils y combattent pour gagner les masses au socialisme. Car si les masses adhèrent largement au PQ, c'est à cause de ses prétentions ***nationalistes,*** et non socialistes.

Il est faux d'en conclure qu'on doit abandonner la lutte nationale pour combattre le PQ sur un autre terrain, plutôt "économique" ou "proprement de classe", ce qui ne ferait que renforcer l'emprise bourgeoise péquiste sur les masses. Le seul moyen de pousser les masses ouvrières contre le capitalisme ***en général*** et contre sa "propre" bourgeoisie, c'est, pour l'avant-garde socialiste, de se placer vigoureusement sur le terrain de la lutte nationale avec un programme conse-

quent et sans compromis, expliquant la necessite de l'action independante de masse, ainsi que la necessite pour la classe ouvrière de jouer le rôle d'avant-garde dans la lutte pour la liberation de la nation.

Accepter l'hegemonie actuelle du PQ dans le mouvement nationaliste; abandonner ce terrain sous pretexte qu'il faut trouver des "questions de classes pures" equivaut à abandonner les masses à la bourgeoisie nationale, à trahir la lutte d'emancipation nationale, et à remettre serieusement la revolution socialiste. Cela a pour effet de reduire d'avantage la gauche à l'impuissance.

L'importance centrale, pour les socialistes, des tâches nationales ne dirige pas les masses "davantage vers le PQ" comme le pretendent certains, comme si la lutte nationale etait la propriete exclusive du PQ. À l'epoque de la domination mondiale de l'imperialisme, le terrain de la lutte nationale victorieuse appartient uniquement à la classe ouvrière.

La gauche quebecoise ne sera pas un facteur dans l'histoire; la lutte d'emancipation nationale ne sera pas victorieuse, sans la jonction revolutionnaire entre le mouvement nationaliste et le programme de l'avant-garde socialiste.